Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08

Séances publiques nos 140, 141 et 142 p. 09-81

Questions au Gouvernement p. 81-99

2023-2028

n°58

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08

Séances publiques ..... p. 09-81

140e séance du jeudi 30 avril 2026 p. 09-52

141e séance du mardi 19 mai 2026 p. 52-60

142e séance du mercredi 20 mai 2026 p. 60-81

Questions au Gouvernement ..... p. 81-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
14/07/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC® C223614

Célébration de la Journée internationale du parlementarisme à Lisbonne

Sur invitation de M. José Pedro Aguiar-Branco, Président de l'Assemblée nationale portugaise (à droite), M. Claude Wiseler a assisté aux célébrations de la Journée internationale du parlementarisme à Lisbonne.

Dans le cadre de la Journée internationale du parlementarisme, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a participé le 30 juin 2026 à une conférence organisée à Lisbonne par son homologue portugais, M. José Pedro Aguiar-Branco. Cette visite a également été l'occasion pour lui d'assister à l'inauguration de l'exposition « Le Portugal et l'Europe – 40 ans de progrès partagé », consacrée au 40e anniversaire de l'adhésion du Portugal à l'Union européenne.

Dans son intervention, le Président de la Chambre a rappelé que la démocratie repose sur des principes fondamentaux : le respect des droits humains, l'État de droit, la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Face aux défis auxquels sont confrontées les démocraties contemporaines, il a mis en garde contre les tentatives de fragilisation des institutions et a souligné la nécessité de renforcer la confiance des citoyens – en particulier des jeunes – dans le fonctionnement démocratique. M. Wiseler a tenu à rappeler le rôle central du parlement dans le débat démocratique :

> « Les débats essentiels pour un pays doivent avoir lieu au parlement, et, si possible, pas dans la rue. C'est à cela que sert la démocratie parlementaire et représentative. »
>
> Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Il a également insisté sur le rôle essentiel du parlement comme lieu de représentation, de dialogue et de débat, tout en appelant les responsables politiques à défendre leurs convictions avec courage et à maintenir un lien étroit avec les citoyens afin de préserver la vitalité de la démocratie.

La Journée internationale du parlementarisme

La Journée internationale du parlementarisme a été instituée via une résolution adoptée en 2018 par l'Assemblée générale des Nations Unies. La date du 30 juin a été choisie en hommage à la création de l'Union interparlementaire, fondée ce même jour en 1889.

Avant le sommet de l'OTAN à Ankara, les Présidents des Parlements membres se réunissent à Istanbul

Les 29 et 30 juin 2026, les Présidents des Parlements membres de l'OTAN et les chefs des délégations auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) se sont retrouvés à Istanbul en Turquie pour discuter du renforcement de l'Alliance et plus particulièrement de son versant européen. Ce sommet s'est tenu à l'approche du sommet de l'OTAN à Ankara les 7 et 8 juillet 2026.

La réunion a eu lieu à un moment charnière : non seulement l'Ukraine parvient à contenir l'agresseur, mais elle réussit à renverser la tendance. Dans ces circonstances, il est primordial de continuer à la soutenir. « Chaque instant, chaque moment perdu signifie des vies perdues, des hôpitaux attaqués, des infrastructures endommagées », a souligné M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, affirmant dans son intervention que le Luxembourg continue à soutenir l'Alliance, ce qui constitue la réponse la plus efficace face aux défis posés par les pays malveillants.

Les parlementaires se sont accordés sur le fait que l'Europe doit devenir plus performante en matière de sécurité - sans laquelle aucun développement économique n'est possible - et qu'il sera difficile de combattre les guerres hybrides menées par d'autres pays sans disposer des moyens adéquats, puisque la puissance ne se mesure pas uniquement à la force militaire.

Le Président de la Chambre a rappelé dans ce contexte le rôle de pionnier que joue le Luxembourg en la matière en tant que premier pays européen à avoir mis en place un « Defence Bond » en début d'année. Domicile du Fonds d'innovation de l'OTAN, il peut en outre faire valoir son expertise en la matière.

De gauche à droite : Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, M. Marcos Perestrello, Président de l'AP-OTAN, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, M. Numan Kurtulmuş, Président du Parlement turc, et M. Mevlüt Çavuşoğlu, Président de la délégation turque auprès de l'AP-OTAN

Le projet de Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience, dont une antenne européenne doit voir le jour à Luxembourg, en est un parfait exemple. Cette banque, dont la création a été annoncée par le Premier ministre luxembourgeois dans son discours sur l'état de la nation, doit renforcer l'infrastructure militaire, consolider la cybersécurité et protéger la chaîne d'approvisionnement.

À l'heure où les défis semblent s'accélérer et les crises se multiplier, M. Wiseler a rappelé qu'il ne faut pas oublier que « la liberté n'est pas un acquis – elle se conquiert et se défend jour après jour ».

Le sommet des Présidents des Parlements des pays membres de l'OTAN

Au sommet parlementaire des membres de l'Alliance transatlantique, la Chambre des Députés est traditionnellement représentée par le Président de la Chambre ainsi que la Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Défis démocratiques, droits humains et État de droit au cœur des débats de l'APCE

La Chambre était représentée par M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas et Mme Alexandra Schoos (de gauche à droite).

À l'occasion de la session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la délégation de la Chambre des Députés, présidée par M. Gusty Graas et complétée par Mmes Octavie Modert et Alexandra Schoos ainsi que M. Paul Galles, a participé aux discussions qui ont eu lieu du 22 au 26 juin 2026 à Strasbourg. Les députés se sont exprimés sur une multitude de thématiques : de l'élimination des stéréotypes de genre dans les médias à la sécurité alimentaire en temps de crise, en passant par l'accès aux soins de santé pour les migrants, la liberté des médias dans le sport, les efforts de l'UNRWA en Palestine ainsi qu'un état des lieux de la situation au Liban.

Élimination des stéréotypes de genre dans les médias

Mme Modert a plaidé en faveur du rapport qui appelle à renforcer les actions visant à éliminer les stéréotypes de genre dans les médias, notamment par des mesures en matière d'éducation aux médias, de coopération avec la société civile et de dialogue avec les plateformes numériques. La députée a souligné que les médias modernes véhiculent une image déformée de la masculinité, alimentant la violence, en particulier à l'égard des femmes et des personnes LGBTQI+. Elle a insisté sur la nécessité que l'éducation aux médias s'adresse non seulement aux consommateurs, mais également aux créateurs de contenu.

La députée a également participé à une réunion du réseau « Women@PACE » organisée à l'occasion de la Journée internationale des femmes dans la diplomatie. À cette occasion, Mme Petra Bayr, Présidente de l'APCE, a souligné la nécessité de garantir la pleine participation et l'autonomisation des femmes dans les fonctions diplomatiques, tout en appelant à redoubler d'efforts pour lever les obstacles structurels qui entravent leur accès aux postes de direction et aux fonctions décisionnelles.

La famine comme méthode de guerre et l'accès aux soins de santé des migrants

L'APCE a condamné l'utilisation de la famine comme méthode de guerre et appelé les États membres à appliquer le droit international humanitaire et à protéger les corridors d'aide alimentaire. Mme Schoos a dénoncé l'utilisation du droit à l'alimentation comme arme de guerre et plaidé pour le renforcement de la souveraineté alimentaire comme enjeu de sécurité.

L'Assemblée a également appelé à garantir aux personnes migrantes et réfugiées un accès effectif, gratuit et sans discrimination aux soins de santé, tout en facilitant leur intégration dans les systèmes nationaux d'assurance maladie. La députée a soutenu le droit à la santé et à l'accès aux soins, tout en rappelant que celui-ci ne confère pas un droit de séjour indéfini sur le territoire européen.

La liberté des médias dans le sport

L'Assemblée a dénoncé les restrictions croissantes à la liberté des médias dans le sport et incité les États à garantir aux journalistes un accès équitable aux événements sportifs et à renforcer leur protection. Mme Schoos s'est associée à cette dénonciation, tout en estimant que le rapport assimile, à tort, davantage de réglementation et de financement public à plus de liberté. Elle a plaidé pour une presse indépendante, des subventions publiques, où les conditions d'accès aux événements sportifs relèvent avant tout des organisateurs et des détenteurs de droits.

Un appel à l'APCE de soutenir les institutions libanaises

M. Graas a, quant à lui, conclu cette session de l'APCE avec un rappel de la situation au Liban. Il a mis en avant les multiples crises auxquelles le pays doit faire face, les conséquences de ces crises étant empirées par le conflit entre le Hezbollah et Israël dans le sud du pays.

Le député a salué les discussions en cours entre le Liban et Israël et s'est montré préoccupé par l'opposition du Hezbollah à ces efforts de réconciliation. Il a rappelé aux membres de l'APCE qu'en tant que gardienne de l'État de droit et des droits humains, il est du devoir de l'Assemblée d'appuyer et de soutenir les institutions libanaises ainsi que toute initiative visant à les renforcer.

La situation en Palestine et les efforts de l'UNRWA

M. Marc Lassouaoui, Responsable des relations communautaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a dressé le bilan des efforts de l'office à Gaza et en Cisjordanie. Il a mis en avant le fait que l'UNRWA est une organisation apolitique qui se voit continuellement politisée et qu'elle s'est dotée d'un service qui assure la neutralité de l'organisation. Le haut fonctionnaire a par ailleurs expliqué aux députés que l'UNRWA vise à ne plus être nécessaire à terme et qu'elle œuvre en faveur de la création de structures de gestion qui permettent à la Palestine d'être en mesure de s'autogérer. Interrogé par les députés quant au futur de la Palestine et du processus de paix, M. Lassouaoui ne s'est guère montré optimiste sur la perspective d'une solution à court terme.

Visitt vum CGPO

Am Kader vun der Reform vum Staatsexamen an der Fonction publique hunn d'Deputéiert vun der Kommissioun fir den ëffentlechen Déngscht de CGPO (Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État) um Kierchbierg besicht. Dobäi kruten si en Abléck an déi nei Rekrutementsprozedure souwéi déi nei digital Outilen, déi bei der Moderniséierung vum Rekrutement agefouert gi sinn.

Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

Les programmes de cohésion et Interreg au centre de la 75e séance plénière du CPI

© PDG/CK

Le Président de la Chambre avec ses homologues du CPI (de gauche à droite : MM. Benoît Dispa et Willy Borsus, Mme Patricia Creutz-Vilvoye, M. Matthias Lammert, Mme Brigitte Torloting, M. Claude Wiseler et Mme Heike Winzent)

La 75e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est tenue le 19 juin 2026 à Eupen, au Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, à laquelle ont participé M. Claude Wiseler, Président de la Chambre et de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI, et M. Claude Haagen, membre de cette délégation.

Un échange avec M. Oliver Paasch, Ministre-président de la Communauté germanophone de Belgique, a eu lieu au sujet des travaux du Sommet des exécutifs de la Grande Région. Parmi les autres points forts figuraient une présentation de M. Pascal Arimont, député européen, sur l'état des discussions concernant la prochaine génération des fonds de cohésion ainsi qu'un débat sur les différentes recommandations émises par le CPI et sur la coopération transfrontalière en faveur des enfants et des jeunes.

Le Président de la Chambre a été accueilli par Mme Patricia Creutz-Vilvoye, Présidente du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, et a eu l'occasion d'échanger avec ses homologues, les Présidents des Parlements des régions limitrophes, dont M. Matthias Lammert, récemment élu Président du Parlement de Rhénanie-Palatinat.

Les deux députés luxembourgeois ont pu prendre connaissance des avancées réalisées dans le cadre de la présidence wallonne de la Grande Région. Ils se sont notamment intéressés à la présentation de M. Arimont sur l'état des discussions sur la nouvelle génération des programmes de cohésion et Interreg.

Les membres du CPI ont également pris connaissance du projet Interreg CAPACITI, qui vise à renforcer la protection des droits des enfants et des jeunes dans la Grande Région. Dans le prolongement des réflexions sur la coopération transfrontalière, M. Charel Schmit, Ombudsman luxembourgeois pour les enfants et les jeunes, a souligné l'intérêt de renforcer la coopération régionale et de mutualiser les expertises au sein d'un centre de compétences à l'échelle de la Grande Région.

M. Haagen a ensuite présenté le rapport de la Commission « Environnement et Agriculture » du CPI, consacré au potentiel de la Grande Région en matière de production d'énergies renouvelables. Cette recommandation vise à renforcer le développement des énergies renouvelables en favorisant une coopération transfrontalière accrue entre les collectivités, les gouvernements, les entreprises et les centres de recherche. Elle souligne également la nécessité de soutenir l'autonomie énergétique, les communautés énergétiques, l'innovation et la formation, tout en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et territoriaux. Dans ce contexte, M. Haagen a rappelé l'importance d'intensifier les efforts afin d'accélérer la transition énergétique et le déploiement des énergies vertes à l'échelle régionale.

« La frontière est souvent plus proche que la capitale. »
Claude Haagen, rapporteur

Le député luxembourgeois a également souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes régions afin de faire progresser la filière des énergies vertes.

Lors des discussions sur la recommandation de la Communauté germanophone de Belgique relative aux travailleurs frontaliers, M. Haagen a rappelé que celles-ci doivent s'inscrire dans une approche régionale, conformément à l'esprit de la politique de cohésion européenne, qui tient compte des spécificités de chaque territoire. Il a souligné, à cet égard, l'importance pour la Grande Région de développer des solutions harmonisées et cohérentes, adaptées à ses réalités et à ses besoins communs.

En clôturant cette journée d'échanges, Mme Creutz-Vilvoye a souligné que la Grande Région se construit chaque jour grâce aux rencontres, au dialogue et à la coopération entre ses acteurs. La session d'Eupen a une nouvelle fois illustré cette dynamique, en mettant en évidence l'importance des échanges transfrontaliers pour relever ensemble les défis communs et favoriser un développement harmonieux, durable et solidaire de cet espace régional partagé.

© PDG/CK

M. Claude Haagen lors de la présentation du rapport de la Commission « Environnement et Agriculture » du CPI

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

… le groupe d'amitié Belgique-Luxembourg du Bundestag allemand, sous la direction de son Président, M. Philip Hoffmann

Vers une implication plus effective des parlements nationaux dans la surveillance de la facilité pour la reprise et la résilience

M. Franz Fayot a participé à une réunion interparlementaire de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement européen.

En sa qualité de Président de la Commission de l'Exécution budgétaire (COMEXBU), M. Franz Fayot a participé le 24 juin 2026 à une réunion interparlementaire au Parlement européen à Bruxelles au sujet de la surveillance de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) et des perspectives concernant le prochain cadre financier pluriannuel.

En tant que participant au premier panel relatif à la surveillance de la FRR, le député luxembourgeois a souligné que ladite facilité a été mise en place dans un contexte d'urgence et de relance post-Covid et que les États membres ont été contraints de trouver, dans un bref délai, des projets adéquats remplissant les critères imposés par Bruxelles. Nonobstant, la FRR – qui représente pour le Luxembourg un montant total de 241 millions d'euros – constitue un outil important pour mener à bien des réformes essentielles pour le pays, notamment dans les domaines de la cohésion, de la résilience sociale, de la transition verte et de la digitalisation.

Dans son intervention, M. Fayot a également relevé le rôle limité de la Chambre des Députés, tant dans la conception du Plan pour la reprise et la résilience que dans la surveillance de sa mise en œuvre. L'implication des parlements constitue cependant pour le député un facteur important pour garantir la crédibilité d'un tel instrument et renforcer la confiance des citoyens dans l'emploi des fonds européens.

Le député a tenu à mettre en évidence que la FRR a le mérite de constituer un effort collectif au niveau européen dont il faudra tirer parti. Pour ce faire, il y a lieu de remédier aux diverses lacunes constatées, à savoir la difficulté de mesurer l'atteinte effective des cibles et jalons, le manque de transparence quant aux bénéficiaires finaux des projets et le risque de double financement. De manière générale, M. Fayot a plaidé, au vu du contexte géopolitique actuel, en faveur d'initiatives plus stratégiques et communes, œuvrant davantage à un approfondissement de l'Europe.

Les parlements nationaux dans le cadre européen

Les députés luxembourgeois se rendent régulièrement au Parlement européen pour participer à des réunions interparlementaires. Les commissions du Parlement européen invitent en effet leurs homologues des parlements nationaux à participer à des débats portant sur certaines propositions de l'Union européenne.

Cette coopération repose sur un fondement juridique : le traité de Lisbonne dispose que le Parlement européen et les parlements nationaux définissent ensemble l'organisation et la promotion d'une coopération interparlementaire efficace et régulière au sein de l'UE.

Hearing du Parlement des jeunes

La santé mentale à l'école, les violences de genre, l'homophobie, la situation géopolitique actuelle, le vote à partir de 16 ans : les membres du « Jugendparlament » – le Parlement des jeunes – ont pris la parole à la Chambre le 26 juin 2026 en présence des députés et des ministres.

Tout au long de l'après-midi, les jeunes ont discuté avec ces derniers sur les résolutions qu'ils avaient préparées au cours des derniers mois sur les thématiques suivantes :

– la réponse commune de l'UE face à l'évolution de la situation géopolitique résultant de la nouvelle stratégie de politique internationale des États-Unis d'Amérique ;

– la diversification des secteurs non liés aux services ;

– la santé mentale dans le système scolaire secondaire au Luxembourg ;

– la lutte contre les violences basées sur les genres et l'homophobie ;

– l'écoblanchiment aux niveaux national et européen ;

– la défense et la sécurité interne ;

– l'avis relatif à l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans.

Le Parlement des jeunes est une plateforme dédiée aux jeunes âgés de 14 à 24 ans vivant au Luxembourg. Il permet aux jeunes de discuter et de débattre sur des sujets qui les intéressent.

Recherche scientifique au Parlement

La discipline parlementaire à la Chambre des Députés

– La discipline parlementaire peut être définie comme un « ensemble de sanctions prévues par les règlements des assemblées et qui peuvent être infligées aux parlementaires ne respectant pas les règles de bonne conduite de l'institution »[1].

– **La discipline parlementaire est indispensable au bon fonctionnement des assemblées.** Elle protège l'organe parlementaire et garantit la continuité de ses fonctions, en le préservant de comportements qui l'empêcheraient de remplir ses missions constitutionnelles. Elle vise également à assurer la bonne tenue des débats et des délibérations parlementaires.

– **En vertu du principe de l'autonomie parlementaire et de la séparation des pouvoirs, le droit de discipline à l'égard des députés relève de la compétence des parlements :** les sanctions sont généralement prévues par les règlements internes des parlements et sont infligées par les pairs, de manière autonome, sans contrôle du pouvoir judiciaire.

– La discipline parlementaire doit être distinguée de l'immunité parlementaire, qui protège l'indépendance des députés. Il existe deux catégories d'immunités parlementaires :

• l'irresponsabilité, qui interdit toute action civile ou pénale contre un député pour les votes et opinions émis dans le cadre de ses fonctions ;

• l'inviolabilité, qui conditionne l'arrestation d'un député pénalement poursuivi à l'autorisation préalable de la Chambre.

– **Les immunités parlementaires dont bénéficie un député n'empêchent pas qu'il fasse l'objet d'une procédure disciplinaire et se voie infliger une ou plusieurs sanctions disciplinaires.**

La discipline parlementaire à la Chambre des Députés

– Le Règlement de la Chambre des Députés détermine, en son Chapitre 9 du Titre I, le champ d'application de la discipline parlementaire (les comportements fautifs), les sanctions encourues et la procédure applicable.

– Ces dispositions ont été réformées en profondeur en 2023, pour créer un cadre clair et protecteur des droits des députés mis en cause lors d'une procédure disciplinaire, en se conformant à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

– Le Règlement distingue **les mesures immédiates (article 52)**, que le Président peut prendre pour faire cesser un trouble immédiatement, **des sanctions prises par la Conférence des Présidents (articles 53 à 57), a posteriori, en cas de comportement fautif grave.** La Conférence des Présidents rend une décision motivée au terme d'une procédure contradictoire.

– L'article 57bis du Règlement offre une voie de recours interne, devant le Bureau, au député sanctionné.

[1] A. Le Divellec et M. De Villiers, Dictionnaire du droit constitutionnel, 14e éd., Dalloz, 2024, p. 124, voy. discipline.

La conformité de la discipline parlementaire à la Convention européenne des droits de l'homme

– La Cour européenne des droits de l'homme a rendu quelques décisions relatives à la discipline parlementaire, l'affaire de référence étant l'arrêt Karácsony et autres contre Hongrie du 17 mai 2016.

– Parmi les enseignements de la jurisprudence européenne, il sera noté que :

• le haut degré de protection de la liberté d'expression dans l'enceinte parlementaire n'empêche pas d'y apporter des restrictions à travers la discipline parlementaire, pour autant que ces restrictions sont prévues par la loi (au sens matériel, à savoir la loi, les normes infra-législatives et le droit non écrit), poursuivent un but légitime et sont nécessaires et proportionnées dans une société démocratique ;

• la discipline parlementaire poursuit un but légitime, en ce qu'elle assure le bon fonctionnement des assemblées et protège les droits des autres députés ;

• le parlementaire doit bénéficier d'une protection effective contre les abus, à travers une procédure équitable accompagnée de garanties procédurales ;

• en vertu du principe de l'autonomie parlementaire et de la séparation des pouvoirs, un recours interne, non juridictionnel, n'est pas contraire à la Convention.

– L'examen des critères posés par la Cour européenne des droits de l'homme mène à un constat de conformité des dispositions relatives à la discipline parlementaire du Règlement de la Chambre tant à l'article 10 de la Convention, relatif à la liberté d'expression, qu'à l'article 13, consacrant le droit à un recours effectif.

La conformité de la discipline parlementaire à la Constitution

– L'article 68, alinéa 1er, de la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés détermine par son Règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions ainsi que son organisation matérielle et financière, y compris le statut de ses fonctionnaires ».

– L'article 37 de la Constitution prévoit que toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit :

• être prévue par la loi (au sens formel, à savoir la norme votée par le Parlement suivant la procédure législative) – il s'agit d'une condition de forme ;

• respecter leur contenu essentiel et, dans le respect du principe de proportionnalité, être nécessaire dans une société démocratique et répondre effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui – il s'agit de conditions de fond.

– La liberté d'expression, protégée par l'article 23 de la Constitution, est une liberté publique.

– Ainsi, en organisant le bon fonctionnement de la Chambre par la discipline parlementaire, le Règlement de la Chambre prévoit une limitation à la liberté d'expression des députés. Or, la liberté d'expression est une liberté publique que l'article 37 réserve à la compétence du législateur.

– Afin d'articuler et d'appliquer les articles 37 et 68 de la Constitution, dans le respect de l'autonomie parlementaire et de la séparation des pouvoirs, nous proposons une interprétation équilibrée tout en préservant, quant au fond, la portée de l'article 37 dans la protection des libertés publiques.

– La nécessaire lecture cohérente des articles 37 et 68 de la Constitution conduit à considérer que :

• par principe, les limitations à l'exercice des libertés publiques des individus doivent être prévues dans la loi formelle mais que,

• par exception, aux fins d'organisation et de bon fonctionnement de la Chambre, lorsque ces limitations visent les députés, le personnel ou ceux qui se trouvent dans les locaux de la Chambre, l'article 68 exige qu'elles figurent dans le Règlement.

– Ainsi, l'exigence d'une loi formelle pour limiter la liberté d'expression des députés (condition de forme) trouve une exception dans le strict contexte de l'article 68 de la Constitution.

– Cette articulation des normes constitutionnelles, en application du principe selon lequel la norme spéciale déroge à la norme générale, est soutenue par la volonté du constituant lors de la rédaction de l'article 68 de la Constitution, mais s'appuie également sur le droit belge, tout comme sur la jurisprudence administrative.

– Quant aux conditions de fond énoncées par l'article 37 de la Constitution dans la limitation des droits et libertés garantis, elles doivent être respectées par le Règlement.

– À la lumière des instruments internationaux et plus particulièrement de la Convention européenne des droits de l'homme, nous considérons que la discipline parlementaire, telle qu'elle est encadrée et mise en œuvre à la Chambre des Députés, est conforme aux exigences de fond des articles 23 et 37 de la Constitution dans la limitation de la liberté d'expression des députés.

M. Marty « La discipline parlementaire à la Chambre des Députés », *Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 27 mars 2026.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Participation financière de l'État au projet « J.F. Kennedy-Sud »

8656 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables du projet « J.F. Kennedy-Sud » au Kirchberg, Ville de Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser la participation financière de l'État à la réalisation du projet « J.F. Kennedy-Sud » au Kirchberg. Ce dernier prévoit la construction de neuf bâtiments comprenant 245 logements, permettant l'accueil d'environ 550 habitants. Le projet est développé par la Société nationale des habitations à bon marché (ci-après « SNHBM »). Une partie (32,37 %) est réalisée pour le compte du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg qui en assure la commercialisation. Conformément aux pratiques usuelles applicables aux projets d'une telle envergure, la réalisation du projet se fait par phases successives.

Le projet comprend plusieurs bâtiments résidentiels et commerciaux de typologies variées, dont la réalisation est planifiée entre 2024 et 2032, avec des appartements à louer ou à vendre, des « townhouses », des surfaces commerciales, des parkings souterrains et des espaces communs (« shared spaces ») dans tous les bâtiments. 109 des logements construits et gérés par la SNHBM sont mis en location abordable, et 78 logements sont accessibles à la vente abordable.

L'enveloppe budgétaire du présent projet de loi, arrondie au demi-million supérieur, est fixée à 103.500.000 d'euros.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 26/11/2025
Rapporteur : M. Patrick Goldschmidt

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :
16/04/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
23/04/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/04/2026

Stratégie spatiale 2023-2027

8663 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les dépenses relatives à la contribution du Grand-Duché de Luxembourg aux programmes de l'Agence spatiale européenne et au programme national mis en œuvre avec l'assistance de l'Agence spatiale européenne, « LuxIMPULSE », pour la période 2026-2029

Ce projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à financer, pour la période 2026-2029, la participation du Grand-Duché de Luxembourg aux programmes de l'Agence spatiale européenne (149,3 millions d'euros) ainsi que les contributions au programme spatial national « LuxIMPULSE » (115,8 millions d'euros), dans le cadre de la Stratégie spatiale 2023-2027.

Ces contributions couvrent les programmes obligatoires et optionnels de l'Agence spatiale européenne, ainsi que les initiatives nationales.

L'Agence spatiale européenne constitue un partenaire central du Luxembourg, dont l'expertise a permis de renforcer l'écosystème spatial national, de développer de nouvelles activités comme « SpaceResources.lu » et de soutenir des initiatives clés telles que « LuxIMPULSE » et la création du « European Space Resources Innovation Centre » (ESRIC).

La contribution obligatoire à l'Agence spatiale européenne finance principalement le programme scientifique ainsi que les activités de base.

Le programme national, appelé « LuxIMPULSE », permet au Grand-Duché de financer des projets hors des programmes optionnels de l'Agence spatiale européenne, en particulier pour le bénéfice des jeunes entreprises. Ce programme permet également de financer des infrastructures et initiatives nationales structurantes et de soutenir des initiatives nationales, telles que le « Luxembourg Space Agency Data Center », qui met à disposition des utilisateurs luxembourgeois les données du programme européen « Copernicus », ainsi que le « European Space Education Resources Office ».

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 05/12/2025
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
12/03/2026 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
23/04/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/04/2026
Loi du 1er juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 282, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Claude Wiseler, Président

2. **Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson** p. 10
Exposé : Mme Sam Tanson

3. **Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten** p. 10
Exposé : M. Yves Cruchten

4. **Question élargie n° 88 de Mme Taina Bofferding au sujet de l'endométriose** p. 11
Mme Taina Bofferding | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Taina Bofferding | Mme la Ministre Martine Deprez

5. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du huitième rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ainsi que l'application de la loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide** p. 12
Exposé : Mme Paulette Lenert (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : Mme Françoise Kemp | Mme Carole Hartmann | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Motion 1 : Mme Françoise Kemp | Mme Alexandra Schoos | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Djuna Bernard | Mme Paulette Lenert
Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Sven Clement)
Motion 2 : Mme Françoise Kemp | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum | M. Sven Clement | Mme Paulette Lenert
Vote sur la motion 2 (rejetée)

6. **Dépôt d'une motion par Mme Carole Hartmann** p. 21
Exposé : Mme Carole Hartmann

7. **Motion de Mme Francine Closener relative à la détection et prise en charge en matière de santé mentale dans l'éducation formelle et non formelle** p. 22
Exposé : Mme Francine Closener
Discussion générale : M. Ricardo Marques | Mme Barbara Agostino | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | Mme Francine Closener
Vote sur la motion modifiée (adoptée)

8. **Motion de Mme Francine Closener relative à la prévention en matière de santé mentale dans l'éducation formelle et non formelle et bien-être des élèves** p. 24
Exposé : Mme Francine Closener
Vote sur la motion modifiée (adoptée)

9. **Motion de M. Dan Biancalana relative à une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants**
Motion de Mme Carole Hartmann relative à la mise en place d'une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants p. 24
M. Claude Wiseler, Président | M. Sven Clement | M. Dan Biancalana
Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Alex Donnersbach | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana
Vote sur la motion de M. Dan Biancalana relative à une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants (rejetée)
Vote sur la motion de Mme Carole Hartmann relative à la mise en place d'une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants (adoptée)

10. **8656 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables du projet « J.F. Kennedy-Sud » au Kirchberg, Ville de Luxembourg** p. 27
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Patrick Goldschmidt
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | M. Patrick Goldschmidt (intervention de M. Meris Sehovic) | Mme Paulette Lenert | M. Tom Weidig (interventions de M. Marc Hansen, M. Franz Fayot et M. Sven Clement) | M. Meris Sehovic (intervention de M. Sven Clement) | M. Tom Weidig (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Corinne Cahen) | M. David Wagner (intervention de M. Tom Weidig) | M. Yves Cruchten
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire (intervention de M. Tom Weidig)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8656 et dispense du second vote constitutionnel

11. **Interpellation de Mme Joëlle Welfring sur la protection de nos eaux** p. 32
Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Paul Galles | M. Gusty Graas (intervention de Mme Joëlle Welfring) | Mme Claire Delcourt | M. Michel Lemaire (dépôt de la motion 2) | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Michel Lemaire (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes (interventions de Mme Joëlle Welfring) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes (intervention de M. Marc Goergen)
Motion 1 : M. Paul Galles | M. Franz Fayot | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
Motion 2 : M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring | M. Michel Lemaire
Vote sur la motion 2 (rejetée)

12. **Ordre du jour** p. 46
M. Claude Wiseler, Président | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

13. **Question urgente n° 4019 de Mme Sam Tanson concernant l'interception de la mission humanitaire Global Sumud Flotilla, adressée à M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**
Question urgente n° 4022 de M. Yves Cruchten et de M. Franz Fayot concernant l'interception de la mission humanitaire Global Sumud Flotilla, adressée à M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question urgente n° 4023 de M. David Wagner concernant l'interception de la mission humanitaire Global Sumud Flotilla, adressée à M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 46
Mme Sam Tanson | M. Yves Cruchten | M. David Wagner | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

14. **8663 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les dépenses relatives à la contribution du Grand-Duché de Luxembourg aux programmes de l'Agence spatiale européenne et au programme national mis en œuvre avec l'assistance de l'Agence spatiale européenne, « LuxIMPULSE », pour la période 2026-2029** p. 47
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. André Bauler
Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement)
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de M. Lex Delles)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8663 et dispense du second vote constitutionnel

15. **Motion de M. Marc Baum relative aux pouvoirs de l'autorité de supervision dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD** p. 51
Discussion générale : Mme Carole Hartmann | Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Sven Clement | M. David Wagner
Vote sur la motion modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hunn ech nach d'Demande fir den Depot vun enger Motioun. D'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Mir si jo scho méi laang amgaangen ze diskutéieren iwwer eng Reform vum Jugendschutz- a Jugendstrofgesetz. An eng vun den Doleancen, déi och schonn zu menger Zäit als Justizministesch ëmmer present war a wat awer elo méi no kënnt, well mer jo wierklech hoffen, dass déi Texter och gläich kënnen eng Kéier gestëmmt ginn, dat ass déi, dass mer och schonn Donnéeën au prealabel vum Vott vum Gesetz hunn. Well hei kënnt e Paradigmewiessel an deenen Texter, virun allem och wat de Jugendstroftext ubelaangt.

A fir kënnen anzeschätzen, ob dat, wat mer wëllen erreeche mat deem Projet, och reell herno ëmgesat gëtt an och reell erreecht gëtt an ob een eventuell och muss Upassungen en cours de route maachen, wier et, eiser Meenung no, wichteg, dass ee schonn direkt géing Experten nennen, wéi zum Beispill vun der Uni oder aner Experten, déi an der Kriminologie eng grouss Expertis hunn, fir scho kënnen en Dispositif en place ze setzen, fir sou e Suivi vun dem Text, wéi mer en aktuell kennen, a Richtung vun deem Code pénal pour mineurs, sou wéi en am Text vum Projet de loi 7991 virgesinn ass.

A mir sinn och der Meenung, dass den OKaJu och hei eng ganz wichteg Roll kéint ze spillen hunn. Och dat froe mer hei: dass hien da contribuéiert zu dësem Monitoring.

An da froe mer och, dass der Chamber eng Note de cadrage, mat der Methodologie, der Gouvernance, dem Calendrier, den Indicateuren, an engem resonabelen Delai géing transmettéiert ginn.

An dass mer och eng Plateform d'échange, e strukturéierten Dialog tëschent all de Partie-prenantë kéinten hunn, fir dat heiten ze preparéieren.

Voilà. Ech deposéiere se am Numm vun eiser Partei.

Motion

« relative au suivi scientifique de la transition vers un droit pénal pour mineurs »

La Chambre des Députés,

– vu le projet de loi n° 7991 visant à instaurer un droit pénal pour mineurs ;

– considérant que l'entrée en vigueur d'un nouveau droit pénal pour mineurs constitue une réforme structurelle majeure, impliquant une adaptation des pratiques des juridictions, du parquet, des services socio-éducatifs, des structures d'accueil et d'accompagnement ainsi que des administrations concernées ;

– considérant que le projet de loi constitue également un changement de paradigme basé sur les droits de l'enfant en ce qui concerne le traitement des enfants en conflit avec la loi ;

– considérant qu'une réforme de cette ampleur requiert, dès la phase de transition, un dispositif d'observation et de collecte de données cohérent, afin de permettre une évaluation ;

– considérant que la disponibilité de données statistiques et d'indicateurs structurés est une condition essentielle pour apprécier l'impact de la réforme,

invite le Gouvernement

– à mandater dès à présent des experts indépendants tels que l'Université du Luxembourg ou d'autres experts ou organismes de recherches criminologiques, afin de mettre en place un dispositif indépendant de suivi du processus de transition vers le Code pénal pour mineurs prévu par le projet de loi n° 7991 ;

– à solliciter l'OKaJu pour préparer, réaliser ou contribuer au monitoring de la mise en œuvre de cette réforme, conformément à sa mission de « 2° l'analyse des dispositifs institués pour protéger et promouvoir les droits de l'enfant, afin de recommander, s'il y a lieu, aux instances compétentes des adaptations qu'il juge nécessaires pour assurer de façon durable une meilleure protection des droits de l'enfant ; » (article 1er de la loi du 1.4.2020 instituant l'OKaJu)[1] ;

– à transmettre à la Chambre des Députés une note de cadrage (méthodologie, indicateurs, gouvernance, calendrier) dans un délai raisonnable, ainsi que des rapports de suivi annuels sur l'état d'avancement de la transition et les résultats observables ;

– à concevoir une plateforme d'échange, respectivement un « dialogue structuré » entre toutes les parties prenantes[2] pour la mise en œuvre de l'ensemble des réformes projetées y relatives (7991, 7992, 7994 ou autres projets connexes)[3] tels qu'existants dans d'autres domaines ;

– à veiller à intégrer la perspective et le recueil de la parole des concernés, voire victimes, dans tous les travaux de recherche et de consultation respectifs.

[1] Voir aussi la Recommandation de la Comm. europ. C(2024) 2680 final : « 33. Par ailleurs, les États membres sont invités à mettre au point des systèmes de suivi et d'évaluation dans le respect des compétences nationales et régionales, y compris des indicateurs relatifs aux droits de l'enfant et au bien-être des enfants. Ce suivi et cette évaluation devraient garantir que les systèmes de protection de l'enfance font l'objet d'un suivi indépendant. Ce suivi pourrait notamment être assuré par une instance nationale indépendante chargée des droits de l'enfant ou par un médiateur pour l'enfance disposant de ressources suffisantes. »
Cf. Rapport annuel OKaJu 2024, page 67
[2] À l'image p. ex. du comité mixte « violence » (loi violence domestique), du comité mixte « traite humaine », du « dialogue structuré » dans le domaine jeunesse ou celui de l'AEF aide à la famille entre MENJE et prestataires de services.
[3] Telle que p. ex. la future révision de la directive droits des victimes (probablement mai 2026)

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

3. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

Dann hunn ech nach eng aner Wuertmeldung, och fir den Depot vun enger Motioun, an zwar vum Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. Zesumme mat dem Kolleeg Franz Fayot, awer och mat der Ënnerstëtzung an den Ënnerschréfte vun der Madamm Tanson an dem David Wagner, deposéieren ech haut dës Motioun net liichtfankeg, mee well et einfach net méi ze ignoréieren ass, wat sech zanter Méint ofspillt.

Mir schwätzen – jo! – nach eng Kéier iwwer Gaza, iwwert de Libanon, iwwer besate Gebidder, well d'Realitéit eis dozou zwéngt! Well all Dag nei Ziviliste stierwen, well Kanner aus de Ruinen erausgezu ginn, well Milliounе Mënschen onwierdeg an ouni Perspektiv liewe mussen a well – an dat ass eigentlech dat Schlëmmst dorunner – mir ufänken, eis esou lues drun ze gewinnen.

Mir däerfen eis awer net dorunner gewinnen! Als Chamber an als Land hu mir eng Verantwortung, net nëmmen ze kommentéieren, mee ze handelen a kloer Positiounen anzefuerderen – och op europäeschem Niveau. Dës Motioun ass e Versuch, fir genee dat ze maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant que, depuis le 7 octobre 2023, le bilan de la guerre menée par l'armée israélienne à Gaza s'élève à au moins 72.300 morts, dont 20.000 enfants, et 172.000 blessés, dont 40.000 enfants blessés, 92 % des logements endommagés ou détruits, plus de 70 % des constructions endommagées ou détruites, et 2 millions de personnes déplacées ;

– considérant qu'actuellement la population de Gaza survit sous des tentes, dans des conditions sanitaires désastreuses, en proie aux rats et à la salmonellose, étranglée par une aide humanitaire qui n'entre qu'au compte-goutte sous le contrôle de l'armée israélienne ;

– considérant qu'au Liban, depuis le 7 octobre 2023, et de manière accrue depuis le début du conflit avec l'Iran, plus de 7.800 personnes ont été tuées, plus de 50.000 maisons ont été endommagées ou détruites sous les bombes israéliennes depuis début mars 2026, et au moins 1,1 million de Libanais déplacés dont 820.000 du sud du pays ;

– considérant qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, depuis le 7 octobre 2023, au moins 1.100 personnes ont été tuées, dont plus de 200 enfants, un nombre sans précédent d'avant-postes illégaux a été créé, forçant des milliers de Palestiniens à quitter leur domicile, la colonisation touche environ 42 % du territoire, et que les agressions de colons contre les populations palestiniennes, avec l'assistance de la police et de l'armée israélienne, se font de plus en plus fréquentes et violentes ;

– considérant que, malgré l'existence d'un cessez-le-feu, et en flagrante violation du droit international, Israël poursuit des bombardements sur le territoire libanais, contribuant ainsi à une escalade supplémentaire des tensions dans la région ;

– considérant l'adoption et les initiatives législatives en Israël visant à étendre l'application de la peine de mort, notamment pour des faits qualifiés de terrorisme, mesures dont l'application viserait en pratique quasi exclusivement des Palestiniens, assorties de délais de recours particulièrement restreints, suscitant de graves préoccupations quant au respect des garanties procédurales, du principe d'égalité devant la loi et des droits fondamentaux, et faisant craindre, dans la pratique, une mise en œuvre rapide des condamnations ;

– considérant les discussions en cours au niveau européen, notamment les initiatives prises par plusieurs États membres, dont l'Espagne, l'Irlande et la Slovénie, visant à suspendre l'accord de coopération avec Israël (ainsi que des sanctions à l'égard de certains responsables politiques et des colons) ;

– soulignant la nécessité urgente de garantir la protection des populations civiles et un accès humanitaire effectif, sûr et sans entraves, dans le respect du droit humanitaire international ;

– se référant à l'avis politique adopté par la Chambre du 29 octobre 2025, ayant recueilli un large soutien ;

– constatant que le Gouvernement n'a, à ce jour, pas pris d'initiative claire pour se joindre à ces efforts ;

– soulignant la responsabilité du Luxembourg de contribuer activement au respect du droit international,

invite le Gouvernement à

– se rallier enfin de manière claire et concrète à l'initiative de l'Espagne, de l'Irlande et de la Slovénie visant à soutenir la suspension de l'accord concerné ;

– sonder explicitement cette position sur l'avis politique de la Chambre adopté à l'unanimité dans la résolution du 29 octobre 2025 reflétant une large légitimité parlementaire ;

– s'engager activement au niveau européen en faveur de mesures concrètes, conformément aux valeurs et aux obligations de l'Union européenne ;

– prendre position publiquement contre toute initiative visant à étendre l'application de la peine de mort et porter cette position au niveau de l'Union européenne et des Nations Unies ;

– analyser la question de la responsabilité du Luxembourg, notamment en cas d'inaction face à des violations graves du droit international, en tenant compte de l'avis publié par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés en date du 23 mars 2026.

(s.) Yves Cruchten, Franz Fayot, Sam Tanson.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

4. Question élargie n° 88 de Mme Taina Bofferding au sujet de l'endométriose

An da géinge mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. An dat ass déi erweidert Fro Nummer 88 vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Endometrios. D'Auteure huet 5 Minutten Zäit fir hir Fro an hir Zousazfro, an d'Regierung huet 10 Minutte fir ze äntweren. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv schwätze mer haut iwwer eng Krankheet, déi weltwäit eng vun zéng Frae betrëfft. Eng Krankheet, déi oft mat normale Menstruatiounsbeschwerde verwiesselt gëtt, awer a Wierklechkeet d'Liewe vun de Betraffene massiv aschränkt.

Schätzungsweis sinn hei am Land eng ronn 18.000 bis 20.000 Frae betraff. An d'Diagnos brauch am Duerchschnëtt siwe bis zéng Joer – Dir héiert richteg! –, bis een dee Moment d'Diagnos vun der Endometrios kritt. Dat gläicht schonn e bëssen enger Diskriminéierung an eisem Gesondheetssystem. Vergläichbar eeben och mam Gender Health Gap.

D'Petitioun virun zwee Joer, déi och eng ëffentlech Debatt mat initiéiert huet, war e ganz wichtegen Impuls, fir och emol kënnen d'Theema hei am Haus ze diskutéieren. A mat menger Question élargie wëll ech nach eemol verschidden Aspekter dozou thematiséieren.

Fir unzefänken, just ganz kuerz, fir dass och jidderee weess, vu wat ech schwätzen: D'Endometrios ass eng chronesch Erkrankung, bei där d'Geweebe esou änlech wéi d'Gebärmutterschläimhaut ass, awer de Problem eeben ausserhalb vun der Gebärmutter wiisst, wat dann zur Konsequenz huet, dass et do zu Entzündunge kënnt, wat mat ganz vill Péng verbonnen ass, kierplechen Aschränkungen, enger chronescher Middegkeet an och zu Onfruchtbarkeet féiert.

D'Endo ass net nëmmen e Problem fir d'Fraen, mee am Endeffekt ass et e Problem, deen déi ganz Gesellschaft betrëfft. D'Fuerschung weist, dass d'Endo net nëmmen eng medezinnesch Erausfuerderung ass, mee och eng sozial, well déi Betraffen – an ech hu selwer jo och d'Erfarung gemaach – erliewen eng Kombinatioun aus Onsécherheet, Frustratioun an och enger grousser emotionaler Belaaschtung, well et eebe laang dauert, bis een d'Diagnos kritt. Oft fillt ee sech do am Stach gelooss, et fillt ee sech net richteg verstanen. An et muss een och eng ganz Odyssee duerch de Gesondheetssystem matmaachen.

D'Krankheet huet awer och eng wirtschaftlech Komponent duerch déi medezinnesch Käschten, och duerch d'Ausfäll op der Aarbecht, déi indirekt Käschten. Doduerch entsteet schonn e substanziellen Impakt fir d'Gesellschaft. Dofir gëtt am Moment och a ganz ville Länner driwwer diskutéiert, wéi een d'Versuergungsstrukturen optiméiere kann, fir d'Diagnos dee Moment ze beschleunegen, wéi een d'Behandlunge ka verbesseren a virun allem och, wéi een d'Liewensqualitéit vun deene Betraffene ka stäerken.

Eent steet awer fest: Do, wou e politesche Wëllen ass, do gëtt et och konkreet Fortschrëtter. An do sinn eng Rëtsch Länner scho ganz wäit, déi ganz geziilt Initiative geholl hunn. Just zum Verglach: Frankräich huet säit 2022 eng national Strategie. Portugal huet sech dorobber spezialiséiert, déi multidisziplinär Zenteren anzeféieren. Italien erkennt d'Endometrios als chronesch Erkrankung un. An Australien investéiert ganz vill an d'Fuerschung an och eeben an d'Diagnos.

Hei zu Lëtzebuerg, do muss ee soen, dass et ganz vill engagéiert Leit gëtt, sief dat an de Spideeler, sief dat an den eenzelne Cabineten, mee do ass nach Sputt no uewen. An dofir eeben haut dës Fro un d'Gesondheetsministesch.

Ech probéieren, meng Froen an dräi Theemeberäicher anzeglidderen, ugefaange mat de Versuergungsméiglechkeeten an och mat de Behandlungen.

Meng éischt Fro un Iech, Madamm Ministesch: Sidd Der net der Meenung, dass et och wichteg wär, esou nom Virbild vu Frankräich, dass Lëtzebuerg sech och eng national Strategie géint d'Endometrios géif ginn?

Wéi gesäit d'Koordinatioun tëschent der Gynekologie, der Schmäerztherapie, der Psychologie an och anere Fachberäicher aus? Existéiere multidisziplinär Betreiungsstrukture fir Persounen, déi eebe betraff sinn?

Sidd Der gewëllt, d'Endometrios och als chronesch Erkrankung unzeerkennen, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, an och eebe mam Gedanken, fir den Delai vun der Diagnos – deen, wou mer eis jo eens sinn, vill ze vill laang ass – kënnen ze verkierzen?

Do gëtt et jo mëttlerweil déi Spauttester, déi um Marché sinn, déi nach zum Deel e bëssen ëmstridde sinn, mee trotzdeem awer ganz vill Hoffnung brëngen. An dat war jo och eng vun de Revendicatiounen deemools, déi mer hei an der Debatt haten am Kader vun der Petitioun. Duerfir och meng Fro: Wéi stitt Der mëttlerweil zu deene Spauttester, fir och déi vun der CNS rembourséieren ze loossen?

Dann d'Sensibiliséierung, d'Informéieren. De Mount Mäerz war elo a ganz ville Länner esou den Awareness Month, fir drop opmierksam ze maachen. Dofir meng Fro: Wéi gëtt d'Populatioun iwwert d'Symptomer, iwwert d'Auswierkunge vun der Krankheet informéiert? Gëtt et Sensibiliséierungscampagnen, déi sech spezifesch u méi jonk Meedercher, Schoulen, awer och un dat pedagogescht Personal riichten, respektiv och natierlech un d'medezinnescht Personal? Do gëtt et Formatiounen, déi awer nach op fräiwëlleger Basis sinn. Och hei, mengen ech, wär et wichteg, net nëmmen d'Gynekologen, mee och d'Hausdokteren doranner ze forméieren.

An da mäin drëtten an domadder leschten Deel: d'Fuerschung an d'Datebasis. Ass geplangt, eng national Datebasis oder vläicht souguer en Observatoire hei zu Lëtzebuerg opzebauen?

An da géif mech och nach interesséieren: Wéi gëtt d'Fuerschung zur Endometrios hei am Land ënnerstëtzt respektiv wéi gëtt se geziilt gefördert?

Voilà, ech soen Iech elo mol scho Merci, dass Der op meng Froe wäert äntweren. An ofschléissend wëll ech just soen: Alles, wat ech elo hei thematiséieren, wat ech froen, ass keen „nice to have", mee am Endeffekt e Recht, wat deene Betraffenen zousteet, fir dass se déi bescht Prise en charge kréien.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet d'Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A villmools merci och der Madamm Bofferding. Ech mengen, et ass net fir d'éischt, datt ënner hirem Impuls oder hirer Initiativ iwwer Endometrios hei am Haus geschwat gëtt.

Wéi scho gesot gouf: Eng vun zéng Fraen, dat ass kee klengen Deel vun de Fraen. An d'Endometrios ass, war a bleift eng grouss Erausfuerderung am Beräich vun der Santé publique, awer virun allem duerch hiren Impakt op déi physesch an déi mental Gesondheet vun de betraffene Fraen, an domadder natierlech och op hir Liewensqualitéit.

Mir hu wéineg Donnéeën. Jo, dat hu mer festgestallt, wéi all déi Froen zu der Endometrios komm sinn. A spéitstens bei der Petitioun konnte mer net soen, wou de Parcours vun de Fraen ënnerwee ass, wou se kënnen empfaang ginn, wou se net kënnen empfaang ginn. Dat heescht, d'Informatiounen zirkuléieren net ronn.

Mir brauche besser Donnéeën. Mee mir hunn awer de Moment schonn Donnéeën a Verbindung mat de Spideelsopenthalter. Dat heescht, ronn 200 Frae sinn alljoers am Spidol virstelleg am Kader vun enger Endometrioserkrankung.

Et ass a bleift eng Krankheet, déi ganz schwéier ze diagnostizéieren ass – dat ass och scho gesot ginn –, oft ënnerschat gëtt a wou de Wee nach wierklech ze maachen ass hei zu Lëtzebuerg an d'Prise en charge vun alle Patientinnen ze verbesseren ass.

Wat den Depistage ugeet – deen ass ugeschwat ginn –, ass et sou, datt den Diagnostic e ganz komplexen ass wéinst der grousser Variatioun vu Symptomer. An duerfir dauert et dann och zimmlech laang.

Wat awer och ee Sujet ass, dat ass, datt dee Wee sou laang ass, well net oft driwwer geschwat gëtt, well net jiddwereen et um Radar huet. An duerfir musse mer un der Enttabuiséierung vun deem Sujet schaffen – an net nëmme vum Sujet Endometrios, mee vun all de Sujete ronderëm de weiblechen Zyklus –, fir datt all d'Patientinne sech trauen, oppen iwwer hir Symptomer ze schwätzen.

Eist Zil ass kloer: Mir wëllen e fréizäitegen Diagnostic förderen. An duerfir setze mer op Sensibilisatioun a Formatioun vun den Dokteren – net nëmme vun de Gynekologen, mee och vun de Generalisten an der Schoulmedezinn. D'Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique ass bei dëser Formatioun an och bei där vun de Gesondheetsberuffer e wichtege Partner.

A wéi bei der Petitioun 3287 ugekënnegt, hu mer de Conseil scientifique am November 2024 domadder beoptraagt, eng Recommandatioun erauszeginn, wéi d'Endometrios muss en charge geholl ginn a wéi se besser kéint diagnostizéiert ginn, laut eeben internationale Recommandatiounen. Op déi Recommandatioune waarde mer, mee no menge leschten Informatioune missten déi am Laf vum Joer kommen.

A Frankräich leeft, wéi Der gesot hutt, e grousse Feldversuch mam Endotest. Dat ass e geeneteschen Test, wou iwwert de Spaut einfach analyséiert gëtt, ob een eng Predispositioun fir Endometrios huet oder net. Wéi gesot leeft do ee Feldversuch. Dat heescht, et ass eng grouss Experimentatioun, fir ze evaluéieren, ob esou een Test erlabe géif, d'Krankheet an engem Fréistadium ze entdecken an invasiv Moyenen ze verhënneren. Dës Entwécklunge ginn enk suivéiert. A le moment venu wäert och zu Lëtzebuerg esou en Test en place gesat ginn, wa mer méi wëssen a wa mer de Parcours besser ofgezeechent hunn.

Dann hu mer natierlech gesinn, datt mer net vill Donnéeën hunn a méi fiabel Donnéeë mussen hunn. An do wäerte mer dru schaffen, fir datt spezifesch Akten, déi am Kader vun der Endometrios gemaach ginn, besser an eisen administrative Fichieren ofgebilt kréien. Eng aner Méiglechkeet wär natierlech, wéi Der gesot hutt, den ObSanté ze beoptragen.

Mee do gëtt et méi schwiereg, well den ObSanté schafft nëmmen op Donnéeën, déi et gëtt. Hie geet selwer keng Donnéeë sichen. Dat heescht, do si mer amgaang, am Krees ze dréinen. Dat heescht, mir musse fir d'éischt Donnéeën hunn, entweeder iwwer Enquêten, iwwer en Zentrum, wou déi Fraen sech da prioritär adresséieren, oder dann iwwer eis administrativ Fichieren, wou d'Prise en charge gefleckt gëtt.

An et ass nëmmen, wa mer Donnéeën hunn, datt mer och evidenzbaséiert Decisioune kënnen huele fir eng flächendeckend Prise en charge.

Natierlech ass awer d'Prise en charge net inexistent, well alles, wat am Kader vun der Endometrios vu medezinneschen Traitementer, Medikamenter, chirurgeschen Agréff gemaach gëtt, gëtt natierlech no den normale Reegele vun der CNS en charge geholl, soudatt all Fra eng Prise en charge kritt, wa si se brauch.

Och um Niveau vum Krankeschäin – dat hate mer am Kader vun der Petitioun diskutéiert –: Et ass de behandelenden Dokter, dee responsabel ass, fir ze soen: „Ass dat doten elo invalidant oder ass et net invalidant? Muss ech doheem bleiwen, muss ech net doheem bleiwen?" An do hu mer gesot, datt mer géifen am Kader vun deenen Diskussiounen, déi mer do haten, och probéieren, wann den Avis vum Conseil scientifique bis do ass, besser Pisten opzezeechnen.

Mir wäerten awer och an deenen nächste Wochen a Méint mat allen Acteuren nach eng besser national Koordinatioun op d'Bee setzen. Mir schaffen notamment un enger multidisziplinärer Approche, wéi gefrot, fir d'Prise en charge vun der Endometrios bei alle Patientinnen d'selwecht unzegoen. An deem Sënn wäert d'Opstelle vun engem Centre des compétences eng weider Pist sinn, déi mer viruféieren.

Da sinn ech awer frou, haut kënnen ze annoncéieren, dass mer am Kader vun der Semaine de la santé de la femme, déi mer eng Kéier hei ugeschwat hunn an déi dëst Joer déi éischte Kéier an der éischter Woch Juni wäert stattfannen, de 6. Juni, een Dag hunn, dee mer integral an de Fokus vun der Endometrios setzen. A mir sinn zouversiichtlech, datt all déi Experten, déi mer do invitéieren, déi mer zu Wuert komme loossen, déi betraffe Leit, déi betraffe Fraen, déi mer zu Wuert komme loossen, herno wäerte konkreet Aktioune flecken, déi mer kënnen ëmsetzen. Dat heescht, datt aus där Woch eraus e konkreeten Aktiounsplang fir d'Endometrios wäert entstoen.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir d'Impulser. Merci, datt mer do kënnen zesummen ënnerwee sinn. An ech hoffen, datt mer eis alleguerten an där Woch begéinen.

Ech denken, datt ech déi meescht Froe beäntwert hunn. Ech kucken nach eng Kéier iwwert dat, wat ech mer opgeschriwwen hat.

D'Affectations de longue durée, déi, déi bestinn, dat ass eng Tabell, déi et a Frankräich gëtt. An do sinn zwou Kategorien ënnen, wou de behandelnden Dokter ka jugéieren, ob déi Krankheet, déi d'Persoun huet, fir minimum sechs Méint eng Invalidatioun duerstellt an eng Affectation de longue durée ka sinn. Dat heescht, och haut scho kënnen déi betraffe Leit mat hirem Dokter kucken, ob fir si net de Status vun enger Affectation de longue durée zoutrëfft.

Natierlech wär et besser, et géif als Numm drastoen, mee, wéi bei anere Krankheeten och, well mer a verschiddene Stadien ënnerwee sinn: Et ass net einfach esou, wann „Endometrios" do steet, datt een dann eng Affectation de longue durée huet. Och do musse mer méi villschichteg ënnerwee sinn. An ech waarden op d'Recommandatioune vum Conseil scientifique, fir an deem Sënn d'Prise en charge méi global ze maachen an ee roude Fuedem duerch d'Prise en charge ze dresséieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. D'Madamm Bofferding huet nach eng Zousazfro.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Fir d'éischt emol e grousse Merci. An och, dass Der och esou hannendrunner bleift wéi ech beim Dossier.

Mir waarde ganz gespaant op deen Avis, déi Recommandatiounen, déi vum Conseil scientifique kommen. Sécherlech wäerte mer och dann an der Chamber heiriwwer diskutéieren. Do si mer natierlech ganz grouss Demandeur, wéi Der Iech dat kënnt virstellen.

Ech wollt just nach eng Kéier froe bei der Sensibiliséierung – also, ech fannen et ganz gutt, dass dat elo an där Woch do am Juni och eent vun den Haaptheemen ass, mee doriwwer eraus: Ass och virgesinn an de Schoule respektiv do, wou mat Kanner, mat Jugendlechen zesummegeschafft gëtt, haaptsächlech mat Jugendlechen, ze sensibiliséieren? Fir dass een eebe weess, wann een do Péng huet, dass dat net onbedéngt normal ass. Och fir déi Betraffe selwer, also niewent deem, wat elo stattfënnt fir de Public averti, deen interesséiert ass, ass och eppes an de Schoule virgesinn oder an de Jugendstrukturen?

An da wollt ech och nach froen, mat den Donnéeën ... Et ass richteg: En Observatoire kann nëmme mat deenen Donnéeë fonctionéieren, déi en huet. E muss domadder gefiddert ginn. Mee niewent deem, wat Der elo an de Spideeler detektéiert, wëllt Der do nach vläicht eng aner Datebank opsetzen?

Et ass mer net ganz kloer, wéi mer eigentlech dann herno sollen un déi Donnéeë kommen. Well mir sinn eis jo eens, dass mer déi Donnéeë brauchen, fir och kënnen do weider dann Initiativen ze huelen.

Merci.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Genau. Ma merci och fir déi zwou Réckfroen.

Ech si frou, datt de Kolleeg Meisch och de Mëtten hei ass. Mir sinn zesummen ënnerwee an der Médecine scolaire. Ech hat d'Médecine scolaire virdrunner kuerz ugeschwat. Mir hunn do e Planning, fir méi flächendeckend iwwer all d'Sujeten an der Schoul ze schwätzen, a spezifesch och ëm d'Sujete ronderëm d'Menstruatioun. An ech denken, datt dat och flächendeckend wäert a Programmen iwwerholl ginn.

Da kann een natierlech och an dem Examen médical selwer, am Entretien mam Dokter, Froe mat abauen an engem Formulaire, wou een déi jonk Meedercher freet: „Wéi leeft d'Reegel? Hutt Der Schwieregkeeten? Hutt Der reegelméisseg wéi? Hutt Der méi wéi, wéi anerer wéi hunn? Hutt Der d'Impressioun, do gutt en charge geholl ze ginn?" An dee Sujet misst do ugeschwat ginn.

No där Woch, denken ech, hu mer wierklech den Tour gemaach. An ech probéieren, de Centre de compétences unzedenken. Dir wësst, datt dat eng Gesetzesännerung mat sech brénge muss. An am Kader vum Centre de compétences ginn och Sensibilisatiouns- a Formatiounscampagnë lancéiert.

Fir d'Donnéeën: Wa mer bis de Centre de compétences hunn, dann hu mer Donnéeën. En attendant misst ee kucken, ob een déi Affectation de longue durée effektiv besser finaliséiere kéint. Dat ass e Reglement, wat ee just muss änneren. Mir sinn amgaang, eis Gedanken ze maachen, mee ech kann Iech haut nach net d'Léisung ginn, wou mer un all d'Donnéeë kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du huitième rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ainsi que l'application de la loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide

An da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert den aachte Rapport vun der nationaler Kontroll- an Evaluatiounskommissioun iwwert d'Euthanasie an d'Stierfbegleedung, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Paulette Lenert als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, firwat dës Ufro haut als Heure d'actualité? Mir hunn e Gesetz am Beräich vun der Euthanasie an dem assistéierte Suicide, wat schonn e gewëssenen Alter huet. Et geet op gläich 15 Joer duer, an trotzdeem huet et eng gewëssen Aktualitéit, well mer eng Rei Problemer ëmmer erëm nei virun Ae geféiert kréien.

Mir hunn d'Geleeënheet gehat, Erfarungen ze sammelen an deene Joren, déi vergaange sinn. A mir hunn och e Gremium en place, deen eis zu Rot steet, deen agesat ginn ass mat enger ganz wichteger

Missioun, nämlech d'Commission nationale de consultation et d'évaluation vun dësem Gesetz, déi ëmmer erëm a reegelméissegen Abschnitter e Rapport eragëtt hei an d'Chamber. Net nëmme mat Zuelen, mee och doriwwer eraus mat Recommandatiounen. Dat ass ganz wäertvoll, well do kréie mer e Retour vum Terrain an och direkt Inspiratioun fir dat, wat eventuell nach ze verbesseren ass.

Dëse Gremium ass komplettéiert ginn an deene leschte Joren duerch e Plang, deen erstallt ginn ass, an Zesummenaarbecht mam Terrain, mat der Plattform „Fin de vie", déi en nationale Plang erstallt huet, de Plan national fin de vie, mat enger Lafzäit, déi dëst Joer och wäert op en Enn kommen. Dat ass 2023–2026 gewiescht. Och do sinn eng Rei Pisten opgezeechent ginn. An dofir fanne mer, dass et eebe justement och opgrond vun deem leschten Avis, deen am Oktober hei der Chamber iwwerreecht ginn ass, de Moment ass, eng Kéier innezehalen a kloer ze schwätzen: Wat muss verbessert ginn? Wou sti mer? Wou si mer drun? Wat ass nach ze erwaarden? A virun allem: Wou gi mer hin an Zukunft?

D'Theema Euthanasie an assistéierte Suicide ass en Theema, wat nach ëmmer beweegt huet. Vun Ufank un an haut och nees, mat enger ganz neier Aktualitéit. Et geet mol no vir, wéi mir dat gehofft hunn. Mir ware bei de Pionéier. Mee heiansdo geet et och nees no hannen. Et gëtt Emotiounen a verschidde Richtungen. Et gëtt Liewensgeschichten.

An et gëtt op där anerer Säit eng politesch Realitéit. Eng politesch Realitéit, dass d'Gesellschaft sech einfach nëmme schwéierdeet, Entscheedungen ze treffen.

Net méi spéit wéi gëschter hu mer d'Nouvelle kritt, dass de Senat a Frankräich d'Handbrems nees eng Kéier gezunn huet. Et ass e Schrëtt zeréckgaangen. Frankräich war um Wee, dohinner ze kommen, wou mir scho laang sinn. An elo si se erëm eng Kéier, wéi beim Monopoly, zeréck op d'Case de départ.

Ech hunn eng Ausso gelies, déi mech wierklech interpelléiert huet. An zwar : „Nous défendons une assistance pour ceux qui vont mourir et pas pour ceux qui veulent mourir". Dat ass eng kloer Uso.

Dat ass och a ganz klorer Oppositioun zu deem, wat guer net wäit vun eis a vu Frankräich ewech an Däitschland am Joer 2020 vum Bundesverfassungsgeriicht decidéiert ginn ass, nämlech genau de Géigendeel.

Do ass festgehale ginn an engem Prinzippienurteel, dass d'Recht op e selbstbestëmmtent Stierwe lassgeléist vu Krankheet oder sonstegen Ëmstänn e fundamentaalt Mënscherecht ass. A wann een dat soll kënne würdeg exercéieren, dass dozou och gehéiert, dass een Usproch op eng Assistenz huet.Dat ass e banbrechend Urteel, wat och an Däitschland nach net esou richteg säi Wee an en Text fonnt huet.

Wat weist eis dat Ganzt? Et weist eis, dass mer an enger Zäit vu Spannunge sinn, an enger Zäit tëscht Fortschrëtt, tëscht Virsiicht an, et muss een et leider soen, och vu Réckschrëtt. Tëscht Selbstbestëmmung an awer och neien an och ale Grenzen, déi nees zeréckkommen.

Dat mag alles abstrakt a juristesch kléngen, mee dat ass et net. Et gëtt ganz konkreet Liewensgeschichten, déi genee d'Sensibilitéit an d'Komplexitéit vum Theema opwerfen.

Ech géif gären als Beispill d'Geschicht gi vum Journalist Thomas Misrachi, e ganz bekannte franséische Journalist, dee viru Kuerzem säi Buch „Le dernier soir" publizéiert huet, wou hie ganz oppen a mat engem gewëssene Risiko och erzielt huet, wéi hien déi lescht Stonne vu senger Frëndin, der Madamm Jacqueline Jencquel, begleet huet.

Si war eng Fra, déi hiert Liewe laang derfir gekämpft huet, datt d'Mënschen dierfe selwer entscheeden, wéini a wéi si stierwen. Si war net konfrontéiert mat enger schwéierer Krankheet, wou et keng Aussiicht op Besserung ginn ass. Nee, si war net an enger Situatioun, wéi vill Gesetzer, och eist, et eigentlech virschreiwen.

Mee si hat fir sech eng Entscheedung getraff. Si hat alles virbereet. Bréiwer fir d'Police, Bréiwer fir d'Nopesch, fir hir Famill. Si wollt goen zu engem bestëmmten Zäitpunkt. Ganz fräi an zefridden.

A si huet e Frënd gefrot, einfach do ze sinn. Einfach do ze sinn, fir an deem Moment net aleng ze sinn. Net fir ze handelen, net fir anzegräifen, mee fir do ze sinn, als Zeien, als Begleeder.

Dëst weist eng Realitéit. Eng Realitéit, déi net an all gesetzleche Kader passt. Eng Realitéit, déi och net hei am Land an de gesetzleche Kader esou richteg géif passen. An ech géif gären an dat dote Spannungsfeld haut eragoen, mat Iech zesummen, an zwar op zwee Pläng.

Dat eent ass – an ech mengen, dat ass e Moment, dee mer eis mussen huelen –, mir sollten eis eng Kéier befaasse mat eisem eegene Gesetz. Wat fonctionnéiert gutt? Wou sinn nach Grauzonen? Mir hu vill Input kritt an deem Sënn. An do geet et drëms, och effektiv elo vläicht eng Kéier de Bic ze huelen an do nozebesseren, wou dat Sënn mécht, opgrond vun deene Saachen, déi mer gesot kréien.

Ma zweetens – awer och vläicht wéinst deem Kontext, dee mer hu ronderëm eis – eis Zäit huelen, fir ze kucken, wéi mir eis an Zukunft wëlle positionéieren. Wëlle mer dat bleiwen, wat mer waren? E fortschrëttlecht Land, e Pionier. Oder wëlle mer einfach ofwaarden, nokucken, wéi d'Reflexioune lafen an de Länner niewendrun? Ech géif mer wënschen – et wäert Iech net wonneren –, dass mer zu deenen Éischte géife gehéieren.

Fir deen éischten Deel, Här President, hunn ech och eng Motioun preparéiert, zesumme mat de Kolleege vun déi gréng an déi Lénk, déi ech Iech géif ofginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que

– la loi modifiée du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide a instauré au Luxembourg un cadre légal précis et exigeant, visant à permettre, dans des situations strictement définies, le respect de la volonté du patient tout en garantissant la sécurité juridique des médecins et un contrôle indépendant ;

– la finalité de cette loi est de permettre un choix libre, éclairé et encadré, dans le respect de la dignité humaine, en évitant tant l'acharnement thérapeutique que toute banalisation de l'acte ;

– les conditions d'accès, les garanties procédurales et le contrôle a posteriori exercé par la Commission nationale de contrôle et d'évaluation sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (CNCE) constituent les piliers essentiels de ce dispositif ;

– la loi prévoit également la possibilité de dispositions de fin de vie, instrument fondamental pour assurer le respect de la volonté du patient lorsque celui-ci ne serait plus en mesure de s'exprimer ;

– le huitième rapport de la CNCE, couvrant les années 2023 et 2024 et remis à la Chambre des Députés le 29 octobre 2025, constate :

• une évolution globalement maîtrisée du nombre de cas d'euthanasie et d'assistance au suicide pratiqués,
• une augmentation constante des dispositions de fin de vie enregistrées,
• l'absence de dossiers présentant des irrégularités majeures, confirmant le respect du cadre légal ;

– la loi du 2 mars 2021 a permis d'améliorer le dispositif, notamment en assimilant le décès consécutif à une euthanasie ou à une assistance au suicide à une mort naturelle et en clarifiant le rôle de la personne de confiance, renforçant ainsi la cohérence de l'ensemble des textes applicables ;

– la mise en œuvre de la loi sur l'euthanasie doit être comprise en articulation avec la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, qui consacre le respect de la volonté du patient, le droit à l'information, le consentement libre et éclairé ainsi que la continuité des soins ;

– le plan national fin de vie et soins palliatifs 2023-2026 vise notamment à améliorer l'information du public, la formation des professionnels de santé, ainsi que l'accès effectif aux dispositifs existants, en renforçant la coordination entre les acteurs et la mise en œuvre du cadre légal ;

– ce plan prévoit la mise en place d'un comité de pilotage chargé d'assurer le suivi, la coordination et l'évaluation de son implémentation ;

– la mise en œuvre effective et visible de ce comité de pilotage constitue un élément déterminant pour garantir la cohérence, la lisibilité et l'efficacité des mesures prévues ;

– les rapports successifs de la CNCE mettent cependant en évidence des difficultés récurrentes dans l'application concrète de la loi, notamment :

• un niveau d'information encore insuffisant du public,
• des incertitudes ou réticences persistantes chez certains professionnels de santé,
• des obstacles pratiques pour garantir, dans toutes les situations, un accès effectif aux droits reconnus par la loi,

invite le Gouvernement à

– renforcer de manière proactive l'information du public, en particulier concernant les dispositions de fin de vie, leur portée juridique et leurs modalités d'enregistrement, ceci en collaboration avec les associations œuvrant en matière de fin de vie, afin de permettre une réelle appropriation de cet outil par la population ;

– développer une approche plus structurée de la formation des médecins et du personnel médical et paramédical, notamment en favorisant la mise en place de médecins spécifiquement formés pouvant offrir des consultations ou un appui médico-éthique à leurs confrères, à l'instar de ce qui existe en Belgique et aux Pays-Bas ;

– rendre obligatoire l'enregistrement dans le dossier de soins partagé (DSP) des dispositions de fin de vie et des directives anticipées déposées officiellement ;

– prévoir, dans les situations médicales sans issue, des mécanismes garantissant que le médecin traitant s'informe effectivement de l'existence éventuelle d'une disposition de fin de vie enregistrée auprès de la CNCE ;

– renforcer les conditions permettant le respect effectif de la volonté du patient, en veillant à ce que les structures de soins et de fin de vie garantissent un cadre adéquat et digne pour la pratique d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide ;

– mettre en place une maison ou un endroit dédié à l'accueil des personnes demandant une euthanasie ou une assistance au suicide lorsqu'elles sont dans l'impossibilité de le faire à domicile ;

– clarifier l'application de l'article 15 de la loi du 16 mars 2009, afin d'assurer un meilleur équilibre entre la liberté

de conscience du médecin et le droit du patient à une réponse en temps utile, notamment :

• en précisant l'obligation d'orientation active du patient vers un autre médecin lorsque le médecin consulté fait usage de son droit de refuser une euthanasie ou une assistance au suicide,
• et en recommandant aux directions des établissements concernés de mettre en place des procédures internes efficaces et transparentes permettant de trouver une solution dans des délais compatibles avec la situation médicale du patient ;

– avancer sur la question de la tarification des actes liés à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, afin d'assurer une prise en charge claire et cohérente ;

– assurer la mise en œuvre effective du plan national fin de vie et soins palliatifs 2023-2026, en veillant en particulier à l'activation et au fonctionnement régulier du comité de pilotage prévu par celui-ci, ainsi qu'à la transparence de ses travaux et au suivi des mesures engagées ;

– engager, sur la base des constats de la CNCE et en articulation avec le plan national fin de vie et soins palliatifs, une réflexion élargie et structurée sur les forces et faiblesses du dispositif en place et son adaptation aux évolutions sociétales, médicales et éthiques.

(s.) Paulette Lenert, Marc Baum, Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, wa mer eis mat eisem eegene Gesetz befaassen, dat geet zeréck op d'Joer 2009, mir ware Pionier. D'Debatten – fir déi, déi se deemools suivéiert hunn –, déi waren intensiv, si waren net einfach a si waren emotional.

An dat ass och normal, well et geet ëm fundamental Froen. Et geet ëm Würde, et geet ëm Selbstbestëmmung, et geet ëm d'Enn vum Liewen. An dat ass keen Theema, dat eis einfach iwwert d'Lëpse kënnt.

An eisem Gesetz hate mer deemools e ganz couragéierte Schrëtt gemaach. E Schrëtt, deen e gesellschaftlechen Tabu kloer duerchbrach huet. An haut, bal 15 Joer méi spéit, kënne mer soen, wa mer d'Rapporte kucke vun der Kommissioun: Jo, de System fonctionéiert a senge grousse Linne gutt. Mir kréien net rapportéiert, dass et gréisser Skandale gëtt. Et gëtt keng Indicen op Mëssbrauch. Et rullt en gros. Et gëtt keng problematesch Fäll. An dat ass gutt. Well dat schaaft Vertrauen. Dat schaaft Vertrauen, dass mer net dernieft getrëppelt hunn, wéi mer deen dach kontroverséierte Schratt geholl hunn.

Mee wann een dat Vertraue wëllt festegen, wann een dat wëllt bäihalen, dann ass et och wichteg, Nuancen ze gesinn. Aspekter, déi vläicht net esou kloer sinn oder déi veronsécheren.

De Rapport, dee mer am Oktober d'lescht Joer hei iwwerreecht kritt hunn, genausou wéi de Plan national fin de vie, déi weisen drop hin: Jo, et gëtt Mängel hei zu Lëtzebuerg. An déi si bekannt. Et sinn ëmmer erëm déi selwecht, déi erëmkommen.

Éischtens, d'Informatioun ass nach net do an der Bevëlkerung, wou mer se gären hätten.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Ëmmer erëm sinn d'Acteure vum Terrain domadder konfrontéiert, dass d'Leit net richteg verstinn, ëm wat et geet. Et ass en Theema, wat ee warscheinlech och verdrängt, wann een net wierklech derbäigefouert gëtt. Et ass eppes, wat ëmmer erëm falsch verstane gëtt.

Et ass awer wichteg, dass d'Rechter fir d'Leit kloer sinn. D'Situatioun, déi et gëtt, ass, dass d'Leit och falsch Virstellungen hunn. Dass se dann immens enttäuscht sinn, wann et esou wäit ass. An dass dat eigentlech e bëssen anescht ass, wéi se sech dat geduecht hunn.

Am Resultat ass dat dramatesch fir verschidde Leit. Et ass eng Komplexitéit, déi och am Fong geholl derzou féiert, dass vill Leit hiert Recht guer net richteg afuerderen, wann et esou wäit ass, well se et einfach net genuch kennen am Detail. Dat ass verwirrend an et ass enttäuschtend.

Dee Mangel un Informatioun, jo, dee fanne mer och bei de Professionellen erëm. An dat ass eigentlech nach méi bedauerlech. Mir kréie rapportéiert, dass och am Gesondheetssecteur, sief et bei de Medezinner oder beim paramedezinnesche Personal, ganz oft d'Äntwert kënnt, dass se net richteg Bescheed wëssen, dass se Leit, déi op se duerkommen, net déi richteg Äntwerte kënne ginn op hir Froen. An dat ass net esou, wéi de System soll fonctionnéieren.

De Mënsch, grad wann en an enger vulnerabeler Situatioun ass, wann e sech u säin Dokter wennt, wann en an eng Struktur erakënnt oder an e Spidol, soll e kënnen drop zielen, dass jiddwereen informéiert ass.

An dat ass kee Selbstläufer. Et brauch geziilte Formatiounen. An et geet net duer, se punktuell unzebidden. Ech sinn iwwerzeegt, dass ee sech hei muss e Plang ginn, fir derfir ze suergen, dass genügend Leit op deene richtege Plazen déi doten Informatioun kënnen ubidden, fir dass mer kënne sécherstellen, dass d'Recht net just e Pabeiertiger bleift.

D'Consultation médico-éthique gëtt och ëmmer erëm ervirgestrach am Plan national fin de vie, genau esou wéi och vun der Kommissioun. Och dat ass näischt Selbstverständleches. Net jiddwereen ass a sengem Fachberäich domadder a Verbindung komm wärend senge Studien. An et ass scho wichteg, hei och déi néideg Fachkompetenz ze hunn, fir de juristeschen Aspekt, wann ee soll informéieren, mee natierlech och fir d'Fangerspëtzegefill, wéi een an esou en Entretien erageet mat Leit. Mir sinn hei an engem äusserst sensibele Beräich.

Dann drëttens, d'Prozeduren, déi sinn nach ëmmer schwéierfälleg. Dat kenne mer hei aus ville Bléckwénkelen. Mee och hei ass et leider eng Realitéit.

Déi Dokumenter, déi ginn nach enregistréiert op eng einegermoosse rustikal Aart a Weis. Et géif ee sech wënschen – an dat ass och dat, wat d'Kommissioun eis seet, a wat och am Fonds national verankert ass –, dass déi Dokumenter dach, wa se bis eemol enregistréiert sinn, och am DSP automatesch vermierkt sinn. Dat géif vill Zäit spueren, dat géif evitéieren, dass muss ugeruff ginn an de Ministère, dat géif evitéieren, dass vläicht emol eng Kéier een den Telefon net ophieft an esou weider. Bref, och dat ass eppes, wat ëmmer erëm – ëmmer erëm! – ervirgehuewe gëtt.

Véiertens – an dat ass eigentlech dat, wat eis am meeschte Suerge misst maachen –: Mir kréien ëmmer erëm geschriwwen, dass d'Patienten net ëmmer richteg begleet an orientéiert ginn. An dat ass eigentlech dat, wat eis no esou ville Joren dach misst Kappzerbrieches maachen. Dat ass net einfach eng Erfindung, dat steet an eise Rapporten dran. D'Kommissioun gesäit sech obligéiert, dës Problematik erëm opzewerfen a freet, dass mer där Realitéit nokommen, andeems mer an de Strukture kloer Prozedure virgesinn, andeems mer se oprüsten, andeems mer derfir suergen, dass iwwerall déi richteg Ulafstell wäert sinn.

Ech géif gären an dësem Kontext drop hiweisen, wéi wichteg d'Objection de conscience ass. Do gëtt ëmmer erëm gemengt, dat wär a Fro gestallt. Et ass selbstverständlech all Dokter säi Recht, bei esou engem sensibele Sujet net wëlle matzemaachen. Et ass selbstverständlech d'Recht vum Dokter, Nee ze soen, wann en ugesprach gëtt, eng Euthanasie ze maachen oder enger Persoun beim Suicide ze hëllefen.

Mee dat kann awer net derzou féieren, dass déi Persoun op sech eleng gestallt ass. Et ass einfach nach eng Grauzon do, e Lach am System. Mir hätte gären, dass eng Obligatioun kënnt, dass deen, dee fir sech selwer decidéiert, dat net ze maachen – deen all eise Respekt fir déi Decisioun verdéngt –, awer gehalen ass, d'Persoun weiderzeleeden un eng aner Ulafstell, fir dass d'Persoun net sech selwer iwwerlooss ass a muss pilgere vun engem zum aneren, bis se da vläicht – an och nach grad an enger schwiereger Situatioun –, ee fënnt, dee bereet ass nozelauschteren. Dëst ass en gros den Inhalt vun där éischter Motioun.

An ech géif da gären op eng zweet Motioun agoen, déi ech och géif hei deposéieren, am Numm vun de Kolleegen, deene Gréngen an déi Lénk, déi eis iwwer eist Gesetz erausféiert.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant que

– le Luxembourg a franchi, avec la loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, une étape majeure dans la reconnaissance des droits des patients et du respect de la dignité en fin de vie ;

– cette législation, innovante et encadrée, repose sur un équilibre exigeant entre autonomie individuelle, protection des personnes vulnérables et responsabilité médicale ;

– plus de quinze ans après son adoption, ce cadre mérite aujourd'hui d'être évalué et adapté à la lumière des évolutions sociétales, médicales et éthiques, ainsi que des attentes exprimées par les différentes parties prenantes ;

– la jurisprudence européenne et comparée a contribué à enrichir la réflexion sur le droit à l'autodétermination en fin de vie et que plus particulièrement le Bundesverfassungsgericht, dans un arrêt de principe du 26 février 2020, a consacré un droit individuel à une mort autodéterminée, incluant la liberté de recourir à l'assistance de tiers, soulignant ainsi l'importance de garantir un cadre respectueux de l'autonomie personnelle, tout en assurant des garanties appropriées ;

– des interrogations concrètes subsistent quant à l'application de la loi et à l'évolution du cadre légal, notamment dans des situations complexes liées aux maladies neurodégénératives, aux capacités de consentement ou à l'accès effectif aux dispositifs existants ;

– dans un contexte de progrès de la médecine, d'allongement de l'espérance de vie et d'évolution des trajectoires de fin de vie, une réflexion continue, pluraliste et apaisée s'impose ;

– les questions liées à la fin de vie touchent à des dimensions éthiques, médicales, juridiques et sociales qui appellent un débat dépassant le seul cadre institutionnel ;

– l'expérience de la Convention citoyenne sur la fin de vie en France, a illustré la pertinence de dispositifs participatifs associant citoyens, experts et décideurs publics autour de sujets éthiques complexes ;

– dans un contexte où les modèles démocratiques sont parfois mis à l'épreuve, le recours à des formes de participation citoyenne structurée peut contribuer à renforcer la légitimité des décisions publiques et la qualité du débat,

invite le Gouvernement à

– organiser des assises participatives sur la fin de vie au Luxembourg, reposant sur :

• la participation d'un échantillon représentatif de résidentes et résidents, reflétant la diversité de la population résidente,
• l'implication d'experts issus des domaines médical, juridique, éthique et social,
• un processus transparent, pluraliste et accessible au public ;

– inclure dans ces assises une évaluation approfondie de l'application actuelle de la loi, notamment :

• un état des lieux des pratiques en matière d'euthanasie et d'assistance au suicide,
• l'identification des forces du cadre légal existant,
• l'analyse des difficultés rencontrées par les patients, leurs proches et les professionnels de santé,
• l'examen des éventuelles disparités dans l'accès aux dispositifs ;

– intégrer dans les travaux des assises une réflexion spécifique sur :

• les situations de fin de vie en lien avec les troubles neurodégénératifs, notamment la démence, et les enjeux liés au consentement anticipé,
• la question de l'accès des mineurs à des dispositifs encadrés, dans une perspective comparative et éthique,
• les modalités d'assistance au suicide et les dispositifs d'accompagnement, y compris la réflexion sur des approches de type « bilan de fin de vie », telles qu'en discussion actuellement aux Pays-Bas,
• le développement et l'accessibilité des soins palliatifs, en articulation avec les dispositifs existants ;

– veiller à ce que les conclusions des assises donnent lieu à :

• un rapport public détaillé,
• un débat parlementaire dédié,
• le cas échéant, des propositions d'évolution du cadre légal.

(s.) Paulette Lenert, Marc Baum, Djuna Bernard.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Sou wéi och d'Kommissioun eis et mat op de Wee gëtt, gëtt et ganz vill Saachen, déi an hire Beräich falen, wou se eis och Iddie gëtt, wéi ee sech kéint besser opstellen. Mee si selwer weist drop hin, dass et och Froe gëtt, déi reng politescher Natur sinn an déi mir eis hei musse stellen, déi d'Gesellschaft sech muss stellen.

An dat ass: Wéi gi mer ëm mat Situatiounen, déi einfach net kloer sinn? Dat huet deels d'Praxis erwisen, an et sinn einfach nei Weeër, déi och musse gaange ginn. Et si reng politesch Froen, déi vun der Kommissioun an de Raum gesat ginn. Dat sinn déi, déi ech als Éischt wëll zitéieren. Dat ass déi vum Ëmgang mat psychesche Krankheeten. Dat ass ganz, ganz schwiereg. Wéi ass et, wann eng Persoun dement ass? Do di sech Froen op. Et ass eng ganz grouss Verantwortung, do festzehalen: Ass dat elo de klore Wëlle vun der Persoun, dat ze froen, wat se freet, oder ass et dat net? Alles dat verlaangt Reflexioun. Do si mer nach net do, wou mer sollen. Ech sinn iwwerzeegt, dass ganz vill Leit do net kënnen hiert Recht ëmsetzen, esou wéi et vum Text virgesinn ass. Einfach nëmmen, well et komplex ass a well mer net déi néideg Ëmgangsformen domadder hunn.

Dann och d'Fro vun de Mannerjäregen. Eist Gesetz beschränkt sech ausschliisslech op Erwuessener. Eis Noperen an Holland an an der Belsch hunn dat méi breet gesinn. Wann ee sech virstellt, mir schwätzen hei vu Leit bei eis, déi an enger dramatescher Situatioun sinn, enger Ausweegslosegkeet, déi e klore Wëllen hunn, an et ass schonn eng Discrimination en raison de l'âge, wann ee mat 17 Joer gesot kritt: „Du däerfs dat net!" An en anere Mënsch, deen zwee, dräi Joer méi al ass, deen däerf dat. Och do, ça mérite réflexion, ob mer net dee Schrëtt solle maachen. Ech weess, et ass e sensibelt Thema. Mir hunn an de Meedien oft Berichter, déi all méiglech Emotiounen ausléisen, mee mir sinn eis et schëlleg, an och de jonke Leit si mer et schëlleg, doriwwer nozedenken.

Dann och, ganz sensibel, de Ras-le-bol de la vie. An Holland, och net wäit vun eis, gëtt am Moment op enger Proposition de loi geschafft, wou sech d'Fro gestallt gëtt, ob een net kann ab engem gewëssenen Alter fir sech decidéieren, dass et duergeet, dass een dee leschte Wee net wëllt goen, dass ee ganz bestëmmt wëllt ophalen. Ech kréien hei d'Auer gewisen, déi ass ofgelaf. Da faassen ech mech e bësselche méi kuerz.

M. André Bauler, Président de séance| Dir schwätzt de Moment zu de Motiounen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, ass dat an der Rei oder net?

M. André Bauler, Président de séance| Jo. Dir kënnt awer esou lues op en Enn kommen.

(Hilarité)

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, ech sinn och um Enn, jo. Ech huelen dat dann herno, ech couvréieren d'Motioune mat, voilà, da geet dat an engems.

M. André Bauler, Président de séance| Dir kënnt jo herno nach eng Kéier op d'Motiounen zréckkommen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo. Ech sinn an der Iwwerzeegung, dass mer eis déi dote Froe ganz einfach net hei eleng solle stellen an net vun uewen erof decidéieren. An dofir eng zweet Motioun, déi dat freet, wat Frankräich gemaach huet, nämlech eng Convention citoyenne sur la fin de vie. Dat ass eng Demarche, wou een d'Leit mat abënnt, wou een encadréiert, mat hinnen zesummen op eng oppen a pluralistesch Aart a Weis iwwer en Theema diskutéiere kann, wat komplex ass an esou zu enger besserer Akzeptanz ka kommen, zu engem bessere Versteesdemech an zu enger besserer Demokratie, a mengen Aen.

Voilà, dat ass dat, wat ech wollt soen. Da behalen ech mer vir, vläicht nach eng Kéier op d'Motiounen anzegoen zum Schluss. Ech soen op jidde Fall Merci fir d'Nolauschteren a si gespaant op Är Interventiounen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance| Merci, Madamm Lenert.

An no hir ass als éischt Riednerin déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen. Dann hutt Dir d'Wuert, Madamm Kemp.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Enn vum Liewen ass ee vun de perséinlechsten a sensibelste Momenter, déi et gëtt. Den Doud ass kee Sujet, iwwert deen een einfach oder ouni Emotioune schwätze kann. An dat ass och richteg esou. Angscht, Ongewëssheet, Traureg-keet, mee och Erliichterung – all dës Gefiller kënnen opkommen, wa mir eis mat dem Liewensenn auserneesetzen.

Mir maachen dëst am Kader vum aachte Rapport vun der nationaler Kontroll- an Evaluatiounskommissioun iwwert d'Euthanasie an d'Assistenz vum Suicide, deen d'Joren 2023 a 2024 ofdeckt. Dëse Rapport ass wichteg, well et e Sujet mat Fakten, mat Zuelen, mee och mat enger mënschlecher a gesellschaftlecher Verantwortung beliicht.

Tëscht 2009 an 2024 goufen am Ganzen 226 Deklaratioune vun Euthanasie an assistéiertem Suicide enregistréiert. Fir déi zwee Joer, déi dëse Rapport betrëfft, also 2023 a 2024, schwätze mir vu 56 deklaréierte Fäll, 22 am Joer 2023 a 34 am Joer 2024.

Aus deem Rapport geet ervir, datt et zanter 2019 zu enger däitlecher Hausse komm ass. Vun de 56 Fäll an de Joren 2023 a 2024 sinn der 32 am Spidol geschitt, 15 doheem, 8 an engem integréierten Zentrum oder enger Maison de soins an 1 op enger privater Plaz.

Här President, eng Persoun, déi esou eng schwéier Decisioun trëfft, däerf net duerch administrativ Onkloerheeten oder strukturell Schwieregkeeten elenggelooss ginn.

Bei der Fro, ob d'Gesetz agehale gëtt, ass de Rapport ganz kloer. D'Kommissioun stellt fest, datt an alle 56 Fäll d'Prozedur korrekt respektéiert gouf. D'Deklaratioune goufen ugeholl, kee gesetzleche Verstouss gouf festgestallt a kee Fall huet missen un de Collège médical oder un de Parquet weidergeleet ginn.

Dat ass eng wichteg Feststellung. Kontroll a posteriori erméiglecht et, d'Fräiheet an d'Vertrauensrelatioun tëschent Patient an Dokter ze respektéieren, ouni op déi néideg Iwwerpréiwung ze verzichten.

Här President, de Rapport weist och op konkreet Verbesserungsméiglechkeeten hin. An domat kommen ech zu engem Punkt, dee fir eis Fraktioun zentral ass: d'Informatioun. E Patient kann nëmmen eng fräi an iwwerluechten Decisioun huelen, wann en och wierklech informéiert ass. Dat gëllt fir d'Euthanasie an d'Assistenz beim Suicide, mee geneesou fir d'Palliativmedezinn. Et däerf ni dorëms goen, déi eng Optioun géint déi aner auszespillen. Stierfhëllef a Palliativmedezinn sinn zwee ganz ënnerschiddlech Weeër, mee béid betreffen d'Fro, wéi mir mam Enn vum Liewen ëmginn.

Palliativmedezinn bedeit, de Mënsch net elengzeloossen, wa keng Heelung méi méiglech ass. Net mat senger Péng, net mat senger Angscht, net mat där Belaaschtung, déi hien an och seng Famill hunn. Palliativfleeg bedeit, Péng an aner Symptomer ze erliichteren, de Mënsch ganzheetlech ze begleeden an och d'Famill ze ënnerstëtzen. Dofir muss all Patient wëssen, wat d'Palliativmedezinn leeschte kann, Schmäerztherapie, psychesch a sozial Begleedung, Ënnerstëtzung vun der Famill an eng medezinnesch Betreiung, déi net méi op d'Heelung, mee op d'Liewensqualitéit ausgeriicht ass. Gläichzäiteg muss och kloer informéiert ginn, ënner wéi enge gesetzleche Konditiounen eng Euthanasie oder eng Assistenz beim Suizid méiglech ass. Nëmmen esou kann de Patient säi Choix wierklech selwer treffen.

D'Zuele weisen, datt tëschent 2009 an 2024 iwwer 6.100 Dispositioune fir d'Liewensenn enregistréiert goufen. Dat weist, datt vill Biergerinnen a Bierger sech mat dëser Fro auserneesetzen. Mee et weist och, datt nach vill Opklärungsaarbecht néideg ass. Eng Patientenverfügung an d'Disposition de fin de vie sinn net nëmme Formularer, si sinn Ausdrock vum Wëlle vum Patient. Si gi Sécherheet dem Patient, senger Famill an och dem medezinnesche Personal. Si hëllefen an engem Moment, wou de Patient sech net méi ausdrécke kann, säi Wëllen trotzdeem ze respektéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Rapport weist eis: D'Gesetz gëtt respektéiert. Mee et weist eis och: D'Aarbecht ass nach net fäerdeg.

Mir brauchen eng besser Informatioun vum Public, mir brauchen eng gestäerkte Formatioun vum Gesondheetspersonal, mir brauchen eng kloer Kommunikatioun iwwert d'Choixe vum Liewensenn. Am Mëttelpunkt muss ëmmer de Mënsch stoen: säi Leed,

seng Dignitéit, seng Autonomie a säi Recht, informéiert a respektéiert ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Kemp. An als nächst Riednerin ass déi éierewäert Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, Madamm Minister, d'Euthanasie, also d'Entscheedung, säi Liewen ënner medezinnescher Begleedung op en Enn ze bréngen, ass alles anescht wéi en einfache Sujet. Et ass awer en immens wichtege Sujet, dee leider net genuch thematiséiert gëtt an deen och an eiser Gesellschaft net genuch bekannt ass.

Trotz de medezinnesche Fortschrëtter kënnt et leider ëmmer nach zu Fäll, wou Persounen duerch hir Krankheet e Liewensenn riskéiere mat dagdeeglecher Péng. D'Palliativmedezinn stéisst op hir Grenzen an Dag fir Dag geet e Stéck Liewensqualitéit verluer, bis zu engem riskéierten immens indignen Doud.

2022 hat ech Iech, Madamm Lenert, als Santésministesch hei an der Plenière d'Fro gestallt, wien dann elo eigentlech derfir responsabel ass, déi betraffe Persounen ze informéieren, datt Stierfhëllef eng Méiglechkeet ass. Dës a vill weider Froen, déi stelle sech och haut nach. An de fënnef Minutten hunn ech net Zäit, fir op all déi Froen anzegoen. Déi meescht sinn allerdéngs leider nach net beäntwert.

D'Stierfhëllef ass méi wéi 15 Joer no hirer Aféierung hei zu Lëtzebuerg, wou mer effektiv och als Pionéier gegollt hunn, leider nach ëmmer mat engem Tabu behaft. Dat dierft u sech an eiser haiteger Zäit net méi de Fall sinn. Duerfir widderhuelen ech dat, wat ech 2022 gesot hunn: Fir eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, datt de Bierger déi néideg Informatiounen zum Sujet zur Verfügung stinn an datt déi Leit, déi sech informéiere wëllen, wëssen, wou se Informatioune kréien, an net op daf Ouere stoussen.

Am aachte Rapport vun der nationaler Kontroll- an Evaluatiounskommissioun vum Euthanasiegesetz ënnersträicht dës nees, dass de Mangel un Informatioun weiderhin eng Schwieregkeet ass. Vill Leit wëssen net, datt si op eng Stierfhëllef zeréckgräife kënnen, ënner wéi enge Konditiounen an u wie si sech wende kënnen, fir Äntwerten op hir Froen ze kréien.

Wat den Uspriechpartner ugeet, denkt een natierlech als alleréischt un den Dokter. Et gëtt awer Dokteren, déi d'Stierfhëllef net wëlle maachen. Dat ass och an der Rei, well all Dokter no sengen eegene Prinzippien a senger eegener Conscience muss handelen. Dat däerf awer net bedeiten, datt keng Informatioun beim Patient ukënnt.

Am Koalitiounsaccord hu mir festgehalen, datt den Accès zur Informatioun soll gestäerkt ginn an notamment och an de Spideeler eng Referenzpersoun sollt designéiert ginn, déi als Kontaktpersoun fir d'Patienten an hir Famill gëllt, fir dës ze informéieren an ze begleeden. Dozou wéilt ech déi aktuell Gesondheetsministesch froen, wat fir Aarbechten an deem Sënn entre-temps gemaach goufen a wou mir mat engem verbesserten Accès op Informatiounen dru sinn.

Iwwert den Accès à l'information eraus huet d'Kontroll- an Evaluatiounskommissioun awer nach eng Rei weider Pisten opgeworf. Ënner anerem gouf nach eemol gesot, dass et keng Tarifikatioun fir d'Stierfhëllef gëtt. Ech mengen, dass esou eng Tarifikatioun, nieft dem prakteschen an dem administrative Kader, och e symbolesche Charakter hätt, an zwar, datt d'Stierfhëllef als medezinneschen Akt unerkannt wär. Eng Tarifikatioun kéint domadder och zu enger weiderer Enttabuiséierung vun Euthanasie bäidroen.

Ech wéilt awer nach op en anere Punkt agoen, dee mir aktuell net an eiser Legislatioun hei zu Lëtzebuerg virgesinn hunn: Contrairement zu der Belsch an Holland ass et zu Lëtzebuerg bei Mannerjäregen net méiglech, op Stierfhëllef zeréckzegräifen. Leider treffen awer och Kanner heiansdo onheelbar Krankheeten, un deene si a ganz eelende Situatioune stierwen.

An eisem DP-Walprogramm wéi och am Koalitiounsaccord gouf sech virgeholl, spezifesch Palliativetablissementer ze schafen, déi Kanner op hirem leschte Wee wäitméiglechst hëllefen. Meng Fraktiounskolleegen André Bauler a Gilles Baum haten de Sujet och schonn 2022 iwwer eng parlamentaresch Fro un déi deemoleg Gesondheetsministesch opgegraff.

En éischte Schratt fir d'Schafe vun esou Palliativstrukture fir Kanner gouf am Dezember zejoert bei der Modifikatioun vum Spidolsgesetz gemaach. Et koume Palliativbetter bäi, wat ausdrécklech ze begréissen ass.

An deem Kader hat Dir, Madamm Minister, erkläert, datt et e Projetentworf géif ginn, fir esou eng Struktur fir Kanner en place ze setzen. Dofir meng Nofro, Madamm Minister: Kënnt Dir eis soen, wou dës Aarbechten de Moment dru sinn? Gëtt et aktuell schonn eng Zäitschinn, wéini ee mat esou engem Palliativzentrum fir Kanner kéint rechnen? Kanner oder och hir Famillen, déi brauchen an esou Situatiounen nämlech e besonneschen Encadrement.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng onheelbar Krankheet ouni Aussiicht op Besserung ass fir d'Patienten an hiert Ëmfeld eng immens schwéier Zäit. Dofir ass et wichteg, deene Persounen, déi dat wëllen, déi néideg Méiglechkeeten ze ginn, fir no hire Bestëmmungen aus dem Liewen ze goen, sief et mat oder ouni Stierfhëllef.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Alexandra Schoos agedroen. Madamm Schoos, dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Merci och der honorabeler Deputéierter Lenert fir dës Aktualitéitsstonn. Mee virun allen Dénge merci dem ganze Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur, déi an der Palliativmedezinn all Dag ënnerwee an am Asaz sinn.

D'Gesetz vum 16. Mäerz 2009 war vun Ufank un e Gesetz mat oppene Froen, legislative Grozonen a mat Grenzen tëscht Medezinn an Eethik. Den aachte Rapport vun der nationaler Kontrollkommissioun weist elo, wéi dëst Gesetz applizéiert gouf. E presentéiert Zuelen, Prozeduren, Limitten, Onkloerheeten um Terrain a Recommandatiounen. D'Kolleegin Kemp war grad schonn op d'Detailer agaangen: 56 registréiert Fäll, et war iwwerall alles gesetzeskonform.

Dat dierf awer kee Fräibréif si fir politesch Eegenzefriddenheet. Déi entscheedend Froen, déi ee sech nämlech stelle muss, sinn déi: Stoungen dem Mënsch virun der Euthanasie oder dem assistéierte Suizid all Alternative konkreet an erreechbar zur Verfügung? Hat hien Zougang zu gudder an effikasser Palliativmedezinn? War genuch Personal do? War d'Famill begleet?

D'Gesetz vun 2009 garantéiert ausdrécklech d'Recht op Palliativversuergung. Et beschreift d'Palliativfleeg als aktiv, kontinuéierlech a koordinéiert Versuergung duerch eng multidisziplinär Ekipp. Si ëmfaasst kierperlech, psychesch a spirituell Bedierfnesser. Si ëmfaasst d'Behandlung vu Péng an d'Ënnerstëtzung vum Ëmfeld. Genee hei läit fir eis d'Wichtegkeet.

D'ADR ënnerstëtzt den Ausbau vun der Palliativmedezinn. Dofir wëlle mir ambulant Déngschter stäerken. Dofir wëlle mir, datt d'Mënschen um Enn vun hirem Liewe wa méiglech doheem an hirem gewinnten Ëmfeld oder a Fleegeariichtunge gutt begleet ginn. An dofir wëlle mir kloer an transparent Krittären, fir datt kee säi Recht op eng Palliativversuergung verléiert.

De Rapport vun der Kommissioun enthält Recommandatiounen, déi mir ganz eescht huele mussen. D'Kommissioun wëll méi Informatioun fir d'Bevëlkerung, méi Formatioun vum Gesondheets- a Fleegepersonal, eng systematesch Erfaassung vu Patientenverfügungen an e besseren Zougang zur Euthanasie.

Genau hei musse mir politesch ënnerscheeden. Jo zur Informatioun iwwer Patientenrechter, Jo zu gudder Formatioun, Jo zu klore Prozeduren. Mee mir soen och: Déi éischt Prioritéit däerf net de Wee vun der Euthanasie sinn. Déi éischt Prioritéit muss den Ausbau vun enger adequater a mënschewürdeger Palliativversuergung sinn.

D'ADR gesäit verschidde Problempunkten. Mir musse besonnesch virsiichteg sinn, wa psychescht Leed, Einsamkeet, Verloscht vun Autonomie oder Fleegebedierftegkeet eng Roll spillen. E Mënsch, dee seet: „Ech wëll net méi", seet vläicht och: „Ech hunn Angscht. Ech sinn einsam. Ech wëll kengem zur Laascht falen." Dorop dierf d'Gesellschaft net fir d'éischt mat der Méiglechkeet vun der Euthanasie äntwerten. Si muss fir d'éischt mat Zäit, Fleeg a Mënschlechkeet äntwerten.

Zweetens, mir brauchen definitiv eng éierlech Bestandsopnam vun der Palliativversuergung. Madamm Minister, wéi vill Better ginn effektiv fir Palliativpatiente benotzt? Hu mir der genuch oder probéiere mir, déi Better esou séier wéi méiglech erëm fräi ze kréien? Wéi gutt fonctionéiere mobill Ekippen? Wéi ass d'Versuergung an de Fleegeheemer? Huet d'Gesondheets- a Fleegepersonal genuch Zäit fir hir Patienten? Wéi séier kënnt d'Hëllef bei d'Leit heem? Wéi vill Familje kennen hir Rechter? Ouni dës Äntwerte féiere mir nëmmen eng hallef Debatt haut hei.

Drëttens, mir sollten d'Vertrauenspersoun stäerken. D'ADR ënnerstëtzt d'Iddi, datt all volljärege Bierger eng Vertrauenspersoun kann ernennen, praktesch, einfach a sichtbar am Patientendossier. Dat entlaascht Dokteren a Familljen a schützt de Wëlle vum Patient.

De Bléck an d'Ausland maant zur Virsiicht. D'Belsch weist, datt eng eemol agefouert Praxis wuesse kann: 2024 goufen do bal 4.000 Euthanasiefäll registréiert, 16,6 % méi wéi dat Joer virdrun. Däitschland ass no engem Urteel vum Bundesverfassungsgeriicht en eegene Wee gaangen. Do geet et ëm Suizidhëllef a Selbstbestëmmung, net ëm eng einfach Iwwerdroung op aktiv Euthanasie. Frankräich diskutéiert nach intensiv an huet parallell zur Stierfhëllef och d'Palliativversuergung gesetzlech gestäerkt. Aus allen dräi Länner sollte mir léieren: Ouni staark Palliativmedezinn gëtt all Debatt iwwer Stierfhëllef eesäiteg.

D'ADR steet fir eng besser Formatioun fir eist Gesondheets- a Fleegepersonal an der Palliativmedezinn, och zum Beispill an der Gespréichsféierung. Systematesch Informatioun iwwer Patienterechter, Palliativversuergung, Patienteverfügungen a Vertrauenspersoun. En einfachen Zougang, fir eng Vertrauenspersoun ze ernennen an eng Patienteverfügung ze hannerleeën. Eng Evaluatioun, déi net nëmmen Euthanasiefäll zielt,

mee och moosst, ob eng wierklech gutt Palliativversuergung bei de Leit ukënnt.

Madamm Minister, all déi Punkte stinn och am nationale Plang vun der Palliativversuergung, mee elo wier et un der Zäit, eis ze soen, wéi déi Moossname konkreet um Terrain ëmgesat ginn oder legislativ emol sollen ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Fir d'ADR gëllt: Dignitéit heescht, datt mir de Mënsch bis zum Schluss mënschewürdeg begleeden. Dofir seet d'ADR haut kloer: Iwwerpréife mir dat Gesetz, schléisse mir d'Lücken, stäerke mir d'Patienterechter an d'Palliativmedezinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Schoos. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard agedroen. Si stoung och scho prett. An dann hutt Dir direkt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. D'Debatt iwwert d'Stierfhëllef ass zu Lëtzebuerg keng nei. Si huet eis Gesellschaft iwwer Joren, jo, souguer Joerzéngte beschäftegt. Si huet politesch Fronten iwwerschratt, ongewéinlech Allianze geschaf an hefteg Diskussiounen ausgeléist, an dat vum Stammdësch bis hei an d'Chamber.

Wéi d'Gesetz 2009 gestëmmt gouf, war d'Oppositioun am konservative Lager ganz grouss. Et gouf viru Mëssbrauch gewarnt, viru Stierftourismus, virun engem Drock op vulnerabel Leit. Haut, méi wéi 15 Joer duerno, kënne mer soen: Dës Schreckenszenarie si keng Realitéit ginn.

D'Zuelen aus dem aachten Evaluatiounsrapport schwätzen eng kloer Sprooch. 2023 an 2024 goufe 56 Fäll vu Stierfhëllef oder Assistenz beim Suizid registréiert, alleguerte konform mam Gesetz. Et gëtt eng lues, eng konstant Augmentatioun, mee keng Explosioun. Lëtzebuerg bleift am internationale Verglach op engem niddregen Niveau. Dat weist, dass eise legale Kader fonctionéiert, fir dass d'Stierfhëllef eebe korrekt kann encadréiert ginn.

Wat awer och richteg ass a wat all d'Evaluatiounsrapporten opgeworf hunn: Et gëtt ëmmer nach Problemer mat der Accessibilitéit.

Éischtens, vill Bierger/inne sinn net genuch informéiert. D'Recht besteet, mee d'Informatioun doriwwer kënnt net ëmmer do un, wou se soll ukommen. An dat ass e fundamentale Problem. E Recht, dat een net kennt oder net versteet, jo, dat bleift u sech an der Praxis onnotzbar.

Zweetens, et gëtt ëmmer nach ze wéineg Dokteren, déi bereet sinn, Stierfhëllef ze begleeden, och wann d'Zuel laut Rapport déi lescht Zäit liicht no uewe geet. D'Gewëssensfräiheet vun den Dokteren ass eng wichteg individuell Fräiheet, mee si dierf awer net dozou féieren, dass d'Patient/inne faktesch keen Accès zu hirem legale Recht hunn.

Dofir ass et un den Institutiounen – dem Gesondheetsministère, de Spideeler an anere concernéierten Acteuren –, hei konkreet Léisungen unzebidden: Informatioun, Orientatioun a Formatioun.

Drëttens, d'Schwieregkeet, en onofhängegen zweete Medezinner ze fannen, deen den Dokter muss consultéieren, wann e mat enger Demande fir Stierfhëllef befaasst gëtt, bleift och laut dem Rapport eng reell Hürd, besonnesch an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg.

A véiertens, et feelt nach ëmmer un adaptéierte Strukture fir d'Begleedung vum Liewensenn. D'Propos, dass Spideeler sollen e Cercle de fin de vie a Raimlechkeeten, déi speziell op d'Situatioun vum Liewensenn adaptéiert sinn, ubidden, geet an déi richteg Richtung a soll och eiser Meenung no konsequent ëmgesat ginn.

Zanter 2023 hu mer en nationale Plang fir d'Enn vum Liewen an d'Palliativfleeg. Dee Plang erkennt vill vun dëse Problemer un a proposéiert och konkreet Moossnamen, fir bis 2026, also u sech dëst Joer, Verbesserungen an d'Weeër ze leeden: besser Informatiounen, spezifesch Formatiounen an och eng besser Accessibilitéit.

Mee och hei stellt sech eng wichteg Fro: Wou si mer bei der Ëmsetzung drun? Déi ugekënnegt Rapportannuellë sinn net onbedéngt einfach zougänglech. An d'Transparenz ass jo awer hei entscheedend, fir Vertrauen ze schafen. Hei géinge mer gäre vun Iech, Madamm Ministesch, en Tëschebilan héieren, souwuel wat sech säitdeem gedoen huet wéi och Är Prioritéite fir déi kommend Méint. De Plang leeft, ech sot et schonn, Enn dëst Joer – zumindest um Pabeier – aus. Ass Ärer Meenung no geplangt, en ze verlängeren oder eeben eng nei Editioun auszeschaffen?

An dësem Kontext wëll ech och d'Aarbecht vun der Associatioun „Mäi Wëllen, Mäi Wee" ervirhiewen. Dës Associatioun spillt eng wichteg Roll, wann et drëms geet, d'Theema Stierfhëllef an d'Ëffentlechkeet ze bréngen an d'Rechter vun de Patient/innen ze stäerken. A si fuerdert, dass mir als Gesellschaft nach e Schrëtt méi wäit ginn, nämlech d'Recht unerkennen, Meeschter iwwer säin eegent Liewensenn ze sinn.

Dat ass eng staark Ausso. Si weist awer och, dass d'Debatt nach laang net ofgeschloss ass an et wuel och ni wäert sinn. Och der Madamm Lenert wëll ech op dëser Plaz e grousse Merci soe fir d'Ufroe vun dëser Debatt, déi ganz sécher dozou bäidréit, méi Bewosstsi fir de Sujet ze schafen, mee doriwwer eraus och fir hiert Engagement an dëser Cause.

Nieft de praktesche Problemer, déi ech an alleguerten d'Virriedner schonn opgeworf hunn, sti mer awer och virun enger Rei fundamentale Froen, déi am aachten Evaluatiounsrapport och deelweis opgeworf ginn:

Wéi gi mer ëm mat der Fro vun de Mineuren? Wéi mat eelere Leit, déi vläicht net direkt schwéier krank sinn, mee déi soen, dass hiert Liewe fir si net méi liewenswäert ass? A wéi definéiere mer d'Grenze vun der Entscheedungsfäegkeet, besonnesch bei Leit mat fortgeschrattener Demenz?

Dat sinn delikat Froen. Froen awer, déi mer, mengen ech, net kënnen oder dierfen ignoréieren, mee déi natierlech komplex eethesch Implikatioune mat sech bréngen. An ech? Ech moosse mer net un, déi Äntwerte kënnen ze liwweren. Warscheinlech déi mannste vun eis heibannen. Mee dat heescht net, dass mer d'Diskussioun doriwwer mat Experten a betraffene Persounen aus dem In- an Ausland dierfe fäerten – au contraire.

Zum Schluss nach e ganz konkreete Punkt: d'Disposition de fin de vie an d'Directive anticipée.

Haut gëtt et nach ëmmer getrennte Formulairen, fir seng medezinnesch Wënsch zum Liewensenn am Viraus festzehalen: ee fir d'Stierfhëllef an ee fir d'Palliativfleeg. Fir d'Bierger/innen ass dat net kohärent an et hëlleft och net, fir déi verschidde Rechter méi bekannt ze maachen. Et wier am Sënn vun der Vereinfachung an der Kloerheet, dës Approchen zesummenzeféieren an och zesummen an den DSP ze integréieren.

Här President, d'Erfarung vun de leschte Jore weist: D'Recht op Stierfhëllef gëtt verantwortlech a mat vill Reflexioun genotzt. Eis Aufgab ass et elo, derfir ze suergen, dass dëst Recht net nëmmen existéiert, mee och ouni Hindernisser kann zougänglech sinn.

Stierfhëllef a Palliativfleeg si keng Géigesätz. Si sinn zwou Säite vun enger humaner Approche vum Enn vum Liewen. Wann et eist Zil ass, dass jidderee Meeschter vu sengem Liewensenn ass, jo dann hu mir heibannen och nach e bësselchen Aarbecht virun eis.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. Als nächste Riedner ass den éierewäerte Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt nëmmen zwou Saachen, déi ee muss akzeptéieren: Datt d'Liewen endlech ass a wéi ee mat dëser Tatsaach ëmgeet. Den Epiktet hat Recht.

A grad déi Theemen, déi den Doud betreffen – wéi mer stierwen, ënner wéi enge Bedingungen, mat wéi enger Würd –, sinn déi, déi mer am meeschte verschweigen. Mee grad well den Doud universal ass, muss d'Gespréich et och sinn. An dësem Sall, an dësem Land.

Dofir begréisse mir Piraten dës Heure d'actualité a soen der Madamm Lenert Merci fir d'Ufroen. Well den aachte Rapport vun der CNCE ass keng technesch Lektür, et ass e Spigel; e Spigel, deen eis weist, wéi mir als Gesellschaft mam Enn vum Liewen ëmginn.

Wat seet eis dëse Spigel? 2023: 22 Persounen. 2024: 34 Persounen. Dat si keng Zuelen. Dat si Mënschen. Mënschen, déi an enger vun de schwéiersten Decisioune vun hirem Liewen op eist Gesetz vertraut hunn.

D'Tendenz ass stabill, d'Gesetz fonctionéiert, mee d'Kommissioun selwer – also d'Instanz, déi am beschte weess, wou de Schong dréckt – seet eis kloer: „Et ass nach net genuch." Et feelt u Sensibiliséierung. Et feelt u juristescher Kloerheet. Et feelt un engem konkreeten Encadrement do, wou d'Leiden net kierperlech, mee psychesch ass.

Eis Positioun ass kloer: Mir Piraten stinn hannert der Stierfhëllef, net well mer den Doud romantiséieren, mee well mer un d'Würd vum Mënsch gleewen, un d'Recht, säi Liewen an Autonomie ze gestalten, vum éischten Otemzuch bis zum leschten.

E Jo zur Stierfhëllef bedeit awer keen einfachen Zougang. Et bedeit e rigoréise Prozess, eng echt Evaluatioun, d'Sécherheet, datt d'Entscheedung fräiwëlleg, bewosst, jo, endgülteg ass. Keng Hürden, déi d'Mënschen op verzweifelt Weeër drängen, mee och kee Wee, deen ouni Reflexioun ass.

Loosst mech Iech zwou Geschichten erzielen.

Déi éischt: eng jonk Fra aus Spuenien. Jorelaang huet se gekämpft virun de Geriichter, virun de Verwaltunge fir e wierdegt Enn. Vill waren dergéint, mee et war richteg, hir dëse Wee ze erméiglechen, well se konnt goen an Dignitéit: begleet, sécher, ouni Angscht.

Déi zweet: d'Noa Pothoven, 17 Joer al, Affer vu sexuellem Mëssbrauch. Si huet no jorelaangem Leiden hir Euthanasie gefrot. Déi gouf refuséiert. Si ass doheem gestuerwen, andeems se opgehalen huet, z'iessen an ze drénken. Eleng, net begleet, net sécher. Eleng mat hirer Péng.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass kee Schutz. Dat ass Abandon! A vun Dignitéit ass do keng Ried.

A wat heescht dat dann elo fir Lëtzebuerg? Eist Gesetz erlaabt och psychescht Leiden als Grond – theoreetesch. An der Praxis: nach ni applizéiert. Ni! Et feelt den Encadrement, et feelt d'Formatioun, et feelen d'Prozeduren. D'Gesetz seet Jo, d'Realitéit seet Nee. An tëscht dësen zwee Wierder verléiere mer Mënschen.

Wat brauch et also elo?

Éischtens, Sensibiliséierung. Ze vill Biergerinnen a Bierger kennen d'Gesetz net. Ze vill Dokteren och net, oder se traue sech net, et unzeschwätzen. Dat muss sech änneren.

Zweetens: Formatioun. Stierfhëllef däerf kee Randthema an der medezinnescher Léier sinn. Se muss am Häerz vun der Begleedung um Liewensenn stoen.

Drëttens: juristesch Kloerheet. De Begréff „bewosstlos" muss preziséiert ginn – duerch eng Gesetzesrevisioun. D'Kommissioun fuerdert et, a mir ënnerstëtzen dat ganz konkreet.

A véiertens – a vläicht dat Wichtegst –: e konkreeten Encadrement fir psychescht Leiden, mat klore Prozeduren, mat spezialiséierter Formatioun, mat enger onofhängeger Evaluatioun. D'Gesetz erlaabt et schonn – mir mussen do u sech net méi schaffen, et muss just an der Realitéit ukommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Doud ass sécher. D'Würd, mat där mer em begéinen, déi ass et net. An déi musse mir garantéieren. Dat ass d'Missioun vun dësem Gesetz. Dat ass d'Verantwortung vun dësem Parlament. A mir Piraten si bereet, fräi, kloer an ouni Tabu, dës Diskussioun och an Zukunft matzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och un alleréischter Plaz un d'Madamm Lenert, datt se dës Aktualitéitsstonn gefrot huet iwwer e ganz sensibele Sujet, deen och schonn an der Vergaangenheet ganz vill Diskussiounen a ganz vill Emotiounen, och hei an der Chamber, ervirgeruff huet. An en huet dat gemaach – déi Emotiounen ervirgeruff –, well et ëm déi zentral Froe vun eisem Liewe geet, well et wuertwiertlech ëm Liewen an Doud geet.

A wann ee sech d'Debatten 2009 ukuckt, da muss ee soen, datt mer awer och an deem Beräich haut an eiser Gesellschaft méi wäit komm sinn. Déi Ängschten, déi dee Moment waren, déi een och novollzéie konnt aus enger Perspektiv vun deemools – d'Banaliséierung vum Stierwen –, sinn net agetratt, well mer e gutt Gesetz hunn, wat encadréiert ass, wat Konditioune setzt, wat Garde-fouen huet a wat awer gläichzäiteg déi eng grouss Leitlinn huet: Dat ass nämlech, d'Dignitéit vum Mënsch ze garantéieren. An déi eng grouss Leitlinn, déi doranner besteet, selbstbestëmmt och iwwert den Deel vu sengem Schluss a leidensfräi iwwert den Deel vu sengem Schluss vum Liewe bestëmmen ze kënnen.

Mir fannen dat och richteg. A wann ee prinzipiell der Meenung ass, datt all Mënsch e Recht op e selbstbestëmmt Liewen huet, an ee weess, datt stierwen en Deel vum Liewen ass, da kënnt dorauser, datt een och muss e Recht hunn op e selbstbestëmmt Stierwen.

Mir gesinn, datt dat Gesetz an deene leschte Jore mat enger ganz grousser Verantwortlechkeet a ganz grousser Sensibilitéit ugewannt ginn ass. Nawell gesi mer, datt och dat Gesetz nach ëmmer Mängel huet, datt et nach ëmmer Elementer gëtt, wou mer soen: „Do brauche mer Verbesserungen am Interêt vun der Finalitéit vum Gesetz, nämlech eng Fin de vie an Dignitéit."

An et fänkt un – an eng ganz Rëtsch Virriednerinnen a -riedner hunn dat scho gesot – mat der Informatioun, der Informatioun vum Grand public, wou et nach ëmmer ganz grouss Mängel gëtt a wou et, mengen ech, d'Verantwortung vum Parlament a vun der Regierung ass, fir och do Wëssenslacunnen, fir do Virurteeler ewechzehuelen an d'Informatiounen och alleguerten de Leit zur Verfügung ze stellen.

Mee méi bedenklech sinn awer och déi Informatiounsmängel, déi ëmmer erëm festgestallt gi beim medezinnesche respektiv beim paramedezinnesche Personal. Ech mengen, datt do och eng Noutwendegkeet besteet an e Chantier besteet, fir dat ze verbesseren.

An da si mer natierlech direkt beim Sujet Formatioun, awéiwäit d'Fin de vie an och d'Stierfhëllef respektiv den assistéierte Suicide net och misst Deel si vun enger medezinnescher Formatioun, zumindest méi e grousse Poids dorobber kéint geluecht ginn, fir kënnen eeben zu eppes ze kommen, wat, wéi an der Belsch zum Beispill, eng Consultation médico-éthique kéint sinn.

Vill aner Virriedner hunn et och gesot: Ee Problem sinn nach ëmmer déi schwéierfälleg Prozeduren. Datt et keng automatesch Vermierkung am DSP gëtt, ass eppes, wat een awer wierklech, mengen ech, mat e bësse guddem Wëlle kéint virundreiwen an eeben och doduerjer eng besser Begleedung an eng besser Orientéierung vun de Persounen.

A mir haten dat bei engem anere Sujet, wou et awer och ëm eng ganz sensibel Fro geet, och schonn e puermol diskutéiert, nämlech d'selbstbestëmmt Recht iwwert den eegene Kierper, wat den Avortement ugeet, wou een dann direkt mat der Liberté de conscience vum praktizéierenden Dokter konfrontéiert gëtt. Déi mir och ganz héichhalen, déi Liberté de conscience, datt et déi soll ginn, datt dat e weesentlecht Element och vun der medezinnescher Versuergung ass. Mee mir mengen, änlech wéi beim Avortement, datt et och hei noutwendeg wier, datt e Medezinner, dee seng Liberté de conscience invoquéiert, an zu Recht invoquéiert, de Patient dann awer och weiderleet un en anere Medezinner, deen him do ka weiderhëllefen.

Ech sinn och mat der Madamm Hartmann averstanen, wat d'Tarifikatioun ugeet. Ech mengen, datt eleng de Fait, datt dat als eegen Tarifikatioun unerkannt gëtt, och eng Zort vun Enttabuiséierung kann duerstellen an eng Unerkennung och fir dat medezinnescht Personal, wat deen Akt duerchféiert.

An zum Schluss: Jo, ech mengen och – an och do hunn ech selwer meng Meenung an deene leschte Méint a Jore geännert – datt mer och sollten eng Diskussioun féieren iwwert den Zougang fir Mannerjäreger. Et gëtt esou vill extreem Fäll, wou een effektiv och soe muss, datt een déi Reflexioun awer och sollt féieren. Et soll ee se onopgereegt féieren, et soll ee se opgrond vun der Faktelag féieren, mee et soll een awer och keng Scheiklappen dorobber hunn an domat dem Prinzipp vun der Dignitéit allgemeng nach zu méi Recht verhëllefen.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Martine Deprez.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci, Madamm Lenert. Dir hutt et ganz gutt opgezeechent: d'Spannungsfeld, an deem mer haut hei ënnerwee sinn, d'Spannungsfeld tëschent Stierfhëllef a Stierfbegleedung, d'Spannungsfeld tëschent Euthanasie, Assistance au suicide a Soins palliatifs.

E sensibelt Thema, wéi elo just gesot ginn ass. D'Enn vum Liewen ass en Theema, wat nach oft evitéiert gëtt. Wat kënne mer nach verstäerkt maachen, fir datt jidderee sech senger Vergänglechkeet bewosst gëtt an och matzäiten driwwer nodenkt, wéi gegeebenefalls säi Liewe soll zu Enn goen?

D'Gesetz iwwert d'Euthanasie war an deem Sënn eng ganz wichteg Etapp an erlaabt et deene Mënschen, déi dat wëllen, selbstbestëmmt, am Respekt vun deene legale Konditiounen, hirem Liewe respektiv hirem Leiden dee Moment en Enn ze setzen, wou si dat wëllen.

Bei dëser Debatt dierfe mir awer net vergiessen, datt et net nëmmen dee Wee gëtt, mee datt mir och e breede Reseau opgebaut hu vu Servicer, déi sech ëm palliativ Fleeg këmmeren. Dat heescht, déi Fleeg, déi en place gesat gëtt, weeder fir d'Liewen ze verlängeren, nach fir fréizäiteg d'Liewen op en Enn ze bréngen. Zesummen – an ech betounen „zesummen" – bidden d'Euthanasiegesetz an de gesetzleche Kader ronderëm d'Palliativhëllef eng Rumm, an där jidderee sech kann erëmfannen.

Mir alleguerte si Multiplicateure vun deem, wat et gëtt. An den Deputéierte Baum huet drop higewisen: Et ass eis Verantwortung – Regierung, Deputéiert – all zesummen, déi Informatiounen no baussen ze droen, déi et gëtt.

Fir en Tabu nach besser ze briechen an aktualiséiert Informatioune ronderëm d'Liewensenn ze ginn, si mer amgaangen, d'Broschür „Ma volonté en fin de vie" ze adaptéieren, sou wéi dat och am Plan d'action national virgesinn ass.

Oft mierke mer um Terrain, datt nach vill Froe ronderëm déi zwee gesetzlech Kaderen existéieren – dat ass haut och am Reflet vum Rapport gesot ginn. D'Disposition de fin de vie an d'Directive anticipée ginn oft nach verwiesselt. Déi éischt, also d'Disposition de fin de vie, applizéiert sech am Kader vun de Soins palliatifs, an d'Directive anticipée ass dat Dokument, wat muss hannerluecht ginn, fir der Commission nationale d'évaluation et de contrôle ze erlaben, hir Aarbecht ex post ze maachen.

Déi spezifesch Kommentaren a Kriticken, déi d'Kommissioun an hirem rezente Bericht opgeworf huet, sinn amgaangen analyséiert ze ginn. Do si Verschiddener derbäi, déi eng liicht Adaptatioun vum legale Kader mat sech bréngen, anerer, déi méi fundamental sinn:

Éischtens, mir wäerten an d'Commission de nomenclature goe mat enger Consultation fin de vie. Dat ass weeder eng Consultation d'euthanasie nach eng Consultation soins palliatifs, mee, wéi ech virdru gesot hunn, eng Consultation fin de vie, fir datt d'Persoun weess, wat d'Méiglechkeete sinn, equilibréiert tëschent deem enge gesetzleche Kader an deem aneren, well si fonctionéiere just zesummen.

Zweetens, et ass ugedeit ginn, datt déi Dispositioune schréftlech mussen hannerluecht ginn, datt ee se zwar kann um Guichet eroflueden, mee datt ee se op der Hand muss ausfëllen. Jo, dat ass ënnerwee. Mir hunn d'Prozedur ugefrot bei guichet.lu. Déi Prozedur leeft a misst spéitstens bis Ufank vum nächste Joer disponibel sinn.

Drëttens, wéi gesot, déi aktualiséiert Broschür wäert sou séier wéi méiglech publizéiert ginn, mee mir waarden nach op d'Retoure vum Terrain. Mir mussen do an d'Servicer goen – an d'Servicer vun de Soins palliatifs. Et geet net just duer, den aachte Rapport ze hunn, mir mussen an d'Servicer vun de Soins palliatifs goen, an d'Spideeler, bei d'Dokteren – dat sinn déi um Terrain, déi wëssen, wat leeft –, bei d'Professionels santé. An deen Tour mat de Parties prenantes dréine mer nach, éier mer d'Broschür erausginn.

Véiertens, besser Info am Spidol. Dee Message huele mer mat, gi mer mat virun. An ech denken, wa mer den Tour duerch d'Spideeler maachen, an d'Soin-palliatiffen, wäerte mer do och Retoure kréien.

Fënneftens, et ginn och ewell ambulant Servicer: Soins palliatifs doheem. Mir brauchen net alleguerten an d'Spidol ze goen. An zesumme mat de Spidolsbetter si mer an de Soins palliatifs gutt opgestallt.

Sechstens – a pas le moindre des points –: Dat ass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Mineuren, ronderëm d'Kanner. Jo, am Accord de coalition steet, datt mer esou eng Struktur bauen. Déi Struktur ass amgaang, geplangt ze ginn. Dat wäert eng Struktur sinn, déi stationär bei Omega 90 ugesidelt ass. Mee bis dohinner, bis ee Mineur an eng stationär Struktur kënnt, brauche mer och do e Reseau vu Soins palliatifs um Terrain, deen e Parcours vum Kand, vum Jugendlechen opzeechent. An dee si mer amgaangen, zesumme mam Service spécialisé vum CHL, opzezeechnen.

A last but not least: Dat, wat iwwert d'Gesetz erausgeet – dat heescht, eeler Mënschen, psychesch Problemer, déi de Moment nach net richteg kënnen adresséiert ginn –, do denken ech, datt mer do awer musse konkreet Froe stellen – Wat wëlle mer do konkreet? –, an déi konkreet Froen dann engem Gremium ginn, fir se ze kucken, wéi zum Beispill der Commission nationale d'éthique. Si hunn 1998 e Rapport ginn. Du ware se relativ retizent op deem doten Domän. Dann, 30 Joer méi spéit, wäerte mer warscheinlech do och eng Evolutioun spieren, sou wéi mer se an der Gesellschaft spieren, datt déi dote Sujeten ugaange ginn.

Ech wéilt zum Schluss e grousse Merci soe fir déi wierklech wäertvoll a sereine Stonn, déi mer zu dësem Sujet haten. Ee Sujet, deen eigentlech ëmmer misst aktuell sinn. Sou wéi d'Gebuert och zum Liewe gehéiert, gehéiert och d'Liewensenn zum Liewen. De Wee dohinner ass méi oder manner laang, mee oft laang genuch, fir driwwer nozedenken, wéi dëse Wee op en Enn soll goen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Gesondheetsministesch.

Ech kucken eng Kéier an de Raum: Et ass keng Interventioun méi gefrot.

Motions

Mir hunn hei zwou Motioune leien, déi d'Madamm Paulette Lenert deposéiert huet. Mir kéimen zur Diskussioun vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi, ech kann net all d'Inviten opzielen, déi hei stinn, mee déi ufänkt mat „renforcer de manière proactive l'information du public" et cetera. Ech kucken an de Sall, fir ze froen, wien dozou ... Ech denken, d'Madamm Lenert wëllt zum Schluss schwätzen. Si huet och schonn d'Motioun am Ufank presentéiert, exposéiert. Ech wollt nach eng Kéier an de Sall kucken, wien zu där éischter Motioun eppes wëllt soen. D'Madamm Kemp, gesinn ech. Dann hutt Dir d'Wuert, Madamm Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert. Wéi d'Madamm Ministesch elo grad an hirer Interventioun schonn eng Rei Punkten opgezielt huet, hu mir eng Rei Punkten och an der Motioun virgesinn, déi mer schonn ëmsetzen, esou wéi d'Madamm Ministesch scho gesot huet. Ënner anerem de Punkt mat engem besseren Informatiounszougang fir d'Leit dobaussen, souwéi och d'Späicheren um DSP an och dee Punkt, dee gefuerdert war a punkto Formatioun vum Gesondheetspersonal.

En plus war d'Madamm Ministesch och schonn drop agaang, dass mer eng Consultation de fin de vie wäerten en place setzen an, d'Madamm Ministesch hat et och schonn erwäänt, dass mer weiderhin de Plan national de fin de vie wäerten ëmsetzen. An dee wäert dann och 2026 evaluéiert ginn.

Dofir gesi mir, éierlech gesot, dass déi Motioun esou en vue ass vun der Ëmsetzung. Dofir géife mir se elo net matdroen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Dann hat d'Madamm Schoos d'Wuert gefrot, an duerno den Här Clement. Madamm Schoos, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Och villmools merci fir dës Motioun. Et si vill gutt Punkten dra beim „invite le Gouvernement", virun allem alleguer déi, déi an d'Richtung Palliativmedezinn ginn, wat ech och schonn a menger Ried eebe justement erwäänt hat, wou mer mussen d'Lücke schléissen am Gesetz, wat mer elo hunn, bezéiungsweis d'Gesetz méi kloer maachen.

Mee den zweeten Deel, déi ënnescht Punkten, gi fir eis méi Richtung d'Eréffnung zur aktiver Euthanasie, notamment och wat eeben d'Recommandatioune vun der Kontrollkommissioun waren, eeben e besseren Zougang zur Euthanasie. Dat geet fir eis als ADR an déi falsch Richtung, an doweinster kënne mir dës Motioun net esou matdroen an hirer ganzer Entitéit.

Villmools merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. An da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo merci, Här President. Ech kann déi Motioun hei nëmmen ënnerstëtzen. An ech fannen et ëmsou méi schued bei esou engem Theema, wat awer eng déifgräifend Reflexioun verlaangt, fir ze soen: „Mir stëmmen d'Motioun net mat, well mer se souwisou wëllen ëmsetzen." Ech kann Iech eng ganz Hickecht u Motiounen heibannen oplëschten, déi d'Chamber souguer deelweis unanime gestëmmt huet, déi d'Regierung awer net ëmgesat huet.

Dat heescht, ech hu manner Vertrauen an d'Ëmsetzungsfäegkeet vun der Regierung wéi vläicht d'Madamm Kemp, well ganz heefeg ass et, souguer wann heibannen eppes gestëmmt gëtt, wou mer eis eens sinn als Chamber, datt d'Regierung hannendrun et net ëmsetzt. An elo gëtt dann als Argument geholl: „D'Regierung huet eis versprach, et ëmzesetzen, dofir stëmme mer och keen Appell u se, fir et ëmzesetzen."

(Interruption)

Ech mengen, dat ass Politique politicienne, a bei deem heite Sujet wär et u sech gutt gewiescht, wa mer doriwwer hätte kënnen erausgoen an hätte kënne soen: Ok, mir setzen e kloert Zeechen, och als Chamber, datt deen Debat hei net einfach nëmmen hanner zouenen Diere stattfënnt, mee datt d'Chamber och eng Positioun hëlt. Ech stelle fest, datt d'Majoritéit alt mol erëm eng Kéier keng Positioun wëllt huelen a sech hanner enger Ministesch verstoppt.

Bref, mir wäerten dat heiten op alle Fall matstëmmen, well et ass alles genau dat, wat ech virdrun a menger Ried duergeluecht hunn.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. An den Här Marc Baum wollt och nach zu dëser Motioun schwätzen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech hu se och mat ënnerschriwwen an duerfir ass et jo och evident, datt mir se als Lénk matdroen. Ech wéilt awer just op zwou Saache reagéieren. Dat eent ass: Dir sot, eng ganz Rëtsch Saache vun där Motioun wieren amgaangen ëmgesat ze ginn. Dat ass éischtens um Niveau vun der Ukënnegung, wat awer ganz gutt ass a wat ech Iech och net wëll ofstreideg maachen. Mee eng ganz Rëtsch aner Saachen, déi hei drastinn, do hutt Der awer näischt driwwer gesot. Duerfir mengen ech, datt se nach ëmmer hir Gültegkeet huet an net superfetatoire ass.

An zweetens, ech mengen, d'Madamm Minister huet virdru gesot, datt et eng gedeelte Responsabilitéit wier vu Regierung a vu Chamber – also och vun eis alleguerten, vun eis 60, wéi mer hei zesummesëtzen –, fir op deem dote sensibele Sujet, dee mer wierklech a ganz grousser Serenitéit a voller Respekt an Dignitéit diskutéiert hunn, eng gemeinsam Haltung entwéckelen ze kënnen. Alles, wat ech bis elo eraushéieren hunn, ass, datt d'Differenzen net enorm sinn, an ech géif et duerfir wierklech bedaueren, wa mer elo eng Kampfofstëmmung heiriwwer hätten, an ech géif mer zumindest wënschen, datt een et zumindest nach kéint an d'Kommissioun huelen a kucken, ob een do net e gemeinsame Kompromëss fanne kann op eventuell strittege Froen, wou ech awer net weess, wat dat wier.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum. An ech hu gesinn, d'Madamm Bernard wollt d'Wuert och nach ergräifen. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, ech ka mech ganz kuerz halen, Här President. Mir hunn d'Motioun och mat ënnerschriwwen. Vill vun deene Punkten, déi ech a menger Ried erwäänt hunn, fanne sech hei erëm. An ech deelen effektiv och e bësselchen d'Iwwerraschung, dass mer elo hei esou e Clivage hunn an där potenzieller Ofstëmmung. Ech mengen, mir sinn net wäit vuneneen ewech. Ech hat geduecht, dass mer effektiv an enger Kommissioun – wann Nuancë sinn, an déi si jo och legitimm an esou enger sensibeler Debatt, wéi se hei ass – awer d'Potenzial hätten, fir driwwer ze diskutéieren an effektiv sech do och vläicht méi no ze kommen. Dat hätt ech mer gewënscht. Wa mer elo hei esou e Vott wäerten huelen, dann ass dat bedauernswäert.

Mir ënnerstëtzen op alle Fall dës Motioun.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. An da géif ech nach der Auteure vun dëser Motioun, der Madamm Paulette Lenert, d'Wuert ginn.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci fir den Interessi an den Austausch. Ech begréisse gären ausdrécklech déi Annoncen, déi gemaach gi sinn. Et geet villes an déi richteg Richtung. Ech si mer bewosst, wéi vill Aarbecht usteet a wéi sensibel et ass.

Netdestotrotz bleiwen ech der Meenung, dass et mat der Broschür eleng, wat elo déi proaktiv Informatioun betrëfft, net wäert duergoen. D'Broschür ass gutt, déi ass et jo och ginn, déi gëtt geupdate, dat ass och gutt a begréissenswäert. Mee nach, mengen ech, musse mer eis Weeër ausdenken, wéi mer méi breet an d'Gesellschaft erakommen. Ech mengen, eng vun den Iwwerleeungen ass, dass een déi Jugendlech zum Beispill géif systematesch och a Beréierung brénge mat dësen Thematiken, dass ee méi ëffentlech Veranstaltunge géif maachen, a Richtung Campagnë géif goen. Ech mengen, et sinn eng ganz Rei Iddien am Plan national, déi um Dësch leien, wéi eng Campagne, déi ee kéint maachen all Joer.

Bref, je reste un peu sur ma faim, dass et just mat der Broschür soll gedoe sinn, mee ech hunn awer och

héieren, dass Der gewëllt sidd, de Plang, wéi e steet, integral ëmzesetzen, soudass dat sech do nach vläicht fënnt.

Bei der Formatioun d'selwecht. Ech sinn der Meenung, dass mer, wa mer kucken, wou mer stinn, wierklech méi eng aktiv Campagne och do musse maachen, fir um Niveau vun der Formation continue erunzekommen un d'Personal. An der éischter Ausbildung fléisst dat elo méi systematesch mat an, mee déi vill Leit, déi haut am Beruff sinn, kommen net noutgedrongen heimat a Beréierung. Och do géif ech mer e bësse méi eng systematesch Approche wënschen.

Dann hätt ech eng Fro. Dir verweist op déi Prozedur, déi um Guichet wäert ulafen. Dat ass eng ganz gutt Saach. Ass dat awer och domadder verknäppt, wat u sech hei gefrot gëtt, dass et automatesch an den DSP eropgeluede gëtt? Jo? Dann ass dat gutt, dat ass tipptopp.

Par contre, wou effektiv fir mech elo d'Motioun e bësse méi wäit geet wéi dat, wat ech vun den Annoncen héieren hunn, dat ass, jo, dat ominéist Lach, do, wou d'Leit duerch de Raster falen. Wa mer elo en Dokter hunn, dee selwer net bereet ass, dem Patient ze hëllefen, deen huet haut net d'Obligatioun, en iergendwou weider ze verweisen. An dat ass do, wou am Fong geholl d'Mise en garde am alarmantsten ass, déi vum Terrain kënnt, well déi Fäll net hypotheetesch sinn. Dat si Realitéiten, vun deene mer ëmmer erëm héieren. An do denke mer schonn, dass et wichteg wär, nozerüsten an ze soen: All Respekt fir een Dokter, dee fir sech decidéiert, dat net ze maachen, dat ass absolutt net a Fro gestallt. Mee e soll eng Obligatioun hunn, dat da weiderzeginn, den Dossier vum Patient anzwousch weiderzeginn, fir dass een dat ewechhëlt aus der Verantwortung vum Patient selwer. Dat feelt mer, an dofir fannen ech, huet se eigentlech nach Pertinenz, trotz den Annoncen, déi gemaach gi sinn.

An dann, wat ech och nach bedaueren, ass, dass et eriwwerkomm ass, wéi wann hei eng Dichotomie tëschent Palliativmedezinn an Euthanasie wéilt geschaf ginn. Genau de Géigendeel ass de Fall, wierklech ganz genau de Géigendeel! Ech mengen, eleng de Plan national fin de vie et soins palliatifs, deen hätt scho genau d'Zilsetzung, dat beieneenzebréngen. Mir schwätze vu Fin de vie, béides ass wichteg, dat eent ass esou wichteg wéi dat anert. Dat ass fir mech esou eppes vu selbstverständlech, dass Palliativmedezinn muss ugebuede ginn, gutt ugebuede ginn. Dat ass nach laang net an alle Länner de Fall. Grad a Frankräich ass dat eppes, wat deen Debat ganz vill polluéiert, well dat do net an all Spidol ginn ass. Bei eis ass dat de Fall, an dat soll och evaluéiert ginn an ausgeweit ginn. Mee dat heiten ass sécher net eppes, wat géint Palliativ ass oder wat dat soll an eng zweet Rei réckelen, au contraire, dat huet béides fir mech dee selwechte Stellewäert.

Dofir géif ech mech freeën, dach awer e bësse méi eng breet Zoustëmmung ze kréien oder et gegeebenefalls fir déi Punkten, déi nach net annoncéiert sinn, an d'Kommissioun ze verweisen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Lenert. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun zu dëser Motioun.

Mir kéimen dann zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 1

Ech géif de Vott lancéieren. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

Present ware 55 Leit, et hu participéiert um Vott 59 Leit. Oui: 51 Stëmmen, non: 38 Stëmmen.

(Brouhaha)

Domat ass dës Motioun ofgeleent mat 38 Stëmmen.

(Interruption)

Voilà, 21 Jo-Stëmme waren dat.

Et sinn, wéi gesot, 59 Leit, déi um Vott participéiert hunn. Hei steet elo „present". Ech weess net, firwat do 55 steet. Mee et sinn der jiddefalls 59, déi participéiert hunn.

M. Sven Clement (Piraten) | 38 Nee an 21 Jo.

M. André Bauler, Président de séance | Jo, genee.

M. Sven Clement (Piraten) | Da si mer eis eens.

M. André Bauler, Président de séance | 38 Nee an 21 Jo. Ech weess elo net, wou de Problem war, soit.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Charles Weiler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Françoise Kemp), MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Guy Arendt), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Mir kéimen dann zur zweeter Motioun vun der Madamm Lenert, wou et ënner anerem iwwer Assises participatives sur la fin de vie au Luxembourg geet. Da géif ech eng Kéier an d'Ronn kucken, wien dozou wëllt schwätzen. D'Madamm Kemp fir d'éischt; da géif ech hir d'Wuert ginn. Madamm Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert. Mir hunn eis déi Motioun duerchgekuckt. A mir hu festgehalen, mir sinn der Meenung, dass eigentlech déi beschte Plaz, fir iwwer zentral Froe vun eiser Gesellschaft ze diskutéieren an ze decidéieren, nach ëmmer d'gewieltent Parlament ass. A wéi mäi gudde Kolleeg Laurent Zeimet …

(Hilarité)

… am Dezember an dësem Haus gesot huet: Den éischte Biergerrot vum Grand-Duché, dat ass d'Chamber. Mir sinn och Bierger, mir sinn net iergendeng Kast vun Erwielten. Mir sinn alleguerte Bierger vun dësem Land a mir si vun eise Matbierger gewielt ginn, fir hir Interessen ze vertrieden.

Une voix | Dir wierkt selwer net iwwerzeegt, gell.

(Hilarité)

Mme Françoise Kemp (CSV) | Dowéinst hu mir fonnt, dass dës Aktualitéitsstonn e gutt Zeeche wier, fir doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, et war och eng ganz gutt Debatt. An dofir der Madamm Lenert och nach eng Kéier e grousse Merci, fir déi ugefrot ze hunn. An en plus hate mer gesinn an der Motioun, dass am Fong d'Evaluatioun, déi den Ament vun der nationaler Kontroll- an Evaluatiounskommissioun gemaach gëtt, déi als Aufgab huet, d'Gesetz ze begleeden an ze encadréieren, an Zukunft dann eeben ee Biergerrot soll maachen. Dovunner si mer elo net esou iwwerzeegt, dofir géife mer dat net matdroen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Kemp. An dann hunn ech gesinn, datt d'Madamm Schoos sech nach eng Kéier gemellt huet. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech weess net, ech mengen, d'Madamm Lenert wollt do eppes verdäitlechen, wat se wollt soen, vläicht wier dat méi wichteg virdru gewiescht, mee ok.

Fir eis geet déi Motioun och an eng Richtung, déi mir als ADR net matdroe kënnen a wëllen. Et ass och bei eis d'Biergerbedeelegung. Eng Biergerkonventioun soll net dozou benotzt ginn oder en place gesat ginn, fir eng Ausweitung vun der Méiglechkeet vun enger aktiver Euthanasie virzebereeden. D'Prioritéit muss fir eis – an dat war och dat, wat ech bei der éischter Motioun gemengt hunn – definitiv op der Palliativmedezinn leien, fir dass dat verbessert gëtt, dass do mol wierklech eis Gesetzestexter um Terrain uerdentlech ëmgesat ginn, ier mer ufänken, weider iwwer eng Euthanasie ze schwätzen.

Wéi gesot, déi éischt Garantie fir all Mënsch muss och um Liewensenn als Éischt emol sinn, dass ee kann e mënschewierdegt Liewensenn hunn an der Palliativmedezinn, doheem wéi och an der Klinick, an net onbedéngt a Richtung Euthanasie geet.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. An dann, wie wollt fir d'éischt schwätze vun Iech zwee? D'Madamm Bernard, an Dir hat parallell … Da ginn ech der Madamm Bernard dës Kéier d'Prioritéit.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, dass mer ënnerschiddlech Approchen a Vuen hu vu Participatioun a verschiddene Praxisse vu Biergerbedeelegung, dat ass Stand haut elo näischt Neies. Datt se esou ausgedréckt ginn, wéi d'Madamm Kemp dat grad gemaach huet, erschreckt mech dann awer. Aleng schonn, well et, mengen ech, och net ganz respektvoll ass vis-à-vis vun deene Leit, déi sech schonn zu Lëtzebuerg a Biergerréit engagéiert hunn, sech do vill Zäit geholl hunn, fir hir Meenunge mat anzebréngen. An och wann dës Regierung offensichtlech net wëllt op de Wee goen, fir weider Biergerréit a participativ Gremien en place ze setzen, géing ech mer awer e bësselche méi Respekt erwaarde vis-à-vis vun deene Leit, déi bis haut sech hei ganz konstruktiv mat abruecht hunn.

Mir hunn och dës Motioun ënnerschriwwen. Mir mengen, an ech hunn et virdrun a menger Ried gesot, mir heibannen hunn net alleguerten d'Wëssen, d'Sensibilitéit, d'Vuen dorobber. Ech mengen, hei ass en extreem sensibelen, delikate Sujet, een, deen eethesch wäit Implikatiounen huet a wou et duerchaus e spannenden a ganz interessanten a beräicherende Moment gewiescht wier, fir hei Leit mat anzebannen. Leit, déi sech mat eethesche Froen auserneesetzen, mat medezinnesche Froen, alleguerten déi Aspecten. Do, mengen ech, si mir als Chamber eleng net kompetent genuch, an dat kann nëmme beräicherend sinn, fir eis Aarbechten heibanne weiderzeféieren.

Dowéinst hu mir dëst mat ënnerschriwwen an, wéi gesot, ech hätt mer hei e bësselchen en aneren Discours vun der Majoritéit erwaart.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. An da wier et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och bei mir herrscht e bësse Confusioun, well dat Zitat vum éierewäerten Här Zeimet, dem Frënd a Fraktiounspresident vun der Madamm Kemp, huet sech op e ganz konkreete Projet vun engem Biergerrot bezunn, deen och deliberative Charakter hätt, eventuell nom Eupener Modell. Dat heescht, wou Bierger och selwer wierklech Propositioune maache kënnen, déi bis zur Propositioun vun Decisioune kënne goen. Dat ass hei net esou geduecht.

Hei sinn Assisë gefrot, wéi mer der sëlleger kennen, a bal all Ministère, wou Assisen organiséiert ginn. Déi lescht Form vu Participatioun, déi mer kennen, déi grouss ugeluecht war, déi huet „Schwätz mat!" geheescht. Ech mengen, deen een oder aneren heibanne ka sech nach dorunner erënneren. Dee Moment ass dat immens grouss gelueft ginn.

Dat heite wier anescht wéi „Schwätz mat!", mee et wier wierklech eng Assise, wou Leit géifen zesummesëtzen an encadréiert géife laang iwwer ee Sujet schwätzen, wat och an der Praxis scho ganz dacks gewisen huet, datt dat méi zilféierend ass wéi aner Modeller. Duerfir ass et schued, datt Der dat ofleent.

A besonnesch erstaunt sinn ech, wann Der da sot, datt hei an der Chamber d'Plaz wier, wou iwwert déi Saache soll diskutéiert ginn. A virdrun leent Der awer d'Propositioun of, datt mer iwwert déi éischt Motioun an der Chamberskommissioun sollen diskutéieren, do wou déi meescht vun eisen Diskussioune stattfannen.

Dat fannen ech ganz schued. An ech mengen, datt dat hei e Sujet wier, deen awer och e groussen ëffentlechen Interêt verdéngt hätt, op jidde Fall méi e groussen, wéi d'CSV ëm elo gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum. Da wier et nach um Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also ech hat wierklech d'Gefill, datt d'Riednerin vun der CSV elo grad selwer net ganz iwwerzeegt vun deem war, wat se gesot huet, virun allem par rapport zu deem, wat se virdru gesot huet.

Well als Éischt, bei der Motioun 1, gëtt gesot: Mir kënnen net hei als Chamber eppes ofstëmmen, well d'Regierung huet eis scho versprach, datt se et géif maachen, dann ass dat jo superfetatoire. D'Chamber ass dann e bësse wéi e Klibbchen, wou mer e Stempel däerfe ginn oder eng Kéier mam Kapp nicken, wéi de Wackeldackel hannen am Auto. An dat war et. Dat huet sech arrangéiert an där éischter Motioun. An dann, an där zweeter Motioun, d'nämmlecht Riednerin: Jo, d'Chamber ass esou wichteg, den Debat muss an der Chamber gefouert ginn, soudatt net emol méi Assisë kënne stattfannen!

Ma ech hoffen, datt d'CSV dann iergendwou an der Inkohärenz hir Kohärenz fënnt an an Zukunft allkéiers, wann e Ministère Assisen annoncéiert, dann och higeet a seet: Ma déi Assisë brauche mer net, déi solle wannechgelift an der Chamber stattfannen, well d'Chamber ass do, wou déi Diskussioun muss gestëmmt ginn. An dann och d'Motiounen, déi d'Regierung invitéieren, dat ze maachen, wat do erauskënnt, dann och ze stëmmen, anstatt allkéiers nëmmen ze soen: Nee, dat ass superfetatoire, d'Regierung huet et jo schonn annoncéiert! Dat aleng mol zur CSV.

Dann zu deene vis-à-vis vun der ADR. Also, wannechgelift, Dir erzielt mer hei eppes vu Meenungsfräiheet, vu Biergerbedeelegung, an da sot Der am nämmlechten Otemzuch: „Mir si fir Biergerbedeelegung, ausser wann d'Biergerinnen an d'Bierger vläicht anerer Meenung si wéi mir, da wëlle mer keng Biergerbedeelegung." Well bei der Biergerbedeelegung zur Euthanasie an zum Liewensenn kéint jo erauskommen, datt d'Biergerinnen an d'Bierger méi progressiv si wéi Dir, an deementspriechend sidd Dir dann op eemol, o Wonner, géint d'Biergerbedeelegung.

Och dat, mengen ech, ass awer eppes, wou d'Masken haut fir d'zweet dann op där Säit vun der Bänk gefall sinn. Mir wäerten dat heiten op alle Fall matstëmmen. Mir si fir Biergerbedeelegung, an dat soll ergebnisoppe sinn. An et ass egal, wat d'Biergerinnen an d'Bierger da fir eng Meenung hunn. Dorunner soll sech dann och d'Politick moossen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. Da géif ech nach eng Kéier der Madamm Lenert … Ech gesi keen, Madamm Lenert, ech gesi just Iech elo.

(Brouhaha)

Da géif ech Iech als Auteure vun dëser Motioun nach eng Kéier d'Wuert ginn.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Mam Alter léiert een, dass een am Liewen net ëmmer alles muss verstoen. Sou fonctionéiert dat net. Et si verschidde Saachen …

M. André Bauler, Président de séance | Jo, ech kann nëmmen op déi reagéieren, déi sech mellen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Nee, kee Problem.

(Brouhaha et hilarité)

Ech géif gären eng Rei Saache kloerstellen. Dat ass am Fong geholl, jo, e bëssen en traurege Moment, well mer awer effektiv an enger Kontradiktioun sinn. Ech muss soen, ech fannen et perséinlech wierklech anmutend, déi Stonn, déi mer hei haten. An esou gutt ech se fonnt hunn an esou respektvoll se ofgelaf ass, ass dat fir mech awer net eppes ausdiskutéieren, wann ee sech tant soit peu mat Assise-citoyennen auserneesetzt.

A grad bei deenen iwwert d'Fin de vie, wéi se a Frankräich waren, gesäit een, wat dat fir en opwennegen, encadréierten Exercice war, dee begleet war, wou ënnerschiddlech Meenungen erausgeschielt gi sinn op eng ganz respektvoll Aart a Weis. A wann een dat noliest, dat hëlleft engem immens gutt, och aner Point-de-vuë besser ze verstoen.

Mir si grad bei deem heiten Theema an enger Zäit, wou Emotioune gedriwwe ginn. Mir kréie Berichter an déi eng Richtung an an déi aner, an ech kann Iech nëmmen eent soen: D'Leit sinn extreem veronséchert. Si kucke Filmer, si liese Reportagen, si wëssen net méi richteg, wou se dru sinn. An ech denken, mir wäre gutt beroden, hei effektiv d'Leit méi breet mat anzebannen. Selbstverständlech op eng konsultativ Aart a Weis. Ech mengen, dat géif hëllefen, Vertrauen ze schafen. Vertrauen an eis Institutiounen, an och Vertrauen dorobber, datt mir als Chamber en Ouer hu fir dat, wat d'Leit empfannen, wat hir Froe sinn. Well an deem heite Beräich gëtt et ganz vill Froen. Do kënne mer nach esou vill Broschüre produzéieren. Dat wäert e wäite Wee sinn. Dat ass eng komplex Matière an eng Matière, déi de Leit ganz no beim Häerz ass, wou vill Froe sinn.

Ech mengen, mir hätte sécherlech gutt gedoen, hei e bësselche méi eng breet Zoustëmmung vläicht ze kréien, fir nach eng Kéier erauszegoen. Mir kennen et an anere Beräicher. Ech mengen, dat sinn och flott Experienze gewiescht zum Deel. Hei ass e Sujet, dee sech a mengen Ae sécherlech ganz gutt dofir prêtéiert hätt.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Lenert. D'Diskussioun iwwert dës Motioun, d'Motioun Nummer 2, ass dann elo ofgeschloss.

A mir kënnen zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Ech lancéieren de Vott. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass ofgeleent mat 38 Stëmmen. Et waren 38 Stëmmen dergéint, 21 derfir a keng Abstentioun. Domat ass dës Motioun also ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen, MM. Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

6. Dépôt d'une motion par Mme Carole Hartmann

Ier mer zum nächste Punkt kommen – dat ass nämlech d'Diskussioun vun der Motioun vun der Madamm Francine Closener –, géif d'Madamm Carole Hartmann nach en Depot maache vun engem Dokument, souwäit ech weess, den Depot vun enger Motioun. Madamm Hartmann, dann hutt Dir d'Wuert.

Exposé

Mme Carole Hartmann (DP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech wëll am Numm vun de Majoritéitsfraktiounen eng Motioun deposéieren, déi an d'Richtung geet vun där Motioun, déi en Dënschdeg hei vum Här Dan Biancalana deposéiert ginn ass an déi notamment de Sujet vu Signalementer vu Kontrollinstanzen a Kontaktstellen a Relatioun mat Violence respektiv Abus sexuel sur mineurs an de Strukturen, déi mat Mineure schaffen, betréfft.

Et ass eng Motioun, déi an eng änlech Richtung geet wéi déi, déi vum Här Dan Biancalana ausgeet: Nämlech eng Commission nationale indépendante, fir déi mer mengen, dass als Éischt e Konzept misst determinéiert ginn, detailléiert ginn, éier esou eng Kommissioun kéint entstoen. Wou mer awer och soen, dass Schutzkonzepter sollten obligatoresch gemaach ginn. D'Kontrollen an d'Evaluatioun am Kader vun der Aide à l'enfance sollte renforcéiert ginn.

Statistiken hu mer aktuell keng, wéi mer an der Commission jointe héieren hunn. Déi sollten onbedéngt an dësem Domän derbäikommen, an d'Lignes directrices relatives à la maltraitance des mineurs, déi sollten iwwerschafft ginn.

Ech freeë mech op d'Diskussioun, déi mer herno wäerten hunn op dësem ganz eeschte Sujet a wou mer net wäit ewech leie mat eise Motiounen, mee dat kënne mer herno zesummen diskutéieren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– que la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant constitue un principe fondamental consacré par la Constitution luxembourgeoise et les engagements internationaux du Luxembourg, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant ;

– que la protection des enfants contre toute forme de violence, d'abus et de négligence constitue une priorité absolue de l'action gouvernementale ;

– que le Gouvernement a engagé ces dernières années un ensemble d'initiatives visant à renforcer la protection des enfants, notamment à travers la mise en place du CNVV, le renforcement des dispositifs de prise en charge des victimes, ainsi que les projets de loi relatifs au droit pénal des mineurs, à la protection des victimes et à la protection de la jeunesse ;

– que le projet de loi n° 8686 prévoit une réorientation et un renforcement des mesures d'assurance qualité dans les structures relevant des secteurs de l'enfance et de la jeunesse ;

– les travaux en cours dans le cadre du projet de loi relatif à l'aide, au soutien et à la protection des mineurs, qui introduit notamment des concepts de protection (« Schutzkonzepte ») et vise à renforcer les mécanismes de qualité et de contrôle ;

– les échanges intervenus lors de la réunion conjointe des commissions parlementaires compétentes du 26 mars 2026, au cours de laquelle un état des lieux ainsi que des pistes d'amélioration ont été présentés ;

– que des suspicions d'abus sexuels sur des mineurs dans le cadre de mesures d'aide et de prise en charge ont récemment été rendues publiques et font actuellement l'objet d'enquêtes ;

– que les enfants concernés par des mesures d'aide et de protection constituent un public particulièrement vulnérable, nécessitant une attention renforcée de la part des pouvoirs publics ;

– que l'État, en tant que garant de la protection de la jeunesse, a l'obligation de veiller au bon fonctionnement, à la transparence et au respect des normes dans l'ensemble des structures agréées ou financées ;

– considérant enfin que la lutte contre les abus sexuels et toutes formes de maltraitance envers les enfants doit demeurer une priorité constante de la politique nationale,

invite le Gouvernement à

– élaborer, d'ici la fin de l'année, un concept détaillé pour la mise en place d'une commission nationale indépendante sur la question des violences à l'égard des enfants, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, et le présenter à la Chambre des Députés ;

– prévoir que cette commission serve de point de contact accessible pour toute personne ayant subi des violences dans l'enfance ;

– charger cette commission de présenter annuellement un rapport à la Chambre des Députés sur ses travaux, constats et recommandations ;

– rendre obligatoires des concepts de protection (« Schutzkonzepte »), par voie conventionnelle, réglementaire ou législative, pour toutes les structures, activités et organisations travaillant avec des enfants ou financées par l'État ;

– renforcer les contrôles et évaluations dans le cadre de l'aide à l'enfance et à la famille (AEF), notamment par un renforcement du dispositif des agents d'évaluation de la qualité ;

– à publier des statistiques détaillées et régulières relatives aux violences à l'égard des enfants ;

– procéder à une mise à jour et à une révision complète des lignes directrices relatives à la maltraitance des mineurs (« Maltraitance de mineur – Procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse »), datant de 2018, afin de les adapter aux évolutions récentes des pratiques et du cadre légal ;

– intégrer dans cette mise à jour une clarification des procédures de signalement, une meilleure articulation entre les acteurs concernés ainsi qu'une diffusion renforcée auprès de tous les professionnels en contact avec des enfants, et ce d'ici la fin de l'année.

(s.) Carole Hartmann, Corinne Cahen, Alex Donnersbach, Ricardo Marques.

Une voix | Da komm, mir liese mol.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann.

7. Motion de Mme Francine Closener relative à la détection et prise en charge en matière de santé mentale dans l'éducation formelle et non formelle

(Motion déposée en séance publique n° 64 du 11 février 2025 – à consulter au compte rendu n° 26/2023-2028 en page 49)

Mir kommen dann elo zur Motioun vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Erkennung an d'Betreiung am Beräich vun der psychescher Gesondheet an der formeller an net formeller Bildung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Barbara Agostino, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement. Den Här Dan Biancalana stoung hei sou schéin, Dir hutt elo d'Wuert als Remplaçant vun der Madamm Francine Closener.

Mee Dir sidd awer elo selwer hei, dann däerft Dir och elo direkt selwer schwätzen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP), auteure | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, meng Stëmm hält duer. Zu Lëtzebuerg gëtt d'mental Gesondheet vun de Jonken ëmmer méi zu enger grousser gesellschaftlecher Erausfuerderung. An dat net nëmmen zu Lëtzebuerg. D'Haaptproblemer kenne mer: de psychesche Stress, zum Beispill am Kontext vun der Schoul, vum Leeschtungsdrock, den Afloss vun de soziale Meedien a vum Ecran allgemeng, global Krisen, Klima, Kricher, déi Onsécherheet an Onmachtsgefiller nach verschäerfen. An natierlech och d'Stigmatiséierung. Nach ëmmer vill ze vill Kanner a Jonker traue sech net, Hëllef sichen ze goen.

Der Ligue Santé Mentale no sinn d'Antidepressiva bei de Kanner a Jonken am Alter vu 6 bis 17 Joer tëscht 2019 an 2024 ëm 50 % geklomm.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An natierlech ass och de Manktum u spezialiséierte Strukture fir Jonker e grousse Problem. Et gëtt deemno eng reell Verschlechterung vum Wuelbefannen an de System kënnt och deelweis u seng Grenzen.

Iwwert d'Fro, wat mer da kënne maachen, wat scho gemaach gëtt a wat an Zukunft nach muss gemaach ginn, hu mer am Februar 2025 hei diskutéiert. An an deem Kontext hunn ech zwou Motiounen deposéiert, eng zu den Detektiounsmoossnamen an eng zu der Preventioun. Béid Motioune goufen dunn an déi zoustänneg Chamberkommissioune vun der Educatioun an der Santé iwwerwisen. An an zwou gemeinsame Sëtzunge si mer eis op béiden Texter eens ginn, no enger Rei méi klengen Amendementer.

An ech wëll an dësem Fall ausdrécklech begréissen, dass hei net d'Logik Majoritéit géint Oppositioun gespillt huet, mee dass am Sënn vun der Saach e ganz gudde Kompromëss fonnt ginn ass, deen eigentlech näischt un de Grondiddie vu béide Motioune geännert huet.

Ganz kuerz zum Contenu: An de Considerante gouf a béide Motiounen, also 4512 a 4513, d'Referenz op de Plan santé mentale an op de Koalitiounsaccord bäigesat. Wat d'Detektiounsmoossnamen ugeet, bleift et derbäi, dass méi Ressourcen néideg sinn an der formaler an an der nonformaler Bildung.

Dernieft ginn d'Formatiounen an der Éischter Hëllef fir mental Gesondheet ausgeweit op all Erwuessenen, dee mat Kanner schafft. Virun allem och d'Integratioun vun där Formatioun an d'Grondausbildung vun den Enseignanten halen ech fir e ganz grousse Fortschrëtt.

An der zweeter Motioun zu de preventive Moossnamen ass nach emol ënnerstrach ginn, dass et an der Schoulmedezinn zu enger ganz neier Approche soll kommen. An déi eenzel interministeriell Aarbechtsgruppen, esou krute mer an der Kommissioun gesot, sollen Enn des Joers fäerdeg sinn an dann déi nei Approche och presentéieren.

Och de Barometer vum Bien-être scolaire ass e Projet, deen d'Regierung wëlles huet en place ze setzen. Och dat begréisse mer, well mer Donnéeë brauchen, fir d'Entwécklung natierlech och kënnen ze observéieren an, deemno wéi, d'Politick kënnen nei ze orientéieren.

Dat Eenzegt, wou mer eis net eens gi sinn, war eis Fuerderung, d'Verdeelung vum Contingent op de Leescht ze huelen. Ech wollt awer do net op stuer schalten, mee ech begréissen awer ausdrécklech, dass d'Majoritéit d'accord war, dat Theema gëschter am Kontext vun der Motioun vum Här Wagner nach eng Kéier an der Kommissioun ze diskutéieren.

Dat gesot, vu mir e ganz grousse Merci fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht. Et huet e bësse gedauert, mee finalement si mer ganz gutt eens ginn. An ech wier natierlech frou, wa béid Motiounen haut kéinte gestëmmt ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

An dann ass als éischten ageschriwwene Riedner den Här Ricardo Marques un der Rei hei. Här Marques.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. A merci, Madamm Closener, Dir hutt dat doten op de Punkt bruecht. Mir haten d'Diskussioun, oder d'Diskussiounen, an deene jeeweilege Kommissiounen. Soulaang mer net kënne soen, dass d'Santé mentale keen Tabu méi ass, musse mer alles drusetzen, fir eis ze outilléieren, fir dass dat eng Realitéit

gëtt. An dofir wäerte mir déi zwou Motiounen ënnerstëtzen. An dofir wäert ech och elo scho soen, dass mer déi zweet Motioun natierlech och matstëmmen.

An ech soen Iech villmools Merci, dass Der déi Saach esou ageleet hutt. A merci och deene Kolleege Ministeren an och de Kolleegen hei aus der Chamber fir déi flott Diskussiounen an der Chamber.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Dann huet d'Madamm Barbara Agostino d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir als DP ënnerstëtzen natierlech dës zwou Motiounen, well se e kloert Zil hunn: D'mental Gesondheet vun eise Kanner a Jugendlechen nach méi staark an de Mëttelpunkt ze setzen. D'Haaptachse waren evident. Méi Ressourcë fir Preventioun a Betreiung, eng besser fréi Detektioun vu Problemer, eng méi staark Formatioun vum educative Personal an eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent all den Acteuren.

Et ass awer och wichteg hei ze ënnersträichen, dass vill vun deene Mesüren net bei null ufänken, se si schonn amgaang ëmgesat ze ginn oder sinn en Deel vum nationale Plang fir d'mental Gesondheet a vum Koalitiounsaccord. Elo geet et drëm, dës Efforte konsequent weiderzeféieren an ze stäerken. A wéi d'Madamm Closener et scho sot, mir waren eis an engem drëtten Elan an der Educatiounskommissioun fir eng Kéier da mol eens. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, dës zwou Motioune matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Gott sei Dank, de Mikro geet. Merci, Här President. Also natierlech, wann een déi Motioun liest a wann een hei lauschtert, wat och gesot gëtt, da kléngt dat natierlech op den éischte Bléck immens positiv. Well mir hunn effektiv e Problem, dass mer ganz vill Jonker hunn, déi mental Schwieregkeeten hunn, an déi Schwieregkeeten hunn, soen ech elo mol, am grousse Ganzen, sech an dëser Welt zerechtzefannen. An do muss een och ganz geziilt drop agoen. Dat ass ganz richteg. Do gëtt et och schonn eng ganz Partie Méiglechkeeten.

An et ass jo och net nëmmen de Staat an d'Schoul, déi do intervenéieren, mee d'Responsabilitéit läit natierlech och ganz staark bei den Elteren, bei der Famill a beim direkten Ëmfeld vum Kand. An dat dierf een och net aus den Ae verléieren.

A bei dëser Motioun ass et awer dann esou, an dat muss een och bedenken, wann een déi Moossnamen do verstäerkt, an dat ass esou, ech erfannen dat jo elo net, mee wat ee méi iwwer verschidde Problemer schwätzt, wat ee se och gutt a gäre méi verbreet. Dat ass eppes, wat an der Wëssenschaft bekannt ass. An duerfir muss ee virsiichteg sinn, dass een net schonn och bei de Kanner systematesch iwwer Problemer schwätzt, déi si am Fong net wierklech kennen, mee se domadder am Fong derzou bréngt, iergendwann déi Problemer selwer bei sech ze sichen. Dat ass e Punkt, wou ee muss oppassen.

Summa summarum géife mir dës Motioun esou also net matstëmmen. Mir si fir eng geziilten Hëllef, psychologesch, vun all de Kanner. Mir sinn natierlech fir d'Ënnerstëtzung vun de Kanner a fir eng mental Gesondheet vun de Kanner. Mee hei, nieft aneren Onkloerheeten, déi an der Motioun nach stinn, kënne mer dat net matstëmmen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann huet d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, och ech ka mech kuerzfaassen. Mir haten e ganz gudden Echange an der Kommissioun iwwert d'Motioun. Ech kann nëmme begréissen, dass hei sämtlech Bedeelegt kompromëssbereet waren an dass mer elo effektiv zwou Motiounen hunn, déi ganz gutt sinn, hannert deene mir Gréng och stinn. An déi, mengen ech, der Eeschthaftegkeet vum Sujet gerecht ginn. Well alles dat, wat mer ëmmer erëm héieren, wa mer eis mat de Jonken austauschen, ob dat am Jugendparlament ass, mat eise Jugendparteien, mat de Jonke vum Jugendkonvent an doriwwer eraus, dann ass et hinnen en enormt Uleies, datt mer hir mental Gesondheet eescht huelen, dass mer hei aktiv ginn.

A mir kënnen eis, mengen ech, alleguerten hei elo net soe loossen, dass mer dat net eescht huelen. Mir hunn hei zwou staark Motiounen, déi do Äntwerte liwweren. D'Ëmsetzung ass elo effektiv dat, wou et gëllt drop ze kucken.

Mir ënnerstëtzen dat a mir soen Iech, Madamm Closener, e grousse Merci fir d'Propositiounen an jiddwerengem fir d'konstruktiv Debatt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Elo huet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Virewech, dat heiten ass, wéi et soll sinn. Mir diskutéiere Motiounen an der Kommissioun a mir komme mat engem Kompromëss zréck an d'Plenière an da ginn déi Motiounen och mat breeder Majoritéit gestëmmt. Mir wäerten déi zwou Motiounen och matstëmmen, dat kann ech Iech elo scho soen.

Et muss een awer, well dat dobaussen och vläicht net ëmmer esou ukënnt, eng Kéier weisen unhand vun dëse Motiounen, wéi déi Ännerungen dann heiansdo awer ausgesinn: Da gëtt aus „allouer d'avantages de ressources" „continuer d'allouer d'avantages de ressources", oder aus „élargir et intensifier" „poursuivre les efforts engagés pour intensifier".

Also et huet een e bëssen d'Gefill, datt dat Eenzegt, wat ee muss maachen, fir datt d'Majoritéit kann domadder averstane sinn, an eng Motioun dranzeschreiwen, datt d'Regierung schonn alles gutt mécht a just nach weider soll esou maachen, wéi se et schonn ugefaangen huet.

(Brouhaha et hilarité)

Mee dat ass awer manifestement dat Eenzegt, wat dann heiansdo erauskënnt. An dat fannen ech awer e bësse schued, wann dat just nach ass, fir d'Gesiicht ze waren. Ech hunn d'Gefill, datt et eis bei där nächster Motioun vum Här Biancalana änlech wäert goen.

(Brouhaha)

Une voix | Héchstwarscheinlech!

M. Sven Clement (Piraten) | Datt essentiellement iwwerall, wou eng Fuerderung drasteet, just nach drasteet: „Mir fuere weider, dat ze maachen, wat Dir elo grad fuerdert."

Bref, mir stëmmen dat heiten op alle Fall mat, well et ass esou, wéi e parlamentareschen Debat soll fonctionéieren, och wann een iwwer verschidde Wuertwale kann diskutéieren.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Da gesinn ech elo net, datt nach een d'Wuert gefrot hätt. An da froen ech, ob d'Madamm Closener nach wëllt eppes dozou soen.

Mme Francine Closener (LSAP), auteure | Nee, villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Wann dat net de Fall ass, da géing ech dës Motioun zum Vott stellen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

– relevant que le bien-être physique et mental des jeunes doit être une priorité en matière de santé publique et de politique éducative ;

– soulignant les initiatives déjà mises en œuvre par les autorités politiques et l'ensemble du personnel enseignant et éducatif pour garantir le bien-être et le droit à l'éducation des enfants et des jeunes ;

– faisant référence au Plan national santé mentale ;

– prenant acte que le Gouvernement prévoit dans l'accord de coalition 2023-2028 de donner une importance accrue à la santé mentale et de procéder à une extension des soins en la matière ;

– considérant les dernières publications de l'OMS dans le cadre de l'étude Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) sur la santé des enfants et des adolescents ;

– considérant les témoignages et recommandations des rapports annuels des années 2023 et 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) ;

– considérant le récent rapport thématique sur le bien-être en milieu scolaire de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire ;

– rappelant les doléances des jeunes mises en avant lors du Jugendkonvent 2023 ;

– rappelant la motion n° 3686 adoptée par la Chambre des Députés le 1er décembre 2021 et invitant le Gouvernement, entre autres, « à implémenter au sein de l'enseignement fondamental une stratégie globale liée au sujet de la santé mentale qui prévoit l'intervention régulière de psychologues au sein des écoles afin d'établir un contact avec les enseignants et les élèves pour les soutenir en cas de besoin et coordonner les échanges, notamment dans le cadre de la médecine scolaire », « à développer une stratégie au sein des écoles visant à briser les tabous autour de la santé mentale des plus jeunes » et « à rendre une place prépondérante à la santé mentale au sein de l'enseignement » ;

– soulignant qu'il est impératif d'intervenir rapidement et de manière adéquate en cas de problèmes de santé mentale, dans la mesure où une prise en charge précoce permet de réduire considérablement les répercussions à long terme sur le bien-être de l'individu,

invite le Gouvernement à

– continuer d'allouer davantage de ressources à des dispositifs visant à renforcer les mécanismes de détection et de prise en charge en matière de santé mentale, tant dans l'éducation formelle que non formelle ;

– poursuivre les efforts engagés pour intensifier l'offre de formations en premiers secours en santé mentale (PSSM/PSSM-Y), destinées à tous les adultes engagés dans les différents environnements où les enfants grandissent, afin de leur fournir les compétences nécessaires pour répondre aux besoins croissants ;

– intégrer la formation en premiers secours en santé mentale (PSSM) dans le cadre du stage, du cycle de formation de début de carrière et de la formation continue du personnel enseignant ;

– profiter des opportunités offertes par la numérisation afin de proposer aux jeunes des espaces d'échanges anonymes en ligne avec les professionnels du service psycho-social et de l'accompagnement scolaire ;

– promouvoir la création d'une véritable « communauté de responsabilité partagée » (Verantwortungsgemeinschaft) autour des élèves, en renforçant la collaboration entre les différents acteurs impliqués.

(s.) Francine Closener.

Vote sur la motion modifiée

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An deen ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 53, Nee: 7, Abstentioun: 0. Dës Motioun ass also mat 53 Jo-Stëmmen zu 7 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel (par Mme Mandy Minella), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

8. Motion de Mme Francine Closener relative à la prévention en matière de santé mentale dans l'éducation formelle et non formelle et bien-être des élèves

(Motion déposée en séance publique n° 64 du 11 février 2025 – à consulter au compte rendu n° 26/2023-2028 en page 49)

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass nach eng Motioun vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Preventioun am Beräich vun der psychescher Gesondheet an der formeller an net formeller Bildung an iwwert d'Wuelbefanne vun de Schüler. Madamm Closener.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP), auteure | Jo, Här President, ech mengen, ech hat virdrun och dozou schonn alles gesot. Vläicht wëllen d'Kolleegen nach eng Kéier intervenéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech froen d'Kolleegen dann. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt dozou huelen? Dat ass net de Fall.

Da stëmme mer och iwwert dës Motioun of.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

– relevant que le bien-être physique et mental des jeunes doit être une priorité en matière de santé publique et de politique éducative ;

– soulignant les initiatives déjà mises en œuvre par les autorités politiques et l'ensemble du personnel enseignant et éducatif pour garantir le bien-être et le droit à l'éducation des enfants et des jeunes ;

– faisant référence au Plan national santé mentale ;

– prenant acte que le Gouvernement prévoit dans l'accord de coalition 2023-2028 de donner une importance accrue à la santé mentale et de procéder à une extension des soins en la matière ;

– considérant les dernières publications de l'OMS dans le cadre de l'étude Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) sur la santé des enfants et des adolescents ;

– considérant les témoignages et recommandations des rapports annuels des années 2023 et 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) ;

– considérant le récent rapport thématique sur le bien-être en milieu scolaire de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire ;

– rappelant les doléances des jeunes mises en avant lors du Jugendkonvent 2023 ;

– rappelant la motion n° 3907, adoptée par la Chambre des Députés le 16 juin 2022 et invitant le Gouvernement, entre autres, « à développer et à intensifier la formation du personnel enseignant et éducatif en matière de détection et de gestion quotidienne des problèmes liés à la santé mentale » ;

– rappelant la motion n° 3398, adoptée par la Chambre des Députés le 21 janvier 2021 et invitant le Gouvernement, entre autres, « à développer voire intensifier la formation initiale du personnel enseignant et éducatif en ce qui concerne la prévention de la violence physique et mentale dans les domaines de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse ainsi que la détection et la gestion quotidienne des problèmes liés à la santé mentale (dépressions, suicide, etc.) » et « à intensifier les formations continues en la matière pour les professionnels de l'éducation formelle et non formelle » ;

– soulignant que la prévention en santé mentale revêt une importance capitale, dans la mesure où elle permet de diminuer le risque de développer des troubles psychologiques graves, d'améliorer le bien-être général et de favoriser une gestion plus efficace du stress,

invite le Gouvernement à

– continuer d'allouer davantage de ressources à des dispositifs visant à renforcer les actions préventives en matière de santé mentale, tant dans l'éducation formelle que non formelle ;

– poursuivre les travaux interministériels dans le domaine de la santé mentale en vue de réaliser une approche globale de la santé scolaire, qui inclut de manière systématique la dimension de la santé mentale et du bien-être des élèves ;

– renforcer les politiques d'inclusion afin de garantir le droit à l'éducation inclusive pour les enfants et jeunes présentant des besoins spécifiques, tout en reconnaissant les avancées déjà réalisées en matière d'inclusion ;

– détabouiser les thèmes LGBTIQ+ dans les contenus scolaires ;

– promouvoir davantage la sensibilisation des enfants à l'égard de leur santé mentale et à mettre en place des actions spécifiques pour renforcer les compétences psychosociales des élèves, afin de les soutenir dans leur développement personnel et social ;

– poursuivre la mise en place d'un baromètre du bien-être scolaire reposant sur un ensemble d'indicateurs pertinents et comparables et renforcer le suivi de la santé mentale des mineurs, de manière à disposer de données pluridimensionnelles au service de politiques publiques fondées sur des données probantes.

(s.) Francine Closener.

Vote sur la motion modifiée

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Resultat: Jo: 55, Nee: 5. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

9. Motion de M. Dan Biancalana relative à une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants

Motion de Mme Carole Hartmann relative à la mise en place d'une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants

(Motion de M. Dan Biancalana déposée en séance publique n° 136 du 28 avril 2026 – à consulter au compte rendu n° 56/2023-2028 en page 48)

(Motion de Mme Carole Hartmann déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 22 de ce compte rendu)

An da komme mer zu där nächster Motioun, an zwar der Motioun vum Här Dan Biancalana, wou mer virdrun och eng aner Motioun zu deem selwechte Sujet deposéiert kruten.

Ech maachen Iech drop opmierksam, datt mer, vu datt mer hei zwou Motiounen zu engem selwechte Sujet hunn, am Fong den Artikel 87 sollen a kënnen applizéieren, wou u sech eng Prioritéit vun de Motioune festgehale gëtt. An dann ass et esou, datt den Artikel 87 seet, datt, wann déi, déi als prioritär erkannt gëtt, ugeholl gëtt, da gëtt iwwert déi zweet net ofgestëmmt. Dat ass dat, wat e seet.

Also fir d'éischt musse mer decidéieren, wat fir eng Motioun elo vun deenen zwou zum selwechte Sujet prioritär ass.

(Brouhaha)

Also ass ...

Une voix | Dat muss jo awer d'Original sinn. Dat anert wier jo awer ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech just, wat am Artikel 87 vum Text steet: „Si la Chambre est appelée à se prononcer sur plusieurs motions ou résolutions traitant du même sujet", ausser Dir sot mer, et wier net dee selwechte Sujet, „elle décide au préalable de la priorité à accorder à l'une d'elles."

(Interruption)

Jo, dozou.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech fannen, wann déi Fro sech stellt, dann ass et fir eis ganz kloer, datt déi éischt Motioun, déi en Dënschden deposéiert gouf a wou jiddwereen Zäit hat, sech domadder ze familiariséieren, prioritär wier. Déi alternativ Motioun vun der Majoritéit hätt jo dann och net missen ee Punkt virun där Motioun vum Här Biancalana deposéiert ginn. Déi hätt haut de Moie kënnen deposéiert ginn. Dann hätt ee vläicht kënnen driwwer diskutéieren, ob een den Ordre de priorité géif esou maachen.

Mee an deem heite Fall fannen ech et schonn e bësse respektlos vun der Majoritéit, hei zéng Minutte virdrun eppes ze bréngen an dann och nach wëllen domadder komplett d'Diskussioun zum Här Biancalana senger Motioun, déi elo dräi Deeg hei louch, ofzewiergen. Mir géifen op alle Fall léiwer zum Här Biancalana senger schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn dat esou verstanen, wéi wann dat esou gefrot gi wär. Wann dat net de Fall ass, stëmme mer iwwert déi zwou of. Da stëmme mer iwwert déi zwou of.

An zwar huele mer dann déi Motiounen an dem Ordre, wéi se erakomm sinn. Déi éischt ass déi vum Här Dan Biancalana, déi zweet dann déi vun der Madamm Carole Hartmann. Also stëmme mer elo iwwert d'Motioun vum Här Dan Biancalana of.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Mir schwätzen awer gär driwwer!

M. Claude Wiseler, Président | Pardon!

(Brouhaha)

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Et muss ee jo awer vläicht e bësse Stellung dozou huelen, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der mer elo d'Chance gitt, da soen ech: Mir schwätzen natierlech fir d'éischt driwwer, ier ech de Vott opmaachen.

Wie wëllt dozou schwätzen? Ech gesinn, datt dat d'Madamm Hartmann ass, den Här Donnersbach, d'Madamm Bernard, den Här Clement. Ok, fänke mer un. An den Här Keup, ok. Madamm Hartmann.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP), auteure | Jo, villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Wa mer elo hei déi Diskussioun féieren, da wäerte mer alleguerte mierken, dass mer u sech zimmlech no beienee sinn an dass mer am Fong an déi selwecht Richtung wëllen zéien. Den Här Biancalana huet en Dënschden effektiv seng Motioun deposéiert, déi a Richtung soll goe vun der Kreatioun vun enger Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants, mat enger Rei weiderer Fuerderungen.

Wann een d'Considerantë vun där Motioun liest, dann hu mir fir eis festgestallt, dass mer u sech eng commission jointe haten, Educatioun a Justice, wou mer déi doten Diskussioun am Fong och scho gefouert haten. A wou net nëmmen, esou wéi et an de Consideranten drasteet, de Constat dee war, dass virun 2010 u sech éischter e Silence geherrscht huet. Dat heescht, dass d'Fäll am Fong net weidergi gi sinn un d'Justiz.

Mee mir hunn do och driwwer geschwat, wat sech säit 2010 gedoen huet a wat an all deene leschte Jore gemaach gouf, fir dass et zu méi Signalementer kënnt, fir dass et zu méi Kontrolle kënnt a fir dass et och virun allem zu méi Poursuitte kënnt. An dass d'Victimmen, wat hei Mineure sinn, also ganz vulnerabel Persounen, solle geschützt sinn.

A mir sinn an där commission jointe och vum Procureur d'État, dem Här Lentz, dorobber opmierksam gemaach ginn, wat déi Efforte waren. Do ass ënner anerem gesot ginn, dass och mat den Autorités judiciaires e Guide iwwert d'Prozedure fir d'Professionnels du secteur en matière de maltraitance d'enfants et de mineurs ausgeschafft ginn ass, fir déi Professionell eeben nach besser opzeklären. Dass och ganz konkreet Videoe vun der Justiz, vun den Autorités judiciaires disponibel wären, fir sech och besser zu dëse Sujeten ze informéieren. Dass Campagnes de sensibilisation souwuel an de Schoule wéi och bei de Prestataires de services gemaach goufen. An dass u sech duerch déi Reformen, oder duerch déi Initiativen an déi Reformen, déi gemaach goufen, d'Signalementer iwwert déi lescht Jore ganz, ganz staark an d'Luucht gaange sinn, tëschent 2021 an 2025 nach eng Kéier verduebelt goufen.

Dann ass vum MENJE, vum Educatiounsministère, de Projet ChildLux an d'Liewe geruff ginn, wou et och ëm eng Analys geet vun de Cas de maltraitance de mineurs en milieu institutionnel. A vun de Prestataires de services ass och en Dispositif bien-traitance ausgaangen, deen och an dës Richtung geet.

Soudass u sech – an dat ass eppes, wat eis an de Consideranten hei gefeelt huet – awer eng ganz Rei Saachen en place gesat goufen, doriwwer eraus d'Imprescriptibilité vun allem, wat Viols sur mineurs ugeet, respektiv dass den Delai de prescription och eréischt leeft ab deem Moment, wou de Mineur erwuesse gëtt.

An deem, zu deem d'Regierung hei opgefuerdert gëtt, ass an der Motioun vum Här Biancalana, wéi gesot, déi Commission nationale indépendante gefuerdert ginn. Mir gesinn och, dass eng Commission nationale indépendante soll kënne kommen, mat engem Konzept, wat am Virfeld dofir soll opgestallt ginn, mat der Remark awer, dass mer doduerjer net däerfen de Rôle vum Parquet verkennen. De Parquet soll weiderhin de Rôle hu vun deem, deen d'Poursuitte mécht an deen och d'Enquêtë leet. Dat heescht, och all déi Commission-nationale-indépendanten, déi wäerten net derzou féieren, dass de Parquet soll ofgeschwächt ginn.

Dat ass ganz wichteg. Déi Commission nationale indépendante, déi wäert u sech haaptsächlech do à charge kommen, wou mer bei Fäll sinn, déi, reng wat d'Poursuite pénale ugeet, haut scho prescrit sinn. Mee dozou wëll ech awer och soen, dass den Här Lentz eis an der Kommissioun gesot huet, dass och bei deene Fäll, déi net méi kënne strofrechtlech poursuivéiert ginn, de Parquet trotzdeem Dossieren opmécht, de Parquet trotzdeem déi presuméiert Auteure vun deene Faite rifft an och de Victimmen e Suivi dovunner gëtt.

An dat ass eppes, wat net selbstverständlech ass a wou ech et perséinlech ganz wichteg fannen, dass eis dat och an der Kommissioun esou matgedeelt ginn ass an dass déi Aarbecht souwuel par rapport zu de presuméierten Täter wéi awer och par rapport zu de Victimme vun esou Violences à caractère sexuel gemaach gëtt.

Dann huet eis u sech an der Motioun e bëssen den Hinweis drop gefeelt, dass et haut scho Schutzkonzepter gëtt – Schutzkonzepter, déi och nach misste verbessert ginn –, awer och, dass et haut scho Kontrollorganer gëtt, Kontrollorganer duerch den ONE, wou och haut schonn iwwert den ONE Agenten, déi d'OPJs-Qualitéit hunn, dës Kontrolle maachen.

An dann nach kuerz zum Ofschloss: D'Regierung gëtt opgefuerdert, ze kucken, dass all Suspicioun vun Abus sexuel signaléiert gëtt. Et ass wichteg a mir sollten alles derfir maachen, dass all potenziellen Abus sexuel signaléiert gëtt. Dat ass awer eppes, wat och effektiv um Terrain muss geschéien. An do gëtt et haut och schonn eng Rei Infraktiounen, Non-assistance à personne en danger. Et huet jiddereen eng Obligatioun, Saachen ze signaléieren, déi festgestallt ginn. An déi Obligatioun, déi ass nach méi däitlech bei alleguerten den Agenten, déi an engem Service public sinn, well do gëtt et den Artikel am Code de procédure pénale, deen eng Denonciation obligatoire virgesäit.

Duerfir si mer der Meenung, dass dat net onbedéngt elo d'Aufgab vun der Regierung ass, mee dass et u sech all Eenzelnem seng Aufgab ass, dass, wann esou eppes festgestallt gëtt, dat och denoncéiert gëtt.

(Interruption)

Voilà, ech géif duerno vläicht nach eng Kéier kuerz zu eiser Motioun eppes soen, mee voilà, ech géif menger Fraktioun suggeréieren, eis Motioun dann ze ënnerstëtzen an déi heiten, och wa se bal dat selwecht seet, ofzeleenen. Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den nächsten Orateur ass den Här Donnersbach. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Meng Virriednerin huet elo scho vill Punkten erkläert. Ech mengen, e wichtege Punkt ass: Mir sinn am Fong net esou wäit auserneen. Mee et sinn awer e puer Punkten, déi ...

(Interruptions)

Maja, dozou komme mer jo elo, wann Der mer eng Sekonn gitt.

(Interruptions)

Ech wëll fir d'éischt awer och soen, also wat eis och gestéiert huet, wéi gesot, an de Consideranten: Ech mengen, dës Regierung huet scho ganz vill an deem hei Beräich gemaach. Ech wëll just drun erënneren, datt mer d'lescht Joer e Centre national pour victimes de violences geschafen hunn. Dat ass justement eng eenheetlech Prise en charge vun de Victimmen. An déi ass och ganz bewosst de Mineuren zougänglech. An do gëtt et och puridisciplinairet Personal, wat do zur Verfügung steet. Ech mengen, dat ass eng Offer, déi weider ausgebaut gëtt an déi natierlech och an deem ganze Konzept hei matspillt.

An dann hu mer och dës Woch net méi spéit wéi en Dënschden nach de Projet de loi ugeholl, deen eng legal Basis schaaft, datt de Parquet kann an Zukunft d'Employeure vu Leit, déi mat Mineure schaffen, informéieren, wann dës Persoune wéinst Sexualstrofdote géint Mannerjäreger verurteelt ginn oder wa géint déi eng Instruktioun opgemaach gëtt. Do kann eng Informatioun gemaach ginn am Sënn vun der Preventioun.

Ech mengen, dat weist, datt dës Regierung déi Problematik ganz seriö hëlt. Mir haten, an dat ass och

schonn ugeschwat ginn, d'Reunioun vum 26. Mäerz, wou och de Parquet do war, fir eis nach eng Kéier duerzeleeën ... A meng Virriednerin huet e bëssen de Resümmee gemaach vun deem, wat do diskutéiert ginn ass.

Da wëll ech och drun erënneren, datt mer am Moment d'Jugendschutzreform do hunn, déi zwee Projeten, déi eis do virleien. Et ass e richtege Paradigmewiessel, fir d'Mineure besser ze schützen. Besonnesch d'Signalementer ginn do besser encadréiert, och alles wat Informations préoccupantes sinn. Et gëtt och derfir gesuergt, datt méi héich Strofe virgesi sinn, wann dat net denoncéiert gëtt. Et gi Spezialformatioune fir Magistraten.

An elo muss een eeben oppassen, wann een nach eng weider Commission indépendante um nationalen Niveau kreéiert, datt een och genau oppasst, wou een déi elo usidelt. Well mir hunn, wéi ech elo grad gesot hunn, de Centre national pour victimes de violences, mir hunn an der neier Reform vum Jugendschutz och nei Organer, déi geschafe ginn.

An da muss ee sech elo ..., an dat ass och an där Motioun, déi mir virgeluecht hunn, wou mer d'Regierung opfuerderen, datt se genau kuckt mat den Acteure vum Terrain, wou esou eng Kommissioun am beschten ugesidelt gëtt, datt déi och effikass matenee schaffen, datt se och zesumme matenee schaffen, datt se net iergendwéi en Double emploi maachen, deen och erëm d'Effikassitéit an de Schutz a Fro stellt.

Dowéinst ass et eis och wichteg, déi Motioun, déi mir virgeluecht hunn, ze ënnerstëtzen. Dat ass och dat, wat ech menger Fraktioun hei proposéieren, wëssend, datt eng ganz Rei Saache sech och mat der Motioun vun der LSAP hei iwwerschneiden.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Deen nächste Riedner ass d'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, mir sinn iwwerzeegt, dass muss e Suivi gemaach gi par rapport zu deem, wat am Kannerduerf geschitt ass, dass eng onofhängeg Kommissioun muss aktiv ginn an dass dës och soll e Rapport etabléieren an dass dëse soll der Chamber presentéiert ginn.

Doriwwer eraus muss awer och eiser Meenung no net nëmmen e Bléck an d'Vergaangenheet geworf ginn, mee och Stand haut gekuckt ginn, wéi den institutionelle Kader opgestallt ass, wou et effektiv Defaillancen am System gëtt.

An och hei, mengen ech, wier en Echange mam OKaJu, dee jo dat doten och a senge Kompetenzen huet, duerchaus sënnvoll. Mir géingen do e Plädoyer maachen, dass mer nieft engem Echange, dee mer jo mam Parquet haten, och mam OKaJu en Echange doriwwer an der Kommissioun sollten hunn.

Doriwwer eraus ass an der LSAP-Motioun – ech mengen, dat ass och ee vun de grondleeënden Ënnerscheeder – och nach eng Kéier eng Referenz zum Barnahus, deen, mengen ech, an der Motioun vun der Majoritéit net méi dran ass. Och dat ass e Modell, dee mer ënnerstëtzen.

Ech mengen, d'Virriedner hunn elo scho Positioun geholl zu deenen zwou Motiounen. Mir wäerten als Gréng déi zwou Motiounen ënnerstëtzen, well mer net mengen, dass se e Widdersproch sinn. Mir sinn iwwerzeegt dovunner, dass der LSAP hir Motioun eng gutt a staark Motioun ass. Mir hätten eis gewënscht, datt déi géing d'Majoritéit kréien an dass och d'Majoritéit sech hei ronderëm géing alignéieren. Dat schéngt awer net de Fall ze sinn. Dowéinst hu mer eng zweet Motioun kritt. Déi geet a verschiddene Punkten net esou wäit, mee se ass eiser Meenung no awer besser wéi näischt. Do steet näischt dran, wat mer net géingen ënnerstëtzen. Dowéinst wäerte mer déi och matstëmmen. Mee mir hätten eis ganz sécher gewënscht, dass mer deen éischte Modell, dee vun der LSAP, suivéiert hätten. Dat wier eiser Meenung no dee richtege Wee gewiescht.

Mee, wéi gesot, bei béiden hutt Der den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also d'Motioun vum Här Biancalana, déi mer jo eng Zäit haten, fir se am Detail ze liesen, huet ee grousse Virdeel: Se nennt d'Kand beim Numm. Se referéiert sech ganz kloer op den Dossier vum Kannerduerf, bréngt mam Barnahus e ganz kloert Konzept, wat ee kéint ëmsetzen, a verlaangt domadder och Responsabilitéit an e Suivi an Zukunft. Dat ass u sech eng Motioun, déi natierlech méi aus der Oppositioun eraus ka komme wéi aus der Majoritéit. Mee genau dowéinst brauch et jo och heiansdo d'Oppositioun, fir dat méi konkreet ze fuerderen.

Wärend d'Motioun vun der Majoritéit – dat, wat een dann elo konnt liesen an där Zäit – éischter eng prozedural ass, eng, fir ze soen: „Ma kuckt, wat et alles gëtt." Ech kommen herno nach eng Kéier méi am Detail drop, wou et vläicht méi wäit kéint goen.

Mir kënnen, änlech wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleege vun déi gréng, mat deenen zwou liewen. Ech mengen och net, datt se forcement kontradiktoresch sinn. Ech mengen, datt déi zwou Motioune complementaire zouenee wären an et dofir u sech och net richteg gewiescht wär, se géinteneen ofzestëmmen. Dofir ass et richteg, datt mer elo als éischt d'Motioun 1 vum Här Biancalana ofstëmmen. Mir wäerten déi mat Jo stëmmen. Mir sinn der Meenung, datt déi Konzepter wéi d'Barnahus, déi genannt goufen, wichteg Konzepter sinn an datt et och wichteg ass, d'Kand hei mam Numm ze nennen an net ze maachen, wéi wann dat iergenden abstrakten, hypotheetesche Fall wär, mee datt mer hei vun engem konkreete Fall am Kannerduerf betraff sinn. An dee sollte mer dann och ugoen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir hunn effektiv e konkreete Fall vu Mëssbrauch am Kannerduerf. An ech mengen, dass et dann och eng gutt Motioun ass, fir dat ze ënnersichen a fir dorobber ze reagéieren. An duerfir kann ech déi Motioun och hei ... an ech mengen, et geet jo ëm d'Wuel vun de Kanner, da kënne mer déi Motioun hei nëmme mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Dat ass jo ganz evident.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Effektiv, déi zwou Motiounen änele sech ferm, mat der Ausnam, datt déi vum Här Biancalana méi wäit geet an och méi komplett a méi vollstänneg ass. Duerfir wäerte mer déi op jidde Fall mat votéieren.

A wéi ech hei awer bei ville Leit héieren hunn, ass inhaltlech jo awer kee Widdersproch oder ganz wéineg Widdersproch zu deem, wat hei vum Här Biancalana gefrot gëtt, soudatt ech denken, datt déi misst duerchkommen. An dann ass déi aner superfetatoire.

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Bon. Merci, Här Baum. Ass elo nach en aneren do, dee wëllt d'Wuert huelen? Dat ass net de Fall. Da ginn ech dem Auteur vun der Motioun, dem Här Biancalana, d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Merci och fir déi verschidde Stellungnamen. Ech wëll vläicht kloerstellen, firwat dass mer als LSAP dës Motioun deposéiert hunn. Et mussen een et och an de Kontext setzen.

Dës Motioun ass am Fong de Prolongement engersäits spezifesch vun de Suspicioune ronderëm déi sexuell Mëssbräich, déi am Kannerduerf stattfonnt hunn, de Prolongement vun enger Opaarbechtung engersäits vu Plaintë vun engem Affer, wou d'Prescriptioun war, wou deementspriechend awer och d'Press hir Aarbecht gemaach huet, fir iwwert déi Faiten ze berichten – e sensibelt Theema, sexuell Mëssbräich, wat deementspriechend och inakzeptabel ass –, de Prolongement och vun der Kommissiounssitzung, déi mer deementspriechend haten, a wou mer awer iwwert d'Spezifizitéit vum Kannerduerf eraus och eng Rei Akzenter hei musse setze par rapport zu aneren Abusen, déi sécherlech an aneren Institutiounen hei am Land stattfonnt hunn, mee déi ni gemellt goufen hei zu Lëtzebuerg. Well – effektiv aus verschiddene Grënn, dat hunn ech och a menger Motioun an Argumentatioun duerbruecht – eng Saach vun Angscht do ass, vu Schimmt, wou een zéckt, effektiv déi Demarche ze maachen, fir deelweis och emol bei d'Police ze goen an eng Plainte ze maachen. Oder wann een et mécht, da mécht een et Joren duerno an da spillt deelweis och d'Verjärungsfrist.

Dat ass de Kontext, de generellen an de spezifesche Kontext vun der Demarche vun dëser Motioun. An ech mengen och, mat all Respekt, am Jugendschutz mécht een am Fong ni genuch. Et hëlt een ëmmer erëm Initiativen. Mee d'Kanner, déi Jugendlech bleiwe ganz sensibel Mënschen, grad eeben a Momenter, wa se a Strukture sinn, wou de Risiko vu Muechtmëssbrauch och deementspriechend ass. An dobäi kënnt och nach d'Responsabilitéit vum Staat, wa se a Strukture sinn, déi generell och nach vum Staat matsubventionéiert sinn. Da si mer ganz kloer am generelle Kader, wéi gesot, an dat däerf een deementspriechend och hei net erofspillen.

An dofir ass dës Motioun och komm, aus deene Consideratiounen eraus – et ware keng parteipolitesch Consideratiounen –, fir einfach deene Mënschen, ob se nach mannerjäreg sinn oder elo schonn Adultë sinn, déi effektiv déi Demarchë wëlle maachen, déi Méiglechkeete weider och deementspriechend ginn. An dofir, mengen ech, war ganz kloer an de Consideranten och d'Kannerduerf ernimmt.

Dat fanne mer an där anerer Motioun net méi erëm. Et war och, mengen ech, ganz kloer an dëser Motioun, an dat gouf och nach ... A mir fannen dat an där anerer Motioun net erëm, déi Culture du silence. De Procureur d'État ass an der Reunioun vum 26. Mäerz op d'Culture du silence agaang, op d'Omertà. Dat ass och net näischt. Et war also gewosst, dass Saachen ënnert den Teppech gekiert goufen oder et ass gesot ginn: „Mir reegelen dat ënner eis am Sozialsecteur." Et ass elo net hei de Moment, fir de ganze Sozialsecteur ënner Generalverdacht ze stellen, mee et si Saachen deementspriechend geschitt, an déi sinn nach net gemellt ginn. Ech mengen, déi Ausso war deementspriechend ganz kloer.

An dofir, mengen ech, ass awer och d'Demarche – an dat ass an där anerer Motioun och net – engersäits spezifesch, dass déi wichteg Aarbecht, déi elo d'Experten am Kannerduerf maachen, dass mer eis do och e Moment ginn, dee Rapport iwwert déi Temoignagen,

déi do opgeholl ginn, hei an der Chamber ze diskutéieren, wann dee Rapport bis fäerdeg ass. Mir wëssen, dass déi Experten do eng ganz wichteg, eng ganz sensibel Aarbecht musse maachen, mat ganz vill Fangerspëtzegefill, wann effektiv Affer dohinnerkommen an do hir Temoignagen deementspriechend maachen.

An deen anere Volet, dat ass dee generelle Kontext, an dat ass jo och eng Fuerderung vum OKaJu, dass ee sech déi Nationalkommissioun gëtt, fir sech och do, mengen ech, ganz kloer eng Plattform ze gi vis-à-vis vun deene Suspiciounen, vis-à-vis vun deenen Affer, déi déi Demarchen deementspriechend nach net gemaach hunn, dass een dat och deementspriechend ophëlt an dass ee sech och déi néideg statistesch Donnéeë gëtt, fir dat kënnen ze maachen.

Well ëm wat geet et hei? Et geet hei ëm Wourecht, et geet ëm Vertrauen an et geet ëm Preventioun, ze verhënneren, dass esou Faite wéi déi doten nach eng Kéier geschéien oder duerch esou vill Elementer ginn an den Institutiounen, dass een alles mécht, fir dat deementspriechend ze ënnerbannen.

An dofir fënnt ee jo och an dëser Motioun alleguerten déi Theeme ronderëm d'Sensibilisatioun vun den Acteuren, déi am soziale Beräich schaffen, fir dass se och déi richteg Reflexer hunn. A mir musse se jo och doranner ënnerstëtzen. Dat ass och déi Aufgab, déi mer deementspriechend hunn.

Et geet also hei ganz kloer ëm eng Schutzverantwortung an et geet och hei ëm eng Rechenschaftsflicht. Ech mengen, et ass dat, wat mer hei deementspriechend wollte maachen. An do wäert ech ganz kloer soen: Natierlech wäerte mer eis Motioun matstëmmen an eis bei der Motioun effektiv vun de Regierungsparteien, déi e bëssen awer eng Géigemotioun ass ... Ech war zwar och de Mueren e bëssen iwwerrascht, wéi se komm ass. Mee, wéi gesot, mir hunn och driwwer diskutéiert gehat, mir wäerten eis do enthalen, well ech och ganz kloer gesot hunn, dass awer – an den Här Clement ass dorop agaangen – d'Kand do beim Numm genannt gëtt. An eis war et wichteg, déi Spezifizitéit an de generelle Charakter vun dëser Motioun an de Kader ze setzen, fir dass déi Aarbechte kënne weidergefouert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

Domat wär dann d'Diskussioun vun der Motioun vum Här Biancalana ofgeschloss. An ech géing elo d'Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion de M. Dan Biancalana relative à une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nancy Arendt), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

An da géinge mer un déi zweet Motioun kommen, déi vun der Madamm Hartmann deposéiert ginn ass. Do hu schonn eng Rei Leit driwwer geschwat. Wëllt nach een d'Wuert dozou huelen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da géinge mer och direkt zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi vun der Madamm Hartmann deposéiert ginn ass, kommen.

Vote sur la motion de Mme Carole Hartmann relative à la mise en place d'une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants

Ech maachen och hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

D'Resultat vum Vott ass: 41 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, 14 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 41 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 14 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Corinne Cahen), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. 8656 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables du projet « J.F. Kennedy-Sud » au Kirchberg, Ville de Luxembourg

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8656 iwwert déi staatlech Finanzéierung vu bezuelbare Wunnengen am Projet J.F. Kennedy-Sud um Kierchbierg. D'Riedezäit ass hei e Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Patrick Goldschmidt steet elo nach eng Kéier hei, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig an den Här Meris Sehovic an dann den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo fir unzefänken de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet 8656 stëmme mir haut déi staatlech Participatioun fir de Bauprojet Kennedy-Sud um Kierchbierg. Hei gesäit de Staat eng Contributioun vun 103,5 Milliounen Euro vir, déi integral aus dem Fonds spécial pour le logement abordable finanzéiert ginn.

De Projet gesäit de Bau vun insgesamt 245 Logementer vir, wou spéiderhin da bis zu 550 Leit solle wunnen. D'Roll vum Bauträger gëtt fir de ganze Projet vun der SNHBM assuréiert, woubäi een Deel – 32,37 % – fir de FUAK, de Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kierchberg, geduecht ass, dee säin Deel och selwer kommerzialiséiert.

Wat den Deel vun der SNHBM ugeet, wäerten also insgesamt 109 Wunnengen an d'abordabel Locatioun goen an de Rescht, 78 Wunnengen, ginn als abordabel Wunnenge verkaf.

Vu d'Envergure vum Chantier, wäert dësen a Phase realiséiert ginn: D'Gebaier A, B, C an D solle bis Mëtt 2028 fäerdeg ginn an d'Gebaier F, G, H an I solle bis Mëtt 2029 finaliséiert sinn.

Elo zum Projet selwer. Dëse geet vun der Place de l'Europe bis erop bei d'Rue des Coquelicots. Et ass opgepasst ginn, dass ee sech de Gegeebenheete vum Quartier upasst. Sou ass de Projet op der Säit vum Kierchbierg méi dynamesch an urban, mat kommerziellen Aktivitéiten um Rez-de-chaussée vun den aacht Gebaier an och generell méi héije Gebaier. Op der anerer Säit vum Projet, also deen Deel Richtung Weimeschhaff, wäert de Projet méi harmonesch, manner héich ginn.

Zousätzlech läit de Fokus vum Bauprojet drop, datt sech d'Leit innerhalb vun de Wunngebaier an hirem Alldag begéinen. Hei sinn dofir och verschidde Shared Spaces a Gréngfläche virgesinn. A genau dowéinst war et och e bewosste Choix, datt een de Kär vum Projet net fir den Autosverkéier zougänglech mécht.

Och ausserhalb vun de Gebaier wäerten Naturelementer erëmzefanne sinn. Hei gëtt spezifesch e Passage tëschent dem Park, dee vun der Coque erofkënnt, an dem Neiduerf gemaach. Dës Liaisoun mam Numm Promenade des fleurs wäert also déi zwee matenee verbannen.

Och beim Ëmgang mat de Ressourcë gesäit de Projet déi héchstméiglech Energiestandarde vir. Sou sollen engersäits Fotovoltaikanlagen derfir suergen, datt e gudden Deel vum Stroum selwer produzéiert gëtt. An op där anerer Säit gëtt och e Waasserretentiounsbecken amenagéiert, wou d'Waasser gesammelt gëtt am Fall vu staarkem Reefall. Ofgesinn dovunner wäerten och Naturelementer op de Gebaier ze fanne sinn, dat a Form vun Toitures végétalisées, wat natierlech och Virdeeler souwuel fir d'Ëmwelt wéi och fir d'Bewunner mat sech bréngt.

Zum PAP selwer: Dësen ass den 21. Mäerz 2016 vum Stater Gemengerot gestëmmt an dann och de 14. Juni 2016 vum Inneminister ugeholl ginn.

D'Enveloppe vun 103,5 Milliounen Euro léisst sech follgendermoossen opdeelen: D'Konstruktioun fir d'Locatiounswunnenge maachen hei dee gréissten Deel mat 67 Milliounen Euro aus, dann deen Deel fir d'Vente abordable fir 4 Milliounen Euro, d'Acquisitioun vun den Terraine fir 25 Milliounen Euro, Zënse fir bal 5 Milliounen Euro an dann zum Schluss nach 2 Milliounen Euro fir d'Installatioun vum Chantier.

Zu den Avisen. Den Avis vum Staatsrot ass de 24. Februar 2026 erakomm. Ofgesi vun zwou Remarken um legisteschen Niveau hat de Staatsrot awer weider keng Bemierkungen zum Fong.

D'Handelskummer huet hiren Avis den den 19. Februar 2026 ofginn. Se begréissen, datt ugesiichts der ugespaanter Situatioun um Logementsmaart de Staat Efforte mécht, fir den erschwéngleche Wunnengsbau auszebauen. Ausserdeem gëtt de Standuert, d'Ubannung u Proximitéitsservicer wéi och den ëffentlechen Transport ervirgehuewen, wat eng positiv Auswierkung op de Verkéier wäert hunn. Wat d'Ekipementer an d'Installatiounen ugeet, ass d'Chambre de Commerce der Meenung, datt de Projet e responsabelen Ëmgang mat de Ressourcë beweist.

De Syvicol huet säin Avis den 13. Abrëll ofginn an huet keng Bemierkung zum Projet de loi formuléiert.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Als éischten Intervenant zu dësem Sujet ass den Här Alex Donnersbach agedroen. Här Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Also mir wëlle ganz besonnesch dëse Projet begréissen, well en an Zäiten, wou grad den abordabele Logement eng grouss Suerg bei eise Bierger ass an eeben och de Manque vun abordabele Wunnenge grouss ass, konkreet 245 Wunnenge schaaft, dovun 109 eebe fir d'Location abordable an 78 fir d'Vente abordable. Dat ass ze begréissen. Dat weist och, datt d'Regierung hei handelt, datt mer hei virukommen. An dowéinst wëlle mer der Regierung och ganz häerzlech felicitéieren.

Besonnesch positiv, mengen ech, ass och ze erwänen, datt dëse Projet um Kierchbierg entsteet, wat och vun engem landesplaneresche Point de vue genau an där Planung ass, datt do Wunnengen entstinn, wou och d'Aarbechtsplaze sinn. Ech mengen, dat ass hei ganz besonnesch ze begréissen.

Une voix | Très bien!

M. Alex Donnersbach (CSV) | An da wëll ech awer och op dat kommen, wat ..., och wann am Moment vill investéiert gëtt vum Staat ... Ech mengen, et gouf nach ni esou vill vum Staat an de Logement abordable investéiert, wéi dat aktuell de Fall ass. An dat ass ganz ausdrécklech ze begréissen. Ech mengen, souwuel iwwert déi ëffentlech Bauträger wéi awer och iwwert de VEFA-Programm vun der Regierung wéi och iwwert d'Aide, déi un d'Gemengen ausbezuelt gëtt an un den ASBL-Secteur, sinn nach ni esou vill Suen do gewiescht. An trotzdeem hu mer eng Kris am Moment am Bausecteur. Dat heescht, ganz eleng kann de Staat dat och net packen.

An ech begréissen dowéinst och d'Annonce gëschter op der Antenn vum Logementsminister, datt d'Regierung aktiv dru schafft, ze kucken, wéi mer och um private Marché déi Wunnengsprojete mobiliséiert kréien. Ech schwätzen do och aus Erfarung, ech gesinn dat a menger Gemeng, datt ganz vill Projeten autoriséiert sinn, datt se am Fong kéinte muer gebaut ginn, mee datt am Moment einfach kee Finanzement do ass, fir déi Projeten unzefänken. Dowéinst encouragéieren ech d'Regierung, an där Demarche weiderzegoen an natierlech Projete wéi déi heiten, déi grouss Projeten, déi genau deen abordabele Wunnraum schafen an der ëffentlecher Hand, och aktiv weiderzedreiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. An dann ass d'Wuert nach eng Kéier um Här Goldschmidt als Vertrieder vun der DP.

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Bauprojet Kennedy-Sud wäert Wunnraum entstoen, dee sech ideal an de moderne Charakter vum Kierchbierg abënnt, modernt Wunnen an engem dynamesche Quartier, deen an de kommende Jore weiderhi wuesse wäert.

De Kierchbierg gëtt ëmmer manner zu enger renger Finanzplaz, mee och zu enger Wunngéigend. Mat enger diverser Populatioun, déi allgemeng um Kierchbierg ze fannen ass, wäert dëse Projet definitiv déi Mixité sociale verkierperen, ewéi mir eis se an eiser multikultureller Stad wënschen.

Wat de Standuert ugeet, denken ech, si mer eis eens, dass hei e Projet entstoe wäert, dee perfekt läit, kann ee soen, quasi am Zentrum vun der Stad, no u kulturreller Offer, u Geschäfter a mat engem perfekten Zougang zu der Mobilitéit, sief dat den Tram, de Funiculaire, d'Busser wéi och d'Vëlospisten.

Trotz dem liewegen an dynameschen Ëmfeld vum Kierchbierg gëtt derfir gesuergt, datt d'Awunner eng héich Liewensqualitéit behalen, mat grénge Flächen innerhalb an ausserhalb vum Projet, wou vill Naturelementer d'Ambiance am Quartier nach emol méi angeneem gestalten.

Am Kennedy-Sud wäerten d'Leit also net nëmme wunnen, mee sech ënner optimale Konditiounen e Liewen opbauen, mat de Virdeeler, déi eis Stad ze bidden huet, a gläichzäiteg och no un der Natur.

Ausserdeem wäert och eng inklusiv WG, Wunngemeinschaft, de Wee an dëse Projet fannen, wat mir als Demokratesch Partei nëmme begréisse kënnen.

Här President, de Kennedy-Sud ass e weidere wichtege Schratt an déi richteg Richtung. Den erschwéngleche Wunnraum muss hei am Land ausgebaut ginn, an dëse Projet beweist nach emol op en Neits, datt et virugeet, ob elo hei um Kierchbierg, zu Wolz an och nach op villen anere Plazen hei am Land. De Bagger rullt erëm beim erschwéngleche Wunnraum. Dat ass ënner anerem drop zréckzeféieren, datt dës Regierung méi Suen an de Grapp hëlt, fir de Bau vun abordabele Wunnengen esou gutt wéi méiglech weiderzebréngen.

Une voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Dat gesäit ee virop mam Fonds spécial pour le logement abordable, wou d'Ausgabe kontinuéierlech an d'Luucht ginn: Wou mer 2022 nach 190 Milliounen Euro budgetiséiert hunn, wäerte mer 2027 bis zu 375 Milliounen Euro ausginn, also bal dat Duebelt.

Och mam VEFA-Opkafprogramm, wou 480 Milliounen Euro an den abordabele Wunnengsbau investéiert ginn, schaaft d'Regierung méi abordabele Wunnraum an ënnerstëtzt gläichzäiteg d'Baubranche, andeems se d'Leit an der Aarbecht hält. Dës Zuele sinn de gréisste Beweis, datt d'Regierung a virop de Logementsminister Claude Meisch méi Suen an den ëffentleche Wunnraum investéieren, wéi dat virdrunner de Fall war.

Natierlech entstinn dës Bauprojeten net vun haut op muer, mee mir als Demokratesch Partei sinn der Meenung, datt mer mat dësen Ausgaben e wichtegen Invest an d'Zukunft vun eisem Land maachen.

Une voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Här President, ech denken, datt dëse Projet heibannen eng breet Zoustëmmung sollt fannen. Et läit eis, denken ech, alleguerten um Häerz, datt mer d'Offer un abordabelem Wunnraum weiderhin ausbauen, sief dat beim Verkaf wéi och bei der Locatioun. Dofir kënne mir als DP dëse Projet nëmmen ënnerstëtzen.

Heimadder ginn ech dann also den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Ech hunn den Här Sehovic, deen Iech wëllt eng Fro stellen. Huelt Der déi Fro un?

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Ma selbstverständlech.

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech. Dann ass et um Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt de Kolleeg Goldschmidt froen, vu dass Der elo geschwat hutt vun dëser Regierung, der aler Regierung, an dass elo alles besser ass wéi virdrun: Esou e Projet ... Dir sidd jo och als Schäffen aktiv, kennt Iech jo aus mat Infrastrukturen, mat grousse Projeten. Wat mengt Der, wéi laang esou e Projet an der Planung ongefëier dauert? A mengt Der, dass dat heiten e Projet ass, deen exklusiv ënnert der neier Regierung geplangt, virbereet an elo op de Wee bruecht gëtt?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Merci fir déi interessant Fro, déi mer warscheinlech beweist, dass Der mer a menger Rapporterried net nogelauschtert hutt, wou ech gesot hunn, dass de PAP am Gemengerot 2016 gestëmmt ginn ass, 2016 vum Inneminister ugeholl ginn ass. Selbstverständlech ass mer bewosst, dass deen heite Projet iwwer Joren dauert an dass net muer d'Leit d'Schlëssele kréien, fir an déi Wunnengen eranzezéien.

Wat ech gesot hu vun der Regierung, ass, wéi vill se am Gesamten an den abordabele Wunnengsbau stécht. An do kann een einfach d'Zuele liesen: Wann déi Zuele sech verduebelen, da bedeit dat, ausser d'Präisser hätte sech verduebelt, wat ech net unhuelen, dass dës Regierung dat ganz seriö hëlt a ganz vill investéiere wäert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, jiddwereen huet säi Punkt elo dozou gemaach. Merci, Här Goldschmidt. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP wäert dëse Projet ënnerstëtzen. En huet eng grouss Envergure a Richtung vu méi abordabelem Wunnengsbau. An do kënne mer natierlech nëmmen derfir sinn.

Mir fannen de Projet deier. Do hu mer vill driwwer diskutéiert gehat an der Kommissioun a begréissen eeben och, dass de Minister sech deem Theema wëll

widmen an eng Etüd an Optrag ginn huet, fir besser ze verstoen, wéi déi Präisser zustane kommen. Och do wäerte mer gespaant drop sinn. Mee bei dësem Projet kënnt Der op eis Ënnerstëtzung zielen, deen ass fir eis an de Rei.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, mir begréissen ausdrécklech de Bauprojet Kennedy-Sud. De Projet gesäit d'Entwécklung vun engem neie Wunnkomplex mat integréiertem Ekosystem um Kierchbierg vir. Et ginn insgesamt 245 bezuelbar Wunnenge fir zirka 550 Awunner gebaut. D'Majoritéit vun deene Wunnenge gëtt zu soziale Präisser verlount, en Deel gëtt zu soziale Präisser verkaaft.

Deen heite Projet weist, datt de Kierchbierg net nëmmen e Quartier vu Büroen ass, mee och elo ëmmer méi eng Géigend gëtt, wou Leit gutt a gäre liewen. An de Projet dréit och derzou bei, datt den normale Bierger sech an der Stad nach eng Wunneng leeschte kann. Mee dat ass natierlech nëmmen eng Drëps op de waarme Steen.

Datt mir haut e Projet zum abordabele Wunnraum stëmme mussen, ass keng gutt Noriicht, mee et ass eng schlecht Noriicht. Et weist, datt hei zu Lëtzebuerg eppes fundamental falsch leeft. Et weist, datt mir an engem Land liewen, wou net all Lëtzebuerger an Auslänner sech e Liewen opbaue kënnen, och wa se gewëssenhaft all Dag mat hirer Aarbecht a Kompetenz zu eiser Gesellschaft bäidroen an och Kanner zu responsabelen Erwuessenen erzéien, déi d'Zukunft vun eiser Gesellschaft sinn.

Et kommen ëmmer nees Bierger bei mech, Stater, déi hei an der Stad gebuer sinn, hei an d'Schoul gaange sinn an hei gelieft hunn, mee elo net méi an hirer Stad wunne kënnen. 80 % vun de Salariéë vun der Stater Gemeng wunnen och net méi an der Stad. Si gi vun den héije Wunnengspräisser ekonomesch verdrängt a gi vun Expats, déi gutt verdéngen, ersat.

Dat ass net nëmme perséinlech, mee och kulturell eng Katastroph, well doduerch vill vun eisem aktive Kulturliewen, Sprooch an Identitéit an der Stad verschwonnen ass a fir ëmmer verschwanne wäert. D'Stad, mee och eist ganzt Land, geet ëmmer méi a Richtung vu London, wou entweeder Millionären oder Guttverdénger wunnen oder eebe sozial schwaach Leit, déi a Sozialwunnenge liewen.

Mee déi, déi all Dag schaffe gaange sinn an nëmmen de Mindestloun verdéngt hunn oder Handwierker, Infirmieren a Poliziste waren, konnte sech London net méi leeschten a maachen elo eng Stonn Commuting. Och déi meeschte Stater Gemengenaarbechter a Stater, déi hei gebuer sinn, kënne sech hir Stad net méi leeschten a maachen eng Stonn Commuting. Dës Situatioun ass keen Zoufall …

M. Marc Hansen (DP) | Ass Commuting Lëtzebuergesch?

M. Tom Weidig (ADR) | … oder einfach e Schicksal, wat esou iwwer eist Land komm ass. Dës Logementskris ass eng logesch Konsequenz vun engem onkontrolléierte Wuesstum an Awanderung.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Wann iwwer Joerzéngte méi Leit an d'Land komm si wéi Wunnraum gebaut ginn ass, dann ass et ganz normal, datt et zu enger Logementskris kënnt. Mee et gëtt net nëmmen eng Logementskris, et gëtt och eng Infrastrukturkris, et gëtt eng medezinnesch Kris, et gëtt eng Integratiounskris, eng Identitéitskris. An dat ouni datt mir mol eng richteg ekonomesch Kris hunn.

Wat passéiert, wann esou eng Kris elo mol op eis duerkënnt? Wat mécht dat mat all deenen anere Krisen? Jiddweree mat nëmmen e bësse gesondem Mënscheverstand huet dat scho virun 20 Joer verstanen. Mee d'CSV, d'DP, d'LSAP an déi gréng hunn et einfach weiderlafe gelooss, anstatt de Wuesstum esou ze bremsen, datt et eeben net zu engem Desequiliber am Wunnengsmaart komm wär. An elo musse mir haut deier Suen, méi wéi 100 Milliounen, bezuele fir eng Léisung vu Problemer, déi d'Regierungsparteien, d'LSAP an déi gréng all komme gesinn hunn, mee wou se awer näischt dergéint gemaach hunn.

Mir brauchen elo wierklech esou Bauprojeten, fir op d'mannst e bësse géigenzesteieren. Duerfir begréisse mir Initiative vum Staat, mee natierlech och vun de Gemengen – an do mécht och d'Stater Gemeng am Moment vill méi –, datt mir onbedéngt probéieren, déi Leit nees an d'Stad ze kréien oder an der Stad ze halen.

An hei gefält eis net, datt am Text street: „des logements locatifs abordables pour jeunes adultes qui travaillent à Luxembourg-Ville ou qui y ont grandi." Soll et elo dodrëm goen, einfach nëmme méi Jonker sesshaft ze maachen an der Stad, an net datt déi Jonk, déi hei gebuer sinn oder an d'Schoul gaange sinn, mat hire Familljen, mat Kanner nees zréckkommen an d'Stad oder datt mer se halen an der Stad?

Duerfir hunn ech zwou Froen:

Éischtens, wat fir Krittäre si festgeluecht? Wéi et eis erschéngt, ass dat net fir Residenten, déi schonn 10, 20 Joer an der Stad gewunnt hunn, mee fir bal jiddwereen.

Zweetens, ginn hei net déi Lëtzebuerger, mee och d'Auslänner, déi 10, 20, 30 Joer laang zu a fir Lëtzebuerg geschafft hunn, mee elo hu missen an d'Ausland wunne goen, diskriminéiert, well se keng aktuell Residenz am Land hunn? Misste mir net grad déi Leit zréckkréie mat esou Projeten?

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig.

(Interruption)

Här Weidig, den Här Fayot stellt Iech gär eng Fro. Dir sidd domadder d'accord? An den Här Hansen och.

M. Tom Weidig (ADR) | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Ech fänke mam Här Fayot un.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll den Här Weidig gär zwou Saache froen. Fir d'éischt emol, wéi géif en dat gär maachen, fir de Wuesstem ze bremsen …

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | … an engem Land an Europa, offene Maart, liberal Ekonomie? Wéi maacht Der dat gär konkreet, fir de Wuesstem ze bremsen? Erkläert eis dat, wannechgelift!

An dann zweetens muss ech Iech soen, dass Der do natierlech erëm eng Kéier komplett an der Kontradiktioun sidd. Dir gitt net midd an all Ried, déi Der haalt, total hei fir libertär Entrepreneuren à la Elon Musk ze jubelen. Dir sidd ëmmer deen Éischten, deen dobäi ass, wann et drëm geet, eng total debridéiert Finanzplaz hei ze begréissen, fir alles, wat nëmmen neoliberal ass, à outrance hei ze encouragéieren. Dir sidd deen Éischten, deen dergéint ass, wann een hei iwwer eng planifiéiert, programméiert Ekonomie diskutéiert.

Ech si mat Iech ganz eens, dass de wirtschaftleche Wuesstem net alles ass an dass een am Fong besser hätt an eiser Zäit, wou mer vill Krisen hunn, dat, wéi gesot, ze programméieren, ze planifiéieren, och ze diskutéieren, wat mer brauchen an enger Ekonomie. Mee Dir sidd awer sécher net deen, deen dat mécht. Dir hutt dat nach ni gemaach an Äre Rieden. Dofir sidd Der hei voll a mëtten an enger Kontradiktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also dat Éischt, wat mir soen, ass: Mir sinn net géint Immigratioun. Immigratioun war wichteg. A mir haten och de perfekten Immigratiounsmodell. An dat hu mer och erkläert an eisem Buch op Däitsch.

(Hilarité)

An do hu mer erkläert, …

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Tom Weidig (ADR) | An do hu mer erkläert, datt mer an de 60er-, 70er-, 80er- an 90er-Jore wierklech e gudden Immigratiounsmodell haten. Do hate mer lues Immigratioun an do war et haaptsächlech Immigratioun, déi duerch Aarbechtsvisa komm ass. An dat konnte mer ganz, ganz gutt steieren. Mee et ass an de leschten 20, 30 Joer aus dem Rudder gelaf. An do kann een duerchaus als Regierung natierlech och eppes maachen.

Et kann een op Bréissel goen a soen: „Hei lauschtert, kuckt emol, mir hunn hei e Problem, et kommen einfach ze vill Leit. Mir brauchen e bësse méi Kontroll iwwert dat, well déi Immigratioun, dat huet net méi fonctionéiert." Et kann een natierlech och bei Leit, déi ausserhalb vum EU-Raum kommen, mat Aarbechtsvisa e bësse méi kontrolléieren. Do hätt een duerchaus kënnen eppes maachen, och op Bréissel goen, och bei d'Kommissioun goen an deenen eis Problemer soen.

Mee wat mir gemaach hunn, dat ass: Mir hunn iwwerhaapt keng Grenz gemaach. Mir hunn och nëmme Werbung gemaach – nach méi, nach méi, nach méi. An dat mierkt een elo, datt all déi Saache kommen. Mir hu vläicht Short-term Gain, mee mir hu Long-term Suffering. An dat ass den Haaptproblem bei deem Ganzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Hansen.

M. Marc Hansen (DP) | Jo, ech hunn de Moien zwou Stonne laang eng Interpellatioun vun der ADR hei héieren iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, déi mer an d'Vitrinn misste stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Hansen, wannechgelift, géift Der opstoen, fir mat der Chamber ze schwätzen? Merci.

M. Marc Hansen (DP) | Entschëllegt mech, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem.

M. Marc Hansen (DP) | Ech hunn de Moien eng Interpellatioun héiere vun zwou Stonnen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, dass een déi soll an d'Vitrinn stellen. Kënnt Der mir vläicht erklären, wat Long-term Suffering ass oder wat Commuten ass? Dat sinn alleguerten déi Wierder, déi ech elo guer net an der Vitrinn vun der Lëtzebuerger Sprooch gesinn hu bei Iech. An ech mengen, et ass einfach, moies …

(Interruptions)

Et ass einfach, moies Waasser ze priedegen a mëttes Wäin ze drénken. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech beäntweren nëmme Froen zur Substanz vun der Debatt. Merci.

(Hilarité et brouhaha général)

Une voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat dote war weak!

M. Claude Wiseler, Président | Deen nächsten ageschriwwene Riedner, soubal Der Iech calméiert hutt, ass den Här Meris Sehovic.

(Interruptions)

Här Sehovic, probéiert emol, Iech duerchzesetzen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech gi mäi Bescht. Merci, Här President. Ech wollt eigentlech guer net opstoen, ech wollt vun der Plaz aus schwätzen. Ech wëll awer nach eng Kéier kuerz op dat agoen, wat grad geschitt ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | De Kolleeg Fayot huet eng Fro gestallt iwwert den ekonomesche Wuesstem a wéi den Här Weidig deen da wëllt begrenzen, well en dat dann elo iergendwéi behaapt huet. A wourobber ass den Här Weidig agaangen? Op d'Auslänner. Op d'Auslänner! An d'Realitéit ass, dass all déi Leit, déi do an d'Land komm sinn, Här Weidig, déi hu mer gebraucht. Déi hu mer gebraucht am Spidolswiesen, déi hu mer gebraucht op eise Chantieren, an alle méiglechen ekonomesche Secteuren hu mer déi Leit gebraucht. Mir hunn déi net geruff. D'Entreprisen hunn déi agestallt. Déi sinn heihinner komm fir ze schaffen. Déi hu bäigedroen zum Wuelstand vun dësem Land.

An de Problem ass net, dass déi Leit heihinner komm sinn, Här Weidig. De Problem ass: Déi Wunnengen, déi mer haut hei stëmmen, déi hätte mer virun 20 Joer misse stëmmen. Dat ass de Problem. An dat muss een einfach unerkennen. An alles aneschters, wéi gesot, Dir hutt Iech verroden, Dir sidd einfach eng ... A, ech ginn net dorobber an. Dir sidd eng friemefeindlech Partei. An dat ass esou.

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dir kritt duerno d'Wuert, Här Weidig.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Par rapport zum Projet, dee virläit, ass dat meescht scho gesot. Et ass e gudde Logementsprojet, deen op enger gudder Plaz ass. Mir bauen hei fonctionnel. Mir hunn d'Servicer alleguerten an der Proximitéit. Mir hunn eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport. Dat ass alles scho gesot ginn. An dowéinst ënnerstëtze mer natierlech deen heite Projet.

Ech wëll profitéieren, fir vläicht zwou, dräi Froen an de Raum ze stellen, déi sech mir elo rezent – vu déi Krisen, déi mer hunn, vu d'Situatioun, déi mer hunn – stellen, mengen ech, fir den abordabele Wunnraum, déi mer zum Deel och an der Kommissioun schonn undiskutéiert hunn a wou d'Regierung an de Minister jo och schonn annoncéiert hunn, dass se sensibel drop sinn an dass et do Etüde gëtt oder dass Etüden an der Maach sinn. An ech mengen, dass mer do méi mussen evaluéieren.

Dat Éischt ass, wann ech mer de Projet ukucken: 245 Wunnenge sinn an deem Projet, op d'mannst wat elo den Deel vun der SNHBM ugeet, do si mer bei ronn 60 % Locatif a 40 % Vente. Bon, en Drëttel vum Projet gëtt gebaut fir de Fonds du Kirchberg. Do hunn ech elo aus dem Dossier net kënnen erauszéien, wéi do d'Proportioun ass tëschent Vente a Locatif.

Och ass de Constat haut, dass d'Vente ëmmer méi komplizéiert gëtt. Mir hunn dat och scho beschwat virun e puer Deeg hei an der Chamber, dass d'Leit ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir en Accès zum Finanzement ze kréien. An ech froe mech, ob mer bei den ëffentleche Bauprojeten net grad elo missten nach méi Accent setzen op de Locatif. Ech froe mech, ob mer net awer am Moment amgaange sinn, ëmmer nach esou ze bauen, wéi wann d'Leit alleguerte kéinte kafen. An d'Realitéit ass haut, dass sech ganz vill Mënschen och schonn d'Lounen net méi kënne leeschten. Dat ass eng Fro, déi mech beschäftegt.

Déi zweet, och aus gegeebenem Ulass, no eiser Diskussioun an der Kommissioun an och no engem Interview mat engem Direkter vun engem ëffentleche Bauträger, deen elo haut an der Zeitung ass: déi Fro vum Käschtepunkt beim ëffentleche Bau. An dat wëll ech guer net thematiséieren, fir déi ëffentlech Bauträger ze schwächen. Et geet mer drëms, se ze stäerken. Mee ech mengen, dass mer eis musse Gedanke maachen doriwwer, wéi mer kënne méi effizient bauen, fir d'Präisser am abordabele Wunnraum och nach méi wäit ewech ze kréie vun de Realitéiten um Marché.

Mir hunn haut Situatiounen, wou den abordabele Wunnraum ëffentlech bal dee selwechte Präis huet wéi privat Projeten. An dat, mengen ech, ass net de Sënn eigentlech vum ëffentleche Bauen.

Et steet am Raum, hunn ech haut gelies, dass et wuel Gemenge géif ginn, déi private Promoteure géife méi Densitéiten erlabe wéi deenen ëffentlechen. Dat wär mir elo eng nei Informatioun. An deem muss een dann e bëssen op de Fong goen.

An dann déi drëtt Fro – an dat ass vläicht eppes, wat mer eis gemeinsam kënne virhuelen –: Wa mer iwwert déi dote Projete schwätzen an der Kommissioun an och hei an der Chamber, da schwätze mer ganz vill iwwert den Urbanismus dovunner, iwwert d'Architektur dovunner. An ech hu mech gefrot, ob mer eis eigentlech och déi Fro stellen, fir wie mer bauen, wéi eng Zilgruppe mer eigentlech genau wëlle bedéngen, grad och bei deene grousse Projeten, wou et jo drëms geet, eng gewësse Mixitéit eranzekréien, mee och par rapport zu deenen Zilgruppen, déi vläicht am Moment aktuell dee gréisste Besoin hunn. Voilà, e puer Denkustéiss, mengen ech, déi eis och an deenen nächste Méint a Joren nach wäerten zesumme begleeden.

Soss hu mer elo zesummen, den Här Meisch an ech, en passant kënnen etabléieren, dass de Projet véier Päpp a Mammen huet: De Marc Hansen war wuel bedeelegt, d'Madamm Tanson, den Här Kox an da finalement den Här Meisch. Ech wëll alle véier felicitéieren an hinne Merci soe fir hiren Engagement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Weidig huet fir Fait personnel d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech muss just kuerz eppes soen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, et ass fir Fait personnel, et ass net ...

M. Tom Weidig (ADR) | Mir gi jo hei accuséiert, datt mer friemefeindlech wieren. Also éischtens wëll ech kloer soen: Ech si mat enger Auslännerin bestuet.

(Interruption)

Den Här Keup, deen ass och mat enger bestuet.

(Interruptions)

An ausserdeem, mir hunn explizitt den Immigratiounsmodell vun de 70er-, 80er-Jore gelueft. Et war wichteg, datt mer Leit kritt hunn, wéi mer der fir Aarbechtsplaze gebraucht hunn. Mee dat war kontrolléiert op Aarbechtsvisa a mat enger gemeinsamer Sprooch. An dat huet gutt fonctionéiert.

Wat ech mech awer froen, ass, ob Dir net heiansdo mat Ärem Multikulti ...

M. Claude Wiseler, Président | Et ass ...

M. Tom Weidig (ADR) | ... an ëmmer méi Auslänner, ob Dir net inlännerfeindlech sidd.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, et ass, fir eng Rektifikatioun ze maachen, net fir nach eng Kéier d'Ried unzefänken.

(Interruptions)

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat do hat näischt mat der Debatt ze dinn.

M. Claude Wiseler, Président | An dofir schléisse mer dat elo of. Ech hunn nach zwee Leit, déi sech ageschriwwen hu fir ze schwätzen: den Här David Wagner an duerno den Här Yves Cruchten. D'LSAP-Fraktioun huet nach Zäit a kritt nach eng Kéier d'Wuert duerno. Elo fir d'éischt den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et gëtt e Mantra tatsächlech vun der ADR, fir permanent u sech de Logementsproblem ze koppele mam sougenannten onkontrolléierte Wuesstum. Dat heescht, datt ze vill Auslänner kommen, an der ADR-Sprooch. An dat ass ... intuitiv kann dat och nach esou funktionéieren. Jo, wa méi Leit kommen, vill Leit an e Land kommen, da si manner Wunnengen do an da ginn d'Präisser erop. Dat kléngt esou ganz logesch.

M. Tom Weidig (ADR) | Dat ass Ekonomie.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass Ekonomie, jo.

(Interruption)

Mee Ekonomie ass keng exakt Wëssenschaft. Dat misst Der wëssen. An et ass keng richteg Ekonomie. Well do, wou d'ADR ni doriwwer wëllt schwätzen ... An ech mengen, mir kennen all déi Problemer, an do gëtt et immens vill Ekonomisten hei zu Lëtzebuerg – also richteg Ekonomiste mat engem Doktertitel, esou wéi Dir een hutt an der Physik, Dir hutt keen an der Ekonomie –, déi soen net dat selwecht wéi dat, wat Dir sot.

A mir observéieren zënter immens ville Joren, datt mer Problemer hunn. Déi si reperéiert ginn. Dat ass zum Beispill e Mietgesetz, wat net méi funktionéiert, wou d'ailleurs awer och festgestallt gouf an enger Kommissioun – ech muss dat awer och erëm eng Kéier soen, well dat ass och erëm eng Kéier an der Press eriwwer komm –, datt souguer d'Geriichter oder Riichteren der Meenung sinn, datt se d'Gesetz net méi mussen oder kënnen applizéieren oder wëllen applizéieren, wat awer och problematesch ass, fannen ech. Niewebäi gesot, gëtt dat hei zu Lëtzebuerg einfach esou gesot, datt Riichteren oder Geriichter existéierend Gesetzer, déi vläicht net gutt sinn, net wëllen applizéieren.

Mee dat heescht, mir hu souwisou Loyeren, déi vill ze vill héich sinn, well mer eng Gesetzgeebung hunn, déi net funktionéiert. Mir hunn 10 % vun de Wunnengen, wou Leit kéinten dra wunnen, déi eidel stinn, well d'Proprietäre se net wëlle verlounen aus Spekulatiounsgrënn. Dat selwecht mat all deene Bauterrainen, déi net bebaut ginn, well Proprietäre se net wëlle bebauen aus spekulativen Ursaachen. An

dat alles dréit natierlech zu enger Deierecht vun de Wunnenge bäi. An et gëtt einfach net gehandelt zënter Joerzéngten hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn déi reell Problemer, ënnert deene jidderee leit.

An ech menge souguer, datt den eeëmolege Premierminister Jean-Claude Juncker dat awer och e bësse verstanen hat, well e sot jo och, ënner anerem, et géif him wéidoen, datt Lëtzebuerger aner Lëtzebuerger ausbeuten, wat de Logement ugeet. Also soll een déi Saachen net géinteneen ausspillen.

Elo zum Projet de loi. Mir haten och eng interessant Diskussioun doriwwer an der Kommissioun mam Direkter vun der SNHBM. Mir hu versicht, e bëssen och iwwert de méigleche Kafpräis vun deene Wunnengen ze spekuléieren, déi an Emphyteos vun der SNHBM eebe verkaaft ginn. Ech si mat enger Zuel komm, mir haten an der Fraktioun eng kleng Rechnung gemaach, et géif ëm 800.000 ... – 800.000 Millioune wollt ech soen –, 800.000 Euro kaschten. Den Här Entringer ass e bëssen erofgaangen. E sot, warscheinlech wäerte se ëm déi 600.000 Euro d'Wunneng leien, am Schnëtt. Mee dat kéint een nach net alles ganz festleeën.

Bon, do stellt sech schonn de Problem tatsächlech, inwiefern – well et ass jo an der Emphyteos, et kritt een den Terrain net mat – Leit och e Prêt kréien. Well dat sinn awer och Leit, déi um normale Marché normalerweis näischt kënne kafen, awer trotzdeem e beträchtleche Prêt musse maachen, fir eng Wunneng ze kafen an der Emphyteos, wat net onbedéngt esou attraktiv ass. A mir haten dee Problem och schonn zu Elmen.

Bon, elo an der Tëschenzäit ass een eligibel bis am aachten Dezill. Dat heescht, nëmmen déi 20 %, déi am meeschte verdéngen zu Lëtzebuerg, sinn net méi eligibel fir d'SNHBM. Jo, da maache mer et ëmmer méi grouss, da kann ee vläicht déi Biene lassginn. Mee et ass awer problematesch. A mir hu vill iwwert d'Präisformatioun diskutéiert, firwat op eemol och d'SNHBM mat esou héije Präisser konfrontéiert ass, den ëffentlechen Träger. Et ass net de Mindestloun, well an der Tëschenzäit ass de Mindestloun och am Bausecteur éierlech gesot – mir hunn doriwwer geschwat – net eendeiteg méi héich wéi an eisen Nopeschlänner. Dat ass schonn ..., déi Bier ass schonn emol geschielt.

Wouriwwer een awer kéint diskutéieren – an dat huet sech e bëssen awer ..., dat konnt een e bëssen eraushéieren aus der Diskussioun –, dat ass, datt mer e Problem hu bei de Marché-publicken, wou privat Promoteuren a privat Bauconstructeuren u sech eng Aart Entente ze maache schéngen an u sech beim ëffentleche Promoteur vill méi héich Präisser froen, well et iwwer Marché-publicke geet. Do maache se dann hir Margen an da beim privaten, do si se vill méi bëlleg. An dat ass ganz grav. Wa mer privat Promoteuren hätten hei zu Lëtzebuerg, déi eng Entente maachen – ech mengen net, datt dat ganz legal ass – op Käschte vum Steierzueler, op Käschte vum Staat, vun der SNHBM, déi eng SA ass, mee ëffentlech ass, op Käschte vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land, datt si do hiert Geld maachen, op eng net ganz legal Aart a Weis, do muss een dohannertgoen an do muss ee wierklech eppes dergéint maachen.

Och de Problem, datt anscheinend – den Här Mehovic ...

(Interruption)

... ë, Sehovic ass dorobber agaang, pardon, entschëllegt – ...

(Interruptions)

... gewësse Gemengen de private Bauträger eng méi grouss Densitéit erlabe wéi den ëffentleche Bauträger. Ech weess net, ob dat stëmmt. Also dat stëmmt anscheinend ganz kloer. Ech mengen, do misst een och derhannert goen. Ech hoffen, datt et hei Verantwortlecher vu Gemenge gëtt an dësem Raum, déi dat net maachen. A wann dat de Fall wier, da misst een déi Praxis awer ganz staark a Fro stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dann huet den Här Yves Cruchten nach d'Wuert gefrot. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporter, dem Här Goldschmidt, Merci soe fir säi wierklech ganz gudde Rapport. Ech wollt awer reagéieren op eppes, wat e gesot huet als Spriecher vun der Demokratescher Partei.

Well wann een em gutt nogelauschtert huet, hat een esou d'Impressioun, en hätt e Verglach gezunn zwëschent dem Wëlle vun dëser Regierung, fir den abordabele Wunnraum virunzebréngen, an dem Wëlle vun där viregter Regierung.

Ech wëll e fir d'éischt nach eng Kéier drun erënneren, dass seng Partei och an der viregter Regierung war an do souguer de Finanzminister gestallt huet, deen an deenen dote Froen nawell e staarkt Wiertche matzeschwätzen huet.

Mee da wëll ech awer och op dat agoen, wat e gesot huet, wou e Recht huet. En huet gesot, ënnert der viregter Regierung wieren am Fonds spécial, ech mengen, 192 Millioune virgesi gewierscht, elo sinn et der gutt 300. Dat stëmmt.

Et muss een natierlech wëssen, deemools ass de Fonds spécial gegrënnt ginn an do sinn eng ganz Partie Budgetsartikelen emol beieneegeluecht ginn an do ass eng Trajectoire definéiert ginn. A wann een déi da kuckt, wann ech da kucken, wat 2023, also déi al Regierung, déi da warscheinlech manner Wëlle gehat hätt, fir den abordabele Wunnraum virunzebréngen, wat déi virgesinn hat: Déi hat virgesinn, dass am Joer 2027 410 Milliounen géifen an dee Fong gespeist gi fir den abordabele Wunnraum. A wann ech dat dann elo kucke mat deem, wat déi nei Regierung wëlles huet – déi wëllt awer nëmmen nach 375 Milliounen drastiechen an déi wëllt dat Joer drop, 2028, laut dem Pluriannuel just nach 310 an dat Joer drop och nach eng Kéier 310 Milliounen drastiechen, also manner wéi dat, wat déi viregt Regierung wëlles gehat hätt.

Ech wëll awer soen, déi Vergläicher, déi ech elo hei gemaach hunn, déi daachen näischt, grad esou wéineg wéi de Verglach, deen den Här Goldschmidt gemaach huet.

(Hilarité)

Mir wäerten Iech moossen un deem, wat der reell baut. An ech fannen, dass déi Vergläicher tëschent deem, wat déi viregt Regierung wollt, an deem, wat dës Regierung wollt, dass déi eis absolutt null weiderbréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Domat wär d'Lëscht vun de Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Logementsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och un de Rapporter, de Patrick Goldschmidt, deen eis am Detail erkläert huet, wat um Kierchbierg do gebaut gëtt. An ech denken, et ass e Projet, deen eng gewësse Symbolik huet; eng Symbolik aus ganz ënnerschiddlechen Ursaachen.

Éischtens, well ee gesäit, wat d'Ambitioun ass am ëffentleche Wunnengsbau. An ech wëll net drop agoen, wien d'Meritter dorunner huet, well, ech mengen, de Meris Sehovic huet et zu Recht gesot: Et si successiv Regierungen, successiv Wunnengsbauministeren, déi och un esou Projete schaffen, well déi ginn net vun haut op muer. Awer et ass e Fait, wann enzwousch am Wunnengsbau momentan de Bagger leeft, dann ass et am ëffentleche Wunnengsbau, dann ass et am Logement abordable. An dat ass eng gutt Nouvelle.

An och déi Chifferen, wa mer se hei an der Trajectoire kucken, wéi se zitéiert gi sinn, si mer schonn driwwer eraus. Well wann hei 350 Millioune genannt gi si fir d'nächst Joer, am leschte Joer, 2025, hu mer iwwert de Fonds spécial scho 470 Millioune verschafft, ganz konkreet investéiert. An dat ass méi wéi duebel esou vill wéi nach dat Joer virdrun.

Mee dat ass net deem enge säi Meritt oder deem anere säi Meritt. Dat ass e Resultat vun där Konzentratioun, déi mer hunn, déi d'ëffentlech Promoteuren hunn, déi sécherlech d'Nationalpolitick huet, déi vill Gemengen hunn, déi de karitative Secteur huet, fir déi Moyenen an déi Budgeten, déi do sinn, wierklech an den Asaz ze bréngen, fir abordabel Wunnenge kënnen ze schafen.

A mir géifen eis natierlech wënschen, datt mer deen doten Tempo och um private Wunnengsmarché géifen erëm hikréien, well mer brauche Wunnengen. Duerfir ënnerstëtze mer de Privatsecteur och mat VEFA-Wunnengen, déi mer zousätzlech opkafe ginn, nieft de grousse Projeten – an dat heiten ass och ee vun deene grousse Projeten –, vun deene mer am ëffentleche Wunnengsbau schwätzen. Mee mer wäerte sécherlech och d'Käpp nach musse beieneestrecken, fir ze kucken, wéi mer geziilt och de Privatsecteur kënnen ënnerstëtzen, fir datt och do erëm nees, ech wëll net soen, méi gebaut gëtt, eigentlech muss ee soen, iwwerhaapt emol erëm nees gebaut gëtt.

D'Symbolik näert sech awer net nëmmen dohier, datt et en ëffentleche Projet ass, d'Symbolik näert sech sécherlech och duerch déi Plaz, déi et ass um Kierchbierg, um Boulevard, wierklech visibel, am Häerz vun der Stad, do, wou d'Leit schaffen, do, wou den Tram laanscht geet, do, wou jidderee gutt hikënnt. An et ass jo och dat, wat mer wëllen. Mir wëllen net nëmme Wunnengen, mee mer wëlle Wunnengen do, wou d'Leit schaffen. Mir wëlle Wunnengen do, wou et Sënn mécht ze wunnen. Mir wëlle Wunnengen do, wou d'Leit och hiert Liewen herno organiséiert kréien. An dat ass sécherlech op där doter Plaz de Fall.

D'Krittäre sinn hei gefrot ginn: Wien däerf doranner wunnen? Ech denken, eis Gesetzer sinn do kloer. De Logement abordable, wann et ëm d'Locatioun geet, da geet dat iwwert de RENLA. An do si Konditioune gesat ginn.

Ech hu vill diskutéiert och mat Gemengen, zum Beispill, wann déi hir Projete realiséieren, wou ech absolutt verstinn, datt se soen: „Mir wëlle jo selwer vun eise Moyenen an abordabel Wunnengen investéieren, also wëlle mer och decidéieren, datt zum Beispill Awunnerinnen, Awunner vun eis och do kënnen drakommen, datt awer vläicht och kënne Leit, déi bei eis schaffen, do kënnen drakommen, fir datt mer se net all Dag op der Strooss hunn." Dat mécht Sënn.

Ech wëll awer och soen, wann et ëm en nationale Projet an ëm en nationale Bauträger geet, och ëffentleche Bauträger, dann, mengen ech, muss och dee kënne seng Krittären esou setzen, wéi ee gedenkt, se richteg kënnen ze setzen. An ech denke schonn,

datt och do Nohaltegkeetskrittäre wäerten definéiert ginn, déi, déi schonn implantéiert sinn, datt een deene Perspektive gëtt, déi, déi och do schaffen, datt een deene Perspektive gëtt, fir Transportweeër ze evitéieren. Datt Der Lëtzebuerger, déi an der Grenzregioun wunnen, wëllt zréckhuelen, dat ass luewenswäert.

M. Tom Weidig (ADR) | Och d'Auslänner, déi laang hei waren.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och d'Auslänner, déi laang hei waren, absolutt, dat ass luewenswäert. Duerfir verstinn ech net Är hefteg Kritick un der SNHBM, déi Der geäussert hutt, well déi eng Publicitéit dahingehend am belsche Radio geschalt hat, fir genau déi dote Leit kënnen ze erreechen.

Déi Fro, déi gestallt ginn ass nom Equiliber tëschent Locatif a Vente am Abordabelen. Ech mengen, datt mer eigentlech déi richteg Offer hunn. Mir hunn zwee grouss ëffentlech Baupromoteuren. An deen een, deen huet e schwéiert Iwwergewiicht, loosse mer emol soen, am Locatif, an deen aneren éischter mat engem Verhältnis systematesch vu 60 % fir d'Vente a 40 % fir d'Locatioun, mengen ech, och e korrekt Verhältnis, eng Offer, déi do gebraucht gëtt.

Ech gesinn et net esou ganz pessimistesch, datt déi Offer, déi d'SNHBM fir d'Vente mécht, datt déi eigentlech net méi op eng Demande géif treffen. D'SNHBM hat am Ufank vun, soe mer mol, där Zënskris oder där duerch Zënsaugmentatioune bedéngter Kris sécherlech Schwieregkeeten. Mee mëttlerweil ass et esou, datt keng Wunneng eidel steet, déi fäerdeg gebaut ass. Se ginn alleguerte verkaf, wärenddeem de Chantier realiséiert gëtt. Dat weist, datt et do eigentlech och eng Nofro gëtt.

A mir mussen eis awer och agestoen, datt sécherlech ee mat klengem Revenu méi duerch d'Wunnengskris betraff ass wéi ee mat mëttlerem Revenu. Mee d'Wunnengskris ass och eng Realitéit bei Famillje mat mëttlerem Revenue. An duerfir, mengen ech, hu mer als ëffentlech Hand och do eng Obligatioun. An ech wëll eigentlech net an déi Diskussioun do eragoen: Fir wien elo méi a wéi schrauwe mer do? Fir mech sinn eigentlech déi Quota fir déi zwee ëffentlech Bauträger ganz berechtegt. An ech denken, et gëtt och ganz vill aner Promoteuren a Bailleur-sociallen, déi natierlech och hir Politick do kënne maachen. Mir ënnerstëtze se, wa se fir d'Locatioun schaffen. Mir ënnerstëtze se awer och, wa se fir d'Vente schaffen. An doduerjer equilibréiert dat sech, mengen ech, och op e richtegt Mooss landeswäit an an den eenzelne Regiounen.

Dir hutt och d'Fro gestallt, wéi déi Wunnengen, déi de FUAK realiséiert, verkaf ginn. Mir wëssen dat, déi hunn och hir Method, fir déi dann ze verkafen, sécherlech nach eng Kéier no anere Krittären, well de FUAK sech och aneschters finanzéiert, wéi en ëffentleche Baupromoteur dat mécht, mee déi awer och do an deene Präisser nach ëmmer wäit ënnert dem Marché leien. A mir kënnen eis do virstellen, wat de Marché fir Wunnenge vun där doter Qualitéit an där doter Lag matten um Kierchbierg ka sinn, wat een do ka froen.

Ech mengen, datt den Direkter vun der SNHBM an der Chamberskommissioun schonn eng richtungsweisend Äntwert ginn huet iwwert d'Baukäschten. An ech mengen, déi éischt Äntwert, dat war: Mer musse vergläichen, wat vergläichbar ass. Ech kann net en Haus enzwousch an enger Hanglag mat engem schwieregen Terrain, wou den Uschloss nach néierens gemaach ass, vergläiche mat vläicht 100 Haiser, déi ech niewendrun op enger flaacher Wiss, wou den Terrain gutt ass, am Stéck ka bauen.

Natierlech gëtt dat herno pro Haus, déi Haiser kënnen eenzel d'selwecht ausgesinn, mee pro Haus gëtt dat natierlech en anere Präis. An ech mengen, mir wëssen alleguerten, firwat et ass, datt do Économie-d'échellë kënne realiséiert ginn, an datt et ganz staark och op d'Substanz an d'Beschafenheet vum Terrain, vum Grond ukënnt, wat et kascht. An duerfir, mengen ech, soll dat eppes sinn, wat mer sécherlech am A solle behalen.

Mir mussen ausschreiwen, d'Gesetz seet dat ganz kloer, wa mer an deem dote Mooss mat ëffentleche Gelder schaffen. Mee ob dat op engem klenge Marché och vun de Bauentreprisen an den Handwierksentreprisen, e klenge Marché, ob dat ëmmer op déi néideg Konkurrenz dann och do trëfft bei engem Projet wéi deem heiten, déi awer eng Envergure hunn, dat musse mer sécherlech och eng Kéier am A behalen, an datt mer do awer herno och nach ëmmer Präisser engagéieren, déi ze justifizéiere sinn.

Ech wëll, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all de Riedner hei fir déi Zoustëmmung Merci soen a si frou, datt mer hei e weidere Projet an d'Exekutioun kréien. Fir déi, déi emol eng Kéier elo laanschtgefuer sinn, en ass schonn an der Exekutioun. Hei ass de Finanzement, de grousse Subsid fir d'SNHBM, fir dat kënne fäerdeg ze realiséieren, deen noutwendeg ass. An ech géif mech natierlech iwwer weider Projete freeën, souwuel vun den ëffentleche Promoteuren, vun de Gemenge wéi vu ganz villen aneren Acteuren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8656 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8656[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8656 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt Der nach eng Kéier Är Procuratiounen, wannechgelift? Voilà. Merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gérard Schockmel), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Liz Braz), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

11. Interpellation de Mme Joëlle Welfring sur la protection de nos eaux

An da komme mer elo zur Interpellatioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert de Schutz vun eisem Waasser. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Michel Lemaire, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Joëlle Welfring als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, déi meescht vun eis hunn en intensive Plenièresdag an de Knachen, an et geet awer hei, mengen ech, ëm en Theema, dat ville vun eis um Häerz läit oder sollt leien, dat ass eist Waasser.

Hat Dir och als Kand d'Erliefnis, laanscht enger Baach mam Waasser ze spillen? Oder waart Der vläicht och schonn als Erwuessene vun der Schéinheet a vun der Kloerheet, vum Geplätscher vun enger natierlecher Baach beréiert?

Trotz esou Souveniren an obwuel näischt méi wichteg fir eist Iwwerliewen ass wéi Waasser, hu mer eis an eisem Alldag ëmmer méi vun de Waasserleef distanzéiert. An dat ass net vun ongeféier, well Baachen a Flëss goufen op ville Plazen zu fonctionelle Wierker degradéiert. Si goufe viru laanger Zäit scho begradegt, betonéiert, soulaang schonn, dass mer eis gréisstendeels un dësen onnatierlechen Zoustand gewinnt hunn an en als normal ugesinn. Mir hu vergiess, wéi lieweg d'Waasserleef mol waren, jo, dass et iwwerhaapt eppes Lieweges ass, e Ganzt, wat mer musse respektéieren an ëm dat mer eis musse këmmeren, fir säin Zoustand nees ze verbesseren.

An dat ass eng komplex Aufgab, well e Floss muss haut vill Aufgabe fir eis Gesellschaft erfëllen: E liwwert Waasser a Fësch, en ass en Transportwee fir eis Wueren, Energieliwwerant, en evakuéiert belaaschtent Ofwaasser, en ass eng Erhuelungsplaz, Liewensraum fir vill Aarten an nach villes méi.

Fir dëser Aufgab usazweis gerecht ze ginn, gouf an der EU viru 26 Joer déi sougenannte Waasserramerichtlinn als zentraalt Reegelwierk an d'Liewe geruff.

Am Joer 2000 hu sech d'Memberstaaten domat zum Zil gesat, Grondwaasser, Flëss, Séien a Küstegewässer, déi jo all zesummenhänken, bis spéitstens 2027, also d'nächst Joer, an e gudden ekologeschen a cheemeschen Zoustand ze bréngen. Zwee rezent Rapporte vun der Waasserverwaltung a vun der Europäescher Kommissioun weisen awer, dass trotz deene villen Efforten, déi iwwert déi lescht zwou Regierunge gemaach goufen, Lëtzebuerg säin Zil nees wäert verfeelen.

Firwat nees? Well de Waasserschutz iwwer Joerzéngte keng politesch Prioritéit war. De Bau vu genuch

Kläranlagen, fir d'Ofwaasser ze rengegen, gouf zum Beispill wärend Joerzéngten net mat deem néidegen Engagement virugedriwwen. An domadder gouf net just wichteg Zäit fir eis Baache verluer, mee och Steiergelder. Fir méi genee ze sinn: sechs Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg bezuelt huet, nodeem eist Land wéinst Netrespekt vun der Ofwaasserdirektiv verurteelt gouf. Dat – an ech muss et soen –, niewebäi bemierkt, nodeems de Waasserschutz zwielef Joer laang onënnerbrach am Zoustännegkeetsberäich vun CSV-Interieursministeren ënner CSV geféierte Regierunge war. Wa mir also haut iwwer Verspéidunge schwätzen, da musse mer och éierlech iwwer hir Ursaache schwätzen.

D'Conformitéit zu dëser Direktiv konnt eréischt erreecht ginn, nodeem d'Carole Dieschbourg d'Zigel ugezunn huet: Eleng tëschent 2015 an 2023 goufe 15 nei Kläranlagen a Betrib geholl. A mat all Kläranlag verbessere sech d'Wäerter vum Waasser.

An alle Beräicher vum Waasserschutz gouf ab 2013 staark investéiert, fir d'Retarden an d'Inaktioun vun de Jore virdrun nees guttzemaachen, dat mat Resultater, déi sech weise loossen:

Bei der Renaturéierung vun de Baachbetter gouf zwëschent 2015 an 2023 aachtmol méi renaturéiert wéi an der Period virdrun. An all Renaturéierung verhënnert net just, dass Waasser bei Héichwaasser a Staarkreen an eise Kellere lant, mee d'Flëss gi méi lieweg an d'Natur fënnt hire Wee nees zréck.

Beim Schutz vun eise Waasserquelle gouf no 2013 eng Preventiounspolitick vun null opgebaut, mam Resultat, dass zéng Joer méi spéit 38 nei Drénkwaasserschutzzonen en place gesat goufen. An all geschützte Quell spuert de Steierzueler vill Geld a séchert eist Drénkwaasser of.

Och bei der Begleedung gouf massiv ausgebaut, mat Waasseranimateuren, Kooperativen a geziilte Programmer wéi d'„Käre vum Séi", déi zesumme mat der Landwirtschaft de Pestizid- an Düngerverbrauch reduzéieren an hinne méi Ofsazméiglechkeete bidden. Och d'Gemenge goufen duerch finanziell Moyenen an nei Instrumenter besser ënnerstëtzt. Beispill: de Water Safety Plan, deen eis EU-wäit zum Virreider gemaach huet bei der Ofschätzung vu Risike vun der Drénkwaasserinfrastruktur.

Dat Ganzt weist: Wann de politesche Wëllen do ass, da geet et virun.

An trotz dësen Efforten ass haut kee vun eise Waasserleef an engem gudden Zoustand an och sinn d'Hallschent vun eise Grondwaasserkierperen an engem schlechten Zoustand.

Als Haaptursaach nennt d'Kommissioun d'Närstoffer – Stéckstoff a Phosphor – an d'Pestiziden aus der Landwirtschaft. Am Grondwaasser fënnt een Herbiziden, déi scho säit zéng Joer net méi dierfen agesat ginn. Dëst weist, wéi laang d'Grondwaasser brauch, fir sech ze erhuelen, a wéi wichteg e proaktiven, konsequente Quelleschutz ass.

Mee loosst mech hei ganz kloer sinn: Net déi landwirtschaftlech Betriber u sech sinn hei de Problem – hiren dagdeeglechen Asaz, fir eis Liewensmëttel ze produzéieren, verdéngt eise Respekt –, mee de System, an deem si schaffen, ass den eigentleche Problem. An ech kommen elo gläich nach eng Kéier drop zréck.

Trotz där viller Aarbecht vun deene ville Leit an der Waasserverwaltung, am Ministère, an de Gemengen, de Waassersyndikater, de Beroder an och deene villen engagéierte Baueren ass et kloer, dass nach ëmmer weider Efforten néideg sinn, well mir hunn d'Zil vun enger gudder Waasserqualitéit nach net erreecht.

Wouru läit dat? Brauche mer just nach méi finanziell Moyenen, nach méi Aiden, méi Mataarbecher/innen oder nach méi strikt Reegelen, besser Kontrollen? Jo, Lëtzebuerg ass säit Januar dëses Joers an enger Infraktiounsprozedur, well d'Waassergeneemegungen oft net genuch nogebessert ginn.

Brauche mer wierklech nach e weidere Plang – Stéchwuert Waasserresilienzplang – oder méi kloer Zoustännegkeeten, eng verbessert Koordinatioun bei der Ëmsetzung, méi kloer Prioritéiten? Oder – an et ass ironesch gemengt – vläicht manner ambitionéiert Ziler an dofir manner Reegelen?

D'Approche, déi gewielt gouf, fir och am Hibléck op d'Ausschaffung vum nächste Waasserbewirtschaftungsplang eng Rei geziilte Froen ze stellen an ze versichen, eng Prioriséierung vun deene villen néidege Moossnamen ze erreechen, ass net onninteressant. Wat awer onbedéngt an de Mëttelpunkt vun den Ustrengunge muss réckelen, ass d'Spannungsfeld – jo, och hei hu mer eent – tëschent der demografescher an ekonomescher Entwécklung an den Usprëch un eis Landwirtschaft engersäits an dem Schutz vun eisen nationale Waasserressourcen op där anerer Säit.

Déi puer éischt Follge vum Podcast „Iwwerfloss" vum 100,7 ginn e ganz anschaulechen e gudden Iwwerbléck iwwert dës Zilkonflikter. Dës sinn net nei. An dass all déi fräiwëlleg Moossnamen, déi bis elo ëmgesat goufen, net duerginn, ass elo méi kloer wéi jee. An dës Regierung dierf net einfach um Stand vun 2023 stoe bleiwen, sech mat Projete vun de Virgängerregierunge weisen, sprëch Käre vum Séi oder LAKU, an d'Aen zoumaache virun de flagrante Problemer an de knifflegen Zilkonflikter, déi awer eng Realitéit sinn.

Wat mir brauchen, ass eng weider Acceleratioun vum Waasserschutz. Dat bedeit, d'Limitte vun eise Waasserressourcë systematesch an alle Politickzweige matzedenken. Prioritär, jo, an der Landwirtschaft, well, wéi gesot, zielen d'Närstoffer an d'Pestiziden zu den Haaptursaache fir d'schlecht Waasserqualitéit vun eise Gewässer. Nach eemol: Net d'Bauere sinn hei an der Schold, mee de System, an deem si schaffen.

Wat ass der Regierung hir Äntwert heirop? Laut Interviews wëlle weeder d'Landwirtschaftsministesch nach Dir, Här Minister, op zousätzlech contraignant Reegele setzen, mee éischter op fräiwëlleg Moossnamen. Kuriéiserweis goufen all meng Proposen, fir am Sënn vum Waasserschutz déi finanziell Hëllef fir d'Baueren auszebauen, vun der Landwirtschaftsministesch awer ofgeblockt.

E Beispill dofir: E Punkt, bei deem sech all Experten eens sinn, ass d'Ariichte vu Pufferzone laanscht d'Baachen, also fräi Sträife Land, déi net beaarbecht ginn. Dëst ass eng effikass a vergläichsweis einfach Method, fir eis Baache virum Impakt vun Dünger a Pestiziden ze schützen. Eng Aide heifir gëtt et, mee se gëtt just wéineg vun de Bauere genotzt. Sollt een dës Aiden net eropsetzen, se besser ausleeën, fir dass d'Bauere méi matmaachen?

Dat selwecht gëllt fir d'Lagerung vun der Gülle, fir dës auszebauen, oder fir d'Reduktioun vum Pestizidasaz, virun allem ronderëm d'Quellen. D'Äntwert vun der Regierung war allkéiers: „Mir änneren näischt." Jo, wat dann elo?

Dat Ganzt ass paradoxal: De Waasserschutz soll verbessert ginn, mee ouni weider Reegelen an ouni weider Mëttelen. Dat ass eng bewosst politesch Decisioun, déi dozou féiert, dass mer am Waasserschutz beschtefalls op der Plaz trëppelen a schlëmmstefalls d'Situatioun sech weider verschlechtert.

Här Minister, ech froen Iech ganz konkreet: Wéi kann dës Regierung am Waasserschutz virukommen, wa se souwuel nei Reegelen, mee och méi Ënnerstëtzung fir d'Baueren ausschléisst?

D'Äntwerten op meng QPe sinn zimmlech kloer: Amplaz Léisunge fir dës strukturell Zilkonflikter tëschent dem aktuelle landwirtschaftleche Produktiounsmodell an dem Schutz vun eise Waasserressourcen ze fannen, gi vun diverse Regierungsmemberen d'Problemer zerriet an et gëtt mam Fanger op aner Ressorte gewisen. Ech erënnere mech lebhaft u verschidden Diskussioune ronderëm d'Nitratdirektiv an der Landwirtschaftskommissioun oder an der Jointe.

D'Bauere selwer stinn ënner Drock tëschent den Ufuerderunge vun de Konsumenten, Reegelen an ëmmer méi grousser Kompetitivitéit vum internationale Maart. Dësen Däiwelskrees ass net nei a gouf och an deene leschte 40 Joer net geléist, Stéchwuert Mëllechséien a Botterbierger an den 80er-Joren.

Haut gi bei all wirtschaftlecher Kris reflexaarteg fir d'éischt emol Ëmweltreegelen ofgeschaaft, obwuel et kloer ass, dass dës net d'Ursaach vun deem immense Kompetitivitéitsdrock sinn, mee e Versuch, d'Kollateralschied heivun a Schach ze halen. An esou bleift d'Regierung am Widdersproch: Si seet, si wëll de Waasserschutz verbesseren, mee refuséiert, déi politesch Decisiounen, déi dofir néideg wären, ze huelen. Jo, se refuséiert zum Deel souguer, de Problem unzeerkennen.

Här Minister, hutt Dir d'Fuerderunge vun der Landwirtschaftsministesch matgedroen, déi europäesch Nitratdirektiv ofzeänneren? Dës nei Reegelung, déi säit Januar en place ass, soll engersäit sënnvollerweis hëllefen, Närstoffkreesleef ze schléissen, mee awer gläichzäiteg och de Seuil vun deenen zoulässege Stéckstoffanträg pro Hektar duerch d'Ausbréngung vu Gülle a Gülleprodukter an d'Luucht setzen. Et besteet de reelle Risiko, dass ee vun eisen erwisene Problemer fir eis Gewässer heimadder nach weider verschäerft gëtt.

Hei erwaarde mir eng kloer Linn: D'Ëmsetzung hei am Land muss garantéieren, dass de Schutz vun eise Waasserressourcen net op d'Spill gesat gëtt. Här Minister, gesitt Dir dat och esou? Wat ass Är Positioun dozou a wou ass d'Nitratgesetz drun?

Dat selwecht gëllt fir d'Waasserramerichtlinn, déi ënner anerem och op Är Demande hi soll erëm opgemaach ginn. Eng Revisioun dierf net dozou féieren, dass wichteg Schutzklauselen a Fro gestallt ginn. Här Minister, wat ass Är Äntwert heirop?

Kee wëll doudeg Baachen a kee wëll, dass landwirtschaftlech Betriber mussen zoumaachen, well se um Enn vum Mount d'Enner net beieneekréien. Mat enger Agrarministesch, déi en exzellenten Zougang zum Secteur huet an d'Parteikaart mam Ëmweltminister a mam Landwirtschaftskommissär deelt, besti säit zwee an engem hallwe Joer déi perfekt Konditiounen, fir de Waasserschutz weiderzeentwéckelen a schlagkräfteg Léisungen auszeschaffen. Ma vill Konkreetes, ausser Scholdzouweisungen, ass nach net ze gesinn. A wann et net virugeet, läit et net un de Baueren, mee un de politesche Choixen.

Här President, d'Richtunge sinn och kloer: Nodeem beim Opstelle vum nationalen Alimentatiounsplang vun dëser Regierung eng weider Chance verpasst gouf, déi fundamental Ausriichtung vun eisem Ernärungssystem am Sënn vun engem besseren Aklang mat eise Waasserressourcen ze iwwerschaffen, ass deen nächste wichtege Chantier dee sougenannten „Nationalen a Regionale Partnerschaftsplang", NRPP, e strateegesche Plang am Kader vun der europäescher Gemeinsamer Agrarpolitick, an natierlech dat neit Agrargesetz, dat bis Ufank vum

nächste Joer soll definéiert ginn. Dat sinn nach aacht Méint.

Dës Aarbechte goufe virun e puer Méint offiziell lancéiert. An et ass och do, wou d'Musek fir d'Zukunft spillt, net just fir eis Landwirtschaft, mee och fir eis Baachen a Flëss, an et ass och elo dee richtege Moment, fir zesummen, och mat der Zivillgesellschaft, dorun ze schaffen. D'finanziell Hëllefe mussen esou gestalt ginn, dass se dem Allgemengwuel nëtzen. D'Ëmwelthëllefe mussen esou fléissen, dass se dem Waasser an der Biodiversitéit laangfristeg a moossbar e Maximum bréngen.

Ënner anerem huet d'Plattform „Meng Landwirtschaft" mat 20 Organisatiounen eng Rei wichteg Recommandatiounen ausgeschafft, déi hei onbedéngt mussen afléissen. Den Ëmweltministère muss elo onbedéngt eng aktiv Roll an dësen Aarbechten anhuelen.

Här Minister, ass dat bis elo konkreet geschitt? Ech wär frou, hei wierklech eng prezis Äntwert ze kréien. Wat waren Är Ziler a Virgaben, déi Dir an dës Echangë mat erageholl hutt respektiv wäert an Zukunft mathuelen, fir de Stellewäert vum Waasserschutz an der landwirtschaftlecher Produktioun ze verbesseren?

Ënner anerem heizou wéilt ech eng Motioun virleeën – wannechgelift –, …

Motion 1

« La protection des eaux »

La Chambre des Députés,

considérant que

– l'eau constitue une ressource vitale, indispensable à la vie humaine, à la santé publique, aux écosystèmes ainsi qu'au développement économique et social ;

– la qualité et la disponibilité de l'eau conditionnent non seulement l'approvisionnement en eau potable, mais également la résilience des territoires face aux effets du dérèglement climatique ;

– la directive-cadre sur l'eau (DCE) vise à protéger les eaux de surface et les eaux souterraines ;

– selon la DCE, toutes les masses d'eau européennes doivent être dans un bon état écologique d'ici 2027 ;

– l'Administration de la gestion de l'eau a constaté que, malgré les efforts entrepris au cours des dernières années, « la mise en œuvre des mesures du troisième plan de gestion n'avancent actuellement pas assez rapidement pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'eau d'ici 2027 » ;

– dès lors, une accélération notable des mesures mises en œuvre s'impose, notamment en matière de réduction des polluants, de restauration hydromorphologique et de gestion des nutriments,

invite le Gouvernement

– à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires afin de garantir l'amélioration durable de la qualité des eaux, notamment en renforçant les capacités en matière de suivi, de contrôle et de coordination pour la mise en œuvre des politiques de l'eau ;

– à veiller à ce que le futur plan stratégique national (PSN/NRPP) intègre dans sa mise en œuvre des résultats mesurables en matière d'amélioration de la qualité des eaux et de préservation de la biodiversité, et à ce que ces objectifs guident l'orientation des aides agricoles ;

– à s'engager pour une élaboration cohérente et transparente de ce plan, en y associant, entre autres, les organisations agricoles et environnementales ;

– à s'engager, au niveau européen, pour le maintien, voire le renforcement du niveau de protection des ressources en eau ;

– à intégrer explicitement la contrainte des ressources en eau dans la stratégie industrielle nationale et à conditionner le développement de nouvelles activités aux capacités des ressources naturelles, afin de réduire au maximum les prélèvements, les rejets et les impacts sur la qualité des eaux et la nature.

(s.) Joëlle Welfring, Claire Delcourt, Marc Goergen, David Wagner.

… déi vun de Kolleege vun der LSAP, déi Lénk an de Piraten ënnerschriwwe gouf.

Fir de Waasserschutz virunzebréngen, ass et och evident, dass eis Quelle bis an d'Zon 3 viru Pestizide strikt musse geschützt ginn. Och d'Verbreede vum TFA, der Trifluoressegsaier, vun där mer hei scho vill geschwat hunn, déi duerch d'Ausbrénge vu Gülle entsteet, erweist sech hei als Problem fir eist Drénkwaasser.

Här Minister, wéi a wéini gedenkt d'Regierung, hei aktiv ze ginn? Heiriwwer hat ech och schonn eng Motioun deposéiert virun engem Joer, an déi gouf net ugeholl mam Argument, dass dat jo deemnächst géif gemaach ginn. Dofir sinn ech gespaant op Är Äntwert.

Ech kommen elo zu engem anere Volet, nämlech deem vun der Industrie. Och an der Industrie gëllt et, integréiert ze plangen, well nieft de Privatstéit verbrauchen och verschidde Betriber grouss Waasserquantitéiten an och si hu mat hirem Ofwaasser en Afloss op eis Waasserqualitéit.

Nei industriell Projete musse vun Ufank un an am Aklang mat eise physikalesche Limitte vun eisem klenge Land entwéckelt ginn an och mat eise Waasserreserven. Jo, mir brauchen an Zukunft eng gesond Industrie fir d'Hierstellung vu Produkter a Servicer, déi mer als Gesellschaft brauchen, fir Aarbechtsplazen a fir eise Sozialsystem ofzesécheren. Mee Lëtzebuerg ass kee Standuert fir ressourcenintensiv Standardproduktiounen.

Ech hu leider haut keng Zäit, fir op déi vill kontrovers Projeten anzegoen, FAGE, Knauf an och Google. Dat musse mer eng aner Kéier maachen. Mee eent ass kloer: Mir si bei esou grousse Projete gewëssermoossen dozou verdaamt, net nëmmen deene potenziellen Investore vun Ufank un eis Limitten op den Dësch ze leeën, mee wann zu Lëtzebuerg weider soll investéiert ginn – an dat wär wichteg –, da muss dat mat deenen néidege Moyene méiglechst geziilt, transparent, innovativ an esou ressourcëschounend wéi méiglech gemaach ginn.

D'Fro, déi ech der Regierung wéilt stellen, ass dofir: Gëtt et eng gemeinsam entwéckelt Industriestrategie am Aklang mat eise Ressourcen? Am Regierungsprogramm steet, dass eng Strategie fir d'Industrie vun der Zukunft soll entwéckelt ginn. Sidd Dir, Här Minister, do mat agebonnen? A wa jo, wou sinn dës Aarbechten drun? A wat si konkreet Är Prioritéiten?

A fir eng lescht Kéier op den europäesche Plang zréckzekommen: Fir d'Impakter vu Kosmeetikprodukter a Medikamenter op eis Baachen ze reduzéieren, ouni domat d'Budgete vun de Gemengesyndikater an d'Steierzueler duerch den néidegen Ausbau vun ëmmer méi grousse Kläranlagen nach méi ze belaaschten, gesäit déi revidéiert Ofwaasserdirektiv, déi 2022 initiéiert gouf, de Verursaacherprinzipp vir. Wat heescht dat? Ma dass déijéineg, déi Produkter op de Maart bréngen, déi schiedlech fir d'Waasser sinn, sech och solle gerechterweis un den Efforte bedeelegen, déi musse gemaach ginn, fir dat belaaschtent Ofwaasser ze rengegen, sprech déi véiert Klärstuf. Eng ganz Rëtsch Organisatiounen an ëffentlech Waasserservicer duerch ganz Europa schloen Alarm, dass Lobbyiste vun dësen Industriebranchë grad Drock maachen, fir och dës Direktiv nees opzemaachen an de Verursaacherprinzipp am Numm vun der Simplifikatioun nees ofzeschafen oder zumindest ze schwächen.

Här Minister, wat ass Är Positioun dozou? A wat wäert Dir ënnerhuelen, fir deem entgéintzewierken an dofir ze suergen, dass och an Zukunft déi Secteuren, déi d'Belaaschtung vun eisem Waasser mat verursaachen, sech fairerweis un de Rengegungskäschte bedeelege wäerten?

Här Minister, Dir dreemt vum Schwammen an der Uelzecht. An ech kann Iech versécheren: Mat deem Dram sidd Dir net eleng. Propper Gewässer, an deenen eis Kanner kënne spillen, dat wënsche mir eis alleguer. Mee wann Dir et heimat eescht mengt, da geet et net duer mat Sensibiliséierungscampagnen. D'Vergaangenheet weist: Wann de politesche Wëllen do ass, da geet et virun.

Den Zoustand vum Waasser ass keng Fatalitéit, mee e Resultat vu politesche Choixen, och där onbequeemer. D'Komplexitéit vum Problem verlaangt, dass den Ëmweltminister seng Partei- a Koalitiounskolleege vun der Wichtegkeet vum Waasserschutz iwwerzeegt kritt a kohärent handelt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech si gespaant op dës Debatt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. A merci och der Madamm Welfring fir dës Interpellatioun zu engem Theema, léif Kolleeginnen a Kolleegen an Här Minister, wou ech ganz d'accord sinn, dass et wierklech e wichtegt Theema ass. Also ech deelen do total Är Iwwerzeegung, dass mer iwwer e ganz zentraalt Theema schwätzen. Dat ass jo en Theema, dat mer an der Ëmweltkommissioun ënnert deem engen oder aneren Aspekt schonn eng Kéier direkt oder indirekt behandelt hunn. An haut kréie mer elo d'Geleeënheet, et eeben och eng Kéier a gefaasstener Form zesummefaassend dann ze diskutéieren.

Dat Theema vun der Waasserqualitéit national, heiheem ass en Theema, dat oft ënnerschat gëtt. Et gëtt oft vergiess, mengen ech, an där ganzer Diskussioun ronderëm Natur, Diversitéit a Klima an et gëtt international och reduzéiert op déi Fro vu Waasserbesëtz, Waasserkricher, déi op eis duerkommen, an esou weider an esou virun. Also, d'Theema Waasser ass op ganz villen Niveauen am Moment en enorm zentraalt, fannen ech.

An de Constat, deen Der gemaach hutt, Madamm Welfring, deen deelen ech och an deen deele mir och als Fraktioun. Ech wëll e just e bëssen anescht anuerdnen, wéi Dir et gemaach hutt, mee dovu kënnt Der jo ausgoen, dass dat esou och legitimm ass.

De Constat, deen Der gemaach hutt – an ech deelen deen –, ass: D'Fakte si jo eigentlech kloer. Mir hunn elo 0 % Zilerreechung, wat eis Uewerflächegewässer ugeet. Mir hu schlechter, mir hu määsseger a mir hunn der mat mëtteler Qualitéit, awer bei deene richteg gudde si mer bei 0 %. Et ass also kee Gewässer an deem Sënn an engem gudden Zoustand. An d'EU-Verfare leeft. Dat wëlle mer iwwerhaapt net relativéieren. Dat sinn déi Fakten, mat deene mer haut musse schaffen.

Ech mengen, dass de Problem elo net de feelende Wëllen ass, mee dass mir eis an engem Theema beweegen, dat gepräägt ass vun enger enormer Komplexitéit an och vu Laangfristegkeet vun der Erausfuerderung.

Wat mengen ech domat? Also, elo ze soen, et géif alles ze lues goen, ass, mengen ech, net déi richteg Beschreiwung vun der Situatioun, well mir géifen domat dräi zentral Realitéiten ausgrenzen. Ech ginn Iech awer duerchaus de Credit, dass Der déi och genannt hutt. Mir hunn engersäits déi strukturell Ausgangspositioun zu Lëtzebuerg. Déi ass awer scho speziell. Mir hu ganz kleng Flëss, dat heescht, wa mer Schuedstoffer an eise Flëss hunn, da si se staark konzentréiert. Si kënne sech net ausbreeden. Mir hunn eng héich Bevëlkerungsdicht, dat heescht, mir hu méi Ofwaasser, dat an eise Gewässer lant. A mir hunn och e begrenzte Raum an doduerch natierlech déi Notzungskonflikter, déi Der natierlech direkt oder indirekt och ugeschwat hutt an Ärer Interpellatioun, wat d'Waasser ugeet. Dat heescht, mir hunn eigentlech méi schlecht natierlech Viraussetzunge bei deem heiten Theema wéi ganz vill aner Länner.

Dat Zweet, wat ech awer och wëll dozou soen, ass: Et gëtt och eng Zäitverzögerung vun de Moossnamen. Mir hunn eng ganz Rei Belaaschtungen …, also Nitrat- a Pestizidreduzéierungen, déi awer mindestens fënnef bis zéng Joer brauchen, bis se iwwerhaapt feststellbar sinn, bis se iwwerhaapt …, also si hunn eng Verzögerung. Dat heescht, politesch Entscheedunge wierken och net direkt. Dat bleift also eng Zäit laang nach siichtbar beziehungsweis hält eréischt zu Zäiten op, wou mer vläicht scho gemengt hunn, mir hätten alles gemaach.

An da muss een och derbäi soen: Mir hu mëttlerweil awer méi streng Moossmethode wéi virdrun an et si méi Schuedstoffer moossbar. An en Deel vun der Verschlechterung läit och un enger besserer Analys, wat natierlech och e Virdeel ass, well mer da besser wëssen, wou mer dru sinn. Ech wëll et also net relativéieren, mee ech wëll et awer an deen dote Kontext anuerdnen, well ech mengen, dat ass awer wichteg ze soen, fir dass eis Interpretatioun och herno stëmmt.

Elo huet Lëtzebuerg awer schonn eng ganz Rei vu massive Moossnamen ëmgesat. Mir hunn elo den drëtte Bewirtschaftungsplang. Et ass ee vun deene gréissten Ëmweltprogrammer vum Land, an Dir selwer wësst et ganz gutt, well Dir stitt mat um Ursprong vun deem Bewirtschaftungsplang. Et sinn 197 Moossnamentyppe mat 2.300 konkreeten Eenzelmoossnamen. Dat ass also enorm, wat mer do preparéiert hunn. A wann een d'Dokument duerchliest, da si mer jo bei iwwer 500 Säiten. Et ass immens breet ugeluecht iwwer all d'Secteuren.

Also, et gëtt kee Stëllstand an deem Sënn, mee et gëtt eng systematesch Ëmsetzung. Déi ass natierlech enorm breet. An ech wëll elo hei a menger kuerzer Interventioun eng Kéier, wa mer elo iwwer konkreet Moossname schwätzen, déi kuerz a fënnef Kategorien andeelen, well ech mengen, dass et och do wichteg ass, gutt ze ënnerscheeden, wat fir eng Kategorië mer eigentlech do hunn.

Eng éischt Kategorie ass natierlech den Haapthiewel an der Thematik, nämlech d'Ofwaasser an d'Infrastruktur. Mir hunn de Problem: en héijen Drock duerch d'Bevëlkerung an duerch d'Ofwaasser. Ech mengen, mir haten an de leschte 40 Joer – Dir kënnt mech gäre korrigéieren – awer ongeféier eng Verduebelung vun der Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn oft onkloer Originne vun Ofwaasser duerch industriell Verschmotzung. Eng Moossnam, déi mer natierlech elo schonn treffen an déi elo och ka getraff ginn, ass den Ausbau vun de Kläranlagen an domat och d'Upassung un de Wuesstem vun der Bevëlkerung. An dat si momentan Investitiounen am Honnerte-Millioune-Beräich. Also, ech weess elo … Well ech zu Begge wunnen, ass den Ausbau vun der Beggener Kläranlag natierlech en Theema, dat mech ganz besonnesch interesséiert. An och d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus dem Stater Schäfferot kënnen dat kopfnickend bestätegen. Do si mer bei iwwer 300 Milliounen, ne? Genau. An inklusiv déi véiert Klärstuf. Also dat ass scho grouss, wat mer do maachen. Do gëtt also ganz konkreet investéiert.

En zweete Beräich, eng zweet Kategorie, déi natierlech déi zentral Belaaschtung duerstellt, an Dir hutt dat och zu Recht gesot, sinn natierlech d'Landwirtschaft an d'Närstoffer, déi domat verbonne sinn. Also de Problem sinn d'Nitrater am Dünger, d'Phosphater duerch Dünger, Kläranlagen. D'Pestiziden duerch d'Sprëtze betreffen 101 vun 106 Gewässer hei zu Lëtzebuerg – woubäi ee muss soen, dass d'Berechnungsmethod awer „one out, all out" ass. Dat heescht also, wann ee vun de Krittären negativ ass, dann ass de ganze Floss, beziehungsweis d'Gewässer, eeben negativ. Déi Moossnamen, déi elo am Moment do am Raum stinn an déi geholl ginn, sinn den Närstoffmanagement, Reduktiounsprogrammer an och eng Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft.

An ech fannen dat wichteg, dass mer dat betounen – an Dir hutt et awer och selwer gesot –: Léisunge si just mat der Landwirtschaft zesummen ze fannen, net géint se.

A mir beweegen eis hei och op europäeschem Niveau am Kader vum Green Deal, vun der Farm-to-Fork-Strategie. Et gëtt déi europäesch Zuelen, déi Lëtzebuerg eragereecht huet, wat d'Gesamtmenge vun agesate Pestiziden ugeet. Do läit Lëtzebuerg elo schonn ënnert dem Riichtwäert 2030. An och bei deene Pestiziden, déi besonnesch geféierlech sinn – dat ass nach eng aner Statistik –, läit Lëtzebuerg och ënnert deem Riichtwäert, dee fir 2030 virginn ass. Ech ginn zou, dat ass zwar keen direkte Moosswäert, mee et ass awer en Indicateur, dass mer an deem dote Beräich ganz vill schaffen.

Wat sinn esou Léisungen, wann een déi Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft sicht? Wat si méiglech Weeër? Also, ech mengen, dass et ganz wichteg ass … An dat soe mir ëmmer erëm als CSV, mee ech mengen, Dir sidd do och d'accord: Dee ganze Berodungssystem, dee ganze Sensibiliséierungssystem, och dee System vun Hiféieren zu Alternativen – wat sinn déi Alternativen, déi am Raum stinn? Dann awer och déi Projeten, wou de Baueren hir Aarbecht bewosst a geziilt valoriséiert gëtt. Dir hutt zum Beispill d'Käre vum Séi genannt. Do ass jo elo eng Filière – ech mengen, et däerf ee se nennen – beim „Jos a Jean-Marie" opgebaut ginn, fir eebe genau déi dote Kären ze verschaffen. Et ass fir d'Baueren enorm wichteg, dass se wëssen, wa se Käre produzéieren ënner nohaltegen Ëmstänn: Wouhinner gi se herno? An a wat fir enger Filière kënne se gebraucht ginn? Hei ass deen dote Fall. Dat do ass wierklech en Hoffnungsfall, wou eigentlech gewise gëtt: Eng Filière opzebauen, wou s de herno eppes kanns verbrauchen, ass hannen um Enn dat Entscheedend fir d'Baueren, fir kënnen hir Saachen, hir Produiten ze verschaffen.

Mir wëssen awer och, dass Kulture wéi Äppel oder wéi Gromperen oft a Waasserschutzgebidder stinn. An ech mengen, dass mer eis eens sinn …, oder ech gesinn zumindest net, wéi mer elo vun engem Dag op deen aneren deene betreffende Ubauer, also de Baueren, dat do solle verbidden. Mee do ass eeben de gemeinsame Phase-out deen entscheedende Punkt.

Deen drëtte Punkt, deen ech wollt erwänen, also vun deene Kategorien, an deene mer konkreet Moossnamen ergräifen, ass d'Renaturéierung an d'Gewässerstruktur, well ech jo grad virdru gesot hunn, mir hu vill verbaute Flëss an oft eng ganz schlecht Duerchgängegkeet. Villes bleift op dichtem Terrain hänken, an dichtem Waasser hänken. Mir hunn déi Moossnamen, an déi si jo och konkreet siichtbar am Land. Hei an der Stad hu mer dat, op ville Plazen am Land gesäit een dat, déi Renaturéierung vun eise Flëss. Mir beseitegen d'Barriären, déi eebe Flëss ausbremsen, a mir probéieren, natierlech Flëss oder Gewässer erëm hierzestellen.

Déi Projete sinn technesch komplex – dat muss een och derbäi wëssen – a brauchen Zäit a Fläch. An oft sinn d'Proprietéitsverhältnisser dat, wat eis do am meeschte bremst, well et eeben net einfach ass, ëmmer all déi Proprietéiten ze hunn, déi ee brauch, fir e Floss erëm ze renaturéieren.

Dat Véiert, déi véiert Kategorie, sinn d'Grondwaasser an den Drénkwaasserschutz. Ech gesinn, dass d'Madamm Beissel elo direkt scho ganz opmierksam ass, well d'Drénkwaasser ass eeben eppes, vun deem ech vun hir weess, dass dat en Theema ass, wat ech do geléiert hunn. Mir hunn d'Belaaschtung duerch Pestiziden an déi Allaaschten. Dat ass eis kloer. Och dat hutt Der gesot, an ech kann dat och am Constat hei kloer ënnersträichen. Mir hunn elo eeben tatsächlech déi Schutzgebidder, de Monitoring, och déi méi streng Kontrollen. D'Resultat ass, dass mer do deelweis elo besser Resultater hu wéi bei den Uewerflächegewässer, wat natierlech positiv ass, wat also scho weist, dass déi Mesüren eppes bréngen.

De fënnefte Beräich, deen ech och wollt erwänen, sinn de Monitoring an och d'Wëssenschaft. An dat ass en Theema, dat mer jo oft an der Kommissioun haten, also wa mer elo iwwert déi nei Schuedstoffer oder déi Schuedstoffer, déi elo entdeckt ginn iwwert déi nei Methoden, PFAS, TFA an esou weider, schwätzen. Dat hate mer elo oft an der Ëmweltkommissioun. An ech ginn Iech och ganz Recht, dass et wichteg ass, genau dat dote genau ze kucken, genau hinzekucken, mat Aemooss natierlech. Mee do gëtt et jo elo e Plang vun der Regierung op deem doten Niveau, och fir den Ausbau vun de Moossinstrumenter an déi genau Analys. De Problem ass kloer. An ech mengen, dass elo och genau higekuckt gëtt.

D'Realitéit ass: Mir hunn eis Ziler nach net erreecht. Dat ass wouer. Nach eng Kéier de Kontext: d'strukturell Geografie, d'Allaaschten aus der Vergaangenheet, de steigenden Drock duerch eng méi grouss Bevëlkerung, déi komplex EU-Ufuerderungen. Ech ginn dervun aus, dass mer d'Ziler 2027 net erreechen. Mee dat ass elo kee Beweis dofir, dass mer net täteg sinn, mee et ass eigentlech e Beweis fir d'Schwieregkeet vun der Aufgab, fir d'Komplexitéit vun der Aufgab.

An da kënnt jo déi Fro: Läit dat elo um mangelnde politesche Wëllen? Dat mengen ech elo net, well mir spillen hei awer an engem ganz komplexen Zesummespill vun der Landwirtschaft, de Gemengen, den Haushalter an der Industrie. Alleguerten droe se Verantwortung. An et ass net einfach, dat ze koordinéieren. Ech mengen, Dir wësst et selwer, well Dir waart an der Regierungsverantwortung an hutt eebe grad och deen heite Plang elo, de Bewirtschaftungsplang do, mat ausgeschafft. Vill Moossname brauche wierklech laang Joren. D'Ëmsetzung leeft genau elo. An ech mengen, dass mer op deem dote Wee elo sollte weiderfueren. An ech weess och, dass den Här Minister do ganz ambitiéis ass, fir deen dote Wee weiderzegoen.

Mir wëllen also hei – am Numm vun der CSV wëll ech dat einfach soen – eng kloer, realistesch Analys vun der Situatioun, d'Ëmsetzung kloer betounen, wat am Moment schonn alles leeft, d'Kooperatioun nach eng Kéier och gesinn, déi muss passéieren an deem ganzen Netzwierk do, dat komplex ass, an dann och déi nohalteg Wierkung erreechen.

Ech mengen, dass et kloer ass, dass mer Iech vum Constat hier total Recht ginn an dass mer zesummen un enger realer Verbesserung vun der Situatioun schaffen. Si ass komplex. Ech mengen, si brauch elo och ënner anerem dee politesche Wëllen. An ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir iwwerzeegt sinn, dass dat am Ministère wierklech de Fall ass. An ech wëll Iech dofir och am Numm vun eiser CSV-Fraktioun soen, dass mer op déi Verantwortung, op d'Ëmsetzung an och op laangfristeg Resultater setzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. An deen nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

Une voix | A!

(Interruptions)

Une autre voix | D'Renaturéierung vun der Uelzecht.

M. Gusty Graas (DP) | Déi kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir eis iwwerhaapt dem Wäert vu proppere Baachen a Flëss bewosst? Ech mengen net. Well wa mer d'Qualitéit vun eise Baachen a Flëss kucken, da muss een déi Fro do ganz kloer mat engem Nee beäntwerten.

D'Problemer vun de Gewässer, dat ass e bëssen esou eppes wéi Ebbe a Flut: Wann e Problem optaucht, wann eng Katastroph kënnt, da reagéiere mer, da gi mer nervös, da schwätze mer vu Flut. Wann et roueg ass op der Gewässerfront, wat zwar ganz rar ass, dann ignoréiere mer dat.

Trotz der Waasserramerichtlinn aus dem Joer 2000, déi jo duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 an eist Recht transposéiert ginn ass, huet d'Situatioun sech net weesentlech verbessert. Et wier elo vläicht net ganz objektiv, net ze soen, datt eng Rei Efforte gemaach gi wieren, mee mir hunn nach ganz, ganz grouss Problemer. Ech wëll hei och drun erënneren, datt mer am Joer 2013 souguer vun der Europäescher Kommissioun verurteelt goufen. Et kann een also ofleeden, wa mer net déi Peitsch Europäesch Kommissioun hätten, ginn ech bal dervun aus, da wier d'Situatioun haut nach méi schlëmm.

Ech wëll an dëser Interpellatioun, wou ech der Madamm Welfring Merci soen – et ass gutt, datt mer mol erëm eng Kéier iwwer Waasser schwätzen; ech mengen, déi lescht Interpellatioun, déi war vu mir selwer hei; do waart Dir nach net an der Chamber, also ass et scho laang hier –, op véier Haaptpunkten hei virun allem agoen.

Dat Éischt ass natierlech d'Qualitéit vun eise Gewässer. Ech hunn dat scho gesot, de Constat ass ganz séier gemaach: Wa mer reng de cheemeschen Zoustand huelen als Krittär, dann hu mer net eng eenzeg Baach oder een eenzege Floss, déi an engem gudden Zoustand sinn. Mir hunn ee Krittär, deen am Fong geholl ausschlaggeebend ass, fir ze beurteelen, wéi et dann ëm eis Baachen a Flëss steet, dat ass nämlech d'Gewässerfauna. An do kommen ech besonnesch op ee gudde Bioindikator ze schwätzen: Dat ass de Fëschbestand. Entre-temps sinn eng zwielef Aarten hei zu Lëtzebuerg ausgestuerwen. A wa mer net – wa mer net! – deen obligatoresche Fëschbesaz hätten a ville Baachen … Am Süde schwätze mer net dervun, well do sinn déi meescht Baachen net emol gutt genuch, datt een iwwerhaapt ka Fësch aussetzen. Wa mer, wéi gesot, an deenen aneren net den obligatoresche Fëschbesaz hätten, da wier dat nach vill méi schlëmm.

Wat sinn natierlech d'Ursaachen? Ech mengen, déi sinn allgemeng bekannt. Och meng Virriedner si schonn drop agaang. D'Eutrophéierung ass ee vun deene ganz grousse Problemer. Ech huelen d'Stéchwuert Stauséi. Lues a lues ginn d'Temperaturen an d'Luucht. Mir genéissen dat. An et wäert och net allze laang daueren, bis dat schéint blot Waasser vum Stauséi sech lues a lues wäert erëm gréng fierwen. Och do kenne mer natierlech d'Ursaachen. Wéi gesot, d'intensiv Landwirtschaft fält ëmmer direkt hei. Ech wëll awer och betounen, datt et falsch ass, pauschal ëmmer der Landwirtschaft eleng d'Schold ze ginn. Obwuel, et ass bei der Landwirtschaft wéi a ville Beräicher: Et gëtt där Gudder an et gëtt där manner Gudder.

Da gëtt et natierlech eng ganz Rei aner diffus Verschmotzungsquellen, Sickerwaasser, Deponien oder eppes, wat mer net oft hei erwänen, wat mer och net oft gär héieren, dat ass zum Beispill d'Salz, dat enormt Salz, dat op de Stroossen agesat gëtt, dat zu schreckleche Schied an eise Baachen a Flëss féiert, natierlech déi héich Nitratwäerter, Pestiziden. Iwwregens si Pestiziden, mengen ech, en Theema, iwwert dat mer scho vill diskutéiert hunn a leider och wäerten an Zukunft nach vill méi mussen diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann op deen éischten Haaptpunkt agoen, dat sinn d'Kläranlagen. Sécher, de Bau vu Kläranlagen ass ëmmer nëmmen eng Symptombekämpfung, mee et ass awer wichteg. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng 164 Kläranlagen, dovunner eng ronn 36 mechanesch Kläranlagen. A mir wëssen awer alleguer, an do brauch ee kee Spezialist ze sinn, eng mechanesch Kläranlage mécht oft méi Schlechtes wéi Guddes. Ech hat emol e Frënd, deen huet ëmmer gesot: „Mechanesch Kläranlage si Gëftdëppen!"

(M. André Bauler prend la présidence.)

Duerfir musse mer och do versichen, eng Upassung ze maachen. Mir hunn zwar en Total vun 1,3 Milliounen EWG (ndlr: Einwohnergleichwert). Dat ass u sech gekuckt en héijen Niveau vun der Ofwaasserklärung, mee et kënnt net drop un, wéi vill der wou ugeschloss sinn, mee et kënnt virun allem op d'Effizienz vun de Kläranlagen un. An do hu mer natierlech och, besonnesch um Niveau vun de biologesche Kläranlagen, wou der derbäi sinn, déi schonn iwwer 30, 40 Joer al sinn, wat d'Denitrifikatiounsstuf ubelaangt, nach Retarden. An natierlech ass ee ganz grousse Problem, deen eis elo ëmmer méi Gedanke mécht, dee vun de Mikropollutiounen, Réckstänn vu Medikamenter, vun Textilien, vu Pestiziden, vu PCPen, also Personal Care Products, an esou weider.

An da si mer natierlech och ganz séier bei der véierter Stuf. De Moment hu mer jo nach keng Kläranlag hei zu Lëtzebuerg, déi déi véiert Stuf installéiert huet. Den Här Galles huet vun der Beggener Kläranlag geschwat. Da schwätzen ech och eng un, déi mir méi no läit. Dat ass déi Beetebuerger, déi och an der Planung ass fir eng véiert Stuf, déi iwwregens och d'Capacitéit verduebelt. Dat kascht 200 Milliounen. Bei Iech sinn et 300 Milliounen.

An da si mer natierlech ganz séier beim Taux de subvention. An do soen ech awer ganz éierlech, Madamm Welfring, do hätt Der vläicht e bësse méi lues misse schwätzen, well ënnert där viregter Regierung ass eppes geschitt – an dat soen ech och haut nach, ech hunn et deemools schonn hei op der Tribün gesot, obwuel ech Majoritéitspolitiker war, datt dat eng Decisioun war, déi net gutt war –, an zwar … Jo, Dir kënnt elo schonn de Fanger weisen. Loosst mech emol ausschwätzen!

(Hilarité)

Den Taux de subvention ass schrëttweis erofgefouert ginn. An Dir wësst genausou gutt wéi ech: De Motor vun där Decisioun war Är Partei. Ech wëll dat just nëmme faktesch heihinnerstellen. Well deemools, an et sinn och nach Zeien heibannen, ass och vun eiser Säit aus dat awer ganz …, naja, loosst eis soen net wuelwollend opgeholl ginn. Ech ass schued, datt den Här Eicher net heibannen ass, well de Syvicol huet deemools och zu Recht drop higewisen, datt dat eng Feeldecisioun war.

A wat ass d'Resultat dervun? Ma d'Resultat dervun ass … A, do ass en! Do ass en. An e gëtt mer elo Recht. D'Resultat dervun ass, datt d'Kläranlagebedreiwer, virun allem d'Syndikater, d'Gemengen, manner wäerten investéieren an och manner investéiert hunn, wa se déi héich Chifferen héieren, wa se wëssen, datt de Staat sech net méi dru bedeelegt.

Wat schléisst een dorauser als Konklusioun? Ech soen dat ganz éierlech: D'Klärung vun eise Gewässer ass net nëmmen eng kommunal Aufgab. Dat ass och eng staatlech Aufgab. Wat hu mer dervun, wa mer op dem Punkt A eng effikass Kläranlag bauen an um selwechte Floss 20 Kilomeeter hannendrun eng Kläranlag B kënnt, déi net effizient ass? Dann hu mer dem Floss net vill gehollef.

An duerfir, Här Minister, wier ech nawell frou, wann Der herno vläicht géingt derzou Stellung huelen, inwifern de Staat vläicht an Zukunft awer dann d'Subventioune fir de Kläranlagebau erëm soll eropsetzen.

M. André Bauler, Président de séance | Här Graas, erlaabt Der, datt d'Madamm Welfring elo eng Fro stellt?

M. Gusty Graas (DP) | Elo däerf se se stellen.

M. André Bauler, Président de séance | A, si däerf se elo stellen.

M. Gusty Graas (DP) | Selbstverständlech!

M. André Bauler, Président de séance | Dann hutt Dir d'Wuert, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Merci, Här Graas. Eng Fro: Kënnt Der Iech virstellen, dass dat doten eng Decisioun war, déi ee geholl huet aus Loscht a Laun eraus? Oder war et aus enger Necessitéit eraus? Dir wësst jo awer och, dass et eppes ewéi e käschtendeckende Waasserpräis gëtt an dass dat eng Obligatioun ass aus där europäescher Direktiv. An Dir kënnt de Kapp rëselen, dat ass leider esou. An Dir wësst jo och, wéi eise Waasserpräis jo och gestalt ass a wien deen abezitt. An, voilà, ech mengen, mir kënnen elo hei nach eng Stonn iwwert de Waasserpräis diskutéieren. Dat ass elo net de Sujet. Ech wëll awer just drop hiweisen, dass dat heiten net gemaach ginn ass, well dat eppes ass, wat ee Loscht hat ze maachen oder well een et gär gemaach huet, mee well een et huet misse maachen, fir där Direktiv gerecht ze ginn, déi dat verlaangt.

M. Gusty Graas (DP) | Also, bei allem Respekt, Madamm Welfring, deen ech fir Iech hunn, mee déi Argumentatioun do, déi stëmmt einfach net! Et ass deemools guer net ëm de Waasserpräis gaang. De Waasserpräis ass ganz kloer festgeluecht. Dee muss deem entspriechen, wat vu Käschten investéiert gëtt. Dat ass ganz kloer. Hei ass et drëms gaangen … Dat war méi am Sënn, fir deemools am Fong geholl Suen

ze spueren, fir eebe manner Suen zur Verfügung ze stellen. Mee et huet näischt mam käschtendeckende Waasserpräis ze dinn. Dee kënne mir ëmmer applizéieren an dee muss och applizéiert ginn.

Voilà, da wollt ech awer weiderfuere mat dem …

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Jo. Jo, mäi Gott, da geet d'Welt och net ënner.

(Hilarité)

M. André Bauler, Président de séance | Gutt. Här Graas, fuert Dir elo mat Ärem Exposé weider. A wann d'Madamm Welfring herno nach wëllt eng Fro stellen, ka se dat da maachen.

M. Gusty Graas (DP) | Da kommen ech zu deem zweete weesentleche Punkt, an dat ass d'Renaturéierung. Do läit fir mech nach ganz vill Substanz. An et ass awer wierklech ze bedaueren, datt mer et an all deene Joren trotz allem – et sinn eenzel gutt Beispiller do – net fäerdegbruecht hunn, nach vill méi ganz kloer ze renaturéieren.

Wat ass am Fong geholl d'Ursaach dervun? Renaturéierunge si gemaach … Oder loosst eis soen, den Haaptverbau vun de Flëss ass gemaach ginn, well dat engem gewëssenen Ordnungsbild vun dem Mënsch entsprach huet. Sou wéi mer mengen, datt all Wuess net méi wéi en hallwen Zentimeeter an d'Luucht däerf goen. Et ass och komm, well natierlech d'Landwirtschaft zum Deel och gefaart huet, se géing Terraine verléieren. An dowéinst ass ganz haart verbaut gi laanscht d'Gewässerleef, wat eng ökologesch Doudsënn war an och nach ass.

Glécklecherweis ass elo en Ëmdenken ze erkennen. An ech ginn ee ganz gutt Beispill, dat ass net wäit vun hei – leider hu mer keng Fënsteren heibannen, déi ee kann opmaachen, soss géing een et bal gesinn –: d'Péitruss doënnen. Do gesäit een elo schonn, wéi séier och e Gewässer seng Autonomie zréckhuet.

Et gëtt awer och Negativbeispiller. Ech sinn elo bal 15 Joer Schäffen zu Beetebuerg. Mir si 15 Joer laang – an den Éierebuergermeeschter kann dat bezeien – amgaang, en Deel vun der Uelzecht zu Beetebuerg ze renaturéieren – 15 Joer! Et ass nach keen een Zentimeeter renaturéiert ginn. Här Minister, et ass ville Leit hir Schold, mee mat Sécherheet net der Gemeng hir.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An dat ass am Fong geholl de Beweis, datt do och vill méi eng Koordinatioun muss entstoen, datt och vun – ech soen dat awer ganz éierlech – staatlecher Säit aus – et ass net nëmmen Äre Ministère, et ass och deen een oder deen aneren, dee betraff ass – awer vill méi politesch Initiative musse geholl ginn, fir, wéi gesot, déi Renaturéierung weiderzedreiwen. Well d'Renaturéierungen hunn eng ganz wichteg Aufgab ze erfëllen. Si ginn dem Floss d'Autonomie zréck. Si erhéijen d'Selbstrengegungskraaft. Si verbesseren d'Morphologie. D'Fauna an d'Flora ginn och doduerch verbessert. Duerfir musse mer an Zukunft nach vill méi op Renaturéierung setzen. An duerfir begréissen ech och, datt jo e Renaturéierungsdësch agesat ginn ass. Vläicht kann eis den Här Minister och herno nach zousätzlech Erklärunge ginn.

Dann en drëtte Punkt, deen awer och ganz wichteg ass, dat ass de Schutz vun eise Quellen. Hei geet et net nëmmen ëm d'Drénkwaasser. Natierlech ass virun allem och um Niveau vun dem Quelleschutz nach ganz vill ze maachen.

Ech wëll drun erënneren: 1906 … 1906! Dat sinn also elo … Ech war ëmmer schlecht an der Mathematik, mee ech mengen, et ass 120 Joer hier. Ass et richteg? Dunn hate mer schonn e Gesetz. Deemools hate mer schonn e Gesetz iwwert d'Santé publique, wou kloer drastoung, datt keng Aktivitéiten dierfte ronderëm eng Quell gemaach ginn, déi nuisibel wäre fir d'Qualitéit vum Waasser. Bon, dat ass 120 Joer hier. Mir hunn eis net dru gehalen op ville Plazen. Och do ass also nach ganz villes ze geschéien.

Ech wëll dorop hiweisen, datt zum Beispill awer eng Rei Saachen do elo scho gemaach goufen. Awer mir hunn do natierlech nach ganz villes nozehuelen, ouni Zweifel.

Ech mengen, wat d'Drénkwaasser u sech ubelaangt, wëll ech net weider drop agoen. Mir hunn awer trotz allem, muss ee soen, eng dach relativ gutt Qualitéit vun eisem Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg.

Ech gesinn, déi Zäit, déi leeft esou séier fort hei. Bon, dat, wat ech awer och nach wollt soen, ass, datt mer mussen um Niveau vun dem Quelleschutz awer och drop hiweisen, datt jo elo dee sougenannte Phasing-out an d'Weeër geleet ginn ass. Wat heescht dat? Mee eeben ze kucken, datt mer ronderëm d'Quellen esou mann wéi méiglech Pestiziden asetzen, fir net ze soen am léifste guer keng méi, well dat awer natierlech och derzou bäidréit, datt d'Quellen nach wie vor nach relativ héich belaascht sinn. Mir mussen also schrëttweis d'Planzeschutzmëttel ronderëm déi Quellen do reduzéieren.

Dann ass eng aner Diskussioun de Verbuet vum sougenannten TFA, dat heescht vun deene Metabolitten aus dem Grupp vun de PFASen. An den anere Problem ass dee sougenannte Cocktail-Effet, deen och ënnerschat gëtt. An da virun allem awer och de Kadmium. Wou kënnt de Kadmium an eise Gewässer hier? Mee virun allem eeben och duerch syntheetesch-mineralesch Düngeren, déi nach ëmmer agesat ginn. An der Biolandwirtschaft sinn déi jo verbueden. Wéi gesot, dat si wichteg Ziler, déi mer onbedéngt mussen an deenen nächste Jore versichen awer ze erreechen.

Ech wëll da vläicht nach kuerz op e leschte Punkt agoen. Dat ass dann natierlech och d'Sensibiliséierung. D'Sensibiliséierung ass immens wichteg. An do kéim ech op eng Aktioun ze spriechen, déi elo kierzlech am Süde war. Här Minister, Dir waart jo och kuerz derbäi, wéi dann eng méi global Botzaktioun virgeholl ginn ass. Mee nëmme fir drop hinzeweisen, wat do am Fong geholl vu Knascht opgeraf ginn ass: 47 Meeterkibb! Dat waren ongeféier 6.000 Kilo Offall, déi nëmmen aus der Uelzecht erausgeholl gi sinn. An och do gesäit een am Fong geholl, datt d'Astellung zu de gesonde Flëss vu ganz ville Leit guer net an deem Sënn gesi gëtt.

An do wëll ech nach op ee Punkt awer och ze schwätze kommen, deen een ëmmer erëm nach méi rose mécht. Dat ass zum Beispill, wéi achtlos am Fong geholl awer nach vill Leit Knascht ewechgeheien, a virun allem déi Leit, déi fëmmen. Ech wëll net pauschaliséieren, mee wat een do ëmmer méi muss feststellen: Ee Megot geet duer, fir ganz vill Liter Waasser ze zerstéieren. An do soen ech ganz éierlech: Leider geet et net méi duer mat sensibiliséieren. Do musse mer méi repressiv ginn! Wann ee gesäit, wat do, jiddefalls an eiser Landschaft, nach ëmmer vu Megote ronderëmtrëllt, dann ass dat inakzeptabel! An ech sinn och ganz kloer der Meenung, datt mer musse méi däitlech do virgoen. Nach e lescht Beispill do: Een, dee vill mam Zuch fiert, deen um Quai steet, huet bal Schwieregkeeten, zwëschent de Schinnen nach Schlaken ze gesinn, well et leie méi Megoten do. Also och do kéint d'Eisebunn vläicht méi repressiv virgoen.

Bon, wéi gesot, merci fir déi Diskussioun nach eng Kéier hei. Si ass ganz wichteg. Leider war d'Zäit ze kuerz, fir kënnen op villes anzegoen. Mee ofschléissend: De Gewässerschutz muss e vill méi héije Stellewäert kréien. Mir hunn nach ganz vill Aarbecht virun eis. Et ass eng Illusioun, datt d'Gewässer bis 2027 am Zoustand sinn, sou wéi d'Waasserramerichtlinn dat virschreift. Dorunner gleeft kee méi heibannen. Mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer, wann dee véierte Bewirtschaftungsplang kënnt, net nach weider zousätzlech Efforte maachen.

Ech weess, datt d'Regierung guddes Mutts ass. Ech deele vläicht net gradesou den Optimismus vum Här Galles, mee trotz allem awer solle mer eis dat do als eng vun den Haaptaufgabe virhuelen, datt d'Politick muss erkennen, datt dat hei eng weesentlech Aufgab ass, datt et am Liewen net nëmmen drëms geet, d'Pensiounen ze erhéijen an d'Gehälter ze erhéijen, mee datt och an Zukunft vläicht nach méi Gelder zur Verfügung gestallt ginn, fir eis Landschaft a virun allem eis Gewässer a Flëss ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Iech och merci, Här Graas. Wann ech Iech e bësse méi Zäit ginn hunn, dann ass dat wéinst dem Beäntwerte vun der Fro vun der Madamm Welfring, …

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President.

M. André Bauler, Président de séance | … fir hei keng Diskriminatioun opkommen ze loossen. Dann hätt d'Madamm Delcourt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Och nach eng Kéier op dëser Plaz villmools merci fir d'Interpellatioun vun der Madamm Welfring.

Ech mengen, mir schwätzen haut wierklech iwwer en essentielt Theema, iwwer eppes, ouni dat mer eigentlech alleguerten hei net kënne liewen, nämlech d'Waasser, dat am Fong d'Grondlag vun eisem Liewen duerstellt. An ouni proppert Waasser gëtt et och keng Biodiversitéit an et gëtt keng Gesondheet an et gëtt am Endeffekt och keng Zukunft fir kee vun eis.

An dowéinst begréissen ech et, dass mer haut wierklech bei deem Theema eng Kéier e bëssen an de Fong ginn an och de Kader vläicht nach eng Kéier nei definéiere kënnen an a welch Richtung mer hei wäerten an Zukunft schaffen.

Mir hunn e legale Kader: d'europäesch Waasserramerichtlinn. Mir hunn och eng Administratioun: d'Waasserwirtschaftsamt. An awer musse mir haut feststellen, datt mir net dat hunn, wat mir eigentlech sollten hunn, nämlech proppert Waasser.

Mat der Directive-cadre sur l'eau huet d'Europäesch Unioun kloer Ziler gesat, nämlech dass bis 2027 eis Gewässer an engem gudden Zoustand solle sinn. Fir mat der EU-Gesetzgeebung conforme ze sinn, missten Enn nächst Joer all 106 Uewerflächegewässer an eis 6 Grondgewässer an engem gudden Zoustand sinn. D'Realitéit ass awer eng aner, nämlech: Keen eenzegt Uewerflächegewässer wäert dëst Zil erreechen. Keen eenzegt! Haut seet d'Waasserverwaltung selwer: Mir wäerten et net erreechen. An domadder wäert och keen eenzegt Gewässer zu Lëtzebuerg déi Ziler erfëlle kënnen.

A wéi d'Madamm Welfring hei och scho sot an erkläert huet, si mir nach zimmlech wäit ewech vun deem Zil. A wa mir d'Flëss fir d'Zukunft erhale wëllen, da musse mir d'Ursaache bekämpfen an net nëmmen d'Konsequenzen administréieren. Mee eise Wirtschaftssystem, deen op séiere Profitt ausgeriicht ass, erlaabt meeschtens just d'Bekämpfung vun de Symptomer an net vun den Ursaachen.

D'Zerstéierung vun der Ëmwelt an d'Iwwerlaaschtung vun eise Waasserressourcë ginn duerch eng Politick vun Deregulatioun a Kompetitivitéit éischter nach verstäerkt.

D'europäesch Waasserramerichtlinn gëtt et säit 2000. Mir hunn et elo schonn héiere virdrun. D'AGE gouf 2004 gegrënnt. An 2008 gouf d'Richtlinn zu Lëtzebuerg ëmgesat. Säit 2009 gëtt et Waasserwirtschaftspläng. Mir schwätzen also hei vu méi wéi 20, eigentlech méi wéi 25 Joer, wou schonn dru geschafft gëtt, datt et eise Baachen, Flëss a Séie besser geet.

A wat kënne mir dann haut dozou soen? Wärend 2009 nach 7,8 % vun den Uewerflächegewässer an engem gudden Zoustand waren, ass dësen Undeel 2021 op 0 % gefall. Haut sinn et, wéi gesot, 39 %, déi an engem schlechten Zoustand sinn. Laut dem europäesche Waasserinformatiounssystem ass Lëtzebuerg domat op der traureger allerleschter Plaz an der EU.

2027 sollt dat Joer sinn, an deem mir eis Ziler erreechen. Déi urspréinglech Deadline vun 2015 gouf schonn no hanne verréckelt. Mee och de Statec geet net dovun aus, datt mir dat heiten Zil nächst Joer erreeche wäerten. Dësen Zoustand steet am Kontrast zu der Zouversiicht vum Här Minister, deen op Fortschrëtter hiweist duerch Renaturéierungen, Infrastruktur a Schutzmoossnamen. A jo, mir wëssen, wat d'Problemer sinn. Mee d'Fro steet awer och esou am Raum, ob mer wierklech net kënne méi séier hei handelen.

Här Minister, laut dem Mouvement écologique goufen aus dem zweete Waasserwirtschaftsplang 43 % vun de Moossnamen ëmgesat. Wéi gesäit et beim drëtte Plang aus? Bis 2024 waren nämlech nëmmen 2 % vun den hydromorphologesche Moossnamen ëmgesat. Dat ass kloer ze wéineg.

An 20 Joer ka vill geschéien. Et gouf och Fortschrëtter. Mee wa mir no 20 Joer Efforten nach ëmmer Schlussliicht sinn, da muss ee sech awer froen, ob mir eis Approche net hannerfroe mussen.

D'EU-Kommissioun schéngt wuel och där Meenung ze sinn. Nach am Januar vun dësem Joer huet si eng Prozedur géint Lëtzebuerg wéinst der Verletzung vun eisen Obligatiounen an d'Weeër geleet.

Autorisatioune fir d'Waassernotzung souwéi dat, wat an eis Gewässer agespeist gëtt, gi systematesch kontrolléiert. Ass dat eventuell e Grond, firwat säit Joren um Findel an de Wanterméint Enteisungsmëttel an déi ronderëmleiend Gewässer geroden? Mir waarden do säit dräi Méint op eng detailléiert Diskussioun dozou an der Chamberskommissioun.

Och wann technesch Moossname geholl goufen, bleift de Problem bestoen. An do stellt sech eng grondsätzlech Fro: Bekämpfe mir d'Ursaachen oder nëmmen d'Konsequenzen? A genau hei läit de Kär vum Problem: Mir wëssen eigentlech schonn, wat fonctionéiert, mee mir maachen et just net konsequent genuch. Fiichtgebidder restauréieren – dat fonctionéiert. Moueren erëm opbauen – dat fonctionéiert. Flëss renaturéieren, hu mer och elo héieren, fonctionéiert. An eng Landwirtschaft promouvéieren, déi manner op Planzeschutz an Düngemëttel ugewisen ass, géif och fonctionéieren. An, mir hunn et och schonn héieren, Pufferzone laanscht Baache géifen och hei sécherlech hëllefen.

Dës Moossname verbesseren d'Waasserqualitéit, reduzéieren d'Iwwerschwemmungen a stäerken d'Biodiversitéit – a se sinn op laang Siicht méi bëlleg. An dat ass net nëmmen eng lokal Erkenntnis, mee gëtt och op europäeschem Niveau esou gesinn.

D'EU-Kommissioun huet kloer Recommandatioune gemaach: d'Waasserwirtschaftspläng méi séier ëmzesetzen, méi konsequent géint Verschmotzung virzegoen, d'Kläranlagen ze verbesseren, Schutzzonen auszebauen, méi an d'Klimaresilienz ze investéieren. D'Fro ass also: Wou sti mir haut bei der Ëmsetzung?

D'Waasserramerichtlinn soll dofir suergen, datt och an Zukunft genuch a proppert Waasser fir eis alleguer do ass. A wéi den Direkter vun der AGE seet: „Waasser ze schützen, heescht, eis selwer ze schützen." Mee mir kënnen d'Problemer net nëmme mat méi Mesüren, méi Kontroll a méi Technologie léisen. Net soulaang d'Ursaach déi selwecht bleift: e System, deen d'Natur virun allem als Ressource gesäit. Esou e System setzt op e kuerzfristege Gewënn, wärend d'Allgemengheet d'Käschten dréit.

Mir kënnen nach laang doriwwer schwätzen, wéi mir eis Gewässer besser schützen. Oder mir stellen eis déi méi fundamental Fro: Wéini ännere mir e System, dee seng eege Liewensgrondlagen a Gefor bréngt? Wa mir eis Flëss an d'Waasser fir d'Zukunft erhale wëllen, da musse mir d'Ursaachen ugoen – an net nëmmen d'Konsequenzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Michel Lemaire ageschriwwen. Här Lemaire, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, an der Ufro vun der Madamm Welfring waren eng ganz Rei Aspekter well opgezielt. Hei geet ëm déi europäesch Directive-cadre sur l'eau, d'DCE, den drëtte Bewirtschaftungsplang.

An et gesäit een, dass u sech déi Diskussioun net nëmmen d'Gewässer an de Naturschutz beréiert. Mee wat ee sech méi raknéit, wat ee gesäit, wéi et och hei well ugeklongen ass, dass mer u sech hei eng grondsätzlech Diskussioun hunn, déi och ëmmer erëm beim Naturschutz beréiert gëtt, wéi mer zu Lëtzebuerg zesumme liewen, zesumme wunnen, zesumme wuessen. Ech mengen, fir déi dräi Punkten aleng wär et u sech schonn derwäert, dräi Interpellatiounen ze féieren. Dofir wëll ech elo an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, just e puer Akzenter setzen.

Wat ass de Constat? Ech mengen, et muss een e bëssen differenzéieren. Och dat ass well ugeklongen. D'Grondwaasser ass vläicht net an engem gudden Zoustand, mee awer vläicht an engem besseren Zoustand wéi d'Oberflächengewässer. Hei stoung jo och ganz kloer am Waasserplang dran: „Kein natürliches Oberflächengewässer befindet sich in einem guten Zustand." Wat sinn d'Ursaache fir dat Nichterreichen? Do liese mer da Saache wéi „eingetiefte oder verbaute Gewässer", „Hindernisse in den Gewässern (Verrohrungen)" an dann, ganz interessant, „Konflikte bzw. Herausforderungen mit anderen Bereichen (z. B. demographische und wirtschaftliche Entwicklung des Landes)".

An do muss ee soen: Jo, grondsätzlech musse mer och de Gewässerschutz, wéi honnert aner Saachen, am Zesummenhang mat der Landesplanung, mat eiser Wuesstumspolitick diskutéieren. An ech mengen, den Här Galles ass jo och schonn drop agaang, dass eeben och de Bevëlkerungswuesstum ..., dass dat eebe Saache sinn, déi an déi Diskussioun hei mat eraspillen. An dofir, wéi mer et schonn esou oft gemaach hunn, och hei den Opruff, déi Diskussioune méiglechst net just isoléiert ze féieren. An ech mengen, iwwer all d'Parteigrenzen ewech wësse mer, dass d'Wuesstumsfro wéi keng aner Fro och d'Fro vum Naturschutz beréiert.

Dann e Wuert zu der Landwirtschaft. Jo, mir mussen driwwer diskutéieren, Réckstänn, Pestiziden et cetera. Et muss een awer zwou Saache bedenken. Et wëll kee vun eis heibannen eng eesäiteg Accusatioun vun de Baueren. Dat wär kontraproduktiv. An ech mengen, déi aner Saach, iwwert déi mer awer schwätze mussen, ass, an dat ass heiansdo dat, wat mech awer e bësse stéiert an der Diskussioun: Wa mer zum Beispill iwwer Grondwaasser schwätzen, da ginn ëmmer direkt esou déi rout Luuchten un. Ech gesinn et och, wann een d'Press liest. Ech hu relativ vill Presseartikele gelies an der Virbereedung zu dëser Diskussioun. Da ginn direkt esou déi rout Luuchten un: Grondwaasser, Landwirtschaft, Düngemëttel et cetera, et cetera.

Ech mengen, datt ech kengem ze no trieden, wann ech awer zum Beispill soen ..., oder respektiv en anert Beispill ginn. Ech mengen, déi allermeescht vun eis heibannen hunn en Auto. An et ass egal, ob dat en Elektro- oder Verbrennerauto ass. Do wëll ech awer dann eng Kéier als Beispill soen: Wann Der esou en Auto hutt an Dir hutt Pneuen – dofir soen ech, et ass egal, wat fir en Auto Der fuert –, dann hutt Der pro Saz Pneue beim Verschläiss en Abrieb vun 1,2 bis 1,5 Kilo, déi net direkt, awer laangfristeg och an eist Grondwaasser gelaangen, iwwer Ëmweeër.

Dat heescht, et ass a mengen Aen och eng Responsabilitéit vun deenen, déi zum Beispill informéieren iwwer Waasserschutz et cetera, deelweis d'Press – an dat si jo Leit, déi wéi ech selwer net onbedéngt Waasserexperte sinn –, eng fair Gewiichtung virzehuelen, wat d'Ursaache sinn, an, wéi gesot, keng eesäiteg Accusatiounen ze maachen, well dat wär kontraproduktiv.

Ech wëll hei sécher net iergendwéi géint e bestëmmte Pneueproduzent wetteren, well ech elo d'Beispill vun de Pneue geholl hunn. Mäi Papp huet säi ganzt Liewen op der Goodyear geschafft. Ëm Gottes wëllen, dat läit mer fern! Ouni Goodyear wär ech net hei. Da wësst Der, wiem Der d'Schold kënnt ginn.

(Hilarité)

Dann natierlech déi aner Saach bei der Landwirtschaft: Mir hunn et mat enger wuessender Bevëlkerung ze dinn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee weltwäit. A wa mer Liewensmëttel produzéieren, da solle mer bei aller Frëndschaft a bei allem Respekt einfach wëssen, dass dat eeben net ouni d'Bauere geet. Dat heescht, da solle mer och hei bei där Diskussioun an och bei deenen aneren Diskussiounen eeben net d'Bauere culpabiliséieren, mee se wierklech begleeden. A wéi gesot, dat war guer keen Ugréff, mee ech mengen, mir sinn all der Meenung, dass eesäiteg Scholdzouweisunge kengem eppes bréngen.

Da schléissen ech schonn of mat zwou klenge Propositiounen an enger Fro un d'Regierung. Ech wëll d'Fro un d'Regierung vläicht virzéien. Här Minister, d'Administration de la gestion de l'eau stellt fest, dass déi meescht Ziler an der europäescher Directive-cadre DCE bis 2027 u sech net ze erreeche sinn. Och dat war e Constat, deen aner Riedner scho gemaach hunn.

Ech mengen, mir hunn zwee Problemer hei, zwee Aspekter, op déi ech wëll agoen. Éischtens, dass déi DCE net flexibel genuch ass. Mir hunn national Realitéiten, national Gegeebenheeten, op déi déi DCE ganz wéineg ageet. Aner Länner hunn aner Flossstrukturen, Bevëlkerungsdicht, Zersiidlung. An dat Zweet ass: Egal wéi mer wëlle Mesüren ëmsetzen, wéi ambitiéis mer déi Mesüre wëllen ëmsetzen, hu mer de Constat, dass mer eeben dat hunn, wat am Waasserplang drasteet: „natürliche Wirkungsverzögerung der umgesetzten Maßnahmen". Dat heescht, egal

wéi ambitiéis mer sinn, hu mir eng Wirkungsverzögerung. Dat heescht, och wa mer elo all Mesüren ëmsetzen, da weist sech dat net onbedéngt kuerzfristeg a bessere Wäerter, mee héchstens a wann iwwerhaapt laangfristeg.

Dofir meng Fro un d'Regierung: Déi DCE gesäit jo u sech relativ hefteg Strofe vir. Wëll den Här Minister do eventuell op europäeschem Niveau intervenéieren, fir ze soen, dass mer do dat iergendwéi wëllen offiederen, oder dass mer soen, mir wëllen zumindest Europa dorop opmierksam maachen, dass mer hei aner Gegeebenheeten hunn, dass mer do iergendwéi intervenéieren? Net dass mer do 2027, wa mer déi Ziler, wéi et elo ausgesäit, net erreechen, mat drakonesche Strofe konfrontéiert ginn.

Dann zwou kleng Proposen. Den drëtte Bewirtschaftungsplang gesäit jo och vir … „Ammoniumbelaaschtung" kann ee liesen. Do ass e klengen Hint – ech hunn der Madamm Weydert et gesot, ech wëll keng Politick domat maachen – awer och, wéi gesot, d'Kläranlagen. Do wär och nach e klengen Effort ze maachen, besonnesch am Osten. Do sinn ëmmer nach vill Uertschaften, déi net ugeschloss sinn un eng Struktur vu Kläranlagen. Och dat misst awer endlech elo, mengen ech, ëmgesat ginn.

An da schléissen ech of mat enger leschter Propos am Fong. Am drëtte Bewirtschaftungsplang hu mer eng Panoplie u Moossnamen, déi virgesi sinn. Ech wëll der hei e puer opzielen.

Hei stinn da Saachen dra wéi „Anhörung der Öffentlichkeit", „Bürger, Gemeinden, Verbände". Hei steet dann, mir haten „92 schriftliche Stellungnahmen", „öffentliche Diskussionsrunden", „Treffen der Flusspartnerschaften". Och iwwert de Wee vun de Gemengen – wat eng gutt Initiativ ass, ech sinn och Gemengepolitiker – wëlle mer de Waasserschutz stäerken. Hei steet dann eng Valorisatioun vum Waasserschutz duerch den Naturpakt, duerch de Klimapakt an de Gemengen. Alles dat ass ganz sécher gutt.

Mee ech mengen, mir ersaufen hei e bëssen de Fësch am Waasser, well et esou ass, dass mer esou vill Mesüren hunn an iergendwéi esou vill Saachen, déi ugeschwat ginn – an ech deposéieren eng Motioun, dofir huelen ech mer déi eng Minutt méi –, dass mer hei awer vläicht mol eng Kéier kucke mussen, wat wierklech hëlleft, dass mer eng Bestandsopnam maache vun de wichtegste Mesüren, déi hëllefen. Well ech mengen, et notzt eis relativ wéineg, wa mer soen, d'Gemenge gräife mat an a mir hunn iwwer 90 Stellungnamen a mir lauschtere jiddwerengem no, dass mer do iergendwéi eng Struktur matbréngen, eng Prioriséierung an eng kohärent Planung, e kohärent Konzept, wat wierklech hëlleft a wéi mer Waasserschutz an Zukunft geziilt uginn an esou, dass en eis wierklech eppes bréngt.

An dat hunn ech a Form vun enger Motioun gegoss fir eng, hei steet, „kloer an iwwersiichtlech Bestandsopnam" engersäits an dann op där Basis méi Koordinatioun, Kohärenz. An ech géif mech freeën, wann ech hei vläicht eng Zoustëmmung fir dës Motioun géif kréien.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Ëmsetzung vun der EU-Waasserrahmenrichtlinn zanter Jore mat enger grousser Zuel vu Moossnamen, Programmer a Projete verbonnen ass;

– trotz dëse laangjärege Beméiungen an Investitioune bis haut keng substanziell a systematesch Verbesserung vum Zoustand vun de Gewässer festzestellen ass;

– vill Moossname parallell lafen, wat d'Iwwersiicht an d'Koordinatioun an der Waasserpolitick erschwéiert huet,

fuerdert d'Regierung op,

– eng kloer an iwwersiichtlech Bestandsopnam vun de bestoende Moossnamen, Programmer a Projeten am Beräich vum Waasserschutz virzeleeën;

– Studien an Analysen anzeleeden oder auszewäerten, fir festzestellen:

• wéi eng Moossname bis elo déi gréisst ekologesch Wierksamkeet haten,
• a wéi eng Moossnamen an Zukunft prioritär solle behandelt ginn;

– fir op där Basis fir méi Koordinatioun, Kohärenz an eng geziilt Prioriséierung an der nationaler Waasserpolitick ze suergen;

– d'Chamber reegelméisseg iwwert d'Resultater an déi weider Orientatioune vun der Waasserpolitick ze informéieren.

(s.) Michel Lemaire.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Lemaire. An als virleschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Dir hutt d'Wuert, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Eist Waasser schützen heescht och eis Gesondheet schützen. An den honorabelen Här Gusty Graas huet et virdru richteg gesot, dass de Wäert eis eigentlech net esou bewosst ass. Déi meescht Leit wëssen einfach, dass de Krunn opgemaach gëtt, et leeft an et kënnt proppert Waasser eraus, wat eigentlech, dat muss een och eng Kéier soen, e Luxus ass, well wann een a villen anere Länner op der Welt kuckt, ass dat an där Qualitéit an an deem Iwwerfloss eigentlech net méiglech. Mir kënnen eis am Moment zu Lëtzebuerg glécklech schätzen, dass dee System esou gutt fonctionéiert.

Jo, eist Waasser ass och net iwwerall d'selwecht, wann et aus dem Krunn kënnt. D'Drénkwaasser ass net iwwerall d'selwecht geschützt. Dat hänkt vun de Regiounen of. Verschiddener hu méi schlecht Wäerter wéi anerer. Déi eng kënne sech glécklech schätzen, wa se grad an enger Géigend zu Lëtzebuerg wunnen, wou d'Waasser net esou belaascht ass.

Firwat ass d'Waasser belaascht? Jo, mir hunn och eng falsch Bautepolitick bedriwwen an de leschten 20, 30 Joer. Vill ze vill Baache goufen ageengt. D'Baache goufe verknascht. Dat ass eng Politick, déi d'Generatioune virun eis gemaach hunn. An ech hoffen, dass d'Generatiounen, déi et elo entscheeden, draus geléiert hunn.

Bon, dat ass net iwwerall de Fall. Huelen ech bei mir an der Gemeng: Do wäert direkt am Anzuch vun der Baach elo e grousst Wellnesshotel gebaut ginn. Dat ass erëm e ganz aktuellt Beispill, wéi awer erëm an engem Anzuchsgebitt, dorëmmer, wou d'Baache lafen, eng nei Verschmotzung kënnt, eng nei Anengung kënnt. An ech weess, Här Wilmes, Dir hutt et net geneemegt. Dat war nach d'Ministesch virvirdrun, déi dee Projet geneemegt huet. Mee dat ass ee Beispill, dat ëmmer frappant ass, dass d'Generatiounen awer nach net draus geléiert hunn. Dat selwecht bei anere Bauprojeten, wou ëmmer erëm d'Baache verluecht ginn an net renaturéiert ginn, wat dann erëm zu den Iwwerschwemmunge féiert, zu anere Schied.

Well et däerf ee jo eppes net vergiessen: Fir dat Waasser, dat mer haut knaschteg maachen, herno erëm propper ze kréien, do soen d'Experten, musst der fënnefmol esou vill investéieren, wéi wann Der et elo propper géingt halen. Dat ass och eng ekonomesch Entscheedung, déi ee muss huelen, wann een elo seet: „Mir schützen haut eist Waasser an net eréischt spéider." Well fir dee Schued herno erëm riichtzebéien, dat kritt Der finanziell guer net erëm. Well wann een elo scho kuckt, wat d'Kläranlage kaschten – a mir hunn eng ganz grouss do stoen a mir hate se elo eréischt ausgebaut; ech mengen, de Minister war och rezent eréischt do, zumindest ware Ministeren do fir d'Ouverture –, kascht dat richteg vill Geld, déi Kläranlagen. An ech verstinn nach ëmmer net, dass d'Gemengen dofir responsabel sinn.

Fir mech ass dat eng staatlech Aufgab, déi iwwerholl muss ginn. Jo, et ass och kee Geheimnis. Ech hat do scho sëllege Rieden hei am Land, dass mir Piraten dofir stinn, dass och de Waasserpräis eenheetlech soll sinn. Et kann net sinn, dass an engem Land 100 verschidde Waasserpräisser sinn. Ech weess – ech gesinn direkt d'Gesiichter –, mir sinn eis do net eens. Ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass de Waasserpräis hei am Land …

(Interruption)

Dat ka gutt sinn.

… dass de Waasserpräis hei am Land soll eenheetlech bleiwen. Grad eis nërdlech Gemengen hunn eng ganz aner Käschtestruktur wéi eis südlech oder d'Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg huet natierlech e gewëssene Luxus, wat dat ubelaangt. Mee mir mussen awer och un de Rescht vum Land denken. Dofir si mir der Meenung, et muss en …

(Interruption)

Wat ass duebel esou deier?

Plusieurs voix | D'Terrainen.

M. Marc Goergen (Piraten) | D'Terrainen, jo. Mir sinn och e bësse beim käschtendeckenden …

M. André Bauler, Président de séance | Entschëllegt, mee riicht Dir Iech emol un d'Chamber, Här Goergen, a maacht Är Ried elo fäerdeg!

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, ech fannen et awer … Nee, Här President, et ass guer net schlëmm, …

M. André Bauler, Président de séance | Jo, mee et soll elo net hin- an hiergoe mat de Gespréicher.

M. Marc Goergen (Piraten) | … mee ech fannen et ganz interessant. Nee, ech fannen et ganz interessant. Effektiv, den Här Graas huet Recht, dass an der Stad d'Terrainspräisser duebel esou deier sinn. Mee ech mengen net, dass dat eng Relatioun huet herno, wa mer en eenheetleche Waasserpräis géingen huelen, well dat wär jo dann eng mixt Kalkulatioun. Am Moment ass et esou, dass verschidde Gemengen am Norden, doduerjer dass se wéineg Awunner, awer immens grouss Distanzen hunn, natierlech bei de Réier vill méi Käschten hunn. Dat heescht, dat géing sech herno erëm kompenséieren. Dat ass eng mixt Kalkulatioun, déi mer eis awer do virstellen.

An ech denke virun allem: Jo, et ka gutt sinn, dat ginn ech zou, dass an der Stad Lëtzebuerg doduerjer de Käschtefacteur méi héich géing ginn, wa mer géinge mat iwwerhuelen, wat an de ländleche Géigenden ass. Mee mir kënnen awer och do net op Waasserschutz an op déi eenzel Moossname verzichten, well mir sinn nun emol e ganzt Land.

An ech hu mer dofir och opgeschriwwen, mir kënnen hei am Land esou vill Waasserschutz maachen, wéi

mer wëllen. An dat mierken ech doënne bei eis an der Kor. Wann d'Belsch a Frankräich net matmaachen oder op där anerer Säit Däitschland, ...

(Interruption)

... bréngt et näischt. D'Waasser fléisst awer. Also Dir wäert jo net mengen, dass bei eis doënnen am Eck, do, wou dat gielt Schëld steet oder de Lëtzebuerger Panno steet, dann d'Waasser do ophält ze fléissen. Ganz genau musse mer mat eiser Groussregioun vill méi enk zesummeschaffen, wat de Waasserschutz ubelaangt. Well et ass dat Waasser, dat och heihinner fléisst a sécherlech och bei eis e ganz groussen Afloss huet.

(Interruption par M. Claude Haagen et hilarité)

Ech begréisse ganz, dass dat fir déi, déi aus dem Waasser Béier a Wäi maachen op der Musel, ganz positiv ass, Här Haagen.

(Interruption)

Nee, mir hu keng Wäindrauwen.

Mee bon, mir kommen ..., well ech hunn nach hei stoen, dass d'Baueren net schold sinn. Well d'Bauere sinn och drop ugewisen, a virun allem fir hir Déieren herno, dass d'Waasser eng gutt Qualitéit huet an dass d'Waasser och do drénkbar bleift. Ech weess, an der ëffentlecher Meenung gëtt dann ëmmer direkt schnell op d'Bauere geklappt, mee si sinn net déi Schëlleg. Mir mussen awer dann och oppassen, dass mer mat Projete wéi deenen, déi Dir elo wëllt maachen, mat Mercosur, net den Drock op d'Baueren nach erhéijen, Mëttel weiderhin anzesetzen, fir konkurrenzfäeg ze bleiwen, déi awer eisem Waasser am Endeffekt schueden. Dat heescht, mat esou Saache wéi Mercosur dréckt Der nach eng Kéier dem Bauer méi Drock op an deementspriechend maacht Der erëm näischt fir de Waasserschutz.

Also, et gëtt nach villes ze maachen hei am Land. Et muss een awer och éierlecherweis soen, dass zu Lëtzebuerg d'Waasserqualitéit gutt ass. D'Waasser fléisst iwwerall an de Gemengen, an d'Leit kënnen zu all Moment op Waasser zougräifen. Iwwert de Finanzéierungsschlëssel muss awer, mengen ech, dëst Haus an noer Zukunft nach eng Kéier diskutéieren.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Goergen. An da wier et un eisem leschte Riedner, dem honorabelen Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. 2027 mussen eis Uewerflächegewässer an engem gudden ekologeschen Zoustand sinn. Dat ass dann d'nächst Joer.

Haut am Joer 2026 sinn 0 vun deenen 106 Gewässermassen un der Uewerfläch an engem gudden Zoustand a souguer knapp d'Hallschent vun dëse Gewässer ass an engem schlechten Zoustand. Beim Grondwaasser ass d'Situatioun just liicht manner alarmant. 21 % befanne sech hei a guddem Zoustand.

Den europäesche Vergläich weist eis also och e klore Kontrast. 40 % vun den europäesche Fléissgewässer sinn a guddem Zoustand a 86 % vun de Grondgewässer. Dat ass och elo net, fir vu Freed ze jäizen, mee wäit ewech vum katastrophalen Zoustand bei eis.

Ech ginn elo net weider op d'Detailer doriwwer an. Ech stelle just fest, dass mir hei vun enger kontinuéierlecher Verschlechterung vum Zoustand vun eise Gewässer schwätzen, déi iwwert déi lescht Joerzéngten net gestoppt konnt ginn. Wéi bei esou villen Thematiken am Ëmweltberäich ass Lëtzebuerg net virbildlech. Mir si kee First Mover. Mir si schlecht doranner, eis natierlech Liewensgrondlagen ze schützen. Ob dat beim Waasser ass, bei de Bëscher, der Aartevillfalt, am Oppeland oder beim Klimaschutz – mir hu gewalteg Problemer.

An d'Grënn dofir leien net just an der Zesummesetzung vun dëser oder de leschte Regierungen, well keng huet dat do an de Gréff kritt. An dat huet och eng Haaptursaach: Aneschters wéi an deene meeschten europäesche Länner gëtt zu Lëtzebuerg de privaten Interessi, de private Besëtz eendeiteg iwwert d'Wuelergoe vun der Allgemengheet gesat. An un dee Prinzipp huet sech bis elo och keng eenzeg Regierung getraut. An dat geet och relativ däitlech aus dem Rapport vum Waasserwirtschaftsamt ervir.

Ech wëll hei op zwee gréisser Problemer opmierksam maachen, déi sech wéi e roude Fuedem duerch d'Constate vum Waasserwirtschaftsamt zéien. Éischtens d'Buedemfro: Wiem gehéiert de Buedem un de Flëss? A wéi kann een do iwwerhaapt eppes maachen? Zweetens d'Interessefro, doru gekoppelt: Wien decidéiert, wat mam Buedem gemaach gëtt? A virun allem: Wéi eng Interessen dominéieren?

Zum Éischten, der Buedemfro. D'Waasserwirtschaftsamt selwer erkläert, dass d'Ëmsetzung vun de Renaturéierunge séier op Grenze stéisst, well d'Ufere vun eise Baachen a Flëss Privateegentum sinn. Sief et fir eng Beckerenaturéierung duerchzeféieren, fir eng Gréngsträif unzeleeën, fir eng Flossschläif ze restauréieren, fir all dës Moossname brauch een den Accord vun de Proprietären. A wann deen Accord feelt, hält alles op. Keng Prozedur, kee Gesetz erlaabt et dem Staat, un dës Terrainen ze kommen. Mir all kennen déi Problematik warscheinlech um lokalen Niveau. An der Stad hu mer deen och bei der Uelzecht, wou ganz Projete fir Renaturéierunge vu Flëss a Baachen am Tirang landen, well ee Proprietär net wëllt matmaachen. Dat kann net sinn!

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Am Géigesaz zu Frankräich, wou de Staat, Gemengen oder Flosssyndikater op privatem Terrain Renaturéierungen am ëffentlechen Interesse duerchféiere kënnen, och géint de Wëlle vum Proprietär, feelt esou en Instrument zu Lëtzebuerg komplett.

Och an Däitschland gëtt et op Landesniveau eng Duldungspflicht. D'Proprietäre mussen also Renaturéierungsaarbechten akzeptéieren, och ouni Entschiedegung. Dat ass also eng politesch Fro, keng technesch oder administrativ, ob zu Lëtzebuerg den allgemengen Interessi konsequent um sakrosankte Privateegentum ka scheiteren a mer deementspriechend an deem Sënn och eis Gewässer knaschteg maachen.

Zum Zweeten, der Interessefro. D'Waasserwirtschaftsamt beschreift implizitt och de fundamentale Konflikt tëschent Schutzinteressen a privaten, oft kommerziellen Notzrechter vum Buedem. Zu Lëtzebuerg ass de Buedem rar an deier, wouduerch natierlech och en enormen Drock fir e méiglechst intensive kommerziellen Notzen entsteet. Dësen Drock ass schwéier mat engem effikasse Waasserschutz an Aklang ze bréngen. Hei kann een iwwert d'Landwirtschaft schwätzen natierlech, sou wéi vill Virriedner et scho gemaach hunn.

Als Beispill kann een awer och nach aner Saachen nennen, dass d'Kommodogesetzgeebung bei industriellen Aktivitéite keng Limitte setzt beim Waasserverbrauch oder beim Schmotzwaasser. Generell ass ze soen, dass bei Geneemegungen d'Waasseraspekter net am Kader vun der Autorisatioun selwer gekuckt ginn a soumat oft guer net richteg mat consideréiert ginn, och net bei verschiddene Projete vum Staat, Stéchwuert Stroossebau.

Mee et geet nach méi wäit. Et geet nach méi wäit! Privatentreprisen exploitéieren zu Lëtzebuerg Grondwaasserspäicheren, well eis Gesetzgeebung dat erméiglecht. De Grondbesëtzer dierf och alles dat notzen, wat ënnert dem Buedem ass. Mir hunn zu Lëtzebuerg Aquifèren, déi virun Zéngdausende vu Joren entstane sinn, mat héichwäertegem Waasser, dat vun Entreprisen a Fläsche gefëllt gëtt an am Supermarché verkaaft gëtt.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. André Bauler, Président de séance | Et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Ech géif bieden, dem Här Wagner méi andächteg nozelauschteren. Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi vill esou Foragë bedriwwe ginn, dat weess d'Ëffentlechkeet net. Eng Tax, déi dëser kommerzieller Notzung géif entspriechen, gëtt et och net. Mir hunn als Lénk guer kee Verständnes dofir, datt eng natierlech Ressource wéi Waasser iwwerhaapt an iergendenger Form privatiséiert ka ginn. Dat misst jidderengem e Gräuel sinn.

Här President, soll et am Waasserschutz méi séier virugoen, da féiert an eisen Ae kee Wee laanscht gesetzlech Upassungen, déi dem Staat an de Gemengen en Interventiounsrecht op privaten Uferparzelle ginn, ouni Vetorecht fir d'Proprietären. Ech géing gäre wëssen, ob d'Regierung och an déi Richtung wéilt goen.

Doriwwer eraus kéint och en Droit de préemption environnemental sënnvoll sinn, gekoppelt un eng proaktiv Opkafpolitick vun Terrainen, fir méi Renaturéierungs- a Kompensatiounsmesüren ze erméiglechen.

Bei grousse Bau- an Infrastrukturprojete vun Entreprisen an och vum Staat muss den Impakt op d'Waasser obligatoresch mat gekuckt ginn. An de responsabelen Ëmgang mat der Ressource Waasser kann net just eng Recommandatioun sinn, mee muss mat seriösen Taxen a wann néideg Sanktiounen imposéiert ginn.

Dat si Pisten, fir de Problem méi déif um Fong unzepaken. Well wéi Der wësst, ass et mat den iwwerflächleche Mesüren esou wéi mam Waasser an der praller Sonn: Et evaporéiert ganz séier.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Serge Wilmes, Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. A merci fir dës Interpellatioun an och alleguerten den Deputéierte fir hir Prise de position.

Jiddwereen ass sech heibannen eens: D'Waasser ass essentiel fir eist Iwwerliewen. Et ass eng Banalitéit, mee eng Banalitéit, déi nun eemol eng essentiel Wourecht a sech dréit. An dowéinst gëtt jo schonn zënter Joerzéngte versicht, och eng aner Politick ze maachen. D'Memberstaaten hu sech mat der Kommissioun a mam Parlament schonn am Joer 2000 drop gëeenegt, eng Kaderdirektiv an d'Liewen ze ruffen, fir datt europawäit eng harmoniséierte Politick kann ëmgesat ginn, och eng ambitionéiert Politick, déi dozou féiere soll, datt déi rar Ressource Waasser,

den Ursprong vun allem Liewen op deem Bloe Planéit, an Zukunft op d'mannst hei an Europa kann ofgeséchert ginn an hir Qualitéit och déi héchstméiglech soll si fir dës an déi nächst Generatiounen.

Ech mengen, dat ass eng grouss Ambitioun, wou verschidden Zilsetzunge sech gesat gi sinn, och zäitlecher, déi awer bis elo ni konnten erreecht ginn. An och effektiv, déi aktuell Deadline, déi mer anzehalen hunn, nämlech bis 2027, fir eis Baachen a Flëss an e gudden Zoustand ze bréngen, nee, déi wäerte mer net erreechen. Dat ass ganz kloer. Do brauch kee sech hei iergendwou ze verstoppen oder selwer ze beléien. Mir wäerten deen net erreechen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Woubäi et, dat ass awer och hei gesot ginn, Progrèse gëtt. Doduerch, datt dee Prinzipp besteet, datt, wann een Indikator vun deene villen, déi gekuckt ginn, vum ökologeschen, vum cheemeschen Zoustand, net gutt ass, dann alles op Rout ass, gëtt et erschwéiert, d'Progrèsen dann och kënne visibel ze maachen. Mee där sinn et der awer ginn. Iwwert déi leschten 20 Joer – an hei ass den Historique jo gemaach ginn – hu mer effektiv vill Efforten als Gesellschaft gemaach, fir méi Kläranlagen an domadder d'Depoten aus dem Siidlungsberäich an eis Baachen a Flëss méi kleng ze maachen. Et bleift awer trotzdeem nach e Wee och do ze maachen.

Op der anerer Säit bleiwen nach ëmmer diffus Depoten aus bestëmmte wirtschaftlechen Aktivitéiten, besonnesch landwirtschaftlechen Aktivitéiten, bestoen. A mir kommen och effektiv net an deem Rhythmus weider, wéi mer dat gären hätten, mat zum Beispill eise Renaturéierungsprojeten, wat ee vun deenen effikasste Moyenen ass, fir kënnen ënner anerem d'Qualitéit vun dem Waasser an eise Baachen a Flëss däitlech ze verbesseren. Dat ass esou, wéi et am Moment do steet. An do wäerte mer 2027 also och net dat Zil erreechen.

Wat wäert da geschéien? Dat ass awer och mol eng Kéier eng wichteg Fro. Jo, da riskéiere mer, vun der Kommissioun eng Infraktiounsprozedur géint eis ze declenchéiert ze kréien, wat dann dozou féiere kéint, datt mer an enger ultimer Etapp vum Europäesche Geriichtshaff géife verurteelt ginn oder misste Strofe bezuelen an natierlech dann nach vill méi ënner Drock géife gesat ginn, fir d'Mesüren ëmzesetzen, wat jo u sech och d'Schlësselelement war – den Här Graas huet dat hei gutt betount –, firwat dunn ab 2013, wéi mer déi Strofe kruten, e Gang bäigeschalt ginn ass. Well wa finanziell Strofe kommen, deet dat natierlech nach vill méi wéi, wéi wann ee just de béise Fanger gemaach kritt. A well dat du vill kascht huet, ass sech dunn op den Hënneschte gesat ginn an et ass méi séier weidergemaach ginn. An do sinn d'Responsabilitéiten iwwerholl gi vun deenen eenzelnen Acteuren, an déi mussen dann och weidergemaach ginn.

Fir awer elo ze verhënneren, datt mer an esou eng Phas kommen, wou mer musse verurteelt ginn an eng Strof bezuelen, huet d'Kommissioun op „structured dialogues" invitéiert, déi se féiert. „Strukturéiert Dialogen" heescht dat op Lëtzebuergesch. An dat ass e Moyen, fir nach eng Kéier ze verhënneren, datt een onbedéngt muss herno eng Infraktiounsprozedur declenchéieren, a fir nach eng Kéier genau mat deem Memberstaat ze diskutéieren: „Wat sinn Är strukturell Defien, d'Problemer, firwat Der d'Zilsetzunge vun der Kaderdirektiv net kënnt an deem Delai erreechen, wou e gesat ginn ass?"

An déi Diskussioune lafen. Mir hunn do schonn technesch Reuniounen, déi mat der Kommissioun gelaf sinn tëschent dem Ministère an dem Waasserwirtschaftsamt. An da kommen awer och déi politesch Diskussiounen, well et muss am Endeffekt herno e politeschen Accord dobäi erauskommen tëschent dem Memberstaat an der Kommissioun, wou ee sech drop eenegt, sech zu zousätzleche Mesüren ze verflichten, struktureller Natur, finanzieller Natur, administrativer Natur, legislativer Natur, fir kënnen dann an deenen nächste Jore méi séier virunzekommen. An déi Rendez-vouse stinn nach aus. Déi wäerten héchstwarscheinlech am Hierscht vun dësem Joer sinn. Mee mir mussen dat nach mat der Kommissioun maachen.

An dat wäerte mer also och als Prioritéit ugoen. An do wäerten dann och all déi Saachen diskutéiert ginn, déi heibannen diskutéiert gi sinn, och natierlech de Rôle vun der Landwirtschaft, vun den Nitraten, vun den Närstoffer, déi aus deem Secteur nach an eis Gewässer erakommen, vun de Renaturéierungen, vun de Kläranlagen, vum Ausbau, zousätzlech d'Moderniséierung dovunner, awer och wéi ee ka strukturell Defiziter nach verbesseren, fir an deenen nächste Jore méi séier weiderzekommen.

Sou, wat ass dann …? Fir Iech allgemeng eng Iwwersiicht ze gi vun Aktiounen, déi am Moment lafe respektiv da wäerte geschéien: Mir hunn d'lescht Joer, Mëtt 2025, jo eng Kéier d'Publikatioun vun dem Bilan gemaach, wou mer iwwerhaapt sti mat dem Ëmsetze vun dem drëtte Waasserbewirtschaftungsplang, dee jo d'Joren 2021 bis 2027 ofgedeckt huet.

Elo si mer amgaangen, dee véierte Waasserbewirtschaftungsplang auszeschaffen. Well och wa mer dann d'Zil 2027 net erreechen, gi mer net dovunner aus, dass mer op eemol mussen ophalen. Mir musse weidermaache mat Mesüren. Also muss eng véiert Editioun dovunner ausgeschafft ginn.

An am Ament lafen do Gespréicher, och mat der Bevëlkerung. Do ka jiddweree matmaachen. Et ass eng Consultation publique, mat wichtege Froen, déi gestallt ginn. An dat ass, mengen ech, e gudde Moyen, fir eng Kéier mol opzegeheien, och eng méi breet Diskussioun ze provozéieren: Wat sinn eis Defien? Wat sot Dir dozou? An och vläicht fir verschidden Iddien och eng Kéier an de Raum ze geheien, zum Beispill d'Fro: Bräichte mer net och e Plan sectoriel vun de Renaturéierungen? Dat ass einfach nëmmen eng Fro, déi do gestallt gëtt. An da ka jiddwereen, dee sech do befäegt fillt, sech dozou ze äusseren, dat eraginn.

Dat ass dann nach net déi eigentlech Enquête publique, déi mer lafe loossen, fir déi véiert Editioun vum Bewirtschaftungsplang ausschaffen ze loossen. Déi wäert eréischt um Enn vun dësem Joer ufänken a sech dann an déi éischt Méint vun 2027 zéien, fir datt mer dann duerno déi definitiv Versioun kënnen adaptéieren. An ab September vun dësem Joer ginn och regional Table-ronden organiséiert am Kader vun deene Froen, déi opgeheit ginn, fir déi ze diskutéieren an och vläicht dann zesumme mat der Bevëlkerung ze kucken, wat fir eng Aktivitéiten, wat fir eng Aktioune musse prioritär geholl ginn a wéi d'Verantwortungen opgedeelt kënne ginn, fir onst Zil vun der Ëmsetzung vun der Waasserramendirektiv kënnen ze erreechen.

An da misst deen definitive Plang am Laf vun 2027 adoptéiert ginn, fir da spéitstens Enn 2027 a Kraaft ze trieden. Dat ass emol dat grousst Dokument mat deenen Dausende vu Mesüren, déi et elo scho gëtt, déi nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn an déi nach eng Kéier da mussen definéiert ginn, fir déi nächste sechs Joer kënnen ofzedecken.

Dann – an dat ass eng Initiativ, déi dës Regierung geholl huet, well mer eis vill dovunner verspriechen, wa mer och hei zu Lëtzebuerg am Dialog si mat deenen eenzelnen Acteuren – hu mer e Renaturéierungsdësch an d'Liewe geruff am November d'lescht Joer, deen eng Kéier all déi concernéiert Acteure fir d'Renaturéierung zesummebruecht huet.

An do lafen elo Aarbechtsgruppen, an zwar sinn dat dräi Stéck, déi do lafen: een iwwer – wat bal dee wichtegste Punkt ass – de Foncier, d'Terrainen. D'Disponibilitéit, wat och hei virdrun nach eng Kéier ugeschwat ginn ass, ass kruzial. Deem kënne mer elo net virgräifen, well do soll jo tëscht den Acteuren diskutéiert ginn: Wat sinn déi gréisste Barriären? A wat kënnen nei Moyene sinn, aner Mesüre sinn, Alternativen dozou sinn oder nei Iddie sinn, fir kënne méi séier weiderzekommen?

Da leeft een Aarbechtsgrupp iwwert d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Acteuren. Gëtt déi esou wouergeholl, wéi se muss wouergeholl ginn? Muss se net aneschters verdeelt ginn? Mussen net verschiddener méi, anerer manner iwwerhuelen?

An natierlech d'Sensibiliséierung, well och dat ass net ze ënnerschätzen. Dat ass hei esou e bësse plakativ ofgeleent …, net ofgeleent ginn, mee e bëssen ofgeschwächt, e bëssen …, jo, ofgewimmelt wëll ech och net soen, mee op d'mannst als net esou wichteg duergestallt ginn, mee et ass awer ganz wichteg. D'Bewosstsinn ass ganz wichteg, well mir kënnen Dausende vu Mesüren hunn … An ech mengen, hei ass jo virdru gesot ginn: Déi viregt Regierung huet, natierlech well mer eng Prozedur haten, wou mer Infraktioun haten, wou op eemol Drock komm ass, wou finanziell Strofe komm sinn, Gas ginn. Dat war och richteg, dat esou ze maachen, dass se och do ënnerstëtzt ginn, och vun deejéinege Gemengen, déi concernéiert waren, fir séier weiderzekommen.

Op der anerer Säit ass awer dann de Constat: „Jo, mir sinn awer net esou séier weiderkomm, wéi mer gären hätten." An och mir, obwuel mir och vill Wëllen haten, vill Moyenen investéiert hunn, stinn awer nach ëmmer net do, wou mer gären hätten. Also geet et jo awer net nëmmen eleng domadder duer. Et muss ee méi Bewosstsi schafe bei jiddwer Eenzelnem, mee och bei deene concernéierten Acteuren, wéi wichteg d'Waasser ass, fir en aneren Ëmgang mam Waasser, wéi dat bis elo war, wat de Präis dovunner ass, dee mer ze bezuelen hunn, wa mer dat net maachen.

Dofir versprieche mer eis awer vill vun Dialogen, vum Zesummebrénge bei Table-ronden, wou déi eenzel Acteure mateneen nach eng Kéier schwätzen, oppen, transparent, firwat mir net esou séier weiderkommen, d'Barriären identifiziéieren, déi bestinn, finanzieller, administrativer, legaler Natur, fir sech dann e gemeinsame Constat ze maachen, e gemeinsamen Accord ze fannen, datt mer dat elo uginn.

An da muss dat natierlech och herno ëmgesat ginn a Musek. An dozou wäerte warscheinlech och Upassunge vu Gesetzgeebunge gehéieren. Dozou wäert och gehéieren, datt finanziell Hëllefen och vläicht an d'Luucht gesat musse ginn. Dat alles wäert warscheinlech dobäi erauskommen hei bei deem spezifeschen Domän vun de Renaturéierungen, sou wéi dës Regierung dat jo och fäerdegbruecht hat bei dem Juegd- a Wëlddësch, wou mer eis och e gemeinsame Constat ginn hunn, wou mer déi Leit wärend engem Joer ronderëm den Dësch versammelt hunn an Aarbechtsgruppen organiséiert hunn a wou do en historeschen Accord-cadre dobäi erauskomm ass, fir kënnen en Equiliber an Zukunft ze kréie mat enger Wëlddicht, déi mat enger natierlecher Verjéngung vun eise Bëscher och vereenbar ass. Well esou e Resultat erwaarde mer eis och bei dem Renaturéierungsdësch.

A mir wäerten dat och als ee vun den Haaptaktiounshiewelen an dee strukturéierten Dialog mat

der Kommissioun mat erabréngen, well et schonn ee Moyen ass, fir kënne méi séier an Zukunft virunzekommen. Mir erwaarden eis, datt déi zweete Plenière vun deem Renaturéierungsdësch wäert virun dësem Summer, vläicht no dem Summer sinn. Dat hänkt e bëssen dovunner of, wéi d'Aarbechtsgruppe wäerte virukommen. Do kann ech Iech jo net e genauen, prezisen Datum scho ginn, mee wat méi séier, wat natierlech besser.

Dann ass och d'Waasserresilienzstrategie e bëssen ofgedoe ginn, wéi: „Musse mer elo nach esou en Dokument hunn?" Ech fannen, dat ass ganz wichteg. Et gëtt eng europäesch Waasserresilienzstrategie. Mir brauchen och eng lëtzebuergesch, déi sech och dann integréiert an déi national Resilienzstrategie, fir déi Froen ze klären, wéi mer an Zukunft hei zu Lëtzebuerg kënne garantéieren, datt mer genuch Drénkwaasser hunn, datt d'Qualitéit vun deem Waasser, och vun de Flächegewässer natierlech garantéiert ass, a fir dofir ze suergen, méi effizient mam Waasser ëmzegoen. Dat ass dann e méi grousst strateegescht Dokument, wou sech awer herno wäert deklinéieren och an déi eenzel Gesetzgeebungen, respektiv natierlech och baséiert op dem Waasserbewirtschaftungsplang.

Mee et ass awer wichteg do, sech eng strateegesch Linn ze ginn, fir déi nächsten 10, 20 Joer ofzedecken. An déi wëlle mer virun dem Summer gären dann an de Regierungsrot eranhuelen an an deem Moment och presentéieren. An hei lafen och elo scho vun dësem Mount un a bis nach de Juni dräi partizipativ Ateliere mat de Ministèren an de Verwaltungen an natierlech och mat de Representanten aus der Zivillgesellschaft an de Gemengen.

Dann hu mer jo den interministerielle PFAS-Grupp, deen den éischte Rapport iwwert d'PFAS hei zu Lëtzebuerg jo virgestallt a publizéiert huet, déi mer hei och schonn diskutéiert hunn, an deen natierlech elo muss formaliséiert ginn. An dat wäerte mer dann an der éischter Hallschent vun dësem Joer nach maachen. Dat heescht, do wäerte mer dann e formellen Aarbechtsgrupp op d'Bee setzen, en interministeriellen Aarbechtsgrupp, wou nach weider Ministèrë wäerten dobäikommen, fir déi Aarbechte weiderzeféieren a fir déi Aktiounen, déi do festgesat gi sinn, och ëmzesetzen.

Dann zu den Nitrater an den Drénkwaasserschutzzonen, wat jo och essentiel ass, fir d'Qualitéit vun eise Gewässer ze verbesseren. Hei lafe schonn zënter dem Juni, Juli Ateliere mat dem landwirtschaftleche Secteur zesummen, fir op där enger Säit iwwert d'Upassung vun dem Drénkwaasserschutzzone-Reglement vun 2013 ze diskutéieren, op där anerer Säit awer och d'Nitratgesetzgeebung ze preparéieren. An den nächste Schrëtt ass, datt mer elo do wäerten en Avant-projet de loi an dem Regierungsrot unhuele fir d'Nitratgesetz an och en Avant-projet de loi fir de Règlement grand-ducal. A mir hoffen, datt mer dat och nach kënne virun dësem Summer maachen.

Ech hunn Iech zu dem strukturéierten Dialog vun der Kommissioun scho gesot, datt mer amgaange sinn, deen op techneschem Niveau ze féieren, an datt dee politesche warscheinlech am Hierscht wäert sinn, wou mer mussen en Accord da fannen. Mir sinn awer och aktuell amgaangen, un engem Avant-projet de loi ze schaffen an Zesummenaarbecht mat der AGE, dee mat der ALUSEAU (ndlr: Association luxembourgeoise des services d'eau) ofgestëmmt gëtt, fir déi nei Ofwaasserdirektiv kënnen ëmzesetzen. D'Zil ass et och hei, deen Avant-projet de loi virun der Summervakanz an de Regierungsrot ze bréngen.

Well hei och iwwert d'Kläranlage geschwat ginn ass, déi nach ëmmer essentiel si selbstverständlech, just nach eng Kéier déi heiten Informatiounen: Aktuell ass virgesinn – a Planung an a Bauphas –, zéng nei Kläranlagen ze bauen: am Blummendall, zu Schlënnermanescht, zu Donkels, zu Mäerkels, an der Schleef, zu Selschent, zu Wäicherdang, zu Schweebech, zu Nojem an un der Mess. Et deet mer leed, ech hunn elo vläicht ee falsch ausgeschwat. A 60 Kläranlage sollen am Ganze moderniséiert a vergréissert ginn, dorënner déi bekannte Beispiller hei zu Beggen, zu Beetebuerg an zu Schëffleng.

Et ginn awer och des Weideren Étude-de-faisabilitéë gemaach, fir ze kucken, ob een net insgesamt d'Zuel vun de Kläranlage ka reduzéieren, fir den Impakt op d'Gewässer weider ze reduzéieren.

Ech gräifen awer gär ee Punkt op, deen den Här Graas gemaach hat: mat der Finanzéierung, fir doriwwer ze diskutéieren. Well mir si jo gär am Dialog mat deenen eenzelnen Acteuren. An d'Gemenge si ganz wichteg Acteuren – dat brauch ee mir net ze erklären –, an doweinst sinn ech ëmmer oppen dofir, och mat de Gemengen, mam Syvicol an natierlech mat all deene concernéierte Schäfferéit doriwwer ze schwätzen.

Dat solle mer ëmmer maachen, an dofir steet meng Dier do och op. Well et ass wichteg, datt mer kënne weiderkomme mat dem Ausbau a mat der Moderniséierung vun de Kläranlagen. Woubäi mer jo fir déi ganz Grouss – an do sinn eng ronn Dose Kläranlagen am Land betraff – déi véiert Klärstuf mussen dann integréieren, déi eis wäert hëllefen, Reschter vu Medikamenter, Kosmetik, Microparticullen, zumindest och Mikroplastik, an aner schiedlech Substanze kënnen aus dem Waasser erauszekréien. Dat si grouss Investitiounen. Dat sinn eng ronn 700 Milliounen Euro, déi do misste virgesi sinn, fir dat kënnen ze maachen, mee déi awer weider entscheedend sinn, fir kënnen d'Waasserqualitéit substanziell ze verbesseren.

Dat sinn u sech eng Kéier grosso modo déi grouss Projeten, déi amgaange sinn ze lafen am Waasserberäich, wou jo scho konkreet Gesetzgeebungen entweeder amgaange sinn, geännert ze ginn, oder wäerte geännert ginn.

An dann hate mer jo d'leschte Kéier de PFAS-Rapport – woubäi déi Problematik eng ass, wou eis jo elo eréischt méi bewosst ginn ass, wat fir Konsequenze se huet, wou et jo elo eréischt vill méi Etüden dozou gëtt iwwert de Risiko dovunner, wou mer eis dann och nach ëmmer do asetzen um europäeschen Niveau, datt et eng europäesch Reglementatioun gëtt, fir déi PFASen allgemeng dann ze verbidden, mee awer och fir Grenzwäerter ze kréie fir den TFA.

Wat ech awer an där Debatt viru puer Wochen hei gesot hunn a wat ech och amgaange sinn ze maachen, ass, datt mir als Regierung am Kader vum Iwwerschaffe vum Règlement grand-ducal vun 2013 gären hätten, datt mir iwwer en Zäitraum, deen nach muss definéiert ginn, an och iwwer eng Manéier, déi nach muss diskutéiert ginn, e Phasing-out hu vun alle Planzeschutzmëttelen an den Drénkwaasserschutzzonen. An dat ass eng contraignant Mesür, déi en Impakt wäert hunn op eng Rei landwirtschaftlech Betriber.

Ech hat net méi spéit wéi haut eng Reunioun mat der Landwirtschaftskummer, wou mer konkreet doriwwer geschwat hunn: allgemeng iwwert de Reglement grand-ducal vun 2013 an d'Upassung, well do jo Ateliere gelaf sinn, wou si agebonne waren, awer wou dat heiten en neit Element ass, dat derbäikomm ass en cours de route, well de PFAS-Rapport veréffentlecht ginn ass, wouran eis déi Recommandatioun jo och un d'Häerz geluecht gëtt. An dat sinn Diskussiounen, déi am géigesäitege Respekt verlafen, mee dat si schwéier Diskussiounen, well et wäert riskéieren, d'Existenz vun enger Rei Betriber op d'Spill ze setzen.

Op där anerer Säit si mir an der Verflichtung, dofir ze suergen, datt mer eng Kéier deen Däiwelskrees vu Planzeschutzmëttelen, déi dann op eemol verbuede ginn – da ginn erëm anerer agesat –, do à la source, wou ee kann direkt eppes maachen, fir d'Drénkwaasser ze schützen, briechen. Mee mir mussen et awer esou maachen, datt mer et begleedend maachen, datt mer dat consideréieren, datt mer et och vläicht differenzéiert maachen. A mat all méigleche Mesüren, och finanziell, musse mer dat begleeden, Alternativen ubidden, d'Berodung och op de Leescht huelen.

Mee do hu mer ugefaangen ze diskutéieren. Déi Diskussioune sinn nach net ofgeschloss. Ech hu gesot, ech wéilt dee Règlement grand-ducal awer gär virum Summer an de Regierungsrot huelen. Ech loosse mer natierlech awer och do eng Dier op, fir dat e bësse méi spéit ze maachen. Well déi Diskussioune musse gefouert ginn, net nëmme mat der ALUSEAU, déi natierlech en faveur dovunner sinn, mee virun allem mat de Vertrieder vun der Landwirtschaft, fir datt mer se kënne mat op de Wee huelen.

Op jidde Fall hu si selwer an där Diskussioun, déi ech haut mat hinne gefouert hunn, och nach eng Kéier kloer betount, datt et kee Landwirt gëtt, datt et kee Bauer gëtt, deen net gär wëll d'Waasser schützen, deen en Interêt huet, d'Waasser ze verknaschten! Si liewe mam Waasser als Alleréischt. Si si ganz vill op d'Waasser ugewisen als Secteur – net nëmme si; dat meescht verbrauche jo d'Stéit, d'Privatstéit, mir als Privatpersounen, an dann och d'Industrie, vun der Quantitéit hier nach vill méi u sech wéi d'Landwirtschaft –, mee ouni Waasser kann d'Landwirtschaft natierlech net fonctionéieren. An et ass an hirem eegenen Interêt.

Et muss een et awer begleeden, soudatt een dat alles, déi Wirtschaftlechkeet an déi Perspektiven, déi sech stellen, an och natierlech déi Fro, wien och nach gäre Betriber iwwerhëlt – wouzou d'Madamm Hansen gëschter e Plang presentéiert huet, fir dat ze ënnerstëtzen –, muss mat consideréieren.

Dat heescht, mir mussen d'Quadratur vum Krees fäerdegbréngen. Dat ass net einfach. Dat ass nach kenger Regierung gelongen. Ech weess net, ob dat dëser Regierung wäert geléngen. Ech hunn och net deen Usproch. Mee mir mussen awer versichen, dee Wee ze goen, och mat vill Fangerspëtzegefill, och wann eist Zil hei ganz kloer ass.

An ech wollt awer och nach eppes zousätzlech soen, well dat bei d'Landwirtschaft passt: D'Madamm Welfring huet hei gesot, d'Hëllefe fir d'Uwännersträife géifen net an d'Luucht gesat ginn. Dat ass falsch! Well net méi spéit wéi d'nächst Woch huele mer e Règlement grand-ducal un, wouduerch d'Biodiversitéitsprimme grad fir d'Uwännersträife wäerten an d'Luucht gesat ginn a wouduerch d'Landwirte méi Hëllef wäerte kréien, méi Sue wäerte kréien, fir an Zukunft kënnen Uwännersträifen unzeleeën. Well och dat ass eng vun deenen effikasste, relativ einfache Mesüren, fir kënnen dofir ze suergen, datt manner Nitrater, manner Stéckstoffer an d'Gewässer gelaangen an och manner Buedemerosioun wäert sinn. An dat si mer also amgaangen ze maachen. Dat wäert kommen. Dat ass awer natierlech net déi eenzeg Mesür, mee et ass eng, déi vill ka bréngen.

Dann net ze vergiesse bei deem Ganzen: Och net méi spéit wéi virun zwee Deeg ass den aktualiséierte Copernicus-Rapport veréffentlecht ginn, e Rapport, iwwert deen ech och ganz gären eng Kéier an der Kommissioun géif diskutéieren, well deen och ëmmer

nees dozou bäidréit – an dat ass mäin Haaptpunkt –, Bewosstsinn ze schafen, och herno nees Bewosstsinn ze kréie fir d'Problematik, déi awer amgaangen ass, eis ze droen, déi scho gutt present ass, nämlech de Klimawandel a seng Konsequenzen, deen e groussen Impakt huet op de Waasserhaushalt hei zu Lëtzebuerg.

Woubäi ze bemierken ass, datt et hei zu Lëtzebuerg net riskéiert – warscheinlech –, am Volume iwwert d'Joer gekuckt, manner ze reenen. Mee et ass, wéi mer alleguerten elo scho gesinn, vill méi aneschters verdeelt. Mir hu Wochen a Méint, wou et net méi reent, an da riskéiere mer, op eemol ganz vill Reen op engem Coup ze kréien. Dat féiert natierlech herno zu Staarkreenepisoden, déi zu Iwwerschwemmunge féieren. Dat ass elo e Volet, dee mer hei net esou explizitt diskutéiert hunn, deen awer heimadder zesummenhänkt. Wa mer méi renaturéieren, da kënne mer de Risiko vun Héichwaasser minimiséieren – och wa weiderhi wäert Héichwaasser sinn.

An dee wäert dozou bäidroen, datt de Grondwaasserpeegel riskéiert, sech och manner séier ze fëllen, a mer domadder och da mam Drénkwaasser e Problem wäerte kréien, wat natierlech allgemeng fir déi Aktivitéiten, déi vum Waasser ofhängeg sinn, eng Erausfuerderung ass mat deene laange Drécheperioden, wat natierlech och wäert da kënnen déi Erträg vun deene Kulturen, déi ugeplanzt ginn, negativ impaktéieren. Dowéinst musse mer alles derfir maachen, fir d'Drénkwaasser an d'Drénkwaasserversuergung ze garantéieren an déi Drénkwaasserschutzzonen dee Moment dann och wierklech richteg ze schützen, well do à la source wierklech eppes ka gemaach ginn.

An et ass net nëmmen esou, datt mer musse kucken, nei Drénkwaasserquellen ze fannen, wéi zum Beispill d'Opbereedung vun der Musel, déi de SEBES jo elo mol kann ufänken ze studéieren an dann och ze plangen an eng Kéier ze maachen – woubäi dat dann natierlech och erëm Erausfuerderungen huet. Dat ass dann ee Volet. Mee ganz wichteg ass et, déi besteeënd Quellen, déi besteeënd Faassungen, do ze schützen, an zwar esou ze schützen, datt d'Qualitéit vun deem Drénkwaasser ka garantéiert ginn, mee och am Hannerkapp ze behalen, datt mer hei an Europa en total verännerte Waasserhaushalt wäerte kréien.

A firwat erwäermt sech Europa zweemol méi séier wéi all anere Kontinent? Jo, ma well an Europa Schnéi an Äis méi séier schmëlzen a verschwannen an doduerjer da méi Fläche kommen, déi net méi d'Sonn refletéieren, mee absorbéieren. Mir kréien domadder also méi grouss Flächen, déi sech wäerten opwiermen an déi domadder e groussen Impakt hunn op d'Disponibilitéit vum Waasser. D'Waasser wäert weltwäit ëmmer iergendwou an där selwechter Quantitéit verfügbar sinn, mee et wäert sech aneschters verdeelen.

Europa wäert dee Moment manner dovunner kënnen hunn. A mir mussen eis natierlech dorobber astellen. Dowéinst ass et awer och wichteg, strateegesch Dokumenter wéi eng Waasserresilienzstrategie auszeschaffen, fir mat esou Froen, déi eng Mandatsperiod depasséieren, kënnen ëmzegoen a sech doriwwer Gedanken ze maachen, déi jo dann och agebett ass an déi europäesch Waasserresilienzstrategie.

Well et ass awer ganz wichteg – dat ass wierklech ee Punkt, deen net ze negligéieren ass –, datt mer einfach mussen en anert Bewosstsi kréien. Dofir muss een d'Acteure méi reegelméisseg beieneebréngen, diskutéieren, am Dialog sinn, zesummen identizéieren, wat d'Barriäre sinn, wat d'Moyene sinn, fir kënne méi séier weiderzekommen, mee och natierlech allgemeng dobausse bei jiddwer Eenzelnem nach vill méi d'Bewosstsi schäerfen dofir – och wann dat net evident ass an een d'Saachen dann 100-mol an 101-mol an 102-mol muss widderhuelen –, datt d'Waasser net einfach esou disponibel ass, datt et net einfach esou gratis kann disponibel sinn an datt et net, wann ech meng Toilette spullen, „aus den Augen aus dem Sinn" ass, datt dat u sech keng gutt Mentalitéit ass, an datt et och net selbstverständlech ass, wann ech de Krunn opmaachen, datt do proppert Waasser erauskënnt fir ze drénken. Mee dat ass mat vill Méi, mat vill Opwand, mat vill Technologie, mat vill Sue verbonnen. Dat kascht eppes.

Dowéinst musse mer och léieren, aneschters mam Waasser ëmzegoen, et méi effizient anzesetzen, an net mat esou enger Selbstverständlechkeet domat ëmgoen, a léieren, méi ze schätzen, wat et eis bréngt, wa mer Flëss hunn, déi nees méi fräi fléissen, déi nees kënne méi debordéieren, déi och erëm méi Sauerstoff vu sech selwer aus kënne generéieren, an domadder och hir eege Regenerationsfäegkeete kënne verstäerken, déi méi aquatesch Villfalt hunn, datt dat och vill Positives huet, well et iwwerhaapt emol erlaabt, an Zukunft nach kënne mënschlech Aktivitéiten och hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Dat heescht: Kënne mer Wirtschaft maachen? Kënne mer Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg hunn? Dat ass eis Grondlag, wéi gesot ginn ass. Dat gëtt ëmmer esou als selbstverständlech ugeholl, mee et ass et eeben net! An et huet e Präis, sech drëms ze këmmeren, fir dat ze erhalen, dee mer alleguerte mussen zesummen upaken an zesumme mussen ugoen.

Voilà! Dat ass, mengen ech, eppes, wat dëser Regierung ganz bewosst ass a wat mir mat ganz vill Ambitioun a virun allem awer mat vill Dialog an och Kompromëssbereetschaft, awer ouni d'Zil aus dem An ze verléieren, uginn. An dat wäerte mir nach déi nächst zwee an en halleft Joer, wou mer dëst Mandat hei hunn, mat vollem Asaz maachen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach e puer Wuertmeldungen. Dir kënnt se vun hei aus beäntweren oder vun dohannen aus. Dat ass, wéi Der wëllt.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, jo. Ech bleiwen hei stoen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn nach Wuertmeldunge vum Här Michel Lemaire, vun der Madamm Welfring, vum Här Marc Goergen an duerno vum Här David Wagner. Fänke mer an der Reiefolleg mam Här Lemaire un. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, merci, Här Minister, fir dës Erklärungen. Et gesäit jo esou aus, wéi wa mer déi europäesch Directive-cadre sur l'eau – oder vill vun deene Mesüren – bis 2027 ganz einfach net erreeche wäerten. Dofir just nach eng Kéier meng Fro: Wat ass do virgesinn, wa mer se net erreechen? Wat steet do am Raum vun der Kommissioun? Sanktiounen? Wëlle mer do eventuell intervenéieren? Mat wat kënne mer do rechnen, wa mer déi, wéi et elo ausgesäit, eeben net erreechen? Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech widderhuele mech nach eng Kéier. Ech hunn et gesot a menger Ried, mee et ass wichteg, et nach eng Kéier ze preziséieren.

Jo, et drot eis natierlech dann e Verfaren, well mer déi Direktiv net respektéiert hunn. An dat géif dann heeschen, datt dann eng Klo gemaach gëtt vun der Kommissioun virum Europäesche Geriichtshaff. An da misst den Europäesche Geriichtshaff doriwwer befannen. E géif eis da verurteelen an da misste mer eng Strof bezuelen. Da misste mer also Sue bezuelen.

Mee fir dat do ze evitéieren a fir emol eng éischt Phas dovunner anzeleeden, déi dann net direkt esou streng ass, setzt d'Kommissioun, besonnesch am heiten Domän – well si sech bewosst ass, datt méi wéi ee Memberstaat betraff ass – well et ass net nëmme Lëtzebuerg, dat riskéiert, dat net ze erreechen, mee et sinn och vill aner Memberstaaten –, op den Dialog.

An dat nennt se dann dee „strukturéierten Dialog", wou se da vun de concernéierte Ministèren a Verwaltungen op techneschem Niveau Erklärunge freet. Well si huet jo alleguerten d'Dokumenter. Si huet jo dee Bewirtschaftungsplang, dee se analyséiert, wouzou se och e Retour ginn huet, wéi se dat bewäert huet, deen och veröffentlecht ginn ass, deen disponibel ass.

An da seet se herno och um politeschen Niveau … Dat ass e Rendez-vous, deen nach ausstéet, mat der hei zoustänneger Kommissärin, der Madamm Roswall. Do muss dann en Accord fonnt ginn iwwert de gemeinsame Constat, an natierlech dann och gemeinsam Mesüren, zu deene mir eis verflichten, fir dat afléissen ze loossen an deen nächste Bewirtschaftungsplang, a mir eis verflichten eis, deen ëmzesetzen, fir an den nächste Joren dann déi Ziler kënne méi séier ze erreechen.

Well dat ass e Moyen, fir datt mer dann net direkt an eng Infraktiounsprozedur musse goen, wou eis herno eng finanziell Strof bléit. An déi Diskussioune lafe respektiv déi wäerten da warscheinlech am Hierscht e politeschen Ofschloss fannen – wouriwwer mer natierlech och da wäerte kommunizéieren an och diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Merci. Merci fir Är Ausféierungen, Här Minister. Ech hat Iech gutt nogelauschtert. Dir hutt eng Rei vu menge Froe beäntwert, e puer awer nach net, dofir wollt ech nach eng Kéier nofroen.

Et freet mech ze héieren, dass déi Uferrandsträifen elo méi staark subventionéiert ginn. Am Hierscht d'lescht Joer krut ech do nach eng aner Äntwert vun der Regierung. Dee Sënneswandel freet mech ganz vill.

Zur Güllelagerung. Et ass jo elo esou, wa bei de Bauerebetriber d'Güllelager einfach iwwerstrapazéiert ass, da muss een iergendwou hi mat deene Produiten.

(Brouhaha)

An ech hat do d'Landwirtschaftsministesch gefrot, ob virgesi wär, do méi Aiden ze ginn, fir dass d'Lagercapacitéit kéint ausgebaut ginn. Do krut ech Nee gesot. D'Fro ass eeben: Hat Dir dat och adresséiert, zum Beispill mat der Landwirtschaftskammer, fir eeben d'Waasser och besser ze schützen? Ass dat och an den Diskussiounen, fir trotzdeem do vläicht eng Erhéijung ze kréien, fir de Baueren entgéintzekommen? Well dat ass e reelle Problem, wuer se mat hirer Gülle sollen hin. Dat wär nach eng Fro, déi oppe bleift.

Déi aner geet och e bëssen an déi selwecht Richtung, d'Theema Gülle. Et ass jo elo … Also, de LIST huet jo verschidden Etüde gemaach, wou sech och draus ergëtt, dass och de Verdacht ganz grouss ass, dass duerch d'Ausbréngung vu Gülle ronderëm d'Quellen eeben och do vermeert TFA … Ech weess, do gëtt et och eng atmosphäresch Depositioun, déi

ass e bëssen Deel vun deem Krees, dee mécht, dass dat sech ëmmer opkonzentréiert. D'Fro ass: War et och en Theema, d'Ausbréngung vu Gülle ronderëm d'Quellen eventuell anzeschränken a mat de Baueren zesummen ze kucken, wéi een do kann Alternative fannen? Et ass natierlech kloer: Wann een do soll eppes ubauen, wann do soll eppes wuessen – grad am Norde vum Land hu mer Flächen, wou et wierklech net einfach ass, eppes drop wuessen ze dinn –, da brauch een och eng Ënnerstëtzung, fir d'Planzen un d'Wuessen ze kréien. D'Fro ass eeben: Wéi kritt een dat geléist? Wat gëtt et do fir Pisten, déi Der awer eventuell schonn diskutéiert hutt?

Eng Fro war och iwwert den europäesche Plang, dass déi Waasserramerichtlinn soll opgemaach ginn. Wéi sinn do Är Virstellungen? A wéi sinn och virun allem Är Virstellungen, wann dat sollt gemaach ginn, fir dass dat net opgemaach an da vläicht nach méi do ausgehielegt gëtt, wéi dat vläicht gutt wär fir eis Ziler? Dat wär eppes, wat mech géing interesséieren: wéi Der Iech do wëllt organiséieren, fir dass dat net ausufert, souzesoen, a mir herno net wierklech Reegelen hunn, déi eist Waasser manner gutt schützen.

Jo, den Elefant am Raum ass wierklech den nächste Plang fir d'landwirtschaftlech Entwécklung, dee bis 2037 soll entwéckelt ginn, wou d'Aarbechten elo lafen. An och d'Agrargesetz, dat op ass. D'Fro ass eeben och do, wéi Der Iech aktiv an déi doten Diskussiounen abréngt. Well et ass jo do, wou d'Reegele festgeluecht ginn, wéi an Zukunft an der Agrikultur soll geschafft ginn. Bréngt Dir Är Dialogbereetschaft och do an, mam Zil, do wierklech och déi gemeinsam Ziler festzeleeën, fir dass dat an déi richteg Richtung leeft?

Well et ass natierlech esou: Ech mengen, déi Bauerebetriber schaffen esou, wéi d'Aiden och gestalt ginn. An dat ass, mengen ech, maassgeeblech. An dat gëtt och do festgeluecht iwwert dat neit Agrargesetz. D'Fro ass nach eng Kéier ganz konkreet: Waart Dir do mat agebonne bis elo? A wann net, wéini wäert dat de Fall sinn?

Jo, d'Industrie fir d'Zukunft, dat ass e bëssen eng änlech Strategie, wou, wa mer eis do …

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Also, ech soe ganz éierlech, et gëtt schwéier fir den Här Minister, all déi Froen ze verhalen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Mir kënnen eng Paus maachen.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, voilà. Merci, Här President.

(Hilarité)

Ech sinn Iech dankbar, datt Der dat sot. Well och beim gudde Wëllen, deen ech hunn, fir op Är Froen ze äntweren, ech hunn elo hei näischt, fir mer dat opzeschreiwen.

(Brouhaha)

Ech hunn zwar e ganz gudde Verhalt, mee ech kann Iech awer och da vläicht net ëmmer bis an dee leschten Detail op déi Froen elo hei äntweren.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, kommt elo.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Also, ech probéieren a maache mäi Bescht, Här President.

Natierlech si jo déi …

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Jo, gutt, mee Dir verstitt.

Mir sinn amgaangen, de Règlement grand-ducal vun 2013 ze diskutéieren, mat der Landwirtschaftskammer natierlech. An do sinn och déi Froe vun der Gülle diskutéiert ginn. Mir hunn déi Diskussiounen nach net ganz ofgeschloss. Dat heescht, dat leeft nach.

An dat mat dem TFA an der Gülle, dat hu mer haut fir d'éischte Kéier mat der Landwirtschaftskammer kuerz undiskutéiert, wou mer gesot hunn, datt mer do an deenen Drénkwaasserschutzzone gär wëllen e Phasing-out hu vun alle Forme vu Planzeschutzmëttelen. An do ass awer och nach eng Kéier gesot ginn: Et ass natierlech net esou, datt dat aleng nëmmen duerch d'Planzeschutzmëttelen, déi TFA generéieren, riskéiert, an d'Drénkwaasser ze kommen, mee och duerch anerer, notamment den atmosphäreschen Depot.

An dat mat der Gülle kéint sinn, mee do feelen eis awer och nach e bësse méi Informatiounen. An d'Landwirtschaft selwer huet do och nach net esou déi Informatiounen doriwwer. Dat heescht, dat muss awer nach verdéift ginn. Dowéinst ass jo deen éischte PFAS-Rapport net komplett gewiescht. An et ass jo een, dee soll weider verdéift ginn. Et musse weider Donnéeë gesammelt ginn. Et mussen och weider Etüde gemaach ginn. An da wäerte mer dat och selbstverständlech mat hinnen diskutéieren.

Déi zweet Fro oder deen zweete Volet …, do weess ech elo net méi, wat Der do gefrot hutt, ganz éierlech.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Dat war den europäesche Plang. Do war et engersäits jo d'Nitratdirektiv, déi jo iwwerschafft ginn ass. An da musse mer kucken, wéi mer dat ëmsetzen.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | D'Nitratdirektiv? Nee, Dir hat geschwat vun der …

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | An ech hat d'Waasserrichtlinn ugeschwat. Ech hat déi zwee ugeschwat a menger Ried.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, also, mir hunn elo keng Demande als Lëtzebuerg spezifesch gestallt, datt mir elo grouss déi Waasserkaderdirektiv sollen adaptéieren. Dat, wat mir natierlech ugemellt hunn, ass, datt mir et géife begréissen, wann déi Indikatore méi visibel géife gemaach ginn, déi och Progrèse weisen, an datt et net just de Prinzipp „een ass schlecht, alles ass eraus" ass. Dat wäert weider bestoe bleiwen. Mee do gesäit een dacks net genuch, wat fir Progrèse gemaach gi sinn. Dat heescht, et misst een et méi visibel maachen, wou ee sech awer och scho verbessert huet, fir datt net einfach ëmmer alles nëmme rout ass. Well dat ass awer eppes, wat net ëmmer der Realitéit Rechnung dréit um Terrain, wat och decourageant ass fir vill Leit, wa se dat da liesen. Mir maachen esou vill Efforten. Et ass ëmmer nëmme rout. Et gëtt ëmmer nëmme rout. Dat ass e Prinzipp, deen een zwar wuel kann novollzéien, mee fir datt méi Visibilitéit do ass et bei deenen Indicateuren, datt déi méi mussen erausgeschielt ginn, wou och Progrès do ass.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | D'Fro, déi ech gestallt hat, wann ech dat just däerf preziséieren … Ech hu jo nach Riedezäit.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, d'Riedezäit ass zwar am Prinzipp … Nom Minister war d'Diskussioun ofgeschloss. Dir däerft dann eng Rei Froe stellen, mee net méi wéi zweemol zu engem Sujet. Dofir géing ech elo proposéieren …

(Interruption par M. Serge Wilmes)

Et sinn nach zwee Leit, déi sech zu Wuert gemellt hunn, den Här Goergen an den Här Wagner. Ech ginn hinnen elo d'Wuert. Den Här Wagner net. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et och ganz kuerz maachen. De Minister huet gesot, d'Diere stinn op fir d'Gemengen an de Syvicol. Kann ech dat dann esou verstoen, dass ënner Iech elo d'Ënnerstëtzung fir d'Kläranlage fir d'Gemenge wäert eropgoen? Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hu gesot, d'Diere stinn op. Elo schwätze mer mol. Da kucke mer, wat mer do diskutéieren …

M. Marc Goergen (Piraten) | A nee, ech hat verstan, d'Diere wieren op, dass Der eng Ouverture maacht, fir dass dee Subsid eropgeet an d'Gemengen ënnerstëtzt ginn. Esou hat ech et interpretéiert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hu preziséiert … Ech hu gesot, et muss een ëmmer kucken, wat ee prezis … D'Diere stinn op fir ze diskutéieren. An dann diskutéiere mer dat emol all oppen. An da kucke mer, wat dobäi erauskënnt. Da gräife mer deem net vir.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, elo soen ech dem Minister Merci. Den Här Wagner huet op seng Fro verzicht.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ok. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Elo ass d'Debatt dann ofgeschloss.

Motions

Ech hunn nach zwou Motiounen hei aus dëser Debatt. An do ass et selbstverständlech, datt jiddwereen, deen dozou schwätze wëllt, nach d'Wuert kritt.

Motion 1

Dofir froen ech d'Madamm Welfring fir d'éischt, ob si direkt oder duerno wëllt schwätzen. Duerno. Da froen ech: Wie wëll zur Motioun 1 vun der Madamm Welfring d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Galles, den Här Fayot. Dat ass et emol an dësem Moment. Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. An och merci nach eng Kéier der Madamm Welfring fir dës Motioun. D'Madamm Welfring hat mer am Virfeld esou gesot, et ass eng léif, et ass eng fei Motioun. An do hu mer se e bësse méi genau gelies. Si dréit awer trotzdeem e gewëssent Gewiicht. An dat, wat eis u sech elo virun Erausfuerderunge gestallt huet, ass, dass se eigentlech dräi verschidde Stoussrichtungen huet, mat dräi verschiddene Ministeren a Ministèren, déi derhannertstiechen, nämlech d'Ëmwelt, d'Landwirtschaft an och d'Industrie.

Mir hunn elo an där Zäit hei probéiert, esou e bësse ronderëm ze kucken, wéi dann elo déi eenzel Haltunge sinn. A mir kéinten, well de Contenu awer duerchaus novollzéibar ass, Madamm Welfring, ganz novollzéibar ass, mat op de Wee goe vun dëser Motioun a mir géifen einfach just eng kleng Ännerung am leschten Tiret proposéieren, well mer eis awer elo mam Wirtschaftsminister do ausgetosch hunn a mer gemengt hunn, dee leschten Tiret kéint esou interpretéiert ginn, dass et zu enger Contrainte kënnt, déi kee Spillraum méi léisst, wann eebe souwisou déi Mesüre mussen ëmgesat ginn, déi ëmgesat gi fir de Waasserverbrauch an der Industrie.

An do war elo einfach, ech mengen, mir hunn dat och mat Iech zesummen da gekuckt, esou eng Wuertännerung, déi mer proposéiert haten, an dat wär da vun eiser Säit, Här President, dann d'Propos,

ze schreiwen: „à tenir compte de la contrainte des ressources en eau dans la stratégie industrielle nationale et à veiller au respect des capacités des ressources naturelles lors du développement de nouvelles activités“, an esou weider. An dann ass et eeben dat, wat och nach fir de Rescht do steet, dat heescht, et ass einfach e bësse méi allgemeng formuléiert, soudass dee Spillraum, iwwert dee mer virdrun do geschwat hunn, awer do bleift. Da wär dat fir eis an der Rei an da géife mer déi och matdroen.

Merci villmools, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Galles. Ech wär ganz frou, wann Der kéint den Text de Servicer erareechen, fir datt mer och sécher sinn, datt mer dee richtegen Text hunn, à condition, datt d'Madamm Welfring en duerno unhëlt. Mee dat kucke mer dann duerno. Elo kritt den Här Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann dat och relativ kuerz halen. Mir hunn déi Motioun hei mat ënnerschriwwen. Mir wäerten déi natierlech och matstëmmen. Mir deelen déi Constaten, déi gemaach ginn an och déi Mesüren, déi gefuerdert ginn.

Ech soen Iech vläicht nach ee Wuert zu deem leschten Invite. Elo just déi Iddi, allkéiers ze préiwen, ob zum Beispill d'Waasserressourcen net epuiséiert ginn duerch en neie Projet, dat ass en fait keng ganz nei Iddi. Mir haten dat u sech an der leschter Regierung a Form vun engem sougenannten Nohaltegkeetscheck gemaach. Dat war d'Lektioun vun den Dossiere FAGE a Knauf, u sech d'Iddi, ze soen, dass een allkéiers, wann e groussen industrielle Projet an d'Land kënnt, am Virfeld u sech tëschent deene verschiddene Ministèrë géif higoen a kucken, ob net zum Beispill d'Waasserressourcen doduerch ze vill géife strapazéiert ginn. D'selwecht mat den Emissiounen natierlech, mee elo an dësem Kontext méi spezifesch mat dem Waasser. An ech fannen dat nach wie vor eng wichteg Iddi.

Bon, mat deene klenge Modifikatiounen, dat mécht et e bësse manner contraignant an e bësse manner strikt. Dat ass awer fir eis och an der Rei, soudass mer dat hei kënne matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, merci, Här President. Eng sympathesch Motioun. Ech gesi just, hei ass een Tiret, do steet: „à s'engager au niveau européen, pour le maintien, voire le renforcement du niveau de protection des ressources en eau“. Ech denke just, dass mer am Fong elo well d'Krittären net erfëllen, déi virgesi sinn. Wa mer elo nach dofir plädéieren, dat nach ze renforcéieren um europäeschen Niveau, weess ech net, awéiwäit dat realistesch ass. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Ech gesi keng aner Wuertmeldung. Da kritt d'Madamm Welfring nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Jo, merci. Ech wëll direkt äntwerten op dat, wat den Här Lemaire opgeworf huet. D'Iddi ass jo do net, déi selwecht Krittären elo nach méi streng ze maachen, mee et ass, fir ze kucken, ob zum Beispill déi Produzenteverantwortlechkeet, déi elo schonn an der Ofwaasserrichtlinn dran ass, fir ze kucken, dass déi pharmazeutesch an och kosmeetesch Industrië sech mat bedeelegen un de Käschten, déi opkomme fir d'Klärung vum Ofwaasser, wou den Här Graas zu Recht gesot huet, dass dat wierklech op d'Gemengebudgeten enorm dréckt an och op d'Staatskäschten … Dat ass wierklech enorm. Dat heescht, et ass ganz wichteg, dass déi an Zukunft do och dozou bäidroen. An do ass d'Iddi, dass dat an Zukunft och ausgebaut gëtt op aner Produzenteverantwortunge vun Industrien, déi eppes hierstellen, sech awer net drëm këmmeren, wat herno d'Impakter op eis natierlech Ressourcë sinn, a fir do d'Käschten ze deelen. Et ass an där Iddi zum Beispill, dass een dat weiderdenkt an net am Fong elo op déi Glacke lauschtert, déi soen, dass dat soll erausgeholl ginn. Et war am Fong, fir där Saach virzebauen.

Fir op déi Ännerungsvirschléi anzegoen, déi elo koume vusäite vun der Majoritéit: Ech kann domadder liewen. Ëmmerhi geet et hei ëm: „veiller au respect“. Ech denken, wichteg ass, wéi gesot, „weise gëllt“. Wa mer herno déi Strategie gesinn, da wäerte mer gesinn, wéi kloer dat do formuléiert ass. Et ass, mengen ech, ganz essenziell, dass dat elo matgeduecht gëtt. Op alle Fall ginn déi Retouren, déi ech elo krut, jo emol an déi richteg Richtung. Mir wäerten da kucken, wat herno an där Strategie genau drasteet, an da wäerte mer eis dozou äusseren. Op alle Fall kann ech mat deenen doten Ännerunge ganz gutt liewen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dir sidd also mat deenen Amendementer, déi den Här Galles proposéiert huet, averstanen.

Da stëmme mer elo iwwert déi Motioun of, mat deene Propositiounen, déi den Här Galles fir de leschten Invite virdru gemaach huet.

Motion 1 modifiée

« La protection des eaux »

La Chambre des Députés,

considérant que

– l'eau constitue une ressource vitale, indispensable à la vie humaine, à la santé publique, aux écosystèmes ainsi qu'au développement économique et social ;

– la qualité et la disponibilité de l'eau conditionnent non seulement l'approvisionnement en eau potable, mais également la résilience des territoires face aux effets du dérèglement climatique ;

– la directive-cadre sur l'eau (DCE) vise à protéger les eaux de surface et les eaux souterraines ;

– selon la DCE, toutes les masses d'eau européennes doivent être dans un bon état écologique d'ici 2027 ;

– l'Administration de la gestion de l'eau a constaté que, malgré les efforts entrepris au cours des dernières années « la mise en œuvre des mesures du troisième plan de gestion n'avancent actuellement pas assez rapidement pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'eau d'ici 2027 » ;

– dès lors, une accélération notable des mesures mises en œuvre s'impose, notamment en matière de réduction des polluants, de restauration hydromorphologique et de gestion des nutriments,

invite le Gouvernement

– à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires afin de garantir l'amélioration durable de la qualité des eaux, notamment en renforçant les capacités en matière de suivi, de contrôle et de coordination pour la mise en œuvre des politiques de l'eau ;

– à veiller à ce que le futur plan stratégique national (PSN/NRPP) intègre dans sa mise en œuvre des résultats mesurables en matière d'amélioration de la qualité des eaux et de préservation de la biodiversité, et à ce que ces objectifs guident l'orientation des aides agricoles ;

– à s'engager pour une élaboration cohérente et transparente de ce plan, en y associant, entre autres, les organisations agricoles et environnementales ;

– à s'engager, au niveau européen, pour le maintien, voire le renforcement du niveau de protection des ressources en eau ;

– à tenir compte de la contrainte des ressources en eau dans la stratégie industrielle nationale et à veiller au respect des capacités des ressources naturelles lors du développement de nouvelles activités afin de réduire au maximum les prélèvements, les rejets et les impacts sur la qualité des eaux et la nature.

(s.) Joëlle Welfring, Claire Delcourt, Marc Goergen, David Wagner.

Vote sur la motion 1 modifiée

Ech maachen dann de Vott zu dëser Motioun op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech mengen, et misst jiddwereen en Effort maachen, fir ze kucken, eng Procuratioun ze huelen. Ok, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 57 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Zeimet), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Alex Donnersbach), Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Françoise Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Ricardo Marques), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Emile Eicher) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par Mme Barbara Agostino), MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Ben Polidori), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Franz Fayot, Claude Haagen et Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, vum Här Michel Lemaire. Här Lemaire, wëllt Dir duerno schwätzen? Jo. Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmools. Och merci, Här Lemaire, fir déi heite Motioun. Jo, ech gesinn et elo net. Ech ka menger Fraktioun net proposéieren, se matzestëmmen, well u sech … Dir sot zu Recht, dass all déi Moossnamen an der Richtlinn oder och am Programm, dass déi natierlech … Et ass eng enorm Multitude vu Saachen, déi drastinn. Et ass also eng onheemlech Bandbreet vu Mesüren. An de Minister huet elo wierklech alles opgezielt, wat am Moment gemaach gëtt. An ech denken, dass dat eigentlech eng Saach vun der Onméiglechkeet ass, elo déi Priorisiérung do iergendwéi opzelëschten. Dat gëtt eis, mengen ech, souguer éischter eng Hemmung vis-à-vis vun där Aktiounsfräiheet, déi

mer elo hu mat all deene Méiglechkeeten a mat all deene parallellen Aktivitéiten, déi do lafen. Dofir, och wann Der elo net ganz frou doriwwer sidd, wäert ech menger Fraktioun proposéieren, déi net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), interpellatrice | Jo, also et ass ganz novollzéibar, wat hei drasteet. Mee Tatsaach ass awer – an ech hu mech och elo an deene leschten Deeg nach eng Kéier do eragewullt –: Et gëtt scho kiloweis Rapporten doriwwer, wou d'Ëmsetzung drun ass, souwuel vun der Waasserverwaltung wéi och vun der Europäescher Kommissioun. Dat ass vill Aarbecht, déi duerchzekucken. Dat kann ech Iech soen. Natierlech ass am véierte Waasserbewirtschaftungsplang och eng Oplëschtung dran. Dat ass keng einfach Lektür. Do ginn ech Iech Recht. Mee et ass awer, mengen ech, esou, dass, wann ee sech mat där Saach wëll beschäftegen, och wann een do géing soen, mir maachen do nach eng Etüd derbäi oder nach e Rapport, dat et net méi einfach mécht. Dat ass nun emol esou. An déi Informatioune bestinn. Et muss ee sech just domat auserneesetzen.

Dass d'Chamber reegelméisseg iwwert d'Resultater soll informéiert ginn, do sinn ech ganz bei Iech. Mee och do hate mer elo ëmmer erëm ... A mir hunn och als Fraktioun dofir gesuergt a mir suergen ëmmer erëm derfir, dass dat en Theema gëtt, zum Beispill d'Ëmsetzung vun der Nitratrichtlinn. Domat hu mer eis 2024 am Summer oder am Hierscht, fréien Hierscht, auserneegesat a mir hunn och ëmmer erëm an der Agrarkommissioun gefrot, wou mer dru si mat deenen Äiden an der Effikassitéit dovun. Dat ass och elo scho Bestanddeel vun der parlamentarescher Aarbecht.

An ech sinn elo ganz gär bereet, Iech och nach an Zukunft do ze ënnerstëtzen, wann dat Iech uewe läit, dat doten ze thematiséieren. Ech kann awer, well déi vill Informatioune schonn do sinn, déi heite Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? Dat schéngt net de Fall sinn. Da ginn ech dem Här Lemaire d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Jo, merci fir Är Réckmeldungen. Här Galles, berouegt Iech, ech si kengem béis hei, ëm Gottes wëllen! Et war u sech just e bësse méi de Gedanke bei där heiter Motioun ... Ech mengen, den Här Minister hat et och gesot hei um Pult. En hat hei eng ganz Rei Saachen erëm opgezielt, mat Biergerbedeelegung an Table-ronden, wou d'Leit da kéinte Réckmeldung ginn. Dat ass jo alles ganz wonnerbar. Mee wat mer awer an där ganzer Diskussioun feelt, och wann ech, wéi gesot, deen drëtte Waasserbewirtschaftungsplang gelies hunn, dat war einfach, eng Strukturéierung an dat Ganzt eranzebréngen. Dat ass einfach, wat mer feelt bei all deene Mesüren.

Ech hat eppes opgezielt, wou d'Leit gefrot ginn, wou dann 92 Mesüre festgehale sinn an och d'Gemengen, déi sollen agräifen. Do ass all Mesür warscheinlech sënnvoll. Mee ech denken, dass mer hei awer eng Struktur, eng Kadréierung an déi Mesüre kritt hätten, fir ze gesinn, wat mer wierklech prioritär ëmsetzen. Dofir wär d'Motioun a mengen Aen awer sënnvoll gewiescht. Mee, wéi gesot, ech hunn Iech jo elo gutt nogelauschtert an da wäerte mir se alt matstëmmen. Voilà.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire, fir déi Informatioun.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 2 vum Här Lemaire.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5, Neen: 50, Abstentioun: 2. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 50 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Zeimet), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Jean-Paul Schaaf), Jeff Boonen (par Mme Françoise Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Ricardo Marques), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Emile Eicher), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gérard Schockmel), MM. Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Franz Fayot), MM. Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Claude Haagen) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

12. Ordre du jour

Éier mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, wollt ech Iech nach soen, datt dräi Question-parlementaires erakomm sinn, bei deenen d'Urgence ugefrot gi war, an notamment zum selwechte Sujet: iwwert d'Interceptioun vun der Mission humanitaire Global Sumud Flotilla. Ech hunn d'Urgence unerkannt. A mir hunn och gefrot, datt den Ausseminister en urgence géing heihinner kommen, fir op déi Froen ze äntweren, wat en och gemaach huet. Dofir soen ech villmools Merci. Mee ech wollt Iech informéieren, datt dat zum Schluss dann nach um Ordre du jour dobäikënnt.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, ech hu just e Problem. Ech hunn duerno ... Ech si ganz transparent mat Iech. Da sot Der mer Bescheed. Ech hunn nämlech déi Leit, déi aus dem Oman komm sinn, déi gehollef hunn, de Rapatriement vun de Lëtzebuerger ze organiséieren. An ech hunn den Owend d'Iessen organiséiert, fir deene Leit an och deene Leit aus dem Ausseministère Merci ze soen. Dat heescht, wann Der mer Bescheed sot, gären. Oder Dir huelt et elo. Oder Dir rufft mer un an da kommen ech eriwwer.

M. Claude Wiseler, Président | Solle mer et direkt maachen? Ech gesinn, dat ass eng Fro vun Ärem Kolleeg Ekonomiesminister. A wann Dir d'accord sidd, et elo ze huelen, an d'Deputéierte si selbstverständlech och d'accord, well se sinn Demandeur, fir et elo ze huelen, da maache mer déi Froen en urgence elo.

(Assentiment)

13. Question urgente n° 4019 de Mme Sam Tanson concernant l'interception de la mission humanitaire Global Sumud Flotilla, adressée à M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Question urgente n° 4022 de M. Yves Cruchten et de M. Franz Fayot concernant l'interception de la mission humanitaire Global Sumud Flotilla, adressée à M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Question urgente n° 4023 de M. David Wagner concernant l'interception de la mission humanitaire Global Sumud Flotilla, adressée à M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Ech hunn eng Uerdnung hei, an zwar ass dat d'Uerdnung vun der Auerzäit, wéi déi eenzel Froen erakomm sinn. An d'Uerdnung ass: d'Madamm Sam Tanson, den Här Yves Cruchten an den Här David Wagner. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt déi Froen awer méi oder wéineger änlech sinn. Dofir, well mer scho spéit sinn a well mer alleguer néng Stonnen hei sëtzen, wär ech frou, wa mer dat kéinten an engem zäitlech korrekte Kader maachen. Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, villmools merci. Merci och natierlech dem Här Ausseminister, dass en esou spontan elo nach heihinner komm ass. Mir haten d'Froen de Moien eraginn. Ech wosst net, dass Der elo esou spéit nach géingt convoquéiert ginn. Mee merci trotzdeem, well et ass relativ wichteg an et ass och eppes, wat eis schonn interpelléiert huet.

Vläicht fir déi, déi elo, well se heibanne waren, d'Neiegkeeten net esou suivéiert hunn de ganzen Dag: Et ass esou, dass ... Dir wësst, dass Lëtzebuerger Participanten, Residenten a Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit, déi sougenannte Flotilla-Aktioun matgemaach hunn, dat heescht, fir kënnen an Israel ze goen, fir do eeben e Couloir humanitaire per Boot opzemaachen.

Déi Leit sinn an der Nuecht interceptéiert ginn an internationale Gewässer, mee viru Griicheland, dat heescht op 1.000 Kilomeeter vun Israel, an zwar vun der israeelescher Arméi. D'israeelesch Arméi huet hir Booter gestiermt, huet d'Leit vun de Booter erofgeholl an huet se matgeholl, anscheinend – vun deem, wat ech elo héieren hunn – op en israeelescht Boot, dat net wäit ewech vu Kreta läit.

Et ass ee Lëtzebuerger Resident mat dobäi. Et ass keng Persoun mat Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat ass den Här Gildo Molinari, deen awer hei wunnt, deem seng Famill och de Mëtten hei virun der Plenière war. Et huet bestëmmt deen een oder anere vun Iech do mat hinne geschwat.

An ech muss soen, ech si schonn ... Mir diskutéieren oft hei iwwert de Konflikt an Israel an iwwert d'Behuele vun der israeelescher Regierung. Mee

dat heiten huet awer och erëm eng Kéier eng ganz speziell Qualitéit. Mir sinn hei an internationale Gewässer. Mir sinn an Europa. Et sinn europäesch Residenten. Et si Spuenier dobäi, et si Fransousen dobäi, et si Politiker dobäi, hei ass elo en Italieener, déi dann do an deenen internationale Gewässer vun enger israeelescher Arméi gepléckt ginn, manu militari erofgeholl gi vun de Booter, op e militäreschte Boot gesat gi vun der israeelescher Arméi, an dat och nach mat enger passiver Ënnerstëtzung vun de Griichen. Dat huet déi israeelesch Regierung confirméiert iwwer X elo virun net allze laanger Zäit.

Mech interpelléiert dat, Här Ausseminister, an, bon, ech hunn natierlech elo e puer Froen:

Dat eent ass natierlech dat ëm dee Lëtzebuerger Resident. Sinn do ...? Ech weess, en huet net d'Lëtzebuerger Nationalitéit, mee ech ka mer awer virstellen, dass trotzdeem Är Leit a Kontakt sinn, fir ze kucken, och mat den Italieener, wéi ee kann ënnerstëtzen, wat ee ka maachen.

An dann hunn ech natierlech awer och d'Fro: Condamnéiert Dir déi Aktioun vun der israeelescher Regierung, dat, wat elo hei geschitt ass?

An dann déi drëtt Fro: D'Griichen hunn – vun deem, wat een elo weess – keng aktiv Roll gespillt an deem Ganzen, mee op d'mannst eng passiv a waren anscheinend mat dräi Booter mat an der Aktioun dobäi, hunn net agegraff, mee waren anscheinend dobäi. Wat ass Är Reaktioun par rapport zu de Griichen? A sicht Der net awer och de Kontakt mat de Griichen, fir awer och do dat doten ze hannerfroen?

Ech wëll drun erënneren: Déi spuenesch Regierung huet scho reagéiert, huet dat do ferm condamnéiert. Idem och, souwäit ech dat héieren hunn, déi polnesch Regierung. An ech wier natierlech dankbar, wann och déi Lëtzebuerger Regierung hei géing ferm Wierder fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An da kritt den Här Yves Cruchten d'Wuert. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, d'Madamm Tanson huet alles gesot, wat ze soe war.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson, wéi den Här Cruchten et gesot huet, huet alles gesot, wat ze soe war. Merci. A merci och dem Här Ausseminister, datt e komm ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Hären, e Merci, dass ech direkt kann drukommen an dass dat och esou séier elo gaang ass.

Mir hunn d'Nouvelle ... Mir ware virdrun net informéiert ginn, dass eng Aktioun vun israeelescher Säit géif kommen. Dat vun der Flotilla war bekannt. Dir wësst jo, dass mer och a Kontakt si mam Här Bosch, dem Patrick Bosch, deen och de Coordinateur ass vu Lëtzebuerger Säit, wou mer ... Do war nämlech och jo déi d'Madamm Fellens, déi d'lescht Kéier jo och matgaang ass, déi och am Fong am Ufank geplangt hat matzegoen an déi dunn awer elo net matgaang ass. An et sinn zwar tatsächlech zwee Lëtzebuerger Residenten, eng franséisch Ressortissante an en italieenesche Ressortissant, déi do op de Schëffer waren.

Déi franséisch Ressortissante konnt direkt mam Schëff weidergoen. Et sinn nämlech just e puer Schëffer, déi ugehale goufen, oder eng Rëtsch vu Schëffer, mee déi aner konnten direkt och weidergoen. A wéi mer matgedeelt kritt hunn, dass en italieenesche Staatsbierger an och eng franséisch Staatsbiergerin, déi awer hei zu Lëtzebuerg wunnen, op deem engen oder op deem anere Boot waren, hu mer och direkt d'Ambassadë kontaktéiert. Dat hu mer schonn de Moie gemaach, wéi mer d'Informatioun kritt hunn, fir si ze informéieren. Mir wossten net, ob si déi Informatioun och haten.

Mir hunn och d'Israeelie kontaktéiert. Mir hu se direkt haut kontaktéiert, fir hinne fir d'éischt d'Fro ze stellen, wat lass ass. Dunn hu mer vun hinnen och Justifikatiounen am Laf vum Nomëtteg gefrot, wéi dat kéint sinn am internationale Recht, dass se e Boot einfach kéinte stoppen. Dir hutt nämlech just e puer Konditiounen am internationale Recht, fir e Boot ze stoppen. Dat ass virun allem, wann entweeder Piraterie do ass oder wann e Boot kee Fändel huet, dat heescht e staateloost Schëff. An ech mengen, dass dat hei net de Fall ass.

Wann ech mech net ieren – mee huelt mech elo net beim Wuert! –, kënnen do déi Originne vun deene Booter, dat heescht, wou se och e Pavillon hunn, normalerweis och do Prozedure maache fir den Nonrespect vum Droit international, deen hei, a mengen Aen op jidde Fall, net respektéiert ass, wann et just zwou Konditioune gëtt. Bon, ech war net sur place. Ech weess elo net, ob déi staatelos waren oder net, dat heescht ouni Fändel. Mee wann dat de Fall ass, dass e Fändel do ass, géif dat och net goen.

Mir hunn och den Israeelien de Message duerchginn, sou wéi d'Italieener an déi Däitsch, dass dat internationaalt Recht sollt och respektéiert ginn an dass och all irresponsabel Aktioun sollt evitéiert ginn.

De griicheschen Ausseminister huet mer och geschriwwen, fir mer ze soen, dass se eeben aus humanitäre Grënn och akzeptéiert hunn, d'Schëffer ze hunn. D'Schëffer kommen zu Kreta och un. Dat heescht, et ass elo keen, deen an der Gewalt wär, also a Custody wär, vun den Israeelien. D'Leit wieren alleguerten elo entweeder schonn ukomm oder ënnerwee a Kreta. An do géif och dann de Ministère des Affaires étrangères aus Griicheland, den Ausseministère, och déi Leit empfänken, zesummen, fir och mat de konsulareschen Autoritéiten aus deene verschidde Länner, vu wou d'Leit kommen, dann de Retour kënnen ze organiséieren.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, dass ech ... Wësst Der, et ass e komescht Gefill. Well op där enger Säit kennt een d'internationaalt Recht. Et seet een: „Et geet net!" Mee ech muss Iech soen, dass ech dat elo schonn déi lescht Jore gesinn an där heiter Situatioun. An dee leschte Conseil, dee mer haten, do hu mer och wierklech ... Wann ee kuckt, wat och – an dat ass elo net direkt mat där heiter Flottilla – an der Westbank geschitt, wat mat de Siidlunge geschitt: Ech muss Iech soen, ech sinn immens frustréiert als Ausseminister! Ech sinn immens frustréiert, well mer keng Unanimitéit kréien. Dat ass dat eent. A souguer bei Froen, wou een eng qualifizéiert Majoritéit huet, si mer net sécher, dass mer eng qualifizéiert Majoritéit hunn, fir brutal Settlers oder souguer Ministeren op Lëschten ze setzen. Mir hu ganz, ganz vill Schwieregkeeten.

Ech war e bëssen, muss Iech awer och soen, frustréiert – et ass keng Kritick, déi ech direkt wëll u Bréissel maachen –, wéi ech elo déi lescht Deeg gelies hunn, dass vläicht elo géife Sanktioune komme vis-à-vis vun Israel, well e Boot mat Kären, déi an der Ukrain geklaut gi si vun de Russen, elo géif an Israel goen an da géifen elo Sanktioune geholl ginn. Wann dat d'Sanktioune sinn, déi mer kënnen huelen, well ukrainesch Käre vun de Russen detournéiert gi sinn, da muss ech soen, da sinn ech och net stolz. Ech sinn dann als Ausseminister net houfreg op dat, wat mer als EU als Message erausginn.

Déi Aktioun hei ass nees eng Kéier eng Violatioun vum Droit international a mengen Aen. Ech hunn net all Info, mee dat, wat ech kritt hunn: Entweeder et ass Piraterie oder et ass e staateloost Schëff. Dat heescht fir mech ... Ausser et wier kee Fändel drop, dat heescht, et wier e staateloost Schëff, da kéint ee se unhalen. Mee soss si mer nees eng Kéier an enger Situatioun, wou am Fong en anert Land, Griicheland, hei virun e Fait accompli gesat gëtt, a wou mer eis alleguerten, also déi Leit, och wann et elo esou an enger schwiereger Situatioun ass, musse bewosst sinn, dass a Palästina, esou wéi am Libanon ... Well am Moment gëtt net méi vill iwwert Palästina geschwat. Mee mir riskéieren och en zweete Gaza am Libanon, wa mer net agéieren. An dofir, als Ausseminister sinn ech frustréiert.

Ech soen Iech et, ech hunn ... Ech weess, dass mer och schonn Diskussiounen an der Kommissioun haten. Ech sinn och mat de belschen, mat den hollännesche Kolleegen ... Dir wësst jo, d'Belsch haten d'lescht Joer ugekënnegt, si géife selwer Mesüren huelen, fir Produiten aus dem Westjordanland net méi eranzehuelen. Dat ass nach ëmmer net de Fall gewiescht. Mir sinn amgaangen, eis ze koordinéieren, well et schéngt méi komplizéiert ze sinn, wa mer mat hinnen diskutéieren, wéi dat de Fall geschénkt hat ze sinn.

Ech freeë mech op jidde Fall op déi Diskussioun, déi mer och an der Kommissioun wäerten hunn, fir deen Avis, deen och gefrot ginn ass vum honorabelen Här Fayot, eeben iwwert déi Méiglechkeeten, déi mer hunn.

Mee, Här President, ech si ganz éierlech mat Iech. Ech schwätzen hei a mengem perséinlechen Numm: Den Job ass frustrant am Moment.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. A merci fir Är Disponibilitéit an der Urgence.

14. 8663 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les dépenses relatives à la contribution du Grand-Duché de Luxembourg aux programmes de l'Agence spatiale européenne et au programme national mis en œuvre avec l'assistance de l'Agence spatiale européenne, « LuxIMPULSE », pour la période 2026-2029

An da géinge mer zréck zu eisem normalen Ordre du jour kommen. An zwar ass dat de Projet de loi 8663 iwwert d'Finanzéierung vum lëtzebuergesche Bäitrag zu de Programme vun der Europäescher Weltraumagence an zum nationale Programm LuxIMPULSE. Hei hu mer e Basismodell. D'Madamm Modert, den Här Fayot, den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Clement an den Här Baum hu sech ageschriwwen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif alleguer, dëse Gesetzesprojet schreift sech an d'Weltraumstrategie 2023-2027 an, déi Deel vun

enger laangjäreger Politick ass, fir eis Ekonomie méi breet opzestellen, ze diversifizéieren. D'Zil ass et, d'Positioun vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Satellittekommunikatioun weider ze stäerken an eist Land laangfristeg als europäeschen Hub am Weltraumsecteur ze positionéieren, besonnesch am Kontext vun der Explorationun an der nohalteger Notzung vu Weltraumressourcen.

Beim Gesetzesprojet 8663 handelt et sech konkreet ëm e Finanzéierungsgesetz, fir d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg um Programm vun der ESA, also der Agence spatiale européenne, souwéi och d'Kontributioun vum nationale Weltraumprogramm – deen heescht LuxIMPULSE – ze garantéieren. Konkreet gesäit de Projet fir d'Period vun 2026 bis 2029 ëffentlech Investissementer vir, an zwar sinn dat am Ganze ronn 265 Milliounen Euro. Dovunner ginn 149,3 Milliounen Euro un d'Programmer vun der ESA. An der Inflatioun gëtt an dësem Montant och Rechnung gedroen. Et gouf mat enger Präisdeierecht vun 2,5 % pro Joer iwwert den Zäitraum tëschent 2026 an 2029 gerechent.

Zënter dem Bäitrëtt vu Lëtzebuerg bei d'ESA am Joer 2005 konnte mir hei am Land e Weltraumökosystem opbauen. Tëscht 2022 an 2024 ass d'Zuel vun Entreprisen am Secteur vu 67 op 81 geklommen, wat engem Wuesstem vu ronn 20 % entsprécht, dat also bannent dräi Joer. Dat weist, datt de Secteur net nëmme strateegesch wichteg ass, mee och wirtschaftlech dynamesch bleift.

D'Zesummenaarbecht mat der ESA spillt dobäi eng zentral Roll. Si bitt net nëmmen technesch Expertisen a finanziell Instrumenter un, mee och den Zougang zu méi groussen internationale Projeten. Gläichzäiteg garantéiert de Prinzipp vum sougenannte „juste retour", datt d'finanziell Bäiträg vu Lëtzebuerg a Form vu Projeten a Kontrakter zréck an déi national, an déi einheimesch Wirtschaft fléissen.

Et gëtt tëscht obligatoreschen an optionelle Programmer ënnerscheet.

Déi obligatoresch Programmer, wéi de wëssenschaftleche Programm an d'Basisaktivitéiten, stäerken d'Fuerschung, d'Kompetenzen an d'strateegesch Autonomie vun Europa am Weltraumberäich. Heifir si vun deenen 149,3 Milliounen Euro 8,4 Millioune virgesinn.

Déi optional Programmen erlaben et Lëtzebuerg, geziilt a strateegesch wichteg Beräicher ze investéieren. E wichtege Fokus läit dann och nach op der Satellittekommunikatioun, wou Lëtzebuerg schonn haut eng staark Positioun huet an dës och weider ausbaue wëll, virun allem am Beräich vun den neien Technologië wéi 5G-, 6G-Integratioun oder der gesécherter Kommunikatioun, déi an dësen, muss een dach soen, disruptiven Zäiten ëmmer méi u Wichtegkeet gewënnt.

En zweet wichtegt Feld ass d'Weltraumexploration, souwuel d'Exploration humaine, wéi d'Fransouse soen, wéi och d'Exploration robotique, déi nei technologesch Perspektiven opmécht an och am Zesummenhang mat Initiative wéi SpaceResources.lu steet.

Lëtzebuerg wëll och an Zukunft iwwert dëse Wee verschidde Recherche- an Innovatiounsprojete vu verschiddenen Entreprisen ënnerstëtzen an op europäeschem Niveau integréieren. Donieft spillt och d'Äerdobservatioun eng ëmmer méi grouss Roll, well d'Satellittendate wichteg Informatioune liwweren, déi an de verschiddene Secteure benotzt gi kéinten, sou wéi am Beräich vun den Assurancen, dem Klima, der Ëmwelt, der Landwirtschaft oder dem Krisemanagement.

Nieft dëse Beräicher sinn och Investissementer an nei kommerziell Uwendungen, Navigatiounstechnologien an innovativ Weltraumtransportsystemer virgesinn, fir déi zukünfteg Entwécklung vum Secteur ofzesécheren.

Parallell dozou gesäit de Projet och 115,8 Milliounen Euro fir den nationale Programm LuxIMPULSE vir. Dëse Programm erlaabt et virun allem, Projeten ze finanzéieren, déi net direkt an de klasseschen ESA-Programm integréiert sinn. Hien ass besonnesch interessant fir kleng a mëttelstännesch Betriber a jonk innovativ Entreprisen, well d'Prozedure méi flexibel sinn, d'Decisioune méi séier geholl ginn oder kënne geholl ginn an d'Propriété intellectuelle besser geschützt ass. Gläichzäiteg profitéieren d'Betriber awer vun der Expertis vun der ESA, déi an d'Ëmsetzung vun de Projete mat agebonne gëtt.

Här President, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen eran.

De Staatsrot huet säin Avis de 24. Februar 2026 erageschéckt. Vum Conseil d'État gouf et keng Opposition formelle, mee et gouf awer verschidde Remarken, déi reng legistescher Natur waren. Zum Fong vum Text huet de Staatsrot keng Remark gemaach. Déi héich Kierperschaft huet nëmme betount, dass déi verschidde Montanten am Exposé des motifs preziséiert sinn, obwuel dës Informatioune besser an der Fiche financière gestanen hätten.

Der Chambre de Commerce hiren Avis krute mer den 20. Januar dëses Joers eran. D'Handelskummer begréisst déi strateegesch Orientatioun vu Lëtzebuerg um Niveau vun den optionale Programme vun der ESA, déi si als strateegesch wichteg an am Aklang mat der Diversifikatioun vun eiser Ekonomie gesäit. Dës Programmen erlaben et eise Betriber, hir Wettbewerbsfäegkeet ze stäerken, un internationale Programmen deelzehuelen an d'Innovatioun souwéi d'Entwécklung vun neie Produkter a Servicë virunzebréngen.

Gläichzäiteg ënnersträicht d'Handelskummer, datt dës Programmer d'Integratioun an déi international Wäertschëpfungsketten erliichteren an zur strateegescher Autonomie vun Europa bäidroen. D'Handelskummer betount dann och d'Schlësselroll vum nationale Projet LuxIMPULSE, déi d'Initiative vun der ESA ergänzt an d'Entreprisen an allen Entwécklungsphasen ënnerstëtzt.

Schlussendlech fënnt d'Handelskummer, datt d'Ofstëmmung tëscht den optionale Programme vun der ESA an dem Programm LuxIMPULSE et erméiglecht, den Hieweleffekt – den Effet levier, wéi d'Fransouse soen – vun den ëffentlechen Investissementer ze maximiséieren. Esou ginn net nëmmen déi privat Investissementer gefërdert, mee och Talenter ugezunn an déi nohalteg Implantatioun vun héichwäertegen Aktivitéiten am Land ënnerstëtzt, wat natierlech d'Kompetitivitéit, d'Attraktivitéit an déi technologesch Souveränitéit vu Lëtzebuerg weider stäerkt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Detailer zum Fong an och zu den Avise verweisen ech ganz gären op mäi schréftleche Rapport a ginn natierlech och heimadder den Accord vu menger Fraktioun. Ech kann Iech berouegen, ech wäert net nach eng Kéier erauskommen. Ech soen Iech Merci a wënschen nach e schéinen Owend.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dat hei ass dat éischt Finanzéierungsgesetz fir de Lëtzebuerger Bäitrag zum ESA-Programm. Dir wësst, mir sinn 2005 Member an der ESA ginn. Deemools waren de Fränz Biltgen an ech zoustänneg dofir. An et war am Fong geholl den Ufank vun eiser Lëtzebuerger ëffentlecher Spacestrategie.

Natierlech ass d'ESA ganz interessant, zum Beispill éischtens wéinst dem Principe du retour économique. Déi Suen, déi mir an d'ESA eraginn, wéi zum Beispill iwwert dat Finanzéierungsgesetz hei, kommen zréck an eis Wirtschaft, an eis Betriber aus dem Spacesecteur, an esouguer méi wéi dat, wa mer eraginn. An zweetens ass de Modell natierlech interessant, well d'ESA vill Hëllefsstellung bitt an och Knowhow mat virugëtt, wat grad déi Zäit och fir jonk Spacelänner natierlech ganz wichteg an dankbar war.

Elo mat dem Programm LuxIMPULSE kënnen och weiderhin nei Initiative geholl ginn an zum Beispill grad d'Zouliwwerer a jonk Betriber ënnerstëtzt ginn. Mir hu souwisou schonn doriwwer eraus Startup-Ënnerstëtzungsprogrammer. Vläicht gëtt dat den nächste Schrëtt, fir och vläicht Scaleuppen e bësse méi nach kënnen ze ënnerstëtzen, fir datt mer esou Betriber kënnen hei am Land halen.

Iwwert d'wirtschaftlech Kraaft vum Spacesecteur eraus, deen op 2 oder 4 %, jee nodeem wéi wäit ee gräift, vum PIB gerechent gëtt, an awer trotzdeem villen Aarbechtsplazen, bréngt d'Lëtzebuerger Aktivitéit an deem Secteur natierlech och eng international Visibilitéit an e Gewiicht, dat wäit iwwer eis geografesch Gréisst erausgeet, natierlech och vill Potenzial vum Secteur. An et ass e wichtege Secteur fir eis wirtschaftlech Diversifizéierung.

D'Lëtzebuerger Regierung wäert sech weider derfir engagéieren, verstäerkt an de Spacesecteur ze investéieren. An dat hei Véierjoresfinanzéierungsgesetz ass e wichtegen Deel dovunner. Et ass e wichtegt Gesetz. Et kéint ee vill dozou soen. De Weltraum ass grouss. Dozou kéint een nach vill méi soen.

An Dir sidd frou, datt ech elo soen: D'CSV-Fraktioun gëtt hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech wäert et ganz kuerz maachen. Mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. Fir d'LSAP ass de Spacesecteur nach wie vor e Secteur mat ganz vill Potenzial, wou et gutt Synergië gëtt mat eiser Recherche, dee wichteg ass fir d'Innovatioun, wéi gesot, wou mer och schonn eng ganz Rei Succèsen hunn, e Secteur, dee sech gutt entwéckelt, en Ekosystem, dee sech gutt developpéiert.

Et ass gewosst, dass et och awer e Beräich ass, dee virun enger 15 Joer wierklech ugefaangen huet – oder e bësse manner –, wou een awer e laangen Otem brauch, och finanziell. An dofir musse mer déi Programmen och weider finanzéieren, sief et bei der ESA oder iwwert de LuxIMPULSE. Doriwwer ass schonn alles relativ extensiv gesot ginn, an do wëll ech och näischt hinzoufügen.

Ech constatéieren, dass d'Orientéierung vun dëser Enveloppe gréisstendeels déi selwecht ass wéi an där viregter Period. Ech sinn och frou, ze gesinn, dass mer weiderhin och nach e Fokus hunn op der Nohaltegkeet, souwuel wat déi ekonomesch Nohaltegkeet ass, awer och d'Nohaltegkeet fir eeben d'Liewen op der Äerd, awer och am Space selwer mat Space Debris, Space Traffic Management an esou weider. Och dat ass gutt.

Ech gesinn awer och eppes, wat eis dann awer e bësse Suerge mécht an der Entwécklung. An ech

hunn och do dem Discours vum CEO vun der SES bei der FEDIL dëst Joer gutt nogelauschtert. Mir gesinn awer trotzdeem international eng Entwécklung, wou mer u sech a Richtung gi vun enger ëmmer méi grousser Koloniséierung vum Espace respektiv wou grouss Entreprisë sech etabléieren oder probéieren, sech ze etabléieren, op Planéiten, um Mound ... Fir Blue Origin, déi jo elo op Lëtzebuerg kommen ... Wat och eng gutt Nouvelle ass fir den Elon Musk, deen op de Mars fléie wëll. An ech mengen, dat sinn alles esou Projeten, déi natierlech nach immens ambitiéis sinn, wou et och gutt ass am Fall vu Blue Origin, dass mer do mat hinnen zesummeschaffen.

Awer trotzdeem musse mer, mengen ech, Suerg droen, dass mer do e Kader schafen, och e rechtleche Kader, fir déi Aktivitéiten. Mir wëssen, dass mer dat am Moment opgrond vun esou enger Interpretatioun vum Outer Space Treaty maachen, wat en alen Traité ass, mee wou mer awer trotzdeem, mengen ech, wann dat sech elo ëmmer méi entwéckelt – an dat mécht et an deenen nächste Joren –, wierklech och mussen eis abréngen an d'Entwécklung vun engem uerdentlechen a robuste legale Kader um internationale Plang. Well ech mengen net, dass mer wëllen an eng Situatioun kommen, wou mer e bëssen änlech, wéi dat op der Äerd geschitt ass, op eemol e rechtsfräie Raum kréien. Mir schwätzen ëmmer erëm iwwert d'Violatioune vum internationale Recht an den internationale Relatiounen, awer och ëmmer méi am kommerzielle Raum.

An dofir, Här Minister, vläicht kënnt Der eis do e Wuert soen, wat do Är Efforte sinn an och vun Ären Ekippen am Beräich vun enger Entwécklung vun engem internationale Rechtskader. Well dat ass eppes, wouru mer och ëmmer geschafft hunn am Wirtschaftsministère an och mat der Luxembourg Space Agency.

Voilà, dat gesot, nach eng Kéier de Support vun der LSAP fir dëse Projet de loi. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Tom Weidig huet elo d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, no der Stolkris an den Enn 70er-Joren huet d'Satellittenindustrie matgehollef, aus eisem Land en Hightech-Land ze maachen.

Wärend d'Finanzindustrie vill Elteren hat, war d'Successstory vun der Satellittenindustrie identesch mat der Successstory vun der SES. Et war d'Kombinatioun tëschent der Visioun vun engem amerikaneschen Expert, dem Clay Whitehead, an dem Wëllen an der Risikobereetschaft vun der deemoleger Regierung ënnert dem Pierre Werner an duerno Jacques Santer, d'Suen op den Dësch ze leeën, fir eng nei Technologie auszeprobéieren an och fir duerch schwéier Zäiten iwwer e puer Joer dat Ganzt ze begleeden. Mee och well mer de strateegesche Virdeel haten, well mir duerch eis national Souveränitéit Urecht op Orbitalë fir SES-Satellitten haten.

Dëse Gesetzesprojet ass op dëser Philosophie opgebaut, déi zwee Elementer huet. Éischtens: „Notz däi strateegesche Virdeel!" An dat ware bei der SES eis Rechter un Orbitalen. Zweetens: „Riskéier Suen op eng intelligent Manéier! Wer nicht wagt, der nicht gewinnt."

Laang Jore war d'SES eng Cash-Kou fir eis, déi de Staatsbudget kräfteg ënnerstëtzt huet. Mee d'SES huet nach vill méi gemaach. Et huet Lëtzebuerg mat zu engem Hightech-Land gemaach. Doduerch huet sech natierlech och eng kleng Zulieferindustrie ëm d'SES erëmgebilt. An et waren och d'Experte bei der SES, déi sech sesshaft am Land gemaach hunn an op déi ee konnt zréckgräifen.

D'Experten aus der ganzer Welt aus deem Domän hunn d'SES- an d'Astra-Satellitte kannt. Dat ass eise grousse strateegesche Virdeel an dee musse mir weider notzen.

D'SES ass am Moment ënner enormem wirtschaftlechen an technologeschen Drock. SpaceX huet de ganze Secteur revolutionéiert an dominéiert de Launchmarché. Ganz nei Dynamike sinn entstanen. Duerfir ass et wichteg, datt mir eis diversifizéieren.

Mee mir mussen oppassen, wéi mer dat maachen. An der Vergaangenheet hate mer d'Beispill vum Spacemining, Asteroidmining. Dat war éischter en negativt Beispill. Lëtzebuerg huet do eng massiv Campagne gemaach fir Asteroidmining. Dat war technologesche Blödsinn, géif ech soen. Den Elon Musk wëll op de Mars fléien, an dat ass scho schwéier genuch a liicht onrealistesch. Mee op engem Asteroid ze landen, Tonne Ressourcen ze sammelen an op d'Äerd ze bréngen, ass Sciencefiction. Ech garantéieren Iech, datt et och a 50 Joer nach net klappe wäert.

Och d'Investitioun vun 12 Milliounen Euro an en amerikanesche Startup, Planetary Resources, war e Fiasko. An all Expert hätt vun esou engem Investment ofgeroden, mee de fréiere Minister Schneider a seng Partei, d'LSAP, hunn et awer trotzdeem gemaach.

D'Ironie vun der ganzer Saach ass awer e gutt Beispill vu Guerillamarketing: Onrealistesch Technologie a falsch Investments, mee Lëtzebuerg an d'SES ware wochelaang Headlinenews an den internationale Meedien. Dat hat als Konsequenz, datt d'Welt op Lëtzebuerg opmierksam ginn ass als e Land „that can make it happen". D'Industrie huet dës Campagne interpretéiert als „aim for the stars to reach the moon".

De Space ze kommerzialiséieren an d'Ressourcen am Weltall no bei der Äerd ze notzen, ass absolutt realistesch. An de leschte Joren hu mir elo méi Startuppen an etabléiert Firmen op Lëtzebuerg kritt, déi sech ëm d'SES an engem Ökosystem etabléiert hunn. Mir sinn elo och Member vun der ESA a mir hunn d'LSA, d'Luxembourg Space Agency, gegrënnt. Workshops a Konferenze weisen, datt d'Zeen lieweg ass.

Mir als ADR fannen dëse Finanzéierungsprojet e weidere Schrëtt zu enger méi professioneller Investitiounsapproche, wou mir och eise strateegesche Virdeel kënnen notzen. Zum engen ënnerstëtze mir d'ESA fir hiren allgemenge Budget, mee och fir konkreet ESA-Projeten. Doduerch si mir Deel vum europäeschen Ökosystem mat all senge Synergien.

An e lëtzebuergesche Finanzéierungsprojet, LuxIMPULSE, vun 115 Millioune geet och an déi richteg Richtung, fir nach méi Startups a Firmen ze begleeden an op Lëtzebuerg ze kréien. Mir mussen dës Aktivitéite begleeden. An ech soen explizitt „begleeden". Mir solle se net steiere wéi an der Vergaangenheet. Déi Firme wësse selwer, wat se brauchen, a mir solle mat hinnen zesummeschaffen, fir hinnen dat ze ginn, wat se brauchen.

Mee mir mussen och wachsam sinn an net op all Pitch vun engem Startup erafalen, wéi et an der Vergaangenheet passéiert ass, a préiwen, wat Sënn mécht a wat net. Mir sollten och net ze vill a Fuerschung investéiere fir Projeten, déi nach Joerzéngte wäit ewech si vun der Kommerzialiséierung. Duerfir ass eist Land ze kleng.

Mir als ADR wäerten all sënnvoll Initiativ ënnerstëtzen an hoffen op eng zweet SES. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Joëlle Welfring huet elo d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Mat där doter Attitüd wäre mer warscheinlech net ganz wäit komm an der Fuerschung haut.

Ech géing ganz gären den Zousproch vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz ginn. Et ass eng ganz wichteg Agence, och fir de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg. Déi Kooperatioun mat der ESA kënnt och eise Fuerschungsinstanzen entgéint. An och do gëtt scho säit Joerzéngten dran investéiert.

Mee ech deelen awer och d'Suerge vum Här Fayot, dass mer sollten derfir suergen, dass dat Ganzt e Kader kritt, fir hei effektiv d'Iwwerexploitatioun ze evitéiere vu Ressourcen, déi eis net onbedéngt zoustinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 265 Milliounen. Loosst dës Zuel einfach eng Kéier sacken: 265 Milliounen Euro!

(Brouhaha)

Dat ass keen techneschen Detail. Dat ass keng Fousnott an engem Budget. Dat ass de Präis vun engem hallwe Spidol ongefëier. Dat ass de Präis vun engem Lycée mëttlerweil. Dat ass de Präis vum bezuelbare Wunnraum fir Honnerte vu Lëtzebuerger Familljen.

Ech sinn net hei, fir géint de Weltraum ze schwätzen. De Weltraum ass d'Zukunft. D'Innovatioun ass d'Zukunft. A genee dofir verdéngt dësen Investissement Froen, schaarf Froen, éierlech Froen, Froen, déi haut nach keng Äntwert hunn.

Déi éischt zum Beispill: Wie profitéiert? An der Kommissioun hu mer vun 81 Entreprisen am Secteur geschwat. Mee wéi eng dräi, véier, fënnef kréien dann de Gros? Dat steet net dran. Et soll och warscheinlech net drastoen.

Déi zweet Fro: Wéi vill kënnt reell zeréck? Den Text invoquéiert zwar „le principe du juste retour" – de Prinzipp; net d'Zuelen, de Prinzipp! –, mee Prinzippie fiddere keng Familljen. Prinzippie bezuele kee Loyer. A kënne mer emol iwwert de realen Impakt vun de leschten 20 Joer schwätzen? Wéi vill Fonge ginn net ofgeruff oder zréckgeschéckt? Mir héieren aus dem Secteur vu Betriber, déi zwar als Éischt gesot kréien: „Dir kënnt Sue kréien, mee Dir musst genuch Eegekapital schafen." Da kënnt dat Eegekapital net zesummen, ergo kommen déi Suen ni hei zu Lëtzebuerg un. Do misst een eng Kéier eng genau Analys maachen, wat wierklech ukënnt; net nëmme wat versprach gëtt, mee wat tatsächlech dann och ukënnt.

Déi drëtt Fro: Wat fir eng Kontroll huet dës Chamber iwwerhaapt an deem heite Projet? D'Regierung freet 265 Millioune fir véier Joer, fir Programmer mat Dual-use-Implikatiounen. An de Staatsrot remarkéiert, datt d'Detailer net emol an der Fiche financière stinn, mee am Exposé des motifs verstoppt sinn. Dat ass net en Detail. Och dat ass erëm Method, datt d'Fiche-financièren, déi der Chamber virgeluecht ginn, reegelméisseg net komplett sinn. D'Chambre de Commerce applaudéiert. Et kann ee sech denken, firwat. De Staatsrot seet: „Pas d'oppositions formelles." A mir sollen elo einfach soen: „Jo." Mir sollen also de Virement ënnerschreiwen, éier mer d'Rechnung gesinn hunn.

D'LuxIMPULSE-Versprieche fir d'Startups, beschleunegt Prozeduren, verstäerkte Schutz vu Propriété intellectuelle, ma dat steet zanter Joren um Pabeier. Froe mer eis awer mol éierlech: Huet dat Versprieche bis elo och ëmmer gehalen? Oder kréien déi selwecht

etabléiert Acteuren ëmmer erëm Geld, an eng Hickecht u Startups kréien eng Taass Kaffi a vläicht eng Pressematdeelung?

Ech soe Jo zum Weltraum. Mir soe Jo zur Innovatioun. Mee mir soen Nee zu engem Blankoscheck. Mir verdéngen an Zukunft eng Fiche financière mat Detailer. Mir verdéngen eng järlech Berichterstattung: Wie kritt Geld? Wéi vill kënnt zeréck? Wéi eng Projeten hunn eng militäresch Komponent? Firwat dat net, zum Beispill, ëffentlech op engem Internetsite vum Ministère publizéieren?

Well d'Lëtzebuerger Steierzueler verdéngen et, ze wëssen, wou déi 265 Milliounen higinn a wie se kritt. An dofir, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir soe Jo zu dësem Projet. Mee mir géifen eis wënschen, wann de Minister kéint herno erklären, wéi ee fir eng zousätzlech Transparenz vum Deboursement vun dësen 265 Millioune kéint suergen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ...

Une voix | ... ass net do.

M. Claude Wiseler, Président | ... iwwersprange mer elo.

(Hilarité et interruption par M. David Wagner)

Här Wagner, sot e Wuert.

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. De Marc Baum, deen dozou schwätze misst, ass zur Zäit op enger anerer Bün, dat heescht, e muss schaffen, an en huet eiser Sensibilitéit recommandéiert, eis ze enthalen, wat mer dann och maache wäerten.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech weess elo net, wat Der mat „aner Bün" gemengt hutt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Den aneren Theater.

M. Sven Clement (Piraten) | Säi richtege Beruff.

M. Claude Wiseler, Président | Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn.

(Brouhaha)

Sou, wannechgelift, kommt elo! Mir musse probéieren, zum Schluss ze kommen.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, ech mengen, dass et e laange Mëtteg war. Mee ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass, dass een zu deem ...

Plusieurs voix | E laangen Dag.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Gelift?

M. Claude Wiseler, Président | Et ass e laangen Dag, mee et ass elo egal. Loosst den Här Minister schwätzen, wannechgelift!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | E laangen Dag. An et ass nach net fäerdeg, well ech wollt awer trotzdeem op den Historique vum Spacesecteur hei zu Lëtzebuerg agoen.

(Exclamations et hilarité)

Ech mengen ... Ech wollt nach e puer Detailer ginn. Spaass beiséit. Ech mengen, dass dat heite wierklech e ganz wichtege Projet de loi ass, bei deem mer hei eis och sollen Zäit huelen, fir driwwer ze schwätzen. An der Kommissioun hu mer och driwwer geschwat, well ... Ech hunn elo grad hei Kriticken héieren, déi mech e bësse schmunzele gedoen hunn. An zwar war et vum Här Clement, deen hei seet: „Wat fir e Contrôle hu mer iwwerhaapt? A wéi kënne mer ...? An iwwerhaapt ..."

Ma dat heiten ass déi éischt Kéier, dass iwwerhaapt emol esou e Projet de loi deposéiert gëtt. Et ass déi éischt Kéier, dass e Projet de loi, eng Loi de financement, gemaach gëtt, fir de Secteur hei ze maachen. Dir sidd awer méi laang hei wéi een Dag. All déi lescht Joren hutt Der Iech déi dote Fro net gestallt. A grad dofir ass et eis wichteg, dass mer mat Transparenz heihinner kommen an dass mer och dee Projet de loi hei deposéiert hunn, dass d'Chamber au courant ass – éischtens.

Zweetens: Esou wéi mer an der Kommissioun geschwat hunn ... Ech weess net, ob Der vläicht net dobäi waart, mee an der Kommissioun si genau déi dote Froe gestallt ginn. An do hu mer genau ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Hutt Der se da gekuckt? Dir waart jo net do an et ass net public. Do hu mer nämlech gekuckt, dass mer de juste Retour hunn, deen eis ganz grouss um Häerz läit, eis alleguerten heibannen, dass mer, wa mer bei den ESA-Programmer hei matmaachen, och de Retour économique zu Lëtzebuerg hunn, dass mer de Secteur domat ënnerstëtzen an dass mer d'Innovatioun vun alleguer deene Betriber hei zu Lëtzebuerg och weider kréien.

Jo, et ass e Secteur, dee ganz dynamesch ass. An alles huet ugefaangen – et ass gesot ginn – mat enger Startup, déi d'Regierung ënnerstëtzt huet an den 80er-Joren, enger klenger Startup. An d'Madamm Modert ass och drop agaangen, dass Startuppen, Scaleuppe sollen ënnerstëtzt ginn. A genau dat doten ass och de Punkt, fir ze soen, mat esou Programmer wéi deenen heiten, LuxIMPULSE, wou mer vläicht nach eng Kéier esou eng Startup kënne kréien, musse mer och kucken, dass mer Finanzementer kréie fir Startuppen, dass mer an d'Innovatioun investéiere fir Startuppen, dir dass se kënne wuessen a fir dass se och hei an Europa bleiwen.

Well am Spacesecteur, gradesou wéi an anere Secteuren, ass et wichteg, dass mer net nëmmen hei Startuppen an Europa hunn, déi kënnen zu engem Leader ginn, mee dass mer et op där anerer Säit och fäerdegbréngen, dass mer d'Scaleuppen hei halen, déi dann déi Unicornen hunn, déi hei an Europa bleiwen, déi dann och do erëm eng Kéier ..., an den Här Bauler huet et ganz gutt erkläert, fir ze soen, dass bei enger SES och Zouliwwererfirmen dobäikommen, déi am Ekosystem hei fonctionéieren, wou mer et wëllen ënnerstëtzen, dass mer d'Betriber hei hunn iwwer zwou Zorte vu Programmen.

Éischtens emol déi generell Programme vun der ESA. An do ass den Här Fayot drop agaangen, dass d'Orientéierung vun der Enveloppe déi nämmlecht ass. Jo, an et ass och wichteg. Well wann een eppes vum Spacesecteur, wéi d'nämmlecht och vun aneren ekonomesche Secteuren, ka soen, dann dass d'Previsibilitéit fir d'Betriber wichteg ass. An et ass eis, mengen ech, alleguerten heibanne wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, net nëmmen Entreprisen hei eng Kéier unzeéien an ze soen: „Sou, elo bass de hei", a mir investéieren an Earthobservation zum Beispill iwwert déi hei Programmer, muer ass e Changement, mir hale komplett domat op a mir maachen elo eppes ganz aneres an da ginn d'Entreprisen erëm. Neen, d'Entreprisë brauchen déi Previsibilitéit. An dofir ass et eis als Lëtzebuerg och wichteg, dass mer bei der ESA déi Programmer och weiderhin nach ënnerstëtzen, déi mer an der Vergaangenheet schonn ënnerstëtzt hunn, dass mer déi Entreprisen och net nëmmen one-shot hunn, mee dass se och kënne wuessen an dass se an engem europäeschen ESA-Kader och kënne weider developpéieren an och do mat aneren Entreprisë kënnen zesummeschaffen, fir dass mer als Lëtzebuerg och dostinn als Kontinent, deen e Spacesecteur huet, deen developpéiert. Do schaffe mer alleguerten als ESA-Länner zesummen drun, fir déi kënne weiderzebréngen.

Jo, et si grouss Entreprisen, et si kleng Entreprisen, et sinn innovativ Entreprisen, déi heimat kënne weiderfueren. Mee ee Volet ass wichteg, an den Här Fayot ass drop agaangen: Déi rationell Utilisatioun vum Space ass e wichtege Punkt. Mee ech mengen awer, dass Lëtzebuerg mat deem Gesetz dat zweet Land war, wou se gesot hunn: „Lëtzebuerg ass prett, fir d'Space Resources opzemaachen, fir also Entreprisen, déi an de Weltraum ginn an eebe grad och déi verschidde Saachen, Spacemining, aus dem Weltraum erëm mat op d'Äerd kënne bréngen." Dat huet d'Dier am Fong opgemaach, fir dass och deen Developpement geschitt, soudass am Fong e Wee opgemaach ginn ass fir Entreprisen, fir geziilt nach méi wäit an de Weltraum eranzegoen an déi Ressourcen och erëm zréck mat op d'Äerd ze bréngen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun ginn. Dee Rover ass leider net ukomm. Dat war am Fong den Test, fir grad dee rechtleche Kader kënnen ze testen, wou dann, wa Moundstëbs opgehuewe gëtt, gefrot gëtt: Wiem gehéiert deen? Dee Rechtskader ass getest ginn. Leider ass de Rover net ukomm. Mee dat war deen éischten, deen do war, an et sinn der sécher och nach hannendrun, well dat huet Lëtzebuerg op d'Kaart bruecht.

A wann ee vun deene verschiddene Momenter schwätzt, déi mer awer am Spacesecteur hei zu Lëtzebuerg hunn, da schaffe mer säit bal 50 Joer dorun. An den 80er-Joren, ech hunn et gesot, war d'SES eng kleng Startup, wou dru gegleeft ginn ass, se politesch kënnen ze developpéieren. 2005 ass een op de Wee gaangen, Member ze gi bei der ESA, also net méi nëmme fir d'Satellittekommunikatioun, mee och fir sech méi breet opzestellen, fir kënne weiderzefueren. D'Space-Resources-Gesetz war och e wichtege Meilesteen, fir Lëtzebuerg op d'Kaart ze bréngen. Et gesäit een also, dass mer konsequent an de Spacesecteur net nëmme finanziell investéieren, mee dass mer et och fäerdegbréngen, den Entreprisen déi Previsibilitéit ze bréngen, fir Lëtzebuerg op d'Kaart ze stellen am Secteur vum Space, fir kënnen ze garantéieren, dass mer souwuel de Secteur an der Innovatioun kënnen ënnerstëtzen, wéi awer och ... An d'Centre-de-recherchë si jo vun der Madamm Welfring ugeschwat ginn. Och do hu mer mam ESRIC (ndlr: European Space Resources Innovation Centre) zum Beispill eng ganz grouss Kompetenz an Zesummenaarbecht och mat deenen aneren Acteurpublicken, déi wichteg sinn, fir och déi Experten hei zu Lëtzebuerg kënnen ze halen, ze developpéieren an och weiderhi kënne weiderzebréngen.

D'Gesetzer sinn ugeschwat ginn. Jo, ech sinn och der fester Iwwerzeegung, mir wäerten och als Regierung déi néideg Suivie maachen, falls nei Texter kommen, besonnesch eeben an deem dote Kader: Wéi kënne mer nach méi wäit an de Weltraum? Wat heescht et, wa mer eng Statioun do géingen opbauen oder aner Saache géinge maachen? Lëtzebuerg wäert ëmmer Pionéier sinn. An dofir engagéieren ech mech och. Wann nei Texter kommen, wäert Lëtzebuerg direkt déi Texter och ëmsetzen, fir dass mer och weiderhin nach op der Kaart bleiwen.

Ech war net méi spéit wéi virun zwou Wochen nach zu Colorado Springs, wou mer gekuckt hunn, eebe grad am Spacesecteur Entreprisen unzezéien, Entreprisë vu Lëtzebuerg och international kënne weiderzebréngen, well et wichteg ass, dass mer eebe grad den Ekosystem net nëmmen europäesch gesinn, mee och weltwäit gesinn, als Zouliwwerer oder fir kënne weiderzeschaffen. A grad do huet ee gesinn, dass Lëtzebuerg ganz bekannt ass bei alleguerten den Entreprisen, Lëtzebuerg bekannt ass als Pionéier, als seriöen, fiabele Partner, dee mer och sinn, fir kënne weider zesummenzeschaffen.

Mir hunn eis och als Regierung derfir engagéiert, de Spacecampus weiderzedrécken. De Spacecampus, deen och e Wee ass, fir kënnen d'Entreprisë weider ze ënnerstëtzen, en Incubateur op där enger Säit, mee och Testfacilitéiten, déi wichteg sinn, fir dass mer och konsequent an de Spacesecteur kënnen investéieren, en hei halen an och an Zukunft nach e Spacesecteur hunn, dee ganz gutt fonctionéiert.

Ech sinn en tout cas frou, dass mer dat Finanzéierungsgesetz hei hunn, fir eebe grad och méi Transparenz kënnen an deem doten Deel ze hunn.

Ech soen Iech villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Ech géing Iech bieden, wierklech kuerz ze bleiwen.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, Fait personnel, well de Minister mer hei eppes ënnerstallt huet, nämlech datt ech mech net virdrun dokumentéiert hätt zu deenen Aussoen, ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat hunn ech net gesot.

M. Sven Clement (Piraten) | ... déi hie getraff huet. An ech kann him soen, ech hu ganz wuel déi Tabloen, déi verdeelt goufen an där Kommissioun, gekuckt. Do gesäit een de Retour économique ganz genau opgeschlësselt no allen ESA-Länner, an zwar an der Somme. A meng Kritick war eebe genau, an och dat ass an der Kommissioun net thematiséiert ginn – do kënnt Der Iech gären d'Band nolauschtere goen –, wéi déi Suen zu Lëtzebuerg opgedeelt sinn. Et gëtt einfach eng Enveloppe geholl. Dir sot elo: „Dat heiten ass dat éischt Finanzéierungsgesetz." Dat stëmmt.

(Interruption par M. Lex Delles)

Dat mécht awer dat Ganzt net méi transparent. Wann ee sech nämlech déi Fiche financière ukuckt, déi dat Gesetz hei huet, wa souguer de Staatsrot kritiséiert, datt erëm Saachen an dem Exposé des motifs stinn, déi missten an der Fiche financière stoen – de Staatsrot ass jo awer elo wierklech keng Oppositioun normalerweis –, da muss een awer feststellen, datt dat hei net dat transparentste Gesetz ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dat war eng Remark, keng Fro. Dofir ass d'Diskussioun elo ofgeschloss.

An da géing ech dëse Projet de loi zum Vott stellen. Et ass de Projet de loi 8663. Den Text steet am Document parlementaire 8663[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8663 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Probéiert och nach eng Kéier ze kucken ... Ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 54 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ouni Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Octavie Modert), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Maurice Bauer), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Zeimet), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Ricardo Marques) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par Mme Barbara Agostino), MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Franz Fayot), Francine Closener (par M. Ben Polidori), MM. Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Claude Haagen) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

15. Motion de M. Marc Baum relative aux pouvoirs de l'autorité de supervision dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD

(Motion déposée en séance publique n° 136 du 28 avril 2026 – à consulter au compte rendu n° 56/2023-2028 en page 48)

Als leschte Punkt um Ordre du jour steet d'Motioun vum Här Marc Baum iwwert d'Transpositioun vun der CSDDD-Direktiv.

(Exclamations et brouhaha)

An ech ginn also do dem ... Den David Wagner wëllt ganz sécher duerno schwätzen. Dofir ass meng Fro: Wie wëllt hei d'Wuert huelen? D'Madamm Hartmann, d'Madamm Tanson, den Här Fayot. Madamm Hartmann, fänkt Dir un, wannechgelift.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also, mat där Motioun wollt de Marc Baum, fir einfach de Kontext nach eng Kéier ze soen, froen, dass am Kader vun der Ëmsetzung vun der CSDDD-Direktiv sollt hei zu Lëtzebuerg garantéiert sinn, dass eng Autorité de supervision indépendante sollt agesat ginn. Voilà.

Dat ass eppes, wat och an der Direktiv selwer gefrot ass, déi jo och hei zu Lëtzebuerg muss ëmgesat ginn. Dat heescht, dass déi Autoritéit onofhängeg soll sinn. D'Direktiv seet explizitt, dass d'Autorité muss „de manière impartiale et transparente" kënne fonctionéieren. A se seet och, dass se „juridiquement et fonctionnellement indépendante" muss sinn. Et gëtt nach kee Projet de loi, deen dës Direktiv ëmsetzt, mee all dës Krittären sollen och mat dem Projet de loi ëmgesat ginn. An dat ass dat, wat och zu Lëtzebuerg wäert gemaach ginn, soudass ech menger Fraktioun och ka proposéieren, déi Motioun hei matzedroen.

Mir géife just, an dat ass och scho mat dem Här Baum och beschwat ginn, an dem zweeten Tiret eng kleng Ofännerung proposéieren, déi géif bedeiten, dass mer géife soen: „à veiller, dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD, à ce que l'autorité de supervision désignée se dotera d'une expertise suffisante en matière de droits humains et en matière de protection de l'environnement".

Et gëtt eng Rei Autoritéiten, déi déi heiten Aufgab kënnen iwwerhuelen zu Lëtzebuerg. An do wäert et wichteg sinn, dass déi effektiv déi néideg Expertis hunn. An duerfir géife mer proposéieren, dat hei mat ze indiquéieren, mee dass u sech de Ministère och via d'Direktiv d'Obligatioun huet, hei eng Autorité indépendante anzesetzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Hartmann huet et scho gutt kontextualiséiert. Ech denken, déi ganz Diskussioun kënnt aus der Suerg vun dem Secteur vun den ONGen, déi sech scho vill fir deen Dossier hei agesat hunn, a bei deem et natierlech wichteg ass, wann dee Mechanismus en place ass, dass en och onofhängeg superviséiert gëtt. An ech si frou ze héieren, dass déi Suerg natierlech och vun der Majoritéit gedeelt gëtt.

Ech kann och absolutt liewen domat, dass deen zweeten Tiret e bëssen ëmgeännert gëtt, well egal wéi eng bestoend Instanz dat kritt, et musse sech natierlech nach verschidde Capacitéiten ugëeegent ginn. An duerfir sinn ech souwuel mat der initialer Versioun d'accord, déi ech mat ënnerschriwwen hat, wéi och mat där Propos, fir se ëmzeänneren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Et ass effektiv elo gutt erkläert ginn, wourëm et hei geet. An ech si frou ze héieren, dass effektiv déi Bereetschaft do ass, déi Stell do op eng onofhängeg Base ze constituéieren.

Mir wëssen, dass mer am Moment dee Point de contact national am Wirtschaftsministère hunn, deen am Fong eng Schlichtungsstell ass am Kontext vun der OECD, fir d'Principes directeurs, d'Droits de l'homme an den Entreprisen, éischtens, ze sensibiliséieren an och, wann eng Kritick do ass un engem Betrib zu Lëtzebuerg, fir do, wéi gesot, eng Mediatioun ze maachen.

Mir wëssen awer och, dass dat net den ideale Setup ass am Kontext vun der zukünfteger Direktiv an dass mer do, wéi gesot, eng onofhängeg Stell brauchen. Wien dat gëtt, dat musse mer da kucken. Natierlech muss déi dann och, wéi gesot, déi néideg Expertis kréien. Mir wëssen, dass mer do Leit hunn, déi och schonn aktiv ware bei deene Plans d'action nationaux, déi do kënnen drop schaffen.

Dofir ass dat och eng Modifikatioun, mat där mir och kënne gutt liewen. A mir wäerten dat hei och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, hei ass et wéi esou oft, wa mer Direktiven hunn, wou mer onofhängeg Entitéiten als Supervisioun asetzen, datt et eng Suerg gëtt, wéi se sech herno finanzéiert, aus wéi engem Dëppe se gespeist ginn an och wien déi Missioun herno iwwerhëlt. Ech fannen et dofir wichteg, datt grad virun der Elaboratioun vun engem Projet de loi déi Fro och schonn eng Kéier thematiséiert gëtt. Dofir ënnerstëtze mer déi Motioun a mir si frou, datt déi haut kann ugeholl ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesi keng aner Wuertmeldung. A vu datt mer scho gewuer gi sinn, datt den Här Baum déi Proposition de changement ugeholl huet, ginn ech dovunner aus, datt den Här Wagner dat confirméiert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, ech kann dat confirméieren. Jo, also d'Madamm Hartmann huet dat ganz gutt erkläert. Et ass eng zentral Fro bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. A mir akzeptéiere komplett och déi Propositioun, déi gemaach gëtt. Et ass och eng Verbesserung vun der Motioun. An deem Sënn wäerte mer se och matstëmmen.

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Da géing ech dës Motioun, wa keng Wuertmeldung méi do ass, och zum Vott stellen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant la directive (UE) 2024/1760 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (directive CSDDD) ;

– considérant la directive (UE) 2026/470 du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2026 (directive Omnibus I), laquelle a fortement restreint le champ d'application de la directive CSDDD ;

– considérant que le délai de transposition de la directive 2024/1760 est désormais fixé à juillet 2028, avec une entrée en vigueur progressive à partir de juillet 2029 pour les plus grandes entreprises ;

– considérant que l'article 24 de la directive CSDDD, tel que modifié par la directive Omnibus I, demande à ce que chaque État membre désigne une ou plusieurs autorités de supervision chargées de surveiller le respect des obligations prévues dans les dispositions du droit national ;

– considérant que le même article 24 demande aux États membres de garantir l'indépendance des autorités de contrôle et de garantir qu'ils puissent exercer leurs pouvoirs de manière impartiale,

invite le Gouvernement

– à veiller, dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD, à ce que l'autorité de supervision jouisse d'une indépendance organisationnelle, administrative et financière par rapport au Gouvernement ;

– à veiller, dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD, à ce que l'autorité de supervision désignée se dotera d'une expertise suffisante en matière de droits humains et en matière de protection de l'environnement.

(s.) Marc Baum, Franz Fayot, Sam Tanson, David Wagner.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 51 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 5 Abstentiounen. An domat wär dës Motioun mat 51 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Zeimet), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Maurice Bauer), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Françoise Kemp), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par Mme Barbara Agostino), MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Franz Fayot), MM. Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Claude Haagen) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat si mer och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. No zéng Stonne Sëtzung hutt Der och alleguer e schéinen 1. Mee verdéngt. Dofir wëll ech just soen, datt déi nächst Sëtzunge fir den 19., 20. an 21. Mee virgesi sinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.56 heures.)

141e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 52
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 52
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 53
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur la politique générale sur l'état de la nation** p. 54
   M. Luc Frieden, Premier ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

D'Interieurskommissioun proposéiert en Zäitmodell „avec rapport et sans débat", amplaz vun engem Modèle de base, fir de Projet de loi 8691, deen op eisem Ordre du jour vun en Donneschdeg virgesinn ass.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour a mat dëser Propositioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 19 mai 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dossiers législatifs suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8738 – Projet de loi relatif à l'adaptation du montant des dépenses concernant la loi du 14 juillet 2023 relative au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 29/04/2026

8740 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2019/881 en ce qui concerne les services de sécurité gérés et portant modification de la loi du 20 décembre 2024 portant sur certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013 (règlement sur la cybersécurité) et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 29/04/2026

8741 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29/04/2026

8742 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République kirghize relatif à la réadmission des personnes entrées et/ou séjournant sans autorisation et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 18 juin 2025, avec déclaration commune relative à ces accords

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29/04/2026

8743 – Projet de loi relative aux procédures d'urgence pour l'évaluation de la conformité, une présomption de conformité, l'adoption de spécifications communes et la surveillance du marché en raison d'une situation d'urgence dans le marché intérieur et modifiant :
1° la loi modifiée du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables ;
2° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples ;
3° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ;
4° la loi du 27 mai 2016 concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets ;
5° la loi du 27 juin 2016 concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
6° la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ;
7° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques ; et
8° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 29/04/2026

8745 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/05/2026

8746 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de la sécurité sociale ;
2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 07/05/2026

8747 – Projet de loi relative à la construction du Sportlycée et d'un internat à Mamer

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/05/2026

8748 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de commerce ;
2° du Nouveau Code de procédure civile ;
3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4° de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
6° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;
7° de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
8° de la loi modifiée du 23 décembre 2022 sur les référendaires de justice ;
9° de la loi du 23 janvier 2023 portant organisation du Conseil national de la justice ;
10° de la loi modifiée du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats ;
en vue de constituer des chambres spécialisées en droit économique et financier au sein des tribunaux d'arrondissement et de la Cour d'appel

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 12/05/2026

8749 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 15/05/2026

8750 – Projet de loi réglant la transmission de données à caractère personnel aux curateurs de faillite, liquidateurs judiciaires et autres mandataires de justice

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 15/05/2026

8751 – Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-21)

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 15/05/2026

8752 – Projet de loi portant:
1° modification :
a) de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché ;
b) de la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux indices de référence ;
c) de la loi du 16 juillet 2019 relative aux prospectus pour valeurs mobilières ;
d) de la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;
2° mise en œuvre :
a) du règlement (UE) 2024/2809 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 modifiant les règlements (UE) 2017/1129, (UE) n° 596/2014 et (UE) n° 600/2014 afin de rendre les marchés des capitaux de l'Union plus attractifs pour les entreprises et de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux capitaux ;
b) du règlement (UE) 2025/914 du Parlement européen et du Conseil du 7 mai 2025 modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne le champ d'application des règles applicables aux indices de référence, l'utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations d'information

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 15/05/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

4089 – Demande de pétition publique : Suppression des coupures dans les maisons relais !

Dépôt : Mme Katy Fernandes Cardoso, le 28/04/2026

4090 – Demande de pétition publique : Réglementation des loyers

Dépôt : M. Claude Raphael Alfred Homerovski, le 28/04/2026

4091 – Demande de pétition ordinaire : Ouverture des voies de co-voiturage aux véhicules 100 % électriques

Dépôt : M. Jean-François Bernard Philippe Bigonville, le 29/04/2026

4092 – Demande de pétition publique : Obligation pour la Zukunftskeess de verser les allocations familiales luxembourgeoises sur un compte au Luxembourg pour les enfants

Dépôt : M. Nicolas Chauty, le 29/04/2026

4093 – Demande de pétition publique : Fermeture des aires de jeux scolaires

Dépôt : Mme Maria Helena Dos Santos Fonseca, le 29/04/2026

4094 – Demande de pétition publique : Interdiction de chambres mixtes dans les hôpitaux, mise en danger des femmes et atteinte à leur pudeur

Dépôt : Mme Agnes Suzanne Quantinet, le 01/05/2026

4095 – Demande de pétition publique : Tunnel Vitesse

Dépôt : M. Max Buck, le 04/05/2026

4096 – Demande de pétition publique : Référendum national sur une centrale nucléaire au Luxembourg

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 06/05/2026

4097 – Demande de pétition publique : Inscrire le compte 115 dans la loi : pour une reconnaissance légale des apports en capitaux propres sans émission de titres

Dépôt : M. Philippe Nowak, le 06/05/2026

4098 – Demande de pétition publique : Réduction de la pression fiscale sur les salaires et limitation de la double imposition par la TVA et accises

Dépôt : M. Gil Ribeiro Andrade, le 07/05/2026

4099 – Demande de pétition publique : Taxation des biens immobiliers abandonnés et obligation de vente des biens publics à l'abandon

Dépôt : M. Gil Ribeiro Andrade, le 07/05/2026

4101 – Demande de pétition publique : Création bibliothèque publique

Dépôt : Mme Maria Teresa Roldán Aincinena, le 11/05/2026

4102 – Demande de pétition publique : Erweidert Erstattung vun Zännkroune bei geneeteschen a laangjäregen Zännproblemer

Dépôt : M. Raphaël Marx, le 11/05/2026

4103 – Demande de pétition publique : Pour un plan d'urgence luxembourgeois sur la ligne ferroviaire Metz–Thionville–Luxembourg

Dépôt : M. Matthieu Paul Bertrand Fresse, le 12/05/2026

4104 – Demande de pétition publique : Kostenlose Menstruationsprodukte für alle in Luxemburg

Dépôt : M. Tim Löffler, le 12/05/2026

4105 – Demande de pétition ordinaire : Signalement de dysfonctionnements graves et inhumains de l'Office national de l'enfance et détournement de fonds européens (FSE+) à des fins de prédation et déshumanisation familiale

Dépôt : Mme Nora Mallim, le 12/05/2026

4106 – Demande de pétition publique : Consigner bouteilles en plastic et canettes

Dépôt : Mme Francesca Romeo, le 12/05/2026

4107 – Demande de pétition publique : Fir méi proportional a gerecht Geldstrofe bei Vitessiwwerschreidungen

Dépôt : M. Celestino Fecchi, le 13/05/2026

4108 – Demande de pétition publique : E wéchentleche Cours fir Deeskalatioun a Konfliktléisung an eise Schoulen

Dépôt : M. Celestino Fecchi, le 14/05/2026

4109 – Demande de pétition publique : Construire plus facilement

Dépôt : M. Edis Cikotic, le 15/05/2026

4110 – Demande de pétition ordinaire : 4072

Dépôt : Mme Nicole Redinger, le 15/05/2026

4111 – Demande de pétition publique : Introduction d'un statut de « Flexi-job » exonéré au Luxembourg pour soutenir les retraités et les salariés de la classe moyenne face à la crise du logement

Dépôt : Mme Alvine Eliane Maffo Sonkoue, le 15/05/2026

4112 – Demande de pétition ordinaire : Stop aux frais abusifs de nettoyage et de peinture en fin de bail pour les locataires

Dépôt : M. Santiago Juan Rivas Pardinas, le 15/05/2026

4113 – Demande de pétition publique : Obligation d'un cours de premiers secours valide lors de l'examen pratique du permis de conduire

Dépôt : M. Pedro Rodrigues, le 16/05/2026

4114 – Demande de pétition publique : Pour l'autorisation strictement encadrée de dispositifs de défense non létaux pour les commerçants et employés exposés aux agressions au Luxembourg

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 16/05/2026

4115 – Demande de pétition publique : Fir de Schutz vun de Kanner an de Respekt vun den Elteren, Kulturen a Relioune beim Unterrecht iwwer Sexualitéit an emotional Erzéiung an der Grondschoul

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 16/05/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Commission des Pétitions n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions tels qu'ils ont été renseignés par les pétitionnaires.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier mer zum Haaptpunkt vum haitegen Ordre du jour kommen, géif ech gär nach dës Geleeënheet notzen, fir véier Éieregäscht op eiser Tribün virzestellen.

Et handelt sech ëm den Här Walter Rosenkranz, President vum Éisträicheschen Nationalrot, …

(Applaudissements)

… d'Madamm Julia Klöckner, Presidentin vum Däitsche Bundestag, …

(Applaudissements)

… den Här Manfred Kaufmann, President vum Liechtensteinesche Landtag, …

(Applaudissements)

… an d'Madamm Patricia Creutz, Presidentin vum Parlament vun der Däitschsproocheger Gemeinschaft vun der Belsch.

(Applaudissements)

A just zur Explikatioun: Déi Dammen an Häre Presidentinnen a Presidente ware gëschter an haut am Kader vun der néngter Konferenz vun den däitschsproochege Parlamentspresidenten hei zu Lëtzebuerg. Zum Ofschloss vun hirer Visitt freeë mer eis, si als Gäscht bei der haiteger Deklaratioun zum État de la nation wëllkomm ze heeschen.

Ech soe Merci, datt Der hei waart.

(Applaudissements)

4. Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur la politique générale sur l'état de la nation

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Luc Frieden zur Lag vun der Natioun. An ech géif sofort dem Här Premierminister d'Wuert ginn. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, „liebe Ehrengäste befreundeter Länder hier in Luxemburg – herzlich willkommen", Dir Dammen an Dir Hären alleguerten, e Schüler, dee schonn a jonke Joren international Präisser an der Physik kritt huet, eng Koppel, déi dräi erfollegräich Restaurante mat 100 Salariéen opgebaut huet, eng Fra, déi sech an enger ASBL engagéiert, fir Leit am Rollstull mat engem Assistenzhond ze hëllefen: Dat si just dräi Geschichte vu Leit, déi ech an deene leschte Méint kenne geléiert hunn. Dräi vu ville Facettë vun eiser Natioun. Dräi Stécker vun engem méi grousse Mosaik.

Well d'Natioun, dat si mir, all mateneen. Et kann ee se net faassen, an awer ass se ganz konkreet. Eng Natioun ass e Grupp, eng Gesellschaft, e Schicksal, dat zesumme geschaaft, erlieft an erënnert gëtt.

De sozialen Zesummenhalt ass dat Wäertvollst, wat mir als Natioun hunn, grad an dësen Zäiten, wou villes a Fro gestallt gëtt duerch Kricher, Populismus, nei Technologien, wirtschaftlech a sozial Erausfuerderungen.

Den internationale System, wéi mer en zënter dem Zweete Weltkrich kennen, ass ëmmer manner erëmzeerkennen. Amplaz vu Fridden: Kricher an Europa, dem Mëttleren Osten an Afrika. Amplaz vu fräiem Handel: Tariffer, Barriären a Blockaden. Amplaz vun Zesummenaarbecht: Egoismus, Eegeninteressi a Kuerzsiicht.

Dat internationaalt Recht, op deem de Fortschrëtt vun de leschten 80 Joer opgebaut ass, gëtt hannerfrot, ënnergruewen, ignoréiert – an der Ukrain, a Grönland an op anere Plazen. Muecht a Menacen ersetzen Dialog an Diplomatie.

Souguer Erausfuerderungen, déi fir eenzel Länner ze grouss sinn, wéi de Klimawandel, déi humanitär Nout, den Honger an der Welt, ginn international vernoléissegt. An och wirtschaftlech Relatioune ginn opgrond vu strateegeschen Iwwerleeungen nei definéiert, virun allem an der Energie a bei der Technologie.

Et kann een net méi hei vu vereenzelte Situatioune schwätzen. Et ass en Trend: D'Welt ass am Ëmbroch. Mir erliewen eng Period vun déifgräifende Changementer, déi déi nächst Joerzéngten definéiere wäerten. Mee och wann déi international Zesummenaarbecht noléisst, sou halen d'Effete vun deem, wat an der Welt geschitt, net op de Grenzen op.

Duerfir wäert Lëtzebuerg e Land bleiwen, dat sech mat Iwwerzeegung international abréngt fir multilateral Institutiounen an dat internationaalt Recht – mat eisen Noperen, an der Europäescher Unioun, an der NATO, an der UNO.

Dat, wat hannert eise Grenze geschitt, deels wäit ewech, huet direkt a konkreet Konsequenzen op eis. Dat ass esou a gudden Zäiten, mee et ass och esou an all internationaler Kris.

Mir si fir den Ament konfrontéiert mat e puer Kricher an eiser direkter Noperschaft: an der Ukrain, am Gaza an am Iran. An och innerhalb vun Europa spiere mir méi Tendenzen, déi Grondprinzippien a Fro stellen, deels ënnerstëtzt a Form vun hybriden Attacke vun Drëttstaaten.

Fir eis muss d'Äntwert op béid Evolutiounen eng Stäerkung vun der Europäescher Unioun sinn:

D'EU ass d'Äntwert op déi intern Tendenzen, well se den Ausdrock ass vun eise Wäerter, a bleift fir eis dee beschte Wee, fir se och an Zukunft ze verteidegen. Mir wëlle méi Europa, well mir eis Demokratie, eis Fräiheet an d'Rechtsstaatlechkeet wëllen erhalen.

An d'EU ass d'Äntwert op déi turbulent Zäiten an der Welt, well se eis erlaabt, méi onofhängeg ze gi vun deem, wat an der Welt geschitt – an der Energie, an der Sécherheet, der Technologie, dem Weltall, der Narungsproduktioun.

Grad de Krich am Iran an d'Schléisse vun der Strooss vun Hormus weisen eis nach eemol all dës Ofhängegkeeten. Mir gesi se den Ament ganz konkreet beim Präis un der Pompel. Ma och den Dünger, d'Liewensmëttel an aner Produite gi méi deier.

An déi richteg wirtschaftlech a sozial Konsequenze riskéieren, eréischt op eis duerzekommen. Esou gesinn dat d'Experte vum Internationale Wärungsfong a vun der Europäescher Zentralbank a vill anerer. Lëtzebuerg ass do keng Ausnam.

An awer stelle sech natierlech d'Froe fir all Land anescht. Si sinn anescht fir Lëtzebuerg ewéi och eis

Partner an der EU oder am Mëttleren Osten. Sou kréie mir zum Beispill e vill méi groussen Deel vun eiser Energie aus dem Ausland. Gläichzäiteg kafen eis Gas- a Stroumliwweranten iwwer e puer Joer an a fiedere sou de kuerzfristegen Effet of.

An och d'Leit an eis Betriber spieren d'Impakter vun dësem Krich ganz ënnerschiddlech. Et ka gläichzäiteg wouer sinn, datt vereenzelt Firme gutt Resultater maachen, wärend d'Industrie, de Commerce an d'Handwierk – besonnesch d'Constructioun – struewelen. Héich Sprittpräisser maachen, relativ gesinn, méi aus fir d'Logistik an den Transport wéi fir de Kleederbuttek an eng Bank.

Sou Nuancë gëtt et net just tëscht de Betriber, et gëtt se och fir eis Matbierger. Et mécht en Ënnerscheed, ob ee mat Gas, Masutt oder Wärmepompel hëtzt, ob een den Auto oder den ëffentlechen Transport benotzt, ob ee méi oder manner verdéngt. Mee virun allem riskéiert d'Inflatioun, méi staark eropzegoe wéinst den héijen Energiepräisser, déi sech duerch déi ganz Ekonomie zéien. All dëst sinn ënnerschiddlech Facettë vun der Realitéit, Mosaikstécker vun engem grousse Ganzen.

Duerfir beschwätze mir déi Effeten, zesumme mat de Sozialpartner, an engem Tripartittformat. A wa mir eis all als Deel vun engem méi Grousse gesinn, da schafen dës ënnerschiddlech Realitéiten net Divisioun, mee Zesummenhalt. Da gi mir net géinteneen, da sti mir mateneen. Dat hält eis Natioun zesummen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'Regierung wëllt Lëtzebuerg erhalen als e Land, dat zesummenhält, zesummesteet, zesumme lieft, zesumme wunnt, zesumme wiisst an opwiisst, zesummen d'Natur erhält, zesummen d'Zukunft schaaft.

Wat eis Natioun ausmécht, definéiert jidderee vun eis all Dag op en Neits – duerch seng Wierder, seng Aktiounen, seng Decisiounen. D'Chamber, d'Regierung, d'Sozialpartner, d'Press: Si all droen en Deel vun där Verantwortung.

Här President, d'Regierung ass elo an der Mëtt vun hirem Mandat. Mir hu villes gemaach an och nach villes vir. Dat ass och normal an der Halbzeit. Alles mat engem Zil: d'Wuel vu Land a Leit. All eis Decisioune versichen, de Fridden an d'Fräiheet, de Wuelstand an d'Demokratie an eisem Land ze stäerken.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, dat war, ass a bleift eist Zil: mat méi Kafkraaft, mat méi Solidaritéit, mat méi Ënnerstëtzung fir d'Familljen, mat méi Wunnraum, mat méi Aarbechtsplazen, mat engem méi sécheren Zesummeliewen, mat méi erneierbaren Energien.

Dat ass dat Lëtzebuerg, dat mir wëlle schafen – mat Iech heibannen a mat jiddwerengem an eisem Land. Dat si grouss Erausfuerderungen, grad an dësen Zäite vun Ongewëssheet an déiwe Changementer an der Welt. Mir mussen eis mat deene Changementer an hirem Impakt op Lëtzebuerg beschäftegen, an dat, ouni déi aner Defien an eisem Land ze vernoléissegen. Villes schéngt ongewëss an onkloer, mee eent ass kloer: Et ass net d'Zäit, fir de Kapp an de Sand ze stiechen.

Et ass d'Zäit, fir Verantwortung ze iwwerhuelen: mateneen, fireneen. An déi Verantwortung huele mir all Dag un, mat roueger Hand an engagéiertem Häerz.

Här President, den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft stäerke fänkt domat un, wéi mir mat deenen ëmginn, deenen et manner gutt geet an eiser Gesellschaft. Fir d'Regierung ass et kloer: Mir loosse keen am Ree stoen. Mir fänken op, begleeden, verstinn, well et geet ëm Vertrauen – Vertrauen aneneen, an d'Demokratie, Vertrauen an d'Zukunft. Wann d'Ongläichheete wuessen, da geet dat Vertraue verluer. Hoffnungen a Perspektive gi verluer. An da verléiere mir um Enn alleguerten.

Aarmut ass kee Choix. Aarmut ass eng Ongerechtegkeet, virun allem wa se Kanner trëfft. Eis gemeinsam Aufgab ass et, dës Ongerechtegkeet ze evitéieren do, wou se e Risiko ass, a se ze bekämpfen do, wou se leider scho Realitéit ass.

Dofir huet d'Regierung – am Dialog mam Secteur – déi éischt kohärent Strategie ausgeschafft, fir d'Aarmut an all hire Facetten unzegoen. D'Sozialhëllefe goufen an d'Luucht gesat: d'Allocation de vie chère, d'Energieprimm, d'Loyerssubventioun, de Steierkreditt fir Elengerzéier. An um onqualifizéierte Mindestloun bezilt een haut keng Steiere méi. Dat sinn Honnerten Euro méi fir déi Leit, bei deenen all Euro zielt.

Déi wichtegst Neierung, déi elo ab 2027 kënnt, ass de Complément vie chère. Dëse bréngt fënnef aktuell Hëllefen zesummen – dorënner d'Allocation de vie chère, d'Energieprimm an déi nei Sozialhëllef fir Leit, déi an der Pensioun sinn.

Eng eenzeg Hëllef, dat heescht: eng Demande, eng Berechnung, eng Prozedur. Dat ass administrativ Vereinfachung am Sënn vum Bierger. An duerfir automatiséiere mir och dës nei Hëllef: duerch eng automatesch Verlängerung, soulaang d'Krittären erfëllt bleiwen, duerch en automatescht Ausbezuelen u REVIS-Bezéier an duerch en automateschen Austausch vun Informatiounen tëscht de Ministèren.

Iwwert dës Hëllef wäert een och direkt d'Loyerssubventioun kënnen ufroen, well d'Wunnkäschten de gréissten Aarmutsfacteur fir vill Leit sinn. A mir ginn nach eemol ganz cibléiert géint d'Kanneraarmut vir, mat enger neier Hëllef vu bis zu 3.000 Euro d'Joer fir Familljе mat engem niddregen Akommes.

Dat ass Sozialhëllef mat schwaarz-bloer Handschréft: einfach, schnell, onkomplizéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir stelle sécher, dass d'Hëllef do ukënnt, wou se gebraucht gëtt. Dat mécht de Familljeminister och mam neie Guichet unique social, deen ab Oktober all d'Informatiounen zu de Sozialhëllefen op enger eenzeger Plaz zentraliséiert.

A gläichzäiteg muss d'Schaffegoe sech weider lounen, well d'Aarbecht bleift dat bescht Mëttel géint d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung. Duerfir kritt ee beim neie Complément vie chère lineär manner, wann ee méi verdéngt.

An duerfir hu mir och substanziell Steiererliichterungen ëmgesat. Mir loossen de Leit d'Suen, fir déi se schaffen. Jiddwereen huet haut méi Netto vum Brutto wéi 2023. A wat ee manner verdéngt, wat d'Steiererliichterung relativ méi grouss ass, virun allem bei de Monoparentallen. Alles dat dréit zu méi Zesummenhalt an eiser Gesellschaft bäi.

An deen Zesummenhalt, dat ass d'Fundament vun eisem Sozialsystem. Mir suergen ee fir deen aneren: wann ee krank gëtt, wann ee méi al gëtt, wann ee vun engem Schicksalsschlag getraff gëtt. An d'Regierung iwwerhëlt d'Verantwortung, fir dee System ofzesécheren.

Duerfir hu mir eng Pensiounsreform gemaach – déi éischt zënter 14 Joer. D'Regierung ass sech hirer Verantwortung bewosst, fir d'Solidaritéit tëscht de Generatiounen ze halen, fir jiddwerengem ze erlaben, mat Zouversiicht op d'Liewen am Alter ze kucken, fir eist Land och op d'Zäit no den nächste Wale virzebereeden.

Et ass och aus där Verantwortung eraus, dass mir de Gesondheetssystem moderniséieren. Well och an der Gesondheet, grad an der Gesondheet, geet et ëm de Mënsch. De Mënsch muss am Mëttelpunkt stoen, am Mëttelpunkt vun engem Gesondheetssystem, deen accessibel ass fir jiddwereen.

Duerfir wäert et ënnert dëser Regierung keen Dekonventionement ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir wëlle keng Zwouklassemedezinn. D'Tariffer wäerten och an Zukunft eenheetlech bleiwen an dat ofdecken, wat gebraucht gëtt an noutwendeg ass. Mir stinn zu eisem solidaresche Gesondheetssystem. Eng Zwouklassemedezinn ass schlecht fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft.

Ma den Zougang zum Gesondheetssystem dierf och net duerch laang Waardezäite limitéiert ginn. Duerfir finanzéiere mir eng zousätzlech Garde fir d'Urgencen an eise Spideeler. An duerfir brénge mir och d'Medezinn méi no bei d'Leit – mat besseren Infrastrukturen iwwerall am Land: mat Bauprojete fir nei Spideeler oder Extensiounen a Moderniséierunge vu besteeënde Sitte vun eise Spideeler a mat zousätzlechen ambulatoiren Offeren op der Cloche d'Or an zu Gréiwemaacher, wou ënner anerem en IRM a Mammografieapparate bäikomm sinn.

An Zukunft erméigleche mir kleng medezinnesch Agréffer an enger Rei Beräicher och an Eegeregie, dann och ausserhalb vum Spidol, zum Beispill bei den Aen- an den Hautdokteren. Dat wäert d'Offer méi no bei de Patient bréngen an d'Waardezäite reduzéieren. Da wäerten och méi Aktivitéite kënnen am Cabinet gemaach ginn.

D'Gesondheetsministesch presentéiert déi entspriechend Ännerungen an den nächste Wochen – dat, nodeems si schonn e Gesetz op de Wee bruecht huet, fir dass d'Doktere sech an enger Gesellschaft kënnen zesummendoen. D'Zil ass et, de Finanzement vun Infrastrukturen a Material ze erliichteren an administrativ Vereinfachunge fir d'Dokteren erbäizeféieren an dat mécht dëse wichtege Beruff och méi attraktiv.

Well mir brauchen Dokteren an aner Gesondheetsberuffer, fir den Accès zur Medezinn an enger gudder Fleeg och an Zukunft ze garantéieren. Nieft dem Medezinn-Masterdiplom op der Uni.lu behiewe mir mat engem spezifeschen eenheetleche Statutt fir Medezinner an der spezialiséierter Ausbildung eng grouss Lacune an eisem aktuelle System. Sou bleift de Sozial- a Gesondheetssystem och an Zukunft Ausdrock vun engem Land, wat zesummenhält.

Här President, déi Zukunft gehéiert der nächster Generatioun. Sozialen Zesummenhalt fänkt an der Kandheet un, wa mir opwuessen. Zesummen. Dofir ass d'Stäerke vun de Familljen a Kanner en zentraalt Versprieche vun der Regierung.

A wéi eis Kanner opwuessen, huet sech an deene leschte Joerzéngte verännert: duerch Evolutioune bei de Familljekompositiounen, duerch eng méi grouss Sproochendiversitéit an duerch nei Technologien.

Eis Familljе sinn haut méi divers. Ongefëier ee Kand op véier lieft an engem Stot mat just engem Elterendeel, oft der Mamm. Haut huelen och méi Männer de Congé parental wéi Fraen, och wa se dat méi oft deelzäit maachen.

Dës Entwécklunge weisen eis: All Famill zu Lëtzebuerg huet hir eege Realitéit. An d'Kanner wuessen op an ënnerschiddlechen Ëmfelder. Eis gemeinsam Aufgab bleift awer iwwerall déi selwecht: all Kand déi nämmlecht Chancen op en erfëlltent Liewe ginn.

Dofir huet d'Regierung ambitiéis Moossname presentéiert – fir all Famill, fir all Kand. E kohärenten, sozial gerechte Pak mat dräi Pilieren: Steierreform, Kannergeld a Chèque-service accueil.

Ab 2028 soll et nach just eng eenzeg Steierklass ginn. Dëst ass eng fundamental Neiausriichtung vun eiser Steierpolitick, déi der gesellschaftlecher Entwécklung Rechnung dréit. An dofir sicht de Finanzminister e breede Konsens ronderëm dës Reform a proposéiert fir déi, déi dat wëllen, eng laang Iwwergangsperiod vu 25 Joer.

Dës eenheetlech Steierklass suergt fir méi Kafkraaft an eng weider Entlaaschtung fir déi meeschte Leit, fir méi Steiergerechtegkeet tëscht de Familljen an innerhalb vu Koppelen a fir méi Previsibilitéit am Fall vu Schicksalsschléi.

Virun allem setzt dës Reform awer och de Facteur Kand an de Fokus. Mat engem neien Abattement reduzéiere mir de Montant, op deem ee Steiere bezilt, ëm 3.000 Euro pro Kand bis dräi Joer. Esou gi mir jonken Elteren déi finanziell Moyenen, fir méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen an hir Famill opzebauen. A mat enger weiderer Erhéijung vum Steierkreditt fir Elengerzéier gi mir nach eemol cibléiert géint Kanneraarmut vir.

Dat brénge mech zum zweete Pilier: dem Kannergeld. Ab dem 1. Januar d'nächst Joer geet d'Kannergeld ëm 45 Euro de Mount an d'Luucht, bei Kanner iwwer zwielef Joer souguer ëm 60 Euro. An och d'Allocation de rentrée scolaire gëtt ëm 60 respektiv 90 Euro erhéicht.

An och hei ass d'Zil, all Kand eng fair Chance ze ginn, egal a wéi enger Situatioun seng Eltere sinn. Dat maache mer och mat enger neier Tranche bei der Allocation de naissance. Dës nei Tranche soll d'Eltere finanziell encouragéieren, fir d'Sproochentwécklung vum Kand evaluéieren ze loossen, grad well déi éischt 30 Méint entscheedend si fir déi emotional, kognitiv a sproochlech Entwécklung vum Kand.

Den drëtte Pilier ass d'Reform vum Chèque-service accueil. Mir wëlle sécherstellen, dass all Kand Zougang zu enger Betreiungsplaz kritt, onofhängeg vun der Situatioun vun den Elteren. Och hei entlaaschte mir dofir d'Familljen, andeems de Staat ronn 80 Milliounen Euro iwwerhélt, déi bis elo d'Famillje bezuelt hunn. Sou spuert eng Famill am Duerchschnëtt ronn 3.000 Euro pro Kand a pro Joer.

Gläichzäiteg stäerke mir d'Qualitéitskontroll an de Personalschlëssel, am Interêt vun de Kanner. An Zukunft mussen d'Strukture genau déi Stonne verrechnen, déi de Besoine vum Kand an den Elteren entspriechen. Esou schafe mir méi Plazen an de Strukturen an hëllefen all Famill, dat privat a professionellt Liewen e bësse besser ënnert een Hutt ze bréngen.

D'Steierreform, d'Kannergeld, de Chèque-service accueil: eng kohärent Politick, fir all d'Familljen ze stäerken an all Kand e faire Start an d'Liewen ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Eng Politick, déi sech och am Schoulsystem erëmspigelt. Dofir erweidert den Educatiounsminister progressiv an alle Schoulen d'Méiglechkeet – d'Méiglechkeet, net d'Obligatioun – fir eng Alphabetisiéierung op Franséisch. Et kritt keen eppes ewechgeholl. Am Géigendeel, et kréie vill Kanner eppes bäi: eng besser Chance op Succès an der Schoul.

Säit Jore geet ze vill Potential verluer, well zwee Drëttel vun de Kanner an enger Sprooch alphabetiséiert ginn, déi si vun Ufank u benodeelegt. Mir gi ville vun hinnen eng besser Optioun, ouni déi Lëtzebuerger Sprooch ze vernoléissegen. Lëtzebuergesch bleift d'Haaptsprooch an eise Schoulen.

Nieft de Sprooche mussen d'Kanner och den Ëmgang mat neien Technologië léieren. Trotz ville positive Säiten hu Smartphones a sozial Meedien och negativ Effeten op eis Kanner – wéi se denken a schwätzen, sech verhalen an entwéckelen.

Et ass un eis, fir hinnen eng gesond Screen-Life-Balance bäizebréngen an, jo, och virzeliewen. Dofir hu mir den Handyverbuet an de Schoulen agefouert, kombinéiert mat méi Sportstonnen a méi reellem Austausch. Grad am ganz jonken Alter hu mir eng kloer Schutzlinn gezunn: keng Smartphones an eise Betreiungsstrukturen. An iwwert d'Eltereforen hëllefe mir och, doheem dee richtege Kader ze setzen.

Mee et ass net just den Handy selwer, et sinn och virun allem déi sozial Meedien – déi oft weeder sozial nach Meedie sinn. Si wëlle Leit verbannen, inspiréieren an informéieren, ma si sinn oft Grond fir Isolatioun, Selbstzweifel an Desinformatioun. Si verbreeden a banaliséiere Gewalt a sexualiséierte Contenu, ouni Rücksicht op d'Notzer. Enger Etüd vu BEE SECURE no sinn zwee Drëttel vun eise Jugendlechen dovu betraff. Dat kënne mir net hinhuelen. Et ass eis gemeinsam Verantwortung, si ze schützen.

Dofir huet d'Justizministesch e Gesetzesprojet deposéiert fir d'Bekämpfe vun der digitaler Gewalt. Esou definéiere mir nei Strofdoten am Code pénal, zum Beispill d'onerlaabten Deele vun intime Biller oder den Onlinestalking. Aner Studie weise kloer negativ Impakter vu soziale Meedien op déi kognitiv Entwécklung vun eise Kanner. Et geet hei ëm d'Gesondheet vun eise Kanner. Dofir wäert d'Regierung e Mindestalter fir d'Benotze vu soziale Meedien aféieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Wann eng europäesch Léisung bis Enn des Joers net a Siicht ass, maache mir dat, wéi aner Länner och, op nationalem Niveau.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Eis Politick stellt iwwerall d'Wuel vun de Kanner a Jugendlechen an de Mëttelpunkt – an der digitaler gradewéi an der reeller Welt.

Dofir wäert d'Regierung an den nächste Wochen nei Moossname virstellen, fir d'Strukturen an dësem Beräich weider auszebauen. Mir mussen eise System de komplexe Situatioune vun eise Jonken upassen – duerch nei therapeutesch a sozial Strukturen an eng besser Vernetzung vun de Systemer. Hei besteet kloren Handlungsbedarf.

An dofir ass et fir d'Regierung weiderhin eng Prioritéit, fir d'Texter, déi zum Jugendschutz- a Jugendstrofrecht deposéiert goufen, schnellstméiglech an d'Realitéit ëmzesetzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Kee vun eis wëllt, dass Jugendlecher am Erwuesseneprisong landen. Dofir mussen déi Aarbechte schnell ofgeschloss ginn an och déi néideg Strukture parallell dozou opgebaut ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'Kandheet an d'Jugend sollen eng suergefräi Zäit sinn, an déi geschitt virun allem doheem.

Här President, fir déi meescht vun eis ass déi éischt Erënnerung eng vum Doheem, do, wou mir gewunnt a gespillt hunn, Momenter erlieft hunn, déi eis bis haut markéieren. Beim Theema Wunne geet et ëm dat Gefill vun Doheem. D'Logementspolitick stellt eis viru fundamental Froen: Wou wäerten eis Kanner muer wunnen? Wéi schafe mir Wunnraum do, wou e gebraucht gëtt? Wéi erhale mir sozial Kohäsioun an eisen Dierfer a Stied?

Dës Froe si konkreet, si sinn dréngend a si betreffen eis alleguerten. En Doheem muss eng realistesch Chance fir jiddweree bleiwen. Wéi mir zesumme wunnen, ass eng Fro vu sozialem Zesummenhalt. Säit dem éischten Dag schafft dës Regierung mat allen Acteuren dorunner, dass d'Wunne bezuelbar bleift: mat de Gemengen, den ëffentlecheBauträger, dem Privatsecteur, der Zivillgesellschaft.

Eist Zil ass kloer: méi a méi séier bauen, fir jiddwerengem eng Chance op erschwéngleche Wunnraum ze bidden. Dofir si mir deen administrative Chantier ugaangen. Mir wëssen all, datt d'Prozeduren déi gréisste Baustell am Land sinn. Se si laang, komplex an deier, mee se sinn net a Stee gemeesselt. Fir se ze änneren, brauch et e laangen Otem, ma et ass méiglech an et ass néideg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dofir hunn ech am Numm vun der Regierung a menger éischter Ried zur Lag vun der Natioun en Zéngpunkteplang virgestallt fir e Paradigmewiessel bei de Prozeduren. Dovu sinn der siwen ëmgesat oder an der Chamber deposéiert. Déi lescht dräi kommen nach dëst Joer. Si vereinfachen d'Bauprozedure vu Grond op, ouni d'Qualitéit ze vernoléissegen.

Mam „Silence vaut accord" ginn Ufroen automatesch autoriséiert, wann den Delai erreecht ass. Mam „Natur auf Zeit" kënne Biotope sech entfalen, ouni dass de Bauprojet méi lues oder méi deier gëtt. Mam nationale Bautereglement ginn d'Reegelen iwwerall am Land harmoniséiert, fir méi a méi effizient ze bauen. Mam „Remembrement ministériel" kënnen eenzel Proprietären net méi de Bau vun engem neie Quartier blockéieren. A mat der „Compensation une fois pour toutes" kann den Ëmweltimpakt vu Bauprojeten op Staatsterraine kompenséiert ginn.

Mir waren, sinn a bleiwen iwwerzeegt vun dëse Moossnamen. Si wäerten dem Logementsmarché mëttelfristeg eng nei Dynamik ginn.

Mee de Marché dréint fir de Moment net esou, wéi mir eis dat virstellen. D'Demande bleift héich an d'Offer niddreg. Dat ass keen Defi vu gëschter. En huet sech iwwert déi lescht Joren a Joerzéngten opgebaut. Weeder deemools nach haut gëtt et eng Wonnerléisung.

Mir musse gemeinsam all Hiewelen usetzen, fir Neibaute vum Privatsecteur ze encouragéieren a méi abordabele Wunnraum an ëffentlecher Hand ze schafen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dofir musse mir d'Vertrauen an de Bau, de sougenannte VEFA-Secteur, nees stäerken. Ze vill Leit kennen dee Problem: De Chantier geet net virun, esou wéi e geplangt war. Am schlëmmste Fall geet de Promoteur faillite an de Chantier bleift Méint, heiansdo Joren, leien.

D'Vertraue vum Keefer kënnt just zréck, wann et e bessere legale Schutz beim VEFA-Gesetz gëtt, virun allem bei der Garantie d'achèvement. A well mir gesinn, dass d'Leit méi Vertrauen hunn, wann d'Mauere bis stinn an en Daach um Haus ass, reduzéiere mir och d'Droits d'enregistrement op dem Réibau.

Mee d'Regierung iwwerhélt och hir direkt Verantwortung, fir méi abordabele Wunnraum ze schafen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Säit 2023 gouf de Budget fir d'Hëllefe fir sozial Promoteure méi wéi

verduebelt an e bleift och déi nächst Jore bei iwwer enger hallwer Milliard pro Joer. Donieft hu mir mat weidere 500 Milliounen Euro am VEFA-Opkafprogramm Projeten uechtert dat ganzt Land realiséiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | A mir hunn decidéiert, fir dëse Programm mat engem zousätzleche Budget vun 300 Milliounen Euro iwwert déi nächst Jore weiderzeféieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An Zukunft wäert de Staat d'Präisser am VEFA-Opkafprogramm och jee no Regioun upassen a Projete just deelweis opkafen. Vill Bauprojete sinn nämlech zum Deel – 10, 20, 30 % – verkaaft, ma de Chantier kann eréischt lancéiert ginn, wa genuch Wunnenge finanzéiert sinn. De Staat kann esou mat enger méi klenger Contributioun méi Projeten deblockéieren an de Bau ukuerbelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Sou entsteet méi abordabele Wunnraum. Mir mobiliséieren och mat anere Mëttelen Terrainen, fir abordabele Wunnraum an Zukunft ze schafen: duerch eng cibléiert Acquisitiounspolitick, en Appel à projets fir Baulücken an och e reduzéierten TVA-Taux op de Bau vu Wunnengen, déi zu abordabele Präisser verlount ginn.

All dës Efforten, fir abordabele Wunnraum ze schafen, wäerte mir zum Deel mat engem Housing Bond, engem ëffentlechen Emprunt, finanzéieren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Esou kënne Privatpersounen och mat klenge Beträg de Bau vu Wunnraum direkt ënnerstëtzen, an dat mat engem interessante Rendement.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'Regierung wäert weider alles drusetzen, fir jidderengem den Accès op eng Wunneng ze erméiglechen. Well d'Wunnen ass kee Luxus; d'Wunnen ass e Recht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dofir stäerkt d'Regierung och d'Locataren, duerch Verbesserungen am gesetzleche Kader bei der Salubritéit an d'Schafe vun enger nationaler Loyerskommissioun.

Une voix | Ganz gutt!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Well an der Logementspolitick geet et ëm Mënschen, an dofir steet se am Zentrum vun eisem Zesummeliewen.

Här President, dat Zesummeliewen ass keng abstrakt Theorie. Et ass geliefte Praxis – all Dag an all Weekend op den Duerffester, an de Sportsclibb, an de Museksveräiner. Momenter, an deenen d'Leit zesummekommen, sech begéinen an austauschen. Iwwerall do entsteet e Gefill vu Mateneen.

An dat Matenee kann nëmmen do entstoen, wou d'Leit sech sécher spieren. Dofir brénge mir d'Police méi no bei d'Leit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat mécht den Inneminister op Basis vu véier Prinzippien. Méi Personal: Säit 2023 ass d'Police ëm 500 Poliziste gewuess.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Méi Presenz: Dat lescht Joer gouf et esou vill Patrulle wéi nach ni virdrun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Méi Proximitéit: Mir hunn a fënnef Gemengen eng Lokalpolice agefouert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Méi Preventioun: Mir gräifen de Verbriecher vir, mam Drogendësch a mat enger vereinfachter Kameraiwwerwaachung am ëffentleche Raum.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Luc Frieden, Premier ministre | A mir ginn der Police mam Platzverweis renforcé nach virum Summer besser legal Moyenen, fir hir Aarbecht auszeféieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Esou stäerke mir d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill, mat enger Police, déi no bei de Leit ass an d'Zesummeliewen erméiglecht.

Well déi Momenter vum Matenee geschéie bei de Leit, an der Noperschaft, an eise Gemengen. Et ass do, wou mir de sozialen Zesummenhalt all Dag liewen a stäerken.

Duerfir wëlle mir d'Gemengeservicer besser legal encadréieren. Mat méi professionelle Servicer kënnen eis Gemenge mat den aktuellen an zukünftegen Erausfuerderungen nach besser Schratt halen. A se kënne besser Méiglechkeete bidden, fir dass d'Leit zesummekommen an zesummewuessen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Duerfir stäerkt d'Sportsministesch och d'Roll vum Sportscoordinateur um Gemengenniveau a mécht d'Subside fir d'Veräiner méi breet op. Well de Sport ass eng Plaz, wou sech Mënschen aus verschiddene Generatiounen, Kulturen a soziale Milieuen op Aenhéicht begéinen – an dat net just um Terrain.

E Veräi lieft och nieft dem Terrain, duerch déi vill Benevollen, déi se um Lafen halen – am Sport, och bei de Pompjeeën, de Scouten, an der Musek. Fir hinnen dat administratiivt Liewen ze erliichteren, ass d'Justizministesch mat allen Acteuren am Gespréich iwwer méiglech Vereinfachunge beim ASBL-Gesetz.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Endlech!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Gläichzäiteg muss jiddwereen d'Méiglechkeet hunn, fir um Zesummeliewen, um Sport an un der Kultur deelzehuelen.

Duerfir huet d'Regierung de leschte Mount en Aktiounsplang presentéiert mat 99 Moossnamen, déi d'Kultur méi accessibel maachen an all Form vu Barriären ofschafe sollen. D'Kultur erliewen dierf kee Privileeg sinn. Eis Kultur lieft op, wa se gelieft gëtt – vun alle Bierger am Land. Se ass Ausdrock vu gemeinsamen Traditiounen a Wäerter: Oppenheet, Respekt, Zesummenhalt.

An zu eiser Kultur gehéiert souwuel d'Méisproochegkeet wéi och déi Lëtzebuerger Sprooch. A fir déi weider ze ënnerstëtzen, stellt de Kulturminister nach dës Legislaturperiod en neien Aktiounsplang vir fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Plusieurs voix | O!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Well den Interêt an der Bevëlkerung ass do. D'Zuele si kloer: D'Coursen, fir Lëtzebuergesch ze léieren, sinn ausgebucht; bal zwou Millioune Visiteuren hunn dat lescht Joer hiren Text vum Spellchecker iwwerpréiwe gelooss, an am Lëtzebuerger Online Dictionnaire gouf d'lescht Joer iwwer 14 Millioune Mol no engem Wuert gesicht – eng Demande all 2,2 Sekonnen oder iwwer 1.000, säitdeem ech dës Ried ugefaangen hunn.

(Interruption)

Mir erwaarden eis en änleche Succès bei der neier Sproochmaschinn, déi mer mat enger Iwwersetzerfunktioun completéieren. D'Sprooch schaaft e Lien tëscht de Leit an och mam Land – e Land, an deem sech d'Zesummeliewen och an eisem politesche System erëmspigelt.

D'Demokratie ass dee kloersten Ausdrock vun eisem Zesummeliewen. Grad elo, grad an dësen Zäiten ass et wichteg, datt mir eis Demokratie schützen. Dofir stäerkt d'Regierung d'Press: mat enger besserer Pressehëllef, mat engem Recht op Informatiounen an engem bessere Schutz géint juristesch Aschüchterungen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An der Demokratie entscheede mir zesummen, wat fir eng Richtung mir aschloen, wéi mir eist Ëmfeld gestalten. An zu deem Ëmfeld gehéiert och eis Ëmwelt.

Här President, eng gesond Natur ass d'Bün, op där dat gesond Zesummeliewen iwwerhaapt spillt. Zesummen d'Natur erhale muss duerfir eng Ambitioun vun eis all sinn. Wëlle mir d'Sonn am Summer genéissen oder als Hëtzewell erdroen? Wëlle mir e gereegelten Alldag oder extreem Wiederen? Wëlle mir frësch Loft, proppert Waasser, gesond Bëscher? Fir d'Regierung sinn d'Äntwerte kloer: Mir wëllen d'Ëmwelt schützen an de Klimawandel ugoen.

Déi Politick kucke mir net lassgeléist vum Rescht, mee als Deel vum Ganzen. D'Ëmweltpolitick muss mat anere Prioritéite geduecht ginn a se net ausbremsen. An dat maache mir mat de Leit, am Dialog, duerch Iwwerzeegung, mat Encouragement. Dat ass eise Kompass, an deem bleiwe mir trei.

Duerfir wäert den Ëmweltminister am Dialog mat allen Acteuren en neie Restauratiounsplang ausschaffen. Dëse wäert de Fokus op d'Qualitéit vun eise Gewässer an d'Gesondheet vun eise Bëscher leeën.

Mee am Kampf géint de Klimawandel ass dat Wichtegst, fir op déi erneierbar Energien ëmzeklammen. D'Regierung huet duerfir eng kloer Richtlinn: einfach – séier – méi erneierbar. Mat där Zilsetzung hu mir ronn 50 Moossname proposéiert: 50 Weeër, fir déi erneierbar Energien auszebauen, 50 Weeër, fir de Klimawandel unzegoen, 50 Weeër, fir eis eegen Energieproduktioun ze erhéijen.

Loosst mech dräi wichteg Fortschrëtter ervirhiewen.

Éischtens ass de Prefinanzement fir PV-Anlagen haut eng Realitéit.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dës nei Prozedur ass séier fir d'Betriber an einfach fir d'Bierger. A se mécht en direkten Ënnerscheed op der Rechnung – Schluss mam Virstrecke vun Dausenden Euro.

Une voix | Ganz gutt!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass Klimaschutz – einfach gemaach.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dofir breede mir dee System aus op d'Hëllefe fir elektresch Autoen, Wärmepompelen a Renovatiounen. A mir verlängere se bis 2030.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Zweetens huet d'Regierung e Gesetzesprojet proposéiert, fir de Bau vu PV-Anlage laansicht d'Autobunnen ze erlaben. Domat realiséiere mir onbenotzte Potenzial u Stroum fir Zéngdausende Leit. Wann deen Text nach virum Summer vun der Chamber gestëmmt gëtt, kënne mir éischt konkreet Projeten nach am Laf vum Joer lancéieren.

An drëttens hu mir proposéiert, de Prinzipp vum „Silence vaut accord" och bei den Ëmweltautorisatioune fir erneierbar Energien anzeféieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An den nächste Méint gi mir konsequent op dësem Wee weider, well d'Zuele weisen: Mir sinn um richtege Wee. Mat 8.000 neie PV-Anlage gouf et 2024 esou vill nei Installatioune wéi nach ni virdrun. An 2025 ass esou vill Solarstroum un d'Netz gaange wéi nach ni virdrun – eng Hausse vu 26 % an engem eenzege Joer. Zwee Rekorder an zwee Joer. Dat ass gutt fir de Planéit, d'Leit an eist Land.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, dat bréngt mech zréck bei de Krich am Iran a seng Konsequenzen. Déi lescht Méint hunn ënnerstrach, wéi vulnerabel d'EU ass, soulaang si ofhängeg ass vu fossiller Energie, déi aus anere Regioune vun der Welt kënnt. De Krich am Iran huet déi global Energiemäert duercherneegehäit.

D'Regierung huet dës Evolutioune vun Ufank un enk suivéiert.

Engersäits muss d'Versuergungssécherheet garantéiert bleiwen. Et koum bis ewell zu kengem Enkpass, net beim Pëtrol, net beim Gas an net beim Stroum.

Anerersäits bleift déi international Situatioun volatill an immens onsécher, a se huet e groussen Impakt op d'Präisser. Deen huet ee bis elo virun allem beim Pëtrol gespuert, och wann de Präis ënnert deem an eisen Nopeschlänner bleift. Mëttelfristeg kéinten och d'Gas- a Stroumpräisser klammen.

Dës Evolutiounen hunn och en Impakt op d'Weltwirtschaft. Lëtzebuerg bleift do net verschount. D'Projektioune vum Statec weisen, dass de Wuesstum falen an d'Präisser nees klamme wäerten. Dës Kris an hir ekonomesch a sozial Effete wäerten eis nach Méint a Jore beschäftegen.

Duerfir huet d'Regierung d'Sozialpartner op eng Tripartitt agelueden, fir mateneen ze diskutéieren, wéi een dës Effeten opfänke kann an d'Kafkraaft vun de Leit an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber erhale kann. Dat sinn zwou zentral Prioritéite vun dëser Regierung.

Och wann den Index als zentraalt Element vun eisem Sozialmodell en Deel vun deenen Effeten opfänkt an duerfir och net a Fro gestallt gëtt, wëlle mir verhënneren, dass dat, wat mir bis elo erreecht hunn, duerch eng Kris am Ausland zréckgedréint gëtt.

Dofir muss jiddwer Partner d'Suergen an d'Bedenke vun deenen engen an deenen anere wouerhuelen. Wa jiddwer Säit openeen duergeet, da wäerte mir gemeinsam de Wee no vir fannen, am Interêt vum Land.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Lëtzebuerg fonctionéiert duerch d'Zesummespill vun eis all. Bei deem Zesummespill musse mer och iwwert de kuerzfristegen Horizont erausdenken. Déi breet wirtschaftlech a sozial Problemer riskéieren nämlech, eréischt ze kommen. Elo gëllt et, d'Weichen ze stellen, fir datt eist Land virbereet ass. Mir musse mat Wäitsiicht diskutéieren a mat roueger Hand agéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'Regierung huet schonn iwwert déi lescht Méint agéiert. Mir hu virum Krich villes gemaach, wat aner Länner elo eréischt plangen. Säit dem 1. Januar dëst Joer iwwerhëlt de Staat mat 150 Milliounen Euro e groussen Deel vun den Netzkäschte fir d'Bierger an d'Betriber. Zesumme mat den 80 Millioune fir de Mécanisme de compensation hu mir esou – op den 1. Januar dëst Joer – d'Stroumrechnung substanziell reduzéiert.

Donieft hu mir geziilt deene gehollef, déi d'Energiepräisser am meeschte spieren, duerch eng Verdräifachung vun der Energieprimm. Eng Eenzelpersoun kritt haut 600 Euro pro Joer, eng Famill mat zwee Kanner iwwer 1.000.

Dat ass eng vun de Moossnamen aus dem Klima-Sozialplang, dee 45 Aktiounen zesummebréngt, fir d'Energietransitioun sozial gerecht ze begleeden: Iddien, wéi eng Reform vum Klimaprêt mat niddregen Zënse fir energeetesch Renovatiounen oder e Leasing social fir Elektroautoen.

Sou hëllefe mir jidderengem, fir op déi erneierbar Energien ëmzeklammen, ouni et ze imposéieren. Well d'Ëmklammen op erneierbar Energië schützt d'Leit virun héije Käschten, de Planéit viru schiedlechen Emissiounen an d'Land viru riskanten Ofhängegkeeten.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat gëtt eis mam Krich am Iran nach eemol virun Ae geféiert.

Mee dee Krich huet a wäert eeben och méi breet wirtschaftlech a sozial Konsequenzen hunn – op d'Inflatioun, de Wuesstum an d'Aarbechtsplazen. Och op déi Konsequenze musse mir eis virbereeden. Well ouni eng Wirtschaft, déi dréint, gëtt et kee sozialen, ekologeschen an technologesche Fortschrëtt. D'Wirtschaft ass Deel vun engem Ganzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, eng Wirtschaft, déi dréint, ass e gemeinsame Projet. Kee vun eis kritt dat eleng hin, weeder d'Regierung, nach d'Betriber, nach d'Salariéen, ëmsou méi an engem schwieregen internationalen Ëmfeld. Mir hu just Succès, wann déi dräi aneneegräifen an zesummeschaffen.

Genau dowéinst wäert d'Regierung ëmmer d'Hand fir den Dialog ausstrecken – fir Brécken ze bauen, am Respekt vun de Suergen an de Wënsch vu béide Sozialpartner an am Interêt vum ganze Land. Den Accord mat de Sozialpartner bei ArcelorMittal erhält Aarbechtsplazen a garantéiert Investissementer an d'Zukunft vum Standuert Lëtzebuerg. Dësen a sëlleg aner Accorde weisen, datt de Sozialdialog zu dräi weider funktionéiere kann, wa jiddwereen un engem Strang zitt.

Mir wëllen, datt eist Land weider zesumme schafft a weider zesumme wiisst. Dee Wuesstem ass d'Fundament vun eisem Liewensstandard: de Pensiounssystem, d'Gesondheetskeess, eis Spideeler, Schoulen a Stroossen.

Mee dee Motor ass an de leschte Joren un d'Stocke komm. Ënnert dëser Regierung huet sech d'Situatioun zwar verbessert, mee mir schneiden nach ëmmer manner gutt of wéi am historeschen Duerchschnëtt, och am Verglach mat der Eurozon. An de Krich am Mëttleren Oste riskéiert, dës Tendenz ze verschäerfen.

Eis Ekonomie deet sech säit der Covidpandemie schwéier, nees an d'Gäng ze kommen. Ausser am Joer direkt no der Kris ass de Wuesstem a kengem Joer iwwer 0,6 % erausgaangen. Quasi all d'Secteuren hunn un Dynamik verluer: d'Handwierk, de Bau, de Commerce an d'Restauratioun. D'Finanzplaz bleift zwar de Motor vun eiser Ekonomie, mee ass enger aktiver internationaler Kompetitioun ausgesat.

An ouni Wuesstem och wéineg nei Aarbechtsplazen. Mir hunn a kengem Joer genuch Aarbechtsplazen am Privatsecteur geschaaft, fir eise Sozialsystem ze finanzéieren. Déi meescht Aarbechtsplazen, déi nei geschaaft goufen, sinn am ëffentlechen an am konventionéierte Secteur entstanen.

Gläichzäiteg ass de Chômage lues awer sécher geklommen a läit haut iwwert der europäescher Moyenne, an dat trotz engem ëmmer méi akute Personalmangel an enger Rei Secteuren, well d'Profiller vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen, net bei déi Aarbechtsplaze passen, déi oppe sinn. Dee Personalmangel limitéiert net just d'Betriber an hiren Aktivitéiten, mee belaascht och d'Mataarbechter, déi dee Manktem zum Deel opfänke mussen. A béid – d'Leit an d'Betriber – stelle sech Froen iwwert den technologesche Fortschrëtt.

All dat sinn Evolutiounen, déi kee vun eis heibannen ignoréiere kann. Well se betreffen eis all. A wa mir wëlle virukommen, musse mir gemeinsam Äntwerte fannen. Eng Ekonomie besteet net just aus Betriber, gradesou wéineg wéi eng Ekonomie just aus Salariéë besteet. An och d'Regierung kontrolléiert net all d'Aspekter vum Wuesstem.

Mir schafen zesumme Wuesstem oder trëppelen zesummen op der Plaz, mat all senge Konsequenzen. Dat kann a muss een an enger Tripartitt am Hannerkapp hunn, mee dat ass kee Sujet, deen ee mat engem Kriseninstrument ugeet.

Et ass eng Aufgab, déi e bestännegen Effort an Dialog brauch. D'Regierung ass bereet, op all deene Sujete mat de Sozialpartner an den zoustännege Gremien ze schwätzen, hinnen nozelauschteren a gemeinsam u Léisungen ze schaffen. Well et ass eist gemeinsaamt Uleies, dass eis Wirtschaft dréint an Aarbechtsplaze schaaft. Dorunner schafft d'Regierung och selwer all Dag, mat enger pragmatescher an zilorientéierter Approche.

Dat fänkt u bei der administrativer Vereinfachung a praktesche Léisunge fir alldeeglech Problemer. Sou kritt all Betrib eng eenzeg digital Identifizéierungsnummer, déi bei all Administratioun gëllt. An d'Demarchen, fir e Betrib ze grënnen, ginn an enger Prozedur regruppéiert. Um legislative Plang wëlle mir d'Gesellschafts-, d'Kontas- an d'Obligatiounsrecht an den nächsten zwielef Méint moderniséieren. Alles mam nämmlechten Zil: méi einfach, méi kloer, méi modern.

Dat hëlleft virun allem de klengen a mëttelstännege Betriber, déi och Begleedung a Form vun Expertis a finanziellem Appui brauchen. Duerfir huet d'SNCI hir Offer mat engem neie Prêt à taux zéro fir PMEen erweidert.

A mir ënnerstëtzen Investissementer an déi digital an ekologesch Transitioun. Eleng den SME-Package fir déi digital Transitioun gouf säit 2024 vun iwwer 1.000 Betriber an Usproch geholl. A mir hëllefen och bei der Transmissioun vu Betriber mat enger neier Staatshëllef. Well eleng am Handwierk gëtt geschat, dass 3.000 Betriber an den nächsten zéng Joer eng Nofolleg fanne mussen.

Mee all Betrib, grouss oder kleng, fänkt mat enger Iddi un. Duerfir wëlle mir dem Betribsgeescht en neien Elan ginn. Fir Grënner déi néideg Finanzen ze ginn, hu mir en neie Steierkreditt fir Investissementer a Startups agefouert. An d'SNCI huet eng Enveloppe vun 300 Milliounen Euro bereetgestallt.

An amplaz dass e Grënner schonn um éischten Dag muss 12.000 Euro Startkapital virweisen, gi mir him an Zukunft ee Joer Zäit. Dat wäert och der Schwieregkeet, e Bankkonto opzemaachen, entgéintwierken. Doriwwer eraus wäerte mir nei steierlech Moossname proposéieren, déi spezifesch op Startuppen a Scaleuppen axéiert sinn.

Mir wëllen d'Leit encouragéieren, sech ze lancéieren. Mee d'Angscht virum Echec bremst oft – ze oft vläicht – den Elan aus, fir e Betrib ze grënnen. Dofir stelle mir an den nächste Méint e konkreeten Aktiounsplang vir, deen d'Independantë besser sozial ofséchert, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | ... mat Moossnamen am Beräich vum Chômage, der Sécurité sociale an de Steieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An dofir stäerke mer och de Regimm vun der zweeter Chance, well och en zweete Versuch kann zu engem Erfolleg féieren. Mir sollten déi Leit, déi eppes probéieren, net bestrofen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Um Schluss gëtt eis Ekonomie nämlech gedroe vun hire Leit: vun Entrepreneuren a vun alle Mataarbechter. An do brauche mir Leit mat de richtege Profiller. Dofir förderе mir d'Formatioun mam Skillsplang, mat besseren Hëllefsinstrumenter fir jonk Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, a mat enger Erweiderung vun der Offer beim Digital Learning Hub.

Mir ergänzen och eis Héichschouloffer, andeems mir renomméiert Universitéiten approchéieren, fir op Lëtzebuerg ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat wäert hëllefen, Talenter unzezéien, déi mir fir eis wirtschaftlech a gesellschaftlech Entwécklung sichen a brauchen. Mee och duerno musse mir attraktiv bleiwen an eis Atouten an d'Vitrinn stellen, virop d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg.

Genau do setzt déi nei Promotiounsmark „Work in Luxembourg" un, déi d'Ministere fir Wirtschaft an Aarbecht presentéiert hunn. Hei fënnt een op enger Plaz all d'Informatiounen zum Liewen a Schaffen zu Lëtzebuerg. Déi richteg Leit a Betriber zu Lëtzebuerg zesummebréngen ass en alldeeglechen Effort, een, deen den Ausseminister och mam Commerce extérieur méi staark an eiser Aussepolitick matdenkt.

Duerfir musse mir eis och ëmmer nees nei erfannen. Dat ass d'Erfollegsrezept vun eisem Land a vun eiser Finanzplaz. Dowéinst brénge mir ëmmer nees nei Iddien op de Wee: den AI Experience Center am LHoFT, e Steierregimm fir Carried Interest, en dediéierte Cybersecurity-Gremium fir d'Finanzplaz.

A mir stäerke weider eis Renommée am Beräich vun de grénge Finanzen. Mir si kuerz virdrun, fir dee weltwäit gréissten Obligatiounsfong fir de Schutz vum tropesche Reebësch mat engem Investitiounsvolume vun 125 Milliarden Dollar op Lëtzebuerg ze bréngen.

Mee mir mussen eis och an anere Secteure positionéieren. Grad elo, wou d'Investissementer an d'Sécherheet an d'Luucht ginn, ass et wichteg, eis Betriber an déi Liwwerketten anzebréngen.

Duerfir hu mir eis eng Strategie fir eng Defenseindustrie ginn, déi bei eist Land passt an op eis Stäerkten opbaut. Nach virum Summer wëlle mir mat engem spezifesche Gesetzesprojet Rechtssécherheet a Vertraue schafen. Donieft leeë mir de Fokus op Recherche an Innovatioun mat engem Investmentfong vun 150 Milliounen Euro fir Startuppen an deem Beräich. Mir wäerte keng Panzeren a Rakéite bauen, mee cibléiert Innovatioun förderen, déi och en zivillen Zweck kann hunn, virun allem am Weltall an an der Cybersécherheet.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | À terme kréien dës Aktivitéite mat engem neien Defence Campus zu Diddeleng eng Referenzplaz.

Dës Efforte reie sech och an an eis Ambitiounen am Satellitteberäich. Dësen Ekosystem, mat der SES als Anker fir vill aner Firmen, ass Deel vun der Lëtzebuerger DNA. Mir ënnerstëtzen der SES hir Ambitioun, fir méi Satellitte mat lëtzebuergeschem Fändel an de Weltraum ze schécken, ënner anerem mam Space Campus, op deem eng Produktiounshal an en Testzentrum fir Satellitten entstinn.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | De Bau vu Satellitten direkt hei zu Lëtzebuerg ass e ganz neit Kapitel an der Geschicht vun eiser Industrie. Esou entwéckele mir d'Industrie weider zu enger Industrie un der Pointe vun der Innovatioun, well et ass d'Innovatioun, déi eis virubréngt – als Ekonomie an als Gesellschaft.

Här President, d'Ekonomie ass d'Fundament fir villes, mee se ass net alles. Se schaaft Wuesstum, Räichtum, mee virun allem gëtt se eis d'Méiglechkeet, fir ze gestalten, fir Fortschrëtt ze maachen. D'Regierung wëllt Lëtzebuerg zu enger Wëssensgesellschaft maachen, enger Plaz, wou mir zesummen d'Zukunft schafen. Dës Zukunft fënnt hiren Ursprong ganz oft an der Fuerschung.

D'Universitéit an d'Fuerschungsinstituter sinn de Laboratoire fir d'Léisunge vu muer. Duerfir ënnerstëtze mir si alljoers mat ronn 500 Milliounen Euro. An duerfir huet d'Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul an deenen neie Konventiounen den Akzent drop geluecht, datt déi exzellent Recherche och de Wee an déi reell Welt fënnt.

Eng vun deenen Technologien, déi kuerz virum Sprong an eisen Alldag sinn, ass dat autonoomt Fueren. Hei wëllt Lëtzebuerg Virreider sinn an Europa mat konkreeten Uwendungen an der Logistik an op eise Stroossen an och bei spezialiséierte Servicer wéi Navetten.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dës Visioun encadréiere mir deemnächst mat engem gesetzleche Kader fir Privatautoen, fir aus dëser revolutionärer Recherche gelieften Normalitéit ze maachen.

Dat ass och d'Zilsetzung vum neien Deep Tech Lab. Hei gëtt Fuerschung gemaach op ganz neien Technologien, déi Potenzial hunn, fir komplex Problemer ze léisen. An enger éischter Phas mat engem Fokus op déi Kënschtlech Intelligenz an d'Quantentechnologie.

Den Deep Tech Lab versprécht eng Begleedung vun der Iddi iwwert d'Fuerschung an de Finanzement bis hin zur Kommerzialiséierung mat Berodung, Training an Investissementer. Sou wäert en d'Häerz vun eisem KI-Ekosystem ginn, nieft eise sécheren Datenzenteren an dem neie KI-Supercomputer, deen nach dëst Joer soll prett sinn.

E wäert Talenter aus der ganzer Welt unzéien an zesummebréngen. E wäert eng Plaz gi vun Interaktiounen tëscht Fuerschung, Innovatioun an Entrepreneuriat, well déi beschten Technologie bréngt näischt ouni dee mënschlechen Touch.

D'KI weist eis nei Weeër op. Mee et ass un eis, ze entscheeden, wéi ee mir ginn a wat eist Zil ass. Fir d'Regierung ass dat Zil kloer: eng KI am Déngscht vum Mënsch, déi em erlaabt, säi vollt Potenzial ze erreechen oder besser Entscheedungen ze treffen – eng souverän KI fir de Mënsch. Et ass mat deem Zil, wou d'AI Factory Chercheuren, Betriber a Verwaltunge bei der Adoptioun vu KI-Léisunge begleet.

An dat Potenzial vun der KI wëlle mir och beim Staat notzen. Duerfir hu mir e Partenariat mam europäesche Spëtzereider Mistral ënnerschriwwen. Mir hunn domat e ganz neie Wee opgewisen, deen no eis elo och aner europäesch Länner aschloe wëllen. D'Partenariat mat Mistral stellt nämlech sécher, dass all d'Donnéeën exklusiv op Servere vum Lëtzebuerger Staat stockéiert an traitéiert sinn. Sou schafe mir Sécherheet, Souveränitéit a virun allem Vertrauen an de Gebrauch vu KI.

Iwwert dës Woche kréien all d'Ministèren, all d'Beamten an de Ministèren, Accès op de KI-Chatbot LeChat. Duerno breede mir dat och op d'Verwaltungen aus. A mir begleeden d'Beamte mat spezifesche Formatiounen.

Weider konkreet Uwendunge sinn an der Virbereedung, zum Beispill mat KI-Léisungen op Basis vu Legilux, déi d'Liesen, d'Verstoen an esouguer d'Schreiwe vu Gesetzer vereinfachen. Oder de Skills-Projet, deen eis, dank KI, eng dynamesch an zäitno Analys vun de Kompetenzen um Aarbechtsmaart erméigleche wäert.

All dëst gëtt méiglech, well mir eng KI-Léisung fonnt hunn, déi souverän op eisen eegenen Dateninfrastrukture fonctionéiert. Dësen Aspekt vu Souveränitéit ass net ze ënnerschätzen, grad an Zäiten, an deenen de Wand an der Welt méi rau bléist.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dee Wand bréngt vill Onrou an Ongewëssheet mat sech, e bréngt Realitéite mat sech, déi mir duechten, hannert eis gelooss ze hunn. Et ass grad a méi stiermeschen Zäiten, an deene mir nach méi enk mussen zesummestoen. Dat gëllt heiheem an all deene Beräicher, déi ech beschriwwen hunn, an dat gëllt an Europa.

D'Lag vu Lëtzebuerg kann een net beschreiwen, ouni och Europa ze kucken. D'Geschicht vu Lëtzebuerg ass d'Geschicht vun Europa an d'Zukunft vun Europa ass d'Zukunft vu Lëtzebuerg, well och um internationale Plang si mir zesumme méi staark. Dat gesäit een an der Ukrain, wou d'EU de Groussdeel vun der Ënnerstëtzung liwwert, a Grönland, wou d'EU sech geschlossen hannert Dänemark gestallt huet, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | ... am Handel, wou d'EU Handelsaccorde mat néng Länner an 2,5 Milliarde Mënschen ofschléisst.

Dofir setzt sech d'Lëtzebuerger Regierung fir eng gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheetspolitick an, déi schnell a konsequent agéiere kann. Ze oft ass d'EU haut an der Roll vun deem, dee just nokuckt. Mir mussen net just an der Aussepolitick méi no beieneréckelen: och an der Energie, fir d'Reseauen iwwert d'Grenzen ewech mateneen ze verbannen, och an der Technologie, fir eis Efforten ze bündelen a mat Amerika a China matzehalen, och an der Wirtschaft, fir dem Bannemaart en neien Elan ze ginn, och bei de Finanzmäert, fir d'Erspuernisser aus ganz Europa zu Investissementer ze mobiliséieren, an och am Schenge-Raum, fir zu engem Europa ouni Grenzen zréckzefannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An all deene Beräicher huet Lëtzebuerg en Interêt u méi Europa, well d'EU ass eis beschte Garantie, fir net zum Spillball vun anere Groussmuechten ze ginn a fir eis Wäerter vu Fräiheet, Demokratie an internationalem Recht ze liewen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Wäerter, fir déi mir eis och iwwert d'Grenzen eraus asetzen, grad an dësen Zäiten. Duerfir hu mir grad elo eis Contributiounen un d'UNO-Agencen an eis Klimafinanzéierung erhéicht. Duerfir hale mir – grad elo – fest un enger Asylpolitick mat Häerz a Verstand.

Duerfir hu mir – grad elo – Palästina als Land unerkannt. Zesumme mat iwwer 150 anere Länner wëlle mir mat dëser Unerkennung dem Fridden an der Hoffnung eng nei Chance ginn. Et ass eis Contributioun zu enger Zweestaateléisung, déi et Palästina an Israel erlabe soll, a Fridden a Sécherheet ze liewen.

Et bleift eis Iwwerzeegung, dass den Dialog an dat internationaalt Recht de beschte Wee sinn, fir Problemer ze léisen, eng Iwwerzeegung, déi mir mat méi Länner deelen, wéi mir heiansdo denken. An awer ass et net vun der Hand ze weisen, datt déi grouss Muechten nees méi eesäiteg hire Wëllen duerchsetzen, och op Käschte vun aneren.

An duerfir musse mir méi an eis Sécherheet investéieren, eis eegen zu Lëtzebuerg an eis kollektiv an der NATO an an der EU. Dat ass net géint eis Wäerter, mee fir eis Wäerter, well et evitéiert, dass anerer eis hir Wäerter imposéieren. Defense, Diplomatie an Developpement si complementaire. Et sinn dräi Piliere mam nämmlechten Zil: Fridden.

Mir wëllen net ugräifen, mee mir wëllen och net ugegraff ginn. Duerfir brauch et eng kredibel Ofschreckung. D'Defenseministesch preparéiert eis Arméi op dës nei strateegesch Erausfuerderungen, mat méi Recrutementer, méi attraktive Konditioune fir d'Beruffer an der Arméi an neie militäresche Capacitéiten.

Mee eng kredibel Ofschreckung muss och kredibel finanzéiert sinn. Duerfir gëtt d'Regierung sech eng finanziell Trajectoire bis 2029, d'Joer, an deem sech d'NATO Rendez-vous ginn huet, fir d'Situatioun ze evaluéieren. Iwwert déi nächst Jore wäert de Budget fir eis Sécherheet graduell a klenge Schrëtt an d'Luucht goen, fir eis NATO-Ziler bis 2035 ze erreechen. Dat ass e kollektiven Effort mat eisen Alliéierten.

A fir dee kollektiven Effort ze ënnerstëtzen, proposéiert Lëtzebuerg – zesumme mat eisem Alliéierte Kanada – eng nei multilateral Bank fir d'Defense, d'Sécherheet an d'Resilienz, där hiren europäeschen Hub mir hei zu Lëtzebuerg opbauen. Dës Initiativ passt bei eist Land a baut op op eis Stäerkten: d'Vertrauen, dat mir duerch eis politesch Stabilitéit inspiréieren, d'Expertis, déi mir an der Finanzwelt opgebaut hunn, an den Hub vun internationalen Institutiounen, dee mir entwéckelt hunn. Mat Garantien an innovative Finanzsolutioune wäert dës nei Bank hëllefen, déi wirtschaftlech Basis fir eng staark Ofschreckung ze schafen.

Nieft enger gestäerkter Arméi an Defenseindustrie musse mir eis Sécherheet och méi breet denken. Mir mussen eist Land als Ganzt méi resilient, méi widderstandsfäeg maache géint all Zort vu Kris.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Duerfir hu mir déi éischt national Resilienzstrategie virgestallt. Dës gëtt Dag fir Dag ëmgesat: um Niveau vun de Gemengen, de kriteschen Infrastrukturen an der Regierung. Dës Efforten hu mir mat spezifesche Strategien ergänzt, fir eist Land op Cyberattacken an d'Effete vum Klimawandel virzebereeden.

Mee Resilienz ass kee Gesetzesprojet. Resilienz ass geliefte Praxis, bei där jidder Eenzelne vun eis gefrot ass. Duerfir wëlle mir d'Bierger besser informéieren a sensibiliséieren, mat engem Guide mat praktesche Rotschléi, deen an der Rentrée virgestallt gëtt.

Mee richteg Resilienz hält net beim Eenzelnen op. Richteg Resilienz brauch Zesummenhalt. Se brauch Asaz, ee fir deen aneren. Loosst mech op dëser Plaz alle Leit am Land Merci soen, déi sech all Dag fir de Schutz vun eiser Gesellschaft asetzen: eisen Zaldoten an der Police, dem Personal am Gesondheetssecteur, den Haaptamtlechen a Fräiwëllegen am CGDIS an nach esou villen aneren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dës Leit leeschte mat hirer Aarbecht e ganz besonneschen Déngscht un eisem Land. Ma um Enn dréit jiddweree vun eis zum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft bäi, grad ewéi déi dräi Geschichten, déi ech ganz um Ufank erwäänt hunn.

Eis Natioun ass d'Resultat vun Dausenden an Dausende vun alldeeglechen Interaktiounen, Gespréicher a Bezéiungen: doheem, am Bus, op der Schaff, um Feierowend. Se forméiert sech all Dag op en Neits, spontan, dynamesch, natierlech.

Ech hunn Iech haut eng ganz Rei vu Politicke beschriwwen, déi den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft stäerken: eng Politick vum Zesummenhalen, déi d'Aarmut ugeet an de Sozialmodell ofséchert; eng Politick vum Zesummenopwuessen, déi d'Famille stäerkt an all Kand eng fair Chance op e gutt Liewe bitt; eng Politick vum Zesummewunnen, déi jiddwerengem Accès zu engem Doheem gëtt; eng Politick vum Zesummeliewen, déi Sport, Kultur a Sprooch als roude Fuedem vun eiser Gesellschaft versteet; eng Politick vum Zesummenerhalen, déi d'Ëmwelt schützt an de Klimawandel ugeet; eng Politick vum Zesummewuessen, déi Aarbechtsplaze schaaft an am Dialog d'Wirtschaft stäerkt, net als Selbstzweck, mee als Fundament vun eisem Liewensstandard; eng Politick vum Zesummeschafen, déi d'Fuerschung an d'Innovatioun an den Déngscht vum Mënsch stellt; eng Politick vum Zesummestoen, déi Lëtzebuerg als dreiwend Kraaft vum europäesche Projet gesäit an eng resilient Gesellschaft fërdert.

Mat dëser Politick stäerke mir den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Mateneen. Fireneen. Fir Europa. Fir Lëtzebuerg. Fir d'Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen; Ausféierungen, déi mer muer de Moien am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.22 heures.)

142e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 60**
M. Claude Wiseler, Président
2. **Débat sur l'état de la nation** **p. 60**
M. Laurent Zeimet (interventions de M. André Bauler et M. Yves Cruchten) | M. Gilles Baum (interventions de M. André Bauler, M. Tom Weidig et Mme Corinne Cahen) | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre) (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Franz Fayot) | Mme Sam Tanson (intervention de M. Laurent Zeimet) (dépôt des motions 2 à 5)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat sur l'état de la nation

Mir kommen elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: d'CSV huet 155 Minutten, d'DP 120, d'LSAP 110, d'ADR 75, déi gréng hu 50 Minutten, d'Piraten 25, déi Lénk 25 an d'Regierung huet duerno 100 Minutte fir ze äntweren. Et si schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup,

d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Laurent Zeimet fir 155 Minutten.

(Hilarité et brouhaha)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Schéine gudde Moien. Merci, Här President. Här Premierminister, Dir Damen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt am Numm vu menger Fraktioun am Ufank dem Premierminister Merci soe fir seng Erklärung, déi e gëschter iwwert d'Lag vun der Natioun ofginn huet.

Si ass jo scho vill kommentéiert ginn. Deenen enge war net genuch Analys dran. Deenen aneren huet eppes iwwert d'Finanze gefeelt. Deem anere waren net genuch Annoncen dran. Bon, mir mengen, datt et eng ronn Ried war. An ech fäerte ganz, wann ech meng Ried hei ofschléissen, wäert Der och net alleguerten zefridde sinn. Da wäert och deem engen dëst gefeelt hunn an deem aneren dat gefeelt hunn, well ech wäert mech op eenzel Punkte konzentréieren am Numm vu menge Kolleeginnen a Kolleegen, déi eis besonnesch wichteg schéngen an dësem Ableck.

Et war eng Erklärung iwwert déi wirtschaftlech a sozial Situatioun vun eisem Land, an dat an enger Zäit vu villen Ongewëssheeten, vu villen Onsécherheeten. An enger Zäit, wou mer nach net kënnen ofgesinn, wéi sech déi aktuell Krisen am Noen Oste wäerten auswierken a wéi eis strukturell Suergen, déi mer schonn hunn, sech nach weider vläicht verschäerfen. An enger Zäit, wou d'Regierung sech mat de Sozialpartner beréit, wéi mer eist Land op déi kommend Erausfuerderunge kënne preparéieren.

An zanter der leschter Erklärung am leschte Joer ass jo och vill geschitt. Eng Reform, fir eis Pensiounen ofzesécheren. Eis Wirtschaft war um Wee vun enger liichter Erhuelung. D'Kafkraaft vun de Leit gouf gestäerkt. Mee mam Iran-Krich am Ufank vun dësem Joer gouf an der Welt eng Energiekris provozéiert, déi net ouni Auswierkungen op d'Liwwerketten an op d'Inflatioun wäert bleiwen. A virun dësem Hannergrond musse mer eis Politick nei ausriichten.

Wa mer haut d'Lag vun der Natioun diskutéieren, dann ass fir d'CSV kloer, datt mer iwwer all déi Mënschen diskutéieren, déi dëst Land all Dag matdroen. Ronn 368.000 Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi hei liewen. 322.000 Netlëtzebuerger, déi hei liewen, déi hei wunnen, déi hei schaffen, hei Steiere bezuelen a mat hirer Famill bei eis eng nei Heemecht fonnt hunn.

Mir schwätzen iwwer 232.000 Frontalieren, déi moies iwwert d'Grenz kommen an ouni déi e groussen Deel vun eisem Alldag net géif fonctionéieren. Eist Land lieft aus dem Zesummespill mat der Groussregioun.

Mir diskutéieren och iwwert déi Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi net méi am Land wunnen, déi an d'Groussregioun geplënnert sinn, well de Wunnraum hei ze deier ginn ass, déi nach ëmmer hei schaffen, hei Famill hunn, hei verwuerzelt sinn, mee op där anerer Säit vun der Grenz liewen. An och déi Lëtzebuerger Diaspora, déi méi wäit ewech lieft, mee weider dem Land verbonne bleift. Mir diskutéieren haut iwwer all déi, déi wëllen, datt Lëtzebuerg muer och nach staark, sozial a sécher bleift.

Wéi geet et dësem Land, dëser Communautéit, déi Lëtzebuerg all Dag ausmécht? Mir maachen eis all Suergen iwwert déi international Situatioun, déi de Premier gëschter beschriwwen huet. Mir spieren Onsécherheeten am Alldag. Wéi geet et weider? Gëtt ëmmer alles méi deier? Kënnen eis Kanner sech hei an dësem Land nach eng Zukunft opbauen? Bleift dat, wat Lëtzebuerg staark gemaach huet, och muer nach erhalen?

An dës Suergen huele mer eescht. An et stelle sech eng ganz Rei vu soziale Froen. Mee Suergen eescht ze huelen heescht net, d'Land méi schwaach ze schwätzen, wéi et ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et gëtt an der leschter Zäit eng Aart a Weis, iwwer Lëtzebuerg ze schwätzen, déi bal esou kléngt, wéi wann hei näischt méi géif fonctionéieren. Dëst Land muss – wéi anerer och – mat dëse Krisen eens ginn, déi vu baussen op eis awierken. An dat ass och net fir d'éischt an der Geschicht vun eisem Land.

D'Problemer si real, mee d'Stäerkte vun eisem Land, déi sinn och real. Wat mir brauchen, ass Kloerheet iwwert d'Problemer, Vertrauen an eis Capacitéiten an de Courage, dat ze maachen, wat néideg ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir mussen eis preparéieren op déi sozial an ekonomesch Konsequenzen, déi duerch dës Kricher virun eiser Dier op eis zoukommen.

Här President, déi éischt sozial Fro ass d'Kafkraaft. Wat bleift um Enn vum Mount iwwreg? Wéi vill kascht den Akaf am Supermarché? Wéi héich gëtt d'Stroumrechnung? A wéi vill Spillraum bleift nach, wann de Loyer oder de Kreditt bezuelt sinn?

Kafkraaft ze stäerken heescht net nëmmen, eppes géint d'Inflatioun ze maachen. Et heescht, Respekt ze weise virun deene Leit, déi schaffen, déi Verantwortung droen, déi hir Rechnunge bezuelen an déi erwaarden, datt Aarbecht sech hei am Land lount. An an deem Sënn ass den Index e wichtege Pilier vun eisem Sozialmodell. E suergt derfir, datt d'Léin an d'Pensiounen net einfach hannert de Präisser zréckfalen, wann d'Liewe méi deier gëtt. A wéi de Premier sot: Den Index ass net a Fro gestallt!

Mee Kafkraaft schützt een net nëmmen iwwert den Index. Well wann d'Präisser klammen, kritt de Staat indirekt op där anerer Säit duerch d'kal Progressioun en Deel zréck. Dofir huet d'Regierung och beim Steierbarème gehandelt an deen un d'Inflatioun ugepasst.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Eng Entlaaschtung vu ronn 480 Milliounen Euro. Am Januar 2025 koum en zousätzleche Pak vu 420 Milliounen Euro derbäi. De soziale Mindestloun gouf steierfräi. Alengerzéier, Wittfraen a Wittmänner goufe geziilt entlaascht. An och d'Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen op Immobilieprêten ass scho verbessert ginn. Dat ass méi Netto vum Brutto!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, et soll ee vu sengem Loun kënne liewen. Dofir hu mer d'Leit entlaascht. An dofir si weider Entlaaschtunge virgesinn. Dës Regierung wäert eng eenheetlech Steierklass fir d'Leit alleguerten hei am Land afëieren. Eng Gesellschaftsreform an zugläich och déi familljefrëndlechst Steierreform, déi et jeemools an dësem Land gouf.

Une voix | Ganz gutt!

M. Laurent Zeimet (CSV) | De Finanzminister Gilles Roth huet e modernt Steierkonzept ausgeschafft, dat d'Steieren un d'Liewenswierklechkeet vun haut upasst, mat enger zolitter Entlaaschtung fir déi allermeeschte Leit. Kee wäert dobäi verléieren, an dëst vum Steierjoer 2028 un. Eng eenheetlech Steierklass fir jidderee, fir all Famill, all Mamm an all Papp, ob bestuet, gepacst, gescheet oder gekummert. Déi steierlech Situatioun gëtt an Zukunft net méi beaflosst, wann d'Familljesituatioun sech ännert. All Familljemodell wäert d'selwecht besteiert a behandelt ginn.

De Bruttokäschtepunkt gëtt op 900 Milliounen Euro am Joer geschat. Dobäi geet et net nëmmen ëm d'Individualiséierung. Dozou gehéieren och Ännerunge bei den Dépenses spéciales, de Bauspuerverträg, den neien Abattement petite enfance an den Abattement conjoint. Mat dësen zwee Abattementen ënnerstëtze mer och weider konkreet d'Familljen. An och net ze vergiessen: eng weider Erhéijung vum Crédit monoparental. D'Käschte sinn hei eng Entlaaschtung fir d'Leit a ginn zum Deel géigefinanzéiert mat den Indextranchen, déi haut nach net berengegt si respektiv déi bis 2028 ufalen. Dat aleng mécht ronn 450 Milliounen Euro aus.

Wien dës Reform net wëll maachen, muss dat dann och soen. An e muss och soen, datt en dann de facto eng Steiererhéijung wëll. Dee muss de Biergerinnen a Bierger erklären, datt se net dat zréckkréien, wat se duerch déi sougenannte kal Progressioun iwwert déi lescht Jore verluer hunn.

D'CSV wëll d'Leit weider entlaaschten. Mir wëllen d'Kafkraaft vun de Leit och an dësen Zäite stäerken.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An dofir sti mer zu dëser Reform!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir stinn och dozou, datt breet Schëllere méi mussen droen an datt déi méi Schwaach a Vulnerabel mussen ënnerstëtzt ginn. Dat si keng Almosen. Dat ass eng gerecht Ëmverdeelung an enger solidarescher Gesellschaft.

D'CSV steet fir Eegeverantwortung a Solidaritéit. An dofir kommen ech elo zu deene „Grausamkeeten", wéi Eenzelner dat nennen, déi d'Regierung an der leschter Zäit gemaach huet. D'Energieprimm ass verdräifacht ginn, vun 200 op 600 Euro d'Joer. D'Allocation de vie chère gouf ëm 10 % eropgesat. Bei engem Akommes vun 2.710 Euro ass d'Allocation de vie chère vun 1.652 Euro op 1.817 Euro eropgaangen. D'Hëllefe ginn automatesch ausbezuelt. D'Hëllefe gi geziilt, séier an ouni onnéideg Hürden dohinner bruecht, wou se gebraucht ginn.

Mam nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut – den éischten, deen eng Regierung ausgeschafft huet – gëtt dës Approche weidergefouert. Iwwer 100 Mesüre sollen d'Hëllefe méi einfach, méi cibléiert a méi gerecht maachen. Dozou gehéieren och nei Approchë géint Altersaarmut a Kanneraarmut.

Den Taux de risque de pauvreté louch 2024 zu Lëtzebuerg bei 18,1 % géintiwwer 18,8 % am Joer 2023. Dat ass nach ëmmer ze vill, mee d'Schéier ass ënnert dëser Regierung net méi wäit auserneegaangen. An e Fakt bleift e Fakt, och wann een dauernd an de Mikro eppes aneres seet.

Och bei den Energiekäschten huet d'Regierung Verantwortung iwwerholl. De Stroumpräisdeckel gouf verlängert: Zanter dem 1. Januar 2026 iwwerhëlt de Staat fir op d'mannst dräi Joer en Deel vun den Netzkäschte beim Stroum, mat engem Impakt vun 150 Milliounen Euro. Dat hëlleft de Stéit. Et hëlleft de Betriber. An et geschitt automatesch. Dat ass vläicht e Punkt, deen an der ëffentlecher Debatt net genuch wouergeholl gouf oder vläicht och gären ignoréiert gëtt. D'Regierung huet net gewaart, bis méi héich Energiepräisser voll op d'Rechnunge vun de Leit zoukoumen. Se huet gehandelt.

Mee Solidaritéit bedeit net, datt de Staat alles fir jidderee gläich mécht. De Staat ass keng Kaskoversécherung fir all Liewensrisiko. Sozial Gerechtegkeet bedeit, datt déi richteg Hëllef bei deenen ukënnt, déi se am meeschte brauchen. Cibléiert. Effikass. Mënschewierdeg. Am Respekt virun deenen, déi op Hëllef ugewise sinn. Pensiounen, Gesondheetskeess, Fleeg, Sozialhëllefen – dat sinn net einfach Budgetsposten. Dat ass e Versprieche vun enger Gesellschaft, datt keen am Ree stoe bleift, wann et schwéier gëtt.

Mee e Versprieche bleift nëmme staark, wann et och finanzéierbar bleift. Sozial Verantwortung heescht net nëmmen, haut ze verdeelen. Sozial Verantwortung heescht och, muer och nach kënnen ze garantéieren, wat ee versprach huet. An dat gëllt net zulescht fir eis Gesondheetsversuergung.

De Premier huet gëschter confirméiert: Mat eis wäert et keen Deconventionnement ginn. Mat eis wäert et och keng Zwouklassemedezinn ginn. D'Zil vun der Regierung ass, d'Medezinn méi no bei d'Leit ze bréngen. An deem Sënn wäert et an Zukunft fir Doktere méiglech sinn, kleng medezinnesch Agréffer an enger Rei Beräicher och an Eegeregie ze maachen.

Här President, wann et eng sozial Fro gëtt, wou Kafkraaft, Mëttelschicht, Famill, Aarbechtsmarché, Integratioun, Landesplanung a soziale Fridden zesummekommen, dann ass et de Wunnraum. De Logement ass net nëmmen eng wirtschaftlech Fro. En ass eng Fro vun Dignitéit, eng Fro vu Liewensplanung, eng Fro, ob jonk Leit d'Gefill hunn, datt dëst Land och hiert Land bleift.

An d'Regierung huet reagéiert: mam bëllegen Akt, mam VEFA-Opkafprogramm, mam Spezialfong, mat der Ënnerstëtzung vum Fonds du logement, vun der SNHBM, vun de Gemengen a mat Partnerschafte mam Privatsecteur. Konkreet heescht dat, an de Premier huet et gëschter gesot: Siwe vun zéng Mesüren, fir d'Bauprozeduren ze vereinfachen, si schonn ëmgesat oder an der Chamber deposéiert, an déi aner kommen deemnächst no. D'VEFA-Gesetz gëtt reforméiert. D'Budgetsenveloppe fir de VEFA-Opkafprogramm gëtt erhéicht. Et wäerten Housing Bonds, änlech den Defence Bonds, opgeluecht ginn, fir abordabele Wunnraum ze finanzéieren. An dës Weidere gëtt och de Locataireschutz verbessert.

Et brauch Terrain. Et brauch vereinfacht Prozeduren. Et brauch Gemengen, déi sech engagéieren. Et brauch awer och a virun allem Betriber an Handwierker, déi et kënnen ëmsetzen. Mir brauchen net nëmme méi Wunnengen. Mir brauche se méi séier. Wann e Projet Jore brauch, ier en iwwerhaapt kann ufänken, gebaut ze ginn, da verléiere mer vill Zäit a mir verléiere vill Geld. Mir verléiere Vertrauen. Mir verléiere Wunnraum. An heiansdo verléiere mer och jonk Leit, déi sech dann hir Zukunft anzwousch anescht opbauen.

Dofir muss d'Mobiliséierung vum Bauland virugoen. Dofir mussen d'Prozedure méi séier ginn, ouni Naturschutz an Ëmweltschutz einfach iwwer Bord ze geheien. An dofir däerfe mer ëffentleche Wunnengsbau a privat Partnerschaften net als Géigesätz behandelen. Mir brauche béides. Mir brauchen de Staat, mir brauchen d'Gemengen, déi ëffentlech Promoteuren, mee mir brauchen och de Privatsecteur, d'Betriber, d'Handwierk, d'Investisseuren, déi fäeg sinn, Wunnraum ze realiséieren.

Här President, de gesetzleche Mindestloun ass e Baustee vum Lëtzebuerger Sozialmodell vun der Nokrichszäit. Aktuell läit den onqualifizéierte Mindestloun hei zu Lëtzebuerg bei ronn 2.700 Euro. Domat läit en iwwert de Mindestléin vun onsen direkten europäeschen Noperen. A Frankräich läit de SMIC aktuell bei ronn 1.400 Euro de Mount, de belsche Mindestloun läit bei 2.100 Euro de Mount an den däitsche bei ronn 2.400 Euro de Mount. Och de Verglach mam Rescht vun Europa weist, dass et néierens esou en héije Mindestloun gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg.

Wann een dës Zuelen nennt, dann héiert een oft d'Argument, dass dat net vill ausseet, well mer hei zu Lëtzebuerg vill méi héich Liewenskäschten hunn. Jo, dat stëmmt. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Liewen deier. Et muss een awer och objektiv feststellen: A bal kengem Land vun der Unioun bréngt de Mindestloun esou vill Kafkraaft wéi hei zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wie Kafkraaft seet, muss och vum Revenu disponible schwätzen. Dat ass d'Akommes, Sozialleeschtungen abegraff, dat engem Stot no Ofzuch vu Steieren a Sozialbäiträg effektiv bleift fir ze liewen.

An dozou gëtt et interessant Zuele vun der IGSS. Dat ass eng offiziell an onofhängeg Instanz. E Mindestlounempfänger hat am Joer 2024 e Revenu disponible vun 2.405 Euro. Am Joer 2025 waren et 2.529 Euro. Dat war e Plus vu 5 %. Nach méi däitlech ass d'Entwécklung bei engem Ménage monoparental um Mindestloun mat zwee Kanner: 2024 louch de Revenu disponible bei 3.451 Euro, 2025 bei 4.400 Euro. Dat ass e Plus vu 27,5 %, an dat bannent engem Joer. Dat ass net just e Gefill. Dat si Fakten.

Dofir ass d'Behaaptung, d'Kafkraaft wier generell erofgaangen, einfach falsch.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Am Géigendeel: D'Zuele weisen, datt d'Kafkraaft fir vill Stéit eropgaangen ass. Och de Statec huet a sengem Rapport „Travail et cohésion sociale" fir 2025 gewisen, datt d'Kafkraaft am Duerchschnëtt an de leschte Joren zougeholl huet, ënner anerem duerch d'Indexéierung an duerch geziilte Mesüren. Dat heescht net, datt all Problem geléist ass. Vill Leit spieren ëmmer nach Drock am Alldag. Mee et heescht, datt d'politesch Mesüren eng konkreet Wierkung hunn an haten an datt d'Entlaaschtung bei ville Leit ukomm ass.

D'Regierung huet elo eng weider substanziell Erhéijung vum soziale Mindestloun proposéiert. Op den 1. Januar 2027 soll de Mindestloun ëm ronn 175 Euro klammen. Dëst entsprécht enger Hausse vu 6,3 %, déi sech aus dem Index an der allgemenger Upassung un d'Lounentwécklung zesummesetzt. D'Upassung un d'allgemeng Lounentwécklung ass keen Automatismus, wéi dat aus verschiddene Kreesser ze héieren ass, mee e politesche Choix – e politesche Choix! –, deen hei bei dëser Chamber läit.

D'Decisioun vun der Regierung, och a wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten de Mindestloun unzepassen, ass e kloert Bekenntnis zum Lëtzebuerger Sozialmodell. Mat dëser Mindestlounerhéijung behale mer net nëmmen den héchste Mindestloun a ganz Europa, mee mir erreechen och de Referenzwäert vu 60 % vum Medianloun, sou wéi en an der europäescher Mindestloundirektiv virgesinn ass.

An der ganzer Fro ronderëm de Mindestloun dierf een awer net déi vergiessen, déi de Mindestloun och effektiv mussen ausbezuelen, an dat sinn eis Betriber hei am Land. Dowéinst sollte mer oppassen, datt de Mindestloun net derzou féiert, datt d'Betriber Aarbechtsplazen ofbauen a keng Leit méi astellen, ...

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... well d'Lounkäschten ze héich ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dowéinst ass et räsonabel, datt d'Regierung 1,3 % vun der annoncéierter Upassung kompenséiere wëllt. Eenzelner schéngen iwwerzeegt ze sinn, datt praktesch all d'sozial Froe mat enger struktureller Erhéijung vum Mindestloun kéinte geléist ginn.

Mir gesinn dat net esou. Au contraire! Mir riskéieren, doduerjer nach vill méi sozial Problemer ze schafen, wa mer déi ekonomesch Realitéit vum Land ignoréieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Eng staark Wirtschaft ass net de Géigner vun enger gerechter Sozialpolitick. Se ass d'Viraussetzung. Eng gerecht Sozialpolitick ass net de Géigner vun enger performanter Wirtschaft. Si gëtt engem Wirtschaftsmodell Sënn, Akzeptanz a Legitimitéit. No der Rezessioun vun 2022 war d'Wirtschaft amgaangen, sech liicht ze erhuelen – mat der Betounung op „liicht". Esou rechent de Statec fir 2025 mat engem Wuesstem vun 0,6 %. Do dergéint sinn d'Previsioune fir 2026 natierlech ganz schwiereg, well villes dovun ofhänkt, wéi laang dee Konflikt am Noen Osten dauert, ob d'Strooss vun Hormus opgeet an esou virun.

Am Fall vun engem längere Konflikt geet de Statec vun enger Rezessioun fir Lëtzebuerg aus. Mir sinn also wäit ewech vun der Croissance vun 2,5 %, déi mer am Duerchschnëtt tëscht 2010 an 2019 haten, an nach méi wäit ewech vun de 4,4 % Wuesstem, déi mer an der Moyenne tëschent 1995 an 2008 haten.

Lëtzebuerg huet wirtschaftlecht Potenzial. Mir hunn eng international Attraktivitéit. Mir hunn eng Finanzplaz, déi sech weiderentwéckelt. Mir hunn Knowhow an Déngschtleeschtungen, Industrie, Logistik, Handwierk, Fuerschung an Technologie. Mir hunn eng aussergewéinlech international Aarbechtskraaft an eng zentral Lag an Europa. Mee e Potenzial ass keng Garantie fir d'Zukunft.

D'Welt ronderëm eis gëtt méi kompetitiv. D'Käschte klammen. D'Produktivitéit steet ënner Drock. D'Betriber sichen no qualifizéierte Leit. D'Bauwirtschaft huet schwéier Joren hannert sech. An d'Administratioun ass nach ze dacks méi e Bremsklotz wéi e Beschleuneger.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | D'Regierung huet dofir an de leschte Jore wichteg Decisioune geholl. D'Betribsbesteierung gouf ëm ee Prozentpunkt erofgesat. An eng weider Baisse ass ugekënnegt. Dat ass net einfach e Kaddo un d'Betriber. Dat ass eng Investitioun an de Standuert Lëtzebuerg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Well mir mussen eis jo näischt virmaachen: Kapital, Talenter an Innovatioun si mobill – si ginn dohinner, wou d'Konditioune stëmmen.

D'Regierung huet en Aktiounsplang fir Startuppen opgestallt, nohalteg Finanzen als Zukunftscreneau gestäerkt, d'Staatshëllefe fir Klima- an Ëmweltschutz an de Betriber ausgebaut, d'Prozedure fir d'Grënnung vun enger Entreprise vereinfacht an op d'Donnéeën, Quantecomputer, Kënschtlech Intelligenz an Digitaliséierung gesat.

Här President, et gëtt vill iwwer Kompetitivitéit geschwat. Heiansdo kléngt dat abstrakt. Mee am Alldag vun engem Betrib ass Kompetitivitéit ganz

konkreet. D'Kompetitivitéit entscheet iwwert d'Liewen an d'Iwwerliewe vun engem Betrib. D'Kompetitivitéit ass och d'Fro, ob eng Autorisatioun a Méint oder a Jore kënnt. Et ass d'Fro, ob eng Firma sech séier grënne kann oder ob een duerch esou vill Prozedure muss, datt d'Motivatioun scho fort ass, ier de Projet ugefaangen huet. Et ass d'Fro, ob d'Kleng- a Mëttelbetriber Zäit hunn, sech ëm d'Clienten, d'Personal an d'Innovatioun ze këmmeren oder ob se sech duerch Formulären, sämtlech administrativ Barriären an onkloer Responsabilitéite musse kämpfen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Och d'Zäit ass e Standuertfacteur. Wann eng Autorisatioun ze laang dauert, gëtt net nëmmen e Pabeier an eng Demarche gebremst, et gëtt e Projet gebremst, eng Investitioun, eng Aarbechtsplaz, heiansdo och eng Wunneng. Dofir ass déi administrativ Vereinfachung net nëmmen eng technesch Niewesaach.

Mir brauchen e Staat, deen do kontrolléiert, wou et néideg ass, mee deen och versteet, datt d'Leit an de Betriber moies net opstinn, fir Reegelen ze briechen. Si stinn op, fir Aarbechtsplazen ze schafen. Si stinn op, fir sech ëm hir Clienten ze këmmeren. Si stinn op, fir kënne Léin ze bezuelen, fir kënnen ze investéieren an och um Enn vum Mount ze kucken, ob d'Rechnung opgeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dofir brauche mer eng ëffentlech Administratioun, déi méi séier, méi digital, méi verständlech a méi berechebar gëtt.

Une voix | Ganz richteg!

M. Laurent Zeimet (CSV) | De Once-Only-Prinzipp däerf net nëmmen e Slogan bleiwen. Wann de Staat eng Informatioun schonn huet, soll de Bierger oder de Betrib se net nach eng Kéier mussen erabréngen.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Et ass ënnerwee. Dir waart Wirtschaftsminister, wann ech mech net ieren, Här Fayot.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, op de Januar 2026 gekuckt hate mir méi ...

(Interruption)

Op de Januar 2026 zréckgekuckt hate mer méi wéi 525.000 Aarbechtsplazen hei am Land, bal 300.000 dovunner bei Residenten. Déi lescht Statec-Previsioune weise fir 2026 an 2027 ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. André Bauler (DP) | Da lauschtert dem Här Zeimet no!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här Bauler.

(Hilarité)

Och wann déi Previsiounen am aktuelle Kontext mat Virsiicht ze genéisse sinn – fir déi, déi et net héieren hunn, ech hunn iwwert d'Aarbechtsplaze geschwat, déi et am Land gëtt –, géif een an anere Länner esou Zuele warscheinlech mat e bësse manner Bescheidenheet kommentéieren.

De Wuesstem bleift fragill. D'Produktivitéit steet ënner Drock. De Bausecteur ass nach ëmmer an enger schwiereger Situatioun. A gläichzäiteg fanne vill Betriber net déi Profiller, déi se brauchen. An dat ass e Paradox vun eiser Zäit. Et gëtt Aarbecht, mee net ëmmer déi richteg Qualifikatioun. Et gëtt Talenter, mee dacks feelt déi passend Formatioun. An dofir ass d'Formation continue esou zentral.

Zanter 2019 ass den Undeel vun Demandeurs d'emploi, déi eng Formatioun gemaach hunn, verdräifacht ginn. Aleng 2025 hu bal 9.900 Demandeurs d'emploi un op d'mannst enger Formatioun deelgeholl, mat iwwer 16.500 Participanten am Ganzen.

Här President, et ass legitimm, iwwer méi Loun, méi Congé oder méi kuerz Aarbechtszäiten ze diskutéieren. Mee d'Politick däerf net, wa se Fuerderungen an d'Welt setzt, bei der Fro stoe bleiwen: Kléngt dat gutt? Si misst sech eigentlech och d'Fro stellen: Ass dat machbar?

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech si keen Ekonomist. Mee wann een eng 38-Stonne-Woch bei vollem Lounausgläich fuerdert, eng sechst Congéswoch fuerdert an zousätzlech eng substanziell Hausse vum Mindestloun, da stellen ech ganz einfach d'Fro: Wéi soll dat eigentlech an Zukunft erwirtschaft ginn?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An enger Zäit, ...

(Interruption par M. Georges Engel)

... an enger Zäit, wou mer keng Croissance vu 5 % hunn, wou d'Produktivitéit ënner Drock steet, wou vill Betriber keng Leit fannen a wou mer gläichzäiteg eise Sozialstaat, eis Pensiounen an eis Investitioune musse finanzéieren, muss een éierlech froen: Wéi soll déi Rechnung opgoen? Dat ass kee kalen ekonomesche Reflex, dat ass e Realitéitscheck, an net e Realitéitscheck géint d'Salariéen. Am Géigendeel! Well eng Mesür ass net sozial, well se gutt kléngt, eng Mesür ass sozial, wa se och laangfristeg Aarbechtsplazen, Kafkraaft a Perspektive schaaft!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et ass ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Här Zeimet.

Une voix | Et ass just, datt Der selwer driwwer laacht!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Zeimet huet d'Wuert!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et ass einfach ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, den Här Zeimet huet d'Wuert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et ass einfach, eng Mesür op eng Affiche ze schreiwen. Et ass méi schwéier, se an engem klengen Handwierksbetrib, an enger Crèche, an engem Restaurant, op engem Chantier konkreet ëmzesetzen. An dofir brauch d'Land keng Politick, déi just déi nächst Fuerderunge stellt. Et brauch eng Politick, déi sech freet: Wat packe mer nach als Land?

(Interruption)

Wat hëlleft de Leit wierklech?

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | A wéi kënne mer och Wuelstand schafen?

Wuelstand entsteet do, wou Leit schaffen, wou Betriber investéieren, wou Innovatioun méiglech ass a wou de Staat net blockéiert, mee erméiglecht.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Kompetitivitéit ass d'Fro, ob Lëtzebuerg och muer nach gutt Aarbechtsplazen huet, ob d'Betriber hei nach investéieren, ob jonk Leit hei nach eng Perspektiv gesinn, ob Aarbecht sech hei nach lount, ob mer muer nach genuch Steierrecetten hunn, fir Schoulen, Spideeler, Infrastrukturen, Pensiounen a Sozialhëllefen ze finanzéieren.

Et geet also net drëm, Wirtschaft géint Soziales auszespillen. Et geet drëm, d'Fäegkeet vum Land ze erhalen, Wuelstand ze schafen. Well nëmme wa Wäert geschaf gëtt, kann en och verdeelt ginn. Hei am Haus hunn ech wierklech den Androck, mir wëssen alleguerten – an déi eng nach besser wéi déi aner –, wéi mer de Räichtum an de Wuelstand kënne verdeelen, awer wéi e soll geschaf ginn, do héiert een net esou vill.

Une voix | Ganz richteg!

Une autre voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nëmme wann d'Wirtschaft staark ass, kann de Sozialstaat staark bleiwen. D'Produktivitéit pro geschaffter Stonn ass zu Lëtzebuerg tëschent 2003 an 2023 ëm 2,9 % zeréckgaangen, wärend se an der Europäescher Unioun ëm 21,1 % geklomm ass. Lëtzebuerg bleift zwar staark, mee aner Länner beweege sech och.

D'Leeschtungsfäegkeet vun engem Land ass ewéi e Muskel. Wann een en net trainéiert, verléiert en u Kraaft. An dëse Muskel trainéiere mer net mat méi Komplexitéit, méi Belaaschtungen an ëmmer méi Prozeduren. Mir trainéieren eise Muskel duerch Innovatioun, duerch Formatioun, duerch Investitiounen, duerch administrativ Vereinfachung, duerch Digitaliséierung an duerch eng Kultur, déi d'Leit net bremst, mee déi d'Leit wëll no vir bréngen.

D'Finanzplaz bleift dobäi ee vun eisen Haaptmotoren. Si steet fir ronn 15 % vun de Beschäftegten, iwwer 60 % vun de Betribssteiere kommen iwwert d'Finanzplaz eran. Si ass also net einfach e Secteur ënner villen, si ass e Pilier vun eiser wirtschaftlecher a fiskaler Leeschtungsfäegkeet. Mee grad well se esou wichteg ass, däerfe mer se net einfach als Acquis behandelen. D'Finanzplaz muss sech kënne weider moderniséieren. Fintech, nohalteg Finanzen, Cybersecurity an aner nei europäesch Marchéë mussen erschloss ginn. Dat ass keng Optioun, dat ass eng Noutwendegkeet!

Här President, e Land fonctionéiert net ouni gutt Schoulen, ouni eng kompetent Verwaltung, ouni Police, Justiz, Spideeler, Infrastrukturen, ëffentlech Servicer, op déi mer eis als Bierger kënne verloossen. Eis Populatioun huet sech an de leschten 20 Joer verduebelt. Staat a Gemengen hu sech professionaliséiert. Mir hunn haut e performante Rettungsdéngscht mat Benevollen a Professionellen. Ënnert dëser Regierung gouf d'Police siichtbar gestäerkt. Zanter 2023 si 500 Poliziste méi am Asaz. Gläichzäiteg gouf d'Police locale agefouert.

Mee Sécherheet bedeit net nëmme Police, Sécherheet bedeit och eng staark Justiz, déi Recht duerchsetzt a fir Gerechtegkeet suergt.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Eng schnell Justiz ass net onbedéngt déi bescht, mee eis Prozeduren daueren ze laang. Dofir ass et wichteg, eis Magistratur ze verstäerken an eis Prozeduren ze vereinfachen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Well och um Terrain muss et zu engem bessere Sécherheetsgefill kommen. E subjektiivt Onsécherheetsgefill ass an der Politick e Fakt. D'Zuelen iwwerzeegen net ëmmer. Wann d'Leit

sech net sécher spieren op enger Plaz am ëffentleche Raum, och wann e faktesch sécher ass, da bleift et ëmmer nach e Fakt, datt d'Leit sech net sécher spieren. Et geet ëm d'Vertraue vun de Bierger, Vertrauen doranner, datt d'Police do ass, wann ee se brauch, Vertrauen doranner, datt d'Justiz konsequent handelt, Vertrauen doran, datt d'Politick d'Problemer net verdrängt, mee se upeekt.

Et geet och, an net zulescht, ëm Respekt an Autoritéit, och an der Schoul. Et kann net sinn, datt mer zouloossen, datt d'Léierpersonal oder soss Mataarbechter vu Staat a Gemengen am Alldag menacéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wie sech net u Reegelen hält, muss mat Konsequenze rechnen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | All Bierger däerf, jo, muss dem Staat seng Autoritéit kritesch hannerfroen. Mee all Bierger muss an enger Demokratie d'Autoritéit vum Staat och unerkennen a respektéieren. An dat muss an der Schoul ufänken.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir wëllen all Kand déi beschte Startchancë ginn, well mer zu Lëtzebuerg eng ganz heterogeen Schoullandschaft hunn, eleng duerch d'Sproochsituatioun. Aus deem Grond gouf d'Alphabetiséierung op Franséisch op de Wee bruecht, fir déi Kanner, déi méi enk Lienen zur franséischer Sprooch hunn, do ofzehuelen, wou se sinn. Wéi mer all wëssen, erfuerdert d'Léiere Konzentratioun. Och d'Nolauschteren erfuerdert d'Konzentratioun.

Et ass awer e Fakt, dass Jugendlecher ze vill Zäit virum Ecran verbréngen, wat sech bestëmmt net positiv op hir schoulesch Leeschtungen auswierkt. Dofir gouf och hei gehandelt: Handyverbuet an de Schoulen. An d'CSV ass fir e gereegelten Zougang zu sozialen Netzwierker. Éischt Schrëtt sinn um europäeschen Niveau gemaach ginn. Wann dat net virugeet, an de Premier huet et confirméiert, da wäerte mer net éiweg waarden, datt et geschitt.

Do, wou de Staat muss staark sinn, do ass de Staat mat Personal verstäerkt ginn. Well mir brauchen eng staark Fonction publique. An et ass och richteg ze soen: Lëtzebuerg huet eng Fonction publique, déi am internationale Verglach gutt ofschneit. An engem klenge Land mat de Funktioune vun engem grousse Staat, ass dat keng Selbstverständlechkeet. Dat ass eng Leeschtung!

Mee grad well de Staat esou wichteg ass, musse mer éierlech iwwer säi Wuesstem schwätzen. Net aus Näid, net fir eng Grupp géint déi aner auszespillen, mee well et ëm d'Gläichgewiicht am Land geet. Tëscht 2016 an 2024 ass d'Zuel vun de Leit, déi am Zentralstaat schaffen, wann ee Vollzäitposte rechent, ëm ronn 42 % geklommen. Am selwechten Zäitraum sinn d'Lounkäschte beim Zentralstaat vu ronn 2,3 Milliounen Euro op ronn 4,9 Milliounen Euro geklommen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Milliarden!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Pardon, Milliarden! Merci, Här Cruchten. Wann een déi méi breet Definitioun vum ëffentleche Secteur kuckt, mat Gemengen, Educatiounssecteur, Gesondheetssecteur, parastaatlechen an aner ëffentlechen Entitéiten, schwätzt d'Zentralbank vu ronn 9,8 Milliarden Euro u Personalkäschten, also engem Véierel vun eisen ëffentlechen Ausgaben.

A gläichzäiteg gesi mer, datt de Privatsecteur däitlech méi ënner Drock steet. Laut engem rezente wirtschaftleche Bilan goufen 2025 am Privatsecteur netto nach just 900 nei Aarbechtsplaze geschaf, wärend den ëffentlechen Déngscht an den ëffentleche Gesondheets- a Bildungsberäich zesumme mat 4.400 Plaze gewuess sinn. Dat heescht, vun de ronn 5.300 neien Aarbechtsplazen am Land koumen iwwer 80 % aus de Beräicher, déi direkt oder indirekt aus ëffentleche Mëttel finanzéiert ginn.

Dat kann an enger Kris kuerzfristeg stabiliséierend wierken, mee wann dat zu engem dauerhaften Trend gëtt, dann hu mer e Problem, well e Staat kann net op Dauer den Haaptmotor vun der Beschäftegung sinn, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... wann d'Privatwirtschaft ëmmer méi un Dynamik verléiert. De Staat kann ofschiermen, stäerken, investéieren an organiséieren, mee de Staat kann net eleng Wuelstand erwirtschaften an dann duerno verdeelen. Wann de Privatsecteur un Dynamik verléiert, da verléiert d'Land net nëmmen u Produktivitéit, et verléiert Innovatioun, Investitiounen, Exportkraaft, Steierrecetten an domat och déi finanziell Basis vum Sozialstaat.

Une voix | Richteg!

Une autre voix | Ganz richteg!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dofir ass dat keng Fro vum Staat géint de Privatsecteur.

Une voix | Genau!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et ass eng Fro iwwert d'Gläichgewiicht, dat de Lëtzebuerger Modell iwwer Joerzéngte staark gemaach huet.

Här President, d'Handlungsfäegkeet vum Staat ass keng Selbstverständlechkeet. Si hänkt dervun of, ob mer och responsabel mat eisen ëffentleche Finanzen ëmginn. E Staat, dee vill versprécht, mee säi Spillraum verléiert, kann an der nächster Kris net méi esou hëllefen, wéi d'Leit dat vun him erwaarden.

Dofir geet et net drëm, de Staat ze schwächen, et geet drëm, de Staat zukunftsfäeg ze maachen. Dat heescht, an Zukunft Prioritéite setzen, d'Effikassitéit verbesseren, d'Digitaliséierung notzen, ouni datt mer all nei Erausfuerderung automatesch mat ëmmer méi Strukturen, ëmmer méi Prozeduren an ëmmer méi Ausgabe wëlle beäntwerten, well eng verantwortlech Staatspolitick bedeit net, de Staat ëmmer méi grouss ze maachen. Si bedeit, de Staat esou opzestellen, datt e seng Aufgabe gutt, séier an nohalteg kann erfëllen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | De Lëtzebuerger Modell ka just fonctionéieren, wann déi, déi de Wuelstand schafen, staark genuch bleiwen, wann de Staat seng Mëttelen op déi richteg Prioritéite konzentréiert a wann de Sozialstaat net nëmmen haut versprécht, mee och muer nach säi Verspriechen hält. Mir brauchen e Staat, deen d'Land dréit, mee mir brauchen och eng Wirtschaft, déi de Staat droe kann.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, mir brauchen och d'Sécherheet, datt d'Energie bezuelbar an disponibel bleift, datt eis Infrastrukture fonctionéieren, datt eis Donnéeën, eis Betriber an eis Bierger geschützt sinn an datt Lëtzebuerg och muer nach fäeg bleift, seng Choixen ze treffen.

Souveränitéit heescht net Zoumaachen. Souveränitéit heescht net, sech vun der Welt ofzekoppelen. Souveränitéit heescht oppe bleiwen, mee net naiv sinn, Partnerschafte sichen, mee net ofhängeg ginn, als klengt Land net aleng stoen, mee an engem Europa handelen, dat méi staark, méi séier a méi handlungsfäeg gëtt. E souveräänt Lëtzebuerg gëtt et just – an de Premier huet dat ënnerstrach – an engem Europa, dat seng Interessen, seng Wäerter a seng Sécherheet selwer méi konsequent verdeedege kann.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | D'Pandemie huet eis gewisen, wéi séier Liwwerketten ënner Drock gerode kënnen. D'Energiekris huet eis gewisen, wéi deier Ofhängegkeet ka ginn. Cyberattacke weisen, wéi vulnerabel modern Infrastrukture sinn.

An de russeschen Ugréffskrich géint d'Ukrain huet eis brutal drun erënnert, datt Fridden an Europa net einfach eng Garantie vun der Geschicht ass, mee eppes, wat all Dag nei muss geschützt, verdeedegt a mat politeschem Courage ofgeséchert ginn. Resilient sinn heescht, sech esou virzebereeden, datt déi nächst Kris eis net erëm um selwechte Punkt trëfft. Dat gëllt fir d'Energie. Propper Energie ass haut méi wéi Klimapolitick. Se ass Präisstabilitéit, Fräiheet a Standuertstäerkt.

Am Beräich vun den erneierbaren Energië si mer e gutt Stéck virukomm. Zanter 2023 huet d'Stroumproduktioun aus Wandkraaft ëm 11 % zougeholl. D'Stroumproduktioun aus Fotovoltaik huet ëm 86 % zougeholl. Och hei schafft d'Regierung weider drun, dass mer nach méi séier virukommen: zum Beispill iwwert de Prefinancement vu PV-Anlagen, wat eng Mannerbelaaschtung fir d'Bierger duerstellt, zum Beispill iwwert de Klima-Sozialplang mat senge 45 Aktiounen. All moderniséiert Netz mécht eist Land méi robust. All vereinfacht Prozedur bedeit méi séier Projeten, méi lokal Energieproduktioun a manner Ofhängegkeet vum Ausland.

An nationalen a lokale Resilienzpläng muss eis Strategie an alle Beräicher konkretiséiert ginn. Mir brauchen och méi Onofhängegkeet an eiser Versuergung mat Liewensmëttel. An dofir musse mer eis Produzenten encouragéieren an ënnerstëtzen. D'Zukunft wiisst net eleng am Ausland, d'Zukunft wiisst och heiheem.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wann eng digital Infrastruktur ausfält, da mierkt een dat direkt. D'Digitaliséierung ass net nëmmen eng Fro vu Confort, si ass eng Fro vun der Resilienz. Mir hunn d'Kompetenz, déi mer weider mussen ausbauen. Mir musse kritesch Infrastrukture schützen a Cybersecurity als Deel vun eiser nationaler Sécherheet verstoen, well d'Technologie aleng mécht eis net méi souverän.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Resilienz a Souveränitéit heeschen och Verdeedegung. Dofir ass et richteg, datt Lëtzebuerg säin Deel mécht mat méi héijen Efforten an der Defense, mat strateegeschen Investissementer, mat Projete wéi GovSat-2, mat bessere Konditioune fir eis Zaldotinnen an Zaldoten, mat der klorer Linn, datt d'Solidaritéit an der NATO an an Europa net nëmmen eng Fro vu Wierder ass.

E klengt Land huet keng grouss Arméi, mee e klengt Land muss e seriöe Partner sinn. D'Defenseausgabe sinn e Bäitrag zur Sécherheet vun Europa an e Signal un eis Partner: Lëtzebuerg versteet, datt seng Sécherheet net gratis ze kréien ass.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wa mer wëllen eis 200 Joer Onofhängegkeet 2039 feieren, da musse mer och elo solidaresch mat eisen Alliéierte sinn. Wa mer eis amerikanesch Alliéiert verléieren, wann Europa sech duerch Nationalisten a Lénksextremisten auserneendreiwe léisst, jo, da steet et an Zukunft schlecht ëm d'Lag vun eiser Natioun.

Här President, fräien a fairen Handel maachen eis méi resilient. Dofir sinn Handelsaccorde wéi Mercosur esou wichteg. Den Accord schaaft eng wirtschaftlech Zon vu méi wéi 700 Milliounë Mënschen, mat engem cumuléierte PIB vun 22.000 Milliarden Dollar. Ronn 90 % vun de gehandelte Produite géife progressiv vun Douanestaxen entlaascht ginn. An no Schätzunge vun der Kommissioun kéint den Export an d'Mercosur-Länner ëm 39 %, also ëm ronn 49 Milliarden Euro, pro Joer klammen, a 440.000 Aarbechtsplaze kéinte geséchert ginn.

Et geet ëm diversifizéiert Mäert, manner Ofhängegkeet vun de Vereenegte Staaten a vu China, méi sécher Liwwerketten an Zougang zu strateegesche Matière-premièren. An et geet ëm e Signal: Europa wëll Partnerschaften, Reegelen a Multilateralismus. Wann Europa sech zréckzitt, waarden aner Acteuren net héiflech, bis mer alles fäerdeg diskutéiert hunn. Se handelen! Mee net onbedéngt mat eise Standarden, sécher net no eise Wäerter, net no eisem Versteesdemech vu sozialer an ekologescher Verantwortung.

Här President, et ass de Kär vun enger moderner Souveränitéit: net Angscht virun der Welt hunn, mee d'Fäegkeet hunn, sech an der Welt ze behaapten. Stäerkt duerch Virbereedung, Stäerkt duerch Partnerschaft a Stäerkt duerch Verantwortung!

Här President, wann een an dësen Deeg iwwert d'Lag vun der Natioun schwätzt, da kënnt een an dësen Deeg net laanscht d'Tripartitt, net well d'Tripartitt eng Wonnerléisung fir all d'Problemer hei am Land ass, mee well se weist, wéi Lëtzebuerg a schwieregen Zäite fonctionéiert. D'Regierung huet d'Sozialpartner un en Dësch geruff, invitéiert, well déi international Energiekris konkreet Konsequenze fir d'Leit, fir d'Betriber an och fir eis Staatsfinanze wäert mat sech bréngen.

D'Zuelen, déi presentéiert goufen, weisen däitlech: Am schlëmmste Fall – am schlëmmste Fall! – riskéiere mer eng Rezessioun an dräi Indextranchë bis de September 2027. An dofir ass et richteg, elo ze handelen – net an der Hektik, mee och net ze spéit, mat roueger Hand, an der Hoffnung, datt jiddweree mat deem selwechte Geescht an dës Diskussioune geet, net fir sech selwer ze profiléieren, mee fir am Interêt vum Land no Léisungen ze sichen.

D'Tripartitt ass a soll dofir kee Ritual sinn. A si ass sécherlech och kee politesche Spektakel. D'Tripartitt muss konstruktiv sinn, se muss resultatsorientéiert sinn a se muss virun allem am Interêt vum Land sinn.

Une voix | Ganz richteg!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et geet drëm, mateneen d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken an Aarbechtsplazen ze schafen.

An hei huet och d'Chamber eng wichteg Roll, well mir maachen d'Gesetzer. All Accord brauch och eis Zoustëmmung, wann e legislativ soll ëmgesat ginn. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Tripartitt mat Respekt virun de Sozialpartner, mat engem oppenen Ouer fir d'Suergen am Land, mee och mat engem klore Sënn fir dat, wat Lëtzebuerg wirtschaftlech, sozial a finanziell droe kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Welt wäert an den nächste Méint net méi einfach ginn. D'Fro ass net, ob et Erausfuerderunge wäert ginn. D'Fro ass, wéi mer als Land an och als Politick, als Chamber, mat deenen Erausfuerderunge wäerten ëmgoen.

Mir kënnen eis kleng maachen. Mir kënnen eis och a permanenter Schwaarzmolerei verléieren. Oder mir kënnen dat maachen, wat Lëtzebuerg eigentlech ëmmer an esou Situatioune gemaach huet: eis Stäerkten notzen, eis Problemer kloer erkennen an de Courage hunn, no vir ze goen. Näischt – näischt! – leeft zu Lëtzebuerg esou schlecht, datt mer et net kënne besser maachen duerch alles dat, wat gutt zu Lëtzebuerg leeft.

De Journalist a Schrëftsteller Michel Abdollahi huet dëser Deeg an der „ZEIT" iwwer Lëtzebuerg geschriwwen – e schwätzt vun eis –: „Sie sind viel zu bescheiden, um zuzugeben, wie gut es bei ihnen eigentlich läuft. Sie sind eigenartig, auf eine sehr angenehme Weise. Sie halten sich nicht für den Nabel der Welt, aber sie wissen genau, wer sie sind." Ech hoffen, de gudde Mann kann den Owend no dësem Debat dat selwecht nach ëmmer iwwer eis soen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Memberen aus der Regierung, mir debattéieren haut iwwert d'Lag vun der Natioun, den Zoustand vun eisem Land, an dat an enger Zäit, déi alles anescht wéi normal ass, an enger Zäit, déi alles anescht wéi einfach ass.

Europa steet ënner Drock. Mir erliewen eng Welt mat Krich an der Ukrain, Kricher am Noen Osten an am Mëttleren Osten. Mir erliewen eng schaarf Konkurrenz tëschent de féierende grousse Muechten op der Welt, mir erliewe ganz grouss an déifgräifend technologesch Changementer a mir erliewen eng extreem Polariséierung an eiser Gesellschaft.

An esou Zäite wier et einfach, hei uewen eropzekommen, e puer Spréchelcher lasszeloossen, grouss Verspriechen ze maachen oder de Leit Angscht ze maachen. Ech kéint hei optrieden a fir déi komplex Problemer, déi eis Gesellschaft huet, einfach Léisunge proposéieren. Ech iwwerloossen dat aneren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir d'DP kënnt esou eng Politick net a Fro. Verantwortung iwwerhuelen, dat heescht fir eis eppes aneres. Verantwortung huelen, dat heescht, Decisiounen huelen a schwieregen Zäiten, Decisiounen, déi vläicht net ëmmer déi einfachst sinn, awer Decisiounen, déi déi richteg si fir d'Land a fir d'Leit. Genau dat huet d'Regierung an de leschte Jore gemaach. Genau dat huet dës Koalitioun aus DP an CSV an de leschte Jore gemaach a wäert si och weider maachen.

Lëtzebuerg brauch Stabilitéit, Moderniséierung a Vertrauen. Lëtzebuerg brauch kee bëllege Populismus, mee eng seriö Politick, déi dat grousst Ganzt am Bléck behält. Lëtzebuerg brauch Solidaritéit a Courage, a keng sectaire Fuerderungen. Dat war esou an der Vergaangenheet an dat wäert och an der Zukunft esou bleiwen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, „Quand le bâtiment va, tout va." Dat ass e bekannte Sprooch aus Frankräich. Wann et um Bau leeft, dann dréit och d'Ekonomie, dann dréit och d'Handwierk.

M. André Bauler (DP) | Bau gut, alles gut.

M. Gilles Baum (DP) | D'Handwierk, dat um Bau, um Logement drunhänkt, dat sinn eng ronn 60.000 Aarbechtsplazen – 60.000 Aarbechtsplazen, déi un dësem Secteur hänken. An dat sinn net nëmmen d'Architekten, et sinn net nëmmen déi, déi d'Promotioun maache vun de Projeten, et sinn net nëmmen déi Leit, déi bauen, mee do hänkt ganz, ganz vill hannendrun. Et sinn d'Daachdecker, et sinn d'Plätterchersleeër, et sinn d'Usträicher, et sinn déi Leit, déi eng Kiche wëlle verkafen. A mir wëssen, dass de Secteur an deene leschte Jore méi lues dréit, dass de Secteur Problemer huet. An domadder hunn och alleguerten déi Leit, déi ech elo opgezielt hunn, an nach anerer am Moment Schwieregkeeten, an eist Handwierk huet Schwieregkeeten an et dréit och net gradesou, wéi mer et effektiv déi lescht Joerzéngten um Bau gewinnt waren.

An ech wéilt vun dëser Plaz am Numm vu menger Fraktioun dem Här Premierminister, dem Här Frieden, Merci soen, dass e grad dem Wunnengsbau, dass e grad der Situatioun dobaussen um Marché e ganz groussen Deel vu senger Ried gëschter gewidmet huet.

De gréisste Problem fir vill Leit hei am Land, an dat weisen all d'Sondagen, dat weisen d'Sondagë reegelméisseg, ass a bleift de Logement. Mir erliewen et all Dag a Gespréicher mat eise Kanner, mat Frënn a Bekannten. All Dag erliewe mer a kréie mer gezielt, wéi schwiereg et ass, dobaussen eng Wunneng éischtens emol ze fannen an zweetens ze finanzéieren.

(M. André Bauler prend la présidence.)

A maache mer eis näischt vir: Trotz alle Beméiungen – ech géif soen, souguer vun de leschte Joerzéngten – vun deene sukzessive Regierunge spiere vill Leit nach ëmmer keng konkreet Entlaaschtungen an och heibannen huet keng vun de Parteien e Wonnermëttel parat, dat musse mer eis alleguerten éierlech agestoen, well soss hätte mer dat jo scho gemaach.

De Wunnengsproblem ass net iwwer Nuecht entstanen an e wäert och net iwwer Nuecht verschwannen. D'Problemer si gewosst: Et gëtt am Moment net genuch gebaut an d'Präisser an och d'Loyere sinn héich. Dobäi kënnt eng schwiereg Finanzéierung duerch déi nach ëmmer héich Zënsen. An onsécheren Zäiten, an deenen d'Konflikter zouhuelen an d'Handelsrelatiounen ëmmer méi onbestänneg ginn, huelen déi Contrainten éischter zou.

D'Regierung, a virop de Logementsminister Claude Meisch, dréit un enger Hellewull vu Schrauwen, fir d'Situatioun no an no an de Gréff ze kréien. Dobäi ass kloer, dass d'Wunnen, d'Wunnen u sech, sech verännert huet. Wäit ewech ass déi Zäit, wou all Famill en eegent Haus hat an de Gros vun de Stéit ..., wou de Bau vun engem Haus an d'Liewensplanung vum Gros vun de Stéit gepasst huet. Eis Gesellschaft huet sech verännert. Duerch de Bevëlkerungswuesstum, duerch eng wuessend Zuel u Monoparentallen, an awer och duerch ëmmer méi Singlehaushalter an och duerch déi verschidde Wunngemeinschaften huet de Logement sech grondleeënd verännert. An dorobber musse mir als Politick reagéieren.

An och d'Problematik huet sech verännert, an doriwwer gëtt awer ze wéineg geschwat. Do, wou fréier d'Leit nach prett waren, Suen an de Grapp ze huelen, fir an de Steen ze investéieren, do zécke se haut wéinst den Onsécherheeten um Marché. Dofir ass et wichteg, verschidden Entwécklungen ze berücksichtegen: den allgemengen Neibau an domat och alternativ Wunnformen a Kooperativen, den abordabele Wunnraum an och d'Locatioun.

Als DP-Fraktioun begréisse mer natierlech dem Premier seng Annonce, en Housing Bond opzesetzen, mat deem zousätzlecht Kapital an den éffentleche Wunnengsbau fléisse kann. Hei profitéiert keen auslännescht Kapital, kee risegen Investmentfonds aus Nordamerika oder aus Asien dovunner, mee d'Lëtzebuerger kënne mat hirem Bäitrag eise Marché ënnerstëtzen an och dovunner profitéieren.

Dobäi bréngt och eng Reduktioun vum Droit d'enregistrement um Réibau e weideren Ureiz, ze

investéieren an de Bagger um Rullen ze halen. Dat ass och besonnesch eng Mesür, déi deene Leit entgéintkënnt, déi fir d'éischte Kéier an de Wunnengsbau investéieren, déi sech hiert éischt Haus oder hir éischt Wunneng wëlle leeschten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir d'Confiance um Marché ze stäerken an erëm hierzestellen, begréisse mir ausdrécklech, dass d'VEFA-Gesetz soll adaptéiert ginn, fir erëm méi Sécherheet a méi Vertrauen an de Marché ze bréngen.

Am abordabele Wunnengsbau ass de Staat déi lescht Jore ganz aktiv gewiescht. E Beispill vun der staatlecher Participatioun hu mer hei virun e puer Woche gestëmmt, wéi mer den JFK Sud gestëmmt hunn um Kierchbierg. Aner Projete si méi bekannt, déi kennt Der: Elmen, Wunne mat der Wooltz, NeiSchmelz oder Metzeschmelz – e Projet iwwert dee mer an Zukunft warscheinlech nach vill méi wäerten héieren –, alles Projeten, wou iwwer Joren an den erschwéngleche Wunnengsbau investéiert ginn ass a weider investéiert gëtt.

Mir sinn der Meenung, dass een dee Schwong, deen een elo huet an den Investitiounen, och weider muss héich halen. Dofir begréisse mer d'Annonce, déi gëschter gemaach ginn ass, fir bei de VEFAen an dem Invest dodranner de Fouss net vum Gas ze huelen. De VEFA-Opkafprogramm, wou bis elo ronn 500 Milliounen Euro an den abordabele Wunnengsbau investéiert gi sinn, gëtt mat 300 Milliounen nach eng Kéier weidergefouert. Grad elo ass et wichteg, den ëffentleche Wunnengspark mat Elan auszebauen, fir méi Offer ze schafen, de Bau um Rullen ze halen an – ganz wichteg! – fir Aarbechtsplazen ze erhalen.

Hei ass et och wichteg, dass dësen Opkafprogramm ab elo Projeten, wou zum Beispill schonn 20 oder 30 % verkaf sinn …, dass de Staat do ka bäileeën, fir dass et wierklech ugeet, dass genuch Kapital do ass, fir dass ka gebaut ginn, fir grad dem Éischtkeefer, deen awer vläicht e bëssen zéckt, Sécherheet ze ginn an em ze beweisen, dass en net eleng dosteet an de Staat hëlleft, fir dass de Bau kann ugoen.

Och eng méi cibléiert Politick ass hei grad richteg: Baulücke geziilt eraussichen an e reduzéierten TVA-Saz um Bau vu Wunnengen, déi zu abordabele Präisser verlount ginn, ass e weidere wichtege Bausteen, dee gëschter annoncéiert gouf.

Mee, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, abordabele Wunnraum ze schafen, dat ass keng One-Man-Show vum Staat. Et ass en Exercice, deen de Staat mat villen aneren Acteuren zesumme mécht: Déi ëffentlech Bauträger, déi Der kennt, de Fonds du logement an d'SNHBM, d'Gemengen, d'Bailleurs sociaux an d'GLS, alles dat sinn Acteuren, déi derfir suergen, dass méi Wunnengen op de Marché kommen an dass de Leit zu Lëtzebuerg konkreet gehollef gëtt.

Et sinn och verschidde Gesetzer um Instanzewee, déi genau deenen Acteuren nach emol ënnert d'Äerm solle gräifen, virop de Gemenge mat der Upassung vum Pacte Logement 2.0, fir d'Gemenge besser ze ënnerstëtzen, sief dat mat neien Dotatiounen, sief dat awer och mat enger weiderer Autonomie bei de Projeten.

Op der anerer Säit kréien déi Acteuren, déi den erschwéngleche Wunnraum um Lafen halen, méi Moyenen a besser Konditiounen, fir hirer Missioun gerecht ze ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, nieft dem Logement abordable, wou mer gutt ënnerwee sinn, musse mer awer déi allgemeng Situatioun bei de VEFAen och an de Grëff kréien. Och hei ass an de leschte Jore villes gemaach ginn, wéi zum Beispill de Bëllegen Akt, deen dauerhaft vun 30.000 op 40.000 Euro gehuewe ginn ass, an och aner zäitlech begrenzten, temporaire Mesüren.

Well mer awer nach e gutt Stéck dovun ewech sinn, dass de Marché erëm normal dréit, huet eis Regierung nei Mesüre presentéiert, mat deenen de Bau relancéiert soll ginn. An ech hunn eng scho ganz kuerz ugeschwat: Eng ganz gutt Iddi ass an eisen Aen d'Méiglechkeet fir de Staat, en Deel vun engem Projet ze kafen, fir dass de Ball emol un d'Rulle kënnt, dass emol ugefaange gëtt mat bauen. Wann déi ëffentlech Hand zum Beispill en Drëttel vun engem Projet keeft, da bitt dat eng gewësse Sécherheet, eng gewësse Garantie fir d'Leit, déi an deem Projet mat dra sinn, awer och fir d'Banken. An engems ass domadder schonn en Deel vum Projet finanzéiert an et kann ugefaange ginn.

D'Leit si manner retizent fir ze investéieren, fir sech eppes ze kafen, wa se gesinn, dass gebaut gëtt an dass et virugeet. Dat heiten ass also eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen: De Staatsbudget gëtt net ze vill belaascht, en Deel vun de Wunnengen ass verkaf an de Bau gëtt stimuléiert, wat och erëm e positiivt Signal no baussen ass. An dobäi kann de Staat säi Parc immobilier weider ausbauen.

De Message ass kloer: Do beweegt sech eppes. Do gëtt gebaut. Do gëtt verkaf. Wa mer d'Vertraue vun de Leit zréckkréien, da kréie mer och erëm d'Vertrauen an d'VEFAen zréck.

Stéchwuert Vertrauen: Mir begréissen ausdrécklech, dass d'Regierung um VEFA-Gesetz schafft. Et héiert een ëmmer erëm dobaussen, dass den Dram vum Eegenheem platzt, ier en ugeet, well de Promoteur net méi virubaut. Dofir ass et wichteg, dass d'VEFA-Gesetz op de Leescht geholl gëtt. Kee Keefer wëll op eemol mat eidelen Hänn dostoen oder e Baustopp riskéieren, deen nach e laange Rechtssträit no sech zitt. Nee, d'Leit musse kënne sécher sinn, dass se hiert Haus oder hiert Appartement och weidergebaut kréien, och wann de Promoteur a Schwieregkeete geréit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech denken, mir sinn eis alleguer eens, dass déi Efforte kuerzfristeg net zu engem risege Paradigmewiessel féieren, mee dass d'Adaptatioune vum VEFA-Gesetz fir méi Sécherheet am Secteur suerge wäerten.

Doriwwer eraus wäert de Staat eng nei Offensiv bei de Baulücke starten, déi e grousst Potenzial an eise Stied an an eise Gemenge bidden. Zemools déi Terraine kënne relativ einfach un d'Infrastrukturen ugeschloss ginn. Hei läit e grousst Potenzial an de Wëlle vun der Regierung a vun de Gemengen, eppes do ze maachen, ass och do.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss op där heiter Plaz natierlech och op de Locatiounsmarché agoen. Hei hu mer an de leschte Wochen a Méint an der Chamberskommissioun vill geschafft, mir hu vill nogelauschtert a mir hu vill matenee geschwat, sief dat beim Loyer, bei der nationaler Mietkommissioun oder bei der Salubritéit vun de Locatiounswunnengen. Ech widderhuele mech: Mir kënnen hei nëmme gewannen, wa mer d'Locataire an d'Proprietäre méi no beienee kréien.

Dofir ënnerstëtzt d'DP ganz kloer de Minister op sengem laangfristege Wee zu engem Mietkadaster. Dat suergt fir Transparenz bei de Locatairen a bei de Proprietären a fir fair Loyeren, déi sech der Realitéit vun der Plaz, vum Quartier oder vun der Gemeng upassen.

Une voix | Ganz richteg!

M. Gilles Baum (DP) | Wat déi national Mietkommissioun ugeet, sou si mer och dovunner iwwerzeegt, dass mer hei fir méi Fairness suerge kënnen. Mir schafen eng Ulafstell, déi sécherstellt, dass d'Gesetz applizéiert gëtt an dass och fair tranchéiert gëtt. Esou kënnen Differenzen ouni juristesch Schréck gekläert ginn – e kloren Avantage fir béid Säiten.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Och wat déi punktuell Upassungen iwwert d'Salubritéit betrëfft, menge mir, dass se besonnesch de Locatairen zeguttkommen. D'Proposen hu virun allem en dissuasive Charakter: Éischtens soll de Buergermeeschter oder d'Gemengepersonal méi einfach Accès kréien, an zweetens si Mesüre virgesinn, wann d'Wunneng effektiv net salubre wär.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, de Wunnengsproblem an de Grëff ze kréien, dat ass essentiel fir eng gutt Entwécklung vum Land an och fir d'Wuelbefanne vun de Bierger a Biergerinnen, fir déi, déi schonn hei liewen, a fir déi, déi wëllen heihinner bei eis kommen, déi mer brauchen op eisem Aarbechtsmarché an och fir eis Kompetitivitéit. De Logement däerf keng Barriär sinn, déi uerg Konsequenzen op eis Wirtschaft kéint hunn. Dat gëllt och fir déi Leit, déi sech net esou gutt stinn. Et däerf net sinn, dass just déi Mënschen am meeschte leiden, bei deenen et um Enn vum Mount enk am Portmonni gëtt, genau déi Leit, déi den héchsten Taux d'effort hunn.

Här President, déi aktuell Situatioun um Wunnengsmarché zitt sech wéi e roude Fuedem queesch duerch eis Gesellschaft a queesch duerch déi lescht Joerzéngten. Et gëtt keng Solution facile, et gëtt keng Solution miracle, virun allem net an onstabillen internationalen Zäiten, wou sech d'Energiepräisser, d'Inflatioun an d'Zënse ganz séier erëm ännere kënnen. Mir sinn iwwerzeegt, dass d'Regierung déi richteg Mesüren ergräift an och mat aller Energie déi Mesüren an déi Iddie wäert ëmsetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, eisen Educatiounsminister Claude Meisch seet gären: D'Stäerkt vun enger Gesellschaft erkennt een dorunner, wéi se mat hire Vulnerabelsten, wéi se mat hire Kanner ëmgeet. Wéi schütze mer eis Kanner? Wéi ënnerstëtze mer d'Kanner am Alldag, an der Schoul an an der Gesellschaft? A wéi kënne mer fir Chancëgläichheet ze suergen, onofhängeg dovunner, wou déi Kanner hierkommen, wéi eng Sprooch se schwätzen a wivill hir Eltere verdéngen?

Et ass schonn oft an de leschte Méint gesot ginn, an ech bleiwen dobäi: Mir kënnen net weider nokucken, wéi Joer fir Joer eng ganz Rei vu Kanner schonn an der Primärschoul d'Schlappe verléieren, net well se et net kënnen, net well se et net wëllen, mee well se un enger Sproochebarriär scheiteren. Et schwätzt nun emol net méi all Kand Lëtzebuergesch doheem, wéi dat vläicht an de 70er-Joren de Fall war. Nee, zwee Drëttel vun de Kanner, déi bei eis an de Precoce kommen, hunn eng aner Mammesprooch wéi d'Lëtzebuergesch. Mir kënnen net weider vu Chancëgläichheet schwätzen a gläichzäiteg nokucken, wéi eng Majoritéit vun dëse Kanner schonn am éischten, zweete Schouljoer den Uschloss verléiert, well se net nëmme liesen, schreiwen a rechne léiere mussen, mee dat Ganzt och nach an enger Friemsprooch.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Dëse Kanner bidde mir ab der Rentrée eng Alternativ, fir en Deel vum Unterrecht net op Däitsch, mee op Franséisch gehalen ze kréien. D'Ëmsetzung, Här

Weidig ... Här Weidig, ech mengen net, dass Dir wierklech heibannen de ganz grousse pedagogeschen Expert sidd. Loosst mech wannechgelift schwätzen! Ech mengen, ech kenne méi dervunner wéi Dir.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Den Här Keup ass och Expert.

M. Gilles Baum (DP) | D'Ëmsetzung erfollegt gestaffelt, gutt preparéiert, mat neie Léiermaterialien an et gëtt och konsequent suivéiert an evaluéiert. Lëtzebuergesch, Här Weidig, ass a bleift d'Integratiounssprooch, d'Sprooch vum Zesummesinn an der Schoul, am Precoce, am Schoulhaff, an der Maison relais an och weiderhi bei den Niewefächer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Projet ALPHA dréit net nëmmen zu enger méi homogeener Klass an den Haaptfächer bäi, wat och d'Enseignanten ënnerstëtzt, ALPHA hëlt och kengem eppes ewech. ALPHA hëlt jo kengem eppes ewech! Et erméiglecht just enger ganzer Rei Kanner méi Chancëgläichheet, déi sech op de Rescht vun hirem schoulesche Parcours wäert positiv auswierken. An dat muss et eis derwäert sinn.

An nee, ech widderhuelen et nach eng Kéier, och wann et gären dobausse reliéiert gëtt a falsch duergestallt gëtt: Kee lëtzebuergescht Kand wäert mussen op Franséisch alphabetiséiert ginn. Et gëtt oft pauschal esou duergestallt. Et ass net esou. All Lëtzebuerger Kand, wou d'Elteren dat wëllen, wäert weiderhin och op Däitsch liesen a schreiwe léieren.

Mme Corinne Cahen (DP) | Gläichberechtegung.

M. Tom Weidig (ADR) | Dir wollt och d'franséisch Alphabetiséierung net afféieren.

Mme Corinne Cahen (DP) | Egal wat den Här Weidig seet, et ass richteg, wat den Här Baum gesot huet.

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, dass dat, wat ech gesot hunn, ganz richteg ass.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech muss jo och heiansdo Recht hunn.

(Hilarité)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eise Sozialstaat fousst op enger staarker Wirtschaft. Dat ass keng Ideologie, ma eng Realitéit, déi fir jiddweree misst kloer sinn. Eis Ekonomie an eist Land liewe vun Innovatioun, vun Oppenheet, vun Talenter, vun engem Ëmfeld, an deem sech Entreprisë kënne weiderentwéckelen an an deem och kann investéiert ginn. Kënschtlech Intelligenz, den Espace, Datentechnologie, Biotechnologie, gréng Innovatiounen: Dat sinn d'Aarbechtsplazen an de Wuelstand vu muer.

Dofir war den Entlaaschtungspak Enn 2024 déi richteg Entscheedung, fir eis Bierger an eis Betriber mat op de Wee ze huelen. Jo, d'Kafkraaft stäerken, dat war fir d'Regierung kee Walslogan, mee Realpolitick, déi mir an de leschte Joren och ëmgesat hunn, zum Beispill wéi mer 2025 d'Steiertabell ëm 2,5 Indextranchë berengegt hunn. De Montant vun der steierfräier Tranche ass duerch d'Inflatiounsberengegung ëm 1.500 Euro op 26.460 Euro geklommen. Doriwwer eraus hu mer duerch d'Upassung vun der Berechnungsformel vum Tariff an der Steierklass 1a fir eng zousätzlech Entlaaschtung gesuergt. Dat alles huet d'Kafkraaft vun de Leit gestäerkt.

Dobäi kënnt e méi héije Steierkreditt fir d'Monoparentallen an et gouf och e méi héijen Abattement fir aussergewéinlech Belaaschtunge fir de Stot mat Kanner agefouert. Den net qualifizéierte Mindestloun ass an all Steierklass steierfräi gemaach ginn. An och déi zukünfteg Steierreform dréit de Stempel vun der Demokratescher Partei. Mir schafen e gerechte Steiersystem, bei deem keen eppes verléiert, mee wou jiddwereen déi selwecht Chancen huet. Dat ass geliefte sozialliberal Politick vun der DP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir eist Land weider attraktiv ze halen, fir eist Land méi attraktiv ze maachen a fir Spezialisten aus dem Ausland unzezéien, hu mir manner Steiere fir Talenter respektiv Expats agefouert. Mat den neien Internetsitte „Work in Luxembourg" an „Talent Desk" setzt d'Regierung op eng zentral Strategie, fir Talenter unzezéien, am Land ze halen an och den Accès op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen. Den neie Portail „Work in Luxembourg" soll als zentral Informatiounsplattform déngen.

Den „Talent Desk" fënnt een am Haus vum Entrepreneuriat an och an digitaler Form. Hei soll den Zougang zu den Informatiounen – souwuel fir d'Talenter wéi och fir d'Betriber – weider vereinfacht ginn. E wichtegen Aspekt vum „Talent Desk" ass de sougenannte „Spouse Programme", mat deem d'Regierung och de Partner oder d'Partnerin vun engem internationale Salarié ënnerstëtze wëll.

Och un déi Jonk hu mer geduecht: Mir hunn eng nei Primm fir Jonker ënner 30 Joer agefouert. Déi Primme sinn zu dräi Véierel steierfräi. An d'Zilsetzung ass kloer: déi Jonk beim Start an d'Beruffsliewen ze ënnerstëtzen. An och d'Bedeelegungsprimm, d'Prime participative, geet vu 25 op 30 % vum Bruttojoresloun erop.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, d'lescht Joer ass de Kierperschaftssteiersaz vu 17 op 16 % reduzéiert ginn, wouduerch d'Steierlaascht fir grouss Entreprisen, mee och fir eis PMEen erofgaangen ass. Fir dat anert Joer ass schonn eng weider Reduktioun annoncéiert ginn. A mir sinn der Meenung, dass dat eng gutt Saach ass fir eis Kompetitivitéit.

Dës Mesüre sollen natierlech d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Innovatiounsstanduert stäerken.

Fir Innovatioun am Finanzsecteur ze förderen, sinn aktiv geréiert ETFen zanter 2025 vun der Taxe d'abonnement befreit. Dat hëlleft, de Lëtzebuerger Finanzzentrum ze diversifizéieren an nei finanziell Aktivitéiten unzezéien.

A mäi Virriedner, den Här Zeimet, huet schonn op d'Wichtegkeet vum Finanzsecteur fir eis Ekonomie a fir eis Staatsfinanzen higewisen. Dofir maachen ech dat elo hei net méi. Ech wëll awer drop hiweisen, dass mir als Lëtzebuerger Finanzplaz an enger extreemer internationaler Konkurrenz sinn an dass mer eis ëmmer erëm mussen nei erfannen a proaktiv sinn.

Mir hunn och en neie Steierkreditt agefouert, fir Privatpersounen zu Investitiounen a jonk, innovativ Startuppen ze encouragéieren. Mir wëlle Privatkapital mobiliséieren, fir Startuppen an hirer kritescher Ugangsphas ze ënnerstëtzen.

A viru Kuerzem huet Lëtzebuerg säi Steierprogramm fir Carried Interest moderniséiert. Dat schaaft en international kompetitive Kader, dee Fondsmanager unzitt an eise Finanzzentrum weider stäerkt. An op d'Wichtegkeet vum Finanzzentrum ginn ech elo net nach eng Kéier an.

Mir hunn de MeluXina-AI, also eng vu siwen europäeschen AI Factories, bei eis am Land. Esou wëlle mir den AI-Ekosystem ausbauen, fir innovativ Betriber, Investissementer an Talenter op Lëtzebuerg ze zéien. Vun der AI Factory profitéiere Startuppen, PMEen an déi grouss Entreprisen. Dobäi setze mir virun allem op Projeten aus de Beräicher Finanzen a Sécherheet, Cybersecurity, Space a Green Economy, dat heescht Mobilité durable an Transition énergétique.

Op eis Betriber komme grouss Investissementer duer, wann et ëm d'Digitaliséierung geet, awer och bei der grénger Transitioun. An dofir huet de Wirtschaftsminister zwee nei Packagë fir déi kleng a mëttelstännesch Betriber en place gesat: den SME Package AI an den SME Package Cybersecurity. Duerch d'Aféierung vum Prinzipp „silence vaut accord" bei bestëmmte Prozeduren an duerch eng allgemeng Beschleunegung vun de Prozedure gëtt et fir d'Entreprisë méi einfach, ze investéieren, ze wuessen an esou zu enger méi staarker a méi kompetitiver Wirtschaft bäizedroen.

D'Energie spillt net nëmme bei de Privatstéit, mee och bei de Betriber eng ganz grouss Roll. An dofir war et wichteg, d'Betriber an d'Stéit ze entlaaschten. Dëst Joer goufen 150 Milliounen Euro an d'Netzkäschten investéiert, wat de Lëtzebuerger Stroum zum bëllegsten an der Groussregioun mécht. Mir entlaaschten d'Betriber an d'Privatstéit a mir bidde béide Planungssécherheet a Stabilitéit.

Vum nächste Joer un iwwerhëlt de Staat och direkt d'Käschten, déi zum Ausbau vun den erneierbaren Energië bäidroen. Bis elo hunn d'Clienten déi Käschten iwwert de Kompensatiounsmechanismus matbezuelt. Déi 80 Milliounen Euro iwwerhëlt an Zukunft de Staat. Mir wëllen de Leit beim Switch op Stroum hëllefen an erneierbar Energië weider ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Och d'Energieprimm fir Leit mat engem klenge Portmonni gouf 2025 verdräifacht a läit elo tëschent 600 an 1.200 Euro. Dat ass eng prezis, sozial gesteiert Mesür, sozial gesteiert, well se degressiv ass. An d'lescht Joer hu schonn iwwer 10.000 Leit – oder Stéit – hir Allocation de vie chère oder hir Energieprimm automatesch ouni Demande ausbezuelt kritt.

Ganz wichteg – an ech mengen, dass et e richtegen Erfolleg ass – ass fir eis de Prefinanzement vun de PV-Anlagen. An ech freeë mech, wa mer um Enn vum Joer de Bilan vun där Mesür eng Kéier kënnen zesumme maachen. Eis Bierger a Biergerinnen, eis Famillen, déi wëlle bei der Energietransitioun matgoen, déi mussen déi Suen net méi virstrecken, wa se sech eng PV-Anlag zouleeën, mee si musse just nach hiren Deel vun der Rechnung bezuelen. De Staat iwwerweist dann d'Subventioun direkt un de Betrib. Och wann ee sech eng Batterie keeft, da kann ee vum duebele Prefinanzement profitéieren. An ech mengen, dass dat wierklech eng ganz, ganz grouss Entlaaschtung an awer och eng ganz, ganz grouss Motivatioun fir d'Familljen a fir d'Betriber ass.

Mir begréissen dofir ausdrécklech d'Annonce, déi gëschter gemaach ginn ass, dëse System vum Prefinanzement an Zukunft och fir elektresch Autoen, fir Wärmepompelen a fir Renovatiounen ze iwwerhuelen, an dat bis 2030.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ech kann et net dacks genuch soen: Déi aner Länner schlofen net an d'Welt waart net op Lëtzebuerg. Wa mer eis net moderniséieren, wa mer net innovéieren, wa mer eis net weiderentwéckelen, wa mer stoe bleiwen, da verléiere mer d'Schlappen. Mee wa mer de Courage hunn, fir weider d'Land vun de klenge Weeër ze bleiwen, da wäert Lëtzebuerg eent vun de stäerkste Länner an Europa bleiwen.

Här President, fir d'Demokratesch Partei ass déi wirtschaftlech Dynamik kee Selbstzweck. An dofir ass et

falsch, wann ee probéiert, d'Ekonomie an d'Sozialpolitick géinteneen auszespillen. D'Leit erwaarde sech zu Recht, dass de Staat se schützt, mee si erwaarden awer och, dass de Staat hinnen d'Méiglechkeet bitt, sech ze entwéckelen an hiert Liewen esou ze organiséieren, wéi se dat wëllen.

Et gëtt eng Rei Familljen, déi am Moment d'Gefill hunn, dass si manner gutt dru si wéi virdrun. Si hunn d'Gefill, dass alles méi deier gëtt. An dobäi kënnt d'Menace vun enger Inflatioun duerch de Krich am Iran, wat dat Gefill nach verstäerkt.

Haaptsuergepunkte sinn: de Logement, d'Energie an d'Liewenskäschten am Alldag.

Sozial Kohäsioun ass awer net nëmmen eng Fro vu Statistiken. Et ass eng Fro vun Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Et ass eng Fro dovunner, ob d'Leit nach d'Gefill hunn, dass si mat hirer Aarbecht virukommen. Dofir ass et wichteg, dass d'Regierung substanziell an d'Familljen investéiert – wat jo och schonn ënnert de leschte Regierunge gemaach ginn ass.

2024 war, wann een de Statistike ka gleewen, bal all fënneft Persoun an all véiert Kand vum Aarmutsrisiko betraff. A wa mer iwwert den Zoustand vun eisem Land schwätzen, da musse mer och där doter Realitéit an d'A kucken. Aarmut ass keen einfache Problem. Et ass keen einfache Sujet. Et ass och kee Problem, deen ee séier léise kann. Et ass e komplexe Problem. En ass intersektionell a ka sech iwwer Generatioune verierwen, wann een en net fréi genuch ugeet.

Genau dowéinst huet dës Regierung sech d'Aarmutsbekämpfung als eng vun de gréisste Prioritéite fir dës Legislaturperiod op de Fändel geschriwwen. An ënnert der Koordinatioun vum Familljeminister Max Hahn hunn 18 Ministèren zesummegeschafft, fir den alleréischten Aktiounsplang fir d'Bekämpfung vun der Aarmut opzestellen, fir dee Problem transversal unzegoen, an zwar net hanner zouenen Dieren, mee zesumme mat de Leit vum Terrain a mat de Betraffenen.

Grad an der Sozialpolitick ass et wichteg, op déi Betraffen ze lauschteren. Soss riskéiert een, zwar gutt gemengte Mesüren ze huelen, déi awer laanscht d'Realitéit vun de Leit ginn. An deem Kader ginn och jonk Betraffener a Lycéeën dozou opgeruff, op hir Problemer opmierksam ze maachen.

Lëtzebuerg huet schonn eng ganz Pallett u gudde Mesüren, mee déi meescht an déi bescht Hëllef brëngt näischt, wa se net do ukënnt, wou se gebraucht gëtt. Dofir gëtt elo, fir géint déi Problematik vum Non-recours unzegoen – dat heescht, dass een d'Hëllefen net ufreet, well een net weess, wat fir eng Hëllefen et gëtt oder wéi ee sech muss uleeën –, alles simplifiéiert, automatiséiert an harmoniséiert.

D'Leit gi proaktiv informéiert an den Accès op d'Hëllefen, déi si zegutt hunn, gëtt vereinfacht, ënner anerem duerch de GPS social, ganz am Sënn vum Once-Only-Prinzipp an am Sënn vun der administrativer Vereinfachung, fir déi dës Majoritéit ugetrueden ass.

An ech si frou, dass och gëschter annoncéiert ginn ass, dass de Guichet social unique, deen alleguerten déi Mesüren hei zesummefaasst, wou d'Leit se kënnen an engem Siess eemol ufroen, am Oktober uleeft. Ech mengen, dass dat fir ganz vill Leit, déi déi Hëllefe wierklech brauchen, wierklech eng Vereinfachung wäert sinn an dat deene Leit d'Liewe méi einfach wäert maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, mir sinn eis all eens heibannen: Déi bescht Sozialpolitick ass ëmmer nach déi, déi verhënnert, dass d'Leit iwwerhaapt an eng prekär Situatioun kommen. An dofir steet d'Preventioun am Fokus vun der Demokratescher Partei.

Aarmut kënnt nämlech net vun engem Dag op deen aneren. Aarmut huet mat Educatioun ze dinn. Aarmut huet mat Aarbecht ze dinn. Aarmut huet mat der Gesondheet ze dinn, mam Logement an och mam familiären Entourage. A genau do setzt den Aarmutsplang un: dat heescht, Problemer net eréischt ugoen, wa se do sinn a wa se sech verfestegt hunn.

Preventioun eleng an Opklärung eleng ginn awer och net duer. Wéi kënne mer de Familljen ënnert d'Äerm gräifen, déi elo scho struewelen? Mir mussen déi Leit konkreet entlaaschten, déi Leit konkreet mathuelen.

An dofir goufen an de leschte Jore scho wichteg Mesüre geholl. Ech denken un de Crédit d'impôt monoparental, deen op 3.500 Euro d'Joer gehuewe ginn ass. Ech denken un d'Steierfräiheet vum Mindestloun, d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, d'Verdräifachung vun der Energieprimm a – ganz wichteg – dat automatescht Ausbezuele vum REVIS, un d'Hausse vun der Subvention loyer, fir just dës Beispiller ze nennen.

Déi Efforte ginn elo am Aarmutsplang konsequent virugefouert. Esou wäert 2027 d'Kannergeld ëm 45 Euro de Mount eropgoe fir Kanner ënner zwielef Joer an ëm 60 Euro fir Kanner iwwer zwielef Joer. Och d'Allocation de rentrée scolaire gëtt erhéicht. D'Hëllef vun den Zukunftskeese ginn indexéiert. A bei der Prime de naissance gëtt eng véiert Tranche agefouert.

Mam Aarmutsplang gëtt och eng nei cibléiert Sozialhëllef fir Familllje mat Kanner geschaf. Dës Hëllef gëtt am ganz neie Complément de vie chère integréiert, deen och vum nächste Joer u soll a wäert gräifen. Hei gi verschidden Hëllefen – d'Allocation de vie chère, d'Energieprimm, eng nei Hëllef fir Familllje mat Kanner an eng nei Hëllef fir eeler Leit – méi kohärent gebündelt. Wat wichteg ass, dat ass, dass een dann net all Joer muss eng nei Demande maachen, mee et gëtt automatesch weidergefouert. Besonnesch fir monoparental Stéit wäerten déi cibléiert Hëllefen nach eng Kéier e reellen Ënnerscheed maachen.

D'DP steet fir eng gerecht Sozialpolitick!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | A wat wichteg ass, dat ass, dass d'Hëllefen net integral ewechfalen, wann een op der Aarbecht e bësse méi verdéngt – well d'Aarbecht soll sech natierlech lounen. Dofir gräift de Prinzipp vun der Degressivitéit hei besonnesch staark. D'Hëllefe ginn net abrupt ofgebrach, mee se gi progressiv ugepasst, deemno wéi de Salaire an d'Luucht geet.

Ech mengen, mir kënnen all zesummen heibannen houfreg sinn op dat, wat hei mat all de Ministèren opgestallt ginn ass. Mee essentiel bleift de Suivi dovunner: iwwer 100 Mesüre mat konkreeten Datumer, Indicateuren a mat engem Comité de suivi, an deem och d'Acteure vum Terrain involvéiert wäerte bleiwen. Dat ass wichteg, fir dass de Plang och am Alldag vun de Leit ukënnt.

Aarmut an Obdachlosegkeet sinn oft enk matenee verknäppt. Och do gouf esou munches ënnerholl. De Budget am Fall vun der Obdachlosegkeet an der Wunnengsexklusioun ass zanter 2022 ëm 80 % an d'Luucht gaangen. Mee och do soll dëst Joer e separate Plang presentéiert ginn.

Fir d'DP gehéieren ekonomesch Stäerkt a sozial Gerechtegkeet zesummen. Dat eent géint dat anert gëtt et net! Eng staark Ekonomie schaaft Spillraum fir Solidaritéit, fir e staarke sozialen Zesummenhalt, an ass d'Basis vun engem nohaltege Wuesstum. Lëtzebuerg ass a war solidaresch. An dat ass och gutt esou!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Als Beleg fir de sozialen Zesummenhalt hei am Land wëll ech awer och emol de Benevolat ernimmen an un déi ganz vill engagéiert Leit erënneren, déi eis Gesellschaft zesummenhalen. Dat ass geliefte Solidaritéit. An ech si frou, dass mer och an deem Beräich villes schonn ëmgesat hunn, wat mir am Walprogramm haten.

Enn 2025 gouf den interministerielle Kommitee agefouert. D'Foire du bénévolat social vum 26. September iwwerdeems soll sozial Associatiounen an engagéiert Leit zesummebréngen. An och déi national Campagne 2025 vun der Agence du bénévolat „Dëst ass vill méi wéi just e Stull", ënnerstëtzt vum Familljeministère, dréit zur Promotioun vum Benevolat bäi.

Sozialen Zesummenhalt huet och d'Zil, dass jiddweree seng Plaz an der Gesellschaft fënnt. Et geet ëm Participatioun, et geet ëm Inklusioun an et geet ëm d'Bekämpfung vun der Diskriminatioun. Dofir géif ech op dëser Plaz och gären op den éischten nationalen Aktiounsplang géint Rassismus agoen, deen am Dezember vum Familljeministère presentéiert ginn ass, fir besser Donnéeën ze sammelen, fir ze sensibiliséieren, ze forméieren an deene Betraffene besser ze hëllefen.

Och am Beräich vum interkulturellen Zesummeliewen ass villes geschitt. Net méi spéit wéi den 9. Februar huet d'Gemeng Betzder sech mat 52 anere Gemengen engagéiert, den Accès op Informatioun ze vereinfachen, d'Veräinsliewen ze stäerken a besser Méiglechkeeten ze bidden, fir sech ze engagéieren. Well genee esou entsteet Integratioun: duerch lokaalt Zesummeschaffen, duerch den Austausch tëschent den Noperen, an der Schoul, am Veräin, op der Aarbecht an am Alldag.

Dofir ass d'Zesummenaarbecht mat alle Partneren um Terrain och esou wichteg. Associatiounen an Acteure wéi d'ASTI, de CLAE, de CEFIS, HUT, Caritas Jeunes et Familles Lëtzebuerg oder Inter-Actions bauen dacks déi éischt Brécken. Si erklären, begleeden a vermëttele Vertrauen.

Dat selwecht Verständnis vum sozialen Zesummenhalt fanne mer an der Inklusiounspolitick: Et geet net duer, dass d'Mënsche formell déi selwecht Rechter hunn. Dat muss sech och um Terrain weisen! Inklusioun bedeit, dass all Mënsch, onofhängeg vu physeschen, sozialen oder kulturellen Ënnerscheeder, gläichberechtegt um gesellschaftlechen, wirtschaftlechen a politesche Liewen deelhuele kann.

E Beispill dofir ass de Projet „Bewosst". Zesumme mat der Horesca an Info-Handicap ginn Acteuren aus der Restauratioun an aus der Hotellerie fir d'Besoine vu Persoune mat enger Behënnerung sensibiliséiert.

Parallell dozou gouf d'Ausschaffe vum drëtten Inklusiounsplang lancéiert, an dat mat engem participative Prozess mat de betraffene Leit, den Associatiounen, de Professionellen an och de Ministèren. Dat ass de richtege Wee: net iwwert d'Leit ewech decidéieren, mee mat hinnen zesummen!

Dat sinn elo just e puer Beispiller, déi an de leschte Joren a Méint op de Wee bruecht gi sinn, mee si weisen de Grondgedanke vun eiser Familljen- a Sozialpolitick: e Staat, dee méi no bei de Leit ass, deen d'Problemer méi fréi erkennt, Hürden ofbaut a geziilt do intervenéiert, wou Ënnerstëtzung gebraucht gëtt. Sozialpolitick heescht net, Almose verdeele, ma sech fir d'Rechter, d'Dignitéit, an de Respekt vun de Leit alleguerten anzesetzen.

Une voix | Ganz richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn op eng Rei Voleten agaangen, mee e wichtegen Aspect hunn ech nach net ugeschwat, an dat ass d'Gesondheetspolitick.

Eise System baséiert op Solidaritéit. Enger Solidaritéit, déi jiddwerengem gutt ausgebilten Dokteren a Gesondheetsberuffler wéi och e Conventionnement garantéiert, fir dass all Patient vun eenheetleche Präisser a Remboursementer profitéiere kann. An dat soll och esou bleiwen!

Dofir begréisse mer, dass de Premier gëschter nach eng Kéier betount huet, dass et net zu enger Zwouklassemedezinn wäert kommen. Et stoung och fir eis ni a Fro, dass dat géif kommen. An dofir begréissen ech déi Annonce, déi gëschter gemaach ginn ass, am Numm vu menge Kolleegen nach eng Kéier eendeiteg.

Et ass awer och wichteg ze soen, dass mer nach ëmmer laang Waardezäiten hunn an dass mer mussen dorunner schaffen, dass mer d'Attente, fir e Rendez-vous ze kréien, kënne reduzéieren. Nodeems d'Gesondheetsministesch scho kloer matgedeelt huet, dass kleng Agrëffer, wéi zum Beispill d'Behandlung vum Groe Star, an Zukunft och an enger Dokteschpraxis kéinte gemaach ginn, begréisse mer, dass eise Premier gëschter annoncéiert huet, dass déi néideg Ännerungen an den nächste Woche wäerte virgestallt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Acquise vun eisem Gesondheetssystem wäerte bestoe bleiwen. Mir begréissen, dass dës Regierung sech awer och staarkmécht, fir eise Gesondheetssystem weiderhin nohalteg a fair ze verstäerken an no vir ze brëngen, an dat andeems de Patient bei all Iwwerleeung am Zentrum bleift.

Kolleeginnen a Kolleegen, an dësen onrouegen Zäiten, déi ëmmer méi vun e puer Groussmuechten dominéiert ginn, a wou d'Recht vum Staarken ëmmer méi schéngt ze gëllen, brauche mir heibannen net manner Europa, mee mir brauche méi Europa!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Nëmmen esou kënne mir verhënneren, dass mir als Lëtzebuerg – mee och als Europa – zum Spillball vun eenzelne Länner mat geopoliteschen Interesse ginn. An dësem Kontext ginn d'Defense, d'Diplomatie an d'Entwécklungspolitick Hand an Hand.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Eng kredibel Ofschreckung ass dofir essentiel. Mee eng kredibel Ofschreckung verlaangt och eng kredibel Finanzéierung. Mir bekennen eis dofir kloer zur definéierter Finanzéierungstrajectoire bis 2029, deem Joer, an deem d'NATO och d'„midterm review" vun den nationalen Trajectoirë wäert maachen, déi déi Alliéiert a Richtung vum 5 %- respektiv 3,5 %-Zil bis 2035 ageschloen hunn.

Dës Finanzéierungsstrategie, déi Lëtzebuerg aus Solidaritéit mat eisen Alliéierte matdréit, gesäit graduell a responsabel Schrëtt a Richtung vun den NATO-Ziler bis 2035 vir. Si ass domat gläichzäiteg finanziell verantwortungsvoll a stäerkt Lëtzebuerg a senger Roll als zouverlässegen a responsabele Partner.

Dës Trajectoire ass néideg, fir datt mir eis NATO Capability Targets kënnen erfëllen, déi Ziler also, déi eis vun der NATO zougedeelt goufen an déi et eis erlaben, eisen Deel zu eiser eegener, mee och zur kollektiver Ofschreckung an zur kollektiver Defense bäizedroen an nohalteg ze stäerken.

Dës Efforten, déi net nëmme mir als Lëtzebuerg, mee déi alleguerten eis Alliéiert musse leeschten, hunn natierlech hire Präis. An dofir begréisse mer d'Annonce, déi gëschter gemaach ginn ass, vun der Schafung vun enger multilateraler Bank fir d'Defense, zesumme mat Kanada, an enger Verwuerzelung hei zu Lëtzebuerg vu grousser a strateegescher Bedeitung. Si erlaabt et, eis Kompetenzen am Finanzwiesen an den Déngscht vun der gemeinsamer Sécherheet a vum Fridden ze stellen.

Zu den NATO Capability Targets gehéieren ënner anerem d'Ëmsetzung vum binationale Bataillon mat der Belsch, Investitiounen a Loft- a Rakéitenofwiersystemer, déi ee vun den Haaptausgabepunkten duerstellen, den Ausbau vu Kampf- a Reconnaissance-Dronen, e mobillt militärescht Spidol souwéi Betankungsunitéiten.

Schlussendlech gehéiert och d'Stäerkung vun eiser Verdeedegungsindustrie dozou, wat mer jo bis elo kaum haten. D'Regierung wäert dofir en neie legislative Kader schafen, fir dëse Secteur nohalteg ze encadréieren, nohalteg ze entwéckelen – e Secteur, dee mat der éischter Stratégie industrielle de défense iwwerhaapt fir d'éischte Kéier eng strateegesch Orientéierung kritt. Doriwwer eraus wäert zu Diddeleng en Defence Campus entstoen, deen als zentrale Pol fir d'Kompetenzen, Innovatioun a Kooperatioun am Beräich vun der Defense dénge soll.

Här President, ech hunn a menger Ried elo eng Rei Theemen ugeschwat. Ech kéint elo weider nach iwwert d'Accessibilitéit vun der Kultur an Educatioun schwätzen, iwwert den Ausbau vun den Infrastrukturen, iwwert den Zentralstaat an d'Digitaliséierung. Ech wollt awer haut bewosst, an dat, wou déi éischt Gespréicher vun der Tripartitt wäerte geschwë gefouert ginn – an engem positive Geescht, dovunner sinn ech iwwerzeegt, a léisungsorientéiert, dovunner sinn ech och iwwerzeegt – ... Am Virfeld vun der Tripartitt wollt ech bewosst meng Ried ëm de soziale Volet axéieren.

Dat, well eng DP weess, wou de Schong dréckt. Dat, well eng DP weess, wou d'Leit konkreet op Entlaaschtunge waarden. Dat, well eng DP weess, dass eng Majoritéit dorunner gemooss gëtt, wat se konkreet fir d'Leit mécht. Dat hu mir gemaach an dat wäerte mir weider maache fir d'Leit a fir d'Land.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Taina Bofferding agedroen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dir Dammen, Dir Häre, Premier ze sinn an dësen Zäiten ass sécherlech net einfach. Et ass ee mat ganz ville Krise konfrontéiert, wou een och nëmme bedéngt en Afloss drop huet, mee dofir huet een ëmsou méi en direkten Afloss op d'Äntwerten. A grad an esou Momenter erwaart ee sech e Leader, deen zouversiichtlech ass, dee wäitsiichteg ass, deen assuréiert, dass en d'Erausfuerderunge fest am Bléck huet, an eeben och Hoffnung gëtt, dass mer gemeinsam déi Problemer wäerten als Gesellschaft léisen. Dee Leader, deen hu mer gëschter net héieren.

Gëschter war et éischter en Technokrat: eidel a fad. E Premier, deen oninspiréiert war an dee scho bal resignéiert gewierkt huet. De Wëllen, grouss Veränerungen an eiser Gesellschaft ze maachen, deen hu mer net héieren, deen hu mer och net gespuert. An dobäi ass jo grad elo de Moment, well mer an där schwiereger Zäit sinn, eeben no vir ze goen an déi Ongerechtegkeeten an déi Ongläichheeten an eiser Gesellschaft ze behiewen.

Här Frieden, et ass net de Moment, weiderhin ze pléischteren, wéi mer et oft gewinnt waren, mee et ass de Moment, eeben d'Krisen als e Ganzt ze gesinn. A fir dat ze maachen, ass et wichteg, dass een déi an de Fokus setzt, déi all Dag d'Konsequenze vun de Krisen am meeschten ze spiere kréien. Dat sinn d'Leit: d'Leit, déi hei am Land wunnen, d'Leit, déi hei am Land schaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Lëtzebuerg gehéiert nach ëmmer zu deene räichste Länner an Europa, mee ganz vill Leit spieren dëse Räichtum ëmmer manner an hirem Alldag. Mir gesinn eng Gesellschaft, déi sech ëmmer méi Suerge mécht, eng Gesellschaft, där et ëmmer méi schlecht geet.

D'Lag vun eiser Natioun kann dowéinst net reng un ekonomesche Chiffere gemooss ginn, mee dorunner, wéi et de Leit geet. Et ass eng Fro vum Alldag vun de Leit. Si erfuerdert haut méi wéi just kuerzfristeg Äntwerten. Si erfuerdert eng ganz kloer Visioun. D'Lag vun eiser Natioun stellt eis u sech virun déi grouss politesch Fro: A wéi enger Gesellschaft wëlle mer liewen? Wéi wëlle mer an där Gesellschaft zesummewuessen? A virun allem: Wéi wëll Lëtzebuerg seng Problemer léisen?

Nun, dës Regierung bleift stuer, stuer mat hirer Politick, sech exklusiv ëm d'Wirtschaft ze këmmeren. Si mécht eng neoliberal Politick, bei där et deenen, deenen et haut schonns ganz gutt geet, muer nach wäert besser goen, an déi, deenen et haut manner gutt geet, weiderhi wäerten op der Streck bleiwen.

D'Betriber gi weider entlaascht, andeem d'Kierperschaftssteier eropgesat gëtt, obwuel mer mëttlerweil ënnert der ...

Une voix | Erofgesat!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... erofgesat gëtt, obwuel mer mëttlerweil ënnert der OECD-Moyenne leien.

Et gi Steierkaddoe fir sougenannten Talenter. Dat si wuelverstane keng Kënschtler oder Leit mam Mindestloun, mee dat sinn an der Reegel Fongemanager an aner Leit mat ganz ville Suen, déi dann herno nach mussen e Brochdeel, wann iwwerhaapt, u Steieren op hirem Akommes bezuelen.

Bref, et gëtt alles op eng Wirtschaftspolitick gesat, an der Hoffnung, datt déi Suen, déi de Staat uewen injektéiert, bei deene ganz ënnen dann och sollen ukommen – Trickle-down, esou gëtt dat ëmmer genannt –, wéi Sandkären, déi an enger Auer da ganz lues a lues eroffalen. Mee – Spoileralarm – dee System huet nach ni fonctionéiert!

An ëmsou méi wichteg ass et, dass mer zu engem Ëmdenke kommen. Et brauch strukturell Reformen, et brauch d'Wëssen, et brauch de Courage, fir d'Problemer un der Wuerzel kënnen unzegoen. Eist Land brauch eng Politick, déi virun denkt, net eng, déi hannendrunnerleeft. Et brauch eng Visioun fir dat Lëtzebuerg vu muer, dat Lëtzebuerg, an deem mir wëllen zesumme liewen.

An dofir widderhuelen ech: Elo ass de Moment, fir eist Land méi gerecht an eeben doduerch och méi liewenswäert ze gestalten! Mir, d'LSAP, verteidegen e Gesellschaftsmodell, an deem de wirtschaftleche Succès net nëmme bei e puer ukënnt, mee vun deem d'ganz Gesellschaft ka profitéieren. Mir gleewen net un eng Gesellschaft „jidderee fir sech", mir gleewen un d'Gemeinschaft, un d'Communautéit, wou Rechter a Chancen net vum Gebuertsuert, vum Finanziellen oder vun der sozialer Hierkonft ofhänken.

De soziale Fortschrëtt, gratis Bildung, Sozialversécherung, bezuelte Congé, Mindestloun, Pensiounen and so on, dat sinn net nëmmen technesch Mesüren, dat ass eng politesch Visioun vum Zesummeliewen. An näischt dovunner ass einfach vum Himmel erofgefall. Dat gouf vun der Aarbechterbeweegung, de Gewerkschaften an de sozialdemokratesche Kräften erkämpft, oft géint de Widderstand vun deenen, déi gemengt hunn, et wier ze deier, et wier net realistesch oder et wier schiedlech fir eis Ekonomie, en Argumentaire, dee mer haut nach ganz oft héieren, wann et ëm de Fortschrëtt geet.

Dobäi ass d'sozial Gerechtegkeet net de Géigepol zur Ekonomie, si ass d'Fundament vun enger stabiller Demokratie. Den CSV-Fraktiounspresident sot virdrunner, d'Wirtschaft misst dréinen, fir dass mer de Sozialstaat kënne finanzéieren. Jo, mir soen awer och: Ouni Mënsche gëtt et keng Ekonomie. Et brauch Croissance, mee am System brauch et och eng gerecht Ëmverdeelung. D'Croissance aleng, déi suergt nach net derfir, dass d'Leit méi Kafkraaft kréien.

Wa sozial Ongläichheeten ze grouss ginn, da verléiert eng Gesellschaft hiren Zesummenhalt. Da kënnt Mësstrauen, da kënnt Roserei an da gëtt Solidaritéit duerch Egoismus ersat. A genee do musse mer zesummen dergéint virgoen, an dat mat engem aktive Staat, mat ëffentlechen Invester, mat staarken ëffentleche Servicer, mat gerechter Besteierung a mat der Iwwerzeegung, datt Räichtum och Verantwortung bedeit.

D'sozial Kohäsioun entsteet net vum selwen. Si ass d'Resultat vu politesche Choixen. Well eng staark Gesellschaft erkennt een net un der Unzuel vun de Millionären, mee déi erkennt een dodrunner, wéi staark d'Gesellschaft zesummenhält.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An dofir ass et Zäit fir eng nei Prioritéit: méi Gerechtegkeet, méi Solidaritéit, méi Sécherheet. Grad elo ass dëst onbedéngt néideg, well déi multipel Krisen – wirtschaftlech, gesellschaftlech, vun der Wunnnout iwwert d'Inflatioun bis hin zu geopolitesche Spannungen –, déi bedroe genau eis sozial Kohäsioun.

Dëst gesot, Här President, wäert ech elo op eenzel Theemefelder agoen, Dossieren, déi an eisen Ae primär sinn, déi musse primär ugaange ginn, well gëschter hu mer quasi näischt dozou héieren, wéi eist Land duerch Changementer soll weiderentwéckelt ginn, wéi et soll weiderbruecht ginn. An dofir hei eis Usiichten, eis Léisungen, fir dat Lëtzebuerg vu muer, esou wéi mir eis et virstellen, eebe méi gerecht a méi liewenswäert ze gestalten.

Meng Virriedner sinn op vill Aspekter agaangen, a wéi enge Beräicher soll investéiert ginn: an de Betriber, beim Emploi, bei de Familljen. Och vu mir wäert Der nach esou Proposen dozou héieren, mee soulaang mer eis net bewosst sinn, wat de Problem Nummer eent hei am Land ass, an zwar d'Wunnkris, wäerten alleguerten déi aner Beräicher, déi aner Theemen niewesächlech erklénge respektiv wäerte mer weiderhin do am Krees dréinen.

D'Wunnkris ass d'Mamm vun alle Krisen. An de Premier, dat huet e gëschter ganz kloer gewisen, huet nach ëmmer net verstanen, datt d'Wunnkris déi gréisste sozial Fro hei am Land ass. Dir sot, ech zitéieren Iech: „Wunne muss bezuelbar bleiwen." Domadder, Här Premier, entlarvt Der Iech awer, weist, dass Der d'Realitéit vu ganz ville Leit hei am Land net kennt, well fir ganz vill Leit ass d'Wunnen haut schonn net bezuelbar.

An eng Wirtschaft kann och net dauerhaft staark bleiwen, wann déi Leit, déi se droen, net méi hei kënnen am Land wunnen, wa se net méi hei am Land iwwert d'Ronne kommen. Wann eng Infirmière, e Polizist oder eng jonk Koppel sech d'Liewen am eegene Land net méi leeschte kënnen, dann ass dat net d'Versoe vun de Leit, mee dann ass dat d'Versoe vum System. A Lëtzebuerg – an do misste mer eis alleguerten eens ginn – duerf net zu engem Land ginn, dat seng Leit verléiert.

Weeder ass d'Wunnkris e konjunkturelle Problem nach ass se en Naturgesetz. Si ass d'Resultat vu falsche Prioritéiten a vun der falscher Viraussetzung, dass de Maart sech selwer wäert reguléieren. Mir brauchen endlech eng Logementspolitick, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt an net de Profitt, dee Systemwiessel, dee mer an der viregter Regierung schonn ugefaangen hunn, well d'Wunnen ...

Plusieurs voix | O!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, absolutt!

... well d'Wunnen ass fir eis kee Spekulatiounsobjet, mee d'Wunnen ass fir eis e Grondrecht.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An de Staat muss hei seng Responsabilitéit iwwerhuelen an aktiv matgestalten. Et ass eng Fro vu politeschem Wëllen an net vun der Machbarkeet. De Park u bezuelbare Wunnenge muss dréngend méi a méi séier wéi bis elo gewinnt ausgebaut ginn. An hei ass nach ganz vill Sputt no uewen. An d'Baufirme jäize jo och no Opträg.

An dofir, Här President, deposéieren ech am Numm vun der LSAP eng Motioun, wou mer fuerderen, dass de Problem ronderëm de Logement als strukturell Kris unerkannt gëtt. A mir fuerderen och hei eng ganz pragmatesch Léisung, an zwar, dass eng Aart Cellule de crise, eng Aart Taskforce soll agesat ginn, méi wäit wéi de Logementsdësch, deen Der bis elo hat. Et geet eis wierklech drëms, dass hei alleguerten d'Acteuren aus dem ëffentleche wéi och aus dem private Secteur zesummekommen an eng global koordinéiert Strategie ausschaffen, à court terme, à moyen terme. Wéi gesot, et ass wichteg, dass hei erëm Tempo an den Dossier erakënnt, well d'Politick muss de Courage hunn, endlech konsequent anzegräifen.

Et brauch och Reegele géint d'Spekulatioun. Et brauch och Reegele géint de Leerstand. Et brauch de politesche Wëllen, Bauland am Interessi vun der Allgemengheet ze mobiliséieren. Déi klassesch Rezepter ginn net méi duer. Mir mussen ophalen, iwwerflächlech d'Symptomer ze bekämpfen, mee de Problem strukturell upaken. An dofir brauch et Courage.

Et brauch Courage, de Spekulanten de rouden Teppech ze entzéien, an amplaz d'Mobiliséierungssteier weider ze verwässeren, ass et wichteg, dass déi zesumme mat der Grondsteier a mat der Leerstandstax endlech ëmgesat gëtt.

Fir méi séier a méi bëlleg ze bauen, sollt op seriellt Baue gesat ginn. Fir transparent a gerecht a stabill Loyere brauch et eng national Loyerskommissioun an e richtege Mietspiegel (veuillez lire: Mietdeckel).

Och si mer der Meenung, dass d'Virkafsrecht vum Staat muss gestäerkt ginn, fir dass esou de Staat och méi séier a méi einfach un Terraine kënnt. De Staat soll och Garantië fir d'Immobilieprêten iwwerhuelen a mir sinn och der Meenung, dass en drëtte kooperative Marché hei zu Lëtzebuerg soll erméiglecht ginn.

Och wann elo bei de VEFAe Changementer ugekënnegt goufen, wat mir jo och scho laang gefuerdert hunn, an och elo déi Housing Bonds kommen, déi mer u sech begréissen, ass et wierklech wichteg, dass d'Regierung hei an dësem Dossier an de Krisemodus eriwwerswitcht, amplaz dass, wéi elo nach kierzlech – an ech gesinn hei den Ausseminister – op engem Event, auslännesch Investisseure mat Luxusprojeten ugelackelt ginn, esou nom Motto: Mat nach méi onbezuelbare Wunnenge kréie mer méi bezuelbar Wunnengen hin. Och hei Spoileralarm: Déi Strategie ass bis elo net opgaangen.

Sozialen Zesummenhalt fänkt do un, wou wuel jiddereengem säi wichtegst Gutt ass: bei der Gesondheet. Mat Houfert gouf gëschter da matgedeelt, dass zu Lëtzebuerg keen Zwouklassesystem an der Medezinn soll agefouert ginn, eppes, muss ech ganz éierlech soen, wat fir eis ëmmer evident war, mee anscheinend net fir jiddereen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

D'LSAP stoung nach ëmmer zu engem solidaresche Gesondheetssystem, an deem all Mënsch zu Lëtzebuerg dee selwechte gudden Zougang zu enger héichwäerteger Gesondheetsversuergung huet, dat onofhängeg vum Portmonni. Dofir brauche mer e Gesondheetssystem mat enger medezinnescher Offer um neiste Stand vun der Fuerschung an der Wëssenschaft, dee sech stänneg ka virunentwéckelen an dorunner upassen. E Gesondheetssystem, deen do ass fir d'Leit mat genuch Dokteren, Gesondheets- a Fleegeberuffler, dat heescht, en attraktiivt Ëmfeld, fir zesummen zum Wuel vum Patient kënnen ze schaffen.

Wéi wëlle mer dat erreechen? Ben, andeems mer eebe grad eise solidaresche System weider stäerken a weider ausbauen. Dat mat engem Ausbau vum Paiement immédiat direct. Laang hu mer derfir misse streiden, haut gesi mer, dass dat de Gang fir ganz vill Leit bei den Dokter vereinfacht. Mat Ausbau denke mer zum Beispill hei un d'Psychotherapie.

En anere Baustee vun engem solidaresche Gesondheetssystem ass d'CUSS (ndlr: Couverture universelle des soins de santé), fir dass keng Persoun duerch d'Netz fält. An der viregter Regierung hate mer dozou schonn e Pilotprojet lancéiert. An och wa mer elo an der Oppositioun sinn, huele mer eis Verantwortung an dofir hate mer och kierzlech eng Proposition de loi dozou deposéiert. An ech hoffen, dass déi och deemnächst hei an der Chamber gestëmmt wäert ginn, an dat mat grousser Majoritéit.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Eng aner Mesür ass d'Aféierung vun der Community Health Nurse, enger Infirmière, déi lokal an de Gemenge schafft, fir eng enk Betreiung a Begleedung ze assuréieren.

An à propos Infirmièren: D'Fleegeberuffer mussen attraktiv sinn, fir dass mer och genuch Leit hunn, déi dëse Beruff wäerten ausüben. An ech verweisen hei op de Projet de loi iwwert d'Attributioun vun den Infirmieren, dee Projet de loi, deen elo nach kierzlech vun der ANIL ganz staark kritiséiert ginn ass. D'Gesondheetsministesch – si ass zwar elo fort, mee virdrunner war se nach hei – huet gesot, dass et nach méiglech wär, den Text ze amendéieren. An et wär wierklech wichteg, dass mer hei nach zesummen amendéieren, fir eeben hei hire Besoinen um Terrain entgéintzekommen an där gängeger Praxis, déi mer eigentlech all Dag hunn, och déi legal Basis kënnen ze ginn.

A well mer eis Gedanken driwwer maachen, wéi dat Ganzt da soll finanzéiert ginn – dat ass jo ëmmer dat, wat mer dann direkt als Kritick ze héiere kréien –: Eng Pist kéint sinn, déi administrativ Käschte vun der CNS net vun de Cotisatiounen, mee direkt iwwert de Staatsbudget lafen ze loossen. A wann dat net

duergeet, ben, da muss een aner Moyene fannen, da muss een aner Weeër sichen, zum Beispill iwwer eng Robotertax, well d'Robotik wäert an Zukunft nach méi Aarbechte vun de Mënschen iwwerhuelen. A mir wëssen: D'Robotere bezuele weeder Steieren nach Sozialbäiträg. An dofir wär et wichteg, dass mer eis och do zesummesetzen a kucken, wéi mer do kënne geziilt virgoen.

Här President, niewent enger gudder Gesondheetsversuergung, engem Daach iwwert dem Kapp ass dat nächst Schlësselstéck vun enger liewenswäerter Gesellschaft d'Aarbecht. Aarbecht ass do, fir de wirtschaftleche Meerwäert ze schafen. Aarbecht ass och do, fir dass eis Gesellschaft fonctionéiert. An Aarbecht ass och e Mëttel zur Selbstverwierklechung, eng Méiglechkeet, seng Kompetenzen anzebréngen.

Mir mussen et fäerdegbréngen, dës dräi Dimensioune vun der Aarbecht – déi wirtschaftlech, déi gesellschaftlech an déi individuell – am Equiliber ze hale respektiv erëm an den Equiliber ze bréngen. Do sti mer haut awer virum Paradox, dass de Chômage klëmmt a mer op där anerer Säit awer net genuch Leit rekrutéieren. Dëst Ongläichgewiicht fänkt mam Choix un an deen hänkt mat der Formatioun, mat der Ausbildung zesummen. Dofir hale mir weiderhin un engem ëffentleche Schoulsystem fest, dee garantéiert, dass all Kand, egal aus wéi engem soziale Milieu, déi selwecht Chancë kritt, sech ze entwéckelen a seng Talenter ze entfalen. D'Schoul soll de soziale Lift sinn, deen et erméiglecht, datt Kanner aus bescheidene Verhältnisser weiderkommen, sech emanzipéieren an aktiv un der Gesellschaft deelhuelen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Eng kohärent Bildungspolitick, dat heescht vun der Crèche bis zum Diplom, méi individuell Ënnerstëtzung, eng staark mental a psychosozial Begleedung, eng konsequent Politick géint Mobbing a géint Gewalt: Mir wëllen eng participativ Schoul, déi d'Kreativitéit, dat kritescht Denken an och dat demokratescht Zesummeliewe stäerkt.

A fir déi, déi hir Schoul scho längst hannert sech hunn, muss och d'Méiglechkeet bestoen, sech weiderzeforméieren, well hautdesdaags de Wiessel vun der Beruffsplaz net méi d'Ausnam ass, mee ëmmer méi zur Norm gëtt.

An d'Aarbecht muss sech lounen, dat huet de Premier jo och gëschter gesot. Wann d'Aarbecht sech muss lounen, heescht dat awer och, dass een dovunner muss kënnen an Dignitéit liewen. An amplaz deenen iwwer 70.000 Leit, déi all Dag um Chantier stinn, eis Kanner versuergen, an der Keess stinn, eis Büroe botzen, elo ze soen, dass se et net derwäert sinn, dass de Mindestloun erhéicht gëtt, a se weiderhin zu Bittsteller ze degradéieren, soudass se musse bei den Office social goen, soudass se mussen do eeben Aidë kréien, och wann elo d'Allocation de vie chère eropgesat gëtt, amplaz deene keng weider Zukunft ze ginn, wär elo de Moment gewiescht, eebe grad awer iwwert d'Mindestlounerhéijung nozedenken.

Dat och – an dat wëll ech ganz kloer soen, well dat ass jo déi Kritick, déi elo erëm kënnt – ganz kloer mat enger Ënnerstëtzung fir déi kleng Betriber, fir dass se dat och gestemmt kréien. Hei solle mer zesummen un engem Strang zéien. Et muss eis zesummen derwäert sinn, wat déi Leit un Aarbecht leeschten, fir dass mer déi Aarbecht unerkennen. An dat solle mer och zesumme mat de Betriber maachen.

(Interruption)

Virstellbar wär zum Beispill eng Kompensatioun iwwer en deelweist Iwwerhuele vun de soziale Cotisatioune fir d'Betriber. Déi genau Formule, déi kéint dann elo eeben an der Tripartitt ..., mir hoffen, dass se an der Tripartitt zesumme mat de Sozialpartner ausgeschafft gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gutt Aarbechtskonditioune gi besonnesch iwwert d'Kollektivverträg gereegelt. A fir déi 80 % ze erreechen, déi d'EU-Direktiv virgesäit, solle bei den ëffentlechen Ausschreiwunge Betriber mat Kollektivverträg bevirdeelegt ginn a sollen och déi sektoriell Kollektivverträg do weidergedriwwe ginn, wou et haut nach keng gëtt.

Wann een d'Leit freet, wat si sech wënschen, dann ass et oft Zäit. Zäit mat hire Léifsten an och Zäit fir sech selwer. An dofir plädéiere mer fir eng 38-Stonne-Woch, aus der selwechter Iwwerzeegung och fir eng sechste Congéswoch am Privé, well am ëffentleche Secteur hu mer se jo schonn.

An ech wëll och ganz éierlech soen, eng 38-Stonne-Woch, eng sechste Congéswoch an eng Erhéijung vum Mindestloun, Här Zeimet, dat si keng wirtschaftlech Réckschrëtt, mee dat ass en Invest an d'Leit, et ass en Invest an hir Gesondheet an et ass en Invest an d'Produktivitéit. An déi wierklech Gefor fir d'Kompetitivitéit sinn net besser Aarbechtskonditiounen, déi wierklech Gefor, dat si Stress, Wunnengsnout, Fachkräftemangel a Salariéen, déi trotz Fulltime net iwwert d'Ronne kommen.

An an deem Kontext ass et och wichteg, endlech d'Plattformaarbecht ze reegelen, well et kann net sinn, dass déi Leit, déi eis owes Pizza liwweren, ob et elo reent oder schneit, am Endeffekt op der ganzer Linn d'Verléierer vum System sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gutt Léin a gutt Aarbechtskonditioune sinn net de Problem. Fir eis si se en Deel vun der Léisung. An do differenzéiere mer eis ganz kloer vun der Majoritéit. Mir wëllen eng Wirtschaft, déi kompetitiv ass, an och eng Gesellschaft, an där d'Leit, déi all Dag schaffen, respektéiert ginn an och dovunner kënne liewen.

Ee Wuert zur Tripartitt. De Fokus muss fir eis hei ganz kloer op déi vulnerabel Stéit geluecht ginn, fir deenen hir Kafkraaft ze erhalen. Mee och d'Betriber mussen ënnerstëtzt ginn, fir weider kompetitiv ze bleiwen. Hei brauch et sozial Selektivitéit, well d'Krisen impaktéieren net jidderee gläich, weeder d'Mënschen nach d'Betriber. Déi erliewe se ganz ënnerschiddlech.

Mir wënschen, dass d'Tripartitt en Erfolleg gëtt. Och als Oppositioun si mer dorunner interesséiert, dass et e Succès gëtt, fir datt mer als Land gemeinsam hei gestäerkt erauskommen. En Echec wär net nëmme fir d'Regierung, mee fir eis alleguerten eng Katastroph. Dat géing nämlech bedeiten, dass mer et hei am Land net méi fäerdegbréngen, gemeinsam Weeër aus esou düsteren Zäiten erauszefannen.

Dofir ass eisen Appell ganz kloer: Setzt de Lëtzebuerger Sozialmodell net nach eng Kéier op d'Spill. Als klengt Land war grad d'Eenegkeet ëmmer eis Trompkaart.

An déi Eenegkeet, léif alleguerten, brauche mer och nach bei aneren Erausfuerderungen, déi sech stellen, wéi d'Ëmweltpolitick an déi energeetesch Transitioun, dat fir dass déi nächst Generatiounen eng liewenswäert Welt virfannen. Och de Fokus muss hei op déi sozial Gerechtegkeet gesat ginn, well et sinn déi Äermst, déi als Éischt ënnert dem Klimawandel leiden, déi, déi sech keng Isolatioun vun hirem Daach kënne leeschten oder fir déi esou Aarbechte mol net a Fro kommen, well se Locataire sinn an de Proprietär net drun interesséiert ass.

Déi aktuell Militärkris ëm d'Strooss vun Hormus weist, dass et eng Kris brauch respektiv eng Kris duergeet, fir dass d'Pëtrolspräisser an d'Luucht schéissen. Deemno ass d'Zäit elo, fir dem Pëtrol de Réck ze dréinen an de Stecker vum Elektrozäitalter anzestiechen. Mee och dofir brauch et Courage.

Et brauch virun allem nach méi Invester an erneierbar Energien a virun allem ganz vill Invester an d'Späichercapacitéiten, wéi zum Beispill d'Batterien. Mir brauche Subventioune fir d'Batterien. Esou eng Strategie gouf jo och d'lescht Joer virgestallt, mee ausser der Virstellung vun dëser Strategie ass weider nach näischt geschitt.

An deem Kontext wëll ech och ganz kloer soen: Ouni d'Betriber geet et net! Dofir musse mer si fir d'Zukunft fit maachen. Dat mat der Simplification administrative, déi muss weiderentwéckelt ginn. A si mussen awer och bei der energeetescher Transitioun cibléiert ënnerstëtzt ginn. Weider soll d'Handwierk gefërdert ginn. D'Leit mussen ausgebilt ginn. Dat heescht, et brauch och déi Profiller, déi an Zukunft gesicht ginn. Och déi Fachkräfte sollen deementspriechend ausgebilt ginn.

A wat fir eis och ganz wichteg an deem Kontext ass, ass eng konsequent Weiderentwécklung vun der circulairer Ekonomie.

De Premier sot gëschter: „Eng gesond Natur ass d'Bün, op där e gesond Zesummeliewen iwwerhaapt spillt." Mee, Här Premierminister, Dir sidd zwar grad amgaang, mer net nozelauschteren ... Ech fannen dat net grad ganz respektvoll. Ech wollt Iech just soen ...

(Interruption par M. Luc Frieden)

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Et ass meng Schold!

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | O, ech hätt Iech gären héieren, wann de Premier Iech net nogelauschtert hätt, Här Zeimet.

(Hilarité et interruptions)

Op alle Fall wollt ech soen, Här Premier, dass ech net mat Ärer Ausso vu gëschter averstane sinn, wou Der gesot hutt, dass d'Natur eng Bün ass, op där e gesond Zesummeliewen iwwerhaapt spillt. Mir gesinn d'Ëmweltpolitick net als Bün, mee et passt awer bei Äre Wording, deen Der schonn emol eng Kéier gebraucht hutt, wou Der gesot hutt: „D'Ëmweltpolitick soll jo net nerven."

D'Ëmweltpolitick ass fir eis awer e ganz zentralen Enjeu, fir eis Gesellschaft vu muer eebe méi liewenswäert ze gestalten. Och hei: D'Chancë sinn do, et muss ee se just notzen, dat mat ganz vill Wëllen, dat mat ganz vill Courage.

Här President, ech kommen zum leschte Schlësselstéck fir eng liewenswäert Gesellschaft, an zwar der sozialer Gerechtegkeet. Hei geet ëm d'Fro vun der Ëmverdeelung, vun der gesellschaftlecher Solidaritéit, respektiv wéi mer mat den ëffentleche Finanzen ëmginn, fir déi grouss Reformen, déi ustinn, respektiv déi Depensen, déi nach wäerte kommen, kënne géigenzefinanzéieren.

Déi verschidde Belaaschtungen, wéi d'Augmentatioun vun den Defenseausgaben, d'Individualbesteierung, d'Schrumpfe vun den Tubaksaccisen – dat eeben duerch d'EU-Direktiv, déi gläich wäert kommen –, och d'Ausgabe fir d'Chômageindemnitéite vun de Grenzgänger: mat all deem kéint den ëffentlechen Defizit

op dräi Milliarden Euro pro Joer klammen. D'Staatsschold géif da séier iwwer 30 % vum PIB erausgoen, woubäi Der wësst, dass dat – déi Grenz – fir eis ni eng helleg Kou war.

„Beem wuessen net an den Himmel", dat huet de Premier gesot bei der éischter Virbereedung fir d'Tripartitt. Effektiv, un Ärer Ausso ass näischt falsch. Et ass awer falsch ze mengen, dass een näischt ka maachen. Et ass falsch ze mengen, dass een net kann ëmverdeelen. An et ass falsch ze mengen, dass een net nei Quelle kann unzape goen.

Niewent der Individualbesteierung soll och de Courage do sinn, fir weider Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem ze behiewen. Sou plädéiere mer fir e Barème unique mat enger Reform, déi méi wäit geet, deen d'Klengverdénger entlaascht an d'Groussverdénger an d'Verantwortung hëlt, gemääss eiser Approche: „d'Suen dohinner siche goe, wou se sinn". Wie vill verdéngt, soll och méi zum gemeinsame Wuelstand bäidroen.

Niewent deem, wat een um Bankkonto huet, ass een zu Lëtzebuerg virun allem räich, wann een Terrainen a wann ee Wunnengen huet. Dofir si mer och derfir, d'Verméigensusammlung méi an d'Responsabilitéit ze huelen. Deemno si mer och fir eng Steierpolitick, déi d'Leit net opgrond vun hiren Talenter andeelt, déi jo grad just vun der Finanzplaz gefuerdert ginn, mee mir sinn der Meenung, dass d'Akommes soll als Krittär gëllen. An dofir ass elo de Moment, genau déi doten Ongerechtegkeet an eisem Steiersystem ze behiewen, de Courage ze hunn, och endlech hei en Ëmdenken ze kréien, eeben en Ëmdenken an der Steierlaascht tëschent der Aarbecht an dem Kapital.

Ech weess, dass ee sech mam Theema Steieren net ëmmer Kolleege mécht, mee d'Erausfuerderunge si grouss a mir kënnen net op dee ganze Batz Sue respektiv op nei Recettë verzichten, just well mer verschiddene grousse Boîten oder Multiproprietäre wëllen e Gefale maachen.

Wat eis sécherlech net weiderhëlleft, ass eng Steierpolitick, déi pauschal d'Kierperschaftssteier erofsetzt. Villméi brauch et eng Politick, déi kleng, jonk an och lokal Betriber bei hiren éischte Schrëtt ënnerstëtzt an déi grouss Betriber mat ganz vill Benefiss an d'Responsabilitéit hëlt. Hei soll och en Ënnerscheed gemaach gi fir déi kleng Betriber, déi ënnert der Präisdeierecht struewelen, wéi zum Beispill Caféen, Restauranten, Butteker, déi et schwéier hunn, awer eis Quartiere beliewen. Och hei soll et eng sozial Selektivitéit ginn. Sou wéi mer se bei de Personnes physiques kennen, soll et se och bei den Entreprisë gi respektiv soll och ënnert de Betriber d'Solidaritéit spillen.

A wann ech vu sozialer Selektivitéit schwätzen, da kommen ech och op dat lescht Themefeld: d'Aarmutsbekämpfung. Dat si Leit, déi a prekäre Situatioune liewen, déi un Dependancë leiden, déi Fluchterfarung hunn. Leit, déi Pech am Liewen haten, déi no enger Trennung op eemol absolutt näischt méi hunn, a Monoparentallen, déi dat bescht fir hir Kanner wëllen, mee um Enn vum Mount déi zwee Enner net méi beienee kréien.

All déi Leit sollen net d'Deeg mussen zielen, bis se rëm kënnen de Frigo fëllen, sollen net zu Bittsteller degradéiert ginn oder op Sozialhëllefen ugewise sinn. Mir wëllen eng Gesellschaft, wou jidderee vum Räichtum vum Land profitéiere kann, e gerechten Undeel kritt, fir e Liewen an Dignitéit kënnen ze féieren! An et ass luewenswäert, dass et lo en Aarmutsplang gëtt, dass deen ausgeschafft gouf, mee wa mer ganz éierlech sinn, wësse mer och, dass et net wäert duergoen, den Accès op verschiddenen Aiden ze vereinfachen. Et brauch hei virun allem och strukturell Reformen.

An eng Rei Mesüren hunn ech jo scho genannt, wéi d'Erhéijung vum Mindestloun, d'Verankerung vun der CUSS am Gesetz, e gerechte Steiersystem, e Bildungssystem, wou de soziale Lift fonctionéiert, eng Energietransitioun, déi jidderee mathëlt, an – den Ursprong vun allem – d'Bekämpfung vun der Wunnkris.

Nëmme mat strukturelle Veränneruge wäerte mer et fäerdegbréngen, d'Situatioun vun deenen ze verbesseren, deenen hire Portmonni um Enn vum Mount hoffnungslos eidel ass. Dat misst fir eis alleguerten de gréissten Enjeu si vun dëser Lag vun der Natioun.

Premier ze sinn an dësen Zäiten – ech hunn et am Ufank gesot an domadder wäert ech och ofschléissen – ass net einfach. Dës Zäit verlaangt Solidaritéit, Gerechtegkeet, an dës Zäit verlaangt virun allem och Courage.

Déi multipel Krisen, mat deene mer konfrontéiert sinn, stellen eis viru grouss Erausfuerderungen, mee gläichzäiteg – an dat ass eise Punkt – bidde se och eng Chance! Si bidden eng Chance op e Wiessel, si bidden eng Chance op strukturell Changementer, fir eis Gesellschaft besser a méi liewenswäert opzebauen.

Et geet duer mat deem Gepléischters! Et brauch elo de Wëllen, fir déi grouss Veränneruge an eiser Gesellschaft, fir dee gesellschaftlechen Ausgläich, dee mer jo eigentlech alleguerte gäre wëllen, déi sozial Kohäsioun zesummen hinzekréien.

Dofir hunn ech Iech haut eis Visioun skizzéiert mat ganz vill courageierte Virschléi fir eng méi solidaresch Gesellschaft. Mir wëllen e Lëtzebuerg – dat ass fir eis ganz kloer –, wou schaffe sech lount, wou jidderee sech eng Wunneng leeschte kann, wou d'Gesondheet e Grondrecht bleift, wou d'Ëmwelt respektéiert gëtt a wou d'Solidaritéit méi staark ass wéi den Egoismus. Dat ass eis Visioun: eng modern, eng gerecht a virun allem eng solidaresch!

Merci.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Hei ass nach d'Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la flambée des prix de l'immobilier observée au Luxembourg au cours de la dernière décennie, ayant conduit à des niveaux de prix particulièrement élevés tant à l'achat qu'à la location ;

– considérant que, malgré une courte phase de stabilisation, voire de légère baisse, liée à la hausse des taux d'intérêt consécutive au contexte géopolitique, notamment à la guerre en Ukraine, les prix du logement demeurent à un niveau élevé et peu accessible pour une grande partie de la population ;

– considérant que de nombreux acteurs de la société civile, issus notamment des syndicats, du secteur associatif, du monde académique et des organisations engagées dans le logement et la cohésion sociale, ont récemment alerté sur l'existence d'une crise grave du logement au Luxembourg, affectant une large partie de la population et appelant à des mesures urgentes et coordonnées ;

– considérant que la production de logements par les promoteurs publics reste insuffisante pour répondre à la demande croissante et aux besoins structurels du pays ;

– considérant le risque de nouvelles hausses des taux d'intérêt dans un contexte d'instabilité géopolitique, notamment en lien avec les tensions au Moyen-Orient, pouvant aggraver encore l'accès au logement ;

– considérant que le nombre de nouvelles constructions reste à un niveau particulièrement faible, même après la mise en place de mesures d'incitation fiscale, et demeure encore loin des niveaux observés avant la crise liée à la guerre en Ukraine ;

– considérant que ces évolutions témoignent d'un dysfonctionnement persistant du marché du logement, incapable de répondre de manière adéquate à la demande ;

– considérant les déclarations du Premier ministre selon lesquelles environ 6.000 nouveaux logements devraient être construits chaque année afin de répondre à la croissance démographique du pays ;

– considérant que l'écart entre les besoins estimés et la production effective de logements ne cesse de se creuser ;

– considérant que cette situation pèse de plus en plus lourdement sur les ménages, en particulier ceux à revenus faibles et moyens, et compromet l'accès au logement pour une part croissante de la population,

invite le Gouvernement à

– reconnaître formellement la situation actuelle du logement en tant que crise structurelle, menaçant à la fois la cohésion sociale et l'attractivité économique du pays ;

– mettre en place, dans les meilleurs délais, une cellule de crise dédiée au logement, réunissant les acteurs publics et privés concernés, dont la mission sera d'élaborer et de coordonner une stratégie globale à court, moyen et long terme visant à faire face à la crise du logement et à augmenter durablement l'offre de logements au Luxembourg.

(s.) Taina Bofferding, Liz Braz, Paulette Lenert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, Här Premierminister, Dir hutt an Ärer Ried vu ville Leit geschwat, deenen Dir begéint sidd, vun engem Schüler, deen international Präisser gewonn huet, vun enger Koppel, déi mat Courage Restauranten opgemaach huet, vun enger Fra, déi sech an enger ASBL fir Mënschen am Rollstull engagéiert.

Dat si Geschichten, op déi Lëtzebuerg houfreg ka sinn. An ech wëll déi och guer net klengmaachen, mee, Här Frieden, ech begéinen och aner Leit.

Ech begéinen engem jonke Mënsch, deen d'Schoul ofgebrach huet an haut net méi weess, wou seng Plaz an dësem Land ass. Ech begéinen enger Koppel, déi mat vill Aarbecht a Risiko e Geschäft opgemaach huet an awer huet missen zoumaachen. An ech begéinen engem Mann, deen no engem schwéieren Aarbechtsaccident säi Liewen nei opbaue muss an dee sech vum System am Stach gelooss fillt.

An ech denken och un déi Leit, deenen ech hei am Land ëmmer manner begéinen: déi Lëtzebuerger an déi Leit, déi an d'Ausland geplënnert sinn, net well si et esou wollten, mee well si hei am Konkurrenzkampf ëm eng Wunneng net méi mathale konnten.

Och dat ass Lëtzebuerg: net nëmmen d'Lëtzebuerg vun den Erfollegsgeschichten, mee d'Lëtzebuerg vun Enttäuschungen, vu Suergen, vu Leit, déi sech ofgehaange fillen. A genau déi Realitéit huet an Ärer Ried gefeelt.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Är Ried huet vill opgezielt, si huet vill ugekënnegt an et waren och Saachen derbäi,

déi richteg a gutt sinn. Mee si huet och eng zentral Fro net beäntwert: Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir eigentlech an 10 Joer? Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir an 20 Joer? A wéi e Lëtzebuerg wëlle mir am Joer 2050?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wou fanne mer d'Glaskugel?

M. Fred Keup (ADR) | Wuer soll dëst Land higoen, gesellschaftlech, wirtschaftlech, kulturell an an der Welt? Dat ass fir mech déi eigentlech Fro, och an enger Ried zur Lag vun der Natioun. Net nëmmen: Wat mécht d'Regierung dëst Joer? Mee och: Wéi eng Zukunft bereede mir fir eis Kanner vir?

Här Premierminister, mir sinn e Land mat immens ville Kapazitéiten, mat ville Méiglechkeeten, mat vill Talent, an awer ass d'Lag, éierlech gesot, fir sou e Land net gutt. Ze vill Problemer sinn entstanen, goufen net geléist a sinn och hausgemaach.

Wann ech kucken, wat an dësem Land falsch leeft, da gesinn ech virun allem Follgendes an ech soen Iech och, wéi eng Léisunge mir als ADR proposéieren:

Éischtens: Mir hunn eng Wunnengssituatioun, an där Lëtzebuerger mussen an d'Ausland plënneren, well si sech hiert eegent Land net méi leeschte kënnen. Si ginn aus hirem eegene Land erausgedréckt. Dat ass fir eis e politesche Bankrott. An dofir brauche mir beim Wunnengsbau manner Bürokratie, manner deier Oplagen, manner onnéideg Ufuerderunge fir ze bauen – Stéchwuert „AAA-Haiser" –, déi d'Bauen ëmmer méi deier maachen. Mir mussen dereguléieren. An abordabelt a soziaalt Wunne muss prioritär deene Leit hëllefen, déi hei verwuerzelt sinn, déi hei liewen, déi hei schaffen, déi hei wëlle bleiwen, déi an hirer Gemeng wëlle wunne bleiwen.

Zweetens: Mir hu permanent Stau op de Stroossen. Mir erstécken am Verkéier. D'Bevëlkerung ass gewuess, d'Zuel vun den Autoen ass gewuess, mee d'Stroosse sinn nach ëmmer op engem Stand, wéi wann d'Land vill mi kleng wier. An dofir brauche mir en Ausbau vun deene Stroossen, déi d'Land wierklech brauch: eng Nordstrooss mat genuch Kapazitéit, eng Areler Autobunn mat genuch Spueren, Ëmgeeungsstroossen do, wou d'Dierfer an d'Gemengen all Dag am Trafick erstécken. Mir mussen d'Verkéierssituatioun endlech erëm an de Gréff kréien.

Drëttens: Eis Kanner ginn an hirem eegene Land a Crèchen, wou si hir Sprooch mol net méi schwätze kënnen, wou kee se versteet a wou Lëtzebuergesch net méi déi Plaz huet, déi et soll hunn. An dofir soe mir kloer: An de Crèchë muss Lëtzebuergesch geschwat ginn. Eis Sprooch muss hir Plaz halen: an de Crèchen, an der Schoul, am Alldag. Lëtzebuergesch ass net just eng Traditioun. Lëtzebuergesch ass déi Sprooch, déi eis verbënnt.

Véiertens: Mir hunn eng Gesellschaft, déi ëmmer méi auserneendrift. Mir hunn ëmmer manner Integratioun, ëmmer manner Gemeinschaft, ëmmer méi Individualiséierung, ëmmer méi Zersplitterung – och an de Familljen an an der Solidaritéit tëscht de Generatiounen. An dofir brauche mir eng Politick, déi Integratioun a Gemeinschaft fërdert. Mir dierfe Kanner net schonn an der Schoul no Sproochen trennen. Mir sinn dofir géint d'franséisch Alphabetiséierung. Mir wëllen d'Crèchen op Lëtzebuergesch an eng Schoul, déi d'Kanner zesummeféiert, amplaz se a parallell Systemer ze splécken.

Fënneftens: Eis Wirtschaft stagnéiert a riskéiert, net méi richteg un d'Rullen ze kommen. D'Energiepräisser sinn ze héich. D'Betriber ginn duerch d'Bürokratie gebremst an d'Landwirtschaft kritt ëmmer méi Virschréften opgezwongen. An duerfir musse mir dereguléieren a vereinfachen, fir datt d'Wirtschaft erëm Schwong kritt. Mir brauche bëlleg a sécher Energiepräisser, eng technologieoppe Politick. An d'Ideologie muss aus der Wirtschaft eraus. Loosst d'Betriber schaffen, loosst d'Baueren an d'Landwirtschaft schaffen, ouni all déi onméiglech Virschréften!

Sechstens: Mir hunn e risege Problem mam Staatsbudget: ëmmer méi Defizit, ëmmer méi Scholden. An dobäi gëtt de Staat Milliarden aus fir Projeten, déi de Leit hei am Land net direkt hëllefen. An dofir brauche mir e Budget am Equiliber. Mir brauche manner Scholden. Mir mussen oppasse bei de Militärausgaben. Vläicht manner Entwécklungshëllef. An och soss manner Geld, dat einfach erausgehäit gëtt. Mir mussen ophale mat der deierer Klimaideologie an déi Suen huelen, fir datt se de Leit hei am Land zegutt kommen.

M. Tom Weidig (ADR) | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Siwentens: Mir hunn eng Meenungsfräiheet, déi ëmmer méi ënner Drock kënnt. Et gëtt ëmmer méi den Androck, wéi wann de Bierger virgeschriwwe kritt, wat en däerf denken a wat en däerf soen. An dofir brauche mir haut méi Demokratie, méi Referenden, méi Fräiheet fir sozial Meedien, a keng Meldestellen, déi am Endeffekt d'Meenungsfräiheet aschränken.

(Interruption)

Mir brauchen e Staat, deen dem Bierger vertraut, net e Staat, deen de Bierger kontrolléiert.

Aachtens: Mir hunn eng Kriminalitéit, déi ze héich ass. An et geet a ville Beräicher an déi falsch Richtung: vill Drogentourismus, mir hu vill Grenzkriminalitéit. An dat musse mir eescht huelen. Duerfir brauche mir méi Police op der Plaz, méi Befugnisser fir d'Police, an awer och – an dat muss een och soen –: Wien heihinner kënnt, fir kriminell ze ginn, dee muss zréck an deen dierf och net méi heihinner zréckkommen.

Néngtens: Mir kréien net genuch Kanner, an de Pensiounssystem kënnt ëmmer méi ënner Drock. Doduerch gi mer ofhängeg vun enger Wuesstumsspiral. Wann näischt geschitt, da féiert dee Wee a Richtung vun engem Land mat enger Millioun Awunner an nach vill méi Frontalieren. An dat kann dëst Land net einfach esou stemmen. An duerfir brauche mir eng kanner- a familljefrëndlech Politick. Mir mussen de Pensiounssystem laangfristeg ofsécheren. Mir brauchen eng Zukunft fir eis Jonk an e Bevëlkerungswuesstum, deen dëst Land och wierklech droe kann, mat selektiver Immigratioun an ouni onkontrolléierte Wuesstum.

Zéngtens: Mir hunn elo eng geplangte Steierreform, wou mer nach net wëssen, ob se kënnt, well se ganz deier gëtt. Mee déi geet am Fong géint d'Solidaritéit an de Familljе fir déi zukünfteg Generatiounen. An duerfir bräichte mir eng Steierreform, déi d'Solidaritéit an de Familljе fërdert an net ënnergrueft. An eng familljefrëndlech Politick géif och viraussetzen, dass d'Elteren duerch en Elteregeld sollen d'Méiglechkeet kréien, hir Kanner méi selwer ze erzéien.

Alles dat ass d'Lag vun der Natioun och. An hei am Land ass iwwer 20, 30 Joer villes falsch gemaach ginn. Mat de Kapazitéiten, déi Lëtzebuerg huet, misste mir vill méi wäit sinn. Mir hunn en onkontrolléierte Wuesstum, deen ëmmer domadder gerechtfertegt gouf, datt d'Leit doduerch méi räich géife ginn. Mee vill Leit sinn trotz Wuesstum méi aarm ginn. Vill kënnen net méi hei wunnen. Vill fille sech net méi doheem am eegene Land.

An duerfir ass meng Fro un Iech, Här Premierminister: Wou wëllt Der mat dësem Land hin? Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir dann an 10 Joer, an 20 Joer? Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir am Joer 2050? Well et geet net duer, Problemer ze verwalten an hei Moossnamen unzekënnegen. Et muss ee konkreet Ziler hunn, Ziler – an dat wëll ech ënnersträichen an do wëll ech hikommen –, un deenen een och ka gemooss ginn. Et geet drëm, dëst Land qualitativ fit ze maache fir déi Leit, déi hei liewen, hei schaffen, hei Familljе grënnen, hir Kanner erzéien an och an Zukunft nach hei doheem wëlle sinn. Dat ass d'Verantwortung, där mir eis stelle mussen.

A leider ass an de leschte Joren – an dat geet scho laang zréck, dat ware vill verschidde Regierungen – villes an déi falsch Richtung gelaf. A wat maache mir haut tatsächlech? Elo gëtt laang diskutéiert, ob Tripartitt oder net. Dat ass awer net onbedéngt d'Entschlossenheet, déi d'Leit an dëser Situatioun vun der Regierung erwaarden. Eigentlech brauche mir net onbedéngt nei Verhandlungen. Mir brauchen eng Regierung, déi d'Verantwortung iwwerhëlt an déi hausgemaachte Problemer endlech upeekt – Problemer aus de leschte Joren a Joerzéngten.

Et geet och net drëm, hei d'Schold op anerer ze drécken: op déi Parteien, déi deemools do waren. Et geet drëm, dëst Land fit ze maachen. An dat ass d'Aufgab vun eis all a vun der Regierung.

Elo kréie mer eng Tripartitt an, Här Premierminister, Dir wësst warscheinlech esou gutt wéi ech: Eng Tripartitt ass an dëser Situatioun fir Iech geféierlech! Et ginn nëmmen zwou Méiglechkeeten: Entweeder et kënnt net zu engem Konsens, da kritt Dir d'Schold, oder et kënnt zu enger Eenegung an da wäert et wuel an de Meedien an an der Politick séier esou gedréint ginn, dass net Dir, mee d'Gewerkschaften oder de Xavier Bettel den Accord duerchgesat hunn.

(Interruption)

Duerfir passt op! Egal wéi et ausgeet, ...

Une voix | Passt op!

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | ... Dir stitt um Enn mat manner Autoritéit do.

(Interruptions et hilarité)

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An dat ass genau de Mechanismus vun esou enger Tripartitt an esou enger Situatioun.

Une voix | Et ass eng Fal.

M. Fred Keup (ADR) | Si schützt Iech net virun der Verantwortung, si verdeelt se just. An d'Land bräicht am Fong hei eng Regierung, déi kloer Positioun bezitt an déi d'Problemer, déi mir haut hunn, och selwer endlech upeekt.

Ech hunn e puermol gesot: Et feelt e bëssen an der Ried, wéi mir eis eist Land an Zukunft virstellen, 2050, gesellschaftlech, ekonomesch. An dat ass d'Fro vum Bevëlkerungswuesstem, déi eigentlech déi wichtegst Fro ass fir Lëtzebuerg! Dir hutt se hei elo net gestallt, obwuel Äre Virvirvirgänger Jean-Claude Juncker se scho viru Jore gestallt huet: d'Fro nom 700.000-Awunnerstaat, besonnesch am Kontext vun de Pensiounen, déi och dëst Joer net vill Theema waren.

Dëst Joer wäerte mir wuel déi ominéis 700.000 Awunner erreechen. Déi Zuel, déi deemools kee wollt! A schonn deemools war eng grouss Debatt entstanen, well d'Leit déi Problemer gesinn hunn, déi mir haut erliewen. Well d'Haaptursaach, oder d'Mamm vu bal all eise Problemer, läit am massive Bevëlkerungszouwuess, deen d'Resultat vun enger ganz staarker Immigratioun an de leschte Joren ass.

1990 hate mer 380.000 Awunner a ronn 180.000 Aarbechtsplazen. Haut sinn et bal 700.000 Awunner an iwwer 500.000 Aarbechtsplazen. Dësen Zouwuess huet eis an eng richteg Wuesstumsfal erabruecht, sou wéi de Jean-Claude Juncker et virausgesot huet. An d'Problemer ginn net méi kleng, se gi méi grouss: Verbauung, Zersiidlung, Stau, Verloscht vun eiser Kultur, Zerstéierung vun der Natur, Infrastrukturmangel, Personalmangel beim Staat, Aarmut an e Pensiounsproblem, deen ëmmer no hanne verréckelt a méi grouss gëtt.

Mir wëssen, dass een 2,5 schaffend Leit brauch, fir eng Pensioun ze bezuelen. Wat geschitt, wa mer an Zukunft mussen 200.000 Pensiounen an d'Ausland iwerweisen?

An d'Wunnengspräisser? Wie mengt, mir léisen d'Wunnengsnout, andeems mir nach méi Mënschen an d'Land huelen, dee verkennt d'Realitéit. De Wunnengsbau bei esou engem Zouwuess vun der Bevëlkerung ass wéi en Eemer mat engem Lach: E wäert ëmmer eidel bleiwen.

An elo kënnt een a seet: „Mee de Bevëlkerungszouwuess huet eis räich gemaach." An deem äntweren ech: Ronn 20 % liewen hei am Land un der Aarmutsgrenz!

Vill Leit mussen ënnert dem Konkurrenzdrock an d'Ausland plënneren. Dat ass eng direkt Konsequenz. Trotz dem Wuesstum hu mer immens vill Leit, deenen et net gutt geet, an ech si gespaant, ob d'Aarmut an den nächste Joren zeréckgeet.

Jiddefalls kënne mir net esou weidermaachen. Mir musse Weeër fannen, e Wirtschaftswuesstum ze hunn ouni de Wuesstum vun der Bevëlkerung. Dat geet iwwer eng gutt Nischepolitick an Innovatioun. Mir mussen esou wäit wéi méiglech un eiser Souveränitéit festhalen. Déi Nischen, déi mir nach hunn, zum Beispill beim Tubak, beim Bensinn, musse mir behalen a verteidegen.

Lëtzebuerg ka sech och u senge fréieren Erfollegsmodeller inspiréieren, wat och deelweis gemaach gëtt. RTL, SES Astra hu gewisen, wéi e klengt Land mat kuerzen Entscheedungsweeër an intelligente Reglementer staark ka sinn.

A mir hunn eng bedeitend Finanzplaz mat vill Kompetenz, déi mir mussen ënnerstëtzen. Am Beräich vun der Digitaliséierung an der KI läit hei immens vill Potenzial, d'Produktivitéit ze steigeren, ouni – ouni! – méi Leit ze brauchen. An ech wëll hei och ganz kloer soen: D'ADR ass net derfir, de Bevëlkerungswuesstum komplett ze stoppen. Natierlech brauchen eis Wirtschaft an eis Finanzplaz …

(Interruptions)

… héich qualifizéiert Kräften, mee et geet der ADR drëm, aus dem onkontrolléierten e moderaten, geréierbare Bevëlkerungswuesstum ze maachen. E Wuesstum, deen dëst Land wierklech stemme kann an dee verantwortungsbewosst un d'Zukunft vun eise Kanner denkt.

(Interruptions)

Mir brauchen dofir eng selektiv Immigratioun. Mir kënnen net jiddereen hei ophuelen, a besonnesch och net déi, déi mer mat eise Sozialsystemer vu vir bis hanne musse mat duerchzéien.

Eng vun den direkte Konsequenzen ass de Konkurrenzkampf um Wunnengsmaart. An dat ass katastrophal, besonnesch fir jonk Leit. An duerfir bedeit eigentlech e Fortschrëtt, dee mer missten erreechen, dass besonnesch déi Jonk Perspektiven hunn: eng Aarbecht, eng Famill grënnen an en Haus zu Lëtzebuerg. Dat muss erëm méiglech sinn, dat si mer deene Jonke schëlleg, déi hei opgewuess sinn, an dat musse mir als Politick ënnerstëtzen.

Ech kommen zur Souveränitéit. Den Här Premierminister huet a senger Ried vu sengem Interessi u méi Europäescher Unioun geschwat. Méi EU heescht awer gäre manner Lëtzebuerg, méi EU heescht manner Souveränitéit, méi EU heescht manner Fräiheet a méi EU heescht manner selwer entscheeden.

(Interruptions)

Souverän sinn ass fräi sinn. Fräiheet am Land heescht, dass d'Land souverän ass, esou wäit wéi méiglech. D'Regierungen hunn an de leschte Joren ëmmer méi Souveränitéitsrechter un d'Europäesch Unioun ofgetrueden.

(Brouhaha)

Dat soll elo och ëmmer méi fir eis Arméi geschéien.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Den Här Keup huet d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Lëtzebuerg ass kleng a ka sech net eleng verdeedegen. Dofir participéiere mir un Allianzen, wéi der NATO oder der Europäescher Unioun.

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass richteg. Mee d'ADR seet och, dass mer d'Lëtzebuerger Souveränitéit an d'Autoritéit iwwer eis Arméi allzäit solle bäibehalen, bei eis. Natierlech hëllefe mir am NATO-Bündnisfall, mee mir wieren eis dergéint, dass anerer eng Kéier decidéieren, wéini eis Jongen an de Kampf geschéckt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dofir a wéinst villen anere Grënn si mer ganz kloer derfir, dass d'Eestëmmegkeet um EU-Niveau erhale bleift an dass all Asaz vun der Arméi och an Zukunft nëmmen iwwer en Accord vun der Chamber geet. An d'Iddi vun engem belsch-Lëtzebuerger Bataillon, déi ënnerstëtze mir net. An iwwert dës Iddi ass och ni an der Chamber ofgestëmmt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Op internationalem Niveau wiere mir eis dergéint, dass d'EU-Kommissioun sech ëmmer méi als supranational Regierung opspillt. Mir sti fir d'national Souveränitéit, a besonnesch bei Finanzen a Steieren. D'Steiere gehéieren hei an d'Chamber an net op Bréissel!

An eng grondsätzlech Fro ass jo och: Wat geschitt eigentlech, wann e Land, wann e Vollek vun engem Land, wann d'Bierger vun engem Land demokratesch eng Decisioun huelen, iwwer hir Regierung oder iwwer e Referendum, an déi steet dann an engem Konflikt mat Decisioune vu Bréissel? Ass dat dann net och eng Gefor fir eis Demokratie, wou de Wielerwëllen dann eventuell net méi respektéiert gëtt?

Souveränitéit ass net nëmmen e schéint Wuert. Souveränitéit ass d'Fräiheet vun eisem Land a vun de Lëtzebuerger, an déi Fräiheet wëlle mir behalen.

Här Premierminister, ech kommen zum Budget. Den Defizit fir dëst Joer an dat nächst Joer ass eigentlech katastrophal. Mir hunn einfach ze vill Ausgaben an dat féiert zu explodéierende Scholden. Kucke mer op d'Zuelen: Am Joer 2000 louchen d'Scholde bei just 2 % vum BIP a 6 Milliarden Euro. Haut si mer bei iwwer 25 % vum BIP a bal 25 Milliarden (veuillez lire: bal 24 Milliarden) Scholden. Bis 2029 wëll d'Regierung nach emol 6 Milliarden zousätzlech léinen, Da wiere mer bei 30 Milliarde Scholden. Dat ass awer keng verantwortlech Budgetspolitick.

Dobäi beweege mer eis a Richtung 3,5 % vum RNB fir Militärausgaben. Dat sinn iwwer 2,2 Milliarden Euro pro Joer. Dat wieren 8 % vum Staatsbudget fir d'Militär. A gläichzäiteg gitt Der 2026 3,4 Milliarden Euro fir de Klimakampf aus, an am Ganzen 13 Milliarde bis 2029. Dat sinn Zommen, mat deenen een iwwer Joren eist Land bei Wunnen, Gesondheet, Mobilitéit, Familljepolitick strukturell kéint stäerken.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | A mengt Dir net, dass dëst Geld méi sënnvoll an d'Lëtzebuerger Leit investéiert wier, amplaz a gréisstendeels ideologesch motivéiert Projeten, déi am Alldag ville Leit wéineg oder guer näischt bréngen?

Duerfir soe mer als ADR kloer: Mir brauchen en Equiliber am Budget, mir brauchen eng Ausgabebrems, mir brauchen eng Zort Scholdebrems. An eng Regierung muss verantwortlech handelen an net einfach ëmmer weider Scholden opbauen!

Ech kommen zu engem Problem, deen d'Leit am Alldag hunn. Mir kréien eis net méi beweegt zu Lëtzebuerg. Vu Joer zu Joer gëtt et méi schlëmm, amplaz besser. D'Bevëlkerung geet an d'Luucht, d'Zuel vun den Autoen och, mee d'Stroosse sinn zu engem groussen Deel nach ëmmer wéi virun 20 Joer. Dat kann net fonctionéieren. Iwwerall am Land ass et dat selwecht, de Constat ass: Stau! Wou bleift den Ausbau vu ville wichtege Stroossen, zum Beispill der Nordstrooss? De Verkéier ass net méi ze erdroen. Elo héiere mer d'lescht Woch, dass d'Ëmgeeungsstrooss zu Hesper endlech soll gebaut ginn a bis 2037 soll fäerdeg sinn. Zum Verglach: Am Joer 1857 hu mer zwou Eisebunnsstrecke gebaut an de Süde vum Land an Zäit vun zwee Joer!

Une voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass 170 Joer hier. An haut brauche mer fir eng Ëmgeeungsstrooss minimum eelef Joer. Et ginn der warscheinlech méi. Mir fueren all mam Auto, dat gehéiert zu Lëtzebuerg derzou. An dofir soen ech och nach eppes ganz kloer: Am Numm vun der Realitéit, am Numm vun der Industrie an am Numm vun de Leit muss de Verbuet vum Verbrennermotor 2035 komplett gekippt ginn!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | E Verbuet ass keng Zukunftspolitick, dat ass eng Politick géint d'Realitéit vun de Leit.

Une voix | Antiliberal.

M. Fred Keup (ADR) | Sprooch, Integratioun: Fir d'Lëtzebuerger ass d'Lëtzebuerger Sprooch wichteg. An ech wëll gär vun der Regierung wëssen: Iwwer e Plang eraus, wéi genee wëllt Der eis Sprooch – Lëtzebuergesch – erhalen an ënnerstëtzen? A wéi wëllt Der se op EU-Niveau verteidegen? Ech vermëssen hei e kloert, onzweedeitegt Bekenntnis …

Une voix | Et ass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat gi wéi haut.

M. Fred Keup (ADR) | … zur Lëtzebuerger Sprooch, esou wéi den Här Juncker eng Kéier bei senger Ried zur Lag vun der Natioun kloer gesot huet: „Lëtzebuergesch ass eis Integratiounssprooch."

(Interruption)

A wann Dir eng resilient Gesellschaft wëllt, da braucht Dir eng Gesellschaft mat Zesummenhalt, mat gemeinsame Wäerter, mat gemeinsamen Erfarungen a mat engem gemeinsamen Zil. Dat geet net mat Parallellgesellschaften. Zesummenhale geet duerch Integratioun, an dat war ëmmer den Erfollegsmodell vu Lëtzebuerg. Mee amplaz Gemeinsamkeeten, déi

eis staark maachen, drift d'Gesellschaft haut ëmmer méi auserneen – besonnesch an der Schoul. Do plangt den Här Schoulminister un Ärer ganz grousser Revolutioun, der Alphabetiséierung op Franséisch. Dir hutt gesot, dass am aktuelle System zwee Drëttel vun de Schüler benodeelegt sinn, well se an enger Sprooch alphabetiséiert ginn, ...

(Interruption)

... déi si vun Ufank un net kënnen. Dat ass eigentlech eng schlecht Ausso a si ass och e bësse sënnlos, well déi allermeeschte Kanner hei am Land kennen och kee Franséisch vun doheem. An an där Logik misst ee jo da jidderengem seng eege Sprooch als Alphabetiséierungssprooch ubidden, an dat ka jo net goen! Wann zwee Drëttel benodeelegt sinn, well se net op Franséisch alphabetiséiert ginn, sinn dann net och all d'Lëtzebuerger hei benodeelegt, déi besser op Däitsch a Lëtzebuergesch sinn? Wat sot Dir zu engem Lëtzebuerger, deen net gutt Franséisch kann am Alldag an doduerch benodeelegt ass?

(Interruption)

An et ass och net wouer, dass keen eppes verléiert, wéi Dir gesot hutt. An enger Gesellschaft, déi ëmmer méi frankofon gëtt, verléiere logescherweis déi, déi net frankofon sinn!

Une voix | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | Schonn haut gesäit een a verschiddene Lycéeën, dass Beruffsausbildungen op eemol nëmmen nach op Franséisch ugebuede ginn. De Lëtzebuerger, dee besser am Däitschen ass, huet dann en Nodeel. D'Realitéit vu ville Lëtzebuerger ass haut, an dat liest Der ganz vill: Si fille sech ëmmer méi friem am eegene Land!

Une voix | Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Wa mer bei der Schoul sinn, Här Premierminister, eis Schoule ginn duerch ëmmer méi Reformen net besser, mee méi komplizéiert a méi bürokratesch. Ëmmer méi verschidde Systemer, ëmmer méi Duercherneen, ëmmer méi Gremien, ëmmer méi Sektiounen: Mir hunn e richtegen Dschungel un Angeboter, mee doraus entstinn nach laang net méi wierklech Méiglechkeete fir d'Schüler.

Wie bléckt do nach duerch? An ass et nach gerecht, wann déi eng an deem enge Lycée eng Première mat 18 kréien an déi aner an deem anere Lycée awer eréischt mat 19, an dat soll da gläich vill wäert sinn?

(Interruption)

Zur Meenungsfräiheet. Dir hutt geschwat vun de soziale Meedien an Dir wëllt elo déi sozial Meedie fir déi Jonk verbidden.

(Interruption)

Facebook, Instagram, TikTok, WhatsApp, YouTube, Snapchat. An ech soen hei ganz kloer als ADR: Mir si géint dëse Verbuet!

Une voix | Et huet kee gesot, dass se solle verbuede ginn.

M. Fred Keup (ADR) | Dir hutt gesot, bei deene Jonken, wann op europäeschem Niveau näischt geschitt, da géif d'Regierung dat selwer maachen.

(Interruption)

Eis geet e Verbuet op jidde Fall ze wäit. Mir fannen et och net gutt, wa Jonker de ganzen Dag um Handy hänken. Mee firwat wëlle mer kee Verbuet?

Éischtens: D'sozial Meedie sinn haut déi Plattform vun de soziale Kontakter. Fréier war dat de Schoulhaff oder den Telefon, haut ass et eeben online. Do kënne Jonker Verbindunge knäppen, Ënnerstëtzung fannen, Zougehéieregkeet spieren, Saachen, déi si offline net ëmmer méi fannen.

(Interruption)

Zweetens: Et ass eng wichteg Informatiounsquell. Mir all kucken op de soziale Meedien, wat anerer soen, zum Beispill aner Politiker. Firwat soll e Jonke sech op eemol do net méi informéieren dierfen? Et ass wéi bei all anere Meedien, ...

(Interruption)

... der Zeitung oder der Tëlee: Dir fannt vill Guddes an dir fannt och vill Schlechtes. Meedie si Meedien.

D'Léisung ass net ze verbidden, mee déi Jonk ze léieren, kritesch ze sinn, ze filteren a verantwortlech ze handelen. Dat ass Meediekompetenz. An ech froe mech doriwwer eraus och nach juristesch, ob e Verbuet oder eng Aschränkung iwwerhaapt verfassungskonform ass. Mir hunn e Grondrecht op Meenungsfräiheet a mir hunn e Grondrecht op Zougang zu Informatioun. E Verbuet géif dës Rechter direkt beschneiden.

An zum Schluss: Wann d'Politiker zu Bréissel soen, sozial Meedie missten ëmmer méi reguléiert ginn, da froen ech mech, wéi vill Fräiheet dann nach bleift fir aner Meenungen? A wann ee vu verschiddene Politiker héiert, sozial Meedie wieren eng Gefor fir d'Demokratie, dann heescht dat dach an der Realitéit oft: D'sozial Meedie sinn eng Gefor fir eis Muecht!

Une voix | Voilà!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | A wie verbitt an zenséiert?

(Interruption)

Dat maachen dach eigentlech net d'Demokratien.

Mir als ADR stinn dofir, dass d'Meenungsfräiheet e Grondrecht bleift, och online. Mir wëllen d'Demokratie net duerch Verbueter schützen, mee duerch Fräiheet.

(Interruption)

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Mir brauchen natierlech nieft der Fräiheet och Sécherheet.

Beim leschten État de la nation hat den Här Premierminister gesot, dass déi momentan Situatioun, wéi zum Beispill am Garer Quartier, d'Fräiheet vun de Leit limitéiert, déi do liewen, an dass ee wéilt d'Rechter op fräi Beweegung an e fräit Liewen do erëm assuréieren. An ech mengen, dass dat och héich Zäit gëtt. An duerfir misste mer och eppes maachen: transparent an éierlech berichten, Statistike maachen, kloer Donnéeën, méi Police op der Plaz – maacht Der och –, am ëffentlechen Transport, méi Befugnisser fir d'Police. D'Poliziste mussen duerchgräife kënnen, sech am Noutfall verteidegen, mat Platzverweis. Dat soll elo endlech kommen. Séier a konsequent Verurteelunge bei de Geriichter, a Krimineller, déi net vun hei sinn, déi solle konsequent ausgewise ginn. Intensivtäter aus dem Ausland gehéieren net heihin!

An ech wëll Iech nach eng Statistik hei ginn, wa mer eis vergläiche mam Département de la Moselle, hei vir a Frankräich, Metz, Diddenuewen: Si hunn d'lescht Joer bei den Iwwerfäll 36 Iwwerfäll op 100.000 Awunner gehat a mir haten der 108 op 100.000 Awunner, also dräimol méi bei eis.

(Interruption)

Dofir, grenziwwerschreidend Kriminalitéit, Drogentourismus musse mer bekämpfen, och mat méi grenziwwerschreidender Kollaboratiouun. Déi musse mer verstäerken. A villes vun deem, wat mir fuerderen, huet den Här Premierminister och ugekënnegt. Dat begréisse mer, well d'Sécherheet ass fir d'ADR eng Prioritéit. Lëtzebuerg war mol eent vun de sécherste Länner an Europa a mir mussen alleguer dru schaffen, dass et et erëm gëtt.

Zum Schluss wëll ech mech nach ganz direkt un déi Jonk hei am Land riichten, un all déi, déi tëschent 20 an 30 Joer sinn, déi schaffen, studéieren, ...

(Interruption)

... eng Ausbildung maachen a grad probéieren, hire Wee am Liewen ze fannen: Wann s de als Jonken haut däi Studium gemaach hues oder scho schaffs, da spiers de et. Du méchs vläicht villes richteg, du stees op, du schaffs, du spuers, du probéiers, däi Liewen op d'Rei ze kréien, an trotzdeem bleift um Enn vum Mount bal näischt iwwereg. Du bass net liddereg, du gëss däi Geld net einfach fir Blödsinn aus, du hues net versot an trotzdeem ass däi Liewe vill méi deier ginn. De Loyer frësst e groussen Deel vun enger Pai. D'Energiepräisser, Versécherung, Liewensmëttel – alles ass méi deier ginn. Vun enger eegener Wunneng bass de als Jonken haut méi wäit ewech wéi däi Papp oder däi Grousspapp, wéi si sou al ware wéi s du haut. Dat ass kee perséinlecht Versoen. Dat ass e System, dee sech an de leschte Joerzéngte grondleeënd geännert huet.

Zu Lëtzebuerg sinn d'Präisser fir eng normal Wunneng an de leschte 15 Joer ëm iwwer 100 % geklomm, vill méi staark wéi d'Léin. Fréier huet ee fir en Haus aacht bis zéng Joresgehälter gebraucht, haut sinn et der locker iwwer 25. A vill jonk Leit bezuelen haut fir eng 50-Quadratmeeter-Wunneng méi Loyer wéi hir Eltere fréier fir de Kreditt vun engem ganzen Haus bezuelt hunn. Dozou kënnt. zënter Joerzéngten ass eis Gesellschaft ëmmer méi individualiséiert ginn. Vill Strukturen, déi d'Leit fréier gehalen hunn, si méi schwaach ginn: Famill, Noperschaft, Veräiner, d'Kierch, Duerfgemeinschaften, gemeinsam Ritualer, gemeinsam Wäerter, gemeinsam Verantwortung. Fréier gouf et net nëmmen de Staat, et gouf och eng Gesellschaft, déi gedroen huet. Familljen hunn zesummegehal, d'Noperen hu sech kannt, d'Veräiner hunn d'Leit zesummebruecht. Et gouf e Kader, deen net perfekt war, mee dee ville Mënschen Halt ginn huet. An haut ass dat fir vill Leit manner selbstverständlech. Mir hu manner grouss Familljen, manner Verbindlechkeet, manner Kanner, méi Leit, déi eleng sinn, méi elengerzéiend Elteren, méi Leit, déi sech duerchschloe mussen.

A gläichzäiteg ass de Staat ëmmer méi grouss ginn, ëmmer méi Hëllefen, ëmmer méi Transferten, ëmmer méi Sozialausgaben, ëmmer méi Programmer. Dat kléngt op den éischte Bléck gutt. A ville Fäll ass Hëllef jo och néideg. Mee et huet och e Präis. Well wann d'Gemeinschaft méi schwaach gëtt, da muss de Staat ëmmer méi ënnerstëtzen. E muss se ersetzen. A wann de Staat se ëmmer méi ersetzt, da gëtt et ëmmer méi deier.

An dëse Präis bezilt haut virun allem eng Generatioun, an dat sinn déi Jonk. Kuckt Iech den Aarbechtsmaart un. Haut kréien déi Jonk hiert ganzt Liewe laang gesot: „Maach eng gutt Schoul, maach eng gutt Ausbildung, studéier, da kriss de eng sécher Aarbecht, eng gutt Pai, eng Wunneng an e gutt Liewen!" Haut maachen esou vill Leit Uni wéi nach ni, an trotzdeem ass och e gudden Diplom keng Garantie méi fir e Liewen ouni Suergen. Och e Masterdiplom ass net méi automatesch e séchere Wee zu engem gudde Liewen. Et gëtt ëmmer méi Diplomer, mee net automatesch méi Perspektiv.

An dann d'Pensiounen: Eise System fonctionéiert nom Umlageverfahren – déi, déi haut schaffen, bezuelen

d'Pensioune vun deenen, déi haut an der Pensioun sinn. Fréier koumen op ee Pensionéierte méi wéi dräi Persounen, déi geschafft a cotiséiert hu fir deem seng Pensioun. Fir den aktuelle System ze erhalen, bräichte mir eigentlech 2,5. Mee mir ginn a Richtung vu manner wéi 2, mir ginn a Richtung 1.

A wann ëmmer méi Leit an d'Pensioun ginn, da kann et iergendwann net méi fonctionéieren. An déi kleng Reform, déi mer 2026 gemaach hunn, war néideg, mee si weist virun allem eent: De System gëtt deier. Fir déi Jonk gëtt en nach méi deier. Dir als Jonk bezuelt haut schonn iwwer Steieren, Cotisatiounen an Ofgaben un Entscheedungen, déi virun ärer Zäit getraff goufen. Dir bezuelt un de Scholden, un de Renten, dir bezuelt un de Sozialleeschtungen. A wann dir eng Kéier selwer an d'Pensioun wëllt, da muss ee sech éierlech d'Fro stellen, ob dee System dann nach esou fonctionéiere wäert, well et kann net esou weidergoen.

An déi nächst Generatioune wäerten d'Rechnunge bezuelen, d'Rechnunge fir méi deiert Wunnen a manner Kafkraaft, d'Rechnunge vun de Scholden, déi haut gemaach ginn, d'Rechnunge vun de Pensiounen, déi haut bezuelt ginn, an d'Rechnung vun engem Wuesstumsmodell, deen ëmmer méi Leit am Land brauch, fir Problemer ze léisen, déi duerch dëse Wuesstum selwer awer rëm eng Kéier nach méi grouss ginn. A wa mir éierlech sinn, da muss ee soen: Et gouf Generatiounen, déi an enger Zäit grouss gi sinn, wou et wirtschaftlech bal ëmmer no uewe gaangen ass. Si hu vill geschafft, si hunn opgebaut, mee si haten och eng historesch Chance, eng Zäit, an där Wunnen, Famill, Aarbecht an Opstig fir vill Leit méi realistesch ware wéi haut.

(Interruption)

Fir déi nei Generatioun ass dat net méi esou.

(Interruptions)

An ech soen Iech, dir eleng als Jonker kënnt de System net reparéieren, mee dir sidd och net machtlos. Dir musst Iech fir d'Saachen interesséieren, an dräi Saache sinn haut wichteg:

Dir dierft Iech net aschléifere loossen. Verstitt, wéi d'Finanzen, d'Scholden, d'Pensiounen, d'Wunnen an de Staat fonctionéieren. Verstitt, wéi politesch Entscheedungen haut d'Liewe vu muer bestëmmen. Well déi, déi dat net verstinn, bezuelen um Enn meeschtens d'Rechnung. Dann decidéieren déi, déi et verstinn.

Zweetens: Bleift net eleng. Baut op staark Familljen, Frëndschaften, Veräiner, Noperschaften, Gemeinschaften. De Staat kann hëllefen, mee e kann net alles ersetzen. E kann net d'Famill ersetzen, e kann net d'Vertrauen ersetzen, e kann net d'Léift, d'Verantwortung, d'Noperen, déi Leit, déi hëllefen, an den Zesummenhalt ersetzen. Zu zwee, zu méi an enger Famill, an engem Veräin, an enger Gemeinschaft ass de Mënsch méi staark wéi eleng.

An drëttens: Dir musst Är Zukunft zréckfuerderen. Akzeptéiert net, datt fir Iech just nach Loyer, Scholden, Stau, onsécher Pensiounen an ëmmer manner Perspektiv iwwregbleiwen. Eng jonk Generatioun huet d'Recht op eng Zukunft, op Aarbecht, op Wunnen, op Famill, op Sécherheet, op Fräiheet an op e Land, dat si nach droe kann. Dat sinn also net nëmmen ..., datt si net nëmmen d'Generatioun sinn, déi d'Rechnunge bezuele muss.

An duerfir muss d'Politick endlech liwweren, duerfir brauche mer bezuelbar Wunnengen, duerfir brauche mer staark Famillen an eng Politick, déi dat erméiglecht, duerfir brauche mer e verantwortungsvollen Ëmgang mat Staatsfinanzen an duerfir brauche mer manner Scholden a mir brauchen och eng Pensiounsreform, déi net nëmmen déi nächst Walen iwwersteet, mee och nach fir déi gerecht ass, déi haut 25 Joer hunn. A mir brauchen eng Wirtschaftspolitick, déi Jonken erëm d'Méiglechkeet gëtt, sech eppes opzebauen.

D'Generatioun vun haut, déi nei, huet d'Chance, Lëtzebuerg nei ze prägen, mee et geet nëmmen, wa mir ophalen, Problemer op muer ze verréckelen, wa mir ophalen, op de Staat als eenzeg Äntwert ze waarden, wa mir rëm Verantwortung iwwerhuelen als Bierger, als Familljen, als Gemeinschaft an als Politick.

An duerfir geet et ëm Perspektiv an et geet ëm Gerechtegkeet an et geet ëm eng Zukunft vun engem Lëtzebuerg, dat och senge Wuerzelen trei bleift a seng Sprooch behält a seng Fräiheet verdeedegt, seng Familljestäerkt, seng Sécherheet garantéiert an deene Jonken eng Perspektiv gëtt. An dat ass eis Verantwortung. An déi Verantwortung däerfe mir net op déi vu muer verréckelen. Dofir sti mir op jidde Fall als Alternativ Demokratesch Reformpartei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt! Tipptopp!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech hunn nach eng Wuertmeldung, den Här Fayot wëllt Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi Fro un, Här Keup?

M. Fred Keup (ADR) | Jo gären.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, dann ass et un Iech.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll dem Här Keup just e puer kuerz Froe stellen. Dir hutt gesot, Här Keup, dass Der wëllt d'Entwécklungshëllef erofsetzen, wéi ech Iech dat viru véier Joer hei an der Chamber virausgesot hunn. Ech si frou, dass Der dat elo haut confirméiert. Wéi ech gesot hunn, dass et dat ass, wat all d'Rietsnationalisten doruechter an Europa maachen, hutt Der mech vernannt, an eng Partie Leit hei, déi dat och nach deemools plus ou moins ënnerstëtzt hunn. Ech mengen, haut ass jiddwereen ..., ass et kloer, wou mer do sti mat Iech. Ech mengen, dat ass eng ganz schlecht Iddi.

Une voix | O!

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech halen et do mam Charel Goerens vun der DP, dee mengt, gradesou wéi ech, dass dat e smarten Investment ass fir e Land, vill ze investéieren an d'Entwécklungshëllef. An ech wëll Iech froen, wou Der da wëllt spueren. Wéi vill wëllt Der schneide bei der APD? A wat fir enge Beräicher wëllt Der se erofsetzen? Sot eis dat, wannechgelift, ganz konkreet hei, wann Der dat elo hei an de Raum setzt.

Dir hutt och gesot ...

M. Fred Keup (ADR) | Also ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ech hunn nach eng zweet Fro. Dir hutt vu selektiver Immigratioun geschwat. Dir hutt gesot: „Mir wëllen net all d'Immigranten hei a virun allem net déi, déi mer musse supportéieren." Da géif ech Iech gär froen: Wat fir eng Immigranten hätt Der da gär? Wat sinn dann déi gutt Immigranten, déi d'ADR gären hei hätt fir d'Land, wann Der par ailleurs awer kee Wuesstum wëllt oder manner Wuesstem wëllt? Dir wësst natierlech, dass dat ... Mir schwätzen da warscheinlech vun deene gudden, qualifiéierten, wäissen Immigranten, déi fir de Finanzsecteur schaffen, déi awer trotzdeem vill zum Wuesstum bäidroen an déi och net wéineg zur Deierecht vun eise Wunnenge bäidroen. Dofir sot eis dat, wannechgelift, ganz kloer, wat fir eng Immigratioun Dir gären hei fir Lëtzebuerg hätt.

An dann nach eppes zu Europa. Europa, Här Keup, dat ass kee Supermarché. Dat ass net eppes, wou ee sech alles erauspickt, wat ee gären huet, an dat anert leie léisst. Europa ass e Geben und Nehmen. An ech géif gär froen: Wat mengt Dir, dass eis Souveränitéit wäert ass ouni e staarkt, integréiert Europa, wou Lëtzebuerg seng Plaz huet? Wat ass eis national Souveränitéit, déi vun engem Zwergstaat wéi Lëtzebuerg, wäert ouni e staarkt Europa?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci fir déi Froen. Jo, bei der Entwécklungshëllef wëlle mir scho laang erofschrauwen, also net eréischt säit der Ukënnegung oder Fro vun der Regierung virun e puer Méint, fir dat eventuell a Consideratioun ze zéien. Mir denken zum Beispill, amplaz 1 % kéint een op déi 0,7 % goen, wéi et am Fong virgesinn ass. An déi meescht Länner si jo nach vill drënner, dat heescht, da wiere mer nach gutt. An dann hätte mer awer och an dëser Situatioun, déi dramatesch ass fir eis Finanzen, e puer Sue méi fir eis hei.

Dann hutt Der geschwat vu selektiver Immigratioun. Effektiv, ech sinn der Meenung, dass, wa mer Immigratioun hätten, da musse mer et maache wéi quasi all Land op der Welt, Kanada, wat weess ech, déi meeschte Länner, déi kucke ganz genee, wie bei si erakënnt, an déi huelen déi Leit, déi eng staark Plusvalue bréngen: dat, wat haut an der Wirtschaft – ech hunn dat Wuert net gär – „Talenter" genannt gëtt. Dat ass ganz kloer. An op där anerer Säit musst Der eng Immigratioun bremse vu Leit, déi kommen, déi Der duerch d'Sozialsystemer musst zéien. Dat ass jo kloer. Et huet och näischt mat der Hautfaarf ze dinn! Ech kann Iech do berouegen.

An déi drëtt Fro, dat ass déi mat Europa. Mir stinn natierlech zu enger Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun. A mir hunn och nach ni gesot, dass mer do wéilten eraus, fir dat emol sou ze soen. Mir sti fir en Europa vun den Natiounen. Dat heescht, wou esou wäit wéi méiglech och zesumme geschafft gëtt, awer wou d'Länner eng gewësse Souveränitéit behalen, notamment a Steierfroen, notamment a Finanzen an och an anere Beräicher, wou eis d'Souveränitéit dann awer wichteg ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, datt mer no der Ried vun der Madamm Sam Tanson eng kuerz Paus maachen an de Mëtten da weiderfueren. Elo huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Halbzeit. Am Fussball ass dat den Ament, wou een an de Vestiär geet, nach emol vum Trainer motivéiert gëtt, nach wichteg Ajustementer kënne gemaach ginn an d'Taktik och kann ugepasst ginn. Et ass also nach net ze spéit, och net fir d'CSV/DP-Regierung, quitte datt scho ganz vill Zäit vergaangen ass – an onsen Aen ze vill –, an där Selbstgoler, eng rout Kaart, e puer Eelefmeeteren duerch zolidd Fouls an och nach Gestreits an der Ekipp fir vill Problemer gesuergt hunn.

Et hëlleft och näischt, wann een Deel vun der Ekipp sech e bëssen um Terrain ausrout an nokuckt, wéi déi aner Feeler maachen, an och nach schéngt e bësse Pleséier doraus ze zéien. Är Halbzeit ass elo d'Tripartitt, eng Tripartitt, an déi Dir, Här Premierminister, e bëssen hannerrécks eragitt. Eng Tripartitt, déi an Etappe stattfënnt, wou sech elo schonn erëm medial e bësse waarmgelaf gëtt an an där Dir matzendran hei elo dësen État de la nation ofhale kommt,

an deem Der awer – Dir hutt et selwer e puermol gëschter betount – net wierklech alles soe kënnt, well villes jo vun deem ofhänkt, wat elo wäert verhandelt ginn.

D'Lag vum Land ass eng fragill an d'Perspektiv, déi mer hunn, hänkt vun Ärem Verhandlungsgeschéck of. Déi zweet Hallschent, déi decidéiert sech en fonction vun deem, wéi Dir elo aus dem Vestiär vun der Tripartitt erauskommt.

An et kann ee sécher vill doriwwer soen, wéi et elo dozou koum, wéi geschwächt Der potenziell eragitt, wéi skurril den Timing ass. Mee eigentlech ass dat alles niewesächlech.

Dat, wat zielt, ass d'Resultat. Et ass elementar, datt elo endlech nees jiddwereen un engem Dësch sëtzt, an et ass essenziell, datt et zu engem gudden Accord kënnt fir d'Entreprisen an d'Mënschen, déi hei am Land wunnen a schaffen.

„Et ass esou e Gefill bei de Leit, datt eppes muss geschéien." Dat sot de Michel Wolter virun e puer Deeg an engem Radiosinterview, net deen um 100,7, dee bei RTL. An ech mengen och, datt dat stëmmt. Mir liewen an enger komplizéierter Welt, an enger komplizéierter Zäit. De Covid ass mental bei ganz ville Leit net verdaut, insbesonnesch bei deene Jonken, déi hei extreem vill Bagage mat op de Wee kruten.

Nei Kricher briechen aus a bestoender zéie sech gefillt endlos hin. Déi global a virun allem och déi europäesch Ekonomie ginn an eng zimmlech onsécher Zukunft. De Klima an d'Ëmwelt weisen ons hir Grenzen op an erënneren ons drun, datt se musse geschützt ginn. An iwwer all deem gesi mer Differenzen tëschent Aarm a Räich, déi ëmmer méi staark ginn, ëmmer méi visibel ginn. D'Resultat, op dat d'Politick an eisen Ae muss Äntwerte liwweren, dat sinn, nieft dem Risiko vu Stëllstand, virun allem och déi wuessend sozial Ongerechtegkeeten.

Déi eng iwwerleeë sech, ob se sech krank melle mussen zum Enn vum Mount, well se hiren Tank net méi bezuele kënnen. Déi aner fléie mam Privatjet e puer Dausend Kilomeeter, fir shoppen ze goen, a bezuelen deemno wéi och keng Steieren op hiert Verméigen oder op alle Fall net an deem selwechte Mooss wéi déi Leit, déi géint eng Remuneratioun schaffe ginn.

Dat ass d'Weltlag, Här Premierminister. An natierlech, Dir sidd net heifir verantwortlech. Mee et ass déi Situatioun, an där Der musst regéieren. Eng änlech wéi d'Virgängerregierung, mam Ënnerscheed allerdéngs, datt d'Covidkris wierklech iwwerraschend koum an et zënter dem Ukrain-Krich an de Walen an den USA awer méi wéi däitlech war, datt déi international Situatioun wackeleg wier.

Dir sidd jo e bekennenden Optimist, Här Premierminister. An et ass scho wichteg, grad och an enger féierender Roll, drun ze gleewen, datt d'Saache sech nees zum Gudden dréine kënnen. Gradesou elementar ass et awer, sech bewosst ze sinn, datt deem och net esou ka sinn, a mat der néideger Virsiicht ze handelen. Déi huet Iech bis elo e bësse gefeelt, d'ailleurs och gëschter an Ärer Deklaratioun, dat an dat néidegt Gescheck, déi néideg Empathie am Ëmgang mat de Sozialpartner an aneren.

Ech maachen awer haut keng Ried zur Lag vum Luc Frieden. Ech sinn d'ailleurs net der Meenung, datt déi Situatioun, an där dës Regierung ass, an där se laut Sondagen ass – a jo, et sinn nëmme Sondagen, Bestandsopnamen –, ech sinn net der Meenung, datt dat eng Situatioun Luc Frieden ass. Dir hutt sécherlech Äert dozou bäigedroen, mee och wann Dir am Rampenlicht stitt, krut Dir äifreg Ënnerstëtzung vun Ärer ganzer Ekipp. Dir sidd sécher net eleng responsabel fir de Stëllstand an d'Onsécherheet, déi dës Regierung produzéiert.

Dat, wat awer feststeet, ass, an do kënnt op d'mannst en Deel vum Sondagefrust hier: Är Partei an der Oppositioun an Dir selwer am Walkampf hutt esou vill versprach, mee Dir hutt séier wéineg vun all deene Versprieche gehalen. A wann ee sech freet, wéi dat méiglech ass, da gëtt et zwou Explikatiounen: entweeder en totaalt Onwëssen iwwert d'Realitéiten hei am Land, d'Plaz vun de Gewerkschaften, d'Negociatiounsmechanismen am Gesondheetssecteur, d'Prozeduren, déi hir Zäit huelen an enger Demokratie, oder awer et goufe bei de Wale bewosst Versprieche gemaach, wou engem kloer war, dass ee se net géif anhalen. Ech weess, éierlech gesot, net, wat méi schlëmm ass.

An ech denken, dat ass och ee vun den Haaptproblemer vun dëser Regierung, an duerfir leit och grad d'CSV dorënner. Dir hutt Är Versprieche gebrach. Elo kéint ech natierlech als Oppositiounspolitikerin soen: „Tant mieux", well do waren der derbäi, déi zimmlech problematesch waren.

Mee ech gesinn dat net esou. Et stéiert. Et stéiert natierlech, well Der déi fréier Regierung an der leschter Period mat Saachen attackéiert hutt, déi Der haut ganz anescht maacht wéi dat, wat Der deemools sot, sief et bei der Fro vun der Staatsverschëldung an der virsiichteger Finanzpolitick, sief et an der Educatiounspolitick, sief et bei de Reformen an der Gesondheetspolitick. Mee dat si just perséinlech Befindlechkeeten, iwwert déi een natierlech kann ewechgoen.

Et stéiert virun allem, well doduerch och Vertrauen an d'Politick verspillt gëtt, an Decisiounsprozesser, an demokratesch Institutiounen. Dir hutt vill versprach, Dir hutt bis elo net geliwwert. An da kënnt nach derbäi, datt Der d'Fakten net oppen a richteg duerleet.

Ech kommen awer elo zum État de la nation. Wéi geet et dem Land? Ech kucken dofir op véier Beräicher: d'Finanzen, d'Santé, de Logement an natierlech Klima an Ëmwelt.

Ugefaang bei der Finanzpolitick, engem Volet, deen ech gëschter komplett vermësst hunn, deen awer d'Basis vun all Decisioun ass, déi hei am Land ka geholl ginn, an den Ament an enger ganz kriteschter Situatioun ass. Dir sot an engem rezente „Paperjam"-Interview, Dir wiert besonnesch houfreg op d'Kohärenz vun der Regierungspolitick: „Les deux partis de la majorité sont alignés pour faire avancer le pays." Ech mengen, ech brauch dat net ze kommentéieren.

Dir sot an deem selwechten Interview, Dir hätt nees Wuesstum erschaf mat alle positive Konsequenze fir den Emploi an d'Steierrecetten, déi dat géing mat sech bréngen.

De Chômage zu Lëtzebuerg läit bei 6,3 %! E geet kontinuéierlech an d'Luucht zënter 2023. Mir hu 24.000 Mënschen hei am Land, déi eng Aarbecht sichen a keng fannen. Den FMI nennt den Aarbechtsmarché „sluggish". Nach méi besuergniserreegend ass awer de Chômage vun de Jonken. Deen ass méi héich bei ons wéi an der EU-Moyenne a läit bei 20 %. Dat ass 1 Jonke vu 5 ënner 25 Joer, dee keng Aarbecht huet an eng sicht. 1 vu 5 jonke Mënschen, déi sech eng Zukunft wëllen opbauen, mee net virukommen. 1 vu 5, déi blockéiert si bei der Aarbecht an domadder engem wichtege Schrëtt an d'Erwuesseginn, Richtung eege Wunneng, finanziell Onofhängegkeet, Richtung eege Famill, déi blockéiert sinn an hirem Glawen, datt och si eng gutt Zukunft kënne kréien.

Wat sinn d'Äntwerte vun der Regierung heirobber am Schoulsystem, an der Orientéierung, bei der Sich no enger Aarbechtsplaz, an der Incitatioun, engem Jonken eng Chance ze ginn? Mir hunn hei méi en héije Jugendchômage wéi Italien, Griicheland a Portugal, Länner, déi derfir bekannt sinn a waren.

Wat bedeit dat fir ons Zukunft, Här Premierminister, fir d'Zukunft vun deene Jonken, wa se keng oder net séier eng Aarbecht fannen? A wat heescht dat fir onse Schoulsystem? Ech vermësse ganz konkreet Pisten an dësem Beräich.

Mee zréck bei d'Aussoe vu „Paperjam". Och d'Steierrecettë ware beim éischten trimestrielle Bilan méi niddreg wéi geplangt an d'Depensë gi méi séier erop wéi d'Recetten. De CNFP warnt an engem Schreiwes déi lescht Woch virum Ofhuele vun de Steierrecetten. An der Tëschenzäit haalt Der awer weider un der Baisse vun der Betribssteier fest. Op d'mannst hutt Der gëschter net de Géigendeel gesot, och wa mer opgefall ass, datt Der et net ernimmt hutt.

Dir sot hei am Fréijoer, Är lescht Baisse hätt souguer méi Recettë generéiert. Mee de Finanzminister war bis elo net bereet, dat an der Kommissioun ze ënnerschreiwen. Meng Demande an deem Sënn steet och schonn eng ganz Zäitchen op.

Elo sot Der mer: „Jo, mee déi international Situatioun ass schlecht. Dofir kënne mer näischt."

Dozou eng Säitennott: Dir hat bis elo de Framing, Dir hätt souzesoen d'Land nees gerett no der schlechter Gestioun iwwert déi lescht Joren, mat alle Krisen, déi et do gouf. Elo sot Der dann, dat wier alles net Är Schold, well et wier dem internationale Kontext geschëlt. Anescht gesot: Wann et gutt geet, ass et Äre Meritt. Wann et schlecht geet, ass et den internationale Kontext.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech géing mer hei e bësse méi Éierlechkeet am Debat erhoffen.

(Interruption)

A jo, ech erkennen un, datt déi international Situatioun kritesch ass an datt dat e risegen Impakt op ons oppen Ekonomie huet. Dat, wat ech net unerkennen, dat ass, dass et iwwerraschend kënnt, datt een net hätt kënne virbauen.

Dës Regierung huet bis elo déi finanziell Situatioun schéigeriet, mee dat geréit ëmmer méi an d'Bréckelen. An ech hätt mer vun Ärer Säit gëschter net nëmmen eng Analys vun der aktueller finanzieller Situatioun erwaart, mee och konkreet Annoncen, wéi Der gedenkt, d'finanziell Situatioun vum Land fir d'Zukunft ofzesécheren.

Dir sot gëschter, Dir wéilt eng Politick mat Wäitsiicht maachen. Dat kann ee bei der Finanzpolitick vun dëser Regierung definitiv net erkennen. D'Fondatioun IDEA huet an hirem leschte Rapport geschriwwen, d'Finanzpolitick vun dëser Regierung kéint bewosst de Spillraum vun der nächster Regierung aschränken, de Spillraum, fir do ze investéieren, wou d'Land an d'Leit et brauchen: a Schoulen, am Wunnengsbau, bei de Sozialleeschtungen, am Klimaschutz. Ech kommen duerno drop zréck.

Dir hutt hei eng Responsabilitéit, datt dat net geschitt, an Dir kënnt och net einfach Äre Finanzminister gewäerde loossen. Et geet net duer, dovun ze schwätzen, datt Der d'Land op d'Zäit no den nächste Wale wëllt preparéieren, wéi Der dat gëschter sot. Dir musst et och wierklech maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir schwätzt gäre vu „verantwortungsvoller Finanzpolitick“, vun „zolitte Staatsfinanzen“, vu „Lëtzebuerg fir d’Zukunft stäerken“. Mir awer kréien drop an dowidder schlecht Notte vun nationalen an internationalen Institutiounen, FMI, CNFP, IDEA an esou weider.

De CNFP huet déi lescht Woch en „dérapage budgétaire incontestable“ festgestallt a kritiséiert e „manque de transparence“ an de Regierungsprevisiounen. E seet souguer: „Une révision à la baisse d’une telle ampleur [...] ne s’était encore jamais produite par le passé.“ Den Defizit 2025 läit bei 2 % vum PIB, amplaz den 0,6 %, déi geplangt waren. De Statec schätzt den Defizit fir 2026 op 1,143 Milliarden, net déi 400 Milliounen, déi gestëmmt goufen. An d’Depensë vun der Zentraladministratioun sinn am éischten Trimester 2026 ëm 8,6 % gewuess, wäit iwwer all europäeschem Richtwäert. Do dernieft kënnt ee guer net méi no mat alle Rektifikatiounen, déi gemaach gi par rapport zu deem, wat gestëmmt gouf, a par rapport zu deem, wat notifiéiert gëtt. Transparenz, Här Premierminister, an dëser wichteger Fro, där vum Budget, ass eppes aneres.

Also dat mannst, wat ee ka soen: D’steier- a finanzpolitesch Rechnung vun dëser Regierung geet bis elo alles aneschters wéi op. An d’Tendenz weist weider an déi falsch Richtung. No zwee an engem hallwe Joer schielt sech ëmmer méi kloer eraus: Déi vun der Regierung versprache wirtschaftlech Dynamik duerch méi Steiererliichterungen a manner Paperassen, déi ass weeder do nach um Horizont ze gesinn.

Stand haut huet dëst Land eng Regierung mat engem wirtschafts- a finanzpolitesche Rezept, dat net fonctionéiert wéi versprach. De Bilan ass schlecht, d’Aussiichten op Besserung à politique constante och. Dat ass also d’Lag vun de Finanzen den Ament, meilewäit ewech vum Kärverspriechen, dat een esou ka resüméieren: eng éierlech, virsiichteg a verantwortungsvoll Finanzpolitick fir déi breet Mëtt.

Datt Der den éischten Deel heivun net erfëllt hutt, dat hunn ech elo duergeluecht. Bleift den zweeten Deel. Fir wien ass déi Politick? Fir wie gëtt se gemaach? Ass d’Mëtt wierklech deen Deel, deen am meeschte profitéiert vun deem, wat dës Regierung mécht a virun allem wat se net bereet ass ze maachen?

Als Beispill: Et ass elo scho vill vun där faméiser Steierreform geschwat ginn. Dir haalt doru fest, no der Premiss „Et soll kee verléieren“, bei där a Wierklechkeet Leit mat engem Joresakommes vu 500.000 Euro nach zousätzlech entlaascht ginn, zousätzlech zu Steiervirdeeler fir Investisseuren oder zum Verschleefen a Verwässeren am Logement, vun deenen och virun allem dës Gruppen am grousse Stil profitéieren. Wann d’Regierung vun der Mëtt schwätzt, da mengt se domadder offensichtlech net déi selwecht Leit, wéi wa mir vun der Mëtt schwätzen. Déi Mëtt vun der CSV/DP-Regierung, déi fänkt zimmlech wäit uewen an der Gesellschaft un.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | D’Steierreform méi sozial gerecht nozebesseren a se wierklech op déi reell Mëtt vun der Gesellschaft auszeriichten, dat ass eis Fuerderung. An net nëmmen eis. Souguer de President vun der Chambre de Commerce huet viru Kuerzem an engem Artikel gefrot: „Ne serait-il pas sage de revoir la copie en ciblant les mesures davantage en faveur des contribuables à faibles revenus ?“ Ouni Äntwert op dës Fro gesi mir eng Reform, déi ab 2028 riskéiert, alljoers e Milliardelach an déi souwisou scho fragill Staatsfinanzen ze rappen.

Ma wie géif dorënner leiden? Déi Leit, déi op staatlech Leeschtungen zielen. Dat sinn net just Stéit, déi Sozialhëllefe bezéien. Et sinn och Stéit, déi vläicht an Zukunft nach e Subsid fir en Elektroauto oder eng energeetesch Sanéierung brauchen. Stéit, déi och an Zukunft en Invest an Infrastrukture wéi Stroossen, Schoulen, den ëffentlechen Transport wëlle gesinn. A Stéit, déi net iwwermuer, no de Walen, hir Steierlaascht erëm massiv wëlle klamme gesinn, wann d’Wett net opgeet fir de Finanzminister. Dat ass déi breet Mëtt vun der Gesellschaft. Dat sinn net Leit, déi 300.000 oder 500.000 Euro am Joer verdéngen. Et ass Etiketteschwindel, Steiererliichterungen un dës Zilgrupp als „Politick vun der breeder Mëtt“ ze verkafen.

Déi reell Mëtt, déi dréit a Wierklechkeet de Risiko, wann Är Wett net opgeet. Jiddwereen, dee rechne kann, weess, wie sech ënnert dëser Koalitioun kann op „manner Netto vum Brutto“ astellen, wann d’Rechnung vum Finanzminister net opgeet. Well bei deene Leit, déi net vill hunn, ass kaum eppes ze huelen, an déi grouss Akommessen an héich bezuelten Talenter si jo ze wichteg fir d’Kompetitivitéit.

Dofir: Esou héich ze pokere budgetär, ouni Plang B a mat Horizont „just déi nächst Walen“, dat ass keng Politick vun der Mëtt. Och keng vun der breeder Mëtt. Et ass just eng Rhetorik vun der Mëtt, fir de Bierger/innen d’Gefill ze ginn, si wieren déi grouss Gewënner vun enger Politick, déi an zentrale Punkte laanscht si geet.

Déi Steierreform gehéiert fir eis Gréng op de Leescht vun der sozialer Gerechtegkeet, an dat all Dag e bësse méi, wa mer eis d’Lag vun de Staatsfinanzen ukucken.

Mir fuerderen doriwwer eraus eng vollstänneg an éierlech Oplëschtung vun de Käschte fir all déi aner ausstoend grouss Verspriechen. Mir haten elo de Moien d’Defensekommissioun. Do krute mer déi nei Trajectoire bis 2029 gewisen. Mir sinn do wäit ewech vun der Trajectoire, déi op 3,5 % bis 2035 kënnt. Mir bräichte bis 2041 mat deem Progressiounsmechanismus, deen elo feststeet. Fir eis Gréng ass et och kloer: Mir sinn net mat deenen 3,5 % einfach absolutt esou d’accord. Dat ass weeder zilféierend nach realistesch. Mir mussen eis Verdeedegung stäerken. Mir sollen net ugréffsfäeg ginn. An duerfir ass et sënnvoll, mat Verstand ze investéieren an net just derfir ze suergen, datt d’Aktie vun der Rüstungsindustrie massiv klammen. Dat Ausbremsen, dat mer de Moie presentéiert kruten, fanne mer dofir positiv.

Eng richteg Finanzpolitick vun der Mëtt duerch zousätzlech Steiertranchen uewen am Barème an duerch eng méi konsequent Besteierung vu Kapitalerträg amplaz just vun der Aarbecht, dat wier an eisen Ae jiddwerfalls eng strateegesch Entlaaschtung an Investitiounen amplaz eng Géisskanepolitick.

Domat géingt Der Iech an der nächster Regierung och Spillraum erëmginn, fir do ze agéieren, wou et noutwendeg ass, well d’Auer tickt, sief et an der Ëmwelt- a Klimapolitick, beim Logement oder bei der Gesondheet.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir kéint d’ailleurs d’Finanzen an d’Gesondheet mateneen ofdecken iwwer eng Zockersteier a méi héich Steieren um Tubak. Mee dat ass nëmmen ee vu ville Punkten am Gesondheetswiesen, dee misst ugaange ginn, well d’Politick an dësem Beräich vun der Regierung ass symptomatesch fir de Motiv „vill versprach, awer net vill gehalen“.

An der Santé, do brodelt et mëttlerweil un allen Ecken an Enner: strukturellen Defizit an der Gesondheetskeess, Personalmangel bei den Dokteren, Spezialisten an anere Gesondheetsberuffer, laang Waardezäiten, d’Urgence an den Urgencen an elo nach de Konflikt mat der AMMD.

Ma dee Konflikt mat der AMMD ass net einfach vum Himmel gefall. En ass, wéi sou vill Krisen ënnert dëser Regierung, zu engem gudden Deel hausgemaach. 2023 hunn CSV an DP d’Gesondheet ganz aggressiv zum Walkampftheema gemaach an dat Blot vum Himmel versprach: Waardezäiten, iwwerlaascht Urgencen, ze vill Aktivitéiten am Spidol, ze wéineg Flexibilitéit fir d’Dokteren, méi Liberaliséierung. Domat goufe bei engem Deel vun der Dokterschaft extreem héich Erwaardunge geschaf. Datt d’Ministesch mécht, wéi wa se näischt mat deem Koalitiounsaccord ze dinn hätt, kann ech verstoen, mee et mécht et net besser. La connaissant, huet se e souwisou sécher am Detail gelies, éier se déi Fonctioun ugeholl huet.

Mee elo sti mer do. Mat enger AMMD, déi sech veräppelt fillt a probéiert, d’Ministesch ënner Drock ze setzen. Mat Gewerkschaften, déi verständlecherweis mat maximalem Géigendrock reagéieren. An dotëschent mat deem, dee mer vergiessen, dem Patient, dee riskéiert, als Geisel vun dësem Konflikt gehalen ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir si fir eng Medezinn, an där all Patient déi selwecht Rechter huet, egal wéi vill en am Portmonni huet oder wien e kennt. Eng Medezinn, déi preventiv denkt an handelt. Eng Medezin, an där e Kand, dat leit, net muss zwee Joer op en Doktesch-Rendez-vous waarden. Eng Medezinn, an där d’Personal würdeg traitéiert gëtt, fair bezuelt gëtt a sech net tëscht Beruff a Burnout muss entscheeden.

A wann ech vum Patient schwätzen, da schwätzen ech vun der Preventioun. Well déi beschte Medezin ass déi, déi een net brauch. Et brauch méi wéi punktuell Campagnen. E Pilotprojet Sport verschreiwen, dee mer gutt fannen, wierklech. Mee dat ass keng national Strategie. Eng Strategie fir d’Fraegesondheet, déi mir hei am Oktober 2024 gefuerdert hunn, wou ass déi? E Projet de loi fir d’Unerkennung vum Psycholog, deen d’Ministesch am Januar 2025 als „geschwënn“ ugekënnegt huet, wou ass deen? Eng Reform vun der Schoulmedezinn, wou ass déi? An eng seriö Preventiounspolitick bedeit och, et klamert een déi grouss Risikofacteuren net aus: Tubak, Alkohol, ongesond Liewensmëttel an déi richteg fiskal Mesüren, fir dës Krankmaacher ze bekämpfen.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et geet ëm dat Wäertvollst, wat mer hunn – ons Gesondheet –, ëm Krankheeten, déi ee ka verhënneren. Preventioun ass net deier. Preventioun ass de Géigendeel vun deier. Mee si brauch politesche Wëllen, a genee dee gesi mer bis elo net.

An dann ass nach d’Fro vum Personal. D’Infirmièren, d’Dokteren, d’Psychologen, d’Assistenten an Assistentinnen, all déi Mënschen, déi all Dag an all Nuecht do sinn – fir eis, fir eis Elteren, fir eis Kanner. Wat mer brauchen, ass eng landeswäit Planung: Wéi vill Leit brauche mer wou an a wéi enge Beruffer?

D’Regierung huet ganz vill versprach: Revaloriséierung vun de Gesondheetsberuffer, nei Attributiounen, Passerellen tëscht de Beruffer, besser Formatiounen. An der Realitéit hu mer en Debakel bei den Attributioune vun den Infirmièren, nach ëmmer keng Passerellen an den Dokter-Master kënnt fréiestens 2029.

Mir wëllen eng Santé, déi op Solidaritéit, Preventioun an Accessibilitéit opgebaut ass, net op ëmmer méi Konkurrenz an Onsécherheet.

Ech wäert haut net am Detail op d'Sozialfro agoen. Mir hunn dat an der Lescht scho vill gemaach hei, och nach an der leschter Plenière mam Djuna Bernard senger Interpellatioun zum Aarmutsplang, a mir wäerten och geschwënn nach d'Geleeënheet kréien, fir iwwert d'Aarbechtszäiten ze diskutéieren. Eppes awer ass an der Diskussioun ronderëm d'Erhéijung vum soziale Mindestloun nees vun alle Säite kloer gesot ginn: Hätte mer net déi héich Wunnengspräisser, bräichte mer keng Debatt iwwer méi en héije Mindestloun ze féieren.

A genee do läit d'Kromm an der Heck. Mir wëssen all, datt dat stëmmt. D'Fro ass just: Wat ass d'Léisung? An onsen Ae kann déi nëmmen iwwer e massiven Ausbau vum ëffentleche Wunnraum goen, Staat a Gemengen. An do mussen d'Gemengen an d'Verantwortung geholl ginn. Well et sinn net d'Wunnenge vu Promoteuren um Privatmarché, déi sech duerno Mënschen um Mindestloun kënne leeschten. Sou naiv ka jo wierklech kee sinn! Ëmsou méi, wann et keng Limitte gëtt, wéi vill Loyer ee froen dierf.

Et ass also net nëmmen eng sozial Fro, et ass och eng Kompetitivitéitsfro, déi eigentlech misst dozou féieren, datt mer all heibannen eis ideologesch Scheiklappen ausdinn an datt och eng CSV/DP-Regierung géing soen: „Jo, d'Léisung, fir hei aus der Kris erauszekommen, dat sinn net ëmmer nees nei Incentives fir Multiproprietären, Promoteuren, Investisseuren, mee kommt, mir huelen déi Suen, déi mer fir Steierkaddoen ausginn, an investéiere se nach vill méi massiv an ëffentlech Wunnengen!"

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir hutt elo gëschter 300 zousätzlech Milliounе fir VEFA-Opkeef annoncéiert. D'Formulatioun war net ganz kloer, mee ech gi jo dovun aus, datt déi on top kommen zu deem, wat am Pluriannuel gestëmmt ass. Dir kënnt eis dat bestëmmt de Mëtten duerleeën. Mir fannen dat gutt, ëmsou méi well Der nach am Pluriannuel d'Ambitioun mat genau deene selwechten 300 Milliounen erofgeschrauft hat par rapport zu Äre Previsioune vum Pluriannuel virdrun.

Ech hat nach virun e puer Wochen en Austausch mat internationale Studenten – et waren nach e puer aner Kolleegen hei dobäi – aus ganz Europa, déi sech all, och bei sech doheem, iwwer hir héich Wunnengspräisser beklot hunn, fir Studente grad particulièrement. Ausser déi, déi zu Wien studéiert hunn. A wisou ass dat esou? Ma ganz einfach wéint dem héije Prozentsaz u Wunnengen an ëffentlecher Hand. Dat ass wierklech déi eenzeg effikass Aart a Weis, fir en Impakt op de Präis ze hunn.

An och wann een de Constat mécht, wat d'Aktioune vun dëser Regierung bis elo um private Marché bruecht hunn, da gesäit een, datt dat net de richtege Wee war. Tatsaach ass: Ënnert dëser Regierung ginn hallef esou vill nei Wunnengen d'Joer gebaut wéi nach ënnert de viregter Regierung. Natierlech gëtt et vill Grënn dofir. An ech wäert mech schwéier hidden ze soen, dat wär elo Är Responsabilitéit. Mee et ass e Fakt!

A genausou misst een endlech unerkennen: Wa mer net un d'Wuerzele vun der Logementskris ginn, da wäerte mer de Problem och net seriö an de Grëff kréien. De Besëtz vu bebaubarem Terrain ass konzentréiert an den Hänn vun enger Minoritéit. Dat weisen d'Etüde vum Observatoire de l'habitat ganz kloer. D'Regierung verkennt dofir d'Realitéit, wa se d'Logementskris virun allem, wéi Der dat gëschter gemaach hutt, op eng Fro vu Prozedure reduzéiert.

Dës Kris ass och eng Verdeelungsfro. Eng Fro dovunner, wéi wäit déi finanziell Interesse vun enger Minoritéit däerfen iwwert dem Recht op Wunne vun enger Majoritéit stoen. An enger Gesellschaft, déi jiddwerengem déi selwecht Chancë wëll ginn, gehéiert en Daach iwwert dem Kapp nun emol dozou!

An duerfir bleift eis Positioun kloer: Jo, mir wëllen eng Mobiliséierungssteier. Jo, mir wëllen eng Tax op eidel stoend Wunnengen. Jo, mir wëllen eng Reform vum Mietgesetz, fir Locatairë besser géint abusiv Loyeren ze schützen. A jo, mir wëlle massiv méi ëffentleche Wunnraum. Well de Marché eleng huet dës Kris net geléist an e wäert se och net léisen.

Dir hutt gëschter och op en Neits déi selwecht Mesüren am Wunnengsbau nees ugekënnegt, déi Der elo scho säit zwee Joer ukënnegt, déi faméis zéng Mesüren. Nieft dem Fait, datt virun allem Aktivismus bedriwwe ginn ass, wann et ëm d'Zerstéierung vum Gréngs geet, muss een awer dat nationaalt Baureglement ervirhiewen, dat absolutt noutwenneg ass, mee d'Annonce dovunner huet vill Prozeduren op Gemengenniveau extreem retardéiert, well dorop gewaart gëtt, sprëch: Wärmepompelen zum Beispill. Op alle Fall, dat gouf annoncéiert fir 2025. Mir sinn elo Mee 2026. Mir constatéieren: Et ass nach ëmmer net do. Gëschter sot Der: „Et kënnt elo ganz geschwënn." De faméise „silence vaut accord" sollt bis Enn 2025 en place sinn, or, d'Phas 1 mam Délai d'ordre fir Ufank 2025. An dëse Projet de loi ass mol nach net a Kraaft.

Et ass mëttlerweil Ären drëtten État de la nation. An ech hu mer mol ugekuckt, wéi eng Roll d'Natur an d'Ëmwelt an Äre leschte Riede gespillt hunn. De Bilan ass zimmlech moer. 2024 hutt Der virun allem iwwer méi séier a méi einfach Naturschutzprozedure geschwat: „Natur auf Zeit", „compensation une fois pour toutes". 2025 hutt Der annoncéiert, Dir géift de Mercosur-Accord matdroen, an Dir hutt déi selwecht Mesüren nach emol annoncéiert. Mir Gréng fanne Recyclage jo wierklech gutt, mee e bëssen eppes Neies wier heiansdo net schlecht.

D'Realitéit dobaussen hält sech net un de Kommunikatiounsplang vun dëser Regierung. Déi brittesch Regierung huet dëst Joer an engem National Security Assessment ganz kloer festgehal: De globale Verloscht vun Ekosystemer an Aartevillfalt ass e konkrete Risiko fir déi national Sécherheet, mat Impakter op d'Liewensmëttelversuergung, Naturkatastrophen, ustiechend Krankheeten, Konflikter an Instabilitéit. Dat ass keng gréng Theorie. Dat ass mëttlerweil eng Sécherheetsfro.

Ma genee aus deem Grond ass de Bilan vun dëser Regierung an der Natur- an Ëmweltpolitick esou ernüchternd. De Biodiversitéitsverloscht verschwënnt net, just well een net driwwer schwätzt. D'Veraarmung vun de Landschaften an den Ekosystemer geet virun. D'Verschmotzung vun eise Gewässer geet virun. An déi international Klimakris mécht och keng Paus, just well hei am Land aner Sujeten als méi bequeem ugesi ginn. An och hei verléiere mer Zäit, Zäit, déi mer am Klima- an am Naturschutz eigentlech guer net hunn. An dat Absurd ass jo: A bal kengem Beräich sinn d'Problemer esou gutt dokumentéiert wéi an der Ëmweltpolitick. An a bal kengem Beräich leien esou vill Léisungen um Dësch. Et feelt net u Wëssen. Et feelt u politeschem Wëllen!

E Beispill ass de Klima-Sozialplang. Natierlech begréisse mer, datt esou e Plang opgestallt gouf. D'Fro ass zentral: Wéi ënnerstëtze mer Stéit a Betriber, déi finanziell ënner Drock stinn an nach immens vun de fossillen Energien ofhänken? Mee wann ee sech de Plang ukuckt, da kritt een op ville Plazen e Gefill vun Déjà-vu. Villes kléngt wéi eng Kopie vum PNEC. Villes bleift vag. A villes, wat 2023 ugekënnegt gouf, gëtt elo och ëmmer nach just ugekënnegt: de Leasing social zum Beispill. Jo, dee kënnt. Dat héiere mer elo scho méi laang. Mee wéi héich gëtt d'Ënnerstëtzung? Wie ka konkreet dovu profitéieren? A wéini kënnt de System dann elo wierklech? Oder d'Iddi vun enger Renovéierungsgesellschaft, déi d'Leit konkreet begleet, wa si hire Logement energeetesch verbessere wëllen. Och do ass et zimmlech roueg ginn.

Dobäi misst grad elo gehandelt ginn. Grad elo, wou d'Energiepräisser duerch international Konflikter nees méi onberechenbar ginn. Grad elo, wou d'Leit sech froen, wéi se sech besser ofséchere kënnen. Grad elo misst de Staat ganz proaktiv deene Leit d'Hand reechen – net Hëllefen zréckschrauwen, mee ausbauen.

Mir wëllen, datt d'Leit sech kënne géint héich Energiepräisser ofsécheren. Mat méi Hëllefen. Mat méi einfacher Renovéierung. Mat méi séierem Ausbau vun erneierbaren Energien. An enger Politick, déi Klima, Soziales a Sécherheet zesummendenkt. Zum Beispill – elo, dëse Moment, net iergendwann eng Kéier – mat engem zousätzlechen Top-up vun 2.000 Euro fir Wärmepompelen an Elektroautoen.

Änlech beim Waasserschutz. De Schutz vun eise Flëss, Baachen an Drénkwaasserreserve gehéiert zu de fundamentaalsten Aufgabe vun der Politick. Do gëtt dann elo iwwert de Pestizide-Phase-out an den Drénkwaasserschutzzone geschwat. Den Ëmweltminister huet eng wichteg Mesür ugekënnegt. E puer Deeg méi spéit huet d'Landwirtschaftskummer ëffentlech gesot, datt si dat net matdréit. An, o Wunder, déi zoustänneg Ministesch äussert sech ganz, ganz kritesch hirem Regierungskolleeg géintiwwer. An elo wäert sech dann alt erëm eng Kéier weisen, ob dës Regierung fäeg ass, dës Mesür och wierklech ëmzesetzen, oder ob nees zréckgeruddert gëtt, soubal den Drock aus dem Landwirtschaftsministère klëmmt.

Dat ass jo mëttlerweil e Muster ginn: fir d'éischt eng Annonce, dann e bësse Widderstand, da gëtt relativéiert, verréckelt, verwässert. Dat ass keng seriö Transformatiounspolitick.

Dann nach e leschte Punkt: d'international Klimafinanzéierung. Virun engem Joer huet den Ëmweltminister annoncéiert, datt Lëtzebuerg tëscht 2026 an 2030 320 Milliounе fir international Klimafinanzéierung géif mobiliséieren. Dat war e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mee elo steet den Ausseminister hei virun e puer Wochen a seet op eemol, déi Klimafinanzéierung kéint op den 1 % vun der Entwécklungszesummenaarbecht mat ugerechent ginn. An dat bedeit jo de facto: Entweeder fält Lëtzebuerg bei der Klimafinanzéierung vun 320 Milliounen op quasi null zréck oder et gëtt déi selwecht Zomm bei der Entwécklungszesummenaarbecht gekierzt. Dat wier an eisen Aen eng erschreckend Richtung.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Déi Fro ass gekläert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A ben, da sinn ech frou, Här Zeimet, wa se gekläert ass. Et wier jiddwerfalls eng erschreckend Richtung!

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Ech hunn dem Ausseminister hei, Här Zeimet, vu dass Der mech ënnerbriecht, fir mer dat ze soen, d'Fro e puermol gestallt. Ech krut keng kloer Äntwert. Si ass hei net gekläert. Ech hunn d'Press duerno gelies, wou gesot ginn ass, Dir hätt intervenéiert, mee ...

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Et läit also u menger Froestellung, net dorunner, dass ech keng kloer Äntwert krut. Dont acte. Ech maache

just fäerdeg an da kënnt Der gäre weider intervenéieren.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et wier jiddwerfalls an eisen Aen eng erschreckend Richtung fir de Klimaschutz, fir eis Partnerlänner, fir d'international Stabilitéit a fir jiddwereen, dee sech vun dëser Regierung eng responsabel Politick erwaart.

D'Klimakris ass wierklech keng abstrakt Zukunftsdebatt. Si decidéiert iwwer Energiepräisser, iwwer Sécherheet, iwwer Gesondheet, iwwert d'Fro, wéi stabill ons Gesellschaft an Zukunft wäert sinn. An dofir ass net handelen haut déi net virsiichteg Optioun. An et ass och déi deierst Optioun.

Fir op dem Michel Wolter seng Remark erëmzekommen, datt endlech misst eppes geschéien hei am Land an dass d'Leit sech dat erwaarden: Jo, et muss eppes geschéien! Well déi Zäit, déi mer elo verléieren, déi kritt een net einfach zréck. Dofir brauche mer eng Politick, déi schützt, déi investéiert, déi virbereet an och erëm Richtung gëtt. Hallefzäit bedeit och: Et ass nach Zäit, de Match ze dréinen. Mee dofir muss een och unerkennen, wat net fonctionéiert, an de Courage an de Wëllen hunn, déi richteg Prioritéiten ze setzen.

Fir Iech dobäi ze ënnerstëtzen, hunn ech véier Motioune matbruecht.

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech weess, dat suergt ëmmer fir vill Enthusiasmus. Déi eng iwwer eng – mir kommen herno jo dann nach drop ze schwätzen – Finanzpolitick fir déi wierklech breet Mëtt, déi zweet iwwert de Gesondheetssecteur, eng drëtt iwwert de Logement, wou mer der Meenung sinn, dass een all déi Moossnamen, déi do sinn, déi Texter, déi do leien, kéint acceleréiere respektiv déi Saache maachen, wou d'Regierung sech hei an dësem héijen Haus schonn engagéiert huet, an natierlech och zur energeetescher Transitioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Gedold.

Motion 2

« relative au renforcement de la politique financière en faveur de la large majorité ("breet Mëtt") »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les révisions successives à la baisse des prévisions macroéconomiques par le STATEC et par diverses institutions internationales témoignent d'un ralentissement économique plus durable qu'anticipé ;

– que le Conseil économique et social (CES) rappelle qu'une dégradation durable de la croissance économique risque de réduire les marges de manœuvre budgétaires nécessaires au financement de l'État-providence et des investissements publics ;

– que le Conseil national des finances publiques (CNFP) a relevé une dégradation du solde nominal des administrations publiques de 1,05 milliard d'euros entre octobre 2025 et avril 2026, soit la plus forte détérioration observée entre deux exercices de prévision ;

– que plusieurs institutions nationales et internationales soulignent la nécessité de préserver les marges de manœuvre budgétaires afin de maintenir la capacité de l'État à répondre à de futures crises ;

– considérant que le Gouvernement entend mener une politique financière transparente et soutenable en faveur de la « breet Mëtt », c'est-à-dire de la large majorité de la population ;

– qu'un rééquilibrage de la réforme fiscale en faveur d'une plus grande progressivité et d'une meilleure justice sociale contribuerait à renforcer la soutenabilité et la solidité des finances publiques,

invite le Gouvernement à

– recentrer la réforme fiscale sur les besoins de la véritable majorité de la population, plutôt que d'étendre les allègements fiscaux aux contribuables disposant des revenus les plus élevés ;

– dans cette logique, réorienter la réforme fiscale dans le sens d'une plus grande progressivité et d'une meilleure justice sociale, notamment par l'introduction d'une ou de plusieurs tranches d'imposition supplémentaires pour les revenus les plus élevés ;

– renoncer à toute nouvelle baisse généralisée de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) dans le cadre des exercices budgétaires 2027 et 2028, tant que l'évolution des finances publiques et des perspectives économiques ne permet pas d'en garantir la soutenabilité ;

– renforcer l'équité et la soutenabilité à long terme du système fiscal par un meilleur équilibre entre l'imposition des revenus du travail et celle des revenus du capital.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

Motion 3

« relative aux défis dans le secteur de la santé publique »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'existence de défis majeurs dans le domaine de la santé publique ainsi que de fortes tensions au sein du système de santé luxembourgeois ;

– que le Luxembourg connaît une pénurie croissante de médecins, de spécialistes, d'infirmier·ères et d'autres professionnel·le·s de santé ;

– que l'offre psychiatrique et psychologique reste insuffisante, fragmentée et trop peu accessible, en particulier pour les jeunes et les personnes en situation de vulnérabilité ;

– que la profession de psychologue n'est toujours pas réglementée ;

– que le virage ambulatoire nécessite des garanties strictes tant en matière de qualité et d'égalité d'accès que pour le personnel qui y exercera ;

– que le maintien d'un système de santé solidaire et accessible constitue un enjeu fondamental de cohésion sociale,

invite le Gouvernement

– à présenter une planification nationale pluriannuelle des besoins en professions médicales et professions de santé, tout en accélérant concrètement le développement des formations au Luxembourg et en mettant enfin en place de véritables passerelles entre professions de soins ;

– à développer une offre nationale à bas seuil de prise en charge psychiatrique et psychologique de proximité, et à déposer dans les meilleurs délais le projet de loi réglementant la profession de psychologue ;

– à présenter une stratégie globale et cohérente concernant le virage ambulatoire, en garantissant que les activités ambulatoires hors hôpital soient soumises aux mêmes exigences de qualité et de sécurité que les activités hospitalières ;

– à garantir une meilleure coordination entre la planification des ressources humaines en santé, l'offre de soins de proximité et l'organisation du virage ambulatoire, afin d'assurer un accès équitable, durable et de qualité aux soins sur l'ensemble du territoire.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

Motion 4

« relative à l'encadrement de loyers sur le marché privé ainsi que la mobilisation de terrains constructibles et de logements inoccupés »

La Chambre des Députés,

considérant

– la crise de logement au Luxembourg, se manifestant notamment par un taux d'effort (part du revenu disponible consacré au logement et aux charges relatives) en 2023 de 39,3 % pour les locataires du marché privé et de 36,8 % pour les propriétaires avec emprunt ;

– le taux d'effort particulièrement élevé de 55,6 % en 2023 pour les locataires sur le marché privé faisant partie des 20 % de la population ayant le niveau de vie le plus faible ;

– la pénurie de logements au Luxembourg et l'effet de cette pénurie sur les prix ;

– le recul d'activité actuellement observé dans le secteur de la construction, l'activité en termes de nouvelles constructions ayant diminué de 54,3 % au dernier trimestre de 2025 par rapport au trimestre précédent ;

– qu'en 2025,1.519 actes d'achat concernant des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) ont été signés, ce qui est nettement inférieur aux 3.332 actes signés en 2021 ;

– que selon l'Observatoire de l'habitat,

• en 2021-2022, 4.294 hectares du foncier constructible au Luxembourg se trouvaient en zone résidentielle (zones d'habitation et mixtes),
• en 2020-2021, le Luxembourg comptait 9.227 terrains de type « Baulücken » déjà viabilisés et donc rapidement mobilisables pour être construits, la grande majorité appartenant à des particuliers ou des sociétés,
• en 2020-2021, 0,5 % des personnes physiques résidentes possédaient la moitié du foncier constructible à vocation résidentielle, témoignant d'une concentration accrue de la détention foncière ;

– le phénomène des logements inoccupés, jusqu'à présent peu quantifié ;

– l'accord de coalition 2023-2028, selon lequel « les travaux relatifs à la réforme de l'impôt foncier, à l'introduction d'un impôt national sur les logements non occupés et à la mobilisation des terrains seront poursuivis à la lumière des avis des organes consultés et seront achevés dans les meilleurs délais » et « pour mobiliser davantage de terrains et de logements non occupés dans un contexte de crise, le niveau de taxation sera revu à la hausse et sa mise en place accélérée » ;

– le projet de loi 8082 sur l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements, désormais transformé en deux projets de loi distincts, le projet de loi 8082A sur l'impôt foncier et l'impôt à la mobilisation de terrains et le projet de loi 8082B sur l'impôt sur la non-occupation de logements,

invite le Gouvernement à

– lancer une offensive massive d'investissements publics en faveur de la construction de logements publics et abordables, à hauteur de 2 % du revenu national brut ;

– modifier, par voie d'amendements gouvernementaux au projet de loi n° 8082A, les dispositions transitoires, exemptions et mécanismes d'atténuation qui reportent et affaiblissent les effets réels de l'impôt à la mobilisation de terrains (IMOB), afin de garantir une mise en œuvre effective et rapide de cet instrument ;

– à soumettre dans les meilleurs délais au vote de la Chambre des Députés le projet de loi n° 8082B relatif à l'impôt sur la non-occupation de logements, compte tenu

de la nécessité urgente de mobiliser les logements vacants face à la crise du logement ;

– proposer des adaptations au cadre légal encadrant les loyers sur le marché privé afin de contrer l'augmentation continue du taux d'effort pour les locataires sur le marché privé.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

Motion 5

« relative à l'accélération de la transition énergétique »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'attaque des États-Unis et Israël contre l'Iran le 28 février déclenchant un conflit armé entre ces pays et les augmentations des prix d'énergie fossile au niveau international et par conséquent aussi au Luxembourg ;

– la dépendance de l'Union européenne et du Luxembourg des énergies fossiles malgré les efforts menés pour réduire cette dépendance ;

– le potentiel d'indépendance énergétique qu'offrent les énergies renouvelables une fois installées par rapport aux énergies fossiles ;

– les défis de la transition énergétique en ce qui concerne les systèmes de chauffage ;

– la charge considérable qu'un investissement dans des alternatives durables peut constituer pour des ménages à revenus modestes et qu'il importe dès lors d'améliorer l'accès pour ces personnes à ces alternatives,

invite le Gouvernement à

– proposer une augmentation temporaire de 2.000 euros jusqu'en été 2027 des aides financières pour l'installation de pompes à chaleur ;

– proposer une augmentation de 2.000 euros des aides financières pour l'achat de véhicules automoteurs électriques tout comme une augmentation de 1.500 euros de l'aide financière pour des véhicules électriques d'occasion ;

– poursuivre la mise en œuvre prioritaire du « Leasing social » encore cette année ;

– poursuivre prioritairement l'aboutissement du préfinancement des primes pour l'électromobilité, les rénovations énergétiques et les systèmes de chauffage durables encore cette année ;

– présenter et mettre en œuvre une stratégie ambitieuse en faveur du chauffage neutre en carbone encore cette année ;

– proposer une augmentation d'aides en faveur de la transition énergétique pour les entreprises, notamment par l'augmentation de la bonification pour investissement durable.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Domat si mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert haut de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.28 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Turnover, postes vacants et facteurs d'épuisement professionnel dans l'enseignement fondamental	3526	David Wagner	82
Principe d'additionnalité des financements climatiques internationaux par rapport à l'APD	3537	David Wagner	83
Recomposition de l'architecture commerciale mondiale	3679	Yves Cruchten	83
Collaboration luxembourgeoise avec l'UNRWA	3680	Yves Cruchten	83
Aides d'État octroyées au groupe ArcelorMittal	3681	Marc Baum	84
Frais bancaires pour les services non électroniques	3683	David Wagner, Marc Baum	84
Acquisition de terrains à Heinerscheid	3684	André Bauler	85
Terrains de sports en gazon synthétique	3687	Joëlle Welfring	85
Autorisations de substances actives dans les pesticides	3688	Joëlle Welfring	86
Participation d'un conseiller communal aux réunions du Collège des bourgmestre et échevins	3689	Dan Biancalana, Yves Cruchten	87
Cadre légal et protection des consommateurs face aux « ping calls », appels frauduleux et à l'usurpation de numéros	3690	Mars Di Bartolomeo	87
Évolution et lutte contre le phishing, les appels frauduleux et l'usurpation de numéros au Luxembourg	3691	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	88
Commercialisation et accès au diesel synthétique HVO100 au Luxembourg	3693	Franz Fayot, Georges Engel	89
Réhabilitation pénale et réinsertion des personnes condamnées au Luxembourg	3694	Dan Biancalana	89
Effacement des condamnations pénales étrangères au casier judiciaire luxembourgeois	3695	Dan Biancalana	90
Évolution des délais, des critères et des tarifs du contrôle technique des véhicules au Luxembourg	3696	Marc Goergen	91
Enquête de l'EPPO concernant le RGTR	3697	Marc Goergen	91
Conditions d'accueil et de conservation de l'exposition « The Family of Man » à Clervaux	3698	Stéphanie Weydert, Jean-Paul Schaaf	91
Droits de douane américains et conséquences pour l'économie luxembourgeoise	3699	Franz Fayot	92
Étiquetage environnemental des textiles et Eco-Score au Luxembourg	3700	Franz Fayot	93
Taux de participation « Programme mammographie »	3701	Djuna Bernard	94
Régionalisation, financement et avenir des maisons de jeunes	3702	Ben Polidori	94
Pavillon maritime	3703	Marc Goergen	95
Présence potentielle d'amiante dans certains sables de jeu destinés aux enfants	3706	Claire Delcourt	96
Détection d'un logiciel malveillant sur des appareils mobiles de l'État	3707	Ben Polidori	96
Services de support troubles mentaux en formation BTS	3708	Gérard Schockmel, Gilles Baum	97
Dépassements de délais d'examen de demandes de protection internationale	3709	Meris Sehovic	98
Perquisition par l'Unité spéciale de la police (USP) à Bonnevoie	3714	Meris Sehovic	99

Turnover, postes vacants et facteurs d'épuisement professionnel dans l'enseignement fondamental | Question **3526** (23/01/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Depuis plusieurs mois, les organisations syndicales alertent sur la situation préoccupante du personnel de l'enseignement fondamental, confronté à une charge de travail importante et à un risque accru d'épuisement professionnel.

Ces préoccupations ont été renforcées par la publication des résultats de la Consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale (CAEF) menée en 2021-2022. Ce rapport scientifique met en évidence des indicateurs préoccupants relatifs à la santé physique et mentale du personnel interrogé, ainsi qu'à l'épuisement émotionnel et au risque de burnout.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de mieux objectiver la situation actuelle du personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental, en mesurant notamment les facteurs pouvant contribuer à une augmentation du turnover, à des difficultés de recrutement, ainsi qu'à une hausse des absences pour raisons de santé.

En outre, en tenant compte des informations fournies dans les récentes réponses ministérielles concernant l'augmentation du recours aux remplacements dans l'enseignement fondamental[1], il est crucial de déterminer les raisons principales des remplacements (maladie, congés maternité et parental, mutations internes, etc.) ainsi que l'évolution des postes vacants.

Ces éléments permettraient de mieux apprécier l'évolution de l'attractivité des postes dans l'enseignement fondamental, d'identifier les causes structurelles des postes vacants, et de soutenir la mise en place de mesures ciblées en matière de prévention de l'épuisement professionnel, de fidélisation du personnel et d'organisation du travail.

Dans ce cadre, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir, pour chacune des directions de région, et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant :
– le nombre total d'enseignant.e.s affecté.e.s,
– le nombre d'équivalents temps plein (ETP)
– ainsi que la répartition des tâches en temps plein et temps partiel, en distinguant les pourcentages de charge (p. ex. 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % et 40 %) ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir, par direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau précisant le nombre d'enseignant.e.s ayant quitté leur poste en raison :
– d'une démission,
– d'un licenciement ou d'une fin de contrat,
– d'un départ à la retraite,
– d'un décès
– ou d'un changement d'administration dans le cadre de la mobilité interne au sein de la fonction publique ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir, par direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant :
– le nombre de congés de maladie d'un à trois jours,
– le nombre de congés de maladie de plus de trois jours (certifiés)
– ainsi que le nombre de congés de maladie de longue durée, définis comme étant supérieurs à trois mois ?

4) Monsieur le Ministre peut-il fournir, par direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau reprenant :
– le nombre de congés de maternité
– et le nombre de congés parentaux (en distinguant, si possible, les formes à temps plein et à temps partiel) ?

5) Monsieur le Ministre peut-il fournir, par direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant le nombre d'enseignant.e.s ayant bénéficié d'un congé sans traitement, en distinguant les principales catégories (motifs personnels, familiaux, sociaux, professionnels ou autres) ?

6) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien d'enseignant.e.s ont été placé.e.s en situation de détachement au cours des dix dernières années, et préciser :
– le nombre de détachements par année
– ainsi que les principales administrations ou structures d'accueil (autres administrations, établissements publics, organismes internationaux, etc.) ?

7) Monsieur le Ministre peut-il indiquer, pour chacune des dix dernières années, le nombre de procédures disciplinaires engagées à l'encontre d'enseignant.e.s de l'enseignement fondamental :
– par année
– et, si possible, par type de manquement ?

8) Monsieur le Ministre peut-il indiquer, pour chacune des dix dernières années, le nombre de plaintes ou procédures relatives :
– au harcèlement moral
– et au harcèlement sexuel,
introduites dans le cadre professionnel de l'enseignement fondamental, en distinguant, dans la mesure du possible :
– les plaintes déposées par les enseignant.e.s,
– celles introduites par la hiérarchie supérieure envers le corps enseignant
– ainsi que le nombre de cas reconnus et/ou ayant donné lieu à une procédure formalisée ?

Réponse (16/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Les données figurant dans les tableaux ci-dessous sont issues des organigrammes établis au 1er octobre de l'année concernée. Elles reprennent le personnel enseignant engagé à durée indéterminée intervenant dans une école communale publique se localisant sur le territoire des différentes directions de région.

Étant donné que les dispositions légales en matière de planification des besoins en personnel enseignant et éducatif pour l'enseignement fondamental prévoient une planification quinquennale, la présente analyse porte sur cinq années scolaires.

– Nombre total d'enseignants affectés par année scolaire et par direction de région :

– Nombre d'équivalents temps plein (ETP) par année scolaire et par direction de région :

– Répartition des tâches en temps plein et temps partiel, en distinguant les pourcentages de charge (p. ex. 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % et 40 %) par année et par direction de région : (voir pages suivantes)

ad 2) Les affectations aux différentes directions de région découlent des systèmes informatiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) qui reprennent exclusivement le personnel enseignant engagé à durée indéterminée.

– démission :
– licenciement ou fin de contrat :
– départ à la retraite :
– décès :
– changement d'administration dans le cadre de la mobilité interne au sein de la fonction publique :

La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration ne s'applique pas aux fonctionnaires de la rubrique « enseignement » de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Les changements d'administrations en question ont été effectués sur base d'autres motifs (d'office, pour raisons de santé, nomination au cadre du personnel de l'enseignement secondaire, etc.)

ad 3) Nombre de congés de maladie d'un à trois jours, de plus de trois jours (certifiés) et supérieurs à trois mois par année et par direction de région :

ad 4) Nombre de congés maternité et congés parentaux par forme, par année et par direction de région :

ad 5) Concernant les motifs des congés sans traitement des enseignants en question, les congés sans traitement sont accordés conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État :

– consécutivement au congé de maternité, au congé d'accueil et au congé parental (paragraphe 1er) ;
– pour élever un ou plusieurs enfants à charge de moins de seize ans (paragraphe 2 a) ;
– pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles (paragraphe 2 b).

Par conséquent, aucune autre sous-catégorisation ne saurait être opérée.

Les données figurant dans les tableaux ci-dessous concernant les congés sans traitement des enseignants sont regroupées par année civile. Les affectations aux différentes directions de région découlent des systèmes informatiques du MENJE.

ad 6)
– détachements par année :
– principales administrations ou structures d'accueil (autres administrations, établissements publics, organismes internationaux, etc.).

Conformément à l'article 7, paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, l'autorité investie du pouvoir de nomination peut détacher le fonctionnaire dans une autre administration, dans un établissement public ou auprès d'un organisme international. Les principales entités dont un agent de l'État a été mis en détachement au cours des années 2021-2025 sont les suivantes :

– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
– Écoles européennes ;
– Service de la formation des adultes ;
– Université du Luxembourg.

Les données figurant dans les tableaux ci-dessus concernant les détachements des enseignants sont regroupées par année civile au cours de laquelle le détachement a pris effet. Les affectations aux différentes directions de région découlent des systèmes informatiques du MENJE.

[1] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/2025/12/QP_61217_1764585843469.pdf

ad 7) Les données reprennent les affaires ayant fait l'objet d'une ouverture d'une procédure disciplinaire auprès du CGID :

2021 : 12
2022 : 4
2023 : 3
2024 : 8
2025 : 3

Chaque affaire étant unique et l'analyse des faits se faisant au cas par cas, il n'y a pas de „type de manquement" générique selon lequel on pourrait ventiler.

ad 8) Les plaintes directement déposées auprès de la police sont couvertes par le secret d'instruction et ne sont pas communiquées au MENJE.

En ce qui concerne les faits couverts par l'article 10 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, il est à noter qu'il donne la possibilité, à chaque agent, de réclamer individuellement contre tout acte de ses supérieurs ou d'autres agents publics qui lèsent ses droits statutaires ou qui le blessent dans sa dignité, y inclus des faits susceptibles de constituer un acte d'harcèlement moral ou sexuel.

Le MENJE veille strictement au devoir de chaque agent d'honorer les principes de respect, de loyauté et de dignité, et s'est doté des moyens nécessaires en vue d'analyser de telles doléances. Ainsi, force est de constater que depuis lors, les cas rapportés au MENJE relèvent surtout du domaine de différends interpersonnels et de problèmes de communication.

Dans ce contexte, il y a eu dans le passé quatre cas de procédures entamées et basées sur des doléances, caractérisés selon l'agent, d'harcèlement moral de la part de son supérieur, sans qu'une analyse approfondie de l'affaire par les services juridiques du ministère n'ait permis de déceler des éléments constitutifs d'un harcèlement.

Principe d'additionnalité des financements climatiques internationaux par rapport à l'APD | Question **3537** (26/01/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il m'a été rapporté que le Gouvernement envisagerait d'abandonner le principe d'additionnalité des dépenses climatiques internationales par rapport à l'Aide publique au développement (APD). Cela voudrait dire que des dépenses effectuées dans le cadre du financement climatique international seraient dorénavant comptabilisées comme APD et par conséquent, si l'APD est maintenue à 1 % du RNB, que le budget de la coopération luxembourgeoise serait confronté à une baisse structurelle.

Pourtant, une telle démarche serait étonnante au vu de la motion n° 4353 déposée par la députée Joëlle Welfring et votée le 11 juillet 2024 par 55 député.e.s de la Chambre des Députés. Celle-ci invitait le Gouvernement « à maintenir le principe d'additionnalité du financement climatique international et des coûts d'accueil des réfugié.e.s par rapport à l'APD pour le reste de la législature 2023-2028 ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que le Gouvernement envisage d'abandonner le principe d'additionnalité des financements climatiques internationaux par rapport à l'APD, respectivement, est-ce que le Gouvernement envisage de comptabiliser dorénavant des postes de dépense dans le domaine environnemental comme APD qui n'y figuraient pas auparavant ?

2) Dans l'affirmative à la première question, quelles sont les raisons qui amènent le Gouvernement à une telle décision ? Est-ce qu'un abandon de ce principe est également prévu pour d'autres domaines (p. ex. coût d'accueil des réfugié.e.s) ?

3) Toujours dans l'affirmative à la première question, pouvez-vous me donner les montants exacts des dépenses dans le domaine environnemental qui seraient dorénavant intégrés dans l'enveloppe de l'APD (années 2026 à 2029), tout en détaillant de quels types de dépenses il s'agit ?

4) Indépendamment de la réponse à la première question, pouvez-vous me donner une planification financière actualisée du Fonds de la coopération au développement (tableau sur les mouvements du fonds) pour les années 2026 à 2029 ?

Il m'a également été rapporté que, dans le cadre de la nouvelle stratégie sur le financement climatique international 2026-2030, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB) envisagerait de renforcer le volet des projets bilatéraux avec les pays en voie de développement.

5) Est-ce que le MECB prévoit un renforcement du volet des projets bilatéraux avec les pays en voie de développement dans le cadre de la nouvelle stratégie sur le financement climatique international ?

6) Dans l'affirmative à la question 5), sur quelle expertise le MECB s'appuie-t-il pour mener à bien des projets bilatéraux dans les pays en voie de développement, sachant que de telles interventions nécessitent une connaissance profonde des réalités locales ?

7) Toujours dans l'affirmative à la question 5), quel est le degré de concertation entre la Direction de la coopération du Ministère des Affaires étrangères et le MECB dans la mise en place de cette nouvelle stratégie ? Quels sont les changements envisagés dans la répartition des responsabilités et compétences entre le Ministère des Affaires étrangères et le MECB ? Est-ce que des changements opérationnels ont déjà été amorcés du côté de la Coopération luxembourgeoise dans ce contexte et si oui, lesquels ?

Réponse (17/04/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) à 4) Une réponse aux questions sous-objet sur le principe et la définition de l'additionnalité a été fournie au cours du débat sur la déclaration de la politique de coopération le 19 mars 2026 à la Chambre des Députés.

ad 5) à 7) La nouvelle stratégie encadrant la mise en œuvre du financement climatique international est en cours de finalisation et fera l'objet d'une présentation publique prochainement.

Par ailleurs, des discussions constructives sont actuellement menées entre le MECB et le MAE afin d'établir un cadre de coordination efficace, dans le plein respect des attributions de chaque ministère. Les conclusions de ces travaux seront communiquées en temps opportun.

Recomposition de l'architecture commerciale mondiale | Question **3679** (20/02/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis le Forum économique mondial de Davos, le Premier ministre canadien Mark Carney a pris l'initiative d'appeler les « puissances moyennes » à s'unir face aux pressions commerciales exercées par l'administration Trump. Concrétisant cette vision, des discussions sont désormais en cours entre l'Union européenne et le bloc indopacifique CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans Pacific Partnership). Cette initiative s'inscrit dans un contexte de pression tarifaire croissante de la part des États-Unis excluant tout début de négociation en position d'infériorité. Le Luxembourg, en tant que petit État membre de l'UE fortement dépendant des échanges internationaux, est directement concerné par toute recomposition de l'architecture commerciale mondiale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Gouvernement luxembourgeois soutient-il activement la stratégie de diversification commerciale portée par le Premier ministre canadien Mark Carney, notamment un approfondissement des liens entre l'UE et les membres du CPTPP ? Quelle est la position du Luxembourg, à ce stade, quant à l'opportunité politique et économique d'un tel rapprochement ?

2) Le Gouvernement soutient-il l'objectif de négocier des dispositions relatives aux règles d'origine et à la « cumulation » entre l'UE et le CPTPP afin de faciliter des échanges « à faible tarif » au sein de chaînes d'approvisionnement plus intégrées ?

3) Le Gouvernement a-t-il mené des échanges avec des États européens sur l'initiative portée par le Canada et entend-il soutenir une telle coordination au Conseil des ministres de l'UE ?

Réponse (20/03/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Gouvernement réaffirme son engagement en faveur d'une diversification stratégique et durable des relations commerciales de l'UE pour réduire ses dépendances et renforcer sa résilience économique tout en promouvant le commerce ouvert et fondé sur les règles. Dans cette perspective, le Gouvernement soutient également le renforcement des liens entre l'UE et les membres du CPTPP tel qu'énoncé dans la déclaration ministérielle conjointe publiée à l'issue du premier Dialogue sur le commerce et l'investissement entre l'UE et le CPTPP le 20 novembre 2025.

ad 2) De façon globale, et sans commenter les modalités techniques de propositions non formalisées, le Gouvernement souligne qu'il souscrit aux domaines de coopération identifiés par la déclaration ministérielle conjointe UE-CPTPP, dont notamment l'aspect de résilience des chaînes d'approvisionnement.

ad 3) Le Gouvernement mène des échanges réguliers avec des États européens au sujet de la diversification des relations commerciales, y inclus la récente initiative du Canada. S'agissant de la diversification des relations commerciales, le Gouvernement demeure pleinement disposé à contribuer de manière constructive aux discussions à ce sujet entre États membres ainsi qu'aux travaux du Conseil, dans l'objectif de soutenir une coordination européenne efficace et cohérente.

Collaboration luxembourgeoise avec l'UNRWA | Question **3680** (20/02/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

À l'occasion de la visite du commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, au Luxembourg le 6 février 2026, une collaboration entre le Grand-Duché et

l'agence onusienne a été annoncée, notamment en matière de digitalisation des archives de l'UNRWA et de cybersécurité. Selon plusieurs articles de presse, le Luxembourg soutient déjà financièrement la digitalisation de ces archives, dans le cadre d'un projet visant à préserver l'identité et les droits des réfugiés palestiniens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Monsieur le Ministre peut-il préciser les modalités concrètes de la collaboration luxembourgeoise avec l'UNRWA concernant la digitalisation de ses archives ? Quelles sont les missions et responsabilités partagées de cette collaboration ? Quelles sont les échéances envisagées et les pays ou institutions partenaires impliqués ?

– Quel est le rôle du Luxembourg dans la chaîne de traitement des données (numérisation, analyse, stockage, sécurisation) ? De quelles catégories de données s'agit-il concrètement ? Quelles garanties sont prévues pour la protection des données personnelles, la souveraineté des réfugiés concernés et la conformité avec le droit européen relatif à la protection des données ?

– À ce stade, dans le cadre du projet de digitalisation des archives de l'UNRWA, ces archives numérisées sont-elles destinées à être hébergées ou gérées, entièrement ou en partie, au Luxembourg, notamment via des infrastructures ou des partenariats relevant du concept de « data embassy » ou d'autres dispositifs de souveraineté numérique développés par le Luxembourg ? Ce projet de digitalisation des archives de l'UNRWA s'inscrit-il dans le cadre de la stratégie nationale des données et, le cas échéant, au titre des instruments relatifs à la souveraineté des données ou à la préservation de la mémoire numérique ?

Réponse (19/03/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le projet de digitalisation des archives s'inscrit dans le cadre du Partenariat stratégique 2025-2027 conclu entre le Luxembourg et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), où le Luxembourg finance entièrement l'initiative mise en œuvre directement par l'agence.

La numérisation des archives se déroule dans les bureaux de l'UNRWA dans la région, tandis que leur hébergement est prévu au Luxembourg : les archives historiques et institutionnelles numérisées seront en effet conservées dans un centre de données au Luxembourg, sur la base d'un futur accord de siège entre l'UNRWA et le Grand-Duché de Luxembourg. Un projet d'accord est en cours de négociation et sera ensuite soumis à la Chambre des Députés pour approbation. Cet accord de siège prévoit également l'installation future d'un bureau de l'UNRWA au Luxembourg, renforçant ainsi la présence institutionnelle de l'agence dans le pays et facilitant la gestion et la supervision du projet.

Parallèlement, l'UNRWA a noué un partenariat avec le Centre for Contemporary and Digital History (C²DH) de l'Université du Luxembourg pour le traitement et l'analyse des données ainsi que pour la création de plateformes sécurisées donnant accès aux réfugiés palestiniens à leurs archives personnelles, et à la communauté scientifique dans un cadre contrôlé. Le projet met en place des garanties strictes en matière de protection des données : les archives hébergées au Luxembourg demeurent sous la responsabilité exclusive de l'UNRWA, qui en conserve la propriété, la gestion et le contrôle des accès, tandis que le Luxembourg fournit uniquement l'infrastructure sécurisée, sans accès au contenu. Les infrastructures appliquent des normes élevées de cybersécurité, notamment le chiffrement et un contrôle d'accès rigoureux, garantissant la confidentialité et l'intégrité des données.

En matière de protection des données, le projet prévoit un dispositif complet garantissant la conformité aux standards européens et luxembourgeois en matière de sécurité numérique, tout en respectant le statut juridique particulier de l'UNRWA en tant qu'agence onusienne. La souveraineté numérique des réfugiés palestiniens sera pleinement respectée, seuls les intéressés ou les personnes autorisées pouvant accéder aux archives.

Conformément à son mandat, tel que défini par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale des Nations Unies et ses développements ultérieurs, l'UNRWA demeure responsable de la garde juridique des archives, qui sont conservées en vue d'un transfert futur à l'Autorité palestinienne dès qu'une solution juste et durable sera mise en place.

Enfin, cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale des données du Luxembourg, notamment en matière de souveraineté numérique, de résilience des infrastructures et de préservation de la mémoire institutionnelle.

Aides d'État octroyées au groupe ArcelorMittal | Question **3681** (20/02/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La législation de l'Union européenne permet aux États membres d'octroyer certains types d'aides d'État aux entreprises. Ces aides doivent être notifiées à la Commission européenne, qui les publie sur un site Internet dédié.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) La liste des aides d'État accordées au groupe ArcelorMittal, ou à toute entité appartenant à ce groupe, depuis 2019, telle que publiée par la Commission européenne, est-elle complète et exacte ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir les détails relatifs aux aides publiques qui ne figurent pas dans cette liste ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'ensemble des aides d'État accordées au groupe ArcelorMittal, ou à toute entité appartenant à ce groupe, par le Ministère de l'Économie avant 2019, et ce depuis la conclusion de l'accord « LUX 2006 » ? Monsieur le Ministre peut-il également préciser, pour chacune de ces aides, les montants accordés ainsi que les bases légales sur lesquelles elles reposent ?

3) Des demandes d'aides d'État introduites par le groupe ArcelorMittal ou par une entité appartenant à ce groupe sont-elles encore en cours de traitement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'informer des montants des différentes demandes ainsi que des références aux législations sur lesquelles elles reposent ?

Réponse (12/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En ce qui concerne les aides d'État accordées au groupe ArcelorMittal ou à des entités appartenant à ce groupe depuis 2019, il convient de rappeler que les aides d'État soumises aux obligations de transparence prévues par le droit de l'Union européenne font l'objet d'une publication dans le registre public de la Commission européenne dénommé Transparency Award Module (TAM).

Ce module constitue l'outil de référence en matière de transparence des aides d'État et reprend les informations que les États membres sont tenus de publier conformément aux règles européennes applicables.

Dans ce contexte, les aides relevant de ces obligations de publication peuvent être consultées dans ce registre public, accessible à l'adresse suivante :

https://webgate.ec.europa.eu/competition/transparency/public

À la connaissance du Ministère de l'Économie, les aides concernées ont été publiées conformément aux exigences de transparence prévues par la réglementation européenne.

ad 2) Depuis la conclusion de l'accord « LUX 2006 » et jusqu'à l'année 2019 incluse, le montant total brut des aides d'État accordées au groupe ArcelorMittal ou à des entités appartenant à ce groupe par le Ministère de l'Économie s'élève à 20.200.424 €.

Les montants repris dans le tableau ↑ ci-dessous correspondent aux montants d'aides d'État accordés par décision d'octroi. Ils ne correspondent pas nécessairement aux montants effectivement versés au groupe ArcelorMittal ou aux entités appartenant à ce groupe, ceux-ci pouvant varier notamment en fonction de l'exécution des projets, des dépenses effectivement éligibles et du respect des conditions attachées à l'octroi des aides.

ad 3) À ce jour, plusieurs demandes d'aides d'État ont été introduites par le groupe ArcelorMittal ou par des entités appartenant à ce groupe. Ces demandes sont en cours d'instruction et concernent le domaine de la protection de l'environnement et du climat. Une fois que ces demandes auront été validées, elles seront notifiées à la Commission européenne et publiées dans les registres respectifs. Il convient de souligner que le Ministère de l'Économie attache une importance particulière à l'accompagnement et au soutien des entreprises dans leur développement à travers des régimes d'aides destinés à stimuler l'innovation, la compétitivité et la durabilité.

Frais bancaires pour les services non électroniques | Question **3683** (23/02/2026) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Si de manière générale la digitalisation des services bancaires est largement adoptée par le public, force est de reconnaître qu'une certaine proportion de la population reste éloignée ou exclue de la sphère numérique, que ce soit de manière volontaire ou involontaire. Cela concerne en premier lieu – mais pas exclusivement – les personnes âgées qui n'ont pas le désir ou les capacités d'acquérir les compétences numériques requises, ainsi que les personnes victimes de précarité numérique et les personnes nécessitant une assistance spécifique, respectivement les personnes ayant une déficience intellectuelle.

La CSSF propose un comparateur des frais liés aux comptes de paiement de cinq établissements bancaires ayant au moins 25 agences au Luxembourg (https://www.frais-compte-paiement.lu/fr/). Les frais liés aux opérations bancaires non électroniques qui en ressortent sont regroupés dans le tableau ↑ ci-dessous (consultation le 23 février 2026) :

Il ressort en premier lieu de ce tableau que les conditions tarifaires auxquelles sont confrontées les personnes éloignées ou exclues de la sphère numérique sont très élevées. En guise d'exemple, en calculant avec une consommation de 10 virements et deux retraits d'espèces au guichet par mois, ces personnes doivent s'acquitter auprès de l'établissement étatique

POST d'un montant annuel minimum de 1.224 euros en frais bancaires. Une charge qui semble particulièrement lourde si on pense aux personnes âgées ne bénéficiant que d'une faible pension, aux personnes victimes de précarité numérique ou aux personnes ayant une déficience intellectuelle. À noter également que les deux établissements étatiques POST et BCEE, investis d'une mission de service public, sont loin de proposer les tarifs les plus avantageux.

En deuxième lieu, il faut remarquer la grande hétérogénéité des conditions parmi les cinq établissements bancaires comparés. Si certains établissements pratiquent des taux préférentiels en faveur de certains groupes de personnes (avec notamment des limites d'âge différents), d'autres ne font aucune distinction. Certaines catégories de personnes vulnérables, et notamment les personnes victimes de précarité numérique, semblent complétement ignorées.

Il apparaît également que la politique d'information des établissements quant aux tarifs préférentiels en faveur de certaines catégories de personnes est très timide. Les clients ne sont généralement pas informés de manière proactive par les agents, ne reçoivent pas de courrier postal spécifique et n'ont pas à leur disposition des supports d'information en papier les informant d'éventuels tarifs privilégiés auxquels ils pourraient prétendre.

Finalement, il nous importe de rappeler que la directive européenne 2014/92/UE permet aux États membres de définir librement le mécanisme d'identification des consommateurs vulnérables qui peuvent bénéficier de comptes de paiement à des conditions plus avantageuses ou même à titre gratuit.

Prenant en compte ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Gilles Roth, et à Monsieur le Ministre de l'Économie, Lex Delles :

1) Partagez-vous le constat que les frais bancaires incombant actuellement aux personnes exclues de la sphère numérique peuvent représenter une charge excessive ? N'êtes-vous pas d'avis que l'ampleur de ces frais risque de limiter fortement l'accès de certaines catégories de personnes au système bancaire, voire de les en exclure totalement ? Le Gouvernement est-il prêt à œuvrer en faveur d'une baisse de ces frais ?

2) Pour quelles raisons le Gouvernement, en tant que représentant de l'actionnaire unique des établissements BCEE et POST, n'est-il pas intervenu en faveur de la mise en place de taux plus avantageux pour certaines catégories de personnes vulnérables ? Au vu de la mission de service publique dont ils sont investis, le Gouvernement est-il prêt à intervenir sans délai auprès de la BCEE et de POST en faveur d'une baisse des frais bancaires pour les personnes exclues de la sphère numérique ou plus généralement pour les groupes de personnes vulnérables ?

3) N'êtes-vous pas d'avis que la passivité des établissements bancaires en matière de politique d'information constitue un problème dans le sens qu'elle induit le risque que les personnes âgées exclues de la sphère numérique paient des tarifs plus élevés que ceux auxquels ils pourraient prétendre ? Le Gouvernement est-il prêt à imposer aux établissements des obligations d'information plus contraignantes en ce sens ?

4) Partagez-vous le constat que l'hétérogénité des conditions préférentielles parmi les cinq établissements constitue un problème et qu'il faudrait œuvrer en faveur d'une harmonisation normative de la tarification envers des groupes vulnérables ? Le Gouvernement est-il prêt à agir dans ce sens ?

5) De manière générale, est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'une modification de la législation en matière de comptes de paiement s'impose, afin de protéger les personnes exclues de la sphère numérique et de garantir un accès au système bancaire à toutes et à tous ? Dans la négative, pouvez-vous pleinement motiver votre réponse en nous donnant les raisons d'un tel refus ?

Réponse (23/03/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement attache une importance particulière à l'accessibilité des services bancaires ainsi qu'à la disponibilité d'une offre diversifiée pour les consommateurs.

Afin de renforcer la transparence et la comparabilité des frais, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a mis en place un comparateur de prix recensant les services essentiels liés à un compte de paiement, conformément à la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement. Ladite loi, transposant fidèlement la directive 2014/92/UE, impose également aux prestataires de services de paiement de prévoir une procédure de changement de compte simple et accessible.

Ce cadre légal vise à faciliter la mobilité bancaire et à permettre aux clients de s'orienter vers l'offre la plus attractive et la plus adaptée à leur situation.

Il ressort du comparateur que la grande majorité des établissements recensés appliquent des conditions plus favorables à certaines catégories de clients, notamment les personnes âgées ou celles nécessitant une assistance spécifique, témoignant d'une prise en considération des réalités sociales.

Par ailleurs, le compte de paiement de base garantit à l'ensemble des personnes éligibles l'accès aux services bancaires essentiels. Les services obligatoires qui y sont attachés doivent être fournis gratuitement ou moyennant des frais raisonnables.

À cet égard, il convient de préciser que, depuis l'arrêt de la gratuité du compte bancaire POST intervenu le 10 janvier 2022, POST Finance a mis en place un dispositif d'exemption visant à garantir l'accessibilité bancaire des personnes les plus exposées. Cette exemption s'applique à deux catégories de clients : d'une part, les personnes âgées de plus de 75 ans et, d'autre part, les personnes vulnérables, parmi lesquelles figurent notamment celles qui ne sont pas en mesure d'utiliser les outils numériques ou qui rencontrent des difficultés liées à la précarité numérique. Ces clients bénéficient d'une gratuité complète sur les opérations réalisées au guichet – retraits, dépôts et virements – ainsi que sur les virements effectués sur support papier.

En complément, POST Finance propose un soutien opérationnel pour les clients ayant des difficultés de mobilité ou d'autonomie. Les facteurs peuvent effectuer, à la demande, le dépôt ou le retrait d'argent sans que le client n'ait besoin de se rendre en point de vente. Cette approche vise à assurer une continuité de service pour les personnes âgées, vulnérables ou dépendantes d'un accompagnement humain.

Ainsi, depuis la fin de la gratuité du compte bancaire en 2022, POST Finance a structuré son offre de manière à préserver l'accessibilité bancaire des clients les plus âgés, des personnes vulnérables, ainsi que des personnes ne maîtrisant pas ou ne pouvant pas utiliser les outils digitaux, afin de limiter les risques d'exclusion liés à la digitalisation croissante des services financiers. L'action de la BCEE s'inscrit dans une logique de mission en lien avec l'intérêt public afin de permettre à tous les clients, y compris ceux qui n'utilisent pas ou peu les outils numériques, d'effectuer leurs opérations dans de bonnes conditions de sécurité, de disponibilité et de qualité. C'est ainsi qu'elle prévoit la gratuité des interventions manuelles pour les clients âgés nés avant 1946 et met en place de manière individuelle la même gratuité pour les clients ayant des besoins d'assistance spécifique, en cas d'handicap ou d'illettrisme par exemple. Ces dispositifs évoluent en continu en fonction des besoins observés sur le terrain. L'information tarifaire et les conditions spécifiques sont diffusées de manière transparente via plusieurs canaux : agences, conseillers, supports papier disponibles sur place, communications individualisées, tandis que l'accompagnement des clients moins familiers avec le numérique a été renforcé (actions de sensibilisation en agence, campagnes de communication dédiées, programme spécifique de formation et d'information sur les outils du webbanking et les aspects du cybersecurity, ...).

Il est enfin rappelé qu'il n'appartient pas au Gouvernement d'intervenir dans la fixation des politiques tarifaires, lesquelles relèvent de la responsabilité des établissements bancaires dans le respect des règles de concurrence.

Acquisition de terrains à Heinerscheid | Question **3684** (23/02/2026) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis plusieurs années, le Gouvernement projette la construction d'un contournement de la localité de Heinerscheid dans le canton de Clervaux. Des travaux préparatoires ont d'ores et déjà été effectués. Dans ce contexte, il va de soi qu'il faut acquérir les terrains indispensables à la réalisation de ce projet routier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Comité d'acquisition du Ministère des Finances a-t-il déjà réussi à acheter une partie, voire l'intégralité, des terrains nécessaires à la mise en œuvre de ce projet ?

2) Dans la négative, quelles seraient les éventuelles contraintes freinant l'acquisition des terrains en question ?

Réponse (25/03/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Jusqu'à ce jour, le dossier d'emprises concernant le contournement de la localité de Heinerscheid n'est pas encore parvenu au Comité d'acquisition et le comité n'a pas encore été chargé de procéder aux pourparlers avec les propriétaires concernés par le ministre compétent.

Terrains de sports en gazon synthétique | Question **3687** (24/02/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le recours aux terrains de sport en gazon synthétique s'est développé ces dernières années, notamment pour répondre à des besoins d'utilisation intensive, de disponibilité accrue et de résilience face aux intempéries. Parallèlement, des préoccupations sont régulièrement soulevées quant aux impacts potentiels sur la santé des utilisateurs (exposition à certains composés, chaleur de surface, poussières), sur l'environnement (pertes de granulats, microplastiques, gestion des eaux de ruissellement) ainsi que sur les coûts globaux sur le cycle de vie (installation, entretien, fin de vie).

Au niveau européen, la règlementation européenne sur les produits chimiques REACH interdira la mise

sur le marché des matériaux de remplissage polymériques utilisés comme granulats sur les terrains synthétiques, s'agissant d'une source importante de microplastique, avec une période transitoire longue (jusqu'en 2031) afin de permettre l'adaptation des gestionnaires et collectivités.

Il convient par ailleurs de relever qu'il existe un marché de produits visant à diminuer l'impact environnemental des gazons synthétiques voire à présenter des solutions alternatives (p. ex. remplissages non plastiques, matériaux biosourcés, dispositifs de filtration et filières de recyclage).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Sports :

1) Combien de terrains de sports en gazon synthétique extérieurs existe-t-il actuellement au Luxembourg ? Quelle a été l'évolution au cours des 10 dernières années ?

2) Le ministère dispose-t-il de lignes directrices ou de recommandations à destination des communes et des clubs concernant l'entretien des terrains en gazon naturel, afin de garantir une gestion compatible avec la protection de l'environnement et de la santé des utilisateurs (p. ex. limitation des pesticides et engrais, gestion de l'arrosage, ...) ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

3) Pour ce qui est des terrains synthétiques, le ministère a-t-il formulé des recommandations au niveau de la protection de la santé des utilisateurs voire de la réduction des impacts environnementaux ?

4) Le ministère fournit-il une guidance structurée sur les alternatives au gazon synthétique respectueuses de l'environnement et de la santé humaine ? Le ministère met-il à disposition des communes un outil d'aide à la décision permettant de choisir l'option la plus adaptée au regard de la santé, de l'environnement, des besoins sportifs et des coûts sur le cycle de vie ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (23/03/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre des Sports

ad 1) Le Ministère des Sports possède une vue d'ensemble des infrastructures sportives bénéficiant d'un subventionnement. Il n'existe toutefois pas de registre public consolidé recensant de manière exhaustive l'ensemble des terrains de sport au Luxembourg par type de surface.

ad 2) Bien que le Ministère des Sports encourage une gestion durable des infrastructures sportives, il n'est pas l'autorité compétente pour édicter des prescriptions en matière d'utilisation de pesticides, d'engrais ou de gestion de l'eau.

Par conséquent, le ministère ne dispose, à ce stade, pas de lignes directrices ou de recommandations spécifiques en matière d'entretien, celui-ci relevant de la responsabilité du propriétaire de l'infrastructure.

ad 3) Non, l'appréciation de la conformité sanitaire, chimique ou environnementale des matériaux relève des normes techniques applicables et des autorités compétentes.

ad 4) Le choix du revêtement relève de l'appréciation du maître d'ouvrage, qui doit l'évaluer au regard de l'usage prévu, de l'intensité d'exploitation, des contraintes du site, des exigences sportives et des réglementations applicables.

Autorisations de substances actives dans les pesticides | Question **3688** (24/02/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Dans plusieurs affaires récentes concernant des substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques, la Commission européenne a recouru à l'article 17 du règlement (CE) n° 1107/2009 afin de prolonger temporairement l'approbation de ces substances, au motif que la procédure de renouvellement n'avait pas pu être achevée avant l'expiration de la période d'approbation initiale.

Estimant que les conditions prévues par cet article n'étaient pas remplies, notamment en ce qui concerne la durée des prolongations accordées et l'appréciation des raisons du retard dans les procédures de renouvellement, plusieurs organisations non gouvernementales de protection de l'environnement ont introduit des demandes de réexamen interne, plus précisément concernant les décisions de la Commission de prolonger les autorisations pour le boscalid, le glyphosate et le dimoxystrobine.

La Commission ayant rejeté ces demandes de réexamen interne, les ONG ont saisi la Cour de justice de l'Union européenne, qui a annulé les décisions de rejet de la Commission, en considérant notamment que celle-ci avait procédé à une interprétation erronée de l'article 17 du règlement n° 1107/2009 et n'avait pas effectué une analyse concrète et circonstanciée des conditions justifiant les prolongations accordées.

Dans son arrêt, datant du 19 novembre 2025, la Cour de justice de l'UE a souligné que « la prolongation temporaire d'approbation des substances actives ne peut être appliquée de manière automatique ou systématique ».

Le 16 décembre 2025, la Commission européenne a présenté un changement profond du système européen de régulation des pesticides. En effet, la proposition prévoit d'accorder à la majorité des biocides et des pesticides une autorisation illimitée dans le temps, leur évitant l'actuelle réévaluation automatique de sureté tous les dix à quinze ans. Cette dérèglementation des pesticides a suscité de nombreuses critiques, le Pesticide Action Network Europe (PAN Europe) estimant que la proposition « représente un affaiblissement significatif de la réglementation européenne sur les pesticides, au moment où l'agriculture dépendante de la chimie rend malades les agriculteurs, les écosystèmes et la santé publique ».

L'organisation, dans son papier de position au sujet de la déréglementation des pesticides, alerte sur le fait que la proposition ferait de l'approbation illimitée des substances actives la règle, réduisant fortement les réévaluations périodiques et inversant la charge de la preuve. Ce ne serait plus à l'industrie de démontrer l'innocuité, mais aux autorités d'identifier des risques sur la base d'indices existants.

En parallèle, elle estime que la proposition restreint la capacité des États membres à s'appuyer sur les connaissances scientifiques les plus récentes et prévoit des délais de grâce prolongés pour des substances reconnues dangereuses, ce qui pourrait retarder leur retrait effectif du marché malgré des risques avérés pour la santé et l'environnement.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Combien de produits phytopharmaceutiques actuellement autorisés ou utilisés au Luxembourg contiennent des substances actives bénéficiant d'une prolongation temporaire de leur approbation au niveau de l'Union européenne, accordée sur base de l'article 17 du règlement (CE) n° 1107/2009) ?

2) Quelles sont, selon le Gouvernement, les conséquences pratiques de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives bénéficiant d'une prolongation temporaire d'approbation pour les agriculteurs luxembourgeois, notamment en termes de sécurité juridique et de planification des cultures ?

3) Quelles initiatives le Gouvernement prend-il, tant au niveau national qu'au sein du Conseil de l'Union européenne, pour promouvoir la substitution des substances actives présentant des risques pour la santé humaine ou l'environnement et pour éviter que des prolongations temporaires d'approbation ne retardent de facto leur remplacement par des alternatives plus sûres ?

4) Quelle est la position du Gouvernement concernant la proposition de la Commission européenne visant à accorder des autorisations illimitées dans le temps à la majorité des pesticides et biocides, supprimant ainsi le principe de réévaluation périodique ?

5) Dans ce contexte, le Gouvernement est-il d'avis que la proposition est compatible avec le principe de précaution ?

6) Encore dans ce contexte, quelle est la position du Gouvernement sur les critères proposés par la Commission européenne pour décider du retrait ou de la réévaluation des substances actives ? Madame la Ministre est-elle d'avis que les critères appliqués doivent garantir une réévaluation systématique et fondée sur les connaissances scientifiques les plus récentes ?

7) Le Gouvernement a-t-il exprimé, ou entend-il exprimer, des réserves au sein du Conseil quant aux risques que pourrait comporter cette réforme en matière de protection de la santé publique et de l'environnement ?

Réponse (20/03/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) 386 des produits phytopharmaceutiques autorisés contiennent au moins une substance active bénéficiant d'une prolongation d'approbation.

ad 2) La procédure de prolongation d'approbation est prévue par l'article 17 du règlement précité et ne vise pas la sécurité juridique des agriculteurs ou leur planification des cultures.

Ce sont plutôt les dates d'entrée en vigueur des retraits d'approbation et des délais de grâce qui permettent aux utilisateurs finaux de s'adapter aux circonstances changées. Une prolongation d'approbation induit la possibilité de continuer à appliquer les itinéraires techniques existants jusqu'à ce qu'une décision finale quant à l'approbation soit prise.

ad 3) La Commission européenne a identifié comme frein à la substitution des substances actives à risque la complexité de la procédure d'approbation qui est à la source de retards importants de l'ordre de dix ans. Ces retards empêchent la transition vers des nouvelles substances actives et des produits phytopharmaceutiques plus durables.

L'objectif de la proposition de simplification de la Commission européenne est donc d'accélérer la procédure d'approbation qui permet aux États membres de prioriser l'évaluation des demandes relatives à de nouvelles substances actives. La proposition vise aussi à faciliter la mise sur le marché des substances actives « de biocontrôle ».

Les extensions d'approbation sont prévues par l'article 17 du règlement européen précité. N'agissant pas en tant qu'État membre rapporteur, le Luxembourg n'a pas d'influence sur la vitesse de ces évaluations imposées par le règlement.

Au niveau national, l'aide à la renonciation aux produits phytopharmaceutiques vise explicitement les substances actives classées comme candidates à la substitution et les procédures d'autorisation de nouveaux produits phytopharmaceutiques respectent les délais prévus par la législation.

ad 4) Le Luxembourg reste critique face à l´approbation à durée illimitée de substances actives phytopharmaceutiques et biocides.

Le Gouvernement comprend néanmoins les objectifs de la proposition de la Commission européenne ainsi que la nécessité de rattraper le retard dans les nouvelles approbations, notamment afin de garantir la mise sur le marché de substances innovantes, plus durables et plus respectueuses de la santé humaine, animale et de l'environnement.

ad 5) La limitation à 15 ans pour les produits phytopharmaceutiques a été présentée par la Commission comme une mesure de sauvegarde, et elle devrait être maintenue telle que proposée par celle-ci.

ad 6) Le Gouvernement pourrait considérer davantage la proposition de la Commission si elle inclut un cadre légal strict garantissant que les critères d'approbation des substances bénéficiant d'une telle approbation sont remplis, et que la possibilité de réviser les approbations reste pleinement assurée.

En tout état de cause, il doit rester possible pour les États membres de restreindre l'usage de certains produits lorsqu'ils estiment que les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement sont inacceptables.

ad 7) Au niveau du Conseil de l'Union européenne, les réserves du Gouvernement ont été exprimées lors de la réunion du groupe Antici du 6 mars et soumises en tant que commentaires écrits du Luxembourg.

Participation d'un conseiller communal aux réunions du Collège des bourgmestre et échevins | Question **3689** (25/02/2026) de **M. Dan Biancalana** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Selon un récent article de presse, un conseiller communal d'une commune située dans la circonscription Centre aurait participé, durant une période d'environ un mois, aux réunions du Collège des bourgmestre et échevins. Pour rappel, le bourgmestre est nommé par le Grand-Duc, tandis que les échevins sont nommés par le Ministre de l'Intérieur sur présentation de la majorité du conseil communal. Les conseillers communaux prêtent serment entre les mains du bourgmestre. Le Collège des bourgmestre et échevins constitue l'organe exécutif de la commune et siège à huis clos. En principe, seuls les membres du collège ainsi que le secrétaire communal assistent de manière systématique à ses réunions. La loi communale en vigueur ne prévoit pas la participation d'un conseiller communal aux réunions du collège.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Sous quelles conditions un conseiller communal peut-il participer à une réunion du Collège des bourgmestre et échevins ?

2) Peut-il assister à l'intégralité de la réunion ou uniquement à l'examen d'un point déterminé de l'ordre du jour ? Dispose-t-il, le cas échéant, d'une voix consultative ou délibérative ?

3) Un conseiller communal doit-il faire l'objet d'une invitation formelle émanant du bourgmestre pour pouvoir participer à une réunion du collège ? Cette invitation doit-elle préciser explicitement son objet et le ou les points de l'ordre du jour concernés ?

4) La présence du conseiller communal doit-elle être mentionnée au procès-verbal de la réunion pour le ou les points concernés ?

5) Dans l'hypothèse où une participation conditionnée serait juridiquement possible, mais que les conditions encadrant celle-ci ne seraient pas respectées, quelles en seraient les conséquences juridiques ? Les délibérations adoptées devraient-elles être annulées ou pourraient-elles faire l'objet d'un contrôle de légalité spécifique ?

6) Une participation irrégulière d'un conseiller communal aux réunions du collège est-elle susceptible d'engager la responsabilité administrative, civile ou disciplinaire du bourgmestre ou des membres du collège ?

7) Une telle participation est-elle compatible avec le principe du huis clos applicable aux réunions du collège, notamment au regard des exigences de confidentialité des délibérations ?

8) Le Ministre des Affaires intérieures exerce-t-il un contrôle spécifique dans une telle hypothèse et, le cas échéant, selon quelles modalités ?

9) Quelles mesures le Ministre des Affaires intérieures entend-il prendre dans cette situation afin d'assurer le respect de la loi communale ?

10) Existe-t-il une jurisprudence ou une pratique administrative constante relative à la participation de conseillers communaux aux réunions du Collège des bourgmestre et échevins ?

Réponse (19/03/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le Collège des bourgmestre et échevins est composé du bourgmestre et d'au moins deux échevins. Ses réunions se tiennent à huis clos, en présence du secrétaire communal. Le collège peut, lorsque cela s'avère nécessaire, se faire assister par des experts. Cette assistance peut intervenir avant ou pendant les discussions, mais le vote des membres du collège doit toujours se dérouler dans un huis clos strict.

La présence régulière de tierces personnes, ou même la présence ponctuelle de personnes n'ayant aucun lien direct avec un point inscrit à l'ordre du jour, est susceptible de violer les principes du huis clos et du secret des délibérations. Les conseillers communaux doivent être considérés comme des tierces personnes à cet égard.

Le Collège des bourgmestre et échevins peut également se réunir en « séances de travail », organisées en dehors du formalisme légal strict. Toutefois, dans ce cadre, aucune délibération ne peut être adoptée alors que les conditions légales de forme et de validité des décisions ne sont pas réunies.

ad 2) Je renvoie à la réponse à la question précédente tout en précisant que les résolutions du Collège des bourgmestre et échevins sont pris à la majorité des suffrages. En cas d'unanimité il suffit que l'accord de chaque membre soit consigné par écrit. Il est évident que seuls le bourgmestre et les échevins disposent du droit de vote.

ad 3) Je renvoie à la réponse à la première question.

ad 4) Je renvoie à la réponse à la première question.

ad 5) Je renvoie à la réponse à la première question.

ad 6) Il n'est pas exclu que des décisions irrégulières mettent en jeu la responsabilité des membres du Collège des bourgmestre et échevins.

ad 7) Je renvoie à la réponse à la première question.

ad 8) En cas de composition irrégulière des organes des communes, le ministre exerce la surveillance de la gestion des communes à travers les procédés légaux de droit commun.

Cadre légal et protection des consommateurs face aux « ping calls », appels frauduleux et à l'usurpation de numéros | Question **3690** (25/02/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le phénomène des « ping calls », des appels frauduleux internationaux et du « Call ID spoofing » demeure une fraude persistante affectant de nombreux abonnés luxembourgeois. Ces pratiques reposent sur des numéros surtaxés, l'usurpation de numéros géographiques luxembourgeois ainsi que des appels provenant directement de numéros internationaux frauduleux, soulevant des enjeux à la fois de protection financière des consommateurs et de sécurité des réseaux.

Si la loi du 17 décembre 2021, notamment ses articles 42 et 43, ainsi que le règlement ILR/T24/1 du 8 janvier 2024 ont renforcé le cadre existant, des interrogations subsistent quant à la base légale permettant d'interdire la facturation et l'encaissement des communications établies vers des numéros identifiés comme frauduleux, notamment dans le cas d'appels surtaxés déclenchés par des « ping calls », à l'étendue des obligations techniques des opérateurs en matière de détection et de blocage, ainsi qu'à la coordination institutionnelle et à la centralisation des signalements. Par ailleurs, certains États membres, dont la France et l'Allemagne, ont développé des mécanismes plus structurés en matière de blocage et de non-facturation.

Cette problématique a déjà été abordée à plusieurs reprises par notre groupe, notamment à travers les questions parlementaires n° 3512 du 8 décembre 2017, n° 99 du 12 décembre 2023 et n° 1343 du 10 octobre 2024. Si les réponses apportées ont permis de préciser certains éléments du cadre existant, les évolutions récentes et la persistance du phénomène appellent aujourd'hui des clarifications complémentaires.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) La loi du 17 décembre 2021 confère-t-elle à l'ILR un pouvoir légal explicite permettant d'interdire la facturation et l'encaissement des communications établies vers des numéros reconnus comme frauduleux dans le cadre des « ping calls » et, dans la négative, le Gouvernement reconnaît-il qu'une modification législative s'impose afin d'octroyer à l'ILR un pouvoir clair d'interdiction de facturation et d'annulation des montants indûment facturés aux clients ?

2) Le Gouvernement estime-t-il conforme aux principes de protection des consommateurs que les victimes continuent, en pratique, à supporter les frais générés par des appels identifiés comme frauduleux ?

3) Pourquoi, selon le règlement ILR/T24/1, le blocage des appels géographiques usurpés constitue-t-il une simple faculté pour les opérateurs et non une obligation légale ?

4) En faisant peser « l'entière responsabilité » juridique sur les opérateurs en cas de blocage, le Gouvernement ne craint-il pas de décourager les initiatives proactives de filtrage ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire une obligation légale de blocage technique systématique

des appels frauduleux (« ping calls », « spam calls » et appels usurpés), assortie d'une protection juridique pour les opérateurs agissant de bonne foi ?

6) Le Gouvernement reconnaît-il que le règlement ILR/T24/1 laisse un vide concernant les arnaques issues directement de numéros internationaux frauduleux et compte-t-il étendre ce cadre afin d'autoriser ou d'imposer le blocage des numéros étrangers signalés comme malveillants ?

7) À l'instar des solutions déployées en France, le Gouvernement envisage-t-il d'encourager ou d'obliger les opérateurs luxembourgeois à fournir à leurs clients des outils de filtrage anti-spam vocal capables d'identifier et de signaler les appels malveillants en temps réel, et plus généralement de rendre obligatoire le déploiement de filtres anti-fraude au niveau des réseaux ?

8) Le Gouvernement envisage-t-il la création d'un guichet unique étatique dédié aux fraudes, notamment en matière de télécommunications, afin de centraliser les signalements et de consolider les statistiques relatives aux préjudices financiers subis par les abonnés ?

Réponse (27/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1) et 2) La protection des consommateurs est mise en œuvre par le droit de la consommation et le droit commun. Dès lors qu'un professionnel déroge aux règles prescrites, les sanctions existantes peuvent être prononcées à son encontre lorsque leur non-respect est établi selon les conditions prévues par la loi. Dans le présent cas de figure, le consommateur pourrait par exemple, par le biais du droit de la responsabilité, demander le versement de dommages-intérêts. La prévention, se matérialisant par la vigilance et l'information du consommateur via notamment des sites tels que celui de la Police grand-ducale (Faux appels – Prévention – Portail de la Police grand-ducale – Luxembourg), est un volet essentiel et primordial afin d'éviter d'être arnaqué par des « ping calls » ou autres tentatives malhonnêtes.

La loi du 17 décembre 2021 ne confère pas à l'ILR le pouvoir d'interdire la facturation et l'encaissement des communications établies vers des « ping calls ». L'ILR propose la médiation, qui est un mode de résolution extrajudiciaire des litiges par lequel un tiers indépendant, appelé le Médiateur, a pour mission d'aider les parties à trouver une solution à l'amiable à leur litige. La procédure de médiation est volontaire, gratuite et rapide. Cette procédure permet aux consommateurs de contester les montants indûment facturés dans le cadre de « ping calls ».

ad 3) à 6) L'ILR est en train de réviser le règlement en question en collaboration avec les acteurs du marché, afin de tenir compte de l'évolution technologique.

Il faut cependant souligner qu'un blocage technique comporte toujours le risque d'avoir un impact négatif sur la qualité du service et l'expérience des consommateurs :

– risque de bloquer du trafic légitime (appels internationaux) ainsi que des fonctionnalités légitimes et innovatrices,
– risque de discrimination potentielle envers les appels wi-fi mobile à l'étranger,
– des problèmes de fonctionnalité opérationnelle sur les réseaux qui pourraient entrainer d'importants blocages d'appels.

Dans leur contribution à la consultation publique[2], les acteurs du marché s'étaient à l'époque alors prononcés contre un blocage général et obligatoire des appels provenant de numéros géographiques luxembourgeois au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg. Il est également renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 2460[3].

ad 7) Les opérateurs sont libres de fournir à leurs clients des outils de filtrage anti-spam vocal, dans le respect de la protection des données.

ad 8) Le Gouvernement n'envisage pas la création d'un guichet unique étatique qui serait uniquement dédié aux fraudes en matière de télécommunications.

Évolution et lutte contre le phishing, les appels frauduleux et l'usurpation de numéros au Luxembourg | Question **3691** (25/02/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les phénomènes de phishing, de « ping calls », d'appels frauduleux internationaux et d'usurpation de numéros (« spoofing ») connaissent depuis plusieurs années une évolution préoccupante, tant en termes de volume que de sophistication.

Dans sa réponse à la question n° 99 du 12 décembre 2023, le Gouvernement avait indiqué une forte augmentation des affaires de phishing enregistrées entre 2020 et 2023, tout en précisant que certaines données statistiques et estimations financières n'étaient pas disponibles.

Au regard de la persistance et de l'évolution de ces pratiques, nous souhaitons obtenir une mise à jour des éléments chiffrés et organisationnels.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelle a été l'évolution, entre 2023 et 2025, du nombre d'affaires enregistrées au Luxembourg en matière de phishing, de plaintes relatives à des « ping calls » ou autres appels frauduleux, ainsi que de cas d'usurpation de numéros luxembourgeois (« spoofing ») ?

2) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques concernant le recours par les victimes aux plateformes de signalement, notamment BEE SECURE, et ces données sont-elles centralisées et exploitées de manière coordonnée avec celles de la Police grand-ducale ?

3) Combien d'enquêtes relatives à ces phénomènes ont abouti à l'identification des auteurs, à l'engagement de poursuites judiciaires, à des condamnations et, le cas échéant, à une indemnisation des victimes ?

4) Combien de personnes sont actuellement affectées, au sein de la Police grand-ducale, des parquets et des unités spécialisées en cybersécurité ou en fraude numérique, au traitement de ces dossiers ?

5) Des moyens humains ou techniques supplémentaires ont-ils été alloués depuis 2023 afin de faire face à l'augmentation du phénomène et, dans l'affirmative, lesquels ?

6) Le Gouvernement estime-t-il que les moyens actuellement déployés sont suffisants au regard de l'ampleur et de la complexité croissantes de ces infractions ?

7) Le Gouvernement dispose-t-il désormais d'une estimation des dommages financiers subis par les victimes au Luxembourg, notamment en ce qui concerne les appels surtaxés déclenchés par des « ping calls » ainsi que par d'autres formes de fraudes téléphoniques, telles que l'usurpation de numéros (« spoofing ») ou les appels frauduleux internationaux ?

Réponse (15/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Il est rappelé que la Police grand-ducale publie chaque année les chiffres de la délinquance, qui seront présentés cette année le 23 avril 2026 à la Chambre des Députés et à la presse.

L'observatoire de la cybersécurité du Luxembourg National Cybersecurity Competence Centre « NC3 », publie d'ailleurs régulièrement des statistiques par rapport aux menaces, dont le phishing, sur son site Internet (https://observatory.nc3.lu/).

ad 1) Les cyberattaques et la cybercriminalité augmentent en nombre et en sophistication depuis quelques années au Luxembourg ainsi que dans toute l'Europe, avec une tendance qui devrait encore d'avantage s'accentuer à l'avenir.

Le nombre de plaintes en matière de phishing déposées auprès de la police a augmenté au Luxembourg pendant la période demandée.

Entre août et décembre 2023 : 114 plaintes
En 2024 : 247 plaintes
En 2025 : 367 plaintes

Le nombre de cas d'usurpation de numéros luxembourgeois, dit Spoofing, a connu une évolution vers le bas en 2025, grâce à des mesures préventives prises par les opérateurs téléphoniques.

En 2023 : 55 cas
En 2024 : 98 cas
En 2025 : 32 cas

Le phénomène des ping calls est connu par la police, mais il n'y a pas eu de plaintes en la matière pour la période demandée. Il s'agit d'une arnaque téléphonique consistant à faire sonner brièvement le téléphone avec un numéro inconnu, souvent surtaxé ou étranger, afin d'inciter les destinataires à rappeller.

ad 2) Le Gouvernement ne centralise pas tous les recours par les victimes aux plateformes de signalement.

BEE SECURE transmet les contenus potentiellement illégaux signalés à la Stopline à la police ou à d'autres autorités compétentes. La Stopline de BEE SECURE permet de signaler anonymement trois catégories de contenus :

– les abus sexuels sur mineurs (CSAM) ;
– la discrimination, le racisme, le révisionnisme et le discours de haine et
– le terrorisme.

ad 3) À l'heure actuelle, le Service de police judiciaire mène 88 enquêtes relatives à ces phénomènes. Les identités de 117 auteurs présumés ont pu être confirmées et 45 personnes ont été arrêtées.

Concernant les statistiques des autorités judiciaires, il convient d'abord de relever que celles-ci sont établies sur la base des qualifications pénales des infractions en cause. Les faits délictueux visés par la question parlementaire tombent ainsi sous différentes qualifications pénales (p. ex. escroquerie, blanchiment,

[2] Prise de position en réponse aux contributions soumises à la consultation publique nationale CP/T23/5 du 7 août 2023 au 18 septembre 2023

[3] « Een automatiséierte System fir d'Warnung géint Spam-Uruffer ass am Moment zu Lëtzebuerg nach net am Asaz. Fir datt esou e System effikass an deemno fir den Endbenotzer zouverlässeg funktionéiert, mussen dës Nummeren als Spam identifizéiert ginn an d'Datebank ëmmer aktualiséiert sinn. Dëst erfuerdert eng komplex technesch Ëmsetzung, déi dee Moment och wierklech sécher muss funktionéieren. »

etc.), sachant que le « phishing », le « spoofing » ou les « ping calls » ne constituent pas des qualifications prévues en tant que telles par le Code pénal. Vu que les qualifications en cause, comme p. ex. l'escroquerie, concernent également d'autres fraudes, étrangères aux modes opératoires visés par la question parlementaire, on ne peut pas fournir des statistiques précises et exactes sur les affaires de phishing, ping calls ou spoofing.

En prenant en considération les qualifications pénales des infractions en cause, on peut affirmer que, depuis l'année dernière, environ 26 enquêtes préliminaires sont en cours auprès des parquets, 80 dossiers ont été confiés à des juges d'instruction, à Luxembourg et à Diekirch. Il convient toutefois de préciser qu'un seul dossier peut regrouper plusieurs victimes, ce qui explique l'écart entre le nombre de plaintes et celui des enquêtes.

Depuis l'année 2023, plusieurs affaires de ce type ont donné lieu à des condamnations pénales par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Des peines d'emprisonnement, des amendes et des confiscations ont été prononcées. Des parties civiles se sont vu allouer des dommages-intérêts.

ad 4) à 6) Comme expliqué dans la réponse du 16 janvier 2024 à la question parlementaire n° 99, chaque policier au sein de la Police grand-ducale peut prendre en charge des plaintes dans le cadre d'une affaire de phishing. Le traitement des dossiers est effectué, parmi d'autres, par les sections criminalité générale, anti-blanchiment et cybercrime du Service de police judiciaire. Ces sections regroupent environ 90 enquêteurs et analystes. Le recrutement de la police se poursuit.

Au courant de l'année 2025, une taskforce au sein de la police a été créée pour lutter de manière plus ciblée contre le phénomène croissant du phishing. Celle-ci associe une quinzaine d'enquêteurs et d'experts du Service de police judiciaire qui, en cas de besoin, sont appuyés par d'autres services.

Dans le domaine des escroqueries, la prévention joue un rôle primordial. Par un effort constant et coordonné, la police sensibilise au maximum les acteurs clés (banques, providers) et le grand public pour éviter de nouveaux faits et/ou en réduire les effets. Des conseils de prévention sont régulièrement diffusés via différents canaux (presse écrite, réseaux sociaux, bulletins communaux, campagnes de sensibilisation...) par la police. Les efforts sont constamment adaptés pour atteindre les différents groupes d'âge.

Le Ministre des Affaires intérieures a visité le 18 mars 2026 un projet innovant avec le « Maacher Lycée », qui implique la création de courtes vidéos de sensibilisation par les élèves, en vue de les diffuser sur les réseaux sociaux.

Afin de sensibiliser le public aux risques liés à la cybercriminalité, la police a répertorié l'ensemble des escroqueries en ligne actuellement connues, ainsi que des conseils y associés, sur son site Internet, sous la rubrique « Prévention »[4].

Il est difficile de déterminer avec précision le nombre exact de magistrats qui, à un moment donné, sont amenés à traiter spécifiquement des dossiers liés au phishing. En effet, la répartition des dossiers varie en fonction de la charge de travail, de la complexité des affaires et des nécessités du service. Lorsqu'une telle infraction est portée à la connaissance des autorités judiciaires, le magistrat de permanence prend, le cas échéant, les mesures urgentes qui s'imposent afin de préserver les éléments de preuve et d'assurer le suivi adéquat du dossier.

Le traitement de ces affaires relève, en règle générale, du Département de la criminalité économique et financière du parquet. Ce département dispose d'une expertise particulière dans l'analyse des mécanismes financiers et des phénomènes criminels liés aux infractions économiques et financières. Il constitue l'un des trois piliers organisationnels du parquet et joue un rôle central dans la poursuite de ce type d'infractions.

Actuellement, près de 40 % des effectifs du Parquet de Luxembourg sont affectés au département économique et financier.

Le Gouvernement a la ferme volonté de renforcer massivement les effectifs de la justice et de leur accorder des moyens supplémentaires. Ainsi, le programme pluriannuel de recrutement, adopté en 2024, a prévu la création de 94 nouveaux postes de magistrats de l'ordre judiciaire entre 2024-2025 et 2026-2027. Dans ce contexte, les parquets, les cabinets d'instruction ainsi que la Cellule de renseignement financier (CRF) reçoivent un renforcement substantiel, traduisant la volonté de renforcer les capacités des autorités judiciaires, notamment dans les domaines spécialisés tels que la criminalité économique et financière.

Au fil des dernières années, les méthodologies de travail ont également été affinées afin de permettre un traitement efficace des dossiers, qu'il s'agisse de l'orientation procédurale ou de la poursuite des auteurs. Les autorités compétentes collaborent régulièrement et unissent leurs efforts. La Police grand-ducale, ainsi que BEE SECURE, lancent régulièrement des campagnes de sensibilisation sur le sujet du phishing.

ad 7) La police ne dispose pas de données pour évaluer le préjudice causé par les fraudes de type ping calls ou spoofing.

Quant au phénomène du phishing, la police peut désormais estimer le préjudice à un montant de +- 10.000.000 euros depuis août 2023. Le préjudice réel risque néanmoins d'être plus élevé.

Commercialisation et accès au diesel synthétique HVO100 au Luxembourg | Question **3693** (25/02/2026) de **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le diesel synthétique HVO100 peut permettre, selon la matière première et la méthodologie de calcul, une réduction des émissions de gaz à effet de serre pouvant aller jusqu'à 90 % sur l'ensemble du cycle de vie par rapport au diesel fossile. Sur les émissions à l'échappement, il tend également à réduire les particules.

En septembre 2024, le « Tageblatt » avait indiqué[5] que le HVO100 était disponible à la station Total de Bettembourg, mais qu'il était réservé aux camions, sans accès pour les voitures particulières. L'Université du Luxembourg soulignait[6] également le potentiel des carburants à faible empreinte CO_2. À l'époque, le ministère affirmait ne pas avoir connaissance de projets de distribution à grande échelle de la part des distributeurs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) La réglementation actuelle permet-elle la commercialisation et la distribution de HVO100 pour les voitures particulières au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement prévoit-il des mesures pour élargir l'accès au HVO100, notamment des incitations fiscales ?

3) Le Luxembourg échange-t-il avec les pays voisins au sujet du HVO100 afin d'harmoniser les cadres réglementaires ?

Réponse (27/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Oui, la règlementation actuelle permet la commercialisation et la distribution de HVO100 pour les voitures particulières au Luxembourg. Cependant, il est conseillé à chaque propriétaire de vérifier au préalable, auprès du producteur de son véhicule si son véhicule est compatible avec le HVO100.

ad 2) La directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité pose le cadre pour la taxation des produits tels que le HVO100. Par rapport au minimum fixé dans cette directive, le Luxembourg n'a plus de marge de manœuvre d'abaisser la fiscalité appliquée à ce produit ou des produits similaires. Il y a lieu de souligner que ce produit est déjà exempté de la part taxe CO_2 appliquée aux autres carburants.

ad 3) Le cadre réglementaire est défini au niveau de l'Union européenne. Dès lors, il n'existe pas de nécessité d'engager un échange spécifique avec les pays voisins.

Réhabilitation pénale et réinsertion des personnes condamnées au Luxembourg | Question **3694** (25/02/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La question de la réinsertion des personnes condamnées reste aujourd'hui une problématique centrale dans la politique pénale et sociale du Luxembourg. Le casier judiciaire, bien qu'outil administratif essentiel, est souvent perçu comme un obstacle à la réintégration, à l'accès à l'emploi ou au logement. Il en résulte une stigmatisation prolongée, même après que la peine a été purgée. Dans ce contexte, les mécanismes de réhabilitation de droit et de réhabilitation judiciaire, prévus par le Code d'instruction criminelle, jouent un rôle important pour restaurer les perspectives sociales et professionnelles des personnes concernées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de réhabilitations de droit ont été enregistrées au cours des cinq dernières années ?

2) Pour quels types de condamnations ces réhabilitations ont-elles été accordées ?

3) Combien de demandes ont été rejetées et pour quels motifs ?

4) Des recours ont-ils été introduits contre ces décisions ?

5) Combien de demandes de réhabilitation judiciaire ont été introduites pendant la même période ?

6) Combien de demandes ont été acceptées et combien ont été rejetées ?

[4] https://police.public.lu/fr/prevention/arnaques.html

[5] Rock, D. (2024, 22 septembre). Ökodiesel in Luxemburg: Nachhaltig, aber nicht für Autofahrer. „Tageblatt". https://www.tageblatt.lu/Wirtschaft/Oekodiesel-in-Luxemburg-Nachhaltig-aber-nicht-fuer-Autofahrer-18369.html

[6] Université du Luxembourg, Faculté des sciences, de la technologie et de la médecine (FSTM). (2024, 19 avril). Perspectives of new synthetic fuels with reduced CO_2 footprint. Université du Luxembourg. https://www.uni.lu/fstm-en/news/perspectives-of-new-synthetic-fuels-with-reduced-co2-footprint/

7) Quelles sont les raisons principales retenues pour justifier les refus ?

8) Madame la Ministre estime-t-elle que la procédure de réhabilitation judiciaire est aujourd'hui suffisamment connue et utilisée ?

9) Madame la Ministre estime-t-elle que le cadre juridique actuel de la réhabilitation reste adapté aux enjeux contemporains de réinsertion ? Des réformes du régime applicable sont-elles envisagées ou en cours d'étude ?

Réponse (23/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

À titre préliminaire, il convient de préciser que le droit luxembourgeois prévoit deux mécanismes permettant à une personne condamnée par un tribunal luxembourgeois à une peine criminelle, correctionnelle ou de police de faire cesser, pour l'avenir, les effets de cette condamnation : la réhabilitation de droit (art. 646 et suivants du Code de procédure pénale) et la réhabilitation judiciaire (art. 648 et suivants du Code de procédure pénale).

La réhabilitation de droit intervient automatiquement avec l'écoulement du temps, sans qu'aucune démarche ne soit nécessaire. Elle est acquise lorsque la personne condamnée n'a, pendant un certain délai et tant dans son pays de résidence qu'à l'étranger, subi aucune nouvelle condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit pour des faits prévus par les lois pénales luxembourgeoises.

La réhabilitation judiciaire, pour sa part, doit être demandée par la personne condamnée auprès du procureur d'État après l'écoulement d'un certain délai et sous réserve du respect de certaines conditions.

Dans les deux cas, et conformément aux articles 657 et 658 du Code de procédure pénale, la réhabilitation fait cesser, pour l'avenir, tous les effets de la condamnation dans la personne du condamné, sans préjudice des droits acquis des tiers. Les condamnations sont dès lors effacées du casier judiciaire. La réhabilitation ne restitue toutefois pas au condamné les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il a été destitué. Elle ne le relève par exemple pas non plus de l'indignité successorale et n'empêche pas l'exercice d'une action en dommages-intérêts fondée sur les faits ayant donné lieu à la condamnation.

ad 1) Il est à noter que les données présentées dans le tableau ⬆ ci-dessus concernent uniquement les réhabilitations de droit relatives à des inscriptions au casier judiciaire issues de décisions nationales.

Les décisions prononcées par des juridictions étrangères sont exclues de ces statistiques étant donné que les autorités judiciaires luxembourgeoises ne sont pas compétentes pour accorder des réhabilitations pour ces condamnations.

ad 2) Les réhabilitations de droit peuvent concerner des condamnations inscrites au casier judiciaire à la suite de décisions rendues par différentes juridictions pénales nationales. Les décisions visées sont celles rendues en matière correctionnelle, criminelle et de police.

Il convient toutefois de préciser que, pour une partie des inscriptions au casier judiciaire, le type de décision n'est pas renseigné. Par ailleurs, les données présentées concernent uniquement les décisions prononcées par les juridictions nationales, les décisions émanant de juridictions étrangères étant exclues de ces statistiques. ⬆

ad 3) Comme expliqué ci-dessus, les réhabilitations de droit sont acquises de plein droit, sans aucune demande de la part des intéressés, dès que les conditions prévues à l'article 646 du Code de procédure pénale sont réunies. L'application informatique du casier judiciaire procède au calcul automatique des délais légaux et, le cas échéant, à l'effacement des inscriptions au casier judiciaire. Aucune demande n'est dès lors rejetée.

ad 4) En principe, aucune décision de rejet susceptible d'un recours n'est prise.

Toutefois, conformément à l'article 647 du Code de procédure pénale, « en cas de contestation sur la réhabilitation de droit, ou sur les inscriptions au casier judiciaire, la personne physique intéressée, ou s'il s'agit d'un incapable majeur, son représentant légal, présentera requête à la chambre du conseil de la Cour d'appel. En cas de contestation par une personne morale, son représentant légal présentera requête à la chambre du conseil de la Cour d'appel. Le président de la chambre du conseil de la Cour d'appel communiquera la requête au procureur général d'État. La chambre du conseil de la Cour d'appel statuera sur la demande, le procureur général d'État, la partie ou son conseil entendus, par un arrêt rendu en chambre du conseil. Cet arrêt est susceptible d'un recours en cassation. »

ad 5) Les demandes de réhabilitation judiciaire sont adressées au procureur d'État du lieu de résidence (ou le procureur d'État de Luxembourg en cas de résidence à l'étranger), qui instruit le dossier et rédige un avis. Le dossier est ensuite transmis au procureur général d'État qui rédige également un avis et transmet le dossier à la chambre du conseil de la Cour d'appel. Celle-ci peut statuer sans autres formalités (sans audience) si les avis émis sont positifs. Si les avis sont négatifs ou s'il reste des points à clarifier, le requérant est convoqué à une audience.

Les données disponibles au niveau du casier judiciaire permettent d'identifier les réhabilitations judiciaires effectivement accordées. Elles ne permettent toutefois pas de recenser de manière exhaustive l'ensemble des demandes introduites. Les données présentées portent donc uniquement sur les réhabilitations judiciaires accordées à la suite de décisions rendues par les juridictions nationales. ⬆

ad 6) et 7) Une grande majorité des demandes donne lieu à une réhabilitation et seulement quelques demandes sont déclarées irrecevables, non fondées ou sont rejetées.

Les demandes sont déclarées irrecevables lorsqu'elles sont introduites de manière prématurée, notamment lorsqu'elles sont présentées avant l'expiration des délais requis ou lorsque les parties civiles n'ont pas été indemnisées, ou encore lorsque les amendes et frais de justice demeurent impayés (5 dossiers en 2025, 1 dossier en 2024, 2 dossiers en 2023, 1 dossier en 2022 et 4 dossiers en 2021).

Les demandes sont déclarées non fondées lorsque le comportement du requérant depuis sa dernière condamnation s'oppose à une réhabilitation. Ainsi, la réhabilitation judiciaire n'est pas accordée lorsque l'enquête de police révèle que le requérant s'est fait remarquer de manière négative (à plusieurs reprises) ou pour des faits graves et que par exemple des poursuites pénales sont en cours à raison de ces faits (3 dossiers en 2025, 1 dossier en 2024, 3 dossiers en 2023, 1 dossier en 2022, 2 dossiers en 2021).

Les demandes sont rejetées lorsque le requérant est convoqué à une audience de la chambre du conseil de la Cour d'appel et qu'il ne se présente pas (1 dossier en 2024).

ad 8) Le nombre de demandes introduites témoigne d'un recours effectif à ce mécanisme, qui constitue un instrument important de réinsertion permettant, sous certaines conditions, d'effacer les effets d'une condamnation inscrite au casier judiciaire.

ad 9) Actuellement, il n'est pas prévu de procéder à une réforme structurelle des procédures existantes.

Effacement des condamnations pénales étrangères au casier judiciaire luxembourgeois | Question **3695** (25/02/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

L'article 658 du Code de procédure pénale prévoit que les condamnations pénales prononcées à l'étranger et inscrites au casier judiciaire luxembourgeois ne peuvent être modifiées ou supprimées qu'à la suite de la transmission d'une information en ce sens par l'autorité centrale de l'État de condamnation. En pratique, cette règle implique que l'effacement d'une condamnation étrangère dépend exclusivement du régime juridique applicable dans l'État ayant prononcé la condamnation.

Or, au sein de l'Union européenne, les régimes d'effacement et de réhabilitation des condamnations pénales diffèrent sensiblement d'un État membre à l'autre, tant en ce qui concerne les délais que les conditions et les effets juridiques de ces mécanismes. À titre d'exemple, le droit belge prévoit un effacement automatique des condamnations à des peines de police après un délai de trois ans, tandis que les peines correctionnelles ne peuvent faire l'objet que d'une réhabilitation judiciaire, laquelle n'entraîne pas nécessairement une suppression matérielle de l'inscription au casier judiciaire central, mais seulement une mention marginale.

Il en résulte que des citoyens luxembourgeois condamnés dans un autre État membre peuvent se trouver dans une situation paradoxale : alors que leur condamnation continue à figurer au casier judiciaire luxembourgeois, ils ne peuvent bénéficier ni des mécanismes d'effacement prévus par le droit luxembourgeois, ni, dans certains cas, d'un effacement effectif dans l'État de condamnation, en raison des différences structurelles entre les systèmes nationaux. Cette situation peut entraîner des inégalités de traitement entre personnes condamnées au Luxembourg et personnes condamnées dans un autre État membre, notamment en matière d'accès à l'emploi, au logement ou à certaines professions réglementées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de condamnations prononcées par des juridictions d'un autre État membre de l'Union européenne figurent actuellement au casier judiciaire luxembourgeois ? Parmi celles-ci, combien concernent des ressortissants luxembourgeois résidant au Luxembourg ?

2) Combien de condamnations étrangères ont été supprimées ou modifiées au cours des cinq dernières années à la suite d'une notification transmise par l'État de condamnation, et pour quels types d'infractions ?

3) Le ministère dispose-t-il d'informations ou de statistiques concernant des situations dans lesquelles une condamnation étrangère demeure inscrite au casier judiciaire luxembourgeois alors que, selon le droit de l'État de condamnation, cette condamnation a fait l'objet d'un effacement ou d'une réhabilitation sans suppression matérielle de l'inscription ?

4) Madame la Ministre considère-t-elle que le régime actuel prévu à l'article 658 du Code de procédure pénale garantit une égalité de traitement suffisante

entre les personnes condamnées au Luxembourg et celles condamnées dans un autre État membre de l'Union européenne ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter le cadre légal afin de permettre, à titre subsidiaire ou sur demande de la personne concernée, un effacement ou une limitation des effets d'une condamnation étrangère lorsque celle-ci aurait été effacée ou n'aurait plus d'effet équivalent en droit luxembourgeois ?

6) Des initiatives ont-elles été prises ou sont-elles envisagées au niveau européen, notamment dans le cadre du système ECRIS, afin d'harmoniser davantage les règles relatives à l'effacement des condamnations pénales et d'éviter les situations de double pénalisation administrative au sein de l'Union européenne ?

Réponse (26/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Actuellement, 8.312 condamnations prononcées par des juridictions d'autres États membres de l'Union européenne sont inscrites au casier judiciaire luxembourgeois. Ces condamnations concernent 5.446 personnes. Parmi celles-ci, 3.289 concernent des ressortissants luxembourgeois résidant au Luxembourg.

Le casier judiciaire contient également 287 condamnations prononcées par des juridictions suisses, concernant 209 personnes, dont 115 sont des ressortissants luxembourgeois résidant au Luxembourg.

Par ailleurs, 34 condamnations du Royaume-Uni concernent 18 personnes, dont 9 des ressortissants luxembourgeois résidant au Luxembourg.

3 décisions émanant de la Principauté de Monaco concernent 3 personnes, dont 2 ressortissants luxembourgeois résidant au Luxembourg.

ad 2) En vertu de l'article 658 du Code de procédure pénale, les inscriptions au casier judiciaire luxembourgeois des condamnations prononcées à l'étranger sont modifiées ou supprimées dès transmission de l'information afférente par l'autorité centrale de l'État de condamnation.

Les données disponibles permettent d'identifier les condamnations étrangères ayant été supprimées du casier judiciaire à la suite d'une telle notification. En revanche, il n'a pas été possible d'identifier de manière fiable les inscriptions ayant fait l'objet d'une modification.

Le tableau ci-dessous présente le nombre total de condamnations étrangères supprimées du casier judiciaire au cours des cinq dernières années à la suite d'une notification transmise par l'État de condamnation.

La répartition de ces suppressions selon le type d'infraction est présentée dans le tableau ci-après.

ad 3) Une condamnation étrangère inscrite au casier judiciaire luxembourgeois est soumise, non pas aux règles de réhabilitation luxembourgeoises, mais aux règles de réhabilitation de l'État membre de condamnation. La réglementation européenne (article 4 de la décision-cadre n° 2009/315/JAI du Conseil du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres) prévoit qu'en cas de réhabilitation, l'État membre de condamnation informe sans délai l'État membre de la nationalité du condamné que la condamnation doit être supprimée. En application de l'article 658 du Code de procédure pénale, la condamnation étrangère est supprimée du casier judiciaire luxembourgeois dès réception de cette information.

ad 4) et 5) Au regard des éléments qui précèdent, notamment des dispositions nationales applicables, dont l'article 658 du Code de procédure pénale, ainsi que des dispositions applicables au niveau européen, aucune insuffisance manifeste en matière d'égalité de traitement ne se dégage à ce stade.

ad 6) Aucune initiative n'est engagée au niveau de l'Union européenne en vue d'harmoniser les règles relatives à la réhabilitation des condamnations pénales.

Évolution des délais, des critères et des tarifs du contrôle technique des véhicules au Luxembourg | Question **3696** (25/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Contrôle technique vu sengem privaten an/oder beruffleche Gefier gehéiert zu dem Verkéiersalldag zu Lëtzebuerg. Déi ënnerschiddlech Sitte vun der SNCT an SNCA ginn dagdeeglech vill besicht an dorops opbauend, versicht d'SNCT hire Service um Client och beschtméiglech ze verbesseren. No 2016 ass de Präis vum Contrôle technique och 2019 nach eng Kéier däitlech an d'Luucht gaangen. Et gëtt, ausserhalb vun den Immatrikulatiounen, awer wéineg Statistiken, déi iwwert déi lescht 5 Joer weisen, a wéi eng Richtung déi ënnerschiddlech Entwécklunge ginn. D'Periodicitéit an eng méiglech Ännerung vun dëser och duerch dat verstäerkt Opkomme vun Elektroautoe sinn och schonns vu mir an enger anerer parlamentarescher Fro thematiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Iwwert déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi huet sech d'Waardezäit bei engem Contrôle technique initial (dat heescht keen zweete Rendez-vous nodeems ee beim éischte Rendez-vous dat betreffend Gefier net autoriséiert huet) entwéckelt?

2. Iwwert déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi huet sech d'Proportioun vun de Gefierer entwéckelt, déi beim éischte Rendez-vous rejetéiert ginn?

3. Sinn d'Krittäre vun de Kontrollen, déi beim Contrôle technique duerchgefouert ginn, an de leschte 5 Joer adaptéiert ginn? Falls jo, wat ass hei geännert ginn?

4. Si weider Augmentatioune bei den Tariffer an den nächsten 3 Joer geplangt? Falls jo, wéini sollen dës ufalen?

Réponse (24/03/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Evolutioun vun den Delaien, Krittären an Tariffer vum Contrôle technique vun de Stroossegefierer zu Lëtzebuerg.

ad 1. Genee Statistiken zu der Entwécklung vun de Waardezäite bei engem Contrôle technique initial leien dem Ministère net vir. Et kann awer generell gesot ginn, dass alleguer d'Kontrollstatiounen an de Méint Mee bis Juli ëmmer méi staark besicht sinn. Eng méiglech Erklärung dofir ass den Autosfestival, deen traditionell Enn Januar bis ugangs Februar ass an hei vill nei Autoe verkaf ginn. Dës Autoe ginn dann oft an de Méint Mee bis Juli ausgeliwwert. A well d'Periodicitéit vum Contrôle technique op den Datum vun der éischter Umeldung gerechent gëtt, mussen dës Autoen dann och alljoers an deene Méint an de Contrôle technique. Dësen Effekt huet sech duerch Corona och nach e bëssen erweidert, sou dass och nach d'Méint August a September méi staark ausgelaascht ginn, well et an der Coronazäit zu enger Verspéidung bei den Ausliwwerunge vun den Autoe bei villen Hiersteller komm ass.

ad 2. D'Proportioune vun de Gefierer, déi beim éischte Contrôle technique rejetéiert goufen, stinn an der Tabell heidrënner:

ad 3. Et gouf keng grondleeënd Adaptatioun vun de Krittäre vun de Kontrollen, déi beim Contrôle technique duerchgefouert ginn, an de leschte 5 Joer. Et goufe punktuell Upassunge vum Katalog vun de Kontrollpunkte gemaach. Sou gouf beispillsweis d'Iwwerpréiwung vum eCall System an d'Kontrollpunkten opgeholl an d'Obligatioun fir déi giel Linn ronderëm de Support de plaque gouf ewechgeholl.

ad 4. D'Präisser vum Contrôle technique ginn net vum Staat festgeluecht. Déi dräi Societéiten, déi momentan zu Lëtzebuerg agreéiert sinn, fir de Contrôle technique duerchzeféieren, stinn a Konkurrenz zueneen a berechnen hir eege Präisser fir de Contrôle technique. Aus deem Grond ka keng Ausso doriwwer gemaach ginn, wéi de Präis vum Contrôle technique sech an den nächsten 3 Joer entwéckele wäert.

Enquête de l'EPPO concernant le RGTR | Question **3697** (25/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Communiqué vum 7. Juli 2025 vum European Public Prosecutor's Office (EPPO) gouf matgedeelt, dass zu Lëtzebuerg eng Enquête amgaangen ass wéinst presuméiertem Subventiounsbedruch am Beräich vum ëffentlechen Transport, woubäi et ëm ee Montant vu ronn 23 Milliounen Euro geet, deen u Busfirmen ausbezuelt gouf, déi Suen akasséiert hu fir d'Benotzung vun Elektrobusser, obschonn Diesel- oder Hybridbusser agesat goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass de ganzen RGTR-Reseau vun der Enquête betraff oder just eng oder verschidde Busfirmen, déi fir den RGTR operéieren?

2. Huet de Mobilitéitsministère verstäerkt Kontrollen agefouert, fir sécherzestellen, datt d'Konditioune vun ëffentleche Kontrakter am RGTR-System agehale ginn a fir méigleche Subsidbedruch an Zukunft ze verhënneren?

Réponse (24/03/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Ministère kann sech net iwwert d'Natur vun enger Enquête äusseren, déi net vum Ministère, mä vun der Justiz geféiert gëtt. Den Här Deputéierte gouf am Detail iwwert d'Soupçonen, déi zu enger Denonciatioun gefouert hunn, am Kader vun enger Commission jointe, déi de 15. Januar 2026 am Huis clos, mat dem Här Finanzminister an dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, informéiert. An där Kommissioun goufen och d'Mesuren, déi säitdeem bei der ATP agefouert goufen, virgestallt.

Conditions d'accueil et de conservation de l'exposition « The Family of Man » à Clervaux | Question **3698** (25/02/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

D'Fotoausstellung „Family of Man", déi vum Edward Steichen zesummegestallt gouf, ass eng éischte Kéier 1955 am Museum of Modern Art zu New York gewise ginn. Et ass eng vun de wichtegste Fotoausstellunge vun allen Zäiten. Zanter 1994 gëtt d'Originalausstellung permanent zu Lëtzebuerg am Schlass zu Clierf gewisen. 2003 krut d'Ausstellung de Statut vun engem Unesco-Weltkulturierwen.

Zanter enger Weil gëtt et bei der Fotoausstellung am Clierfer Schlass Veränneruge beim Accueil vun

de Visiteuren a bei der Aarbechtsorganisatioun. Den Accueil/Rezeptioun vun de Visiteure gëtt net méi vu Leit gemaach, déi fest agestallt sinn, mee soll vun Agente vun enger externer Sécherheetsfirma assuréiert ginn. Leider hunn dës Agente keng Erfarung mam Fonctionnement vun engem Musée a sinn och net permanent op der selwechter Plaz am Asaz. E professionellen Accueil an e gudden Encadrement vun auslännesche Visiteuren ass doduerch net méiglech, dacks scho wéinst feelende Sproochkenntnisser.

Leider gëtt et, eisen Informatiounen no, och keen „agent de salle" méi, obwuel dat fir den Oflaf vun de Visitte wichteg ass, an d'Equippe vu gutt forméierte Guidë sollen duerch Studenten ersat ginn.

Am Summer 2025 gouf et doriwwer eraus eng Pann mat der Klimaanlag, déi eréischt kuerz viru Chrëschtdag reparéiert ginn ass.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un den Här Kulturminister stellen:

1. Weess den Här Minister Bescheed iwwer dës kontinuell Verschlechterunge vun de Konditioune ronderëm d'Fotoausstellung „Family of Man"?
– Wa jo, wéi eng Mesurë gedenkt hien ze ergräifen, fir deem entgéintzewierken?

2. Ginn déi Sécherheetsagente spezifesch forméiert, fir an engem Musée den Accueil vu Visiteuren ze maachen, éier se an den Asaz kommen?

3. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Qualitéit vun engem Unesco Weltkulturierwen net misst besser iwwerwaacht ginn?

4. Wéi ass dës Entwécklung vereinbar mat den Efforten, déi am Zesummenhang mat der „image de marque" vu Lëtzebuerg bei den Touristen an den auslännesche Visiteure gemaach ginn?

5. Gëtt et als Folleg vun der Pann un der Klimaanlag e Problem mat der Fiichtegkeet am Schlass?
– Wa jo, si Fotoen doduerch beschiedegt ginn?

6. Wéi eng Iwwerwaachung ass sur place garantéiert, fir dës eemoleg Fotoen ze schützen?

Réponse (06/03/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1., 2., 3. a 6. Den Accueil an d'Sécherheet am Schlass ginn zënter Joren duerch eng Sécherheetsfirma assuréiert, déi d'Surveillance an d'Accueil-Servicer no professionellen Norme garantéiert. Dës Organisatioun gouf am Joer 2025 strukturell verstäerkt, andeems zousätzlech zu den zwee externen Agenten am Accueil eng Gestionnaire opérationnelle am CNA fest agestallt gouf, déi zanter Mee eng permanent operativ Präsenz um Site assuréiert.

D'Roll vun dëser Funktioun ëmfaasst d'gesamt Koordinatioun vum Site op operationellem Niveau. Si geréiert d'Kommunikatioun iwwer Telefon an E-Mail (fom@cna.etat.lu), ass Haaptkontaktpersoun fir extern Interlocuteuren a Fournisseuren a baut aktiv regional Partnerschafte mat der Gemeng Cliärref, a regionalen Hoteller a Restauranten aus.

Am Beräich vun der Organisatioun vun de Visites guidées assuréiert si d'Gestioun vun allen Demanden (telefonesch an elektronesch), d'Koordinatioun mam ORT an de Guiden, d'Kontroll vum wéchentleche Visittekalenner, a schéckt d'Confirmatioun un d'Clienten.

Zousätzlech iwwerhëlt si administrativ a verschidde finanziell Suivien, an ënnerstëtzt eis Responsabel Maintenance. Si iwwerwaacht den techneschen Ënnerhalt vum Gebai.

Parallell dozou bleift d'Roll vun den Agenten am Accueil kloer definéiert: Si assuréieren den Empfang vun de Visiteuren, den Ticketsverkaf, d'Op- an Zouspäre vun der Ausstellung an déi permanent Surveillance vun de Raim a Wierker. Si si méisproocheg (Franséisch, Englesch, Däitsch, Lëtzebuergesch) a kënnen eng kuerz inhaltlech Aféierung ginn.

Bis November 2025 waren zwee erfueren extern Agenten am Asaz, déi iwwert méi Joer um Site geschafft hunn. Am November dunn ass ee vun dësen Agenten duerch eng nei Persoun ersat ginn, déi no präzise Krittäre rekrutéiert gouf an eng strukturéiert Aféierungs- a Formatiounsperiod duerchlaf huet. Deen erfuerenen Agent huet ënner anerem eng ICOM-Formatioun am Beräich Mediatioun absolvéiert a gouf och intern weidergebilt; dës Ufuerderung gëllt och fir nei Agenten.

D'Unzuel vun den Agenten am Accueil gouf Ufank 2025 vun dräi op zwou Persounen ugepasst, well en drëtten Agent sech am Alldag net als noutwenneg fir de gudde Fonctionnement erausgestallt huet. Den Agent de salle gouf domat net suppriméiert, mee seng Präsenz ass bewosst diskreet an un de reelle Besoin ugepasst. Zousätzlech kann den Accueil am Bedarfsfall och duerch d'Gestionnaire opérationnelle oder en drëtten externen Agent ënnerstëtzt ginn.

Bei Gruppen ass eng physesch Präsenz am Ausstellungsraum systematesch garantéiert: an dëse Fäll geet ee vun den Agenten aktiv an de Sall, fir d'Iwwerwaachung direkt ze assuréieren.

Zanter ville Jore schafft de CNA enk a kontinuéierlech mam Office régional du tourisme (ORT) Éislek zesummen. Iwwer dës Zesummenaarbecht assuréiere Guiden d'Visitten an der Ausstellung, déi zanter Joren um Site aktiv sinn an d'Inhalter vun „The Family of Man" fundéiert kennen. Dës Guiden hunn eng spezifesch Formatioun fir d'Ausstellung kritt a suivéiere reegelméisseg Weiderbildungen, ënner anerem am Kader vun ICOM-Formatiounen, fir d'Qualitéit vun der Mediatioun permanent ze garantéieren.

Zënter dësem Joer gouf dës Zesummenaarbecht formell duerch en Tripartitt-Kontrakt tëscht dem CNA, dem ORT an de Guiden definéiert. Dëst ënnersträicht déi professionell Struktur vun der Kollaboratioun.

Et war zu kengem Zäitpunkt virgesinn, dës erfuere Guiden ze ersetzen. Fir d'Qualitéit an d'Disponibilitéit vun de Visitten och laangfristeg ze garantéieren, gouf iwwert verschidde Kanäl vum CNA en Opruff lancéiert, fir nei Guiden ze recrutéieren.

D'Zil ass dobäi net, onerfuere Persoune spontan anzesetzen, mee geziilt Leit mat relevante Kompetenzen oder Erfarung am kulturelle Beräich ze gewannen, déi virun hirem Asaz eng spezifesch Formatioun fir d'Ausstellung duerchlafen. Dëst garantéiert, datt d'Mediatioun och an Zukunft op engem héije professionellen Niveau bleift an dem Statut vun engem Unesco-klasséierte Patrimoine voll entsprécht.

ad 5. D'klimatesch Konditioune vun der Ausstellung baséiere strikt op international unerkannte Conservatiounsstandarde fir fotografesch Originaler. Déi applizéiert Referenzwäerter leie bei enger idealer Temperatur vun 19,5° C bis 20,5° C (am Summer maximal 21° C) an enger relativer Fiichtegkeet vu 45 % bis 55 %. Dës Parameetere ginn deeglech kontrolléiert a systematesch protokolléiert. D'Iwwerwaachung geschitt permanent iwwer de GTC-System a gëtt ergänzt duerch eng wéchentlech technesch Kontroll sur place duerch eng extern Firma, déi d'Maintenance an d'technesch Gestioun vum Gebai assuréiert.

Bei der Maintenance vun der Klimatisatioun am Juli 2025 gouf bestätegt, datt ee vun den zwee Kompressere vun der HVAC-Anlag defekt an net reparabel war. Fir all potenzielle Risiko fir d'Wierker direkt auszeschléissen, goufen ouni Verzögerung adequat a präventiv Mesurë geholl. De funktionéierende Kompresser gouf esou integréiert, datt en och d'Funktioun vum zweeten iwwerhëlt. Och wann dëst eng Belaaschtung vun 100 % bedeit huet, konnt d'Stabilitéit vum System garantéiert ginn. De 25. Juli 2025 goufen zousätzlech véier Entfiichter installéiert, fir d'Hygrometrie weider ze stabiliséieren, an et gouf e verstäerkte Monitoring agefouert, fir all Schwankung direkt kënnen ze dokumentéieren an ze analyséieren.

Et gouf keng dauerhaft Iwwerschreidung vun de konservatoresch relevante Grenzwäerter, an d'klimatesch Konditioune bloufen zu all Zäitpunkt ënner Kontroll.

Parallell dozou goufen direkt zwee nei Kompressere bestallt, een als Ersatz fir den defekten an een zousätzlech als präventiv Mesure. D'Installatioun konnt den 2. Dezember 2025 ofgeschloss ginn.

ad 4. D'Entwécklung ronderëm d'Klimaanlag an déi technesch Upassunge steet net am Widdersproch mat den Efforten am Beräich vun der „image de marque" vu Lëtzebuerg – am Géigendeel, si ënnersträicht se.

Déi séier, präventiv a professionell Reaktioun op d'technesch Situatioun weist, datt d'Conservatioun vum Unesco-Mémoire-du-Monde-Patrimoine héchst Prioritéit huet. D'Klimawäerter goufen zu all Zäitpunkt permanent iwwerwaacht, et gouf direkt an déi néideg Modernisatiounen investéiert, an d'Integritéit vun de Wierker war ni a Gefor. Dëst entsprécht internationale Standarden an dokumentéiert eng verantwortungsvoll a kompetent Gestioun.

Gläichzäiteg gouf d'international Visibilitéit vum Site weider gestäerkt. D'Ausstellung ass reegelméisseg medial couvréiert ginn, ënner anerem duerch Reportagen op France 3 Lorraine an duerch en Optrëtt an der Emissioun „La Grande Balade". Parallell dozou goufe substanziell Projeten entwéckelt an ëmgesat: d'Lancéiere vun engem groussen internationale Projet mam Nikkei fir Japan 2026 (115 Wierker am Dialog mat zäitgenëssesche Kënschtler), d'Organisatioun vun engem annuelle Symposium, d'Entwécklung vum wëssenschaftleche Buch vum Shamoon Zamir (Photography and Citizenship: The Art and the Politics of the Family of Man), d'Recherche zesumme mat der Uni.lu an dem Fonds national de la recherche iwwert d'Receptioun vun der Ausstellung zu Lëtzebuerg an international (FOMLeg), d'Preparatioun an den Ufank vum grousse Renumerisatiounsprojet am Januar 2026, souwéi eng substanziell Verstäerkung vun der Mediatioun (Re-Editioun vum Livre d'or, participativen Zeecheraum, Audioguide „Vu Kanner fir Kanner", Präsenz op de Schoulfoiren, Luxembourg Museum Days, Visitte fir Persoune mat Héierschwieregkeeten). Zousätzlech gouf eng limitéiert Auer am Kader vum 70. Anniversaire an Zesummenaarbecht mat LAPS realiséiert.

Dës Projeten, ronderëm The Family of Man, droe konkreet dozou bäi, Lëtzebuerg als dynameschen, innovativen a verantwortungsvoll handelnde Kulturstanduert ze positionéieren a weisen, datt d'Ausstellung net nëmmen als historesche Patrimoine erhalen ass, mee sech aktiv weiderentwéckelt, wëssenschaftlech kontextualiséiert an international vernetzt.

Droits de douane américains et conséquences pour l'économie luxembourgeoise | Question **3699** (25/02/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 20 février 2026, la Cour suprême des États-Unis a rendu un arrêt censurant les droits de douane annoncés par le Président des États-Unis lors du « Liberation Day » contre un grand nombre de pays. En réaction à

cette décision, le Président des États-Unis a annoncé l'instauration de nouveaux droits de douane globaux, portés à 15 % sur une grande partie des importations et applicables pendant 150 jours.

Cette hausse intervient alors qu'un accord commercial européen-américain avait fixé un plafond de 15 % pour la plupart des produits de l'Union, ce qui laisse désormais craindre une dérive de la politique commerciale américaine et une remise en cause de la fiabilité des engagements pris par les États-Unis. La Commission européenne et plusieurs parlementaires européens ont mis en garde contre la possibilité de recourir à des mesures de rétorsion commerciale, allant de hausses ciblées de droits de douane jusqu'à des restrictions dans les marchés publics ou les investissements, afin de faire pression sur les États-Unis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelle est, à ce jour, la position officielle du Gouvernement luxembourgeois quant à la décision américaine d'imposer des droits de douane de 15 %, et comment cette position est-elle exprimée au sein du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne ?

– Quelles précautions le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre pour protéger les entreprises luxembourgeoises particulièrement exposées aux incertitudes commerciales transatlantiques, notamment dans les secteurs sensibles aux barrières tarifaires et aux mesures de rétorsion potentielles ?

Réponse (24/03/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement luxembourgeois suit avec attention les annonces des États-Unis concernant l'introduction éventuelle de droits de douane supplémentaires, ainsi que leurs implications pour les relations commerciales transatlantiques. L'administration américaine a finalement retenu un taux mondial uniforme de 10 % à la suite de la décision de la Cour suprême des États-Unis. Le Luxembourg soutient la position de l'Union européenne visant à préserver un cadre commercial stable, prévisible et fondé sur des règles et encourage tout effort visant à maintenir un dialogue constructif avec les États-Unis et à obtenir des clarifications sur les mesures annoncées.

L'Union européenne examine différentes options afin de préserver les intérêts économiques européens, y compris, le cas échéant, le recours aux instruments commerciaux appropriés visant à renforcer la résilience du marché intérieur, à diversifier les partenariats commerciaux et à garantir un environnement économique stable pour les entreprises.

Étiquetage environnemental des textiles et Eco-Score au Luxembourg | Question **3700** (26/02/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

L'industrie de la mode, avec sa production massive et jetable, est à l'origine d'environ 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, aggravant le réchauffement climatique via la surconsommation de ressources, les transports et les déchets textiles.

En France, l'« Eco-Score », un dispositif en cours de déploiement depuis le 1er octobre 2025, mesure l'impact environnemental des vêtements et produits textiles sur la base de leur cycle de vie complet. Il évalue les matières premières, la consommation d'eau, la pollution, les transports, la durabilité et d'autres facteurs pour attribuer un score numérique : plus ce chiffre est élevé, plus l'impact est important. L'objectif est d'aider les consommateurs et consommatrices à faire des choix plus durables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Le Gouvernement a-t-il déjà analysé le système français d'Eco-Score pour les textiles ? Si oui, quelles sont les principales conclusions de cette analyse ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire, au Luxembourg, un système d'étiquetage environnemental pour les vêtements et produits textiles, inspiré de l'Eco-Score français ou d'un modèle comparable ?

3) Au cas où un dispositif national ne serait pas envisagé, comment le Gouvernement s'engage-t-il au niveau de l'Union européenne à soutenir un étiquetage environnemental clair et obligatoire pour les textiles, et quelle place voit-il pour l'exemple français dans ce processus ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'une estimation du nombre de produits textiles vendus au Luxembourg qui portent déjà l'Eco-Score français, parce qu'ils sont commercialisés par des marques actives aussi en France ? Le Gouvernement estime-t-il souhaitable de rendre ces informations plus visibles pour les consommateurs et consommatrices au Luxembourg ?

Réponse (13/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) L'outil volontaire de l'Eco-Score français, conçu pour mieux informer les consommateurs sur l'impact environnemental des textiles, a été déployé le 1er octobre 2025. Même si le Luxembourg peut y jeter un regard intéressé, une analyse n'est pas possible à ce stade vu que l'Eco-Score manque de « vécu » et qu'il n'existe pas de données comparatives dans d'autres États membres.

ad 2) Le Gouvernement se prononce en faveur de l'adoption de règles communes en matière d'étiquetage environnemental au niveau de l'Union européenne, basées sur des standards et méthodes scientifiques standardisées dans le domaine des produits textiles.

ad 3) L'étiquetage et le marquage des produits textiles sont encadrés au niveau de l'Union européenne par le règlement (UE) n° 1007/2011[7]. Ce règlement est mis en œuvre au Luxembourg par le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme. Les exigences en matière d'étiquetage sont énumérées à l'annexe IV de ce règlement et prévoient, selon la catégorie de produits textiles, les informations qui doivent figurer sur lesdits produits. Néanmoins, ces exigences ne prescrivent pas l'apposition d'informations environnementales sur l'étiquetage des produits textiles.

Partant, il convient d'observer que l'étiquetage environnemental ne fait pas encore l'objet de mesures d'harmonisation au niveau de l'Union européenne, de sorte que les États membres disposent d'une certaine latitude afin d'adopter des règles au niveau national, sous réserve qu'elles soient conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 35 qui interdit les restrictions quantitatives à l'importation et l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, et la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en la matière.

En dépit de cette possibilité, le Gouvernement se prononce en faveur de l'adoption de règles communes en matière d'étiquetage environnemental au niveau de l'Union européenne afin d'assurer le fonctionnement d'un marché intérieur circulaire, notamment dans le domaine des produits textiles. En effet, l'émergence d'exigences nationales d'étiquetage environnemental peut constituer un frein à la libre circulation de ces marchandises, ainsi qu'à la circularité lorsque les règles nationales entre États divergent.

Dans ce contexte, le Luxembourg suit de près les travaux menés par la Commission européenne dans le cadre du règlement (UE) 2024/1781[8], dit « écoconception ». Conformément à l'article 18 du règlement (UE) 2024/1781, la Commission européenne a adopté, le 16 avril 2025, son Plan de travail sur l'écoconception des produits durables et l'étiquetage énergétique pour la période 2025-2030[9]. Dans ce document, la Commission européenne a inscrit les produits textiles parmi les listes des produits devant être soumis à des exigences d'écoconception en priorité, avec comme calendrier indicatif, une adoption prévue durant l'année 2027. Ces exigences d'écoconception comprendront des exigences en matière de performance et des exigences en matière d'information.

Ce sont ces exigences en matière d'information qui sont importantes dans le contexte de l'étiquetage environnemental. En effet, l'article 7 du règlement (UE) 2024/1781 dispose que de telles exigences peuvent consister en des informations sur la performance du produit, ce qui peut prendre la forme, par exemple, d'un indice de réparabilité, d'un indice de durabilité, d'une empreinte carbone ou, de manière plus générale, d'une empreinte environnementale. Ces modalités d'information semblent se rapprocher du système français prévu par l'arrêté du 6 septembre 2025 relatif à la signalétique et à la méthodologie de calcul du coût environnemental des produits textiles d'habillement.

Ces exigences d'écoconception seront prévues dans un règlement délégué qui sera élaboré et adopté par la Commission européenne. À cette fin, la Commission entreprendra notamment des consultations auprès des parties prenantes concernées et des États membres. Ces derniers, y compris le Luxembourg, seront également impliqués dans la procédure d'adoption de ce règlement délégué.

À noter qu'en tant qu'autorité qui sera désignée prochainement pour la surveillance du marché des produits soumis à des exigences d'écoconception, l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) veillera à ce que les nouvelles obligations introduites dans le contexte du règlement (UE) 2024/1781 soient respectées par les opérateurs économiques actifs sur le territoire luxembourgeois.

Il convient également d'ajouter que les exigences d'écoconception des produits textiles devront figurer

[7] Règlement (UE) n° 1007/2011 du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 relatif aux dénominations des fibres textiles et à l'étiquetage et au marquage correspondants des produits textiles au regard de leur composition en fibres, et abrogeant la directive 73/44/CEE du Conseil et les directives 96/73/CE et 2008/121/CE du Parlement européen et du Conseil.*

[8] Règlement (UE) 2024/1781 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception pour des produits durables, modifiant la directive (UE) 2020/1828 et le règlement (UE) 2023/1542 et abrogeant la directive 2009/125/CE.*

[9] Communication de la Commission – Plan de travail sur l'écoconception des produits durables et l'étiquetage énergétique pour la période 2025-2030.*

dans un passeport numérique de produit, ce qui constitue une nouveauté introduite par le (UE) 2024/1781. Le Luxembourg est également impliqué dans l'élaboration de la norme sous-tendant le format des futurs passeports numériques de produit, dans lesquels les exigences d'écoconception seront affichées.

Enfin, il faut également relever deux futures législations qui pourront avoir un impact en la matière :

– La proposition de règlement révisant le règlement (UE) n° 1007/2011, attendue d'ici l'été 2026, qui prévoira notamment l'intégration d'informations relatives à la composition, à la durabilité, à la réparabilité et l'empreinte environnementale des produits textiles.
– Le Circular Economy Act, attendu pour la fin 2026, qui pourra également prévoir l'harmonisation de certains aspects au niveau de l'Union.

En conclusion, afin d'assurer une sécurité juridique et une prévisibilité pour les opérateurs économiques luxembourgeois et européens, il convient de garantir que les exigences en matière d'étiquetage environnemental des produits textiles soient en adéquation avec les règles européennes les plus récentes en la matière. Ainsi, avant de se doter éventuellement d'un système comparable, le Gouvernement entend suivre les travaux menés au niveau européen dans le contexte du règlement (UE) 2024/1781, de la révision du règlement (UE) n° 1007/2011 et du futur Circular Economy Act, et veillera à ce que le cadre règlementaire européen demeure cohérent et navigable pour les opérateurs économiques.

ad 4) La Direction de la protection des consommateurs ne dispose pas de ces chiffres à cet égard mais est en faveur d'une information claire et transparente du consommateur. À noter que la directive (UE) 2024/825[10] interdit le « greenwashing » (ou écoblanchiment), c'est-à-dire toute allégation environnementale non vérifiée ou infondée qui « affirme ou suggère qu'un produit [...] a une incidence positive ou nulle sur l'environnement, est moins préjudiciable pour l'environnement que d'autres produits, catégories de produits, marques ou professionnels, ou a amélioré son incidence environnementale au fil du temps[11] ».

Ainsi, par exemple, seront considérés comme « trompeurs » la présentation d'un produit comme contenant du « coton durable » si l'origine du coton n'est ni traçable ni distinguée de celle du coton conventionnel dans la chaîne de production ; un label « durable » ou « éco-responsable » sans certification reconnue ; la promotion d'un bidon de lessive comme étant « bon pour la planète » sans autre précision ni preuve à l'appui. Le projet de loi[12] visant la transposition complète de la directive est en cours de procédure législative et son adoption est attendue avant l'été 2026.

Taux de participation « Programme mammographie » | Question **3701** (26/02/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

La première Évaluation du programme de dépistage organisé du cancer du sein au Luxembourg élaborée à partir de données du Registre national du cancer et du Programme mammographie et parue en octobre 2024, indique que le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein s'élevait à 59 % sur la période 2011-2018, avec une tendance à la baisse au fil du temps. Ce taux demeure inférieur aux recommandations européennes, qui fixent un seuil acceptable à 70 % et un objectif souhaitable au-delà de 75 %.

En 2022, le taux de participation chez les femmes de 50 à 69 ans atteignait 52,4 %, tandis que la couverture globale, incluant le dépistage opportuniste, est estimée proche de 70 %, sans pouvoir être précisément quantifiée en raison de l'absence de code spécifique pour le dépistage opportuniste. Le rapport mentionne encore que des études sont en cours pour comprendre les paramètres qui influencent les taux de participation.

Par ailleurs, le rapport souligne que la double lecture des radiographies constitue un élément central de qualité du Programme mammographie et n'est pas appliquée dans le cadre du dépistage opportuniste.

Dans ce contexte, et au regard de l'élargissement récent de la population cible, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'appréciation de Madame la Ministre par rapport à la baisse du taux de participation au Programme mammographie ces dernières années ?

2) Les études en cours pour comprendre l'évolution à la baisse des taux de participation seront-elles finalisées prochainement ? Les résultats permettront-ils d'envisager des mesures concrètes pour atteindre, voire dépasser, le seuil recommandé de 70 %, notamment auprès des femmes nouvellement incluses dans la tranche d'âge des 45-49 ans ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait utile d'introduire un code de nomenclature spécifique permettant de quantifier le dépistage opportuniste ?

Réponse (14/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La diminution du taux de participation au Programme mammographie (PM) observée les années précédentes s'est stabilisée en 2020. Depuis lors, une évolution à la hausse est constatée avec un taux de participation atteignant 55,8 % en 2023.

Outre ce taux de participation, il est utile de consulter le nombre absolu des actes de mammographie effectués dans le cadre du programme de dépistage. En effet la nomenclature des actes et services des médecins comporte trois actes pour la mammographie, à savoir 8V53 « Mammographie bilatérale dans le cadre d'un programme de dépistage précoce du cancer du sein », 8V57 « Mammographie unilatérale de contrôle dans un délai de moins de 12 mois pour lésions suspectes constatées à la mammographie de dépistage précoce du cancer du sein », et 8V58 « Mammographie bilatérale de contrôle dans un délai de moins de 12 mois pour lésions suspectes constatées à la mammographie de dépistage précoce du cancer du sein ».

Le tableau suivant renseigne le nombre d'actes en relation avec le PM de 2016 à 2025[13] :

ad 2) Comme indiqué dans la réponse à la question 1, les taux de participation ne sont plus à la baisse, mais affichent une reprise confirmée. Néanmoins, le Luxembourg a l'honneur d'avoir été sélectionné pour participer à un projet d'évaluation nommé LLUMINAS. Celui-ci est en cours de déploiement et devrait rendre un premier bilan partiel en 2026 sur l'organisation et l'efficience des dépistages organisés dont le PM. Par ailleurs un focus group de femmes concernées a été mis en place en octobre 2025. Le but des échanges dans ce groupe a été de mieux comprendre les freins et les leviers du dépistage pour le cancer du sein et son analyse sera finalisée au premier trimestre 2026.

Les pays européens qui atteignent voire dépassent les 70 % de participation au dépistage organisé du cancer du sein (notamment les pays nordiques comme le Danemark, la Suède et la Finlande) ont plusieurs caractéristiques communes dans l'organisation de leur programme. Parmi ces facteurs, qu'on retrouve également en grande partie au Luxembourg, figurent une invitation systématique et proactive, une organisation centralisée, la gratuité du dépistage ainsi qu'une bonne accessibilité géographique des centres de dépistage. À cela s'ajoutent une communication régulière, une haute qualité technique du dépistage (par exemple à double lecture) et un niveau élevé de confiance dans le système de santé. Il convient toutefois de relever que, dans ces pays, ces performances s'inscrivent également dans un contexte d'une forte culture de la prévention au sein de la population.

Enfin, s'agissant plus particulièrement de l'évolution de la participation selon les tranches d'âge, une analyse complète et consolidée ne pourra être réalisée qu'à l'issue du premier cycle complet d'invitation de deux ans après la mise en place de l'extension du programme. Cette évaluation, prévue pour fin 2026, permettra d'apprécier de manière plus précise les comportements de participation, notamment chez les femmes nouvellement incluses dans la tranche d'âge des 45-49 ans, et d'orienter, le cas échéant, des mesures adaptées.

Finalement et comme indiqué dans le rapport du RNC, le taux de couverture de la population au Luxembourg pourrait être estimé autour de 70 % si l'on prend en compte à la fois les mammographies de dépistage réalisées dans le cadre du PM et celles effectuées à des fins de dépistage en dehors du PM.

ad 3) En supposant que l'expression « dépistage opportuniste » vise les actes de mammographie effectués hors PM, il y a lieu de noter que la nomenclature des actes et services des médecins prévoit d'ores et déjà deux actes pour la mammographie en dehors du PM, à savoir 8V51 « Mammographie unilatérale, toutes incidences » et 8V52 « Mammographie bilatérale ».

Le tableau suivant renseigne le nombre d'actes en dehors du PM pris en charge par l'assurance maladie de 2016 à 2025[14] :

Régionalisation, financement et avenir des maisons de jeunes | Question **3702** (26/02/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Dans le cadre des réflexions actuelles sur l'évolution du modèle de financement et sur l'élargissement du réseau des maisons de jeunes, certains acteurs du secteur social ont exprimé le souhait d'une structuration plus régionalisée de l'offre en matière d'éducation non formelle pour adolescents et jeunes adultes.

Si l'objectif d'assurer une couverture adaptée aux réalités démographiques peut être partagé, une telle

[10] Directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information.
[11] Article 1, point 1, lettre b), directive (UE) 2024/825.
[12] https://www.chd.lu/fr/dossier/8648

[13] Les chiffres pour les années 2024 et 2025 peuvent être incomplets dû à des retards inévitables au niveau de la facturation par les médecins, de l'introduction des factures par les patients et du remboursement par la CNS et les caisses de maladie du secteur public.

[14] Les chiffres pour les années 2024 et 2025 peuvent être incomplets dû à des retards inévitables au niveau de la facturation par les médecins, de l'introduction des factures par les patients et du remboursement par la CNS et les caisses de maladie du secteur public.

régionalisation soulève néanmoins la question de savoir si elle ne risque pas, à terme, de concentrer les services et les financements entre les mains de grands porteurs régionaux, au détriment de petites structures locales associatives.

Or, les maisons de jeunes locales constituent souvent un pilier essentiel du tissu communal, garantissant proximité, accessibilité et relation de confiance avec les jeunes, notamment les plus vulnérables.

Par ailleurs, l'accord de coalition prévoit un élargissement du réseau, une optimisation de la mise en réseau ainsi qu'un développement des missions des maisons de jeunes, notamment dans les domaines des ateliers pratiques, des Makerspaces, des structures participatives et de l'orientation des jeunes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le Gouvernement estime-t-il qu'une régionalisation accrue de l'offre comporte un risque de concentration des services auprès de grands porteurs au détriment de petites structures locales ?

2) Le Gouvernement entend-il préserver explicitement la diversité des porteurs associatifs dans le futur modèle de financement ?

3) Comment le Gouvernement définit-il la distinction entre offre locale et offre régionale ? Existe-t-il des critères formalisés permettant d'éviter une centralisation excessive ?

4) Le futur modèle de financement permettra-t-il le maintien et le financement simultané, dans une même région, d'une maison des jeunes communale et d'une maison des jeunes à vocation régionale ?

5) Des garde-fous sont-ils envisagés afin d'éviter qu'une réforme structurelle du réseau ne conduise indirectement à l'éviction progressive de petites structures locales ?

6) Concrètement, quelles mesures et quels projets sont prévus pour mettre en œuvre l'élargissement du réseau des maisons des jeunes annoncé dans l'accord de coalition ? Un calendrier précis peut-il être communiqué ?

7) Quels moyens budgétaires supplémentaires sont prévus dans le cadre pluriannuel afin de permettre aux maisons de jeunes de développer les nouvelles missions annoncées (Makerspaces, ateliers pratiques, structures participatives, missions d'information et d'orientation) ?

8) Le développement de ces nouvelles missions s'accompagnera-t-il d'une augmentation des effectifs financés par l'État (ETP) ? Si oui, selon quels critères et dans quelles proportions ?

9) Une analyse d'impact sur l'équilibre du tissu associatif et sur la capacité des petites structures locales à assumer ces nouvelles missions a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue avant toute réforme ?

Réponse (15/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 5) L'objectif prioritaire du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) consiste à garantir une offre de qualité, proche des jeunes, accessible et en adéquation avec leur réalité de vie. Le MENJE ne privilégie aucun type de gestionnaire pour les maisons de jeunes, qu'il s'agisse de grandes structures ou d'acteurs locaux.

La distinction entre offre locale et offre régionale ne fait l'objet ni d'une définition ni de critères formalisés et n'est pas déterminante pour l'organisation des services destinés aux jeunes. Je confirme à cet égard ma réponse à la question parlementaire n° 1987 du 27 février 2025, dans laquelle j'ai précisé qu'il n'existe pas de distinction entre maisons de jeunes communales et régionales aux plans administratif et financier.

Le dispositif actuel, reposant sur un cofinancement des maisons de jeunes à parts égales entre l'État et les communes, permet l'implication de différents types de gestionnaires. Ceux-ci doivent remplir les critères définis par le règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes, ainsi qu'aux conditions prévues dans les conventions de cofinancement.

Les mécanismes de financement sont conçus de manière neutre, indépendamment de la taille ou de la structure des gestionnaires. Le choix du gestionnaire est laissé aux communes, plus proches des besoins locaux que le ministère. Dès lors que le MENJE n'intervient pas dans le choix des gestionnaires des maisons de jeunes, la mise en place de garde-fous spécifiques n'est pas prévue.

Même si, dans la pratique, ce cas de figure ne se présente actuellement pas, différentes configurations locales et régionales pourraient coexister lorsqu'elles répondent à des besoins complémentaires. Le MENJE veille toutefois à une répartition des financements permettant de garantir que chaque commune dispose d'une offre pour jeunes adéquate.

ad 6) à 8) L'élargissement du réseau des maisons de jeunes se fait en étroite collaboration avec les communes et conformément aux priorités du programme gouvernemental, afin de garantir une offre adéquate au niveau local ou régional. Une attention particulière est portée aux territoires où l'offre peut encore être renforcée afin d'améliorer l'accessibilité des services pour les jeunes.

À ce stade, huit projets, portés par différentes communes, sont en cours de développement. L'ampleur de chaque projet est adaptée aux besoins identifiés au niveau local. La mise en œuvre de ces projets relève toutefois des décisions propres à chaque commune. Par conséquent, il n'est pas possible d'établir à ce stade un calendrier détaillé et uniforme pour l'ensemble des projets.

La section budgétaire « Secteur de la jeunesse » a connu une hausse sensible en 2026. L'augmentation des moyens budgétaires au bénéfice des maisons de jeunes est de 16 % par rapport à 2025. Le nombre d'ETP dédiés aux maisons de jeunes a également connu des hausses, passant de 183 ETP en 2024, à 195,25 ETP en 2025 et à 209,50 ETP en 2026. L'évolution des ETP dépend des projets des communes et se fait dans le cadre introduit en 2026, qui prévoit le cofinancement d'un équivalent temps-plein sur 500 jeunes au maximum.

ad 9) À ce jour, aucune analyse spécifique de l'impact sur le tissu associatif ou sur la capacité des petites structures locales n'a été réalisée ni prévue. Le MENJE concentre son attention sur les besoins des jeunes et sur la qualité des services qui leur sont proposés, tout en restant attentif à l'évolution du secteur.

Pavillon maritime | Question **3703** (26/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg huet als Land keen direkten Uschloss un d'Mier an awer fueren op der Welt Handelsschëffer ënnert Lëtzebuerger Flagg. D'lëtzebuergesch Schëffsflott beschränkt sech net eleng op d'Booter, déi op der Musel fueren, mee et gëtt Schëffer, déi ënnert lëtzebuergeschem Fändel an internationale Gewässer ënnerwee sinn. Dës Schëffer sinn an engem maritimme Regëster hei am Land agedroen.

No de Bestëmmunge vun den internationale Konventiounen iwwert den internationale Séigebidder, huet de Staat gewësse Verantwortunge vis-à-vis vun dësem Schëffspavillon, wann dëse sech an internationale Gewässer befënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schëffer sinn, Stand haut, am lëtzebuergesche maritimme Regëster ageschriwwen?
Wéi vill vun deene Schëffer
– hunn ee Gewiicht bis 500 Tonnen,
– hunn ee Gewiicht vu 501 bis 5.000 Tonnen,
– hunn ee Gewiicht vu 5.001 bis 25.000 Tonnen,
– hunn ee Gewiicht vu méi wéi 25.001 Tonnen?
Wéi hunn sech dës Zuelen tëschent 2019 an 2025 entwéckelt?

2. Huet Lëtzebuerg eege militäresch maritimm Mëttel, fir Schëffer, déi ënnert dem lëtzebuergesche Pavillon fueren, ze beschützen?

3. Notzt Lëtzebuerg, iwwer d'NATO, d'EU oder aner Kooperatiounsofkommesse mat anere Länner an Organisatiounen, militäresch maritimm Mëttel, fir Schëffer, déi ënnert dem lëtzebuergesche Pavillon fueren, ze beschützen?

4. Wéi eng Verantwortung huet Lëtzebuerg, wann ee Schëff ënner lëtzebuergeschem Pavillon an internationale Gewässer attackéiert oder blockéiert géif ginn?

5. Vu wéi enge Verwaltungen a wéi ginn d'Schëffer, déi op oppener Séi ënnert Lëtzebuerger Flagg fueren, kontrolléiert (zum Beispill an de Beräicher vum Aarbechtsrecht, Ëmweltschutz, Steieren etc.)?

6. Wéi vill Steierrecettë kommen duerch de Lëtzebuerger Pavillon an d'Staatskeess a wat ass de Käschtepunkt vum maritimme Regëster fir de Staat?

Réponse (25/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Am Moment sinn 195 Schëffer am maritimme Regëster agedroe mat engem Gesamtbruttoraumtonnage (GT) vun 1.365.382.

49 Schëffer sinn ënnert 500 GT;
87 Schëffer sinn tëschent 501 a 5.000 GT;
42 Schëffer sinn tëschent 5.001 a 25.000 GT;
17 Schëffer sinn iwwer 25.001 GT.

D'Zuel vun de Schëffer ass relativ stabel bliwwen iwwert déi lescht Joren. De Gesamtbruttoraumtonnage vun der Flott ass allerdéngs erofgaangen.

ad 2. Lëtzebuerg huet keng eege militäresch maritimm Mëttel. Lëtzebuerg huet allerdéngs säit 2012, nodeems d'internationaalt Recht et erlaabt huet, zougelooss, datt privat Sécherheetsfirmen op Lëtzebuerger Schëffer agesat kënne ginn, fir d'Schëffer an hiren Equipage ze beschützen. Vun 2012 bis elo sinn eng 324 entspriechend Autorisatiounen, zesumme mam Justizministère, ausgestallt ginn. Dëst Konzept war ganz efficace, fir d'Schëffer géint Piratenattacken ze schützen.

ad 3. Lëtzebuergesch Schëffer kënne vun EU- an NATO-Operatiounen, déi oft ënnert engem UNO-Mandat operéieren, wéi z. B. „EUNAVFOR ATALANTA", „EUNAVFOR ASPIDES" oder d'Operatioun „Active Endeavour", profitéieren a beschützt ginn.

Lëtzebuerg huet och selwer un esou Missiounen deelgeholl, beispillsweis un der Missioun „EUNAVFOR ATALANTA" tëscht 2009 an 2012. Hei goufen zwee

Iwwerwaachungsfligeren, déi op de Seychelle stationéiert waren, iwwert eng ëffentlech-privat Partnerschaft mat där zu Lëtzebuerg baséierter Firma „CAE Aviation" agesat. E weidert Beispill ass d'Operatioun „EUNAVFOR MED", wou en Iwwerwaachungsfliger, deen op Sizilie stationéiert war, am Kader vun där selwechter ëffentlech-privater Partnerschaft agesat gouf.

ad 4. Dem internationale Recht, besonnesch der Konventioun vun de Vereenten Natiounen iwwer d'Séirecht (UNCLOS), entspriechend üübt de Flaggestaat exklusiv Autoritéit a Juridictioun iwwer seng Schëffer aus, notamment am internationale Gewässer. De Flaggestaat ass de juristesche Garant vum Schëff. Wann d'Schëff attackéiert oder blockéiert gëtt, ass de Flaggestaat mat verantwortlech, fir d'Sécherheet vum Schëff, dem Equipage an der Fracht ze garantéieren, oder eng Enquête duerchzeféieren an d'Interesse vum Schëff, vun dem Equipage an dem Armateur ze verdeedegen.

De 14. Mäerz 2026 ass d'Baggerschëff Zheng He, vum Lëtzebuerger Grupp Jan De Nul, dat säit dem 1. November 2023 wärend engem Hafestopp zu Tampico vun de lokalen Autoritéite blockéiert gouf, fräikomm. Den 3. Juni 2024 hat Lëtzebuerg dëse Fall virun den Internationale Séigeriichtshaff bruecht. Detailer heizou sinn op follgendem Site ze fannen: https://www.itlos.org/en/main/cases/list-of-cases/the-zheng-he-case-luxembourg-v-mexico/.

ad 5. Zu Lëtzebuerg ass de „Commissariat aux affaires maritimes" déi Verwaltung, déi fir d'Inspektioun an d'Zertifikatioun vun den Handelsschëffer, déi um Mier fueren, zoustänneg ass.

All d'Schëffer, déi am internationale Séihandel aktiv sinn, gi vun enger sougenannter „Klassifikatiounsgesellschaft" iwwerwaacht. Dëst si spezialiséiert Firmen, déi technesch Normen a Reegele fir Schëffer ausschaffen an dës och kontrolléieren. Dëst fänkt mam Design an dem Schëffbau un, geet awer och weider iwwert d'ganz operativ Liewensdauer vum Schëff, an deem reegelméisseg Inspektiounen u Bord duerchgefouert ginn. All d'Schëffer, déi ënnert Lëtzebuerger Flagg fueren, si bei enger vun aacht esou Gesellschafte klasséiert, mat deene Lëtzebuerg een Ofkommes huet.

Doriwwer eraus mécht de „Commissariat aux affaires maritimes" och seng eegen Inspektiounen. Dofir gëtt et e Reseau vun Inspekteren uechtert d'Welt, déi am Numm vum „Commissaire aux affaires maritimes" a mat enger schëffspezifescher Checklëscht u Bord ginn an den techneschen Zoustand, mee och déi sozial Konditiounen iwwerpréiwen. Esou eng Inspektioun gëtt ongefeier eemol am Joer duerchgefouert.

ad 6. De „Commissariat aux affaires maritimes" fält säit dem 1. Januar 2005 ënnert de Regime vun engem „service de l'État à gestion séparée", a fir d'Joer 2025 si follgend Donnéeën disponibel: ↑

Laut enger Etude, déi „EY Lëtzebuerg" 2025 duerchgefouert huet, huet de „secteur maritime" ee geschätzte Gesamtëmsaz vun 11 Milliarden Euro, a beschäftegt méi wéi 2.222 Leit am Groussherzogtum. Et handelt sech deemno ëm e relevante Wirtschaftszweig, deen Aarbechtsplazen a Recetten zu Lëtzebuerg generéiert.

Présence potentielle d'amiante dans certains sables de jeu destinés aux enfants | Question **3706** (27/02/2026) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

An engem rezente Pressebericht gëtt gewarnt, datt bestëmmte Chargë vu Spillsand, déi international am Verkéier sinn, Spuere vun Asbest enthale kéinten. Asbest ass bekanntlech eng héich gesondheetsschiedlech Substanz, déi beim Anootme vun de Fasere schwéier a laangfristeg Krankheete verursaache kann. Besonnesch besuergneserreegend ass dëst am Kontext vu Produkter, déi fir Kanner bestëmmt sinn, well si mat esou Materialien direkt a reegelméisseg a Kontakt kommen.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Goufen an de leschte Méint Analysen oder Kontrolle vu Spillsand-Produiten um nationale Marché duerchgefouert? Wa jo, mat wéi enge Resultater?

2. Ass der Regierung bekannt, ob betraffe Spillsand-Produkter och zu Lëtzebuerg importéiert oder verkaf goufen?

3. Wéi eng Mesurë gesäit d'Regierung vir, fir sécherzestellen, datt kontaminéiert Produiten net op de Marché kommen an/oder séier aus dem Verkéier gezu ginn?

4. Wéi eng Recommandatiounen huet d'Regierung fir Crèchen, wou d'Kanner mat kineeteschem Sand spillen?

5. Gesäit d'Regierung Handlungsbedarf op europäeschem Niveau, fir d'Kontroll vun importéierte Spillsand-Produiten ze verschäerfen?

Réponse (31/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Enn Februar 2026 huet den „Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services" (ILNAS), am Kader vu senger Maartiwwerwaachung, siwen Echantillone vu Spillsand vun anere Marken iwwerpréift, déi net op der vun de belschen Autoritéite publizéierter „Blacklist" opgelëscht waren, awer nach am lëtzebuergeschen Handel disponibel waren. Dës Prouwe goufen un en akkreditéierte Laboratoire fir eng Analys geschéckt.

Déi detailléiert Analys vum Laboratoire huet gewisen, datt all siwen Echantillonen d'europäesch Sécherheetsufuerderunge fir Spillsaache respektéieren. Sechs Echantillonen hu keng Spuere vun Asbest opgewisen, wärend bei engem Echantillon eng minimal Quantitéit un Asbestfaser festgestallt gouf, déi awer wäit ënner der gesetzlech virgeschriwwener Limite läit.

ad 2. No der Veröffentlechung vun der uewe genannter „Blacklist" huet den ILNAS direkt iwwerpréift, ob déi betraffe Spillsand-Produiten zu Lëtzebuerg disponibel waren oder verkaaft goufen. Dës Kontroll huet erginn, datt kee Produit zu deem Zäitpunkt a Geschäfter oder online disponibel war.

Am Fall vun den Online-Verkeef iwwer Amazon waren dës Produiten zwar schonn aus dem Verkaf geholl ginn, mee no Kontakt mat der Plattform gouf confirméiert, datt eng gewëssen Unzuel dovun awer u Konsumenten zu Lëtzebuerg verkaaft gi war. Amazon huet doropshin e Rappell gemaach an déi concernéiert Akeef per E-Mail iwwer de potenzielle Risiko informéiert.

Zousätzlech hunn an der Tëschenzäit e puer Supermarchéé fräiwëlleg Rappelle vun anere Spillsand-Produiten duerchgefouert, déi zu Lëtzebuerg verkaaft goufen.

ad 3. Den ILNAS verfollegt aktiv d'Entwécklung vun der Situatioun, souwéi d'Publikatioun vun Alerten iwwert kontaminéiert Spillsand-Produiten am europäeschen Alarmsystem Safety Gate vun der Europäescher Kommissioun. Am Kader dovu gesinn d'intern Prozeduren ë. a. follgend Mesurë vir:

– Iwwerpréiwung vun der Disponibilitéit:

Soubal e Produit am Safety Gate gemellt gëtt (ob duerch eng Mesure vun enger EU-Autoritéit, vum ILNAS oder eng fräiwëlleg Notifikatioun vun engem Wirtschaftsacteur), kontrolléiert den ILNAS, ob de Produit zu Lëtzebuerg disponibel ass oder war.

– Interventioun am Fall vun engem Impakt op de Marché:

Wann de Produit zu Lëtzebuerg verkaaft gouf oder nach disponibel ass, setzt den ILNAS déi néideg Mesuren ëm, dorënner:

• Ausstellung vun engem Verkafsverbuet fir de Produit;
• Uweisung un de verantwortleche Wirtschaftsacteur, e Rappell bei de Konsumenten duerchzeféieren an de Produit vum Marché a vun Online-Plattformen zeréckzezéien;
• Veröffentlechung („portail-qualite.public.lu"); vun enger Warnung um Internetsite vum ILNAS
• Weiderleedung vun den Informatiounen un d'Direktioun fir Konsumenteschutz (DPC) an un d'„Union luxembourgeoise des consommateurs" (ULC), déi d'Informatioune weider iwwert hir Internetsitten a sozial Meedie verbreeden.

ad 4. Wéi um Portail-Qualité vum ILNAS uginn[15], ginn d'Persounen, déi Produiten am Besëtz hunn, déi méiglecherweis e Risiko fir d'Gesondheet duerstellen, opgefuerdert, dës net méi ze benotzen.

Am Fall, wou esou Produiten a Crèchen an den Ëmlaf komm wieren, soll hir Notzung agestallt ginn an d'Produiten aus Virsiichtsgrënn ewechgeholl ginn. Am Sënn vum Virsiichtsprinzipp ass et ubruecht, d'Produiten an engem zouene Behälter, ausserhalb vun der Reechwäit vun de Kanner, opzebewaren an d'Instruktioune betreffend de Retour un de Fournisseur oder eng entspriechend Entsuergung ze befollegen.

Et ass dobäi ze ënnersträichen, datt déi fiicht Textur vum Sand an dëse Spillsaachen d'Verbreedung vu méigleche Faseren an der Loft limitéiert an domat de Risiko vun Inhalatioun reduzéiert, deen de wichtegste gesondheetleche Risiko duerstellt[16].

Den ILNAS steet a reegelméissegem Austausch mat der „Inspection du travail et des mines" (ITM) a mat der „Direction de la santé" a kommunizéiert all relevant Resultater, sou datt déi zoustänneg Instanzen dës Informatiounen – wann néideg – an hir Bewäertunge kënne mat afléisse loossen.

ad 5. Den ILNAS hëlt aktiv un den europäesche Reuniounen deel, déi d'Autoritéite vun de Memberstaaten an d'Europäesch Kommissioun zesummebréngen. An dësem Kader ginn och Froen zur Maartiwwerwaachung vu Spillsand-Produiten diskutéiert, mam Zil, eng besser Ofstëmmung an eng méiglech Harmoniséierung vun de Kontrollmechanismen op EU-Niveau ze förderen.

Détection d'un logiciel malveillant sur des appareils mobiles de l'État | Question **3707** (27/02/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

De 27. Februar 2026 huet de Ministère fir Digitaliséierung an engem Communiqué informéiert, datt um System, deen déi mobill Geräter (Smartphonen an Tabletten) geréiert, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologië vum Staat (CTIE) administréiert ginn, eng

[15] Alertes – Portail Qualité – Luxembourg
[16] https://sante.gouv.fr/actualites-presse/presse/communiques-de-presse/article/alerte-sur-la-presence-d-amiante-dans-des-jouets-a-base-de-sable

Malware detektéiert gouf. De betraffene System gouf doropshi preventiv isoléiert, wat dozou gefouert huet, datt den Accès op déi intern Servicer vum Staat iwwer mobill Geräter zënter Donneschdeg Owend net méi disponibel ass.

Laut dem Communiqué bleiwen d'Servicer vum Staat zwar via Computer accessibel an operationell, d'Analysen zum Incident sinn awer nach amgaangen.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung an dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Wéini genee ass d'Malware detektéiert ginn a wéi laang war de betraffene System méiglecherweis kompromettéiert?

2. Ëm wat fir eng Zort Malware handelt et sech, a gëtt et Indicen, datt sensibel oder perséinlech Donnéeë betraff waren oder geklaut goufen?

3. Sinn an dësem Fall och d'Geräter, déi vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) geréiert ginn, notamment d'Tabletten, déi an de Schoulen am Asaz sinn, vun dëser Malware betraff?
Wéi vill mobill Geräter a wéi eng Administratioune respektiv Ministèrë si konkreet vun dëser Mesure betraff?

4. Wéi eng Sécherheetsprogrammer a Kontrollmechanisme ware bis elo fir d'Gestioun vun de mobillen Apparater am Asaz, a ginn déi lo en vue vum Incident iwwerschafft oder verstäerkt? Wa jo, wat ass konkreet geplangt?

5. Gouf d'Commission nationale pour la protection des données (CNPD) informéiert? Falls jo, mat wéi enge Conclusiounen?

6. Wéi gëtt d'Kontinuitéit vum ëffentleche Service fir déi Fonctionnairen a Beamten assuréiert, déi am Alldag op mobill Geräter ugewise sinn?

Réponse (24/03/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De 26. Februar 2026 ass op dem System, deen déi mobill Geräter (Smartphonen an Tabletten) geréiert, eng Malware detektéiert ginn. De System ass e puer Stonne virun der Zoustellung vum leschten Update duerch de Fournisseur, Enn Januar, infizéiert ginn.

ad 2. Et handelt sech ëm eng „mémoire residente" Malware. D'Analysen hunn erginn, datt de Malware Zougréff op d'Lëscht vun den Handyen an Tabletten, déi vum CTIE geréiert ginn, ginn huet. An där Lëscht sti souwuel Date betreffend d'Notzer vum Device, ewéi och Informatiounen zum Apparat selwer. Daten, déi um Handy oder Tablett selwer stockéiert sinn, ewéi Messagen, Kalenner oder Fotoen, si vum Incident net touchéiert.

ad 3. Laut den Informatiounen, déi meng Servicer vum CGIE kritt hunn, ass dat net de Fall.

Well de CTIE de betraffene System huet missen isoléieren an nei opsetzen, sinn all d'mobill Geräter, déi vum CTIE geréiert ginn, vun der Mesure betraff gewiescht. Am Ganzen handelt et sech ëm ronn 4.850 Apparater.

ad 4. D'Sécherheetsmesuren, déi en place waren, hunn erlaabt, dass de CTIE direkt no der Detektioun, preventiv, de betraffene System isoléiere konnt. Aus Sécherheetsgrënn gi keng méi detailléiert Informatiounen iwwert d'Mesuren, déi geholl goufen, matgedeelt. Esou en Incident kann een ni komplett ausschléissen. Wéi bei all Incident wäerten och aus dësem Tëschefall nei Erkenntnisser gewonne kënne ginn.

ad 5. Direkt de 27.2.2026 gouf eng Notification préliminaire vum Incident un d'CNPD gemaach. D'Notifikatioun un CNDP ass am weidere Verlaf komplettéiert ginn. Déi definitiv Konklusioune stinn nach aus.

ad 6. D'Servicer vum Staat ware permanent accessibel a komplett operationell, dëst souwuel iwwert de PC, mat deem all Beamte standardméisseg equipéiert gëtt, wéi och per Handy iwwert de „Webinterface".

Services de support troubles mentaux en formation BTS | Question **3708** (02/03/2026) de **M. Gérard Schockmel** | **M. Gilles Baum** (DP)

De plus en plus de jeunes poursuivant des études supérieures, notamment dans le cadre d'un Brevet de technicien supérieur (BTS), présentent des troubles neurodéveloppementaux ou psychiques tels que le TDAH (trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité) ou des troubles bipolaires.

Ces troubles peuvent avoir un impact significatif sur l'organisation du travail, la concentration, la gestion du stress, la régularité académique ainsi que sur la réussite des examens.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quels sont les dispositifs d'accompagnement et de soutien qui existent actuellement au Luxembourg pour les étudiants en BTS (au sein des établissements ou via des structures externes telles que CePAS, SePAS ou services spécialisés en santé mentale), présentant un trouble mental diagnostiqué (TDAH, trouble bipolaire ou autres), tant au niveau pédagogique que psychosocial ?

2) Existe-t-il une coordination formalisée entre les établissements et ces services de soutien psychologique ou médico-social ?

3) Ces étudiants peuvent-ils bénéficier d'aménagements raisonnables, par exemple temps supplémentaire aux examens, adaptation des modalités d'évaluation, aménagement d'horaires, accompagnement individualisé, et, le cas échéant, selon quels procédures et critères ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer ou de formaliser davantage les dispositifs d'inclusion et de prévention du décrochage pour les étudiants de l'enseignement supérieur court présentant des troubles psychiques ?

5) Étant donné que les formations BTS comportent un stage obligatoire intégré au cursus,
– quels dispositifs spécifiques existe-t-il pour accompagner les étudiants concernés dans la recherche, l'organisation et le déroulement de leur stage ?
– Les éventuels aménagements raisonnables dans ce cadre relèvent-ils exclusivement de l'autonomie des établissements et des entreprises d'accueil ou existe-t-il un cadre ou des lignes directrices nationales en la matière ?
– Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer ou de formaliser cet accompagnement afin de sécuriser le parcours de stage et de soutenir l'insertion professionnelle des étudiants concernés ?

Réponse (30/03/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) À titre préliminaire, il est rappelé que les programmes d'études menant au Brevet de technicien supérieur (BTS) sont offerts par des lycées luxembourgeois. Les étudiants en BTS peuvent avoir recours, au même titre que les élèves de l'enseignement secondaire, aux services des lycées tels que définis au chapitre 8 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, y compris donc aux services spécialisés en matière d'accompagnement et de soutien psychosocial.

Les étudiants du BTS peuvent également bénéficier d'un suivi psychologique ou psychothérapeutique au Centre de consultation pour jeunes et familles (CCJF) du CePAS. Le CCJF propose un accompagnement gratuit et confidentiel, sur rendez-vous, destiné aux jeunes et aux adultes âgés de moins de 30 ans, qu'ils soient scolarisés, en situation de décrochage scolaire ou en transition vers une formation ou un projet scolaire ou professionnel.

La prise en charge peut prendre différentes formes, en fonction des besoins. Sur le plan psychologique et psychothérapeutique, le CCJF offre un soutien pour des difficultés personnelles telles que le mal-être, la solitude, l'angoisse, la démotivation, la gestion du stress, ou encore des problématiques familiales ou relationnelles. La prise en charge peut se faire lors de séances individuelles ou en groupe.

ad 2) Le personnel psycho-socio-éducatif du Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) opère sous l'autorité fonctionnelle du directeur du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS). Cette autorité fonctionnelle signifie que le CePAS joue un rôle de coordination et d'orientation des pratiques, afin de garantir une approche cohérente dans l'accompagnement éducatif et psychosocial des élèves dans les lycées. Ce rôle est accompli à travers différents formats en interaction avec le personnel éducatif et psychosocial de terrain (groupe d'échange, groupe de travail, formation, séminaires, conférences).

Le CePAS agit comme centre de ressources pour les lycées dans plusieurs domaines importants : l'accompagnement psychosocial des élèves, l'éducation non formelle, l'offre périscolaire ainsi que la participation des élèves à la vie scolaire.

Dans ce cadre, le CePAS assure différentes missions :

Il élabore des cadres de référence pour guider les lycées dans l'accompagnement psychosocial des élèves, dans le développement de l'éducation non formelle et dans l'organisation des activités périscolaires. Il accompagne également les lycées dans leurs démarches d'auto-évaluation et d'amélioration de la qualité.

Il organise régulièrement des réunions de concertation avec les directions des lycées et les services concernés, afin d'échanger sur les pratiques, les besoins du terrain et les défis rencontrés dans l'accompagnement des élèves.

ad 3) La loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur définit, aux articles 15 à 19, une procédure permettant de décider, à l'égard des étudiants concernés dans les programmes d'études menant au BTS, des aménagements raisonnables en vue de pallier les entraves à une progression normale dans les études ou en vue de faciliter leur participation aux épreuves d'évaluation. Cette procédure est calquée, mutatis mutandis, sur celle prévue par la loi du 30 juin 2023 dans le domaine de l'enseignement secondaire et sur celle instaurée par la loi de l'université du 27 juin 2018 dans le domaine de l'enseignement supérieur universitaire.

Les articles précités de la loi du 21 juillet 2023 définissent la procédure applicable ainsi que les

aménagements raisonnables pouvant être décidés par la commission des aménagements raisonnables, instaurée par la même loi et chargée de délibérer sur l'ensemble des demandes d'aménagements raisonnables soumises par des étudiants inscrits dans un programme d'études menant au BTS.

ad 4) L'introduction, dans la loi précitée du 21 juillet 2023, d'une procédure d'aménagements raisonnables pour les étudiants inscrits dans un programme d'études menant au BTS, ainsi que le fait que les étudiants BTS peuvent profiter de l'ensemble des services offerts par les lycées en matière d'accompagnement psychosocial témoignent de la volonté d'encadrer et de soutenir au maximum les étudiants dont la progression normale dans les études est entravée ou qui sont empêchés de faire valoir, lors des épreuves d'évaluation, les connaissance et compétences acquises, y compris donc les étudiants présentant des troubles psychiques.

ad 5) Compte tenu de la particularité même du cycle d'études menant au BTS, défini comme une voie de formation de l'enseignement supérieur à visée professionnalisante, hautement spécialisée et élaborée avec une forte implication du secteur professionnel concerné, il n'est que logique que chaque programme comporte obligatoirement un volet de formation « sur le terrain », dans le cadre d'un ou de plusieurs stages, lors desquels les étudiants peuvent mettre en application leurs connaissances et compétences théoriques, gagner des expériences pratiques, se familiariser au quotidien avec la vie professionnelle et nouer d'importants contacts avec des professionnels et des employeurs du secteur concerné.

En vertu de l'article 8 de la loi précitée du 21 juillet 2023, chaque étudiant inscrit à un programme d'études menant au BTS se voit désigner un tuteur qui assure son suivi pendant la durée de ses études. Ce tuteur, qui est désigné par le directeur du lycée parmi les membres du corps enseignant BTS, encadre et soutient l'étudiant aussi tout particulièrement dans le contexte de la recherche, de l'organisation et du déroulement de son stage.

Les stages faisant partie intégrante de chaque programme et étant dotés d'au moins 15 % du total des crédits ECTS, les aménagements raisonnables y applicables sont arrêtés par la commission des aménagements raisonnables. Peut par exemple être arrêté le recours à des aides technologiques et à des aides humaines pour autant que l'atteinte des acquis d'apprentissage propres aux stages concernés reste assurée.

Afin de garantir la cohérence des décisions prises en matière d'aménagements raisonnables et, par là, l'égalité de traitement des étudiants concernés, la loi précitée du 21 juillet 2023 a créé, pour les programmes d'études menant au BTS qui sont offerts à l'heure actuelle par 16 lycées, une commission unique au niveau national. Dans un même souci de cohérence avec les décisions prises au niveau de l'enseignement secondaire, la composition de la commission est en partie alignée sur celle de la commission prévue pour l'enseignement secondaire, tout en tenant compte de la spécificité du contexte du cycle d'études menant au BTS.

Les dispositions précitées témoignent de la volonté d'accompagner et de soutenir au maximum les étudiants concernés, y compris en matière de stage et d'insertion professionnelle.

Dépassements de délais d'examen de demandes de protection internationale | Question **3709** (02/03/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En décembre 2024, le Gouvernement luxembourgeois a décidé de suspendre temporairement l'examen de demandes de protection internationale de personnes syriennes. Cette décision a pour conséquence que certain·e·s demandeur·e·s syrien·ne·s attendent, parfois depuis plusieurs années, qu'une décision soit prise concernant leur dossier, plaçant les personnes concernées dans une situation d'insécurité juridique et humaine durable.

Selon des informations de la presse nationale datant de février 2026, le Ministère de l'Intérieur aurait repris progressivement le processus décisionnel depuis la mi-décembre 2025, et les premières réponses seraient rendues en début 2026. Selon les chiffres fournis à la presse, 562 personnes syriennes seraient en attente d'une décision concernant leur demande de protection internationale.

Dans ma question parlementaire n° 0427, j'avais soulevé la question de la durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale. Cette durée est normalement limitée à 6 mois, mais peut être prolongée de maximum neuf mois sous certaines conditions. En tout cas, la procédure d'examen doit être conclue dans un délai maximal de 21 mois après l'introduction de la demande. Monsieur le Ministre m'avait fourni le tableau ↑ suivant concernant les délais de traitement.

En réponse à la question parlementaire n° 2222, Monsieur le Ministre a expliqué que la réduction de la durée du traitement des demandes de protection internationale était une priorité du Gouvernement, de sorte que les efforts faits au courant des dernières années dans ce domaine seraient poursuivis, entre autres au niveau des ressources humaines, de la formation des agent·e·s en charge du traitement des demandes de protection internationale, de la revue des procédures internes ainsi que de la digitalisation.

Dans ce contexte, je me permets de demander les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il actualiser le tableau ci-dessus concernant la durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale pour les années 2024 et 2025 ?

2) Quelle a été la durée moyenne de la procédure d'examen dans les cinq dernières années (chiffres ventilés par année) ?

3) Dans ce contexte, quelle a été la durée moyenne de la procédure d'examen des demandes de personnes syriennes dans les cinq dernières années (chiffres ventilés par année) ?

4) Pour combien de demandeur·e·s de protection internationale syrien·ne·s le délai maximal de 21 mois est-il aujourd'hui dépassé ?

5) Au vu des délais de traitement des demandes de protection internationale, comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le succès des efforts entrepris dans ce domaine ? Quels moyens supplémentaires Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre afin d'accélérer davantage le traitement des demandes ?

6) Dans quels délais Monsieur le Ministre estime-t-il que ses services puissent traiter l'arriéré des demandes provenant de personnes syriennes ?

Réponse (01/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

À titre préliminaire, il y a lieu de rappeler que le Luxembourg a, tout comme ses homologues européens, suspendu le traitement des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants syriens à la suite de la chute du régime du Président al-Assad en décembre 2024.

Cette suspension du traitement des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants syriens a été nécessaire à plusieurs égards. En effet, la chute du régime du Président al-Assad a profondément modifié la situation politique et sécuritaire en Syrie et les États membres ne disposaient plus d'informations objectives leur permettant d'analyser les demandes de protection internationale alors que la situation était très changeante et les institutions profondément chamboulées. De plus, il s'est avéré que la majorité des ressortissants syriens qui ont introduit une demande de protection internationale au Luxembourg avaient invoqué des motifs de fuite respectivement des craintes en cas de retour en Syrie en lien avec le régime du Président al-Assad. Or une analyse de ces seuls motifs n'aurait pas permis d'avoir une vue complète sur les craintes des personnes concernées de sorte qu'il a été décidé de permettre à tous les ressortissants syriens auditionnés avant la chute du régime d'être réentendus quant à d'éventuels nouveaux motifs ou craintes qui seraient en lien avec le nouveau régime.

ad 1) Tableau ↑

ad 2) Tableau ↑

ad 3) Tableau ↑

Les délais de traitement repris dans le tableau ci-dessus s'expliquent par le fait que comme indiqué en introduction le traitement au fond des demandes de protection internationale était suspendu et que ce sont quasi exclusivement des décisions d'irrecevabilité et de transfert qui ont été prises dans le chef des ressortissants syriens demandeurs de protection internationale.

ad 4) À ce jour, 550 ressortissants syriens sont en attente d'une décision quant à leur demande de protection internationale, parmi eux 267 ont introduit leurs demandes il y a plus de 21 mois.

ad 5) Comme indiqué précédemment un certain nombre de mesures ont été prises par la Direction générale de l'immigration ayant pour finalité d'une part de préparer la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile et d'autre part de réduire les délais de traitement des demandes de protection internationale introduites au Luxembourg ainsi que le traitement du « backlog » à savoir les demandes introduites au cours des derniers mois.

Parmi les mesures figure le recrutement d'agents affectés au Département réfugiés chargé du traitement des demandes de protection internationale. Ces agents ont été recrutés respectivement les procédures de recrutement sont en cours de sorte que les effets positifs ne se font pas encore ressentir.

Dans ce contexte il convient de souligner que chaque agent avant de pouvoir traiter des dossiers doit effectuer un nombre important de formations tel que prévu par les textes législatifs en vigueur. Afin d'être pleinement opérationnel cette période de formation prend entre six mois et un an en fonction des tâches à effectuer.

De plus, il est important de souligner que la Direction générale de l'immigration a entrepris un travail de digitalisation ainsi que d'importants travaux en termes de systèmes informatiques qui ont pour finalité de faciliter et d'accélérer le travail des agents chargés du traitement des dossiers.

ad 6) Le traitement des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants syriens a repris depuis l'été 2025 en ce qui concerne les auditions et depuis le début d'année pour ce qui est de la prise de décision. Les décisions prises dans le chef des ressortissants syriens le seront à la suite d'une analyse individuelle et objective de la situation

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

personnelle de chacun de sorte que cela aboutira tant à des décisions d'octroi que des décisions de refus d'octroi de la protection internationale. En effet, il ne saurait plus être question en Syrie de l'existence d'une situation sécuritaire à tel point dégradée qu'elle justifierait l'octroi d'une protection internationale à tout ressortissant syrien du seul fait qu'il est un ressortissant de ce pays.

La Direction générale de l'immigration s'efforce de traiter les demandes en cours dans les meilleurs délais et a à cette fin affecté plusieurs agents à cette tâche. Il n'est néanmoins à ce stade pas possible d'indiquer un délai précis mais l'ambition est d'avoir terminé le traitement des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants syriens à l'automne 2026, sous condition que la situation politique et sécuritaire en Syrie ne connaisse pas de changements majeurs d'ici la date indiquée.

Perquisition par l'Unité spéciale de la police (USP) à Bonnevoie | Question **3714** (03/03/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon des informations relayées par la presse le 2 mars 2026, une perquisition a été menée dans une maison située rue du Cimetière à Luxembourg-Bonnevoie, sur ordonnance du parquet, dans le cadre d'une enquête visant un homme suspecté de détenir une arme. L'intervention aurait été réalisée par l'Unité spéciale de la police.

D'après les témoignages rapportés, plusieurs occupants de l'immeuble auraient été temporairement maîtrisés lors de l'opération. Parmi eux, une femme enceinte de cinq mois, attendant des triplés, aurait été prise en charge à l'hôpital à la suite de fortes douleurs abdominales provoquées par le choc subi. Un autre habitant aurait indiqué avoir été maintenu au sol, menotté et cagoulé durant près d'une heure avant d'être relâché.

Si la lutte contre la criminalité et la garantie de la sécurité publique constituent des missions essentielles des forces de l'ordre, ces éléments soulèvent néanmoins des interrogations quant à la proportionnalité des moyens engagés, à l'évaluation préalable des risques ainsi qu'à la prise en compte de personnes vulnérables lors de telles interventions.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Étant donné que l'USP n'est engagée que lorsque tous les moyens policiers conventionnels sont épuisés, sur la base de quels éléments a-t-il été décidé de recourir à elle pour cette perquisition ?

2) Quelles procédures existe-t-il afin d'identifier à l'avance la présence éventuelle de personnes vulnérables dans les lieux visés par une intervention ?

3) Quelles sont les directives encadrant l'usage d'armes pointées et de mesures de contrainte à l'égard de tiers qui ne constituent pas la cible directe de la perquisition ?

4) Une évaluation de cette intervention a-t-elle été ou sera-t-elle réalisée afin d'en apprécier la proportionnalité et la conformité aux règles en vigueur ?

5) Comment les personnes concernées sont-elles informées de leurs droits et des voies de recours possibles lorsqu'elles estiment avoir subi un préjudice physique ou psychologique à la suite d'une intervention policière ?

Réponse (27/03/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Pour la perquisition en question, il a été décidé de charger l'Unité spéciale de la police pour intervenir sur base d'éléments concrets tels que l'existence d'un péril imminent pour la sécurité et l'intégrité physique de personnes, de témoignages crédibles, notamment sur la possession d'une arme à feu par le suspect, et sur base d'une analyse rigoureuse des risques.

ad 2) Sur base des informations renseignées dans le Registre national des personnes physiques, la police peut à l'avance identifier la présence éventuelle de personnes mineures ou de personnes âgées.

La police ne dispose par contre pas de moyens pour obtenir des données sensibles telles que des informations relatives à un état de grossesse ou à une maladie grave, qui sont soumises à un régime de protection très strict.

ad 3) La formation des policiers est basée sur la loi du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité et les cours de tactique policière qui leur sont dispensés. Comme il a déjà été expliqué dans le cadre de réponses à des questions parlementaires, des informations de nature opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité.

ad 4) L'Inspection générale de la police s'est saisie d'office d'une enquête administrative dans le cadre de laquelle elle analysera ces éléments.

ad 5) Le site Internet de l'IGP fournit des indications détaillées sur la procédure à suivre par les personnes qui estiment être en présence d'un manquement ou d'un comportement inapproprié d'un membre de la police ou d'un problème de fonctionnement d'un service de la police.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799